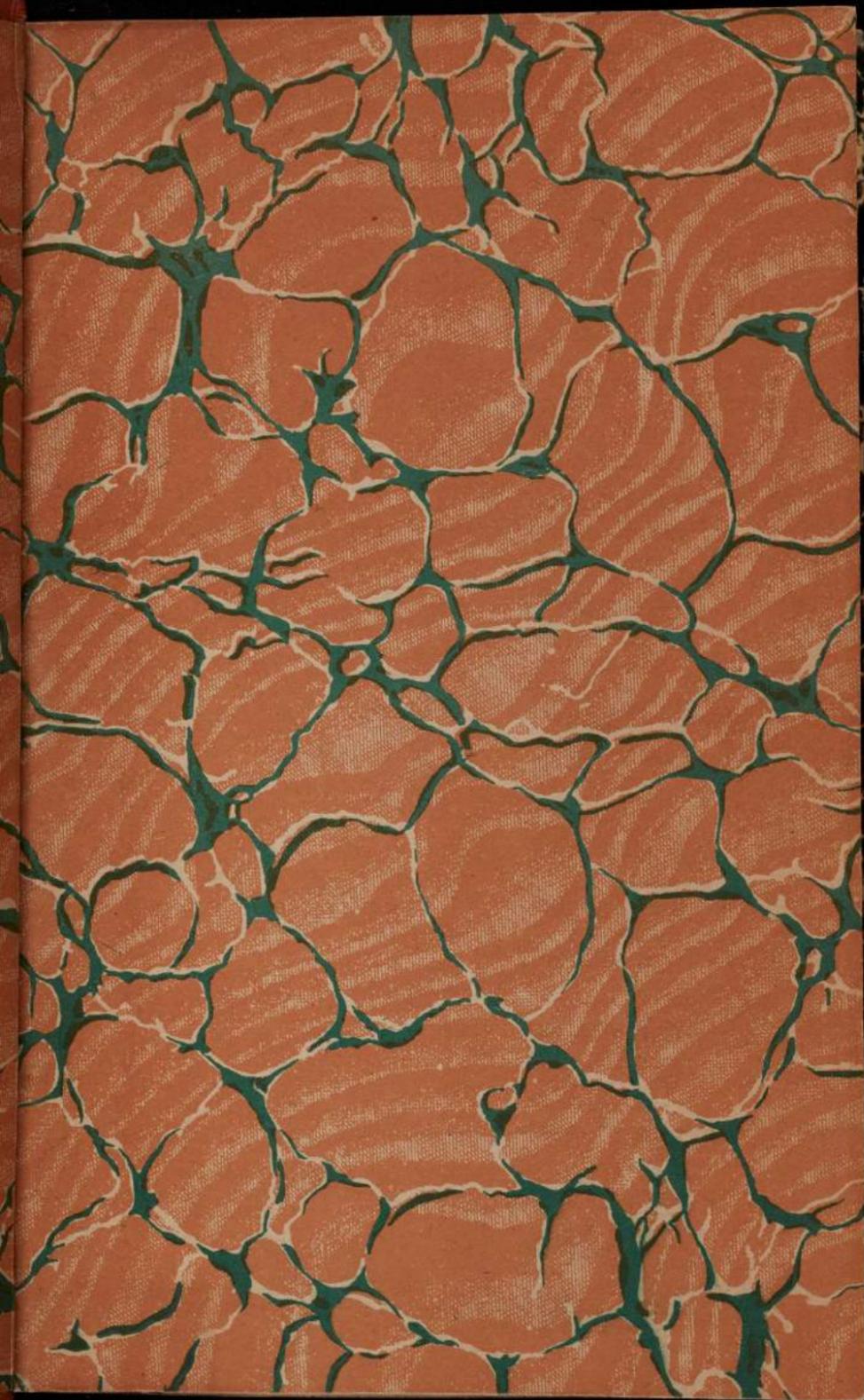


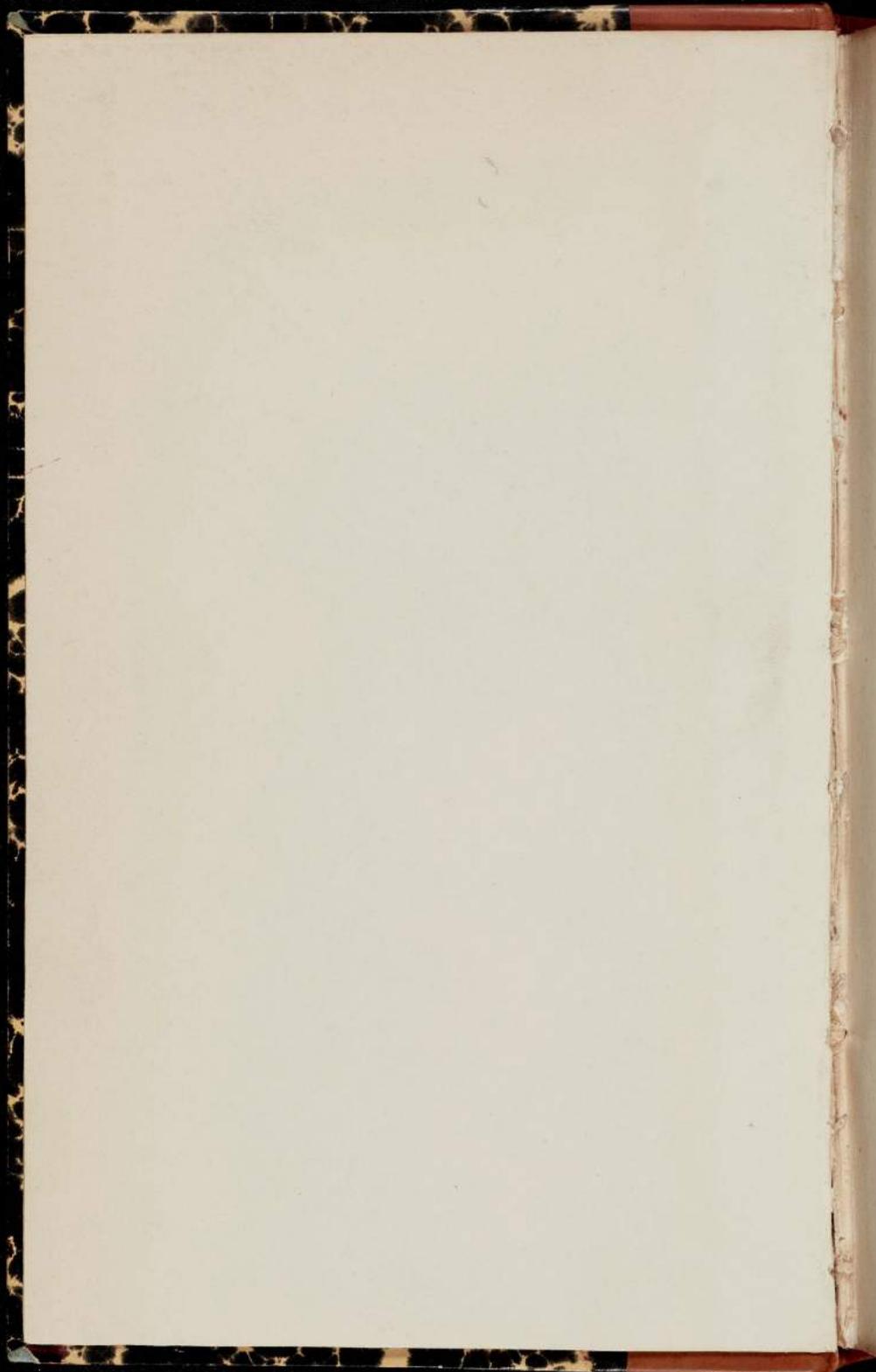
POPA  
53.2

BIBLIOTHEQUE DU SENAT



S0000000275745





5

CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE

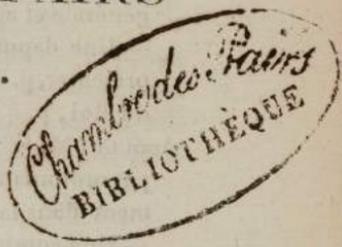
Chambre des Pairs  
Paris

Présidence de Monsieur le Duc de Broglie

Handwritten text in an oval stamp, likely a library or collection mark, possibly containing the name "Bibliothèque" and a date.

CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE.

SESSION DE 1824.



*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 29.—

- Rapport fait, au nom de cette commission, par M. l'évêque d'Hermopolis, p. 33. — Le projet est renvoyé à l'examen des bureaux, *ibid.* — Discuté en assemblée générale et adopté, p. 35. — Texte de l'adresse, p. 36. — Une députation de 25 membres est chargée de la présenter, p. 39. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi, p. 43 et 44.
- AGOULT (M. le vicomte d'). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 45. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 59.
- ALBUFÉRA (M. le maréchal duc d'). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 391. — Présente à la Chambre le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 797. — Défend la rédaction proposée par la commission sur l'article 3, p. 818. — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal prince d'Ekühl, p. 1498 (Impressions, n° 90).
- AMRUGEAC (M. le comte d'). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 916. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 1031. — Fait une observation sur le projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 1561, § 5. — Propose un amendement à la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1700, § 4.
- AMENDEMENTS proposés au projet de loi sur le rem-

- BOURSEMENT des rentes (tableau imprimé de ces amendements, n° 82).
- ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 387.
- ARAMON (M. le comte d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 516 (Impressions, n° 26). — Propose un amendement à la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1700, § 6.

## B.

- BARANTE (M. le baron de). — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur une pétition du sieur Chanlaire, p. 150. — Insiste sur ce renvoi, p. 152. — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 771 (Impressions, n° 44). Obtient la parole dans la délibération des articles de ce projet, p. 817. — Appuie l'amendement proposé par M. le marquis de Lally, sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2242.
- BASTARD (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 340. — Du projet tendant à modifier quelques articles du Code pénal, p. 682.
- BAUSSET (M. le cardinal duc de), décédé le 21 juin 1824. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Quélen, archevêque de Paris, p. 2625. — Notice sur sa vie, par M. l'abbé duc de Montesquiou, p. 2630 (Impressions, n° 178).

- BECQUEY (M.)**, conseiller d'État, directeur général des ponts et chaussées. — Combat les amendements proposés au projet de loi, sur l'augmentation des droits à payer par le commerce pour chommage de moulins, etc., p. 2378. — (Texte de son discours, n° 155.) — Prend de nouveau la parole dans la délibération de ce projet, p. 2388, 2392, 2394.
- BELLIARD (M. le comte)**. — Propose d'arrêter que le procès-verbal sera publié le lendemain de chaque séance, p. 435. — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 819. — Du projet relatif à divers changements de circonscriptions administratives, p. 2364. — Du projet relatif à l'augmentation des droits à payer pour chommage de moulins, p. 2394.
- BETHISY (M. le marquis de)**. — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 89. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 93.
- BOISSY-D'ANGLAS (M. le comte de)**. — Prend part à la discussion élevée sur la proposition originale de M. le marquis de Bonnavy, relative aux moyens d'accélérer la publication des résultats des séances, p. 433, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 554. (Impressions, n° 31.) — Prend part à la discussion du projet relatif à l'admission des juges à la retraite, p. 854 et 869, § 1. — Appuie le renvoi proposé d'une pétition du sieur Regnard, p. 2496, § 2. — Son discours à l'occasion

du décès de M. le comte de Richebourg, p. 2511  
(Impressions, n° 165).

- BONALD** (M. le vicomte de).—Nommé Pair de France par ordonnance du 23 décembre 1823, adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 155. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 156. — Sur le rapport de cette commission, la Chambre déclare les titres valables, p. 204. — Admission du nouveau Pair, p. 889. — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1214 (Impressions, n° 73). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2556.
- BONNAY** (M. le marquis de). — Soumet à la Chambre quelques observations relatives aux moyens d'accélérer la publication des résultats de ses séances, p. 428. — Est invité par M. le Président à faire à ce sujet une proposition en forme, p. 429. — Présente cette proposition, p. 451. — En développe les motifs, p. 636. — En soutient la discussion, p. 1635.
- BORDESSOULLE** (M. le comte de).—Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 9 octobre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à prendre séance dans la Chambre, p. 23.
- BOULOGNE** (M. l'évêque de Troyes, comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 327. — Obtient la parole dans la délibération des articles de ce projet, p. 372, § 1.
- BOURBON-BUSSET** (M. le comte de).—Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de

- vérifier ses titres, p. 308. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 309.
- BOURKE (M. le comte).** — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 9 octobre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 23.
- BOURMONT (M. le comte de).** — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 9 octobre 1823, est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 825.
- BRETEUIL (M. le comte de).** — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 544. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 607 et 609. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2296.
- BRISSAC (M. le duc de).** — Appuie l'ordre du jour proposé sur une pétition du sieur Chanlaire, p. 151, § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 339, § 2. — Propose de renvoyer à la commission spéciale nommée pour l'examen de ce projet, les rédactions proposées par divers membres, p. 352. — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois, sur la rédaction du procès-verbal, du 1<sup>er</sup> mai, p. 390. — Prend part à la discussion élevée sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnav, relative aux moyens d'accélérer la publication des résultats des séances, p. 433, § 3. — Obtient la parole dans la discussion du projet de loi relatif à l'admission des juges à la retraite, p. 855, § 1. — Appuie le renvoi au Président du conseil des Mi-

nistres, d'une pétition de la dame Garrigou, p. 909, § 7.  
 — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1226 (Impressions, n° 74).  
 — Propose de renvoyer à une seule commission quatre projets de loi relatifs aux vins et aux liqueurs, 1569, § 1.  
 — Soutient un amendement proposé par la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à divers changements de circonscriptions administratives, p. 2368. — Propose d'ouvrir immédiatement la discussion du projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2398, § 6. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1903, 2222, 2491 et 2559. — Soutient la proposition faite par ce comité sur une pétition du sieur d'Houppesville de Neuville, p. 1910. — Prend la parole dans la discussion qui s'élève sur une pétition du sieur Regnard, p. 2497.

BROGLIE (M. le duc de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 334, § 3, et 368, § 3. — Appuie la réclamation de M. le comte Roy, pour la division de l'amendement par lui proposé sur la loi des rentes, p. 1437. — Réclame, dans la discussion de cette loi, contre une assertion de M. le comte de Labourdonnaye, p. 1457. — Soutient l'amendement proposé par M. le comte Mollien, p. 1468. — Réclame contre l'interprétation donnée à ses paroles, p. 1477. — Soumet à la Chambre quelques observations sur le discours du Ministre des finances, relatif aux petits rentiers, p. 1487. — S'oppose à ce que la délibération continue après le rejet du premier paragraphe du projet de loi, p. 1489 et 1491.

BUDGET DE 1822 (Projet de loi relatif au règlement défini-

tif du). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1754. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 111). — Renvoi aux bureaux, p. 1757. — Le projet y est examiné, p. 1791. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1804. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le marquis de Marbois, p. 1847 (Impressions, n° 122). — Discussion en assemblée générale, sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Roy, le marquis de Marbois, rapporteur, le baron Cuvier, commissaire du Roi, le comte de Villemanzy, le Ministre des finances, le comte de Pontécoulant et le maréchal duc de Tarente), p. 1943 à 1967. — Délibération des articles (dans le cours de cette délibération, sont entendus sur *l'augmentation du fonds d'encouragement pour les pêches maritimes*, MM. le comte Roy, le vicomte de Casteljajac, commissaire du Roi, et le Pair de France, Ministre de la marine; sur *l'art. 7*, MM. le comte Roy, et le Ministre des finances), p. 1967 à 1986. — Adoption du projet, p. 1987. — Teneur du projet adopté, p. 1967 et suiv.

BUDGET DE 1825 (Projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et recettes de 1825). — Présenté à la Chambre, par le Ministre des finances, p. 2433. — Exposé des motifs, p. 2434 (Impressions, n° 161) — Renvoi aux bureaux, p. 2437. — Le projet y est de suite examiné, *ibid.* — Nomination d'une commission spéciale, p. 2438. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Herbouville, p. 2464 (Impressions, n° 163). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus, MM. le vice-amiral comte Verhuell, le

vice-amiral comte Truguet, le comte d'Escars, le marquis de Marbois, le Ministre des finances et le comte de Marcellus), p. 2515 à 2552. — Résumé du rapporteur, p. 2561 (Impressions, n° 172). — Délibération sur les articles du projet (dans le cours de cette délibération sont entendus, sur le budget *des affaires étrangères*, MM. le marquis de Marbois et le Ministre des finances; sur le budget *de l'intérieur*, MM. le comte de Tournon, et le comte de Chastellux; sur le budget *de la marine*, MM. le comte Roy, le Pair de France, Ministre de la marine, le marquis de Marbois et le vicomte Lainé; sur le budget *des finances*, MM. le comte Roy et le Ministre des finances; sur *les bons royaux*, MM. le comte Roy et le Ministre des finances), p. 2568 à 2624. — Adoption du projet de loi, p. 2624.

BUREAU DE LA CHAMBRE. — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 26.

BUREAUX (Formation et renouvellement des). — Première formation le 24 mars 1824, p. 29. — Premier renouvellement, le 30 avril, p. 309. — Second renouvellement, le 10 juin, p. 1567.

BUREAUX (Organisation des). — Lors de leur formation, n° 1. — Lors du premier renouvellement, n° 16. — Lors du second, n° 95.

## C.

CADORE (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1824, p. 27.

CAISSE D'AMORTISSEMENT (Commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, son président,

- p. 2039. — La Chambre en ordonne l'impression, p. 2040 (Impressions, n° 131). — Le renvoi à la commission du budget, *ibid.*
- CASTELBAJAC (M. le vicomte de), l'un des commissaires du Roi désignés pour la défense du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822. — Soutient la discussion de ce projet, p. 1977.
- CASTELLANE (M. le comte de). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 2221.
- CASTRIES (M. le duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de La Châtre, p. 2503 (Impressions, n° 164).
- CAUCHY (Eugène-François). — Nommé second adjoint au Garde des archives, prend place dans le parquet en cette qualité, p. 2037, 2038.
- CHABROL DE CROUSOL (M. le comte). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 32. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 34. — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1287 (Impressions, n° 77). — Soutient, en qualité de commissaire du Roi, la discussion du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 1603 et 1611. — Son opinion sur la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1647 (Impressions, n° 103). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2216.
- CHAMBRE DES DÉPUTÉS (La). — Annonce, par un message, qu'elle est définitivement constituée, p. 31.
- CHAMBRE DES PAIRS (La). — Se réunit, en vertu d'ordres

du Roi, pour la session de 1824, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 27. — Se sépare, après avoir entendu la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 2659.

CHAMBRE DES PAIRS (État actuel de la). — Le 9 mai 1823, jour où fut close la session de 1823, la Chambre des Pairs se trouvoit composée de 256 membres, non compris M. le Président. Treize Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1824, savoir :

- |                               |   |
|-------------------------------|---|
| Le 1 <sup>er</sup> juin 1823, | M. le maréchal prince d'Eckmühl.            |
| Le 2 juillet,                 | M. le duc de Caylus.                        |
| Le 15,                        | M. le comte Emmery.                         |
| Le 16 août,                   | M. le comte d'Haubersart.                   |
| Le 22 novembre,               | M. le comte de Gouvion.                     |
| Le 9 mars 1824,               | M. le comte de Coucy, archevêque de Rheims. |
| Le 13,                        | M. le comte de Saint-Vallier.               |
| Le 16,                        | M. le comte Herwyn de Nevêlé.               |
| Le 10 avril,                  | M. le comte de Richebourg.                  |
| Le 12 mai,                    | M. le comte Dejean.                         |
| Le 16 juin,                   | M. le duc de Plaisance.                     |
| Le 21,                        | M. le cardinal duc de Bausset.              |
| Le 13 juillet,                | M. le duc de La Châtre.                     |

Mais par ordonnances du Roi, des 9 octobre et 23 décembre 1823, et du 20 mars 1824, le Roi a créé trente-quatre nouveaux Pairs, dont trente et un ont déjà pris séance dans la Chambre. Cinq autres Pairs (MM. le comte Dejean, le comte Emmery, le comte d'Haubersart, le duc de Plaisance, et le comte de Richebourg) ont été admis à titre héréditaire. Total, trente-neuf Pairs nommés ou admis au lieu de treize décédés. La Chambre, en

terminant sa session de 1824, se trouve donc composée de 282 membres, non compris M. le Président.

**CHAPTAL** (M. le comte). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 911. — Propose de partager entre deux commissions quatre projets de loi relatifs aux droits sur les vins et liqueurs, p. 1569. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux droits sur les eaux-de-vie, p. 1727 (Impressions, n° 109.) — Sur le projet relatif à l'exercice des fabriques de liqueurs, p. 1738 (Impressions, n° 109). — Sur le projet relatif aux suppositions ou altérations de noms sur les produits fabriqués, p. 2307 (Impressions, n° 152).

**CHARETTE** (M. le baron de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 156. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à siéger dans la Chambre, p. 204.

**CHASTELLUX** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 32. — Sur le rapport de cette commission il est admis à prendre séance, p. 34. — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 779 (Impressions, n° 46). — Sur le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1825, p. 2577 (Impressions, n° 174).

**CHATEAUBRIAND** (M. le vicomte de), Ministre des affaires étrangères. — S'oppose à ce que la parole soit

- continué à un orateur pour la prochaine séance, p. 486.
- CHEMINS VICINAUX (Projet de loi relatif aux).—Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2019. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 128). — Renvoi aux bureaux, p. 2034. — Le projet y est examiné, p. 2037. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2038. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Breteuil, p. 2296 (Impressions, n° 151). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Mortemart, le comte Lanjuinais, le Ministre de l'intérieur, le comte de La Villegontier, le comte de Tournon, le marquis de Nicolai, le marquis de Pange, et le duc de Valentinois), p. 2399 à 2402, et 2411 à 2429. — Adoption du projet de loi p. 2430. — Teneur du projet adopté, n° 128.
- CHOISEUL (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 451 (Impressions, n° 20). — Sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1165 (Impressions, n° 70). — Prend part à la discussion d'une proposition relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2456, § 1<sup>er</sup>.
- CHOMMAGE DE MOULINS (Projet de loi relatif à l'augmentation des droits à payer pour chommage de moulins et dépôts de bois sur les propriétés riveraines des rivières navigables et flottables). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1834. — Exposé des motifs, p. 1843 (Impressions, n° 121). — Renvoi aux bureaux, p. 1846. — Le projet y est examiné, p. 1915. — Nomination d'une commission

spéciale, p. 1918. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de La Villegontier, p. 2149 (Impressions, n° 142). — Amendements proposés par la commission, p. 2377. — Délibération des articles et discussion des amendements (dans le cours de cette délibération sont entendus sur l'article 2, MM. Becquey, commissaire du Roi, le comte de La Villegontier, rapporteur, le comte de Saint-Roman, le comte de Ségur, le duc de Praslin, le marquis de Laplace, et le comte Belliard), p. 2375 à 2396. — Adoption du projet de loi, p. 2396. — Teneur du projet adopté, n° 121.

CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES (Projet de loi relatif à divers changements de). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1834. — Exposé des motifs, p. 1839 (Impressions, n° 119). — Renvoi aux bureaux, p. 1846. — Le projet y est examiné, p. 1915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1917. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortemart, p. 1990 (Impressions, n° 127). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Belliard, le duc de Brissac, et le Ministre de l'intérieur), p. 2362 à 2371. — Adoption du projet de loi, p. 2371. — Teneur du projet adopté, n° 119.

CLERMONT-TONNERRE (M. le marquis de), Ministre de la marine. — Combat la proposition d'introduire un sténographe dans la Chambre, p. 436, § 4. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1234, (Impressions, n° 75). — Son opinion sur la proposition de M. le marquis de Bonnavay, p. 1658 (Impressions, n° 105.) — Combat de

nouveau cette proposition, p. 1682, 1695, 1699, § 2. — Écarte les craintes témoignées par M. le comte Roy relativement aux primes accordées pour l'encouragement des pêches maritimes, p. 1978, § 1. — Répond aux observations du même orateur sur le budget de la marine pour l'exercice 1825, p. 2584 (Impressions, n° 176). — A une observation de M. le marquis de Marbois sur la Caisse des Invalides de la marine, p. 2589.

CODE PÉNAL. (Projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 60. — Exposé des motifs, p. 69 (Impressions, n° 4). — Renvoi aux bureaux, p. 83. — Le projet y est examiné, p. 99. — Nomination d'une commission spéciale, p. 108. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte De Sèze, p. 245 (Impressions, n° 11). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois et le marquis de Mortemart), p. 658 à 669. — Délibération des articles et discussion des amendements (dans le cours de cette délibération sont entendus, sur l'article 1<sup>er</sup> MM. le duc Decazes, le Garde des sceaux, le comte de Ségur, le baron Pasquier, et le comte de Tournon; sur l'article 2, MM. le marquis de Rougé, le baron Séguier, le comte de Bastard, le marquis de Marbois, le baron Pasquier, le comte de Pontécoulant et le marquis de Mortemart; sur l'article 4, MM. le Garde des sceaux, le comte De Sèze, rapporteur, le comte Lemercier, le comte de Pontécoulant, le comte de Bastard, et le comte de Ségur; sur l'article 6, MM. le Garde des sceaux, le marquis de Marbois, le duc Decazes, et le comte de Ségur; sur l'article 7, MM. le

- Garde des sceaux, et le comte De Sèze, rapporteur; sur l'article 8, MM. le Garde des sceaux, le comte De Sèze, rapporteur, de Vatisménil, commissaire du Roi et le marquis de Lally; sur l'article 9, MM. le Garde des sceaux, et le comte de Pontécoulant; sur l'article 12, MM. le Garde des sceaux, le comte De Sèze, rapporteur, le marquis de Marbois, le comte de Pontécoulant, et le comte Portalis; et sur l'article 13, MM. le Garde des sceaux, et le comte De Sèze, rapporteur), p. 716. — Adoption du projet, modifié par divers amendements, p. 722. — Ce projet, amendé de nouveau par la Chambre des Députés, est rapporté à la Chambre des Pairs par M. le Garde des sceaux, p. 1785. — Discours du Ministre, exposant l'objet et la nature de ces amendements, *ibid.* (Impressions, n° 114). — Renvoi aux bureaux, p. 1790. — Le projet y est examiné, p. 1791. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 1805. — Discours de M. le comte De Sèze, *ibid.* (Impressions, n° 116). Adoption du projet amendé, p. 1831. — Sa teneur, p. 1825.
- COIGNY (M. le duc de). — Son opinion sur la proposition de M. le duc de Valentinois relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2454.
- COISLIN (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par ordonnance du 23 décembre 1823, adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 1203. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1204. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 1205.
- COMITÉ DES PÉTITIONS (formation et renouvellement de ce comité). — Première formation le 24 mars 1824, p. 30 (Impressions, n° 1). — Premier renouvellement

le 4 mai, p. 389 (Impressions, n° 16). — Second renouvellement le 10 juin, p. 1571 (Impressions, n° 95).  
**COMITÉ DES PÉTITIONS.** (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 17 avril 1824, par M. le comte Lecouteux de Canteleu, p. 148. — Le 18 mai, par M. le duc de Saint-Aignan, p. 904. — Par M. le duc de Narbonne, p. 907. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 908. — Par M. le comte de Sabran, p. 910. — Par M. le comte Chaptal, p. 911. — Par M. le comte Portalis, p. 912. — Le 1<sup>er</sup> juillet, par M. le duc de Brissac, p. 1903. — Par M. le baron de La Rochefoucauld, p. 1912. — Le 14 juillet, par M. le comte de Chabrol, p. 2216. — Par M. le comte de Castellane, p. 2221. — Par M. le duc de Brissac, p. 2222. — Le 30 juillet, par M. le duc de Brissac, p. 2491. — Le 3 août, par M. le vicomte de Bonald, p. 2556. — Par M. le duc de Brissac, p. 2559.

**COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES** désignés par le sort. — Pour vérifier les titres de MM. le baron de Glandevès et le comte de Puységur, p. 25. — De MM. le comte de Chastellux, et le comte Chabrol de Crousol, p. 32. — De MM. le vicomte d'Agoult et le comte de Tournon, p. 45. — De MM. le comte de Mesnard, le marquis de Béthisy et le comte de Villefranche, p. 90. (On renvoie à la même commission l'examen des titres de MM. le comte d'Haubersart et le comte Emmercy, p. 92). — De MM. le comte d'Orglandes et le comte de Courtarvel-Pezé, p. 112. — De MM. le vicomte de Bonald et le baron de Charette, p. 156. — De M. le comte de Bourbon-Busset, p. 308. — De MM. le comte de Breteuil et le comte de Marcellus, p. 544. — De M. le vicomte Lainé, p. 827. — De M. le marquis de Rasti-

gnac, p. 890. — De M. le comte d'Ambrugeac, p. 915. — De M. le comte de Vogué, p. 1030. — De M. le marquis de Coislin, p. 1204. — De MM. le comte Dejean et le comte de Richebourg, p. 1498. — De M. le duc de Plaisance, p. 2148. — De M. le marquis de Juigné, p. 2410.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 29. — Pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 96. — Du projet contenant quelques modifications à la loi du recrutement, p. 97. — Du projet relatif à la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres lieux consacrés au culte, p. 108. — Du projet tendant à modifier plusieurs articles du Code pénal, p. 109. — Du projet relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 203. — Du projet relatif au remboursement des rentes, p. 635. — Du projet relatif aux pensions militaires, p. 885. — De la proposition relative aux moyens d'accélérer la publication des résultats des séances, p. 886. — Du projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 943. — Du projet relatif à la fabrication et à la vente exclusive des tabacs, *ibid.* — Des deux projets relatifs aux vins en cercles et aux vins en magasin, p. 1570. — Des deux projets relatifs à la perception des droits sur les eaux-de-vie et à l'exercice des fabriques de liqueurs, *ibid.* — Du projet relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1804. — Du projet relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 1804. — Du projet relatif à l'autorisation demandée par divers départements, de s'imposer extraordinairement,

rement différentes sommes, p. 1917. — Du projet relatif à l'autorisation d'emprunter demandée par différentes villes, p. 1917. (Renvoi à la même commission d'un autre projet semblable, p. 2096). — Du projet relatif aux crédits supplémentaires demandés pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823, p. 2035. — Du projet relatif aux chemins vicinaux, p. 2038. — Du projet relatif aux suppressions et altérations de noms sur les produits fabriqués, p. 2096. — Du projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825, p. 2438.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DE FEMMES (Projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1758. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 112). — Renvoi aux bureaux, p. 1764. — Le projet y est examiné, p. 1791. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1804. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Ferrand, p. 1925 (Impressions, n° 124). — Amendement proposé par la commission, p. 1943. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Siméon, le duc de Doudeauville, le comte de Marcellus, le vicomte Lainé, le Ministre de l'intérieur, le marquis d'Herbouville, le marquis de Lally, le Ministre des finances, le baron Pasquier, le Garde des sceaux, le duc Mathieu de Montmorency, le comte Portalis, le comte Lanjuinais et l'évêque d'Hermopolis), p. 2041 à 2094 — 2098 à 2144 et 2166 à 2204. — Résumé des débats par M. le rapporteur, p. 2204 (Impressions, n° 147). — Délibération sur les amendements (dans le cours de cette délibération sont entendus, sur l'*amen-*

dement proposé par M. le marquis de Lally, MM. le marquis de Lally, le Garde des sceaux, le baron de Barante et le comte Lanjuinais; sur le premier amendement proposé par M. le vicomte Lainé, MM. le vicomte Lainé, le Ministre des finances, le baron Pasquier et le Garde des sceaux; sur l'amendement proposé par M. le comte Roy, MM. le comte Roy, et le Ministre de l'intérieur; sur le second amendement proposé par M. le vicomte Lainé, MM. le vicomte Lainé, Le duc Mathieu de Montmorency, le comte de Ségur, le comte De Sèze: Sur l'amendement proposé par la commission, MM. le comte Lanjuinais, et le Ministre de l'intérieur), p. 2224 à 2291. — Rejet du projet de loi, p. 2291.

COMPTES (Loi des). — Voyez *Budget de 1822*.

CONTINUATION DE LA PAROLE à une prochaine séance. —

Un opinant demande que la Chambre remette à un autre jour l'audition de la seconde partie de son discours, p. 486 (Voyez *Lanjuinais*). — Discussion élevée à ce sujet, *ibid.* (Voyez *Châteaubriand*, — *Ségur*).

CORBIÈRE (M. le comte de), Ministre de l'intérieur. —

Présente à la Chambre un projet de loi sur le renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 45. — Son discours pour la défense de ce projet, p. 557 (Impressions, n° 32). — Pour la défense du projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1171 (Impressions, n° 71). — Présente un projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 1758. — Son discours pour la défense de ce projet, p. 2080 (Impressions, n° 136). — Combat dans le cours de la discussion un amendement-proposé par M. le comte Roy, p. 2274. — Consent à divers amendements

proposés par la commission, p. 2289, 2290 et 2291. — Présente un projet de loi relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par les villes de Saint-Quentin, Caën, Orléans, etc., p. 1833. — Un autre projet semblable pour les villes de Nantes et de Poitiers, p. 2019 et 2032. — Un projet de loi relatif à l'autorisation demandée par six départements, de s'imposer extraordinairement, p. 1834 et 1837. — Répond à une observation de M. le comte de La Villegontier, sur ce dernier projet, p. 2359. — Présente un projet de loi relatif à divers changements de circonscriptions administratives, p. 1834 et 1839. — Combat un amendement proposé à ce projet par la commission, p. 2369. — Présente un projet de loi relatif à la division de l'arrondissement de Douai, en deux arrondissements, p. 1834 et 1842. — Un projet relatif à l'augmentation des droits payés pour chommage de moulins, et dépôts de bois le long des rivières navigables et flottables, p. 1834 et 1843. — Déclare à la Chambre quelles instructions il donnera pour l'explication de cette loi, p. 2395. — Présente un projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2019. — Soutient la discussion de ce projet devant la Chambre, p. 2401, 2419 et 2425. — Présente un projet de loi relatif aux altérations et suppressions de noms sur les produits fabriqués, p. 2019 et 2028.

CORNET (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 353, § 2. — Propose une modification à ce projet, p. 383. — Propose de renvoyer à une commission spéciale la proposition de M. le duc de Valen-

inois, relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2458.

COURTARVEL-PEZÉ (M. le comte de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 112. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 126. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par différentes villes, p. 2002 (Impressions, n° 126). — Sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par six départements, de s'imposer extraordinairement, p. 2010 (Impressions, n° 126). — Sur le projet de loi relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par les villes de Nantes et de Poitiers, p. 2266 (Impressions, n° 149). — Répond aux observations de M. le marquis de Marbois, sur les autorisations demandées par les villes d'Orléans et de Boulogne, p. 2347. — A celles de M. le comte de Tournon, sur l'autorisation demandée par la ville de Poitiers, 2354.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES. (Projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1919. — Exposé des motifs, p. 1920 (Impressions, n° 123). — Renvoi aux bureaux, p. 1924. — Le projet y est examiné, p. 1989. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2035. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Pastoret, p. 2314 (Impressions, n° 153). — Discussion du projet en assemblée générale (M. le marquis de Marbois est seul entendu),

- p. 2439 à 2450. — Adoption du projet de loi, p. 2450.  
— Teneur du projet adopté, p. 2451.
- CRILLON (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1040 (Impressions, n° 63). — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 1479. — Donne des explications sur sa proposition, p. 1481. — En retire la première partie, p. 1483.
- CURIAL (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 734 (Impressions, n° 40).
- CUVIER (M. le baron), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi, tendant à modifier la loi du recrutement, p. 818 et 820. — Du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1952 et 1962.

## D.

- DAMAS (M. le duc de). — Demande une explication sur le projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 1561, § 3.
- DAMAS (M. le baron de), Ministre de la guerre. — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 9 octobre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 24. — Présente au nom du Roi un projet de loi contenant quelques modifications à la loi du recrutement, p. 84. — Son discours pour la défense de ce projet, p. 750 (Impressions, n° 42). — Présente un projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 653.

- Donne à la Chambre des explications sur ce projet, p. 1560 et 1561.
- DAMBRAY** (M. le vicomte). — Soumet à la Chambre différentes observations sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnay, p. 430, § 2.
- DARU** (M. le comte). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les délits qui se commettent dans les églises, p. 361, 362, et 367, § 1. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Dejean, p. 1791 (Impressions, n° 115).
- DE CAUX** (M. le vicomte), commissaire du Roi pour la défense du projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement. — Soutient la discussion de ce projet, p. 811.
- DECAZES** (M. le duc). — Prend part à la discussion élevée sur l'article 2 du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 354, § 3; 362, § 3; 365, 366, § 1. — A la discussion de l'article 3, p. 371, § 1. — Provoque une addition à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi, contenant différentes modifications au Code pénal, p. 670. — Présente de nouvelles observations à ce sujet, p. 673 et 675. — Rédige l'amendement qu'il propose, p. 676. — Le retire, p. 677. — Combat un amendement proposé par la commission sur l'art. 6, p. 693, § 5; 696 et 698. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'admission des juges à la retraite, p. 849. — Insiste sur quelques observations, p. 853. — Propose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du projet, p. 857. — Consent à modifier cet amendement, p. 858, § 2.
- DÉCHET SUR LES VINS** (Déductions à accorder aux mar-

chands de vins en gros, pour déchet sur les vins en magasin.) Voyez *Vins en magasins*.

DEJEAN (Jean-François-Aimé, comte), décédé le 12 mai 1824. — Discours prononcé à l'occasion de son décès, par M. le comte Daru, p. 1791 (*Impressions*, n° 115).

DEJEAN (Pierre-François-Marie-Auguste, comte), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1495. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1498. — Rapport de cette commission, p. 1517. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1579. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1580. — Il prête serment, et est admis à prendre séance, p. 1620. — Prend part à la discussion d'une proposition relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2458, § 1.

DÉPUTATIONS. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargée d'aller recevoir le Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation chargée de présenter à Sa Majesté l'adresse votée par la Chambre, p. 39. — De porter au Roi les félicitations de la Chambre, à l'occasion du 3 mai, p. 387.

DE SÈZE (M. le comte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Pressigny, archevêque de Besançon, p. 127 (*Impressions*, n° 8). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi contenant différentes modifications au Code pénal, p. 245 (*Impressions*, n° 11). — Prend la parole dans la délibération de ce projet; sur

Article 4, p. 687, § 1. — Sur l'article 7, p. 703. — Sur l'article 8, p. 705. — Sur l'article 12, p. 712. — Son opinion sur le même projet amendé par la Chambre des Députés, p. 1805 (Impressions, n° 116). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 833 (Impressions, n° 51). — Amendements par lui proposés à ce projet sur l'article 7, p. 860. — Sur l'article 11, p. 862. — Sur l'article 13, p. 863 et 877. — Fait hommage à la Chambre d'un ouvrage intitulé *Le Moraliste au dix-neuvième siècle*, p. 1155.

DESTUTT DE TRACY (M. le comte). — Soumet à la Chambre une observation relative au projet de loi sur les eaux-de-vie, p. 1772.

DÉVELOPPEMENTS IMPRIMÉS. — D'une proposition relative aux moyens d'accélérer la publication des résultats des séances, n° 35. — De l'amendement proposé par M. le comte Roy, sur la loi des rentes, n° 84. — De l'amendement proposé par M. le comte Mollien, sur la même loi, n° 87. — Nouveaux développements de cet amendement, n° 89. — Développement de l'amendement proposé par M. le marquis de Lally, sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, n° 148. — De l'amendement proposé par M. le comte Roy, sur le même projet n° 150. — De la proposition faite par M. le duc de Valentinois, relativement aux obsèques des membres de la Pairie, n° 157.

DISCOURS DU ROI à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 3. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet

d'adresse en réponse à Sa Majesté, p. 29. (*Voy. Adresse au Roi.*)

DISCOURS IMPRIMÉS par ordre de la Chambre. — De M. le comte de La Redorte, à l'occasion du décès de M. le comte de Gouvion, n° 6. — De M. le comte De Sèze, à l'occasion du décès de M. le comte de Pressigny, archevêque de Besançon, n° 8. — De M. le maréchal duc d'Albuféra, à l'occasion du décès de M. le maréchal prince d'Eckmuhl, n° 90. — De M. le marquis de Marbois, à l'occasion du décès de M. le duc de Plaisance, n° 110. — De M. le comte Daru, à l'occasion du décès de M. le comte Dejean, n° 115. — De M. le duc de Castries, à l'occasion du décès de M. le duc de La Châtre, n° 164. — De M. le comte de Boissy-d'Anglas, à l'occasion du décès de M. le comte de Richebourg, n° 165. — De M. l'archevêque de Paris, à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Bausset, (ce discours est suivi d'une notice par M. l'abbé de Montesquiou) n° 178. — De M. l'archevêque de Paris, avant le vote définitif de la loi relative aux délits qui se commettent dans les églises, n° 15. — Du Ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, n° 32. — Du Ministre de la guerre, pour la défense du projet de loi contenant quelques modifications à la loi du recrutement, n° 42. — Du Ministre des finances, pour la défense du projet de loi relatif au remboursement ou à la réduction de l'intérêt des rentes, n° 64, 81, 86. — *Item*, Du Ministre de l'intérieur, n° 71. — Du Ministre de la marine, n° 75. — Du Ministre de l'intérieur, pour la défense du projet de loi relatif aux

- communautés religieuses de femmes, n° 136. — *Item*, Du Ministre des finances, n° 139. — Du Ministre de la justice, n° 141. — De M. le directeur général des ponts-et-chaussées, pour la défense du projet de loi relatif aux droits à payer pour chommage de moulins et dépôts de bois le long des rivières, n° 155. — Du Ministre des finances, pour la défense du projet de loi relatif à la fixation des recettes et des dépenses de 1825, n° 170. — Du Ministre de la marine, pour la défense du même projet, n° 176.
- DODE DE LA BRUNERIE.** (M. le vicomte). — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6.
- DOUAI.** (Projet de loi relatif à la division de l'arrondissement actuel de Douai, en deux arrondissements administratifs). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1834. — Exposé des motifs, p. 1842 (Impressions, n° 120). — Renvoi aux bureaux, p. 1846. — Le projet y est examiné, p. 1915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1917. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortmart, p. 2000 (Impressions, n° 127). — Délibération des articles, p. 2372. — Adoption du projet de loi, p. 2373.
- DOUDEAUVILLE** (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 456. — (Impressions, n° 21). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1033 (Impressions, n° 62). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux droits

- de circulation sur les vins en cercles, p. 1704 (Impressions, n° 108).—Sur le projet relatif aux déductions à allouer aux marchands en gros pour déchets sur les vins en magasin, p. 1720 (Impressions, n° 108).—Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2052 (Impressions, n° 133).
- DUBOUCHAGE (M. le vicomte). — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7.
- DURAS (M. le duc de). — S'oppose à la prise en considération de la proposition faite, par M. le marquis de Bonnav, p. 650, § 1.

## E.

- EAUX-DE-VIE. (Projet de loi relatif au mode de perception des droits sur les eaux-de-vie). — Présenté à la Chambre, par le Ministre des finances, p. 922. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 55). — Renvoi aux bureaux, p. 933. — Le projet y est examiné, p. 1495. — Discussion pour savoir s'il sera nommé une commission spéciale (dans cette discussion sont entendus, MM. le duc de Valentinois, le duc de Brissac, le comte Lanjuinais et le comte Chaptal), p. 1568 à 1570. — Une commission spéciale est nommée, p. *ibid.* — Rapport, fait au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 1727 (Impressions, n° 109). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, MM. le comte Destutt de Tracy et le Ministre des finances), p. 1772 à 1775. — Adoption du projet de loi, p. 1775. — Teneur du projet adopté, p. 1776.

- ECKMÜHL, (M. le maréchal prince d'), décédé le 1<sup>er</sup> juin 1823. — Discours prononcé à l'occasion de son décès, par M. le maréchal duc d'Albuféra, p. 1498 (Impressions, n° 90).
- ÉCLAIRCISSEMENTS donnés par le Ministre des finances, au sujet d'une note remise à la commission spéciale chargée du rapport sur la loi des rentes (Impressions, n° 60).
- ECQUEVILLY, (M. le marquis d'). — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 744 (Impressions, n° 41). — Sur le projet relatif aux pensions militaires, p. 1558 (Impressions, n° 94). — Insiste sur les vues qu'il a proposées, p. 1563, § 3.
- ÉGLISES. — (Projet de loi relatif à la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte.) — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 60. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 3.) — Renvoi aux bureaux, p. 83. — Le projet y est examiné, p. 99. — Nomination d'une commission spéciale, p. 108. — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le comte Portalis, p. 209 (Impressions n° 10). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi (dans cette discussion sont entendus, MM. le Garde des sceaux, le cardinal duc de La Fare, archevêque de Sens, le marquis de Lally-Tolendal, et le comte de Boulogne, évêque de Troyes), p. 309 à 332. — Délibération des articles et discussion des amendements (dans le cours de cette délibération sont entendus; sur un amendement proposé par M. le cardinal de La Fare, MM. le comte de Quélen, archevêque de Paris, le Garde des sceaux, le cardinal de La Fare, et

le duc de Broglie; sur *l'article 1<sup>er</sup>*, MM. le duc de Brissac, le comte de Bastard, le marquis de Lally, le comte de Pontécoulant, et le comte Portalis, rapporteur; sur *l'article 2*, MM. le comte de Pontécoulant, le comte Portalis, le baron Pasquier, le Garde des sceaux, le duc Mathieu de Montmorency, le marquis de Lally, le comte Frayssinous, évêque d'Hermopolis, le duc de Brissac, le comte de Cornet, le comte de Sabran, le duc Decazes, et le comte Portalis au nom de la commission à laquelle cet article avoit été renvoyé; sur *la nouvelle rédaction proposée par la commission*, MM. le comte Daru, le Garde des sceaux, le duc Decazes, le baron Pasquier, le comte de Labourdonnaye, le marquis de Villefranche, l'archevêque de Paris, l'évêque d'Hermopolis, le comte de Sabran, le duc de Broglie, le comte de Ségur, le marquis de Lally et l'évêque de Troyes; sur *l'article 4*, MM. le comte Lemercier, le comte Portalis, le marquis de Lally, le comte de Tournon, et le Garde des sceaux; sur *l'article 5*, MM. le marquis de Rougé et le Garde des sceaux; sur *l'article 9*, M. le comte de Cornet), p. 332 à 384. — Discours de M. l'archevêque de Paris, avant l'ouverture du scrutin, p. 384. — Adoption du projet de loi amendé, p. 386.

EMMERY, (Jean-Louis-Claude comte), décédé le 15 juillet 1823.

EMMERY, (Jacques-Nicolas-Jeanne-Claude comte), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 90. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 92. — Rapport de cette commission, p. 94. — La Chambre déclare valables les titres produits,

*ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 95. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 99. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 100. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 111.

**EMPRUNTS DES VILLES.** — (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes de Saint-Quentin, Caen, Orléans, Boulogne et Saint-Germain-en-Laye, d'emprunter différentes sommes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1833. — Exposé des motifs, p. 1834 (Impressions, n° 117). — Renvoi aux bureaux, p. 1846. — Le projet y est examiné, p. 1915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1916 et 1917. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Courtarvel, p. 2002 (Impressions, n° 126). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, et le comte de Courtarvel, rapporteur), p. 2342 à 2349. — Adoption du projet, p. 2352. — Teneur du projet adopté, p. 2349. — (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes de Nantes et de Poitiers, d'emprunter différentes sommes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2019. — Exposé des motifs, p. 2032 (Impressions, n° 130). — Renvoi aux bureaux, p. 2034. — Le projet y est examiné, p. 2095. — Renvoi à la commission spéciale nommée précédemment pour l'examen d'un semblable projet, p. 2096. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Courtarvel, p. 2266 (Impressions, n° 149). — Discussion du projet en assemblée générale

(dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Tournon, le comte de Courtarvel, rapporteur, et le comte Belliard), p. 2352 à 2355. — Adoption du projet, p. 2355. — Teneur du projet adopté, p. 2352.

ENREGISTREMENT. — Voyez Timbre.

ESCARS (M. le comte d'). — Son opinion sur le budget de 1825, p. 2526 (Impressions, n° 168).

EXCUSES DE DIFFÉRENTS PAIRS empêchés de se rendre à la Chambre, p. 32—44—113—307—543—2341.

EXERCICE DES FABRIQUES DE LIQUEURS (Projet de loi relatif à F). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 973. — Exposé des motifs, *ibid* (Impressions, n° 58). — Renvoi aux bureaux, p. 982. — Le projet y est examiné, p. 1495. — Discussion pour savoir s'il sera nommé une commission spéciale (à ce sujet sont entendus MM. le duc de Valentinois, le duc de Brissac, le comte Lanjuinais, et le comte Chaptal), p. 1568 à 1570. — Une commission est nommée, p. 1570. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 1738 (Impressions, n° 109). — Adoption du projet de loi, p. 1781. — Teneur du projet adopté, *ibid*.

## F.

FERRAND (M. le comte). — Fait au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 1925 (Impressions, n° 124). — Présente à la Chambre le résumé de la discussion, p. 2204 (Impressions, n° 147).

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Donne à la Chambre des

- explications sur une note des banquiers par lui transmise à la commission des rentes, p. 997. — Fait lecture de cette note, p. 999.
- FONTENAY (M. le comte de), archevêque de Bourges. — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 20 mars 1824, est admis à prêter serment et à prendre séance dans la Chambre, p. 2463.
- FRAYSSINOUS. (M. l'évêque d'Hermopolis, comte). — Présente au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse, en réponse au discours du Roi, p. 33. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 350. § 2. — Propose un article additionnel à cette loi, p. 351. — Continue de prendre part à la discussion, p. 367, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 545 (Impressions, n° 30). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2193 (Impressions, n° 146).
- FRÈRE DE VILLEFRANCON, (M. le comte), archevêque de Besançon. — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 208.

## G.

- GARDE DES SCEAUX, (M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice). Voyez de *Peyronnet*.
- GARDE NATIONALE PARISIENNE. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre pour la session de 1824, p. 25.

- GLANDEVÈS, (M. le baron de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 25. — Sur le rapport de cette commission il est admis à prendre séance, p. 28.
- GOUVIËN, (M. le comte de), décédé le 22 novembre 1823. — Discours prononcé à cette occasion par M. le comte de la Redorte, p. 100 (Impressions n<sup>o</sup> 6).
- GOUVIËN-SAINTE-CYR, (M. le maréchal marquis de). — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 723 (Impressions n<sup>o</sup> 39).
- GUILLEMINOT (M. le comte). — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 9 octobre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à prendre séance dans la Chambre, p. 23.

## H.

- HAUBERSART (Alexandre-Joseph-Séraphin comte d'), décédé le 16 août 1823.
- HAUBERSART (Alexandre-Florent-Joseph comte d') fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 90. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 92. — Rapport de cette commission, p. 94. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 94. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 99. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 100. — Il est admis

- à prêter serment et à prendre séance, p. 111. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 1592 (Impressions, n° 97).
- HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 471 (Impressions, n° 23). — Sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1156 (Impressions, n° 69). — Sur la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1629 (Impressions, n° 100). — Amendement qu'il propose, p. 1692. — Soutient cet amendement, p. 1694. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2098 (Impressions, n° 137). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1825, p. 2464 (Impressions, n° 163). — Présente à la Chambre le résumé de la discussion sur ce projet, p. 2561 (Impressions, n° 172).
- HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE. (Justification du droit d'). — Voyez *Dejean* — *Emmery* — *Haubersart* — *Plaisance* — *Richebourg*.
- HOMMAGES FAITS A LA CHAMBRE. — Par M. le marquis de Pastoret, de trois nouveaux volumes de son *Histoire de la Législation*, p. 26. — Par M. le comte De Sèze, d'un ouvrage de M. Delacroix, ayant pour titre: *le Moraliste au dix-neuvième siècle*, p. 1155. — Par M. Boieldieu, d'un poëme ayant pour titre: *la Mission à Paris*, p. 2409. — Par M. de Berny, d'un ouvrage ayant pour titre: *Concordance de la loi du 25 juin 1824, avec le Code instruction criminelle et le Code pénal*, p. 2461.

## I.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les départements du Jura, d'Eure-et-Loir, du Tarn, de la Seine, du Gard, et du Bas-Rhin, de s'imposer extraordinairement différentes sommes). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1834. — Exposé des motifs, p. 1837 (Impressions, n° 118). — Renvoi aux bureaux, p. 1846. — Le projet y est examiné, p. 1915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1917. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Courtarvel, p. 2010 (Impressions, n° 126). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de La Villegontier et le Ministre de l'intérieur), p. 2355 à 2361. — Adoption du projet, p. 2362.

IMPRESSIONS DIVERSES (Session de 1824). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session forment 178 numéros. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	26
Développemens de propositions,	2
<i>Item</i> d'amendemens,	5
Rapports,	23
Résumés,	5
Opinions,	89
Discours,	21
Éloge,	1
Éclaircissemens,	1

	<i>D'autre part.</i> . . .	173
Observations,		1
Tableau d'amendements,		1
Renouvellements des bureaux,		3
		<hr/>
	Total. . . . .	178

## J.

JUIGNÉ (M. le marquis de). — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 2409. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 2410. — Sur le rapport de cette commission, le nouveau Pair est admis à prendre séance, p. 2411, et 2433.

## L.

LA BOURDONNAYE (M. le comte de). — Propose un amendement au projet de loi relatif à la répression des délits qui se commettent dans les églises, p. 363. — Fait une observation relative au projet de loi sur les rentes, p. 1456.

LA CHATRE (M. le duc de), décédé le 13 juillet 1824. — Discours prononcé à l'occasion de son décès, par M. le duc de Castries, p. 2503 (Impressions, n° 164).

LA FARE (M. le cardinal duc de), archevêque de Sens. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux délits qui

- se commettent dans les églises, p. 314 (Impressions, n° 12). — Amendement par lui proposé sur ce projet de loi, p. 332. — Donne quelques explications au sujet de cet amendement, p. 334. — Le retire, p. 338.
- LAFORÊST (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1092 (Impressions, n° 66). — Combat l'amendement proposé à ce projet par M. le comte Mollien, p. 1470.
- LAINÉ (M. le vicomte). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 826. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 827. — Sur le rapport de cette commission, la Chambre déclare valables les titres produits, p. 880. — Le nouveau Pair est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 883. — Son opinion sur la proposition de M. le marquis de Bonnav, p. 1677. — Sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2067 (Impressions, n° 135). — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 2226 (*initio*). — Il réclame la division de cet amendement, *ibid.* — Elle est prononcée, *ibid.* — Développe les motifs de la première partie, p. 2247. — De la seconde, p. 2276. — Son opinion sur le budget du ministère de la marine et des colonies, p. 2592 (Impressions, n° 177).
- LALLY-TOLENDAL (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 318 (Impressions, n° 13). — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 341. — Il le soutient, p. 342. — Continue de prendre part à la délibération, p. 350, § 1. — Propose un autre amendement, p. 369, § 4. — Obtient de nouveau la parole,

p. 377, § 1. — Appuie la prise en considération d'une proposition faite par M. le marquis de Bonnay, p. 647. — Prend part à la discussion du projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 707. — Du projet de loi relatif à la retraite des juges, p. 869, § 2, et 875, § 2. — Demande l'impression d'une note remise par les banquiers à la commission chargée du rapport sur la loi des rentes, p. 1004. — Insiste sur cette demande, p. 1005. — En renonçant à parler sur la même loi, déclare quelle eût été son opinion, p. 1335. — Exprime cette opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2106 (Impressions, n° 138). — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 2226. — Discours pour en développer les motifs, p. 2227 (Impressions, n° 148). — Son opinion sur la proposition de M. le duc de Valentinois, relative aux obsèques des Pairs, p. 2455.

LANJUNAIS (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la septennalité, p. 478 (Impressions, n° 25). — Demande que la parole lui soit continuée à la prochaine séance, p. 486. — (Observations à ce sujet: Voyez *Châteaubriand*, — *Séjour*.) — Suite de son discours, p. 509. — Appuie la proposition de renvoyer à une même commission quatre projets de loi relatifs aux vins et aux liqueurs, p. 1569, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 1580. — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 1610. — Il le retire, p. 1612. — Ses observations sur la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1651. — Sur une pétition du sieur d'Houppesville-de-Neuville, p. 1909. — Son opinion sur le projet de loi re-

- latif aux communautés religieuses de femmes, p. 2184 (Impressions, n° 145). — S'oppose à la clôture de la discussion sur l'amendement proposé à ce projet par M. le marquis de Lally, p. 2245 et 2246. — Combat un amendement proposé par la commission, p. 2289. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2400 et 2420.
- LAPLACE (M. le marquis de). — Ses observations sur les effets de l'amortissement, à l'occasion d'un amendement proposé à la loi des rentes, p. 1403 (Impressions, n° 85). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'augmentation des droits à payer pour chômage de moulins, etc., p. 2393, § 4.
- LA REDORTE (M. le comte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Gouvion, p. 100 (Impressions, n° 6).
- LA ROCHEFOUCAULD (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 463 (Impressions, n° 22). — Sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1330 (Impressions, n° 79).
- LA ROCHEFOUCAULD (M. le baron de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1824, p. 27. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1912.
- LATOUR-MAUBOURG (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1824, p. 27.
- LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au recrutement, p. 786 (Impressions, n° 47). Amendement par lui proposé à ce projet, p. 811, § 5. — Il soutient sa proposition, p. 813. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux droits de timbre

- et d'enregistrement, p. 1520 (Impressions, n° 91). — Soumet à la Chambre une observation relative au projet de loi sur le monopole des tabacs, p. 1620 (Impressions, n° 98). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'augmentation des droits à payer pour chômage de moulins, etc., p. 2149 (Impressions, n° 142). — Défend les amendemens proposés à ce projet par la commission, p. 2386—2390—2391—2393. — Demande quelques explications sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par plusieurs départemens de s'imposer extraordinairement, p. 2358. — Propose d'ajourner la discussion du projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2398, § 5. — Son opinion sur ce projet, p. 2411 (Impressions, n° 158).
- LECOUTEUX DE CANTELEU (M. le comte). — Fait un rapport à la Chambre au nom du comité des pétitions, p. 148. — Défend la proposition faite par ce comité relativement à la pétition du sieur Chanlaire, p. 151.
- LEMERCIER (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 322 (Impressions, n° 14). — Amendement par lui proposé à l'article 4 de ce projet, p. 376. — Il consent à le modifier, p. 377. — Autre amendement par lui proposé, sur l'article 8, p. 382. — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal, p. 687. § 2, et 690.
- LETTRES-PATENTES portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre par M. le Garde des sceaux, pour être enregistrées, p. 719—2097—2515.
- LÉVIS, (M. le duc de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au

remboursement des rentes, p. 944 (Impressions, n° 57).  
 — Présente à la Chambre des observations sur une note remise à la commission par les banquiers, p. 993 et 996. — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 1358 (Impressions, n° 83).  
 LIQUEURS. — (Projet de loi relatif à l'exercice des fabriques de liqueurs.) — Voyez *Exercice*.

## M.

MAILLÉ, (M. le duc de). — Prend la parole sur la proposition de M. le marquis de Bonnav, p. 886.  
 MARBOIS, (M. le marquis de). — Propose un amendement à la rédaction du procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> mai, p. 389. — Prend part à la discussion élevée sur la proposition originale de M. le marquis de Bonnav, p. 434, § 2; p. 435, § 5. — Son opinion sur le projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 659 (Impressions n° 37.) — Amendement par lui proposé à l'article 2 de ce projet, p. 678. — Il le soutient, p. 683. — Prend part à la discussion de l'article 6, p. 693. § 2. — De l'article 12, p. 713. § 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 828 (Impressions, n° 50). — S'oppose à la lecture d'une note remise par les banquiers à la commission des rentes, p. 995, § 2. — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Plaisance, p. 1743 (Impressions n° 110). — Fait au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1847 (Impressions, n° 124). — Prend part

à la discussion de ce projet, p. 1949—1953—1956—et 1964. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par les villes d'Orléans, etc. p. 2342 (Impressions, n° 154). — Sur le projet de loi relatif aux suppléments de crédit nécessaires pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823, p. 2439 (Impressions, n° 162). — Sur le budget de 1825, p. 2532 (Impressions, n° 169). — Fait une observation sur le chapitre de ce budget, relatif aux affaires étrangères, p. 2570. — Sur la comptabilité de la caisse des invalides, p. 2588. — S'oppose à toute augmentation de crédits pour la marine, et à toute nouvelle dépense de colonisation, p. 2589. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Poisson, p. 905. — Sur une pétition du sieur Rogery, p. 2557.

MARCELLUS, (M. le comte de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 544. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à siéger dans la Chambre, p. 607 et 609. — Prend la parole sur une pétition de la dame Garrigou, p. 909, § 6. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 1555 (Impressions, n° 93). — Sur le projet de loi relatif au droit de circulation des vins en cercles, p. 1765 (Impressions, n° 113). — Appuie la proposition du comité sur une pétition du sieur d'Houpeville de Neuville, p. 1908. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2060 (Impressions, n° 134). — Propose le renvoi au Ministre de la justice d'une pétition du sieur

Regnard, p. 2494. — Insiste sur cette proposition, p. 2496. — Son opinion sur le budget de 1825, p. 2550 (Impressions, n° 171).

MESNARD (M. le comte de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 89. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 93.

MINISTRE DE LA GUERRE. — Voyez baron de Damas.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Voyez Corbière.

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Voyez Clermont-Tonnerre.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voyez Château-briand.

MINISTRE DES FINANCES. — Voyez Villele.

MOLÉ (M. le comte). — Demande la lecture d'une note remise par les banquiers à la commission des rentes, p. 995, § 1. — Insiste sur cette demande, p. 998, § 1. — Appuie l'impression de la même note, p. 1002. — Combat un amendement relatif à la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1693, § 4, et 1699, § 2. — Observe qu'on ne peut s'inscrire pour parler sur une loi, si l'on n'y propose un amendement, p. 2067.

MOLITOR (M. le maréchal comte). — Nommé Pair de France par ordonnance du 9 octobre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 23. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux pensions militaires, p. 934 (Impressions, n° 56).

- MOLLIER (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1102 (Impressions, n° 67). Amendement par lui proposé à ce projet, p. 1458. — Discours pour en développer les motifs, p. 1459 (Impressions, n° 87). — Pour en soutenir la discussion, p. 1472 (Impressions, n° 89). — Fait, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 2039 (Impressions, n° 131).
- MONTALEMBERT (M. le baron de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 442 (Impressions, n° 19). — Sur le projet tendant à modifier la loi du recrutement, p. 790 (Impressions, n° 48). — Sur la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1636 (Impressions, n° 101). — Retire l'amendement qu'il y avoit proposé, p. 1701, § 1.
- MONTESQUIOU (M. l'abbé duc de). — Il est fait lecture à la Chambre d'une notice publiée par le noble Pair sur M. le Cardinal de Bausset, p. 2630. — Elle ordonne l'impression de cette notice, *ibid.* (Impressions, n° 178, à la suite du discours de M. l'archevêque de Paris).
- MONTMORENCY (M. le duc Mathieu de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 347. — A la discussion élevée sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnavy, p. 431. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la proposition définitive du noble Pair, p. 1571 (Impressions, n° 96). — Obtient la parole pour un fait dans la discussion de cette proposition, p. 1652, § 1. — En présente à la Chambre le résumé, p. 1684. — Combat un amendement

proposé par M. le marquis d'Herbouville, p. 1693. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, p. 1696, 1697 et 1699. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2166 (Impressions, n° 143). — Combat un amendement proposé à ce projet par M. le vicomte Lainé, p. 2284.

MORTEMART (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 664 (Impressions, n° 38). — Sur la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1652 (Impressions, n° 104). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers changements de circonscriptions administratives, p. 1990. — Sur le projet relatif à la division de l'arrondissement de Douai en deux arrondissements, p. 2000 (Ces deux rapports sont imprimés sous le n° 127). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2399 (Impressions, n° 156).

MOULINS (Chommage de). — Voyez *Chommage*.

MOUNIER (M. le baron). — Son opinion sur la proposition de M. le duc de Valentinois, relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2457.

## N.

NARBONNE (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 526 (Impressions, n° 28). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 907. — Combat un amendement proposé à

- la loi des rentes par M. le comte Roy, p. 1439. — Son opinion sur la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1665 (Impressions, n° 106).
- NICOLAÏ (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1337 (Impressions, n° 80). — Prend part à la discussion du projet relatif aux chemins vicinaux, p. 2418 et 2419. — Son opinion sur la proposition de M. le duc de Valentinois, relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2456, § 2.
- NOTICE SUR M. le cardinal de Bausset. — Voyez *Montesquieu*.

## O.

- OBSÈQUES DES MEMBRES DE LA PAIRIE. — Proposition faite à ce sujet par M. le duc de Valentinois, p. 2291. — L'auteur en expose sommairement les motifs, p. 2292. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Développemens de cette proposition, p. 2402 (Impressions, n° 157). — Prise en considération, p. 2407. — Discussion en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Coigny, le marquis de Lally-Tolendal, le duc de Choiseul, le marquis de Nicolaï, le baron Mounier, le comte Dejean, et le comte de Cornet), p. 2453 à 2458. — Vote au scrutin, p. 2458 et 2491. — Teneur de la résolution adoptée par la Chambre, p. 2458.
- OBSERVATIONS IMPRIMÉES. — De M. le marquis de Lally, sur les effets de l'amortissement, n° 85.
- OPINIONS DISTRIBUÉES A LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENTS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et dis-

tribuer à la Chambre, des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de douze, savoir : sur le projet de loi relatif aux *délits qui se commettent dans les églises*, une opinion de M. le comte de La Bourdonnaye. — Sur un amendement proposé à l'art. 2 du même projet, une opinion de M. le marquis de Villefranche. — Sur le projet de loi relatif au *renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés*, une opinion de M. le comte Lynch. — Sur la prise en considération de la proposition tendante à accélérer la *publication des discussions de la Chambre des Pairs*, une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal. — Sur le projet de loi contenant quelques modifications à la loi du *recrutement*, deux opinions de MM. le comte de la Redorte et le comte de Marcellus. — Sur le projet de loi relatif aux *droits de timbre et d'enregistrement*, une opinion de M. le comte Lanjuinais. — Sur une pétition tendante à faire rendre au clergé la tenue des registres de *l'état civil*, une opinion de M. le comte de Marcellus. — Sur le projet de loi relatif aux *communautés religieuses de femmes*, trois opinions de MM. le comte De Sèze, le vicomte de Bonald et le baron Pasquier. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du *budget des recettes et des dépenses de 1825*, une opinion de M. le comte de Tournon.

OPINIONS IMPRIMÉES PAR ORDRE DE LA CHAMBRE. — Elles sont au nombre de quatre-vingt-neuf, savoir : Sur le projet de loi relatif aux *délits qui se commettent dans les églises*, trois opinions de MM. le cardinal duc de La Fare,

n° 12, le marquis de Lally-Tolendal, n° 13; et le comte Lemercier, n° 14. — Sur le projet de loi relatif au *renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés*, treize opinions de MM. le comte de Saint-Roman, n° 18; le baron de Montalembert, n° 19; le duc de Choiseul, n° 20; le duc de Doudeauville, n° 21; le duc de La Rochefoucauld, n° 22; le marquis d'Herbouville, n° 23; le comte Lanjuinais, n° 25; le marquis d'Aramon, n° 26; le comte de Talleyrand, n° 27; le duc de Narbonne, n° 28; le comte de Ségur, n° 29; l'Évêque d'Hermopolis, n° 30, et le comte de Boissy-d'Anglas, n° 31. — Sur le projet de loi contenant des *modifications au Code pénal*, deux opinions de MM. le marquis de Marbois, n° 37, et le marquis de Mortemart, n° 38. — Sur le même projet, amendé par la Chambre des Députés, une opinion de M. le comte De Sèze, n° 116. — Sur le projet de loi contenant quelques modifications à la loi du *recrutement*, neuf opinions de MM. le maréchal marquis de Gouvion Saint-Cyr, n° 39; le comte Curial, n° 40; le marquis d'Equilly, n° 41; le comte de Sparre, n° 43; le baron de Barante, n° 44; le marquis de Rougé, n° 45; le comte de Chastellux, n° 46; le comte de La Villegontier, n° 47, et le baron de Montalembert, n° 48. — Sur le projet de loi relatif à la *retraite des juges*, pour cause d'infirmités, deux opinions de MM. le marquis de Marbois, n° 50, et le comte De Sèze, n° 51. — Sur le projet de loi relatif au remboursement ou à la réduction des *rentes cinq pour cent*, dix-sept opinions de MM. le comte Roy, n° 61; le duc de Doudeauville, n° 62; le duc de Crillon, n° 63; le comte de Saint-Roman, n° 65; Le comte de Laforest, n° 66; le comte Mollien, n° 67; le baron Pasquier, n° 68; le marquis d'Herbouville,

n° 69; le duc de Choiseul, n° 70; le comte de Talleyrand, n° 72; le vicomte de Bonald, n° 73; le duc de Brissac, n° 74; le comte de Ségur, n° 76; le comte de Chabrol, n° 77; l'Archevêque de Paris, n° 78; le duc de La Rochefoucauld, n° 79, et le marquis de Nicolai, n° 80. — Sur l'amendement proposé à ce projet, par M. le comte Mollien, une opinion de M. le comte de Laforest, n° 88. — Sur le projet de loi relatif aux *pensions militaires*, deux opinions de MM. le comte de Marcellus, n° 93, et le marquis d'Ecquevilly, n° 94. — Sur le projet de loi relatif aux *droits de timbre et d'enregistrement*, une opinion de M. le comte d'Haubersart, n° 97. — Sur le projet de loi relatif à la fabrication et à la vente exclusive des *tabacs*; deux opinions de MM. le comte de La Villegontier, n° 98, et le comte de Tournon, n° 99. — Sur la proposition relative aux moyens d'accélérer la *publication des résultats des séances*, huit opinions de MM. le marquis d'Herbouville, n° 100; le baron de Montalembert, n° 101; le duc de Valentinois, n° 102; le comte de Chabrol; n° 103; le marquis de Mortemart, n° 104; le marquis de Clermont-Tonnerre, n° 105; le duc de Narbonne, n° 106, et le marquis de Sémonville, n° 107. — Sur le projet de loi relatif au droit de circulation, sur les *vins en cercles*, une opinion de M. le comte de Marcellus, n° 113. — Sur le projet de loi relatif au règlement définitif du *budget de 1822*, une opinion de M. le comte Roy, n° 125. — Sur le projet de loi relatif aux *communautés religieuses de femmes*, onze opinions de MM. le comte Siméon, n° 132; le duc de Doudeauville, n° 133; le comte de Marcellus, n° 134; le vicomte Lainé, n° 135; le marquis d'Herbouville, n° 137; le marquis de Lally-Tolendal, n° 138; le baron

Pasquier, n° 140; le duc Mathieu de Montmorency, n° 143; le comte Portalis, n° 144; le comte Lanjuinais, n° 145, et l'évêque d'Hermopolis, n° 146. — Sur le projet de loi relatif aux *emprunts des villes*, une opinion de M. le marquis de Marbois, n° 154. — Sur le projet de loi relatif aux *chemins vicinaux*, quatre opinions de MM. le duc de Mortemart, n° 156; le comte de La Villegontier, n° 158; le comte de Tournon, n° 159, et le marquis de Pange, n° 160. — Sur le projet de loi relatif à l'ouverture de *nouveaux crédits pour l'exercice 1823*, une opinion de M. le marquis de Marbois, n° 162. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du *budget de 1825*, neuf opinions de MM. le vice-amiral comte Verhuell, n° 166; le vice-amiral comte Truguet, n° 167; le comte d'Escars, n° 168; le marquis de Marbois, n° 169; le comte de Marcellus, n° 171; le comte de Tournon, n° 173; le comte de Chastellux, n° 174; le comte Roy, n° 175, et le vicomte Lainé, n° 177.

ORDONNANCES DU ROI COMMUNIQUÉES A LA CHAMBRE. — Ordonnance du 9 octobre 1823, portant nomination de six nouveaux Pairs, p. 10. — Du 23 décembre 1823, qui autorise la transmission héréditaire de différentes Pairies hors la ligne directe masculine, p. 12. — Du même jour, portant nomination de vingt-sept nouveaux Pairs, p. 16. — Du 19 janvier 1824, qui autorise en faveur de M. de la Tour-du-Pin-Montauban, la transmission héréditaire de la Pairie, dont est revêtu le maréchal marquis de Vioménil, p. 19. — Du 20 mars 1824, qui nomme Pair de France M. l'Archevêque de Bourges, p. 22 et 2462.

ORGLANDES (M. le comte d'). — Nommé Pair de France,

par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prêté serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 112. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 126.

ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 610 (Impressions, n° 34). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 908.

## P.

PANGE (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2421 (Impressions, n° 160).

PASQUIER (M. le baron). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 345—349—353 et 363, § 1. — A la discussion élevée sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnay, p. 430, § 1. — A la discussion du projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 673, § 1; 674, § 1; 684. — Du projet relatif à l'admission des juges à la retraite, p. 848. — Appuie un amendement proposé sur l'article 12 de ce projet, p. 867. — Réclame contre le sens donné à ses expressions, p. 872. — Obtient de nouveau la parole dans cette discussion, p. 875, § 1, et 877, § 2. — Appuie l'ordre du jour sur une pétition du sieur Poisson, p. 906. — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1112 (Impressions, n° 68). — Ré-

clame contre l'interprétation donnée à ses paroles, p. 1165 et 1276. — Fait une observation relative au projet de loi sur les pensions militaires, p. 1563, § 2. — Son opinion sur le projet relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2125 (Impressions, n° 140). — Soutient l'amendement proposé à ce projet par M. le vicomte Lainé, p. 2259.

PASTORET (M. le marquis de). — Fait hommage à la Chambre de trois nouveaux volumes de son *Histoire de la législation*, p. 26. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 157 (Impressions, n° 9). — Présente à la Chambre le résumé de la discussion sur ce projet, p. 573 (Impressions, n° 33). — Fait un rapport au nom de la commission spéciale chargée de l'examen du projet relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1823, p. 2314 (Impressions, n° 153).

PENSIONS MILITAIRES (projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 653. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 36). — Renvoi aux bureaux, p. 658. — Le projet y est examiné, p. 825. — Nomination d'une commission spéciale, p. 884. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal comte Molitor, p. 934 (Impressions, n° 56). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Marcellus, le marquis d'Ecquevilly, et le baron de Damas, Ministre de la guerre) p. 1554 à 1561. — Délibération des articles, p. 1561. — Réclamation en faveur des anciens chevaliers de

Saint-Louis (à ce sujet sont entendus MM. le duc de Damas, le Ministre de la guerre, le comte d'Ambrugeac, le commissaire du Roi baron Thirat de Saint-Agnan, le baron Pasquier, le marquis d'Ecqueville, et le comte de Marcellus), p. 1561 à 1563. — Adoption du projet de loi, p. 1564. — Teneur du projet adopté, *ibid.*

PÉTITIONS. — Du sieur Videlin, — Du sieur Sylvain Eymard, — Du sieur Chanlaire, p. 148 (discussion à ce sujet, voyez *Barante, Brissac, Ségur*). — Du sieur Hulin, p. 154. — Du sieur Poisson, p. 904 (discussion à ce sujet, voyez *Marbois, Pasquier*). — Du sieur de Bécourt, p. 907. — Du sieur Pitou, — Du sieur Videlin *iterum*. — Du sieur Beaucousin, p. 908. — Du sieur Riboulléau, p. 909. — De la dame Garrigou, *ibid.* (discussion à ce sujet, voyez *Marcellus, Brissac*). — Du sieur Lecomte, p. 910. — Du sieur Paifer, — Du sieur Blondel, — Du sieur Rauch, p. 911. — Du sieur Guyonnet de Sénac, — Du sieur Bayard, p. 912. — Du sieur Jourdain, — Du sieur Ménager, p. 1903. — De vingt-sept notaires, négociants, etc., du Mans, — Du sieur Groulon, — Du sieur des Pagets, — Du sieur Dubois, — Du sieur Abry, p. 1904. — Du sieur Anad, — De quarante-deux négociants de Toulouse, — Du sieur Peltier-Arnould, p. 1905. — Du sieur d'Houppesville de Neuville, p. 1906 (discussion à ce sujet, voyez *Tournon, Marcellus, Lanjuinais, Brissac*). — Du sieur Desbordes, — Du sieur Quéva, — Du sieur Bourgade, — Du sieur Mansard de Neuville, p. 1912. — Du sieur Hebert, — De la dame Roullier, — Du sieur Guillier, — De la dame Lenoir, p. 1913. — Du sieur Gaudillot, p. 1914. — Des

sieurs de Coëtlogon frères, p. 2216. — Du sieur Doré, p. 2217. — Du sieur Pothier, p. 2218. — Des huissiers près les cours d'Orléans, Rennes, etc., p. 2219. — Du sieur Gauthier, p. 2220. — Du sieur Martin, p. 2221. — Du sieur Julien de Voisins, *ibid.* — Du sieur de Mangold, p. 2222. — De vingt-sept propriétaires et habitants des environs du Luxembourg, — Du sieur Dorr, — Du sieur Lebaron, p. 2223. — Du sieur Feuillet, p. 2224. — Du sieur Isambert, au nom des quarante-un déportés de la Martinique, p. 2491. — Du sieur Pons-Dejean, — Du sieur Vincent, p. 2492. — Du sieur Ganlin, — Du sieur Guillou, — Du sieur Cointereau, p. 2493. — Du sieur Regnard, p. 2494 (discussion à ce sujet, voyez *Marcellus, Tournon, Boissy-d'Anglas, Brissac, Ségur, Saint-Roman*). — Du sieur Chanlaire *iterum*, p. 2500. — Du sieur Rogery, p. 2556 (discussion à ce sujet, voyez *Tournon, Marbois*). — De la dame Dupertuis, — Du sieur Bourret, 2557. — Du sieur Dières, — De la dame d'Herbez de Bellefond, p. 2558. — Du sieur de Vaugrigneuse, p. 2559.

PEYRONNET (M. le comte de). Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte, p. 60. — S'explique sur les amendements proposés à ce projet par la commission spéciale, p. 310. — Combat un amendement proposé par M. le cardinal archevêque de Sens, p. 333 et 335. — Divers amendements proposés sur l'article 2, p. 346 et 352. — Présente une rédaction nouvelle de cet article,

p. 361. — La soutient, p. 362. — La modifie, p. 368. — S'explique sur l'article 3 proposé par la commission, p. 370 et 371. — Combat un amendement proposé à cet article par M. l'archevêque de Paris, p. 372. — Un autre proposé sur l'article 4 par M. le comte Lemercier, p. 378. — Un autre proposé par M. le marquis de Rougé, p. 380. — Présente un projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 60. — Combat une addition proposée à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, par M. le duc Decazes, p. 671 et 674. — S'explique sur les amendements proposés par la commission à l'article 4, p. 686. — Sur ceux qu'elle propose à l'article 5, p. 693. — Répond à ce sujet aux observations de M. le duc Decazes, p. 695—697—699. — S'explique sur divers amendements proposés par la commission aux articles 7, 8, 9, 12, et 13, p. 702—704—708—711—715. — Présente de nouveau à la Chambre le même projet de loi amendé par la Chambre des Députés, p. 1785. — Présente un projet de loi relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 113. — Son discours pour la défense de ce dernier projet, p. 840. — Donne des explications sur la liquidation des pensions des juges, p. 853. — Sur l'obtention du titre de juge honoraire, p. 856. — S'explique sur les amendements proposés par la commission, *ibid.* — Sur un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc Decazes, p. 857. — Sur un amendement proposé à l'article 13 par M. le comte De Sèze, p. 873. — Sur un amendement proposé par la commission à l'art. 14, p. 878. — Combat la réclamation de M. le comte Roy pour la division de son amendement sur la loi des

- rentes, p. 1435. — Défend le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2135 (Impressions, n° 141). — Combat l'amendement proposé à ce projet par M. le marquis de Lally, p. 2235. — Celui que propose M. le vicomte Lainé, p. 2263. — Communique à la Chambre différentes lettres-patentes portant institution de titres de Pairie, p. 719 et 2097.
- PLAISANCE (Charles-François Lebrun, duc de), décédé le 16 juin 1824. — Discours prononcé à cette occasion par M. le marquis de Marbois, p. 1743 (Impressions, n° 110).
- PLAISANCE (Anne-Charles Lebrun, duc de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 2147. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 2148. — Rapport de cette commission, p. 2164. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 2165. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 2215. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 2216. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 2265.
- PONTECOULANT (M. le comte de). — Prend part à la délibération des articles du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 341, § 4; 344, § 3. — Fait une observation sur le procès-verbal de la séance du 5 mai, p. 489. — Combat un amendement proposé au projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal, p. 680. — Est entendu sur l'article 4 de ce projet, p. 688, § 1. — Sur l'article 9, p. 709, § 1. — Sur l'article 12, p. 713, § 2. — Sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à l'ad-

mission des juges à la retraite, p. 858, § 1. — Sur l'article 13 du même projet, p. 870. — Réclame la lecture d'une note remise à la commission des rentes par les banquiers, p. 995, § 5. — Fait une observation sur la comptabilité de l'université, à l'occasion de la loi des comptes de 1822, p. 1961.

PORTALIS (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 209 (Impressions, n° 10). — Prend part à la discussion des amendements proposés à ce projet, p. 343—344 — 354. — Soumet à la Chambre un nouveau rapport au nom de la commission à laquelle ont été renvoyées les rédactions présentées sur l'art. 2, p. 358. — Réclame contre une omission faite dans l'impression de son premier rapport, p. 376, § 1. — Prend part de nouveau à la discussion, p. 376, § 4, et p. 377. — Fait une observation sur le projet de loi contenant des modifications au Code pénal, p. 713, § 3. — Un rapport au nom du comité des pétitions, p. 912. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2177 (Impressions, n° 144).

PRASLIN (M. le duc de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'augmentation des droits à payer pour chommage de moulins, p. 2392, § 3.

PRESSIGNY (M. le comte Cortois de), archevêque de Besançon, décédé le 2 mai 1823. — Discours prononcé à l'occasion de son décès par M. le comte De Sèze, p. 127 (Impressions, n° 8).

PROCÈS-VERBAL (réclamations élevées sur sa rédaction),

- p. 389. — Voyez *Marbois, Brissac*, p. 489. — Voyez *Pontécoulant, Ségur*.
- PROCÈS-VERBAL (Proposition tendante à accélérer la publication du). — Voyez *publication*.
- PROCLAMATION DU ROI, relative à la clôture de la session de 1824, p. 2658.
- PRODUITS FABRIQUÉS (Projet de loi relatif aux suppositions ou altérations de noms sur les). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2019. — Exposé des motifs, p. 2028 (Impressions, n° 129). — Renvoi aux bureaux, p. 2034. — Le projet y est examiné, p. 2095. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2096. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 2307 (Impressions, n° 152). — Délibération des articles, p. 2396 à 2398. — Adoption du projet de loi, p. 2398. — Sa teneur, p. 2396.
- PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS A LA CHAMBRE dans le cours de la session. — Projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, n° 2 (Voyez *Renouvellement, etc.*). — A la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte, n° 3 (Voyez *Églises*). — Tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal, n° 4 et 114 (Voyez *Code pénal*). — Projet contenant quelques modifications à la loi du recrutement, n° 5 (Voyez *Recrutement*). — Projet relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, n° 7. — (Voyez *Retraite des juges*). — Au remboursement ou à la réduction de l'intérêt des rentes, n° 24 (Voyez *Rentes*). — Aux pensions militaires, n° 36 (Voyez *Pensions militaires*). — A la réduction des droits perçus pour le timbre et

l'enregistrement de certains actes, n° 52 (Voyez *Timbre et Enregistrement*). — A la fabrication et à la vente exclusive des tabacs, n° 53 (Voyez *Tabacs*). — Au droit de circulation sur les vins en cercles, n° 54 (Voyez *Vins en cercles*). — A la perception des droits sur l'eau-de-vie, n° 55 (Voyez *Eaux-de-vie*). A l'exercice des fabriques de liqueurs, n° 58 (Voyez *Exercice*). — Aux déductions à allouer aux marchands de vins en gros pour déchet sur les vins, n° 59. (Voyez *Déchet*). — Au règlement définitif du budget de 1822, n° 111 (Voyez *Budget de 1822*). — Aux communautés religieuses de femmes, n° 112 (Voyez *Communautés, etc.*). — Projet de loi qui autorise les villes de Saint-Quentin, Caen, Orléans, Boulogne, et Saint-Germain-en-Laye, à emprunter différentes sommes, n° 117 (Voyez *Emprunts des villes*). — Qui autorise les départemens du Jura, d'Eure-et-Loir, du Tarn, de la Seine, du Gard, et du Bas-Rhin, à s'imposer extraordinairement pour subvenir à leurs dépenses, n° 118 (Voyez *Impositions extraordinaires*). — Projet relatif à divers changements de circonscriptions administratives, n° 119 (Voyez *Circonscriptions administratives*). — A la division de l'arrondissement actuel de Douai, en deux arrondissements administratifs, n° 120 (Voyez *Douai*). — A la fixation des droits à payer pour chommage de moulins et dépôt de bois le long des rivières navigables et flottables, n° 121 (Voyez *Chommage de moulins*). — A l'ouverture de nouveaux crédits pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823, n° 123 (Voyez *Crédits supplémentaires*). — Aux chemins vicinaux, n° 128 (Voyez *Chemins vicinaux*). — Aux al-

térations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués, n° 129 (Voyez *Produits fabriqués*). — Projet qui autorise les villes de Nantes et de Poitiers à emprunter différentes sommes pour leurs besoins, n° 130 (Voyez *Emprunts des villes*). — Projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1825, n° 161 (Voyez *Budget de 1825*).

PROPOSITIONS FAITES A LA CHAMBRE. — Relativement aux moyens d'accélérer la publication de ses procès-verbaux, (Voyez *Publication*). — Relativement aux obsèques des membres de la Pairie (Voyez *Obsèques*).

PUBLICATION DES RÉSULTATS DES SÉANCES, (moyens d'accélérer cette publication). — Un membre propose pour y parvenir l'introduction d'un sténographe, p. 428. — Discussion à ce sujet (dans laquelle sont entendus MM. le baron Pasquier, le vicomte Dambray, le duc Mathieu de Montmorency, le comte de Tournon, le comte de Boissy-d'Anglas, le duc de Brissac, le marquis de Marbois, le comte de Ségur, le comte Belliard, le comte de Saint-Roman, et le marquis de Clermont-Tonnerre, p. 429 à 437. — Proposition en forme présentée par le même Pair, qui en expose sommairement les motifs, p. 449 et 451. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Développements de cette proposition, p. 636 (*Impressions*, n° 35). — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération (sur cette question sont entendus MM. le duc de Valentinois, le marquis de Lally, le duc de Duras, et le comte de Ségur), p. 646 à 650. — La Chambre se décide pour l'affirmative, p. 650. — M. le Président consulte l'Assemblée pour savoir s'il sera nommé une commission spéciale, p. 885 (à ce sujet sont entendus MM. le

duc de Valentinois et le duc de Maillé), p. 885 et 886.  
—Nomination d'une commission, p. 886.—Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc Mathieu de Montmorency, p. 1571 (Impressions, n° 96). —Projet qu'elle présente à la Chambre, p. 1577.—Discussion en assemblée générale sur l'ensemble de ce projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis d'Herbouville, le marquis de Bonnav, le comte de Montalembert, le duc de Valentinois, le comte Chabrol, le comte Lanjuinais, le duc Mathieu de Montmorency, rapporteur, le marquis de Mortemart, le marquis de Clermont-Tonnerre, le duc de Narbonne, le marquis de Sémonville, Grand-référendaire, et le vicomte Lainé), p. 1629 à 1684.—Résumé du rapporteur, p. 1684.  
—Délibération des articles et discussion des amendements (dans le cours de cette discussion sont entendus, sur un amendement proposé par M. le marquis d'Herbouville, MM. le comte de Ségur, le duc Mathieu de Montmorency, le comte Molé et le marquis d'Herbouville; sur l'ordre de la délibération, MM. le comte Roy, le marquis de Clermont-Tonnerre et le duc Mathieu de Montmorency; sur l'article 1<sup>er</sup>, MM. le comte de Tasher et le duc Mathieu de Montmorency; sur l'article 3, MM. le comte Molé, le marquis de Clermont-Tonnerre, le duc Mathieu de Montmorency, le comte d'Ambrugeac, et le comte d'Aramon) p. 1692 à 1701.  
—Vote au scrutin sur la proposition, p. 1702. —Texte de la proposition adoptée, p. 1697 et suivantes.—Un second adjoint est donné en conséquence au Garde des archives par M. le Président, p. 2037.  
PUYSÉGUR (M. le comte de).—Nommé Pair de France par

ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prêté serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 25. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 28.

## Q.

QUÉLEN (M. le comte de), archevêque de Paris. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 333, § 1. — Propose une modification à ce projet, p. 335. — Insiste sur sa proposition, p. 337. — La rédige en forme d'amendement, p. 339. — Continue de prendre part à la discussion, p. 366, § 3, et 368. § 2. — Propose une nouvelle modification au même projet, p. 371, § 3. — *V* insiste, p. 372 et 374. — Son discours au moment de la clôture de la discussion, p. 384 (Impressions, n° 15). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1323 (Impressions, n° 78). — Son discours à l'occasion du décès de M. le cardinal duc de Bausset, p. 2625 (Imprimé sous le n° 178, avec la notice de M. l'abbé duc de Montesquiou sur le même prélat).

## R.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE, au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le marquis de Pastoret sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 157 (Impressions n° 9). — Par M. le comte Portalis, sur le projet

relatif aux délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte, p. 209 (Impressions, n° 10). — Par le même sur une nouvelle rédaction d'un article de ce projet, p. 358. — Par M. le comte De Sèze, sur le projet tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal, p. 245 (Impressions, n° 11). — Par M. le maréchal duc d'Albuféra, sur le projet tendant à modifier, dans quelques unes de ses dispositions, la loi du recrutement, p. 391 (Impressions, n° 17). — Par M. le marquis d'Orvilliers, sur le projet relatif à la retraite des juges pour cause d'infirmités, p. 610 (Impressions, n° 34). — Par M. le maréchal comte Molitor, sur le projet relatif aux pensions militaires, p. 934 (Impressions, n° 56). — Par M. le duc de Lévis, sur le projet relatif au remboursement des rentes, p. 944 (Impressions, n° 57). — Par M. le comte de La Villefontier, sur le projet relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 1520 (Impressions, n° 91). — Par M. le comte de Sussy sur le projet relatif à la fabrication et à la vente exclusive des tabacs, p. 1537 (Impressions, n° 92). — Par M. le duc Mathieu de Montmorency, sur la proposition relative aux moyens d'accélérer la publication des résultats des séances, p. 1571 (Impressions, n° 96). — Par M. le duc de Doudeauville, sur le projet relatif aux droits de circulation sur les vins en cercles, p. 1704 (Impressions, n° 108). Sur le projet relatif aux déductions à allouer pour déchet sur les vins en magasin, p. 1720 (Impressions, n° 108). — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif aux droits sur les eaux-de-vie, p. 1727 (Impressions, n° 109). — *Item*, sur le projet de loi relatif aux droits sur les liqueurs, p. 1738

(Impressions, n° 109). — Par M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1847 (Impressions, n° 122). — Par M. le comte Ferrand, sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 1925 (Impressions, n° 124). — Par M. le comte de Courtarvel, sur le projet de loi relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par cinq différentes villes, p. 2002 (Impressions, n° 126). — *Item*, sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par six départements de s'imposer extraordinairement, p. 2010 (Impressions, n° 126). — Par M. le marquis de Mortemart, sur le projet de loi relatif à divers changements de circonscriptions territoriales, p. 1990 (Impressions, n° 127). — *Item*, sur le projet de loi relatif à la division de l'arrondissement de Douai en deux arrondissements administratifs, p. 2000 (Impressions, n° 127). — Sur la situation de la caisse d'amortissement, par M. le comte Mollien, président de la commission de surveillance (Impressions, n° 131). — Par M. le comte de La Villegontier, sur le projet de loi relatif à l'augmentation du tarif des droits à payer pour chômage de moulins, etc., p. 2149 (Impressions, n° 142). — Par M. le comte de Courtarvel, sur le projet relatif à l'autorisation d'emprunter, demandée par les villes de Nantes et de Poitiers, p. 2266 (Impressions, n° 149). — Par M. le comte de Breteuil, sur le projet relatif aux chemins vicinaux, p. 2296 (Impressions, n° 151). — Par M. le comte Chaptal, sur le projet relatif aux suppositions ou altérations de noms sur les produits fabriqués, p. 2307 (Impressions, n° 152). — Par M. le marquis de Pastoret, sur le projet relatif à

L'ouverture de crédits supplémentaires, pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823, p. 2314 (Impressions, n° 153). — Par M. le marquis d'Herbouville, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses de l'exercice 1825, p. 2464 (Impressions, n° 163).

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE, au nom du comité des pétitions. — Voyez *comité des pétitions*.

RASTIGNAC (M. le marquis de). — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 890. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 903 et 904.

RÉCEPTION DE NOUVEAUX PAIRS. — De MM. le maréchal comte Molitor, le comte de Bordesoulle, le comte Guilleminot, le comte Bourke et le baron de Damas, p. 23. — Le comte de Vichy, évêque d'Autun, p. 24. — Le baron de Glandevès et le comte de Puységur, p. 28 et 31. — Le comte de Chastellux et le comte Chabrol de Crousol, p. 34. — Le vicomte d'Agoult et le comte de Tournon, p. 60. — Le comte de Mesnard, le marquis de Bethisy et le marquis de Villefranche, p. 93 et 96. — Le comte d'Haubersart et le comte Emmercy, p. 111. — Le comte d'Orglandes et le comte de Courtarvel, p. 126. — Le baron de Charette, p. 204. — Le comte Frère de Villefrancon, archevêque de Besançon, p. 208. — Le comte de Bourbon-Busset, p. 309. — Le comte de Breteuil et le comte de Marcellus, p. 607. — Le comte de Bourmont, p. 826. — Le vicomte Lainé, p. 883. — Le vicomte de Bonald, p. 889. — Le marquis de Rastignac, p. 903. — Le comte d'Ambrugeac, p. 1031. — Le comte

de Vogué, p. 1092. — Le marquis de Coislin, p. 1205. — Le comte Dejean et le comte de Richebourg, p. 1619. — Le duc de Plaisance, p. 2265. — Le marquis de Juigné, p. 2411. — Le comte de Fontenay, archevêque de Bourges, p. 2462.

RECRUTEMENT (Projet de loi tendant à modifier dans quelques unes de ses dispositions la loi du). — Présenté à la Chambre par le Pair de France, Ministre de la guerre, p. 83. — Exposé des motifs, p. 84 (Impressions, n° 5). — Renvoi aux bureaux, p. 88. — Le projet y est examiné, p. 89. — Nomination d'une commission spéciale, p. 97. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le maréchal duc d'Albufera, p. 391 (Impressions, n° 17). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus, MM. le maréchal marquis de Gouvion Saint-Cyr, le comte Curial, le marquis d'Ecquevilly, le baron de Damas, Ministre de la guerre; le comte de Sparre, le baron de Barante, le marquis de Rougé, le comte de Chastellux, le comte de La Villegontier, et le baron de Montalembert), p. 723 à 797. — Résumé du rapporteur, p. 797 (Impressions, n° 49). — Délibération des articles (dans le cours de cette délibération, sont entendus, sur l'article 2, MM. le commissaire du Roi, vicomte de Caux et le comte de La Villegontier; sur l'article 3, MM. le comte Ruty, le baron de Barante, le commissaire du Roi, baron Cuvier, le comte Belliard, et le comte de Villemanzy), p. 810 à 823. — Adoption du projet de loi amendé, p. 823.

RENOUVELLEMENT INTÉGRAL ET SEPTENNAL DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (Projet de loi relatif au). — Présenté à

la Chambre, par le Ministre de l'intérieur, p. 45. — Exposé des motifs, p. 46 (Impressions, n° 2). — Renvoi aux bureaux, p. 58. — Le projet y est examiné, p. 89. — Nomination d'une commission spéciale, p. 92 et 96. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Pastoret, p. 157 (Impressions, n° 9). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, *pour l'adoption* MM. le baron de Montalembert, le duc de Doudeauville, le marquis d'Herbouville, le comte d'Aramon, le duc de Narbonne, le comte Frayssinous, évêque d'Hermopolis; *contre*, MM. le comte de Saint-Roman, le duc de Choiseul, le duc de La Rochefoucauld, le comte Lanjuinais, le comte Auguste de Talleyrand, le comte de Ségur, le comte de Boissy-d'Anglas; *incidemment*, MM. le comte de Saint-Roman, le comte de Ségur, et le vicomte de Châteaubriand; et *à l'appui du projet*, le Ministre de l'intérieur, p. 437 à 447, 451 à 487, 509 à 541, 545 à 573. — Résumé du rapporteur, p. 573 (Impressions, n° 33). — Adoption du projet de loi, p. 608. — Sa teneur, p. 606.

RENTES (Projet de loi relatif au remboursement ou à la réduction de l'intérêt des). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 491. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 24). — Renvoi aux bureaux, p. 509. — Le projet y est examiné, p. 609. — Nomination d'une commission spéciale, p. 635. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Lévis, p. 944 (Impressions, n° 57). — Éclaircissemens donnés par le Ministre des finances sur une note remise à la commission par les banquiers, p. 982. — Observations du rapporteur, p. 993. — Discussion

sur la lecture et l'impression demandées de cette note (A ce sujet sont entendus MM. le comte Molé, le marquis de Marbois, le comte de Ségur, le comte de Pontécoulant, le duc de Lévis, rapporteur, le duc de Fitz-James, le comte de Tournon, le marquis de Lally, et le Ministre des finances), p. 995 à 1005. — Lecture de la note, p. 999. — L'impression en est rejetée, p. 1005. — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus, *pour*, MM. le duc de Doudeauville, le comte de Laforest, le marquis d'Herbouville, le vicomte de Bonald, le comte Chabrol de Crousol; *contre*, MM. le comte Roy, le comte de Saint-Roman, le baron Pasquier, le duc de Choiseul, le comte Auguste de Talleyrand, le comte de Ségur, le duc de Larocheffoucauld et le marquis de Nicolaï; *sur*, MM. le duc de Crillon, le comte Mollien, le duc de Brissac, l'archevêque de Paris, le marquis de Lally, et à l'appui du projet, le Ministre des finances, le Ministre de l'intérieur, et le Pair de France Ministre de la marine), p. 1005 à 1355. — Impression des amendements proposés, p. 1355 (voyez le n° 82.). — Résumé du rapporteur, p. 1358 (Impressions, n° 83). — Discussion sur les amendements (ordre de cette discussion) p. 1385 à 1387. — Amendement proposé par M. le comte Roy, p. 1389. — Développé et soutenu par son auteur, p. 1390 et 1420. — Combattu par le Ministre des finances, p. 1405 et 1427. — Observations de M. le marquis de Laplace sur l'amortissement, p. 1403. — La division de l'amendement est réclamée par son auteur, p. 1430 à 1432. — Combattue par le Ministre des finances et le Garde des sceaux, p. 1432, 1435. — Appuyée par divers

membres, p. 1437, 1438. — Prononcée par la Chambre, p. 1438. — Ouverture de la discussion sur le premier paragraphe de l'amendement, p. 1438 et 1439. — On invoque la question préalable (à ce sujet sont entendus MM. le duc de Narbonne, le duc de Valentinois, le comte de Ségur et le Ministre des finances), p. 1439 à 1442. — La Chambre entend sur le fond de l'amendement MM. le Ministre des finances, le comte Roy, le comte de La Bourdonnaye, et le duc de Broglie, p. 1442 à 1458. — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 1458. — Discussion sur l'amendement proposé par M. le comte Mollien (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Mollien, le Ministre des finances, le duc de Broglie, et le comte de Laforest), p. 1459 à 1479. — L'amendement est pareillement rejeté, p. 1479. — Amendement proposé par M. le duc de Crillon, *ibid.* et p. 1480. — L'auteur de cet amendement en retire la première partie, qui seule étoit en discussion, p. 1481. — Discours du Ministre des finances avant l'ouverture de la délibération sur le premier paragraphe du projet de loi, p. 1484. — Observations de MM. le duc de Broglie et le comte de Saint-Roman, p. 1487 à 1488. — Ce paragraphe est rejeté au scrutin, p. 1489. — Discussion pour savoir si les paragraphes suivans seront mis en délibération (sur cette question sont entendus MM. le duc de Broglie, le Ministre des finances, le comte Roy, et plusieurs autres Pairs), p. 1489 à 1493. — Ces paragraphes sont mis aux voix et rejetés, p. 1493. — Discussion pour savoir s'il sera voté sur l'ensemble du projet de loi (à ce sujet sont entendus M. le marquis de Rougé et le Ministre des finances),

p. 1493 à 1494. — L'ensemble du projet est rejeté, p. 1494.

RÉSUMÉS DES DÉBATS. — Sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, n° 33. — Sur le projet contenant quelques modifications à la loi du recrutement, n° 49. — Sur le projet relatif au remboursement ou à la réduction de l'intérêt des rentes, n° 83. — Sur le projet relatif aux communautés religieuses de femmes, n° 147. — Sur le projet relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825, n° 172.

RETRAITE DES JUGES POUR CAUSE D'INFIRMITÉS (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le Garde des sceaux, p. 113. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 7). — Renvoi aux bureaux, p. 125. — Le projet y est examiné, p. 155. — Nomination d'une commission spéciale, p. 203. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Orvilliers, p. 610 (Impressions, n° 34). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet (dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, le comte De Sèze, le baron Pasquier, le duc Decazes, le comte de Boissy-d'Anglas, le duc de Brissac, le comte de Ségur, et le Garde des sceaux), p. 828 à 856. — Délibération des articles, et discussion des amendements (dans le cours de cette délibération sont entendus sur l'amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc Decazes, MM. le comte de Pontécoulant, le duc Decazes, et le Garde des sceaux; sur l'amendement proposé à l'article 13 par M. le comte De Sèze, MM. de Vatisménil, commissaire du Roi, le baron Pasquier, le comte de Boissy-d'Anglas, le marquis de

Lally-Tolendal, le comte de Pontécoulant, et le Garde des sceaux ; sur l'amendement proposé par la commission à l'article 14, M. le Garde des sceaux), p. 857 à 880. — Adoption du projet de loi amendé, p. 881.

RICHEBOURG (Gilles-Porcher, comte de), décédé le 10 avril 1824. — Discours prononcé, à l'occasion de son décès, par M. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 2511 (Impressions, n° 165).

RICHEBOURG (Jean-Baptiste-Porcher, comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1495. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1498. — Rapport de cette commission, p. 1517. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 1518. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1579. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1580. — Il prête serment et est admis à prendre séance, p. 1620.

ROUÉ (M. le marquis de).—Propose un article additionnel au projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 380.—Retire sa proposition, *ibid.*—Prend part à la discussion du projet contenant des modifications au Code pénal, p. 679. — Son opinion sur le projet relatif au recrutement, p. 776 (Impressions, n° 45). — S'oppose à ce qu'il soit voté sur l'ensemble du projet de loi sur les rentes, après le rejet provisoire de tous les paragraphes, p. 1493.

ROY (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1005 (Impressions, n° 61). — Amendement par lui proposé à ce

projet, p. 1389. — Il en développe les motifs, p. 1389 (Impressions, n° 84). — Répond à une interpellation du Ministre des finances, p. 1414. — Soutient la discussion de son amendement, p. 1420, 1427. — En réclame la division, p. 1430. — Insiste sur cette demande, p. 1434 et 1436. — (La division est ordonnée, p. 1438). — Soutient le premier paragraphe de cet amendement, p. 1444 et 1457. — S'oppose à ce que la délibération continue après le rejet du 1<sup>er</sup> § du projet de loi, p. 1491, § 1. — Prend la parole dans la discussion ouverte sur la proposition de M. le marquis de Bonnavay, p. 1694, § 3. — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1944 (Impressions, n° 125). — Fait de nouvelles observations sur ce projet de loi, p. 1954. — Son discours sur l'art. 5 relatif aux fonds d'encouragement pour les pêches maritimes, p. 1972. — Est de nouveau entendu à ce sujet, p. 1978, § 2 et 1980. — Soumet à la Chambre des observations sur l'art. 7, p. 1983. — Amendement par lui proposé au projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2271. — Il en développe les motifs, p. 2272 (Impressions, n° 150). — En soutient la discussion, p. 2275. — Son opinion sur le budget du ministère de la marine pour 1825, p. 2580 (Impressions, n° 175). — Répond au Ministre de ce département, p. 2597. — Son opinion sur le budget du ministère des finances, p. 2598. — Répond aux observations du Ministre, p. 2606. — Son opinion sur l'article du budget relatif à une création de bons royaux, p. 2611. — Provoque une explication à ce sujet, p. 2621. — Signale de nouveau les inconvénients de cette mesure, p. 2622.

RUTY (M. le comte). — Prend part à la discussion du projet de loi contenant des modifications à la loi du recrutement, p. 815.

## S.

SABRAN (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 354, § 1. — Propose un changement de rédaction à ce projet, p. 368, § 1. — Fait un rapport, au nom du comité des pétitions, p. 910.

SAINT-AIGNAN (M. le duc de). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 904.

SAINT-ROMAN (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 437 (Impressions, n° 18). — Propose de modifier en quelques points un discours dont l'impression est demandée, p. 462. — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1070 (Impressions, n° 65). — Fait une observation sur le discours du Ministre des finances, au sujet des petits rentiers, p. 1488. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux droits à payer pour chommage de moulins, etc., p. 2391, § 1. — A celle qui s'élève sur une pétition du sieur Regnard, p. 2499.

SÉANCE ROYALE DU 23 MARS 1824. (Procès-verbal de cette séance). — Dressé par les Gardes des archives, p. 8. — Lu à la Chambre, et adopté par elle, p. 9.

SÉQUIER (M. le baron). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier quelques dispositions du Code pénal, p. 681.

SÉCUR (M. le comte de). — Demande le renvoi au conseil des Ministres, d'une pétition du sieur Chanlaire, p. 153. — Propose un changement de rédaction au projet de loi sur les délits qui se commettent dans les églises, p. 368, § 5. — Prend part à la discussion élevée sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnay, p. 435, § 1. — Répond à M. le comte de Saint-Roman, relativement à l'impression demandée d'un discours, p. 462. — A M. le vicomte de Châteaubriand, qui s'opposoit à ce que la parole fût continuée à un orateur pour la prochaine séance, p. 486. — A une observation de M. le comte de Pontécoulant, sur le procès-verbal de la séance du 5 mai, p. 489. — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 533 (Impressions, n° 29). — Appuie la prise en considération de la proposition définitive de M. le marquis de Bonnay, p. 650, § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal, p. 672, 690, § 3, 700. — A celle du projet relatif à l'admission des juges à la retraite, p. 855, § 2. — Demande la lecture d'une note remise à la commission des rentes par les banquiers, p. 995, § 3. — S'oppose à l'impression de cette note, p. 1003, § 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1278 (Impressions, n° 76). — Appuie la réclamation de M. le comte Roy, pour la division de son amendement, p. 1438, § 3. — Combat la question préalable, invoquée sur cet amendement, p. 1441, § 2. — Prend part à la discussion ouverte, sur la proposition de M. le marquis de Bonnay, p. 1692 et 1694, § 2. — Appuie un amendement pro-

posé, par M. le vicomte Lainé, au projet de loi, sur les communautés religieuses de femmes, p. 2286. — L'adoption du projet de loi sur les droits à payer pour chômage de moulins, p. 2392, § 2. — S'oppose à la clôture de la discussion sur le projet relatif aux chemins vicinaux, p. 2402. — Appuie le renvoi au Ministre de la justice d'une pétition du sieur Regnard, p. 2497. — Insiste sur ce renvoi, p. 2499, § 2.

SÉMONVILLE (M. le marquis de), Grand-référendaire de la Chambre. — Son opinion sur la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1670 (Impressions, n° 107).

SEPTENNALITÉ (Loi sur la). — Voyez *renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés*.

SERMENT (Prestation de). — De MM. le maréchal comte Molitor, le comte de Bordessoulle, le comte Guillemillot, le comte Bourke, le baron de Damas, l'évêque d'Autun, le baron de Glandevès, le comte de Puységur, le vicomte Dode de la Brunerie, le vicomte d'Agoult, le comte de Mesnard, le comte de Bourbon-Busset, le marquis de Juigné, le vicomte Dubouchage, le baron de Charette, le comte de Tournon, le comte de Breteuil, le comte de Bethisy, le comte Chabrol de Crousol, le comte d'Orglandes, le comte de Chastellux, le marquis de Villefranche, le comte de Marcellus, le marquis de Rastignac, le comte de Courtarvel-Pezé, et le comte d'Ambrugeac, p. 6 et 7. — Le comte d'Haubersart et le comte Emmery, p. 112. — Le comte Frère de Villefrancon, archevêque de Besançon, p. 208. — Le comte de Bourmont, p. 826. — Le vicomte Lainé, p. 883. — Le vicomte de Bonald, p. 889. — Le comte de Vogué, p. 1091. — Le marquis de Coislin, p. 1205. — Le comte Dejean et le comte de Richebourg, p. 1620.

- Le duc de Plaisance, p. 2266. — Le comte de Fontenay, archevêque de Bourges, p. 2464.
- SESSION DE 1824. — Ouverte le 23 mars 1824, p. 7. — Close le 4 août, p. 2659.
- SIMÉON (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2041 (Impressions, n° 132).
- SPARRE (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 762 (Impressions, n° 43).
- STÉNOGRAPHE ( Proposition d'appeler un sténographe pour recueillir et publier les discussions de la Chambre). Voyez *publication*.
- SUPPOSITIONS OU ALTÉRATIONS DE NOMS SUR LES PRODUITS FABRIQUÉS (Projet de loi relatif aux). — Voyez *produits fabriqués*.
- SUSSY (M. le comte de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fabrication et à la vente exclusive des tabacs, p. 1537 (Impressions, n° 92).

## T.

TABACS (Projet de loi relatif à la fabrication et à la vente exclusive des). — Présenté à la Chambre, par le Ministre des finances, p. 896. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 53). — Renvoi aux bureaux, p. 902. — Le projet y est examiné, p. 915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 943. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Sussy, p. 1537 (Impressions, n° 92). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus,

- MM. le comte de La Villegontier, le comte de Tournon et le Ministre des finances), p. 1620 à 1627. — Adoption du projet de loi, p. 1628. — Sa teneur, p. 1627.
- TALLEYRAND (M. le comte Auguste de). — Son opinion sur le projet de loi relatif au renouvellement intégral et septennal de la Chambre des Députés, p. 520 (Impressions, n° 27). — Sur le projet de loi relatif au remboursement des rentes, p. 1205 (Impressions, n° 72). — Son vœu en faveur des Suisses du 10 août, à l'occasion du projet relatif aux pensions militaires, p. 1560.
- TARENTE (M. le maréchal duc de). — Réclame, dans la discussion de la loi des comptes, contre l'assimilation faite de la Légion d'honneur à l'université, p. 1963.
- TASCHER (M. le comte de). — Propose un amendement à l'art. 1<sup>er</sup> de la proposition de M. le marquis de Bonnavy, p. 1697.
- THIRAT DE SAINT-AGNAN (M. le baron), commissaire du Roi, pour la défense du projet de loi relatif aux pensions militaires. — Soutient la discussion de ce projet, p. 1562.
- TIMBRE ET ENREGISTREMENT. (Projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 891. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 52). — Renvoi aux bureaux, p. 902. — Le projet y est examiné, p. 915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 943. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de La Villegontier, p. 1520 (Impressions, n° 91). — Discussion du projet en assemblée générale (dans cette discussion sont entendus MM. le comte Lanjuinais et le comte d'Haubersart), p. 1580 à 1598. — Délibération des articles (dans le cours de cette

délibération sont entendus, sur l'article 7, M. le comte Chabrol de Crousol, commissaire du Roi; sur l'article 13, MM. le comte Lanjuinais et le comte de Chabrol), p. 1598 à 1614. — Adoption du projet de loi, p. 1615. — Teneur du projet adopté, n° 52.

TITRES DE PAIRIE. — Voyez *Lettres patentes*.

TOURNON (M. le comte de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 45. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à siéger dans la Chambre, p. 59. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 377, § 4. — A la discussion engagée sur la proposition originaire de M. le marquis de Bonnavay, p. 432. — Demande l'insertion au procès-verbal d'une note remise par les banquiers à la commission des rentes, p. 1003, § 2. — Soumet à la Chambre quelques observations sur le projet de loi relatif au monopole des tabacs, p. 1623. — (Texte de son discours, n° 99). — Donne des explications à ce sujet, p. 1626. — Combat la proposition faite par le comité des pétitions sur celle du sieur d'Houppesville de Neuville, p. 1907. — Présente des observations sur les motifs d'un emprunt projeté par la ville de Poitiers, p. 2353. — Prend de nouveau la parole à ce sujet, p. 2354. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2414 (Impressions, n° 159). — Propose le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition du sieur Regnard, p. 2495. — Insiste sur cette proposition, p. 2498. — Fait la même proposition relativement à

une pétition du sieur Rogéry, p. 2557. — Son opinion sur le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1825, p. 2571 (Impressions, n° 173).

TRUGUET (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au budget de 1825, p. 2522 (Impressions, n° 167).

## U.

UZÈS (M. le duc d'). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1824, p. 27.

## V.

VALENTINOIS (M. le duc de). — S'oppose à la prise en considération de la proposition faite par M. le marquis de Bonnay, p. 646. — A la nomination d'une commission spéciale pour l'examiner, p. 885. — Son opinion sur cette proposition, p. 1643 (Impressions, n° 102). — Amendements qu'il y propose, p. 1698 et 1701, § 3. — Combat la question préalable invoquée sur l'amendement proposé par M. le comte Roy à la loi des rentes, p. 1441, § 3. — Appuie l'ouverture immédiate de la discussion sur les projets de loi relatifs aux vins et liqueurs, p. 1568. — Fait une proposition relative aux obsèques des membres de la Pairie, p. 2291. — En développe les motifs, p. 2402. — Est entendu sur l'article 3 du projet de loi relatif aux chemins vicinaux, p. 2425.

VATISMÉNIL (M. de), commissaire du Roi, pour la défense du projet de loi tendant à modifier plusieurs dispositions du Code pénal. — Combat les amende-

- ments proposés par M. le comte De Sèze, aux articles 8 et 13 de ce projet, p. 705 et 863.
- VERHUELL (M. le vice-amiral, comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif au budget de 1825, p. 2516 (Impressions, n° 166).
- VICHY (M. le comte de), évêque d'Autun. — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 24.
- VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, prête serment dans la séance royale du 23 mars 1824, p. 7. — Une commission de trois membres est chargée de vérifier ses titres, p. 89. — Sur le rapport de cette commission, il est admis à siéger dans la Chambre, p. 93. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux délits qui se commettent dans les églises, p. 364.
- VILLÉLE (M. le comte de), Ministre des finances, Président du conseil des Ministres. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif au remboursement ou à la réduction de l'intérêt des rentes cinq pour cent, p. 491. — Éclaircissements par lui donnés à la Chambre au sujet d'une note remise par les banquiers à la commission chargée d'examiner ce projet, p. 982 (Impressions, n° 60). — Déclare qu'il ne s'oppose point à la publication de cette note, p. 1003. — Prend de nouveau la parole à ce sujet, p. 1004. — Son premier discours pour la défense du projet de loi, p. 1046 (Impressions, n° 64). — Répond à une observation de M. le baron Pasquier, p. 1277. — Second discours

pour la défense du même projet, p. 1345 (Impressions, n° 81). — Combat l'amendement proposé par M. le comte Roy, p. 1405. (Texte de son discours, n° 86.) — Présente de nouvelles observations au sujet de cet amendement, p. 1427. — S'oppose à ce qu'il soit divisé, p. 1432—1437—1438. — S'oppose à la question préalable invoquée sur cet amendement, p. 1442. — Le combat de nouveau, *ibid.* et p. 1449. — Combat l'amendement proposé par M. le comte Mollien, p. 1466 et 1474. — Son discours avant la clôture de la discussion, p. 1484. — Ses observations après le rejet du premier paragraphe de la loi proposée, p. 1489. — Insiste pour qu'il soit voté sur l'ensemble du projet, p. 1493. — Présente un projet de loi relatif aux droits de timbre et d'enregistrement, p. 891. — Un projet relatif à la fabrication et à la vente exclusive des tabacs, p. 896. — Donne à la Chambre des explications sur ce dernier projet, p. 1624. — Présente un projet de loi relatif au droit de circulation sur les vins en cercles, p. 917. — Un projet relatif au mode de perception des droits sur l'eau-de-vie, p. 922. — Répond à une observation de M. le comte Destutt de Tracy, sur ce projet de loi, p. 1773. — Présente un projet relatif à l'exercice des fabriques de liqueurs, p. 973. — Un projet de loi sur les déductions à allouer pour déchet sur les vins en magasin, p. 978. — Un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1754. — Son discours pour la défense de ce projet, p. 1956. — Prend de nouveau la parole dans cette discussion, p. 1964. — Répond à M. le comte Roy relativement aux primes d'encouragement pour les pêches maritimes, p. 1979. — Relativement à des

traites non payées portées comme non valeur, p. 1983. — Présente un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits nécessaires pour compléter les dépenses extraordinaires de l'exercice 1823, p. 1919. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, p. 2116 (Impressions, n° 139). — Combat l'amendement proposé par M. le vicomte Lainé sur ce projet, p. 2256. — Présente un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1825, p. 2433. — Son discours en réponse aux objections élevées contre ce projet, p. 2541 (Impressions, n° 170). — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois sur le budget de la marine, p. 2570. — Son discours en réponse aux observations de M. le comte Roy sur le budget des finances, p. 2603. — Aux observations du même orateur sur une création proposée de bons royaux, p. 2617. — Nouvelle réponse à ce sujet, p. 2621.

VILLEMANTZ (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la loi du recrutement, p. 820. — A celle du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1822, p. 1953, § 2.

VINS EN CERCLES (Projet de loi relatif au droit de circulation sur les vins en cercles). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 917. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 54). — Renvoi aux bureaux, p. 933. — Le projet y est examiné, p. 1495. — Discussion pour savoir s'il sera nommé une commission spéciale (dans cette discussion sont entendus, MM. le duc de Valentinois, le duc de Brissac, le comte Lanjuinais et le comte Chaptal), p. 1568 à 1570. — Une commission est nommée, p. 1570. — Rapport fait,

au nom de cette commission, par M. le duc de Doudeauville, p. 1704 (Impressions, n° 108).—Discussion en assemblée générale (M. le comte de Marcellus est seul entendu), p. 1765. — Adoption du projet de loi, p. 1769. — Teneur du projet adopté, p. 1768.

VINS EN MAGASIN (Projet de loi relatif aux déductions à allouer aux marchands en gros, pour déchet sur les vins en magasin). — Présenté à la Chambre, par le Ministre des finances, p. 978. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 59). — Renvoi aux bureaux, p. 982. — Discussion pour savoir s'il sera nommé une commission spéciale (à ce sujet sont entendus, MM. le duc de Valentinois, le duc de Brissac, le comte Lanjuinais et le comte Chaptal), p. 1568 et 1569. — Nomination d'une commission, p. 1570. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Doudeauville, p. 1720 (Impressions, n° 108). — Délibération des articles, p. 1769. — Adoption du projet de loi, p. 1770. — Teneur du projet adopté, *ibid.*

Vogué (M. le comte de). — Nommé Pair de France, par ordonnance du 23 décembre 1823, adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 1029. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1030. — Sur le rapport de cette commission, ils sont déclarés valables, p. 1032. — Serment du nouveau Pair, p. 1092.

---

IMPRIMERIE DE JULES DIDOT AINÉ,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

RUE DU PONT-DE-LODI, N° 6.



---

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1825.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

---

## TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

### A.

**A**DRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 14. —

- Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le vicomte de Bonald, p. 20. — Le projet est soumis aux bureaux, *ibid.* — Discuté en assemblée générale, p. 21. — Renvoyé à la commission pour être modifié, *ibid.* — Discuté de nouveau en assemblée générale, et adopté, p. 25 et 26. — Texte de l'adresse, p. 26. — Une députation de 25 membres est chargée de la présenter, p. 21 et 32. — Présentation de l'adresse, et réponse du Roi, p. 33 et 34.
- AMBRUGEAC (M. le comte d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, p. 2406 (Impressions, n° 166).
- AMORTISSEMENT. Rapport annuel de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, voyez *Caisse d'amortissement*. — Nomination de trois candidats pour la présidence triennale de cette commission, *ibid.* — Projet de loi relatif à l'amortissement, voyez *Dette publique*.
- ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 1252.
- ASSISTANCE AUX SÉANCES DE LA CHAMBRE (Proposition tendante à l'accorder aux héritiers directs des Pairs), voyez *Fils de Pairs*.

## B.

- BARANTE (M. le baron de). — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 506, § 2 et 5. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 684 (Impressions, n° 49). — Demande, à l'occasion

de cette loi, la parole pour répondre à M. le Garde des sceaux, p. 805, § 1. — Amendement par lui proposé au § 1 de l'article 3 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 886. — Il soutient cet amendement, p. 888. — Fait une observation sur l'article 5 du même projet, p. 915, § 2. — Insiste sur cette observation, p. 917 et 921. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1428 (Impressions, n° 95). — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération, au sujet de l'article additionnel présenté par la commission, p. 1826, § 4. — Combat la proposition faite de restreindre cet article à sa première partie, p. 1835, § 1. — En demande la division, p. 1838, § 2. — Propose de nommer une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre, et appartenants à la marine royale, p. 2097, § 1. — Obtient la parole sur une pétition de divers jurés du département d'Indre-et-Loire, p. 2150, § *ult.*

BARATERIE. (Projet de loi relatif à la répression de ce crime.) Voyez *Navigation et commerce maritime*.

BASTARD (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 645 (Impressions, n° 44). — Amendement en trois articles par lui proposé à ce projet de loi, p. 741, *au bas*. — Réclame contre la division invoquée de cet amendement, p. 743, § 1. — En développe les motifs, p. 746 (Impressions, n° 55). — En modifie la rédaction, p. 756. — (La première partie de l'amendement est rejetée au scrutin, p. 759.) — Nouvelle modification apportée par l'auteur à la deuxième partie de cet amendement, p. 768, § *ult.*, et p. 808, § 2. — (La deuxième partie de

- Famendement est rejetée au scrutin, p. 815.) — Présente une observation sur l'article 7 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1744.
- BECQUEY (M.), conseiller d'État, directeur général des ponts et chaussées. — Combat un article additionnel proposé par M. le marquis de Coislin, au projet de loi concernant les salines de l'Est et la mine de Vic, p. 328. — Répond aux objections élevées par M. le comte d'Ambrugeac contre le projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, p. 2411.
- BELLIARD (M. le comte). — Son opinion sur le § 1 de l'article unique du projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 975 (Impressions, n° 69). — Amendement par lui proposé à ce paragraphe, p. 978, *au bas*. — Il obtient de nouveau la parole à ce sujet, p. 981 et 985. — Son observation sur le projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle, p. 2235, § *ult.*
- BÉRENGER (M. le comte de). — Propose un amendement à l'article 5 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 916, § 1.
- BETHISY (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1471 (Impressions, n° 100).
- BOISSY-D'ANGLAS (M. le comte de). — Appuie un amendement proposé par M. le comte de Kergorlay, à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1680, § 1.
- BONALD (M. le vicomte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1825, p. 14. — Présente, au nom d'une commission spéciale, un projet d'adresse, en

réponse au discours du Roi, p. 20. — Soumet de nouveau à la Chambre ce projet modifié par la commission, p. 25. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 405 (Impressions, n° 30). — Sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 673 (Impressions, n° 47). — Amendement, par lui proposé, à ce dernier projet de loi, p. 769, § 2. — Il obtient la parole à ce sujet, p. 816, § 2, et p. 819, § 1. — Déclare se réunir à l'amendement proposé par la commission, p. 821, § 2. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1452 (Impressions, n° 97.)

BONNAY (M. le marquis de). — Son avis sur l'article 3 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 507. *L'autre propose*, etc. — Développe les motifs d'un amendement, par lui proposé, au projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 727, § *ult.* (Impressions, n° 54). — Répond à ce sujet aux observations de M. le Garde des sceaux, p. 733 et 734. — Reproduit les motifs de son amendement, et déclare se réunir à la rédaction proposée par M. le comte de Saint-Roman, p. 760. — Fait une observation sur l'ordre de la délibération, p. 816, § 3. — Obtient de nouveau la parole à ce sujet, p. 817. — Décédé le 25 mars 1825. — Discours prononcé à cette occasion par M. le marquis de Mun, p. 1257 (Impressions, n° 82).

BOURMONT (M. le comte de). — Propose de renvoyer au Ministre de la guerre une pétition du sieur Baum, p. 2154, § *ult.* — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Dehédouville, p. 2629 (Impressions, n° 176).

- BRANCAS (M. le duc de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie dont étoit revêtu feu M. le duc de Brancas-Lauraguais, son oncle, p. 1253. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 1257. — Rapport de cette commission, p. 1266. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 1267. — Un jour est fixé pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il prête serment, et prend séance, p. 1316.
- BRETEUIL (M. le comte de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 240 (Impressions, n° 14). — Donne des explications sur un passage de ce rapport, p. 619. — Résume la discussion qui a eu lieu sur le projet de loi, p. 722 (Impressions, n° 53). — Adopte, au nom de la commission, la rédaction que propose M. le Garde des sceaux, d'un amendement introduit par elle, p. 823. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 199 et 2139. — Soutient la proposition de ce comité sur une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne, et La Réole, p. 2145 et 2147, § 2.
- BRISSAC (M. le duc de). — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur un rapport du comité des pétitions, p. 203, § 1. — Appuie le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition de dix-sept négociants de Marseille, p. 205, § 6. — Estime que l'adoption de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés rend impossible toute discussion ultérieure sur l'amendement proposé par M. le duc de Choiseul, p. 1686, § 1. — Obtient la parole sur la question de savoir comment sera nommée la grande députation

chargée d'assister au sacre du Roi, p. 2086, § 2. — Propose d'ouvrir la discussion sur divers projets de loi immédiatement après l'audition du rapport de la commission spéciale, p. 2393, § 2. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et recettes de l'exercice 1826, p. 2485 (Impressions, n° 170). — Relève une erreur qui s'est glissée dans ce rapport, p. 2661.

BROGLIE (M. le duc de). — S'oppose à l'ouverture immédiate de la discussion sur le projet de loi relatif à la liste civile, p. 130. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 621 (Impressions, n° 43). — Réclame l'entière audition des développements d'un amendement proposé à ce projet par M. le comte de Bastard, p. 743, § 3. — Insiste sur cette audition, p. 744. — Obtient de nouveau la parole sur l'ordre de la délibération, p. 754, § 2. — Soumet à la Chambre différentes observations sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 842. — Insiste sur ces observations, p. 847 et 852, § 1. — Combat le § 1 de l'article 3, p. 863 et 879. — Fait une observation sur le renvoi proposé de ce paragraphe à la commission, p. 893, § *ult.* — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération, p. 906, § 2. Fait diverses observations sur l'article 4, p. 907. — Sur l'article 5, p. 913, § *ult.* et p. 914, § *ult.* — Sur l'article 10, p. 926. — Sur l'article 13, p. 933. — Paragraphe additionnel par lui proposé à cet article, p. 935 — Il explique le but de sa proposition, p. 941, § 1. — Appuie, en le modifiant, un amendement proposé par M. le comte Lanjuinais, à l'article 17, p. 955. — Insiste

sur son adoption, p. 961, § 1. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1122. — Insiste sur la proposition de ce comité, relative à la pétition du sieur Gory, p. 1127, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1267 (Impressions, n° 83). — Appuie un amendement proposé par M. le comte Mollien, à l'article 3 du projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 2046.

BUDGET DE 1823 (Projet de loi relatif au règlement définitif du). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 2121. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 144). — Renvoi aux bureaux, p. 2126. — Le projet y est examiné, p. 2169. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2173. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Marbois, p. 2253 (Impressions, n° 158). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 2338. — Délibération des articles, *ibid.* — Opinion de M. le baron Pasquier sur l'art. 4, p. 2342. (Impressions, n° 162). — Réponse du Ministre des finances, p. 2351. — Observations du rapporteur, p. 2357. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2360.

BUDGET DE 1826 (Projet de loi relatif à la fixation des dépenses et recettes du budget de 1826). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 2400. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 165). — Renvoi aux bureaux, p. 2405. — Le projet y est examiné, p. 2429. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2448. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Brissac, p. 2485 (Impressions, n° 170). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du pro-

jet, p. 2641 — Opinion de M. le marquis de Marbois, p. 2642 (Impressions, n° 177). — Réponse du Ministre des finances, p. 2652. — Délibération des articles, p. 2659. (Dans le cours de cette délibération sont entendus, pour relever une erreur qui s'est glissée dans le rapport, M. le duc de Brissac, p. 2661. — Sur le budget des *affaires ecclésiastiques*, M. le comte de Marcellus, p. 2662 (Impressions, n° 178). — Sur les fonds affectés *aux haras*, M. le comte d'Escars, p. 2667. — A l'occasion du budget des *finances*, M. le vicomte Lainé, p. 2668 et 2669; et le Ministre des finances, p. 2668). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2675.

BULLETIN DES SÉANCES DE LA CHAMBRE. — Réclamation de M. le duc de Choiseul contre le bulletin de la séance du 15 avril 1825, publié par les journaux, p. 1575. — La rectification de ce bulletin est ordonnée, p. 1576.

BUREAU DE LA CHAMBRE. — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 13.

BUREAUX (Formation et renouvellement des). — Première formation, le 23 décembre 1824, p. 15 (Impressions, n° 1). — Premier renouvellement, le 10 février 1825, p. 549 (Impressions, n° 38). — Second renouvellement, le 19 mars, p. 1132 (Impressions, n° 78). — Troisième renouvellement, le 11 mai, p. 2246 (Impressions, n° 156).

## C.

CAISSE D'AMORTISSEMENT (Commission de surveillance de la). — Rapport fait à la Chambre, au nom de cette

- commission, par M. le comte Mollien, son président, p. 1026. — La Chambre en ordonne l'impression, *ibid.* (Impressions, n° 73). — Scrutin pour la nomination de trois candidats à présenter au Roi, pour la présidence triennale de la commission de surveillance, p. 2175.
- CANAUX (Projet de loi relatif aux *canaux de la Corrèze et de la Vézère*). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2113 (Impressions, n° 142). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission, p. 2214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le vicomte Lainé, p. 2377 (Impressions, n° 164). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 2405. — Opinion de M. le comte d'Ambrugeac, p. 2406 (Impressions, n° 166). Réponse de M. Becquey, commissaire du Roi, p. 2411. — Observations du rapporteur, p. 2415. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2423. — Teneur du projet adopté, p. 2422. — (Projet de loi relatif au *canal de Roubaix*.) — Présenté par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2117 (Impressions, n° 143). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission, p. 2214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le vicomte Lainé, p. 2390 (Impressions, n° 164). — Délibération des articles, p. 2423. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2424.
- CASTELLANE (M. le comte de). — Réclame contre l'interprétation donnée par un orateur à un amendement proposé par la commission des salines de l'Est, p. 267, § 1.

- CATELLAN (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 363 (Impressions, n° 26). — Prend part à la discussion d'un amendement proposé sur l'article 6 de ce projet, par M. le duc de Valentinois, p. 542, § 1.
- CAUCHY (le chevalier). — Donne sa démission du titre de *Garde des archives* de la Chambre, p. 18. — Est autorisé à prendre le titre de *Garde des archives honoraire*, *ibid.*
- CAUCHY (Alexandre-Laurent). — Est nommé *Garde des archives* de la Chambre, p. 18. — Prête serment en cette qualité, p. 35.
- CHABONS (M. le comte de), évêque d'Amiens. — Nommé Pair de France par ordonnance du 5 décembre 1824, prête serment en cette qualité dans la séance royale du 22 du même mois, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 12.
- CHABROL DE CROUSOL (M. le comte), Ministre de la marine et des colonies. — Donne des explications à la Chambre sur une pétition du sieur Isambert, p. 171, § 2. — Sur une pétition des délégués du commerce de la brasserie de Paris, p. 1001. — Sur une pétition du sieur Gory, p. 1126. — Réclame avec instance l'ordre du jour sur cette pétition, p. 1128. — Présente, au nom du Roi, un projet de loi relatif à la vente de terrains et édifices dont la marine est propriétaire au Havre, p. 1759 (Impressions, n° 119). — Défend l'article 22 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1787 (Impressions, n° 123). — Le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1882 (Impressions, n° 128). — Répond aux observations de

M. le comte Verhnell sur le projet de loi relatif à la vente de terrains et édifices situés au Havre, et appartenants à la marine royale, p. 209<sup>h</sup>. — Soumet à la Chambre des observations sur une pétition des sieurs Du Prat et De Guise, p. 2160 et 2162. — Sur une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2183.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (La). — Annonce, par un message, qu'elle est définitivement constituée, p. 17.

CHAMBRE DES PAIRS (État actuel de la). — Le 4 août 1824, jour où fut close la session de 1824, la Chambre des Pairs se trouvoit composée de 282 membres, non compris M. le Président. Dix Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1825, savoir :

- |                     |  |
|---------------------|--|
| Le 8 octobre 1824,  | M. le duc de Brancas.                                  |
| Le 13,              | M. le comte de Fontenay, archevêque de Bourges.        |
| Le 26,              | M. le duc de Noailles.                                 |
| Le 22 novembre,     | M. le marquis de Maleville.                            |
| Le 26,              | M. le comte du Chilleau, archevêque de Tours.          |
| Le 27 janvier 1825, | M. le comte Ferrand.                                   |
| Le 17 février,      | M. le comte Lenoir-Laroche.                            |
| Le 25 mars,         | M. le marquis de Bonnay.                               |
| Le 30,              | M. le comte Dehédouville.                              |
| Le 12 mai,          | M. le comte de Boulogne, archevêque, évêque de Troyes. |

Mais par ordonnance du 5 décembre 1824, le Roi a créé trois nouveaux Pairs, qui ont pris séance à la Chambre. Quatre autres Pairs (MM. le comte Davous, le marquis de Maleville, le duc de Feltre, et le duc de Brancas) ont

été admis à titre héréditaire. Total, sept Pairs admis au lieu de dix décédés. La Chambre, en terminant sa session de 1825, se trouve donc composée de 279 membres, non compris M. le Président.

CHAMBRE DES PAIRS (La). — Se réunit en vertu d'ordres du Roi, pour la session de 1825, p. 9. — Nomme ses secrétaires, p. 14. — Se sépare, en vertu d'une proclamation du Roi, qui prorogé la session au 7 juin, p. 2456. — Se réunit de nouveau conformément à la même proclamation, p. 2451. — Se sépare, après avoir entendu la proclamation du Roi, qui ordonne la clôture de la session, p. 2681.

CHAPTAL (M. le comte). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la mise en régie intéressée au profit de l'État des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic, p. 175 (Impressions, n° 11). — Répond aux objections élevées contre ce projet, p. 315. — Fait, au nom d'une autre commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au droit de navigation, p. 1027 (Impressions, n° 72). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1958 (Impressions, n° 131). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 2548 (Impressions, n° 171).

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est et à la mine de sel gemme de Vic, p. 261 (Impressions, n° 15).

CHASTELLUX (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège,

p. 696 (Impressions, n° 50). — Sur l'article 4 de ce même projet, p. 780 (Impressions, n° 58). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 887, § 1, et p. 899, § 1. — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur une pétition des délégués du commerce de la brasserie de Paris, p. 1000, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif au droit de navigation, p. 1112 (Impressions, n° 77). — Sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1861 (Impressions, n° 126).

CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Son opinion sur un amendement proposé par M. le comte de Bastard, à l'article 4 du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 808, § *ult.* (Impressions, n° 62). — Sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1294 (Impressions, n° 85). — Appuie un amendement proposé par M. le comte Roy, à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, p. 1568 (Impressions, n° 108). — Propose un amendement sur l'article 5, p. 1700 (Impressions, n° 114). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1937 (Impressions, n° 130).

CHOISEUL (M. le duc de). — Propose d'examiner immédiatement dans les bureaux le projet de loi portant fixation de la liste civile, p. 128. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est et à la mine de sel gemme de Vic, p. 277 (Impressions, n° 19). — S'oppose à l'ouverture immédiate de la discussion sur le projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 1025, § 1. — Propose un amendement à ce projet, et en développe les motifs,

p. 1100 (Impressions, n° 76). — Appuie la proposition, faite par M. le baron de Montalembert, de renvoyer le même projet à la commission spéciale, p. 1108 et 1110. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1386 (Impressions, n° 93) — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 1523 et 1524. — Il déclare se réunir à l'amendement proposé par M. le comte Roy, p. 1524, § *ult.* — Propose d'entendre d'abord les développements de ce dernier amendement, p. 1525, § *ult.* — Répond aux observations présentées contre le système de son amendement, p. 1527, § *ult.* — Insiste sur la priorité réclamée pour l'amendement de M. le comte Roy, p. 1529, § 1. — Demande que le rejet d'un amendement ne puisse préjudicier à l'autre, p. 1530, § *ult.* — Consent à ce qu'il soit voté d'abord sur l'article 1<sup>er</sup> de son amendement, p. 1532, § 2. — Réclame contre le bulletin publié de la séance du 15 avril 1825, en ce qui touche le rejet de la première partie de son amendement, p. 1576. — Demande qu'il soit statué sur les autres dispositions de cet amendement, p. 1684 et 1685. — Combat l'article 22 de ce projet de loi, p. 1764 (Impressions, n° 120). — Appuie la proposition de prendre sur chaque banc un certain nombre de Pairs pour former la grande députation chargée d'assister au sacre du Roi, p. 2086, § 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux Suisses du 10 août, p. 2207 (Impressions, n° 148).

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DU DÉPARTEMENT DES VOSGES (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 967. — Exposé des motifs, p. 968 (Impressions, n° 67). — Renvoi aux bureaux, p. 972. — Le projet y est examiné, p. 991.

— Nomination d'une commission spéciale, p. 992. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Herbouville, p. 1014 (Impressions, n° 71). — On demande l'ouverture immédiate de la discussion, p. 1024. — M. le duc de Choiseul s'y oppose, p. 1025, § 1. — Discussion en assemblée générale, p. 1099, § ult. — Amendement proposé par M. le duc de Choiseul, p. 1100. (A ce sujet sont entendus le Ministre de l'intérieur, p. 1105, MM. le baron de Montalembert, p. 1107; le duc de Choiseul, p. 1108 et 1110; et le marquis d'Herbouville, rapporteur, p. 1109). — Rejet de l'amendement, et adoption du projet de loi au scrutin, p. 1111.

CLERMONT-TONNERRE (M. le marquis de), Ministre de la guerre. — S'oppose à la prise en considération d'une proposition faite par M. le comte de Ségur, p. 1055 et 1061. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle, et de divers autres terrains dépendants du ministère de la guerre, p. 2126 (Impressions, n° 145). — Répond à une observation de M. le comte Belliard sur ce projet de loi, p. 2236. — A l'opinion de M. l'archevêque de Besançon contre le même projet, p. 2240 (Impressions, n° 155). — Présente à la Chambre un projet de loi tendant à faire obtenir des pensions aux Suisses du 10 août, p. 2126 (Impressions, n° 146). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Ferrand, p. 2451 (Impressions, n° 169).

COIGNY (M. le duc de). — Amendement proposé par ce Pair à l'article 7 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1741. — Il en expose les motifs, *ibid.* (Impressions, n° 118).

COISLIN (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est et à la mine de sel gemme de Vic, p. 274 (Impressions, n° 18). — Article additionnel par lui proposé à ce projet, p. 327, § 2. — Il en développe les motifs, *même page*, § 5. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1487 (Impressions, n° 102). — Amendement par lui proposé sur l'article 2 de ce projet de loi, p. 1687. — Il développe les motifs d'un autre amendement qu'il propose à l'article 7, p. 1738. — D'un troisième amendement qu'il propose à l'article 23, p. 1797. — Insiste pour l'adoption de cet amendement, p. 1801. — Appuie le rejet de l'article additionnel proposé par la commission, et présente subsidiairement une rédaction nouvelle de cet article, p. 1819. — Son opinion sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2613 (Impressions, n° 174).

COMITÉ DES PÉTITIONS. (Formation et renouvellement de ce comité.) — Première formation, le 23 décembre 1824, p. 15 (Impressions, n° 1). — Premier renouvellement, le 10 février 1825, p. 549 (Impressions, n° 38). — Second renouvellement, le 19 mars, p. 1132 (Impressions, n° 78). — Troisième renouvellement, le 11 mai, p. 2246 (Impressions, n° 156).

COMITÉ DES PÉTITIONS. (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité.) — Le 17 janvier 1825, par M. le comte Portalis, p. 147. — Le 20 janvier, par M. le duc de La Force, p. 167. — Par M. le marquis de Pange, p. 168. — Le 25 janvier, par M. le comte de Breteuil, p. 199. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 201 (Impressions, n° 12). — Par M. le comte de La Villegon-

tier, p. 203. — Le 5 mars, par M. le comte de Courtarvel, p. 996. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1004. — Par M. le duc Mathieu de Montmorency, p. 1010. — Le 12 mars, par M. le duc de Narbonne, p. 1062. — Le 16 mars par M. le comte de La Villegontier, p. 1114. — par M. le duc de Broglie, p. 1122. — Le 2 avril, par M. le baron Mounier, p. 1157. — Le 6 avril, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1248. — Par M. le baron Mounier, *ibid.* — Le 14 avril, par M. le baron Mounier, p. 1518. — Le 3 mai, par M. le comte de Breteuil, p. 2139. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 2148. — Par M. le marquis de Marbois, p. 2154. — Le 5 mai, par M. le comte de Saint-Roman, p. 2170. — Le 7 mai, par M. le baron Mounier, p. 2177. — Par M. le duc Mathieu de Montmorency, p. 2179. — Le 13 mai, par M. le comte de Tournon, p. 2317. — Le 20 mai, par M. le comte de Montesquiou, p. 2424. — Par M. le comte Roy, p. 2425. — Par M. le comte de Lagarde, p. 2426. — Le 9 juin, par M. le comte de Courtarvel, p. 2588. — Le 10 juin, par M. le comte de Tournon, p. 2627. — Le 13 juin, par M. le comte de Tournon, p. 2678. — Par M. le comte de Lagarde, p. 2679.

COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES désignés par le sort. — Pour vérifier les titres de M. le comte Davous, p. 19. — De MM. le vicomte Dode de La Brunerie, le vicomte Dubouchage, et le comte de Kergorlay, p. 107. — De M. le marquis de Maleville, p. 175. — De M. le duc de Feltré, p. 333. — De M. le duc de Brancas, p. 4257.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par la Chambre. — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 14. — Pour l'examen du projet de loi relatif à la mise en régie

intéressée des salines de l'Est, et de la mine de sel gemme découverte à Vic, p. 109. — Du projet de loi relatif à la répression des crimes contre la sûreté de la navigation et du commerce maritime, *ibid.* — Du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 115. — Du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 116. — Du projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 147. — De deux projets de loi relatifs, le premier, à des impositions extraordinaires votées par les départements de la Marne et de l'Oise; le second, à l'autorisation demandée par les villes du Havre et de Laval, d'emprunter différentes sommes, p. 152. — (Renvoi à la même commission du projet de loi relatif à une semblable autorisation demandée par la ville de Reims, p. 2338.) — Du projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 992. — Du projet de loi relatif au droit de navigation, p. 993. — Du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés, p. 1133. — Du projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre, et appartenants à la marine royale, p. 2097. — Du projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 2213. — De trois projets de loi relatifs à l'autorisation demandée par les départements de Seine-et-Oise et de la Dordogne, par le département de Loir-et-Cher et par le département du Rhône, de s'imposer extraordinairement différentes sommes, p. 2214. — De deux projets relatifs, le premier, aux canaux de la Corrèze et de la Vézère; le second, au canal de Roubaix, *ibid.* — (Renvoi à la même commission du projet de loi relatif à la navigation de la haute Seine, de l'Aube et

de la Voire, p. 2338.) — Du projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2363. — Du projet relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1826, p. 2448.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DE FEMMES. — Voyez *Congrégations religieuses de femmes*.

COMPTES (Loi des). — Voyez *Budget de 1823*.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES DE FEMMES (Projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, p. 77. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 4). — Renvoi aux bureaux, p. 90. — Le projet y est examiné, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, p. 115. — Un nouveau commissaire est nommé en remplacement de M. le comte Ferrand, décédé, p. 145. — Rapport fait, au nom de la commission, par M. le duc Mathieu de Montmorency, p. 210 (Impressions, n° 13). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 362. — Dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Catellan *contre l'adoption*, p. 363 (Impressions, n° 26). — Le duc de Narbonne *pour*, p. 371 (Impressions, n° 27). — Le comte Siméon *contre*, p. 376 (Impressions, n° 28). — Le Président du conseil des ministres, *à l'appui du projet*, p. 387. — Le comte Lanjuinais *contre*, p. 398 (Impressions, n° 29). — Le vicomte de Bonald *pour*, p. 405 (Impressions, n° 30). — Le comte Cornudet *contre*, p. 412 (Impressions, n° 31). — Le Ministre des affaires ecclésiastiques, *à l'appui du projet*, p. 419. — Le vicomte Lainé *contre*, p. 436. — Résumé du rapporteur, p. 449 (Impressions, n° 32). — Délibération des articles, et discussion sur

les amendements, p. 460. — Observations de M. le comte Lanjuinais, sur le vote de l'article 1<sup>er</sup>, p. 461. — Amendement proposé sur l'article 2 par M. le baron Pasquier, p. 462. — Combattu par le Président du conseil des Ministres, p. 472. — Appuyé par M. le comte Portalis, p. 476. — Explication demandée par M. l'archevêque de Paris, p. 480. (A ce sujet sont entendus MM. le baron Pasquier, le rapporteur de la commission, et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 481 et 482.) — Nouvelle rédaction présentée par M. le baron Pasquier, p. 484. — Combattue par M. le comte Lanjuinais et par le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 486 et 487. — L'amendement est adopté au scrutin, p. 499. — Autres amendements proposés sur l'article 3. — Par la commission, p. 500 — Par M. le duc de Valentinois, p. 501. (M. le vicomte Lainé combat ces amendements, p. 503.) — Par M. le baron Mounier, p. 504, § ult. (A ce sujet sont entendus MM. le baron de Barante et le comte Portalis, p. 506.) — Par M. le baron de Barante, p. 506, § 5. (A ce sujet sont entendus MM. le comte de Lanjuinais et le marquis de Bonnaÿ, même page, § ult.) — Sur l'article 4, par M. le vicomte Lainé, p. 511. — Délibération de l'article 5. — La suppression de cet article est demandée par M. l'archevêque de Paris, p. 515, § 5. — Amendement proposé par M. le comte de Tournon, p. 522. — Discussion sur l'ordre de la délibération, p. 524. (A ce sujet sont entendus MM. le comte Destutt de Tracy, le comte Molé, et l'archevêque de Paris, *ibid.*) — Nouveaux amendements proposés sur l'article 5. — Par M. le comte de Tascher, p. 525. — Par la commission, p. 526. (A ce sujet est entendu M. le duc Mathieu de

- Montmorency, rapporteur, *même page*, § *ult.*. — *Incidemment*, par M. le comte de Ségur, p. 527, § *ult.* (A ce sujet sont entendus MM. le vicomte Lainé et le comte Portalis, p. 528.) — Par M. l'archevêque de Paris, p. 528, § *ult.* (Observation de M. le comte Daru, p. 529.) — Discussion sur l'amendement de la commission (à ce sujet sont entendus MM. le comte Daru, le duc Mathieu de Montmorency, rapporteur, et le comte Lanjuinais, p. 530 à 532.) — Nouvel amendement proposé par M. l'archevêque de Paris, p. 532 (A ce sujet sont entendus MM. le duc Decazes, le comte Portalis, et le comte Daru, p. 533 à 535.) — Division de l'amendement, p. 535. — Amendements proposés sur l'article 6. — Par M. le baron Pasquier, p. 537, § 2 et 3 (Observation de M. le vicomte Dambrey, p. 538, § 2.) — *Incidemment*, par M. le duc de Valentinois, p. 539, § 3. (A ce sujet sont entendus MM. le comte Portalis, le comte Lanjuinais, le marquis de Catellan, et le comte de Ségur, p. 540 à 542.) — Amendements proposés par la commission sur l'article 7, p. 544. — Adoption définitive du projet de loi amendé, p. 548.
- CONTADES (M. le comte de). — Observation de ce Pair sur une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne, et La Réole, p. 2147, § 3.
- CORBIÈRE (M. le comte de), Ministre de l'intérieur. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes du Havre et de Laval, d'emprunter différentes sommes, p. 137. — Un projet de loi relatif à diverses impositions extraordinaires, votées par les départements de la Marne et de l'Oise,

*ibid.* — Un projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 967. — Combat un amendement proposé à ce projet, par M. le duc de Choiseul, p. 1105. — Présente un projet de loi relatif au droit de navigation, p. 967. — Combat un amendement proposé par M. le comte Belliard au § 1 de l'article unique du projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 981. — Présente un projet de loi relatif aux plantations des grandes routes, p. 1242 (Impressions, n° 81). — Répond aux objections élevées par M. le vicomte Lainé contre l'article 2 de ce projet, p. 2198. — Présente un projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 2099 (Impressions, n° 138). — Un projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les départements de Seine et Oise et de la Dordogne, de s'imposer extraordinairement différentes sommes, p. 2099. (Impressions, n° 139). — Un projet de loi relatif à pareille autorisation, demandée par le département de Loir-et-Cher, *même page* (Impressions, n° 140). — Un projet de loi relatif à pareille autorisation, demandée par le département du Rhône, *même page* (Impressions, n° 141). — Un projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, p. 2099 (Impressions, n° 142). — Un projet de loi relatif au canal de Roubaix, p. 2099 (Impressions, n° 143). — Un projet de loi relatif à la navigation de la haute Seine, de l'Aube, et de la Voire, p. 2331 (Impressions, n° 160). — Un projet de loi qui autorise la ville de Reims à emprunter une somme de 80,000 francs, p. 2331 (Impressions, n° 161).

CORNET (M. le comte de). — Combat un amendement proposé par M. le comte de La Villegontier, à l'ar-

- ticle 4 du projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 798, § *ult.* — Propose de modifier un amendement proposé au même article par la commission spéciale, p. 824.
- CORNUDET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 412 (Impressions, n° 31). — Sur le projet tendant à indemniser les émigrés, p. 1316 (Impressions, n° 86). — Appuie le rejet de l'article 22 de ce projet de loi, p. 1784 (Impressions, n° 122).
- COURTARVEL-PEZÉ (M. le comte de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 996 et 2588.
- CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR L'EXERCICE 1824 (Projet de loi relatif à l'ouverture de). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 2121. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 144). — Renvoi aux bureaux, p. 2126. — Le projet y est examiné, p. 2169. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2174, § *ult.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte d'Escars, p. 2318 (Impressions, n° 159). — Discussion en assemblée générale, p. 2361. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2362. — Teneur du projet adopté, p. 2361.
- CAILLON (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1825, p. 14. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1325 (Impressions, n° 87).
- CUVIER (M. le baron), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Défend devant la Chambre le projet de loi relatif aux salines de l'Est, et à la mine de sel gemme de Vic, p. 319.

## D.

DAMBRAT (M. le vicomte). — Est entendu sur un amendement, proposé par M. le baron Pasquier, à l'article 6 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 538, § 2. — Sur un amendement, proposé par M. le comte de Tournon, à l'article 3 du projet relatif à la répression du sacrilège, p. 767, § 1. — Sur l'ordre de la délibération dans la discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés, p. 1530, § 2.

DARU (M. le comte). — Combat un amendement proposé par M. l'archevêque de Paris, à l'article 5 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 529. — Demande des explications sur un amendement proposé au même article par la commission, p. 530. — Est entendu sur un autre amendement proposé par M. l'archevêque de Paris, et modifié par M. le duc Decazes, p. 535, § 2. — Amendement qu'il propose lui-même à l'article 3 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1695. — Il en développe les motifs, p. 1696. — Insiste pour son adoption, p. 1698, § 1.

DAVOUS (M. le comte), François-Pierre, fils de Pierre-Louis comte Davous décédé en 1819. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 19. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de la Bourdonnaye, p. 142. — La Chambre déclare valables les titres

- produits, p. 143. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 144. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 150. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 151. — Il prête serment, et est admis à prendre séance, p. 173.
- DECAZES (M. le duc). — Propose de modifier un amendement, présenté par M. l'archevêque de Paris, sur l'article 5 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 533. — Renonce à cette modification, p. 535, § 1. — Demande une explication au sujet de l'article 2 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et baraterie, p. 860, § 2.
- DE CROIX (M. le marquis). — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux Suisses du 10 août, p. 2211, § 2.
- DÉPUTATIONS. — De douze Pairs et de vingt-cinq députés chargés d'aller recevoir le Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — Grande députation chargée de porter à Sa Majesté les félicitations de la Chambre à l'occasion du nouvel an, et de lui présenter l'adresse votée en réponse au discours de la couronne, p. 21 et 32. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis, le 21 janvier, pour le feu roi Louis XVI, p. 149. — De complimenter Sa Majesté à l'occasion de l'anniversaire de sa rentrée en 1814, p. 1252. — D'assister au sacre du Roi à Reims, p. 2087 (*Voyez Sacre du Roi*). — Suppléants à cette dernière députation, p. 2088.
- DE SÈZE (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux crimes de piraterie et baraterie, p. 834 (*Impressions*, n° 64). — Propose le rétablissement de diverses dispositions retranchées du projet par la com-

mission. — A l'article 1<sup>er</sup>, p. 855. — A l'article 11, p. 928 et 931, § 3. — Autre amendement par lui proposé au même article, p. 942, § *ult.*

DESTUTT DE TRACY (M. le comte). — Fait, à propos du projet de loi sur les communautés religieuses, une observation relative à l'ordre de la délibération, p. 524, § 3. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 889, § 1. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, dans celle du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés, p. 1531, § 2.

DETTE PUBLIQUE (Projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1137. — Exposé des motifs, p. 1138 (Impressions, n° 79). — Renvoi aux bureaux, p. 1157. — Le projet y est examiné, p. 1165. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1247. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Lévis, p. 1628 (Impressions, n° 111). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1843. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte Roy *contre l'adoption*, p. 1843 (Impressions, n° 125). — Le comte de Chastellux *pour*, p. 1861 (Impressions, n° 126). — Le comte de Kergorlay *contre*, p. 1872 (Impressions, n° 127). — Le comte de Chabrol, Ministre de la marine, *à l'appui du projet*, p. 1882 (Impressions, n° 128). — Le duc de Narbonne *pour*, p. 1922 (Impressions, n° 129). — Le vicomte de Châteaubriand *contre*, p. 1937 (Impressions, n° 130). — Le comte Chaptal *pour*, p. 1958 (Impressions, n° 131). — Le Ministre des finances *à l'appui du projet*, p. 1969. — Le marquis de Laplace *pour*,

- p. 1981 (Impressions, n° 132). — Le baron Pasquier *contre*, p. 1990 (Impressions, n° 133). — Le Ministre des finances *iterum*, p. 2004. — Résumé du rapporteur, p. 2016 (Impressions, n° 134). — Délibération des articles. — *Article 1<sup>er</sup>*. — M. le comte Mollien propose, à l'occasion de cet article, un amendement applicable à l'article 3, p. 2026 (Impressions, n° 135.). — Discussion sur cet amendement, p. 2037. — A ce sujet sont entendus le Ministre des finances, p. 2038. — MM. le duc de Broglie, p. 2046. — Le comte Mollien qui présente une nouvelle rédaction de son amendement, p. 2054 (Impressions, n° 136). — Le Ministre des finances *iterum*, p. 2058, et le comte Roy, p. 2065. — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 2072. — Discussion sur l'article 5, dans laquelle sont entendus M. le comte Roy, p. 2074 et 2080, et le Ministre des finances, p. 2076 et 2082. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2083.
- DISCOURS DU ROI à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 3. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 10. — Commission nommée pour la rédaction d'un projet d'adresse en réponse à Sa Majesté, p. 14. (Voyez *Adresse au Roi*).
- DODE DE LA BRUNERIE (M. le vicomte). — Présente à la Chambre les lettres-patentes portant institution de son titre de Pairie, p. 107. — Ces lettres sont renvoyées à l'examen d'une commission de trois membres, *ibid.* — Sur le rapport de cette commission, le nouveau Pair est admis à prendre séance, p. 110.
- DOTATION DE LA COURONNE. — Dépôt fait aux archives de la Chambre des nomenclatures, plans et inventaires

des biens, meubles et immeubles composant la dotation de la couronne, p. 2399.

**DOUDEAUVILLE** (M. le duc de), Ministre de la maison du Roi. — Prend la parole au sujet d'une pétition de la dame Francisque de Payen, p. 1119, § 1.

**DROIT DE NAVIGATION** (Projet de loi relatif au). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 967. — Exposé des motifs, p. 969 (Impressions, n° 68). — Renvoi aux bureaux, p. 972. — Le projet y est examiné, p. 991. — Nomination d'une commission spéciale, p. 993. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Chaptal, p. 1027 (Impressions, n° 72). — Discussion en assemblée générale, p. 1111. — Opinion de M. le comte de Chastellux, p. 1112 (Impressions, n° 77). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1114.

**DUBOUCHAGE** (M. le vicomte). — Présente à la Chambre les lettres-patentes portant institution de son titre de Pairie, p. 107. — Ces lettres sont renvoyées à l'examen d'une commission de trois membres, *ibid.* — Sur le rapport de cette commission, il est admis à prendre séance, p. 110. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 890, § 1. — Est d'avis de modifier l'article additionnel proposé par la commission au projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1827, § *ult.* — Réclame la division de cet article, p. 1837, § 2.

**DU CHATELLIER** (M. le comte), évêque d'Évreux. — Nommé Pair de France par ordonnance du 5 décembre 1824, prête serment dans la séance royale du 22 du même mois, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 12.

## E.

**ÉCHANGES.**—(Projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 117. — Exposé des motifs, p. 120 (Impressions, n° 7). — Renvoi aux bureaux, p. 128. — Le projet y est examiné, p. 137. — Nomination d'une commission spéciale, p. 144 et 147. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 334 (Impressions, n° 24). — Observations de M. le maréchal marquis de Lauriston sur ce rapport, p. 357, § 2. — Délibération sur l'article unique dont se compose le projet de loi, p. 973. — Amendement proposé au § 1 de cet article, par M. le comte Belliard (A ce sujet sont entendus MM. le comte Belliard, p. 975, 981, et 985 (Impressions, n° 69). — Le duc de Narbonne, p. 979 (Impressions, n° 70). — Le Ministre de l'intérieur, p. 981, et le rapporteur de la commission, p. 984). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 986. — (Projet de loi relatif à un échange entre la ville de Loudun et le domaine de l'État). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1097. — Exposé des motifs, p. 1098 (Impressions, n° 75). — Renvoi aux bureaux, p. 1099. — Le projet y est examiné, p. 1131. — Discussion immédiate en assemblée générale, p. 1134. — Adoption provisoire du projet de loi, p. 1134. — Adoption définitive au scrutin, p. 1162.

**ÉCOLES SECONDAIRES DE MÉDECINE** (Projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2100 (Im-

pressions, n° 138). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2213. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 2548 (Impressions, n° 171). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 2574 (Impressions, même numéro).

ÉGLISES. — (Projet de loi relatif à la répression des délits qui se commettent dans les églises et autres édifices consacrés au culte). Voyez *Sacrilège*.

ÉMIGRÉS. — Voyez *Indemnité des émigrés*.

EMPRUNTS DES VILLES. — (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes du *Havre* et de *Laval*, d'emprunter différentes sommes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 137. — Exposé des motifs, p. 140 (Impressions, n° 9). — Renvoi aux bureaux, p. 141 — Le projet y est examiné, p. 149. — Nomination d'une commission spéciale, p. 152. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte d'Escars, p. 288 (Impressions, n° 22). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 988. — Il est adopté au scrutin, p. 990. — (Projet de loi relatif à pareille autorisation demandée par la ville de *Reims*). — Présenté par le Ministre de l'intérieur, p. 2331. — Exposé des motifs, p. 2337 (Impressions, n° 161). — Renvoi du projet à une commission précédemment nommée, p. 2338. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Vérac, p. 2375 (Impressions, n° 163). — Discussion en assemblée générale, p. 2396. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2397.

ENTREPÔT RÉEL. — (Projet de loi tendant à substituer

- l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers). Voyez *Grains étrangers*.
- ESCARIS (M. le comte, aujourd'hui duc d'). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les départements de la Marne et de l'Oise, de s'imposer extraordinairement différentes sommes, p. 285 (Impressions, n° 21). — Fait, au nom de la même commission, un rapport sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes du Havre et de Laval, de contracter divers emprunts, p. 288 (Impressions, n° 22). — Amendement par lui proposé à l'article 7 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1740. — Ses observations sur l'article 19 de ce projet, p. 1755. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture des crédits supplémentaires pour l'exercice 1824, p. 2318 (Impressions, n° 159). — Son opinion sur un chapitre du budget du ministère de l'intérieur, pour 1826, p. 2667.
- EXCUSES DE DIFFÉRENTS PAIRS empêchés de se rendre à la Chambre, p. 12—17—113.

## F.

- FELTRE (M. le duc de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 333. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Lecouteulx, p. 395. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 396

- Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 397. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 435. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 436. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 483.
- FERRAND (M. le comte), décédé le 17 janvier 1825. — Il est fait part de son décès à la Chambre, par M. le Président, p. 145. — Hommage rendu à sa mémoire, par M. le marquis de Clermont-Tonnerre, p. 2451 (Impressions, n° 169).
- FILS DE PAIRS. — (Proposition tendante à permettre aux héritiers directs des Pairs d'assister aux séances de la Chambre lorsqu'ils auroient atteint l'âge de vingt-cinq ans). — M. le comte de Ségur, auteur de cette proposition, en expose sommairement les motifs, p. 993. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 996. — Développements de cette proposition, p. 1035. — Discussion pour savoir si elle sera prise en considération. (A ce sujet sont entendus MM. le marquis de Sémonville, *contre*, p. 1041. — Le baron de Montalembert, *pour*, p. 1050 et 1058. — Le marquis de Clermont-Tonnerre, *contre*, p. 1055 et 1061. — Le duc de Fitz-James, *pour*, p. 1057; et l'auteur de la proposition, p. 1059). — La Chambre se décide pour la négative, p. 1062.
- FITZ-JAMES (M. le duc de). — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Pitou, p. 169, § 5. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 710, § *ult.* (Impressions, n° 52). — Demande la division de l'amendement proposé à ce projet de loi par M. le comte de Bastard, p. 743, § 2. — obtient de nouveau la parole à ce sujet, p. 755, § 2. — Fait une observation incidente sur une assertion de

M. le marquis de Lally, p. 779, § *ult.* — Appuie la prise en considération d'une proposition faite par M. le comte de Ségur, p. 1057. — Signale à la Chambre l'importance des amendements proposés au projet de loi sur l'indemnité, par MM. le comte Roy et le duc de Choiseul, p. 1525, § 1. — Insiste pour que la priorité soit accordée à l'amendement de ce dernier, p. 1529, § 2. — Estime que la seconde partie du même amendement n'a plus d'objet après l'adoption de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1685, § 2. — Appuie un amendement proposé à l'article 23 par M. le marquis de Coislin, p. 1802, § 1. — La division d'un article additionnel proposé par la commission, p. 1837, § 4.

FRAYSSINOU (M. l'évêque d'Hermopolis, comte), Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 77. — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 419.

FRÈRE DE VILLEFRANCON (M. le comte), archevêque de Besançon. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle, et de divers autres terrains dépendants du ministère de la guerre, p. 2237 (Impressions, n<sup>o</sup> 154).

## G.

GARDE DES SCEAUX. (M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice). Voyez Comte de Peyronnet.

GARDE NATIONALE PARISIENNE. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre pour la session de 1825, p. 13.

GRAINS ÉTRANGERS. (Projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 2249. — Exposé des motifs, p. 2250 (Impressions, n° 157). — Renvoi aux bureaux, p. 2252. — Le projet y est examiné, p. 2331. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2363. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Portal, p. 2430 (Impressions, n° 167). — Discussion du projet de loi en assemblée générale, p. 2589. (Dans cette discussion sont entendus MM. le comte Siméon *contre l'adoption*, p. 2589, § *ult.* (Impressions, n° 172). — Le Ministre des finances, *à l'appui du projet*, p. 2599. — Le baron Pasquier *contre*, 2606 (Impressions, n° 173). — Le Ministre des finances, *iterum*, p. 2611. — Le marquis de Coislin *pour*, p. 2613 (Impressions, n° 174). et le comte de Sabran *sur*, p. 2618 (Impressions, n° 175). — M. le comte de Ségur s'oppose à la clôture de la discussion, p. 2622. — Délibération de l'article unique du projet, p. 2623. — Discussion sur les amendements proposés par M. le duc de Sabran, p. 2623 et 2624. (À ce sujet sont entendus le Ministre des finances, le commissaire du Roi comte de Saint-Cricq, et M. le comte de Tournon). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2625. — Teneur du projet adopté, p. 2623.

## H.

HÉDOUVILLE (M. le comte de), décédé le 30 mars 1825. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Bourmont, p. 2629 (Impressions, n° 176).

HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 1014 (Impressions, n° 71). — Répond aux objections élevées contre ce projet, p. 1109.

HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE (Justification du droit d'). — Voyez *Davous—Maleville—Feltre—Branças*.

HÉRITIERS DIRECTS DES PAIRS. (Proposition tendante à leur accorder la permission d'assister aux séances de la Chambre). Voyez *Fils de Pairs*.

HOMMAGES FAITS A LA CHAMBRE. — Par M. le marquis de Lally-Tolendal, de la nouvelle édition de sa *Défense des émigrés français*, p. 142. — Par les sieurs Guyot et Scribe, d'un exemplaire de l'*Almanach royal* pour 1825, p. 1251. — Par la dame veuve Agasse, d'un exemplaire du *Journal universel* de Gand, p. 2677.

## I.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les départements de la *Marne* et de l'*Oise*, de s'imposer extraordinairement différentes sommes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 137. — Exposé des motifs, p. 138 (Impressions, n° 8). — Renvoi aux bureaux, p. 141. — Le projet y est examiné, p. 149. — Nomination d'une commission spéciale, p. 152. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Escars, p. 285 (Impressions, n° 21). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 986, § 7. — Il est adopté au scrutin, p. 988. — (Projet de loi relatif à

pareille autorisation, demandée par les départements de *Seine-et-Oise* et de la *Dordogne*. — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2107 (Impressions, n° 139). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission, p. 2214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Vérac, p. 2366 (Impressions, n° 163). — Discussion en assemblée générale, p. 2393. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2394. — (Projet de loi relatif à pareille autorisation, demandée par le département de *Loir-et-Cher*). Présenté par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2110 (Impressions, n° 140). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission, p. 2214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Vérac, p. 2370 (Impressions, n° 163). — Discussion en assemblée générale, p. 2395. — Adoption du projet de loi au scrutin, *ibid.* — (Projet de loi relatif à pareille autorisation, demandée par le département du *Rhône*). — Présenté par le Ministre de l'intérieur, p. 2099. — Exposé des motifs, p. 2112 (Impressions, n° 141). — Renvoi aux bureaux, p. 2120. — Le projet y est examiné, p. 2205. — Nomination d'une commission, p. 2214. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Vérac, p. 2374 (Impressions, n° 163). — Discussion en assemblée générale, p. 2396. — Adoption du projet de loi au scrutin, *ibid.*

IMPRESSIONS DIVERSES (Session de 1825). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session forment 178 numéros, plus les numéros

52 bis, 110 bis, 111 bis, 111 ter, et 116 bis, ce qui donne au total 183 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	28
Rapports,	24
Résumés,	4
Opinions,	96
Discours,	14
Observations,	2
Répliques,	1
Développements d'amendements,	10
Renouvellements des bureaux,	4
Total. . . . .	183

INDEMNITÉ DES ÉMIGRÉS. — (Projet de loi tendant à indemniser les anciens propriétaires des biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'État, en vertu des lois révolutionnaires.) — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1067. — Exposé des motifs, p. 1068 (Impressions, n° 74). — Renvoi aux bureaux, p. 1097. — Le projet est examiné, p. 1131. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1133. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Portalis, p. 1166 (Impressions, n° 80). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 1240 (Impressions, même n°). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1267. — Dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Broglie, *contre l'adoption*, *ibid.* (Impressions, n° 83); — (incidemment à ce discours, M. le duc d'Uzès, p. 1277, § 2); — le comte de Saint-Roman, *pour*, p. 1277, § *ult.* (Impressions, n° 84); — le vicomte de Châteaubriand, *sur*, p. 1294 (Impressions, n° 85);

— le comte Cornudet, *contre*, p. 1316 (Impressions, n° 86); — le duc de Crillon, *pour*, p. 1325 (Impressions, n° 87); — le comte de Tournon, *sur*, p. 1327 (Impressions, n° 88); — le Ministre des finances, à l'appui du projet, p. 1335 (Impressions, n° 89); — le comte Molé, *contre*, p. 1358 (Impressions, n° 90); — le comte de Marcellus, *pour*, p. 1375, § *ult.* (Impressions, n° 92); — le duc de Choiseul, *sur*, p. 1386 (Impressions, n° 93); — De Martignac, commissaire du Roi, à l'appui du projet, p. 1396 (Impressions, n° 94); — le baron de Barante, *contre*, p. 1428 (Impressions, n° 95); — le marquis de Maleville, *pour*, p. 1440 (Impressions, n° 96); — le vicomte de Bonald, *sur*, p. 1452 (Impressions, n° 97); — le marquis de Villefranche, *pour*, p. 1459 (Impressions, n° 98); le baron de Montalembert, *sur*, p. 1465 (Impressions, n° 99); — le marquis de Béthisy, *pour*, p. 1471 (Impressions, n° 100); — le comte de Kergorlay, *sur*, p. 1475 (Impressions, n° 101); — le marquis de Coislin, *sur*, p. 1487 (Impressions, n° 102). — Résumé du rapporteur, p. 1493 (Impressions, n° 103). — Délibération des articles, p. 1521. — *Article premier.* — Exposé des amendements proposés sur cet article, p. 1522. — La priorité est accordée à l'amendement de M. le duc de Choiseul, p. 1524. — L'auteur de cet amendement déclare se réunir à celui qu'a proposé M. le comte Roy, *même page*, § *ult.* — Observation de M. le duc de Fitz-James à ce sujet, p. 1525, § 1. — M. le duc de Choiseul propose d'entendre d'abord les développements de M. le comte Roy, *même page*, § *ult.* — Observations de M. de Martignac à ce sujet, p. 1526. — Autres observations incidentes de MM. le baron Pasquier, le duc de Choiseul et le Mi-

nistre des finances, p. 1527 et 1528. — M. le duc de Choiseul insiste sur sa proposition relative à l'ordre de la discussion, p. 1529, § 1. (À ce sujet sont entendus MM. le duc de Fitz-James, le comte Roy, le Ministre des finances, le vicomte Dambray, le duc de Choiseul, le baron Pasquier, le comte Destutt de Tracy, l'Archevêque de Paris, le comte de Ségur et le duc de Choiseul *iterum*, p. 1529 à 1532.) — La première partie de l'amendement de M. le duc de Choiseul est mise aux voix et rejetée, p. 1532. — Développements de l'amendement proposé par M. le comte Roy, p. 1533 (Impressions, n° 104). — Sur cet amendement sont entendus MM. le Ministre des finances, p. 1539 (Impressions, n° 105); — le comte Mollien, p. 1552 (Impressions, n° 106); — le duc de Narbonne, p. 1563 (Impressions, n° 107); — le vicomte de Châteaubriand, p. 1568 (Impressions, n° 108); — le comte de Vaublanc, commissaire du Roi, p. 1576 (Impressions, n° 109); — le baron Pasquier, p. 1589 (Impressions, n° 110); — le Ministre des finances *iterum*, p. 1604 (Impressions, n° 110 bis); — et l'auteur de l'amendement, p. 1618. — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 1624. — Amendement proposé par M. le comte de Tournon, p. 1652. (À ce sujet sont entendus MM. le comte de Tournon et de Martignac, p. 1653 à 1655.) — Amendement proposé par M. le marquis de Pange, p. 1656. (À ce sujet sont entendus MM. le marquis de Pange, *ibid.* (Impressions, n° 111 bis); — le Ministre des finances, p. 1658; le comte de Ségur, p. 1659 (Impressions, n° 111 ter.); — et le marquis de Lally, p. 1662.) — Amendement proposé par la commission, p. 1663. (À ce sujet sont entendus MM. le mar-

quis de Rougé, *ibid.* (Impressions, n° 112); — le comte de Pontécoulant, p. 1666, et le comte Portalis, rapporteur, p. 1672.) — *Premier amendement proposé par M. le comte de Kergorlay*, p. 1674. (A ce sujet sont entendus MM. le comte de Kergorlay, p. 1674 (Impressions, n° 113); — le Ministre des finances, p. 1678, et le comte de Boissy-d'Anglas, p. 1680.) — *Second amendement proposé par le même*, p. 1680. (A ce sujet sont entendus MM. le comte de Kergorlay, p. 1681; le comte Portalis, *ibid.*, et de Martignac, p. 1682.) — *Article 2*, p. 1683. — M. le duc de Choiseul demande qu'il soit statué sur la deuxième partie de son amendement, p. 1684 et 1685, § 1. (A ce sujet sont entendus MM. le duc de Fitz-James, le comte de Ségur et le duc de Brissac, p. 1685, § 2 et 3, et p. 1686, § 1.) — *Amendement proposé par M. le marquis de Coislin*, p. 1687. Cet amendement n'est pas appuyé, p. 1691. — *Amendement proposé par M. le comte de Tournon*, p. 1691. (A ce sujet sont entendus MM. le comte de Tournon et le Ministre des finances, p. 1692.) — *Article 3*, p. 1694. — *Amendement proposé par M. le comte Daru*, p. 1695. (A ce sujet sont entendus MM. le comte Daru et de Martignac, commissaire du Roi, p. 1696 à 1698.) — *Article 5*, p. 1699. — Le rejet de cet article est proposé par M. le vicomte de Châteaubriand, p. 1700 (Impressions, n° 114). (A ce sujet sont entendus le Ministre des finances, p. 1702, et M. le comte Roy, p. 1703.) — *Article 7*, p. 1708. — *Amendement proposé par MM. le comte de Tournon et le baron de Montalembert*, p. 1709. Sur cet amendement sont entendus MM. le comte de Tournon, p. 1710 (Impressions, n° 115); — le vicomte Lainé, p. 1715; — le baron de Montalembert, p. 1723

(Impressions, n° 116); — le Ministre des finances, p. 1729; le marquis de Maleville, p. 1731 (Impressions, n° 117.); — le marquis de Marbois, p. 1736 (Impressions, n° 116 bis); — le comte de Saint-Roman, p. 1737, § 1, et de Martignac, *même page*, § 2. — *Amendement proposé par M. le marquis de Coislin*, p. 1738. — Développement de cet amendement, *ibid.* — Amendement proposé par M. le comte d'Escars, p. 1740. — *Amendement proposé par M. le duc de Coigny*, p. 1741. (À ce sujet sont entendus MM. le duc de Coigny, p. 1741 (Impress., n° 118); et de Martignac, p. 1742 à 1744.) — Observations de M. le comte de Bastard, p. 1744. (À ce sujet est entendu M. de Martignac, p. 1745.) — *Article 16.* — *Amendement proposé par M. le comte de Marcellus.* (À ce sujet sont entendus MM. le comte de Marcellus, p. 1750 et 1752, et de Martignac, p. 1751.) — *Article 19.* — Observations de M. le comte d'Escars sur cet article, p. 1755. — Réponse du Ministre des finances, p. 1756. — *Article 22.* — Le rejet de cet article est demandé par M. le duc de Choiseul, p. 1764 (Impressions n° 120). — (À ce sujet sont entendus MM. le marquis de Lally, p. 1766 (Impressions, n° 121); — le comte Cornudet, p. 1784 (Impressions, n° 122); — et le Ministre de la marine, p. 1787 (Impressions, n° 123). — L'article est adopté au scrutin, p. 1796. — *Article 23.* — *Amendement proposé par M. le marquis de Coislin*, p. 1797. (À ce sujet sont entendus MM. le marquis de Coislin, p. 1797 et 1801, § 1; de Martignac, commissaire du Roi, p. 1799 et 1801, § 2; le comte de Marcellus, p. 1800; le duc de Fitz-James, p. 1802, § 1; le Garde des sceaux, *même page*, § 2, et le duc de Praslin, p. 1803.) — *Amendement proposé par la commission*, p. 1803, § ult. (À ce

sujet sont entendus MM. le marquis de Lally, p. 1804, et 1810, § 1; le Ministre des finances, p. 1805; le comte Portalis, rapporteur, p. 1806; le Garde des sceaux, p. 1807; le duc Mathieu de Montmorency, p. 1809, § 1; le baron Mounier, *même page*, § ult., et le comte de Pontécoulant, p. 1810, § ult.) — *Article additionnel proposé par la commission*, p. 1814. — Sur cet article sont entendus MM. le marquis de Villefranche, p. 1814; le comte de Pontécoulant, p. 1817; le marquis de Coislin, p. 1819, et le marquis de Lally, p. 1823. — *Sous-amendement proposé par M. le marquis de Coislin*, p. 1822. (Discussion à ce sujet, dans laquelle sont entendus MM. le comte de Marcellus, p. 1826, § 2 et 5; le baron de Barante, *même page*, § 4; le baron Pasquier, le comte de Pontécoulant et le vicomte Dubouchage, p. 1827, et le comte Portalis, p. 1828.) — Explications demandées par le Ministre des finances, p. 1828. — Données par le rapporteur de la commission, p. 1829 (Impressions, n° 124). — La discussion continue sur l'amendement de la commission. — Observations de M. de Martignac, et de MM. le baron de Barante, le Ministre des finances et le baron Pasquier, p. 1833 à 1837. — La division de l'amendement est demandée par M. le vicomte Dubouchage, p. 1837. (À ce sujet sont entendus MM. le comte de Pontécoulant, p. 1837, § 3 et 5; le duc de Fitz-James, *même page*, § 4; le duc Mathieu de Montmorency, p. 1838, § 1; et le baron de Barante, *même page*, § 2.) — Les deux parties de l'amendement sont successivement adoptées, p. 1839. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 1840.

## J.

JACQUINOT-PAMPELUNE (M.), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 909—912—913, § 2. — Relève une erreur de rédaction qui s'est glissée dans l'article 9, p. 923. — Combat un amendement proposé par M. le comte De Sèze à l'article 13, p. 943. — Un amendement proposé par M. le comte Lanjuinais à l'article 17, p. 951. — Propose de changer la rédaction d'un paragraphe additionnel proposé au même article par M. le baron de Montalembert, p. 962, § *ult.*

## K.

KERGORLAY (M. le comte Florian de). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 23 décembre 1823, adresse à la Chambre ses titres d'admission, p. 107. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Sur le rapport de cette commission, ils sont déclarés valables, p. 110. — Serment du nouveau Pair, p. 114. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1475 (Impressions, n° 101). — Premier amendement par lui proposé à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, p. 1674. — Il en expose les motifs, *ibid.* (Impressions, n° 113) — Second amendement par lui proposé au même article, p. 1680, § 3. — Il obtient la parole pour en expliquer les motifs, p. 1681, § 1. —

Le retire, p. 1683, § 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1872 (Impressions, n° 127).

## L.

- LA BOURDONNAYE-BLOSSAC (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 605 (Impressions, n° 41). — Propose un amendement à l'article 2 de ce projet, p. 764. — Obtient la parole au sujet d'une pétition du sieur Tiffeneau-Caillaud, p. 999.
- LA FABE (M. le cardinal duc de). — Sa déclaration, au nom des membres de l'épiscopat, dans la discussion du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 789.
- LA FORCE (M. le duc de). — Fait un rapport, au nom du comité des pétitions, p. 167. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux plantations des grandes routes, p. 2132 (Impressions, n° 147).
- LA GARDE (M. le comte de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2426 et 2679.
- LAINÉ (M. le vicomte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 436, § 5. — Combat un amendement proposé à l'article 3 de ce projet, par M. le duc de Valentinois, p. 503. — Propose deux amendements à l'article 4, p. 510, § 6. — En développe les motifs, p. 511. — Répond à une observation de M. le comte de Ségur sur la rédaction de l'article 5, p. 528, § 1. — Obtient

la parole sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 844. — Sur l'article 2 du même projet, p. 856 et 857, § 2, et p. 860, § 1. — Sur le § 1 de l'article 3, p. 868, 883 et 891, § *ult.* (Voyez Impressions, n° 65). — Sur le § 1 de l'article 5, p. 910 et 916, § *ult.* — Sur l'article 11, p. 929, § *ult.* — Sur l'article 13, p. 936 (Impressions, n° 66). — Son opinion sur l'article 7 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1715. — Réclame contre l'ordre du jour proposé sur une pétition du sieur de Carman, p. 2142. — Sur une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne et la Réole, p. 2146, § *ult.* — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2184. — Son opinion sur l'article 2 du projet de loi relatif aux plantations des grandes routes, p. 2195. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, p. 2377 (Impressions, n° 164). — Sur le projet de loi relatif au canal de Roubaix, p. 2390 (Impressions, même numéro). — Répond aux objections présentées par M. le comte d'Ambrugeac contre le projet relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, p. 2415. — Regrette, à l'occasion du budget de 1826, l'absence du tableau des importations et exportations de 1825, p. 2668. — Insiste sur la prompt publication de ce tableau, p. 2669.

LALLY-TOLENDAL (M. le marquis de). — Appuie l'ouverture immédiate de la discussion sur le projet de loi relatif à la liste civile, p. 131. — Fait hommage à la Chambre de la nouvelle édition de sa *Défense des Émigrés fran-*

*çais*, p. 142. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 609 (Impressions, n° 42). — Amendement par lui proposé à ce projet, p. 618 et 769, § 1. — Il en développe les motifs et en modifie la rédaction, p. 773 (Impressions, n° 57). — (Cet amendement est rejeté au scrutin, p. 805). — Appuie l'ordre du jour invoqué sur une pétition de la dame Francisque de Payen, p. 1122, § 1. — Obtient la parole sur un amendement proposé par M. le marquis de Pange, à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1662. — Son opinion sur l'article 22 de ce projet, p. 1766 (Impressions, n° 121). — Soutient un amendement proposé par la commission à l'article 23, p. 1804. — Fait une observation à ce sujet, p. 1810, § 1. — Appuie l'adoption d'un article additionnel proposé par la commission, p. 1823. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux Suisses du 10 août, p. 2209 (Impressions, n° 149).

LANJUINAIS (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 398 (Impressions, n° 29). — Fait une observation sur le vote de l'article 1<sup>er</sup>, p. 461, § 1. — Combat un amendement proposé à l'article 2 par M. le baron Pasquier, p. 486. — Obtient la parole au sujet de l'article 3, p. 507, *l'un d'eux*, etc. — Propose de modifier un amendement présenté sur l'article 5 par la commission spéciale, p. 531, § *ult.* — Prend part à la discussion d'un amendement proposé à l'article 6 par M. le duc de Valentinois, p. 541, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 667. — Développe les motifs d'un amendement qu'il propose à l'article 17 du projet de loi re-

- latif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 947. — Ses observations sur une pétition du sieur Tiffeneau-Caillaud, p. 1000, § 1.
- LAPLACE (M. le marquis de) — Ses observations sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1381 (Impressions, n° 132).
- LAURISTON (M. le maréchal marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1825, p. 14. — Fait une observation sur le rapport de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 357, § 2. — Demande le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition de la dame Francisque de Payen, p. 1119, § *ult.*
- LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est, et à la mine de sel gemme de Vic, p. 280 (Impressions, n° 20). — Propose un sous-amendement à la proposition de M. le comte de Pontécoulant, relative à l'article 4 du projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 769, § *ult.* — En développe les motifs, p. 786 (Impressions, n° 60). — Insiste sur son adoption, p. 797, § *ult.* — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1114. — Soutient les propositions faites par ce comité sur diverses pétitions, p. 1115, § *ult.* et p. 1121. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la navigation de la Haute-Seine, de l'Aube et de la Voire, p. 2437 (Impressions, n° 168).
- LEMERCIER (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 680 (Impressions, n° 48). — Adoption de l'amendement par lui proposé à l'article 10 de ce projet p. 827. — Son

discours à l'occasion du décès de M. le comte Lenoir-Laroche, p. 1369 (Impressions, n° 91).

LENOIR-LAROCHE (M. le comte). — Décédé le 17 février 1825. — Discours prononcé à cette occasion par M. le comte Lemercier, p. 1369 (Impressions, n° 91).

LETTRES-PATENTES, portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 1841. — L'enregistrement en est ordonné, p. 1842.

LEVIS (M. le duc de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1628 (Impressions, n° 111). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 2016 (Impressions, n° 134).

LISTE CIVILE (Projet de loi relatif à la fixation de la). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 117. — Exposé des motifs, p. 118 (Impressions, n° 6). — Renvoi aux bureaux, p. 128. — Le projet y est de suite examiné, p. 129. — M. le Président consulte la Chambre pour savoir si elle veut ouvrir immédiatement la discussion, *ibid.* (À ce sujet sont entendus MM. le duc de Valentinois, le duc de Broglie, et le marquis de Lally, p. 129 à 133.) — La discussion est ouverte, p. 133. — Adoption du projet de loi, *ibid.* — Sa teneur, p. 134.

## M.

MALEVILLE (Jacques, marquis de). — Décédé le 22 novembre 1824. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Portalis, p. 153 (Impressions, n° 10).

MALEVILLE (Pierre-Joseph, marquis de), fils du précé-

dent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 174. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 175. — Rapport de cette commission, p. 206. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 209. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 210. — Il est admis à prêter serment, et à prendre séance, p. 283. — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 783 (Impressions, n° 59). — Combat un amendement proposé sur cet article par M. le comte de Pontécoulant, p. 795. — Ses observations sur une pétition du sieur Tiffeneau-Caillaud, p. 998. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1440 (Impressions, n° 96). — Sur un amendement proposé à l'article 7 de ce projet par MM. le comte de Tournon et le baron de Montalembert, p. 1731 (Impressions, n° 117). — Inscrit pour parler sur le projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vézère, renonce à la parole, p. 2415, § 2.

MARBOIS (M. le marquis de). — Ses observations sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est, et à la mine de sel gemme de Vic, p. 312, § 2. — Propose deux amendements à ce projet, p. 323, § 2. — Réclame l'adoption du premier, p. 324, § 3. — Signale les inconvénients d'un amendement proposé par MM. le comte de Tournon et le baron de Montalembert, à l'article 7 du projet de loi sur l'indemnité des émigrés, p. 1736 (Impressions, n° 116 *bis*). — Fait un rapport au nom

du comité des pétitions, p. 2154. — Soutient la proposition de ce comité sur une pétition du sieur Baum, p. 2155, § 1. — Propose de renvoyer au Ministre de la marine une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2181. — Fait, au nom d'une commission, spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1823, p. 2253. (Impressions, n° 158). — S'explique, au nom de cette commission, sur l'article 4 du même projet, p. 2357. — Son opinion sur le budget de 1826, p. 2642 (Impressions, n° 177).

MARCELEUS (M. le comte de). — Ses observations sur une pétition du maire de la Ville-aux-Dames, p. 1003, § *ult.* — Sur une pétition du sieur de Boseq, p. 1007. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1375, § *ult.* (Impressions n° 92). — Propose un amendement aux articles 16 et 17 de ce projet, p. 1750. — Insiste sur l'adoption de cet amendement, p. 1752. — Appuie un amendement proposé à l'article 23 par M. le marquis de Coislin, p. 1800. — Fait une observation sur l'ordre de la délibération, p. 1826, § 2. — Insiste sur cette observation. *même page*, § *ult.* — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne et la Réole, p. 2144, § *ult.* et p. 2146, § 1. — Sa déclaration au sujet du projet de loi relatif à la vente de divers terrains situés à Paris et dépendant du ministère de la guerre, p. 2240, § 2. — Son opinion sur le budget des affaires ecclésiastiques pour 1826, p. 2662 (Impressions, n° 178).

MARTIGNAC (M. de), Ministre d'État, commissaire du

Roi. — Expose à la chambre les motifs du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1068 (Impressions, n° 74). — Son discours pour la défense de ce projet, p. 1396 (Impressions, n° 94). — Combat un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc de Choiseul, p. 1526. — Un amendement proposé au même article par M. le comte de Tournon, p. 1654. — Ses observations sur un amendement proposé à cet article par la commission spéciale, p. 1670. — Sur un amendement proposé au même article par M. le comte de Kergorlay, p. 1682. — Sur un amendement proposé à l'article 2 par M. le comte Daru, p. 1697 et 1698, § 2. — Sur un amendement proposé à l'article 7, par MM. le comte de Tournon et le baron de Montalembert, p. 1737, § 2. — Sur un amendement proposé au même article, par M. le duc de Coigny, p. 1742. — Répond à une observation présentée par M. le comte de Bastard sur cet article, p. 1745. — Combat un amendement proposé par M. le comte de Marcellus, aux articles 16 et 17, p. 1751. — Un amendement proposé à l'article 23, par M. le marquis de Coislin, p. 1798 et 1801. — S'explique au sujet de l'article additionnel proposé par la commission, p. 1833.

MINISTRE DE LA GUERRE. — Voyez marquis de *Clermont-Tonnerre*.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Voyez comte de *Corbière*.

MINISTRE DE LA MAISON DU ROI. — Voyez duc de *Doudeauville*.

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Voyez comte *Chabrol de Crousol*.

MINISTRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voyez comte *Frayssinous*.

MINISTRE DES FINANCES. — Voyez comte de *Villèle*.

MOLÉ (M. le comte). — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur de la Chainaye, p. 168, § 2. — Propose de renvoyer au Ministre de la Marine une lettre du sieur Isambert, p. 171. — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération, dans la discussion du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 524, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 598 (Impressions, n° 40). — Réclame, à l'occasion de divers amendements proposés à ce projet, l'ordre de délibération en usage dans la Chambre, p. 736, § 1; 745, *ult.*; 755, *ult.* — Appuie un amendement proposé par M. le comte de Bastard, p. 757, § *ult.* — Obtient la parole sur un autre amendement présenté par le même Pair, p. 814. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 890, § *ult.* — Inscrit contre le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, demande que la Chambre remette à une prochaine séance l'audition de son discours, p. 1357. — Est immédiatement entendu, p. 1358 (Impressions, n° 90).

MOLLIEN (M. le comte). — Fait, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 1026 (Impressions, n° 73). — Appuie l'amendement proposé par M. le comte Roy à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1552 (Impressions, n° 106). — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 2026 (Impressions, n° 135). Amendement par lui proposé à l'article 3, p. 2035. — Il en déve-

loppe les motifs, et en propose une nouvelle rédaction, p. 2054 (Impressions, n° 136). — Est réélu candidat pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 2175.

**MONTALEMBERT** (M. le baron de). — Invoque l'ordre du jour sur une pétition de dix-sept négociants de Marseille, p. 205, § 5. — Obtient la parole sur le § 1 de l'article 3 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 895. — Propose un amendement au dernier paragraphe du même article, p. 905. — Un paragraphe additionnel à l'article 17, p. 961, § *ult.* — Propose de renvoyer au Ministre des finances une pétition du sieur Delacon, p. 1006, § 1. — De renvoyer la même pétition au Ministre de la justice, *même page*, § 3. — Appuie la prise en considération d'une proposition faite par M. le comte de Ségur, p. 1050. — Fait une observation à ce sujet, p. 1058. — Propose de renvoyer de nouveau à l'examen de la commission spéciale le projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 1107. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1465 (Impressions, n° 99). — Amendement par lui proposé à l'article 7 de ce projet, p. 1709. — Il le soutient devant la Chambre, p. 1723 (Impressions, n° 116).

**MONTESQUIOU** (M. le comte de). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2424.

**MONTMORENCY** (M. le duc Mathieu de). — Réclame, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les congrégations religieuses de femmes, la nomination d'un nouveau commissaire en remplacement de M. le comte Ferrand, décédé, p. 146, § 1.

— Fait, au nom de cette commission, un rapport sur le même projet, p. 210 (Impressions, n° 13). — Résume la discussion qui a eu lieu sur la loi projetée, p. 449 (Impressions, n° 32). — Demande qu'on rédige par écrit un amendement proposé par M. le baron Pasquier à l'article 2 du projet, p. 482, § 1. — Développe les motifs d'un amendement proposé par la commission à l'article 5, p. 526, § *ult.* — En soutient la discussion, p. 531, § 1. — Réclame la division d'un amendement, proposé par M. le comte de Bastard, au projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 745, § 1. — Présente, comme impliquant contradiction, un amendement proposé, sur l'article 4 de ce projet, par M. le comte de Pontécoulant, p. 796, § 2. — Prend part à une discussion élevée sur l'ordre de la délibération, p. 816, § *ult.* — Répond à une observation de M. le comte Portalis, p. 819, § 2. — Propose de renvoyer à la commission spéciale l'article 3 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 889, § *ult.* — Insiste sur cette proposition, p. 894. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1010. — Appuie le renvoi au président du conseil des Ministres d'une pétition de la dame Française de Payen, p. 1120, § 1. — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération dans la discussion du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1532, § 1 et p. 1838, § 1. — Soutient un amendement proposé par la commission à l'article 23 de ce projet, p. 1809, § 1. — Propose de nommer des suppléants à la grande députation chargée d'assister au sacre du Roi, p. 2087, § *ult.* — Fait un nouveau rapport au nom du comité des pétitions, p. 2179. — Consent, au nom

du comité, le renvoi, au Ministre de la marine, d'une pétition présentée par divers négociants de Paris, et relative à la traite des nègres, p. 2188, § 1 et p. 2189.

MORTEMART (M. le marquis de). — Obtient la parole sur le § 1 de l'article 3 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 874. — Renonce à la parole sur l'ensemble du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1324. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre et dépendant du ministère de la marine, p. 2224 (Impressions, n° 152). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle et de divers autres terrains situés à Paris et dépendant du ministère de la guerre, p. 2229 (Impressions, n° 153).

MOUNIER (M. le baron). — Propose de supprimer le dernier paragraphe de l'article 3 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 504, § *ult.* — Obtient la parole sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 852, § *ult.* — Sur le § 1 de l'article 3 du même projet, p. 884. — Demande incidemment une explication relative au § 2 de l'article 1<sup>er</sup>, p. 924. — Propose de passer à l'ordre du jour sur une pétition de la dame Francisque de Payen, p. 1118, § *ult.* — Insiste sur cette proposition, p. 1118, § 2. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1157, 1248, 1518 et 2177. — Répond à une observation de M. le duc Mathieu de Montmorency sur l'article 23 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1809, § *ult.* — Obtient la parole au sujet d'une pétition de divers jurés du département d'Indre et Loire, p. 2151, § *ult.*

- D'une pétition du sieur Baum, p. 2155, § 2. — Propose le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition des sieurs Duprat et de Guise, p. 2158. — Insiste sur cette proposition, p. 2161 et 2163, § 2. — Obtient la parole au sujet d'une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2192, § *ult.*
- MUN (M. le marquis de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Bonnav, p. 1257 (Impressions, n° 82).

## N.

- NARBONNE (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 371 (Impressions, n° 27). — Sur le § 1 de l'article unique du projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 979 (Impressions, n° 70). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1062. — Combat un amendement proposé par M. le comte Roy à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1563 (Impressions, n° 107). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1922 (Impressions, n° 129).

NAVIGATION (Projet de loi relatif au droit de). Voyez *droit de navigation.*

NAVIGATION DE LA HAUTE-SEINE, DE L'AUBE, ET DE LA VOIRE (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 2331. — Exposé des motifs, p. 2332 (Impressions, n° 160). — Renvoi aux bureaux, p. 2337. — Renvoi à la commission spé-

ciale précédemment nommée pour l'examen de deux projets de loi relatifs à des canaux, p. 2338. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de La Villegontier, p. 2437 (Impressions, n° 168.) — Ouverture immédiate de la discussion, p. 2445. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2447. — Teneur du projet adopté, p. 2446.

NAVIGATION ET COMMERCE MARITIME (Projet de loi sur la répression des crimes contraires à la sûreté de la navigation et du commerce maritime). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 52. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 3). — Renvoi aux bureaux, p. 77. — Le projet y est examiné, p. 107. — Nomination d'une commission spéciale, p. 109. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Portal, p. 550 (Impressions, n° 39). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 583 (Impressions, *même* n°.) — Ces amendements sont consentis, au nom du Roi, par M. le Garde des sceaux, p. 834. — Discussion du projet en assemblée générale. — Opinion de M. le comte De Sèze, p. 834 (Impressions, n° 64). — Délibération des articles. — Dans cette délibération sont entendus, sur l'article 1<sup>er</sup>, MM. le duc de Broglie, p. 842, 847, et 852, § 1; — le vicomte Lainé, p. 844; — le comte de Tournon, p. 850, § 1, et 851; — le baron Portal, rapporteur, p. 850, § 2; — le baron Mounier, p. 852, § *ult.*; — le comte de Ségur, p. 853, — et le Garde des sceaux, p. 848 et 851. — Sur le § 3 de l'article 2, MM. le baron Portal, rapporteur, p. 855, § *ult.*, 858, et 859, § 2; — le vicomte Lainé, p. 856, 857, § 2, et 860, § 1; — le marquis de Rougé, p. 857, § 1; — le comte de Tournon,

p. 859, § 3, — le duc Decazes, p. 860, § 2; — et le Garde des sceaux, p. 857, 859, § 1 et 4, et p. 860. — *Sur le § 1 de l'article 3*, MM. le comte de Ségur, p. 862, § 1, 877, et 881; — le duc de Broglie, p. 863 et 879; — le vicomte Lainé, p. 868 et 883 (voyez *Impressions*, n° 66); — le marquis de Mortemart, p. 874; — le comte de Pontécoulant, p. 882; — le baron Mounier, p. 884; — et le Garde des sceaux, p. 862, 864, 875, et 880. — *Sur un amendement proposé à ce paragraphe par M. le baron de Barante*, MM. le baron de Barante, p. 886 et 888; — le comte de Chastellux, p. 887; — le Garde des sceaux, *ibid.*; — le comte Destutt de Tracy, p. 889, § 1; — et le comte de Ségur, p. 889, § 2. — *Sur le renvoi proposé du paragraphe à la commission spéciale*, MM. le duc Mathieu de Montmorency, p. 889, § ult., et 894; — le vicomte Dubouchage, p. 890, § 1; — le comte Molé, *même page*, § ult.; — le comte de Pontécoulant, p. 891, § 1; — le vicomte Lainé, *même page*, § ult.; — le baron Portal, rapporteur, p. 892; — le duc de Broglie, p. 893, § ult.; — et le Garde des sceaux, p. 894. — Observation de M. le baron de Montalembert sur le rejet de l'amendement proposé, p. 895. — Adoption du paragraphe au scrutin, p. 896. — Le rapporteur demande à développer les motifs qui ont porté la commission à proposer le retranchement du troisième paragraphe de l'article 3, p. 898. (Cette demande est appuyée par M. le comte de Chastellux, p. 899.) — Exposé des motifs de la commission, p. 900. — Le rétablissement du § 3 est demandé par M. le comte de Tournon, p. 904. (À ce sujet sont entendus MM. le Garde des sceaux le baron de Montalembert, le Garde des sceaux, *iterum*, le duc de Broglie, et le

comte de Pontécoulant, p. 905 et 906.) — Dans la suite de la délibération sont entendus, *sur l'article 4*, MM. le duc de Broglie, le comte de Ségur, le baron Portal, rapporteur, et le conseiller d'État Jacquinot-Pampelune, commissaire du Roi, p. 907 à 909. — *Sur l'article 5*, MM. le vicomte Lainé, p. 910 et 916, § *ult.*; — — Jacquinot, p. 912 et 913, § 2; — le comte de Tournon, p. 913, § 1 et 3; — le duc de Broglie, p. 913, § *ult.* et 914, § *ult.*; — le baron de Barante, p. 915, § 2, 917 et 921; — le marquis de Rougé; p. 915, § *ult.* et 918, § *ult.*; — le comte de Bérenger, p. 916, § 1; — le comte Portalis, *même page*, § 2, et p. 918, § 1; — et le Garde des sceaux, p. 914, 915, et 919. — *Sur l'article 9*, MM. Jacquinot, le baron Mounier, et le Garde des sceaux, p. 923 à 925. — *Sur l'article 10*, MM. le duc de Broglie, le baron Portal, rapporteur, et le Garde des sceaux, p. 926 et 927. — *Sur un amendement proposé à l'article 11 par M. le comte De Sèze*, MM. le comte De Sèze, p. 928; — le vicomte Lainé, p. 929, § *ult.*; — le comte de Tournon, p. 931, § 2 et 4; — et le Garde des sceaux, p. 929, 930, et 932. — *Amendement proposé à l'article 13 par M. le duc de Broglie*, p. 933, § *ult.* (A ce sujet sont entendus MM. le vicomte Lainé, p. 936 (Impressions, n° 66); — le Garde des sceaux, p. 940 et 941; — l'auteur de l'amendement, p. 941; — et le comte de Pontécoulant, p. 942, § 1.) — *Observation de M. Jacquinot, commissaire du Roi, sur un amendement proposé au même article, par M. le comte De Sèze*, p. 943, § 1. — *Amendement proposé à l'article 17 par M. le comte Lanjuinais*, p. 947. (A ce sujet sont entendus MM. Jacquinot, p. 951; — le duc de Broglie, qui modifie l'amendement proposé, p. 955;

— le Garde des sceaux, p. 959; — et le duc de Broglie, *iterum*, p. 961, § 1.) — Amendement proposé au même article par M. le baron de Montalembert, p. 961, § *ult.* (A ce sujet sont entendus MM. le Garde des sceaux, et le commissaire du Roi Jacquinot, p. 962.) — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 965.

NOAILLES (M. le duc de). — Décédé le 26 octobre 1824.

— Hommage rendu à sa mémoire par M. le prince duc de Poix, p. 358 (Impressions, n° 25).

NOUVEL AN. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à l'occasion du nouvel an, p. 21.

## O.

OPINIONS DISTRIBUÉES A LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENTS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de quatre, savoir : Sur le projet de loi relatif aux *salines de l'Est*, une opinion de M. le comte Siméon. — Sur le projet de loi relatif au *sacrilège*, une opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. — Sur l'article additionnel proposé par la commission à la *loi d'indemnité*, deux opinions de MM. le marquis de Villefranche et le marquis de Coislin.

ORDONNANCES DU ROI COMMUNIQUÉES A LA CHAMBRE. —

Ordonnance du 5 décembre 1824, portant nomination de trois nouveaux Pairs, p. 10.

ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Fait un rapport au

nom du comité des pétitions, p. 201. (La Chambre ordonne l'impression de ce rapport en ce qui concerne une pétition relative à la mare des Chartreux, p. 203. Voir le n° 12 des impressions). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 334 (Impressions, n° 24). — Combat un amendement proposé au § 1 de l'article unique de ce projet de loi, p. 984. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1004, 1248, 2148. — Appuie le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition du sieur de Carman, p. 2143, § 1.

## P.

PANGE (M. le marquis de). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 168. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est et à la mine de sel gemme de Vic, p. 267, § 2 (Impressions, n° 16). — Amendement par lui proposé à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1656. — Il en expose les motifs, *ibid.* (Impressions, n° 111 bis.)

PASQUIER (M. le baron). — Renonce à la parole sur l'ensemble du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, en se réservant de parler sur l'article 2, p. 449, § 3. — Propose un amendement à cet article, et en développe les motifs, p. 462 (Impressions, n° 33). — Fournit des explications à ce sujet, p. 481, § 1. et 3. — Annonce une nouvelle rédaction de son amendement, p. 482, § 2. — Présente cette ré-

daction à la Chambre, p. 484, § *ult.* (L'amendement est adopté au scrutin, p. 499.) — Propose, par suite de cette adoption, un nouvel amendement à l'article 6, p. 537. — En développe les motifs, p. 538, § 1 et 3. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 700 (Impressions, n° 51). — Répond à une observation de M. le Garde des sceaux, p. 710, § 1. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, p. 737 et 792. — Sur un amendement proposé par la commission à l'article 4 du projet, p. 823, § *ult.* — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'indemnité des émigrés, au sujet d'un amendement proposé par M. le duc de Choiseul, p. 1527, § 1. — Propose de voter d'abord sur le principe de cet amendement, p. 1531, § 1. — Appuie un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le comte Roy, p. 1589 (Impressions, n° 110). — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération, p. 1827, § 1. — Combat une restriction qu'on propose d'apporter à l'article additionnel présenté par la commission, p. 1836. — S'inscrit contre le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1985. — Demande qu'on remette son audition à la prochaine séance, p. 1986. — Expose son opinion sur ce projet de loi, p. 1990 (Impressions, n° 133). — Sur l'article 4 du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1823, p. 2342 (Impressions, n° 162). — Sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2606 (Impressions, n° 173).

PÉTITIONS. — Du sieur Abeille, p. 1011. — De la vicomtesse d'Aché, p. 2153. — De la dame Allent, p. 1160. — Du sieur Amalric, p. 2179. — Du duc d'Artemberg

p. 1160. — De la veuve Auriol, p. 1159. — Du sieur Barthélemy, p. 2678. — Du sieur Baum, p. 2154 (Discussion à ce sujet, voyez *Bourmont, Marbois, Mounier*). — De la dame veuve Beauwens, p. 2164. — Du sieur Bénard, p. 169. — Du sieur Benon-Lacombe, p. 996. — Du sieur de Berulle, p. 1116. — Du sieur Biberel, p. 2588. — Du général baron Blein, p. 997. — Du sieur de Blot, p. 1159. — Du sieur de Bodin, p. 1117. — Du sieur Bougrain de Bure, p. 1159. — Du sieur Bordeneve, p. 1123. — Du sieur de Bosc, p. 1006 (Observations à ce sujet, voyez *Marcellus, Ségur, Saint-Roman*). — Du sieur Bouffart de Madiane, p. 1249. — Du sieur Breffort, p. 200. — Du sieur Broye, p. 2164. — Du sieur Brunet, p. 199. — Du sieur Camer, p. 1117. — De la dame veuve Canaples, p. 2147. — Du sieur de Carman, p. 2142 (Observations à ce sujet, voyez *Lainé, d'Orvilliers*). — Du sieur Caval, p. 167. — Du sieur Cesbron des Crances, p. 1159. — Du sieur de Chanlaire, p. 1064. — Du sieur Châtenet, p. 1160. — Du sieur Chavardes, p. 1012. — Du sieur Cheveux, p. 2178. — Du sieur Collières, p. 2678. — Du sieur Colson, p. 1011. — Du sieur Coqueret-Lechesne, p. 169. — Du sieur Cordier, p. 1158. — Du sieur Coutant, p. 201. — Du sieur Daire, p. 2588. — De la dame veuve d'Argence, p. 1158. — Du sieur Davelouis, p. 2426. — Du sieur Declercq, p. 2163. — Du sieur Delacon, p. 1005 (Observations à ce sujet, voyez *Montalembert, Peyronnet*). — Du sieur Delacoux, p. 2588. — Du sieur Delahaye, p. 1123. — Du sieur Desaudray, p. 1116. — Du sieur Dières, p. 1004. — Du sieur Disnemat, p. 1065. — Du sieur Drobél, p. 200 (Observations à ce sujet, voyez *Tournon*). —

Du sieur Drunénil-Duleau, p. 1158. — Du sieur Du Bouin, p. 1249. — Du sieur Ducorbier, p. 1159. — Du vicomte Du Parc, p. 1159. — Du sieur Faure, p. 2155. — Du sieur Fave, p. 2153. — Du sieur Feugère, p. 1123. — Des sieurs Fresel frères, p. 1117. — Du sieur de Gardonne, p. 1519. — Du sieur Gérin, p. 2178. — Du sieur Godefroy, p. 1062. — Du sieur Gory, p. 1124 (Discussion à ce sujet, voyez *Chabrol, Ségur, Broglie*). — Du sieur Goutt, p. 2426. — Du sieur Guérin, p. 201. — Du sieur de Hempel, comte de *Finkenstein*, p. 2679. — Du sieur Henri, p. 1123. — Du sieur Hersecap, p. 168. — Du sieur Isambert, p. 170 (Explications à ce sujet, voyez *Molé, Chabrol*). — Du sieur de La Chainaye, p. 167 (Discussion à ce sujet, voyez *Tournon, Molé*). — Du comte de La Charbotière, p. 1249. — Du sieur Lainé, p. 1010. — Du sieur de Lalleau, p. 1519. — Du sieur Lambert, p. 204. — Du sieur de Landemont, p. 1249. — Du sieur Laplanche, p. 1160. — Du comte de Laroche-Tolay, p. 1519. — Du sieur Latour de Leymarie, p. 1159. — Du sieur Maximin-Laure, p. 1158. — De la dame Lechard, p. 1005. — Du sieur Lecomte, p. 2179. — Du sieur de Lenoncourt, p. 1160. — Du sieur Leux, p. 168. — Du sieur Lochard, p. 1158. — Du sieur Maillard, p. 1159. — Du sieur Maillard, p. 2425. — Du sieur Maneville, p. 2679. — Du sieur Martin, p. 2318. — Du sieur Maurey, p. 2425. — Du sieur Mercier, p. 2170. — Du même, *ibid.* — Du sieur Mercier, *iterum*, p. 2425. — Du sieur Mettemberg, p. 2318. — Du sieur Mollard-Lefèvre, p. 1123. — Du sieur de Mongeot-Christon, p. 1158. — Du sieur Montesquion de la Boulbène, p. 1159. — Du sieur Moriette, p. 2426. — Du comte de Mosbourg, au nom de la comtesse de

- Lipona et des enfants, p. 147. — Du sieur de Mussey, p. 1160. — Du sieur Pacard, p. 2171. — Du même, *ibid.* — Du sieur Pasquet, p. 1249. — Du sieur Paul, p. 1160. — De la dame Francisque de Payen, p. 1118 (Discussion à ce sujet, voyez *Mounier, Doudeauville, Lauriston, Mathieu de Montmorency, Tournon, La Villegontier, Lally*). — De la même, p. 2426. — Du marquis de Peguirolles, p. 1158. — Du sieur Petit, p. 1001, § *ult.* — Du sieur Pilhes, p. 2318. — Du sieur Pisson d'Augé, desservant de la paroisse d'Anet, p. 2148. — Du sieur Pitou, p. 169 (Observations à ce sujet, voyez *Fitz-James*). — Du sieur Pothier, p. 1009. — De la dame Quarré de Villers, p. 1249. — Du sieur Raby, p. 201. — Du sieur Reboul du Chariol, p. 1249. — Du sieur Renault-Pâris, p. 1158. — Du sieur Rochon de Valette, p. 1010. — Du sieur de Rouville, p. 1519. — Du sieur Roux-des-Berthiers, p. 2171. — Du sieur Sanson de Royne, p. 200. — Du sieur Rozet, p. 1159. — Du sieur Schirmer, p. 2172. — Du sieur Seguin de Ver vins, p. 1248. — Du marquis de Ségur, p. 2139. — Du sieur Sian, p. 204. — Du sieur Spiess, p. 2156. — De la dame veuve Taillebosq, p. 1063. — Du sieur Terradelles, p. 2678. — Du même, *ibid.* — Du sieur Tiffeneau-Caillaud, p. 997 (Discussion à ce sujet, voyez *Maleville, Labourdonnaye-Blossac, Lanjuinais*). — Du sieur Timon, p. 1159. — Des comtes Charles et Louis de Venevelles, p. 1249. — Du marquis de Vienne, p. 1117. — Du même, p. 1159. — Du sieur Vincent, p. 199. — Du sieur Sylvestre Vincent, p. 1159. — Du sieur Vinchon, p. 1002 (Observations à ce sujet, voyez *Tournon*).
- PÉTITIONS COLLECTIVES. — De trente-deux propriétaires ou habitants des environs du Luxembourg, p. 202

(Observations à ce sujet, voyez *Brissac, Sabran*). — De dix-sept négociants de Marseille, p. 205 (Discussion à ce sujet, voyez *Montalembert, Saint-Roman, Brissac*). — Des délégués du commerce de la brasserie de Paris, p. 1000 (Discussion à ce sujet, voyez *Chastellux, Chabrol, Peyronnet*). — Du maire et de plusieurs habitants de la Ville-aux-Dames (Indre et Loire), p. 1003 (Discussion à ce sujet, voyez *Marcellus, Prastlin*). — Des communes du canton de la Charité-sur-Loire, 1063. — De divers propriétaires ou régisseurs de mines de houille, p. 1064 (Proposition à ce sujet, voyez *Tournon*). — De divers actionnaires de la tonne perpétuelle d'amortissement, p. 1065. — De plusieurs héritiers ou représentants des fermiers-généraux condamnés à mort en 1792, p. 1114. — Des héritiers du sieur Jacques Bouillon, p. 1115 (Observations à ce sujet, voyez *Tournon*). — De plusieurs légionnaires d'Évreux, p. 1123. — Des héritiers de François Tarteiron, p. 1159. — De plusieurs habitants de Toulon, p. 1249. — Du sieur de Bourbonne et de la dame veuve Defrance, p. 1519. — De divers propriétaires de maisons voisines de l'appareil de gaz hydrogène du Luxembourg, p. 2139 (Observations et explications à ce sujet, voyez *Tournon, Sémonville*). — De divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne et la Réole, p. 2143 (Discussion à ce sujet, voyez *Marcellus, Breteuil, Tournon, Lainé, Rougé, Contades*). — De la commission des souscripteurs de Chambord, p. 2148. — De divers habitants du département d'Indre et Loire, membres du jury de ce département, p. 2149 (Discussion à ce sujet, voyez *Tournon, Barauté, Mounier*). — De divers propriétaires voisins

du mur d'enceinte de la ville de Paris, p. 2152. — Des sieurs Clapisson et Moret, p. 2153. — Des sieurs Du Prat et de Guise, p. 2156 (Discussion à ce sujet, voyez *Mounier, Chabrol, Saint-Roman*). — De divers habitants de Paris porteurs de créances sur des propriétaires résidant à la Martinique ou à la Guadeloupe, p. 2165. — Des délégués du commerce de la brasserie à Paris, *iterum*, p. 2177. — De divers négociants de Paris, relativement à la traite des nègres, p. 2180 (Discussion à ce sujet, dans laquelle sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 2181; le Ministre de la marine, p. 2183; le vicomte Lainé, p. 2184; le duc Mathieu de Montmorency, rapporteur, p. 2188 et 2189; le comte de Pontécoulant, p. 2188, § *ult.*, 2190, § 1, et 2192, § 4; le comte de Ségur, p. 2190, § *ult.*; le comte de Tournon, p. 2192, § 3; et le baron Mounier, p. 2192, § *ult.*). — Des sieurs de Beaumont et Le Glay, p. 2318. — De divers habitants de la commune de Mont-Louis, p. 2627. — De divers habitants des arrondissements de Tulle et d'Ussel, p. 2628.

PEYRONNET (M. le comte de), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi sur la répression des crimes contraires à la sûreté de la navigation et du commerce maritime, p. 52. — Consent, au nom du Roi, les amendements proposés à ce projet par la commission spéciale, p. 834. — Répond aux observations de M. le duc de Broglie sur l'article 1<sup>er</sup>, p. 848. — A une observation de M. le comte de Tournon, sur le même article, p. 851. — S'explique sur un amendement proposé à l'article 2, p. 859, § 1 et 4, et p. 860, § *ult.* — Défend la disposition du 1<sup>er</sup> § de l'article 3, p. 862, 864, 875, 880. — Combat un amendement proposé à

ce § par M. le baron de Barante, p. 887. — Fait une observation sur le renvoi proposé de ce § à la commission, p. 894, § *ult.* — Appuie la suppression du dernier § de cet article, p. 905 et 906. — Répond à diverses observations de M. le duc de Broglie sur l'article 5, p. 914 et 915. — Combat un amendement proposé à cet article par M. le marquis de Rougé, p. 919. — Explique, à propos de l'article 9, sur une disposition de l'article 1<sup>er</sup> p. 924. — Répond à une observation de M. le duc de Broglie sur l'article 10, p. 927. — Combat une proposition faite par M. le comte De Sèze sur l'article 11, p. 929, 930, 932. — Un paragraphe additionnel proposé par M. le duc de Broglie, à l'article 13, p. 940 et 941. — Un amendement proposé par le même Pair à l'article 17, p. 959. — Adopte un § additionnel, proposé par M. le baron de Montalembert, à cet article, p. 962. — Obtient la parole dans la discussion d'un amendement proposé par M. le baron Pasquier, à l'article 2 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 481. — Son discours pour combattre cet amendement, p. 487. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 90. — Son discours pour la défense de ce projet, p. 632 (Impressions, n° 45). — Répond dans la discussion à une assertion de M. le baron Pasquier, p. 709. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, p. 731. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Bonnav, *ibid.* — Fait diverses observations à ce sujet, p. 733 et 734. — Obtient de nouveau la parole sur l'ordre de la délibération, p. 736, § *ult.*; 743, § *ult.* et 746, § 1. — Combat un amendement proposé par M. le comte de Bastard, à l'article 1<sup>er</sup> du projet, p. 751. — Fait une

observation sur le vote de cet amendement, p. 754. — Combat la nouvelle rédaction proposée par son auteur, p. 757. — Adopte un amendement proposé, au même article, par M. le comte de Saint-Roman, à qui M. le marquis de Bonnay déclare se réunir, p. 760, § *ult.* — Combat un amendement proposé à l'article 3 par M. le comte de Tournon, p. 767. — Adopte un amendement proposé à l'article 4 par M. le vicomte de Bonald, p. 770. — Donne une explication à ce sujet, p. 817, § 2. — Combat un amendement proposé au même article par M. le comte de Pontécoulant, p. 796, § *ult.* — Un autre amendement proposé par M. le marquis de Lally, p. 799. — Un troisième proposé par M. le comte de Bastard, p. 813, § *ult.* — Fait diverses observations sur un amendement proposé par la commission spéciale, p. 822 et 824. — Est entendu au sujet d'une pétition du commerce de la brasserie de Paris, p. 1001. — Au sujet d'une pétition du sieur Delacon, p. 1006. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Coislin, à l'article 23 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1802. — Un amendement proposé au même article par la commission spéciale, p. 1807.

**PIRATERIE** (Projet de loi relatif à la répression de ce crime). — Voyez *Navigaton et Commerce maritime*.

**PLANTATIONS DES GRANDES ROUTES** (Projet de loi relatif aux). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1242. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 81). — Renvoi aux bureaux, p. 1247. — Le projet y est examiné, p. 2085. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2089. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de La

Force, p. 2132 (Impressions, n° 147). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 2193. — Délibération des articles, p. 2194. — Opinion de M. le vicomte Lainé sur l'article 2, p. 2195. — Réponse du Ministre de l'intérieur, p. 2198. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2202.

POIX (M. le prince duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Noailles, p. 358 (Impressions, n° 25).

PONTÉCOULANT (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 718 (Impressions, n° 52 bis). — Combat un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet par M. le comte de Bastard, p. 758, § 1. — Amendement par lui proposé à l'article 4, p. 769, § 3. — Il en développe les motifs, p. 793. — Répond à une observation de M. le marquis de Maleville, p. 796, § 1. — Retire son amendement, p. 797. — Obtient la parole sur le § 1 de l'article 3 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 882. — Appuie la proposition faite par un membre de renvoyer cet article à la commission, p. 891, § 1. — Invoque la question préalable sur le rétablissement proposé du troisième paragraphe du même article, p. 906, § 3. — Sur un paragraphe additionnel proposé à l'article 13 par M. le duc de Broglie, p. 942, § 1. — Soutient les amendements proposés par la commission spéciale aux articles 1 et 23 du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1666 et 1810, § ult. — Un article additionnel proposé à ce projet par la même commission, p. 1817. — Prend part à la discussion élevée sur la question de priorité entre différentes propositions faites à ce sujet,

p. 1827, § 2, et p. 1837, § 3 et *ult.* — Est entendu sur une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2188, § *ult.*; 2190, § 1, et 2192, § 4.

**PORTAL** (M. le baron). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 550 (Impressions, n° 39). — Répond à une observation de M. le comte de Tournon sur l'article 1<sup>er</sup> du projet amendé, p. 850, § 2. — Combat un amendement proposé par M. le comte De Sèze sur l'article 2, p. 855, § *ult.* — Obtient de nouveau la parole à ce sujet, p. 858 et 859, § 2. — Insiste pour l'adoption du § 1 de l'article 3, p. 892. — Demande à exposer les motifs qui ont porté la commission à proposer la suppression du troisième paragraphe de cet article, p. 898. — Expose ces motifs, p. 900. — Répond à diverses observations faites sur l'article 4, p. 908, § *ult.* — Sur l'article 10, p. 927. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices dépendant de la marine royale au Havre, p. 2218 (Impressions, n° 150). — Fait, au nom d'une autre commission, un rapport sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2430 (Impressions, n° 167).

**PORTALIS** (M. le comte). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 147. — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Maleville, p. 153 (Impressions, n° 10). — Combat un article additionnel proposé par la commission au projet de loi sur les salines de l'Est et la mine de Vic, p. 330. — Son opi-

nion sur un amendement proposé par M. le baron Pasquier à l'article 2 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 476 (Impressions, n° 34). — Est entendu sur l'article 3 de ce projet, p. 506, § 3. — Appuie un amendement de rédaction proposé à l'article 5 par M. le comte de Ségur, p. 528, § 2. — Prend part à la discussion d'un amendement proposé au même article par M. l'archevêque de Paris, p. 534. — Combat un amendement proposé à l'article 6 par M. le duc de Valentinois, p. 540. — Un amendement proposé par M. le vicomte de Bonald à l'article 4 du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 817, § *ult.*, et 820 (Impressions, n° 63). — Un amendement proposé à l'article 5 du projet relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 916, § 2, et p. 918, § 1. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1166 (Impressions, n° 80). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 1493 (Impressions, n° 103). — Soutient un amendement proposé par la commission à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1672. — Son observation sur un amendement proposé au même article par M. le comte de Kergorlay, p. 1681, § 2. — Soutient un amendement proposé par la commission à l'article 23, p. 1806. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, p. 1828, § 1. — Développe les motifs de l'article additionnel proposé par la commission, p. 1829 (Impressions, n° 124).

PRASLIN (M. le duc de). — Appuie l'ordre du jour proposé sur une pétition du maire de la Ville-aux-Dames, p. 1004, § 1. — L'adoption d'un amendement proposé par M. le marquis de Coislin à l'article 23 du projet

de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1803.  
 PROCLAMATION DU ROI, qui proroge au 7 juin la session de 1825, p. 2449. — Qui ordonne la clôture de cette session, p. 2680.

PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS A LA CHAMBRE dans le cours de la session. — Projet de loi relatif à la mise en régie intéressée, au profit de l'État, des salines de l'Est, et de la mine de sel gemme découverte à Vic, n° 2 (Voyez *Sel gemme*). — A la répression des crimes contraires à la sûreté de la navigation et du commerce maritime, n° 3 (Voyez *Navigation et Commerce maritime*). — Aux congrégations religieuses de femmes, n° 4 (Voyez *Congrégations religieuses*, etc.). — A la répression du sacrilège, n° 5 (Voyez *Sacrilège*). — A la fixation de la liste civile, n° 6 (Voyez *Liste civile*). — A divers échanges consentis par le domaine de la couronne, n° 7 (Voyez *Échanges*). — Projets de loi qui autorisent les départements de la Marne et de l'Oise, les départemens de Seine-et-Oise et de la Dordogne, le département de Loir-et-Cher, et le département du Rhône, à s'imposer extraordinairement différentes sommes, nos 8, 139, 140 et 141 (Voyez *Impositions extraordinaires*). — Projets de loi qui autorisent les villes du Havre et de Laval et la ville de Reims à emprunter différentes sommes, nos 9 et 161 (Voyez *Emprunts des villes*). — Projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, n° 67 (Voyez *Circonscription électorale*). — Projet de loi qui autorise, dans certains cas, la suspension temporaire du droit de navigation et du demi-droit de tonnage, n° 68 (Voyez *Droit de navigation*). — Projet de loi tendant à indemniser les anciens propriétaires des

biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'État , en vertu des lois révolutionnaires, n° 74 (Voyez *Indemnité des émigrés*). — Projet de loi qui autorise un échange entre la ville de Loudun et le domaine de l'État, n° 75 (Voyez *Échanges*). — Projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, n° 79 (Voyez *Dette publique*). — Projet de loi relatif aux plantations des grandes routes, n° 81 (Voyez *Plantations*, etc.). — Projet de loi relatif à la vente de divers édifices et terrains situés au Havre et appartenant à la marine royale, n° 119 (Voyez *Vente de divers édifices*, etc.). — Projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, n° 138 (Voyez *Écoles secondaires*, etc.). — Projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vezère, n° 142 (Voyez *Canaux*). — Projet de loi relatif au canal de Roubaix, n° 143 (Voyez *Canaux*). — Projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1823, et à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1824, n° 144 (Voyez *Budget de 1823 et crédits supplémentaires*, etc.). — Projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle et de divers autres terrains situés à Paris, et dépendant du ministère de la guerre, n° 145 (Voyez *Vente du parc de Grenelle*, etc.). — Projet de loi tendant à faire obtenir des pensions aux Suisses du 10 août, n° 146 (Voyez *Suisses du 10 août*). — Projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, n° 157 (Voyez *Grains étrangers*). — Projet de loi relatif à la navigation de la Haute-Seine, de l'Aube et de la Voire, n° 160 (Voyez *Navigaton*). — Projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses de l'exercice 1826, n° 165 (Voyez *Budget de 1826*).

PROPOSITION FAITE A LA CHAMBRE et tendante à permettre aux héritiers directs des Pairs d'assister aux séances lorsqu'ils auroient atteint l'âge de 25 ans (Voyez *filz de Pairs*).

PROROGATION de la session de 1825, p. 2449.

## Q.

QUÉLEN (M. le comte de), archevêque de Paris. — Est entendu sur un amendement, proposé par M. le baron Pasquier, à l'article 2 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 480. — Réclame la suppression de l'article 5 de ce projet, p. 515, § *ult.* (Impressions, n° 36). — Se réserve toutefois de proposer des amendements à cet article, p. 525, § 1. — En présente un premier, p. 528, § *ult.* — Un second, p. 532. — Soumet à la Chambre, dans la discussion du projet de loi sur l'indemnité des émigrés, une proposition relative à l'ordre de la délibération, p. 1531, § 3.

## R.

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE au nom de ses commissions spéciales. — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif à la mise en régie intéressée, au profit de l'État, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic, p. 175 (Impressions, n° 11). — Par M. le duc Mathieu de Montmorency, sur le projet relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 210 (Impressions, n° 13). — Par M. le comte de Breteuil, sur le projet relatif à la répression du sacrilège, p. 240 (Impressions, n° 14). — Par M. le comte d'Escars,

sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les départements de la Marne et de l'Oise, de s'imposer extraordinairement différentes sommes, p. 285 (Impressions, n° 21). — Par le même, sur le projet relatif à l'autorisation demandée par les villes du Havre et de Laval, de contracter divers emprunts, p. 288 (Impressions, n° 22). — Par M. le marquis d'Orvilliers, sur le projet relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, p. 334. (Impressions, n° 24). — Par M. le baron Portal, sur le projet de loi relatif à la répression des crimes de piraterie et de baraterie, p. 550. (Impressions, n° 39). — Par M. le marquis d'Herbouville, sur le projet de loi relatif à la circonscription électorale du département des Vosges, p. 1014 (Impressions, n° 71). — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif au droit de navigation, p. 1027 (Impressions, n° 72). — Par M. le comte Portalis, sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1166 (Impressions, n° 80). — Par M. le duc de Lévis, sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1628 (Impressions, n° 111). — Par M. le duc de Laforce, sur le projet de loi relatif aux plantations des grandes routes, p. 2132 (Impressions, n° 147). — Par M. le baron Portal, sur le projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre et appartenant à la marine royale, p. 2218 (Impressions, n. 150). — Par M. le marquis de Mortemart, sur le projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle et de divers autres terrains situés à Paris, et dépendants du ministère de la guerre, p. 2229 (Impressions, n° 153). — Par M. le marquis de Marbois, sur le projet de loi re-

latif au règlement définitif du budget de 1823, p. 2253 (Impressions, n° 158). — Par M. le comte d'Escars, sur le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1824, p. 2318 (Impressions, n° 159). — Par M. le marquis de Vérac, sur quatre projets de lois relatifs, les trois premiers à l'autorisation demandée par les départements de Seine-et-Oise et de la Dordogne, par le département de Loir-et-Cher et par le département du Rhône, de s'imposer extraordinairement différentes sommes, et le quatrième à l'autorisation pareillement demandée par la ville de Reims de faire un emprunt, p. 2366, 2370, 2374 et 2375 (Impressions, n° 163). — Par M. le vicomte Lainé, sur le projet de loi relatif aux canaux de la Corrèze et de la Vezère, 2377 (Impressions, n° 164). — Sur le projet de loi relatif au canal de Roubaix, p. 2390 (Impressions, *même numéro*). — Par M. le baron Portal, sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2430 (Impressions, n° 167). — Par M. le comte de La Villegontier, sur le projet de loi relatif à la canalisation de la Haute-Seine, de l'Aube et de la Voire, p. 2437 (Impressions, n° 168). — Par M. le duc de Brissac, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et recettes pour 1826, p. 2485 (Impressions, n° 170). (Erreur qui s'est glissé dans ce rapport, voyez p. 2661). — Par M. le comte Chaptal, sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 2548 (Impressions, n° 171).

RAPPORTS FAITS A LA CHAMBRE AU NOM DU COMITÉ DES PÉTITIONS. — Voyez *Comité des Pétitions*.

RÉCEPTION DE NOUVEAUX PAIRS.— De MM. le comte de Villèle, archevêque nommé de Bourges, le comte de Chabons, évêque d'Amiens, et le comte Salmon Du Châtellier, évêque d'Évreux, p. 111 — De MM. le vicomte Dode de la Brunerie, et le vicomte Dubouchage, p. 113. — De M. le comte Florian de Kergorlay, p. 114. — De M. le comte Davous, p. 173. — De M. le marquis de Maleville, p. 283. — De M. le duc de Feltré, p. 483. — De M. le duc de Brancas, p. 1315.

RENTES SUR L'ÉTAT (Conversion facultative des). Voyez *Dette publique*.

ROSANBO (M. le marquis Le Peletier). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1825, p. 14.

ROUGÉ (M. le marquis de). — Fait une observation sur l'article 2 du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 857, § 1. — Propose un amendement à l'article 5 du même projet, p. 915, § *ult.* — Insiste sur l'adoption de cet amendement, p. 918, § *ult.* — Son opinion sur un amendement proposé par la commission spéciale à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1663 (Impressions, n<sup>o</sup> 112). — Prend part à la discussion qui s'élève au sujet d'une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne, et La Réole, p. 2147, § 1.

ROY (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est, et à la mine de sel gemme de Vic, p. 293, § 4 (Impressions, n<sup>o</sup> 23). — Répond aux observations du rapporteur de la commission, p. 317. — Amendement par lui proposé à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1522, au bas: *L'un affecteroit*, etc. — Réclame la

priorité pour cet amendement, p. 1529, § *ult.* — En développe les motifs, p. 1533 (Impressions, n° 104). — En soutient la discussion, p. 1618. — S'explique au sujet d'une proposition faite par M. le vicomte de Châteaubriand sur l'article 5, p. 1703. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1843 (Impressions, n° 125). — Appuie un amendement proposé à l'article 3 de ce projet par M. le comte Mollien, p. 2065. — Obtient la parole sur l'article 5, p. 2074. — Répond aux observations présentées sur cet article par le Ministre des finances, p. 2080. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2425.

## S.

SABRAN (M. le comte aujourd'hui duc de). — Demande l'impression d'un rapport fait à la Chambre par le comité des pétitions, p. 203, § 2. — Son opinion sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2618 (Impressions, n° 175). — Amendemens par lui proposés à ce projet, p. 2623, § *ult.* et p. 2624, § 3.

SACRE DU ROI. — M. le Président donne lecture d'une lettre close par laquelle Sa Majesté exprime le desir qu'une grande députation de la Chambre se rende à Reims pour assister à cette cérémonie, p. 1987. — D'une lettre du Président du conseil des Ministres, relative au même objet, p. 1988. — Discussion pour savoir comment sera nommée la grande députation, p. 2085 et 2086. (La Chambre entend à ce sujet MM. le duc

d'Uzès, le duc de Choiseul, et le duc de Brissac.) Tirage au sort des membres de la députation, p. 2087. — Quatre suppléants sont désignés pour remplacer les membres qui se trouveront empêchés, p. 2088. — Registre d'inscription ouvert au secrétariat de la Chambre, pour recevoir la déclaration des Pairs qui voudront se rendre individuellement au sacre, *ibid.* — M. le Président annonce à la Chambre que Sa Majesté permet aux Pairs qui ne feront point partie de la députation, de porter le grand habit le jour du sacre, p. 2169. — Prorogation de la session des Chambres à l'occasion du sacre, p. 2449.

SACRILÈGE (Projet de loi relatif à la répression du). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 90. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 5). — Renvoi aux bureaux, p. 104. — Le projet y est examiné, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, p. 116. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Breteuil, p. 240 (Impressions, n° 14). — Discussion, en assemblée générale, sur l'ensemble du projet, p. 598. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte Molé, *contre l'adoption*, p. 598 (Impressions, n° 40); — le comte de Labourdonnaye, *pour*, p. 605 (Impressions, n° 41); — le marquis de Lally-Tolendal, *sur*, p. 609 (Impressions, n° 42); — (*Incidentement à ce discours* M. le comte de Breteuil, rapporteur, p. 619); le duc de Broglie, *contre*, p. 621 (Impressions, n° 43); — le Garde des sceaux, Ministre de la justice, *pour la défense du projet*, p. 632 (Impressions, n° 45); — le comte de Bastard *sur*, p. 645 (Impressions, n° 44); — le marquis de Villefranche *pour*, p. 664 (Impressions, n° 46); — le

comte Lanjuinais *contre*, p. 667; le vicomte de Bonald *pour*, p. 673 (Impressions, n° 47); — le comte Lemercier *sur*, p. 680 (Impressions, n° 48); — le baron de Barante, *contre*, p. 684 (Impressions, n° 49); — le comte de Chastellux, *pour*, p. 696 (Impressions, n° 50); — le baron Pasquier, *sur*, p. 700 (Impressions, n° 51); (*Incidentement à ce discours*, le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et l'opinant, p. 709 et 710); le duc de Fitz-James, *pour*, p. 710, § *ult.* (Impressions, n° 52); — le comte de Pontécoulant, *sur*, p. 718 (Impressions, n° 52 *bis*). — Résumé du rapporteur, p. 722 (Impressions, n° 53). — *Délibération des articles.* — TITRE I<sup>er</sup>. — M. le marquis de Bonnay développe les motifs d'un amendement destiné à remplacer ce titre, p. 727 (Impressions, n° 54). — Observations incidentes sur l'ordre de la délibération, p. 730, § *ult.* (A ce sujet la Chambre entend M. le Garde des sceaux, p. 731). — Discussion sur l'amendement (à ce sujet sont entendus M. le Garde des sceaux et l'auteur de l'amendement, p. 731 à 734). — Nouvelle rédaction proposée par M. le comte de Saint-Roman, p. 734, § 3. — Combattue par M. le Garde des sceaux, *même page*, § 4. — Discussion incidente sur la question de priorité entre plusieurs autres amendements (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Ségur, le comte Molé, le Garde des sceaux et le baron Pasquier, p. 735 à 738). — Exposé des divers amendements, p. 740. — M. le Président propose d'accorder la parole à M. le comte de Bastard sur la première partie de son amendement, p. 742. — Discussion relative à la division de cet amendement (dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Bastard, le duc de Fitz-James, le duc de Broglie, le

Garde des sceaux, le duc de Broglie *iterim*, le duc Mathieu de Montmorency, le comte Molé, et le Garde des sceaux *iterim*, p. 743 à 746). — M. le comte de Bastard développe les motifs de son double amendement, p. 746, § *ult.* (Impressions, n° 55). — Il est combattu par M. le Garde des sceaux, p. 751. — Nouvelle discussion sur l'ordre de la délibération (à ce sujet sont entendus MM. le duc de Broglie, le Garde des sceaux, le comte de Vogüé, le comte de Ségur, le duc de Fitz-James, et le comte Molé, p. 754 à 757). — Modification apportée à l'amendement par son auteur, p. 756 (à ce sujet sont entendus MM. le Garde des sceaux, le comte Molé, le comte de Pontécoulant, et le comte Siméon, p. 757 à 759). — Rejet de la première partie de l'amendement au scrutin, p. 759. — M. le marquis de Bonnavy reproduit son amendement modifié, p. 760. — Cet amendement est consenti par M. le Garde des sceaux, *ibid.* — Amendements proposés à l'article 2, par M. le comte de La Bourdonnaye, p. 764. — A l'article 3, par la commission, p. 766. — Par M. le comte de Tournon, *ibid.*, § *ult.* (au sujet de cet amendement sont entendus MM. le vicomte Dambray, et le Garde des sceaux, p. 767). — A l'article 4, par la commission, p. 768, 1°. — Par M. le comte de Bastard, *ibid.*, 2°. — Par M. le marquis de Lally, p. 769, 3°. — Par M. le vicomte de Bonald, *ibid.*, 4°. — Par M. le comte de Pontécoulant, *ibid.*, 5°. — Sous-amendement de M. le comte de La Villegontier, *ibid.*, § *ult.* — Discussion du même article : à ce sujet sont entendus MM. le comte de Tascher, p. 770 (Impressions, n° 56); — le marquis de Lally, p. 773 (Impressions, n° 57). — (*Incidentement*, le duc de Fitz-James, p. 779); — le comte de Chastellux, p. 780 (Im-

pressions, n° 58); — le marquis de Maleville, p. 783 (Impressions, n° 59); — le comte de La Villegontier, p. 786 (Impressions, n° 60); — le cardinal duc de Lafare, p. 789, et le comte de Vogüé, p. 790 (Impressions, n° 61). — Observations sur l'ordre de la délibération, p. 792, § *ult.* — Discussion des amendements, savoir : — *De l'amendement proposé par M. le comte de Pontécoulant* (à ce sujet sont entendus l'auteur de l'amendement et MM. le marquis de Maleville, le duc Mathieu de Montmorency, et le Garde des sceaux, p. 793 à 797). — *Du sous-amendement proposé par M. le comte de La Villegontier*, p. 797 (à ce sujet sont entendus MM. le comte de Saint-Roman, et le comte de Cornet, p. 798). — *De l'amendement proposé par M. le marquis de Lally* (à ce sujet est entendu M. le Garde des sceaux, p. 799). — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 805. — *De l'amendement proposé par le comte de Bastard* (à ce sujet sont entendus l'auteur de l'amendement et MM. le vicomte de Châteaubriand, p. 808, § *ult.* (Impressions, n° 62); — le Garde des sceaux, et le comte Molé, p. 813 et 814). — Cet amendement est rejeté au scrutin, p. 815. — *De l'amendement proposé par M. le vicomte de Bonafit*, et consenti par le Gouvernement (voir p. 770.), p. 816. (À ce sujet sont entendus, sur l'ordre de la délibération, MM. le marquis de Bonnav, le duc Mathieu de Montmorency, et le Garde des sceaux, p. 816 et 817; — sur l'amendement, MM. le comte Portalis, p. 817, § *ult.* et 820 (Impressions, n° 63); — l'auteur de l'amendement, et le duc Mathieu de Montmorency, p. 819). — L'auteur déclare se réunir à l'amendement proposé par la commission, p. 821. (Au sujet de ce dernier amendement sont

entendus, MM. le Garde des sceaux, le comte de Breteuil, rapporteur, le baron Pasquier, et le comte de Cornet, p. 822 à 824). — TITRE II. — Amendements proposés par la commission, p. 825. — par M. le comte Lemercier, p. 827. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 831.

SAINT-ROMAN (M. le comte de). — Appuie le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition de dix-sept négociants de Marseille, p. 205, § 6. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est, et à la mine de sel gemme de Vic, p. 270 (Impressions, n° 17). Amendement par lui proposé à ce projet, p. 325, § 1. — Il en développe les motifs, *même page*, § 2. — Propose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 734, § 3. — Appuie un amendement proposé sur l'article 4, par M. le comte de La Villegontier, p. 798, §. 1. — Ses observations sur une pétition du sieur de Boscq, p. 1009. — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1277, § 4 (Impressions, n° 84). — Son observation au sujet d'un amendement proposé à l'article 7 de ce projet, p. 1737, § 1. — Appuie l'ordre du jour invoqué sur une pétition des sieurs Du Prat et de Guise, p. 2163, § 1. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2170.

SALINES DE L'EST (Projet de loi relatif à la mise en régie intéressée de ces salines). Voyez *Sel gemme*.

SÉANCE ROYALE du 22 décembre 1824 (Procès-verbal de cette séance). — Dressé par le Garde des archives, p. 7. — Lu à la Chambre, et adopté par elle, p. 9 et 10.

SÉCUR (M. le comte de). — Appuie la nomination d'un nouveau commissaire en remplacement de M. le comte

Ferrand, décédé membre de la commission des congrégations religieuses, p. 145, § 3. — Fait une observation sur la rédaction de l'article 5 du projet de loi sur ces congrégations, p. 527, § *ult.* — Prend part à la discussion d'un amendement proposé à l'article 6, p. 542, § 2. — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération relative à divers amendements proposés au projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 735 et 755, § 1. — Prend part à la discussion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 853. — Fait diverses observations sur le § 1 de l'article 3, p. 862, § 1, et p. 877—881—889, § 2. — Sur l'article 4, p. 908, § 1. — Fait une proposition tendante à accorder aux héritiers directs des Pairs la permission d'assister aux séances de la Chambre lorsqu'ils auroient atteint l'âge de vingt-cinq ans, p. 993. — Dépose cette proposition sur le bureau, p. 996. — En développe les motifs, p. 1035. — Insiste pour qu'elle soit prise en considération, p. 1059. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur de Boscq, p. 1008. — Appuie le renvoi au Ministre des finances d'une pétition du sieur Gory, p. 1127, § 1. — Son opinion sur un amendement proposé par M. le marquis de Pange à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1659 (Impressions, 111 *ter.*). — Appuie une des dispositions de l'amendement proposé au même article par M. le duc de Choiseul, p. 1531, § *ult.* — Demande qu'il soit statué sur cette disposition, p. 1685, § *ult.* — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2190, § *ult.* — Présente une observation sur

le projet de loi relatif à la vente du parc de Grenelle et de divers terrains situés à Paris, et dépendant du ministère de la guerre, p. 2236, § *ult.* — S'oppose à la clôture de la discussion sur le projet de loi relatif à l'entrepôt des grains étrangers, p. 2622.

SEL GEMME. — (Projet de loi relatif à la mise en régie intéressée, au profit de l'État, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme découverte à Vic.) — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 36. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 2). — Renvoi aux bureaux, p. 52. — Le projet y est examiné, p. 107. — Nomination d'une commission spéciale, p. 109. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 175 (Impressions, n° 11). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 261. Dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Chasseloup, *contre l'adoption*, p. 261 (Impressions, n° 15); — (Incidentement à ce discours, M. le comte de Castellane, p. 267); — le marquis de Pange, *pour*, p. 267 (Impressions, n° 16); — le comte de Saint-Roman, *sur*, p. 270 (Impressions, n° 17); — le marquis de Coislin, *sur*, p. 274 (Impressions, n° 18); — le duc de Choiseul, *pour*, p. 277 (Impressions, n° 19); — le comte de La Villegontier, *pour*, p. 280 (Impressions, n° 20); — le comte Roy, *contre*, p. 293 (Impressions, n° 23); — le Ministre des finances, *à l'appui du projet*, p. 303; le marquis de Marbois, *sur*, p. 312; le comte Chaptal, rapporteur, *pour*, p. 315; le comte Roy, *iterùm*, p. 317, et le commissaire du Roi, baron Cuvier, *à l'appui du projet*, p. 319. — Délibération des articles. (Dans le cours de cette délibération sont entendus, *sur un premier amendement proposé par M. le marquis de Mar-*

bois, le Ministre des finances, et l'auteur de l'amendement; sur un deuxième amendement proposé par le même Pair, le Ministre des finances; sur un amendement proposé par M. le comte de Saint-Roman, l'auteur, et M. le duc de Valentinois; sur un article additionnel de M. le marquis de Coislin, MM. le marquis de Coislin, et Becquey, commissaire du Roi; sur l'article additionnel présenté par la commission, MM. le comte de Tournon, et le comte Portalis), p. 322 à 331. — Adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 331.

SÉMONVILLE (M. le marquis de), Grand-référendaire de la Chambre. — S'oppose à la prise en considération d'une proposition faite par M. le comte de Ségur, p. 1041. — Donne des explications au sujet d'une pétition de divers propriétaires de maisons voisines de l'appareil de gaz hydrogène du Luxembourg, p. 2141.

SERMENT (Prestation de). — De MM. le comte de Villèle, archevêque nommé de Bourges; le comte de Chabons, évêque d'Amiens, et le comte Salmon du Châtellier, évêque d'Évreux, p. 6. — De M. le comte de Kergorlay, p. 114. — De M. le comte Davous, p. 174. — De M. le marquis de Maleville, p. 283. — De M. le duc de Feltre, p. 483. — De M. le duc de Brancas, p. 1316.

SERVICE ANNIVERSAIRE DU 21 JANVIER. — Une grande députation de la Chambre est chargée d'y assister, p. 149.

SESSION DE 1825. — Ouverte le 22 décembre 1824, p. 7. — Prorogée le 21 mai 1825, p. 2449. — Reprise le 7 juin suivant, p. 2451. — Close le 13 du même mois, p. 2680.

SIMÉON (M. le comte). — Inscrit pour parler sur le projet de loi relatif aux salines de l'Est et à la mine de Vic, renonce à la parole, p. 312, § 1. — Son opinion sur le projet de

loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 376 (Impress., n° 28). — Est entendu sur un amendement proposé par M. le comte de Bastard, au projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 758, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2589 (Impressions, n° 172).

SUISSES DU 10 AOUT. — (Projet de loi tendant à leur faire obtenir des pensions). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 2126. — Exposé des motifs, p. 2129 (Impressions, n° 146). — Renvoi aux bureaux, p. 2131. — Le projet y est examiné, p. 2177. — Discussion immédiate en assemblée générale, p. 2206. — Opinion de M. le duc de Choiseul, p. 2207 (Impressions, n° 148). — De M. le marquis de Lally, p. 2209 (Impressions, n° 149). — Déclaration de M. le marquis De Croix, p. 2211, § 3. — Délibération des articles, *même page*. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2212.

## T.

TASCHER (M. le comte de). — Propose un amendement à l'article 5 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 525, § *ult.* — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 770 (Impressions, n° 56). — Amendement par lui proposé sur cet article, p. 799, § 2.

TITRES DE PAIRIE. — Voyez *Lettres patentes*.

TOURNON (M. le comte de). — Demande le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition du sieur de La Chainaye, p. 168, § 1. — D'une pétition du sieur

Drobel, p. 201, § 1. — Appuie un article additionnel proposé par la commission au projet de loi concernant les salines de l'Est et la mine de Vic, p. 329. — Propose un amendement à l'article 5 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, et en développe les motifs, p. 522 (Impressions, n° 37). — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi sur la répression du sacrilège, p. 766, § *ult.* — Fait une observation sur l'article 1<sup>er</sup> du projet, relatif aux crimes de piraterie et de baraterie, p. 850, § 1. — Insiste sur cette observation, p. 851. — Demande une explication au sujet de l'article 2, p. 859, § 3. — Propose de rétablir dans l'article 3 le dernier paragraphe supprimé par la commission, p. 904. — Est entendu sur l'article 5, p. 913, § 1 et 3. — Appuie un amendement proposé par M. le comte De Seze, à l'article 11 modifié par la commission, p. 931, § 2 et 4. — Propose de passer à l'ordre du jour sur une pétition du sieur Vinchon, p. 1002, § *ult.* — De renvoyer à la future commission des douanes une pétition de divers propriétaires des mines de houille, p. 1064, § *ult.* — De passer à l'ordre du jour sur une pétition des héritiers du sieur Bouillon, p. 1115, § 3. — Appuie l'ordre du jour sur une pétition de la dame Francisque de Payen, p. 1120, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1327 (Impressions, n° 88). — Amendement par lui proposé à l'article 1<sup>er</sup> du même projet, p. 1652. — Motifs de cet amendement, p. 1653. — Il le retire, p. 1655. — Amendement par lui proposé à l'article 2, p. 1691, § 3. — Il en expose les motifs, p. 1692. — Amendement par lui proposé à l'article 7, p. 1709. — Il en expose les motifs, p. 1710

(Impressions, n° 115). — Ses observations sur une pétition de divers propriétaires de maisons voisines de l'appareil de gaz hydrogène du Luxembourg, p. 2140, § *ult.* — Sur une pétition de divers propriétaires des arrondissements de Bordeaux, Libourne, et La Réole, p. 2146, § 2. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition de plusieurs jurés du département d'Indre-et-Loire, p. 2150, § 1. — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de divers négociants de Paris, relative à la traite des nègres, p. 2192, § 3. — Repousse, comme inutile, un amendement proposé au projet de loi sur l'entrepôt des grains étrangers, p. 2624, § 5. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2317—2627—2678.

TRUGUET (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre, et dépendants du ministère de la marine, p. 2220 (Impressions, n° 151).

## U.

UZÈS (M. le duc d'). — Propose de décider qu'aucune des opinions prononcées dans la discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés ne sera imprimée, p. 1277, § 2. — Demande comment sera nommée la grande députation chargée d'assister au sacre du Roi, p. 2085, § *ult.*

## V.

VALENTINOIS (M. le duc de). — Appuie l'ouverture immédiate de la discussion sur le projet de loi relatif à la liste civile, p. 129. — Combat deux amendements

proposés par M. le marquis de Marbois, au projet de loi sur les salines de l'Est, p. 326, § 1. — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, et en développe les motifs, p. 501 (Impressions, n° 35). — Le retire, p. 504. — Propose un amendement à l'article 6, p. 539, § *ult.*

VAUBLANC (M. le comte de), Ministre d'État, commissaire du Roi pour la défense du projet de loi tendant à indemniser les émigrés. — Combat un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet par M. le comte Roy, p. 1576 (Impressions, n° 109).

VENTE DE DIVERS ÉDIFICES ET TERRAINS situés au Havre, et appartenants à la marine royale. — (Projet de loi qui autorise cette vente). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la marine, p. 1759. — Exposé des motifs, p. 1760 (Impressions, n° 119). — Renvoi aux bureaux, p. 1762. — Le projet y est examiné, p. 2085. — Discussion préliminaire, p. 2090. — Opinion de M. le vice-amiral comte Verhuell, p. 2090 (Impressions, n° 137). — Réponse du Ministre de la marine, p. 2094. — Observation de M. le baron de Barante, p. 2097. — Nomination d'une commission spéciale, *ibid.* — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Portal, p. 2218 (Impressions, n° 150). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 2220. — Opinion de M. le vice-amiral comte Truguet, *ibid.* (Impressions, n° 151). — De M. le marquis de Mortemart, p. 2224 (Impressions, n° 152). — Délibération des articles, p. 2227. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2228. — Teneur du projet adopté, p. 2227.

VENTE DU PARC DE GRENELLE et de divers autres terrains dépendants du ministère de la guerre. (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 2126. — Exposé des motifs, p. 2127 (Impressions, n° 145). — Renvoi aux bureaux, p. 2131. — Le projet y est examiné, p. 2177. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2203 et 2206. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortemart, p. 2229 (Impressions, n° 153). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 2235. — Observation de M. le comte Belliard, *ibid.* — Réponse du Ministre de la guerre, p. 2236. — Autre observation de M. le comte de Ségur, *ibid.* — Opinion de M. l'archevêque de Besançon, p. 2237 (Impressions, n° 154). — Déclaration de M. le comte de Marcellus, p. 2240. — Discours du Ministre de la guerre à l'appui du projet de loi, *ibid.* (Impressions, n° 155). — Délibération des articles, p. 2245. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2246. — Sa teneur, p. 2245.

VÉRAC (M. le marquis de). — Fait, au nom d'une commission spéciale, quatre rapports sur autant de projets de loi relatifs, les trois premiers à l'autorisation demandée par les départements de Seine-et-Oise et de la Dordogne, par le département de Loir-et-Cher, et par le département du Rhône, de s'imposer extraordinairement différentes sommes; le quatrième, à l'autorisation pareillement demandée par la ville de Reims, de faire un emprunt, p. 2366—2370—2374—2375 (Impressions, n° 163).

VERHUELL (M. le vice amiral comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la vente de divers terrains et édifices situés au Havre, et appartenant à la marine

royale, p. 2090 (Impressions, n° 137). — Demande de nouveau la parole à ce sujet, p. 2096.

VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression du sacrilège, p. 664 (Impressions, n° 46). — Sur le projet de loi tendant à indemniser les émigrés, p. 1459 (Impressions, n° 98). — Combat un article additionnel proposé par la commission à ce dernier projet, p. 1814.

VILLÈLE (M. le comte de), archevêque de Bourges. — Nommé Pair de France par ordonnance du 5 décembre 1824, prête serment dans la séance royale du 22 du même mois, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 12.

VILLÈLE (M. le comte de), Ministre des finances, président du conseil des Ministres. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la mise en régie intéressée, au profit de l'État, des salines de l'Est, et de la mine de sel gemme découverte à Vic, p. 36. — Défend ce projet devant la Chambre, p. 303. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Marbois, p. 324, § 6. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif aux congrégations religieuses de femmes, p. 387. — Combat un amendement proposé à l'article 2, par M. le baron Pasquier, p. 472. — Présente un projet de loi relatif à la fixation de la liste civile, p. 117. — Un projet de loi relatif à divers échanges consentis par le domaine de la couronne, *ibid.* — Un projet de loi tendant à indemniser les anciens propriétaires de biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'État, en vertu des lois révolutionnaires, p. 1067 (Impressions, n° 74). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1335 (Impressions, n° 89). — Combat un amende-

ment proposé à l'article 1<sup>er</sup>, par M. le duc de Choiseul, p. 1528. — Est entendu sur l'ordre de la délibération, p. 1530. — Combat un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup>, par M. le comte Roy, p. 1539 (Impressions, n° 105). — Insiste sur le rejet de cet amendement, p. 1604 (Impressions, n° 110 bis). — Combat un amendement proposé au même article, par M. le marquis de Pange, p. 1658. — Un autre amendement proposé par M. le comte de Kergorlay, p. 1678. — Un amendement proposé à l'article 2, par M. le comte de Tournon, p. 1692. — Un amendement proposé à l'article 5, par M. le vicomte de Châteaubriand, p. 1702. — Un amendement proposé à l'article 7, par MM. le comte de Tournon et le baron de Montalembert, p. 1729. — Répond aux observations de M. le comte d'Escars, sur l'article 19, p. 1756. — Combat un amendement proposé par la commission, à l'article 23, p. 1805. — Demande une explication sur l'article additionnel proposé par la même commission, p. 1828. — Obtient de nouveau la parole à ce sujet, p. 1835. — Présente un projet de loi approuvé d'un échange conclu entre la ville de Loudun et le domaine de l'État, p. 1097 (Impressions, n° 75). — Un projet de loi relatif à la dette publique et à l'amortissement, p. 1137 (Impressions, n° 79). — Premier discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1969. — Second discours en réponse à l'opinion de M. le baron Pasquier, p. 2004. — Combat un amendement proposé à l'article 3, par M. le comte Mollien, p. 2038 et 2058. — Répond aux observations présentées par M. le comte Roy, sur l'article 5, p. 2076 et 2082. — Présente deux projets de loi relatifs, le premier, au règlement définitif du budget de 1823; le second, à

Ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1824, p. 2121 (Impressions, n° 144). — Répond aux observations de M. le baron Pasquier, sur l'article 4 du premier de ces deux projets, p. 2351. — Invite la Chambre à désigner au Roi trois candidats pour la présidence triennale de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 2131. — Présente un projet de loi tendant à substituer l'entrepôt réel à l'entrepôt fictif dont jouissent les grains étrangers, p. 2249 (Impressions, n° 157). — Son discours en réponse aux objections présentées contre ce projet, par M. le comte Siméon, p. 2599. — En réponse à M. le baron Pasquier, p. 2611. — Combat un amendement proposé au même projet, par M. le comte de Sabran, p. 2624. — Présente un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1826, p. 2400 (Impressions, n° 165). — Son discours en réponse aux observations de M. le marquis de Marbois, sur ce projet, p. 2652. — Répond, à propos du budget particulier des finances, à une observation de M. le vicomte Lainé, p. 2668.

Vogüé (M. le comte de). — Fait, à l'occasion d'un amendement proposé au projet de loi sur le sacrilège, une observation sur l'ordre de la délibération, p. 754, § *ult.* — Son opinion sur l'article 4 de ce projet, p. 790 (Impressions, n° 61).

---

IMPRIMERIE DE JULES DIDOT AINÉ,  
 IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,  
 Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE.

SESSION DE 1826.

*Procès-verbaux et Impressions diverses,*

TABLE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune au procès-verbal des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de sa session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ACQUISITION D'IMMEUBLES au nom de l'État. — Voyez *Caserne de la Courtille*.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 15. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 18. — Le projet d'adresse est soumis aux bureaux, et discuté en assemblée générale, *ibid.* — Texte de l'adresse adoptée, p. 19. — Une députation de 25 membres est chargée de la présenter, p. 22. — Compte rendu de la présentation de l'adresse, et réponse du Roi, p. 25.

- AINESSE (Projet de loi relatif au droit d'). — Voyez *Successions*.
- ALBUFÉRA (M. le maréchal duc d'). — Décédé le 3 janvier 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le maréchal duc de Trévise, p. 1688 (Impressions, n° 121).
- ALIGRE (M. le marquis d'). — Ordonnance du Roi qui l'autorise à transmettre héréditairement sa Pairie à M. Pommereu d'Aligre, son petit-fils, p. 10.
- ALPINES (Canal des). — (Projet de loi relatif à l'achèvement de la branche septentrionale du canal des Alpes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1565. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 111). — Renvoi aux bureaux, p. 1570. — Le projet y est examiné, p. 1627. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 1644. — Diverses observations sont faites sur l'article 1<sup>er</sup> par MM. le marquis de Marbois, p. 1645, § 2, et p. 1646, § 5; le duc de Sabran, p. 1646, § 3; et le comte Siméon, p. 1646, § 4. — Sur l'article 2, par MM. le comte Roy, p. 1647, § pénult. et 1649, § 3; le baron Pasquier, p. 1647, § ult.; 1648, § ult.; 1649, § ult. et 1650, § 3; le comte Belliard, p. 1648, § 2 et 1650, § 1; le comte Siméon, p. 1648, § 3 et 1649, § 2; le marquis d'Ararmon, p. 1649, § 1; et le duc de Broglie, p. 1650, § 2. — La suite de la discussion est ajournée, p. 1650. — Reprise sur l'article 2, p. 1653. — Opinion de M. le comte Siméon, p. 1654 (Impressions, n° 116). — Observation de M. le comte Roy, p. 1658 et 1663. — Réponse de M. Becquey, commissaire du Roi, p. 1661. — Adoption du projet au scrutin, p. 1664.
- AMBRUGEAC (M. le comte d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1824, p. 1758 (Impressions, n° 125.)
- AMORTISSEMENT. Voyez *Caisse d'amortissement*. — Pétition relative à l'emploi du fonds d'amortissement, p. 1206. — Voyez *Roy, Villele, Barante, Broglie*.
- ANDIGNÉ (M. le comte d'). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1433, 1544. — Ses lettres de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 1910.
- ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 915.
- ARAGON (M. le marquis d'). — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du

projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 754 (Impressions, n° 49).

ARAMON (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles dépendants du domaine de l'État, p. 915. — Fait une observation sur l'article 2 du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpes, p. 1649, § 1.

ARGOUT (M. le comte d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité stipulée en faveur des colons de Saint-Domingue, p. 1021 (Impressions, n° 75). — Amendement par lui proposé au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1304. — Il en développe les motifs, *ibid.* — Insiste pour son adoption, p. 1322, voyez aussi p. 1324. — Ses lettres de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 1911.

ARJUZON (M. le comte d'). — Son opinion sur un article additionnel proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1090 (Impressions, n° 81).

## B.

BARANTE (M. le baron de). — Fait une observation sur l'ordre de la délibération dans la discussion sur le projet de loi relatif à la répression des délits commis dans les Échelles du Levant, p. 222. — Prend part à la discussion élevée sur l'article 51 de ce projet, p. 281. — Insiste sur la nécessité d'adopter une jurisprudence constante à l'égard des pétitions contenant des vues générales sur des objets d'utilité publique, p. 292. — Demande qu'il soit fait rapport des pétitions relatives au projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 307, § 2. — Son opinion sur ce projet, p. 451 (Impressions, n° 25). — Sur un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc de Crillon, p. 816 (Impressions, n° 58). — Appuie le renvoi au Ministre de l'intérieur d'une pétition des propriétaires des moulins d'*Armes, Laforest, etc.*, sur la rivière d'Yonne, p. 928, § *ult.* — La proposition faite par M. le comte Roy de renvoyer à la commission du budget une pétition relative à l'emploi du fonds d'amortissement, p. 1209. — Demande qu'on diffère la délibération d'un amendement proposé au projet de

- loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1323. — Qu'on modifie l'article 16 de ce projet, p. 1366, § *ult.* — Fait des observations au sujet de l'article 4 du projet de loi relatif aux douanes, p. 1509.
- BAUSSET-ROQUEFORT (M. le comte de), archevêque d'Aix, Arles et Embrun. — Nommé Pair de France, par ordonnance royale du 21 décembre 1825, ( p. 8 ). — Prête serment dans la séance royale du 31 janvier 1826, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 13.
- BAUX EMPHYTHÉOTIQUES (Projet de loi relatif à divers baux emphythéotiques, et échanges de biens, dépendants du domaine de la Couronne). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1384. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 100). — Renvoi aux bureaux, p. 1390. — Le projet y est examiné, p. 1447. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1455. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte de La Garde, p. 1627 (Impressions, n° 115). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1665 et suivantes. — Dans le cours de la délibération sont entendus, sur un amendement proposé par M. le marquis d'Orvilliers à l'art. 1<sup>er</sup>, MM. le marquis d'Orvilliers, pour en développer les motifs, p. 1665 (Impressions, n° 117). — Le comte de St-Roman, p. 1668. — Le chevalier Delamalle, commissaire du Roi, p. 1669. — Le marquis de Marbois (pour une observation incidente), p. 1670. — Le marquis d'Orvilliers, *iterim*, p. 1671, § 1. — Le comte Roy, *ibid.*, § *ult.* — Le baron Mounier, p. 1673. — Et le comte de Saint-Roman, *iterim*, p. 1675. — Sur l'article 2, MM. le comte de Tournon, et le baron Mounier, p. 1677. — Sur l'article 3, MM. le comte Roy, p. 1678, § 1, 1679 et 1681, § *ult.* — Le chevalier Delamalle, commissaire du Roi, p. 1678, § *ult.* 1680 et 1681, § 2. — Le baron Pasquier, p. 1681, § 1, et 1683, § 1. — Le comte de Chastellux, p. 1682, § 1. — Le maréchal marquis de Lauriston, p. 1682, § *ult.*; et le duc de Brissac, p. 1683, § 2. — Sur l'article 4, MM. le comte Roy et le commissaire du Roi, p. 1685. — Reprise de la délibération, p. 1713. — M. le marquis de Marbois demande que la discussion soit rouverte, p. 1714. — A ce sujet sont entendus, MM. le Ministre de la maison du Roi, p. 1715; le marquis de Marbois, *iterim*,

- p. 1716, § 1, et le comte de Ségur, même pag. § 2. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1717.
- BÉARN (M. de) voyez *Durfort*.
- BECQUEY (M.), conseiller d'État, directeur général des ponts-et-chaussées, commissaire du Roi. — Répond aux observations de M. le comte Roy, sur l'article 2 du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpines, p. 1661.
- BELLIARD (M. le comte). — Son opinion sur la pétition du sieur Simon Lorière, p. 1441 (Impressions, n° 105). — Il s'explique au sujet de cette opinion, p. 1444, § 1. — Fait diverses observations dans la délibération du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpines, p. 1648, § 2, et 1650, § 1.
- BETHISY (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1224.
- BORDEAUX (Imposition extraordinaire, votée par la ville de). — Voyez *Impositions extraordinaires*.
- BOURMONT (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1827. — Son opinion sur le budget du ministère de la guerre pour 1827, p. 2004 (Impressions, n° 145).
- BRANÇAS (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 654 (Impressions n° 42).
- BRETEUIL (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 295, 1454. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur deux projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par le département du Nord et par la ville de Bordeaux, p. 309 (Impressions n° 15). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1843.
- BRIGODE (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 295.
- BRISSAC (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 15. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 318, 1712. — Propose de décider qu'il ne sera plus fait de rapport sur les pétitions du sieur Hullin, p. 290. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 980 (Impressions n° 69).

— Obtient la parole au sujet d'un amendement proposé par M. le marquis de Rougé au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1330, § *ult.* — Au sujet de l'article 3 d'un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1683, § 2. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1827, p. 1866 (Impressions, n° 132). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 1971 (Impressions, n° 140).

BROGLIE (M. le duc de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 221 et 262. — Fait une observation au sujet de pétitions que l'on propose de renvoyer à une commission spéciale, p. 307, 1°. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 624 (Impressions n° 40.) — S'oppose à la clôture de la discussion sur l'ensemble de ce projet, p. 697. — A la mise en délibération d'un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le marquis d'Orvilliers, p. 827, § *ult.* — Réclame contre un principe énoncé dans un rapport du comité des pétitions relativement aux privilèges de la Pairie, p. 922 et 925. — Propose de renvoyer au Ministre de la marine une pétition du sieur Kingston, p. 1204. — Appuie la proposition faite par M. le comte Roy, de renvoyer à la commission du budget une pétition relative à l'emploi du fonds d'amortissement, p. 1221, § *ult.* — Combat un amendement proposé par M. le comte d'Argout au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1315. — S'explique au sujet de l'article 10 de ce projet amendé par la commission, p. 1358. — Propose de renvoyer au Ministre de la marine une pétition des sieurs Bissette, Volny et Fabien fils, hommes de couleur de la Martinique, p. 1376 (Impressions, n° 98). — Demande qu'il soit voté séparément sur des pétitions relatives au projet de loi sur les douanes, p. 1449, § 1<sup>er</sup>, et 1450, § 2. — Ses observations au sujet de l'article 4 de ce projet, p. 1513. — Propose un amendement à l'article 7, p. 1534. — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpes, p. 1650, § 2.

BUDGET DE 1824 (Projet de loi tendant au règlement définitif du).—Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1382.—Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 99.)—Renvoi aux bureaux, p. 1390.—Le projet y est examiné, p. 1447.—Nomination d'une commission spéciale, p. 1454.—Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Marbois, p. 1570 (Impressions, n° 113.)—Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1727 et suivantes.—Opinions de MM. le duc d'Escars, p. 1727 (Impressions, n° 124.)—Le comte d'Ambrugeac, p. 1758 (Impressions, n° 125.)—Résumé du rapporteur, p. 1793.—Délibération des articles, p. 1794 et suivantes.—Observations de M. le comte Roy sur l'article 8, p. 1799.—Réponse du Ministre des finances, p. 1800.—Réplique de M. le comte Roy, p. 1801.—Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1802.

BUDGET DE 1827 (Projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses de 1827).—Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1708.—Exposé des motifs, p. 1709 (Impressions, n° 120).—Renvoi aux bureaux, p. 1711.—Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 1711 et 1712.—Examen du projet de loi dans les bureaux, p. 1803.—Rapport fait, au nom de la commission spéciale, par M. le duc de Brissac, p. 1866 (Impressions, n° 132).—Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 1933 et suivantes.—Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte de Tournon, p. 1933 (Impressions, n° 133); — le vice-amiral comte Truguet, p. 1939 (Impressions, n° 134); — le comte de Villemanzy, p. 1944 (Impressions, n° 135); — le comte de Marcellus, p. 1947 (Impressions, n° 136); — le vicomte Dubouché, p. 1949 (Impressions, n° 137); — le comte de Kergorlay, p. 1955 (Impressions, n° 138); — le duc de Choiseul, p. 1959 (Impressions, n° 139); — et le Ministre des finances, p. 1962.—Résumé du rapporteur, p. 1971 (Impressions, n° 140); — Délibération des articles, p. 1978 et suivantes.—Dans le cours de cette délibération sont entendus, *sur le budget des affaires ecclésiastiques*, MM. le vicomte Lainé, p. 1979 (Impressions, n° 141); — et le Ministre des affaires ecclésiastiques, p. 1984 (Impressions, n° 142).—*Sur le budget des*

- ponts-et-chaussées*, M. le vicomte Dode de la Brunerie, p. 1989 (Impressions, n° 143).—*Sur le budget du ministère de la guerre*, MM. le vicomte Dode de la Brunerie, p. 1994 (Impressions, n° 144);— et le comte de Bourmont, p. 2004 (Impressions, n° 145).—*Sur le budget du ministère de la marine*, MM. le comte Roy, p. 2007 (Impressions, n° 146);— le Ministre de la marine, p. 2015;— le marquis de Marbois, p. 2025;— le vicomte Lainé, p. 2027;— le Ministre de la marine, *iterum*, p. 2031;— et le comte Roy, *iterum*, p. 2034.—*Sur l'article 4 relatif au dégrèvement*, MM. le baron Pasquier, p. 2039 (Impressions, n° 148);— le comte Roy, p. 2044 (Impressions, n° 147);— et le Ministre des finances, p. 2052.— Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2059.
- BUREAU DE LA CHAMBRE.— Sa formation provisoire, p. 7.— Définitive, p. 14.
- BUREAUX (Formation et renouvellement des bureaux, ainsi que du comité des pétitions).— Première formation, le 1<sup>er</sup> février 1826, p. 15 (Impressions, n° 1).— Premier renouvellement, le 25 mars, p. 317 (Impressions, n° 16).— Second renouvellement, le 12 mai, p. 1447 (Impressions, n° 106).

## C.

- CAISSE D'AMORTISSEMENT (Commission de surveillance de la).— Lettre du Ministre des finances annonçant que M. le comte Mollien s'est démis de la présidence de cette commission, p. 202.— Scrutin pour la nomination de trois candidats à la présidence dont il s'agit, p. 294.— La liste des candidats élus est portée au Roi par une simple députation, *ibid.*— Communication donnée à la Chambre d'une ordonnance royale qui nomme M. le comte de Villemanzy, président de la commission de surveillance, p. 297.— Rapport annuel fait à la Chambre au nom de cette commission par son président, p. 1086 et 1197 (Impressions, n° 90).
- CANAUX (Canal des Alpes).— Voyez *Alpes*.
- CASERNE DE LA COURTILLE (Projet de loi relatif à l'acquisition de la caserne dite de la Courtille).— Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 1720.— Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 122).— Renvoi aux bureaux, p. 1721.— Le

## DES MATIÈRES

- projet y est examiné, p. 1803. — Nominatio-  
 sion spéciale, p. 1827. — Rapport fait, au nom de cette com-  
 mission, par M. le comte Claparède, p. 1841 (Impressions,  
 n° 130). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1911.  
 — Observation de M. le marquis de Marbois, p. *ibid.* — Ré-  
 ponde de M. le vicomte Decaux, commissaire du Roi, p. 1912.  
 — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1914.
- CASTRIES** (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la  
 session de 1826, p. 14.
- CHABROL DE CROUSOL** (M. le comte), Ministre de la marine et  
 des colonies. — Appuie l'adoption du projet de loi relatif aux  
 successions et aux substitutions, p. 551 (Impressions, n° 34).  
 — Donne des explications au sujet d'un amendement proposé  
 par M. le marquis de Rougé, au projet de loi sur l'enseigne-  
 ment de la médecine, p. 1363, § *ult.* — Répond aux observations  
 de M. le marquis de Marbois sur un supplément de crédit de-  
 mandé pour 1825 par le ministère de la marine, p. 1808. —  
 Aux observations de MM. le comte Roy et le marquis de Mar-  
 bois sur le budget de ce ministère pour 1827, p. 2015 et 2031.  
 — Donne des explications au sujet d'une pétition des héritiers  
 Gail, p. 288. — D'une pétition du sieur Seive, p. 290. —  
 D'une pétition de la dame Clermont, née Mégevand, p. 919.  
 — D'une pétition de huit habitants de l'Île-sur-le-Serein (Yonne),  
 p. 920. — D'une pétition du sieur Kingston, p. 1205. — D'une  
 pétition des nommés Bisset, Volny, et Fabien fils, hommes  
 de couleur de la Martinique, p. 1375, 1378 et 1379.
- CHAMBRE DES DÉPUTÉS** (La). — Annonce par un message qu'elle  
 est définitivement constituée, p. 17.
- CHAMBRE DES PAIRS** (État actuel de la). — Le 13 juin 1825, jour  
 où fut close la session de 1825, la Chambre des Pairs se trou-  
 voit composée de 279 membres, non compris M. le Président.  
 Onze Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture  
 de la session de 1826, savoir :
- Le 27 juillet 1825, M. le comte de Gramont d'Asté.  
 Le 6 octobre, M. le comte de Lacépède.  
 Le 21 novembre, M. le duc d'Elbœuf.  
 Le 28, M. le comte de Casa Bianca.  
 Le 8 décembre, M. le comte Depère.  
 Le 3 janvier 1826, M. le maréchal duc d'Albuféra.

TABLE

- Le 22, M. le marquis de Juigné.  
 Le 24 mars, M. le marquis d'Aguesseau.  
 Le 3 avril, M. le duc Mathieu de Montmorency.  
 Le 5 mai, M. le comte du Cayla.  
 M. le comte Demont.

Mais par ordonnance des 21 décembre 1825 et 18 janvier 1826, le Roi a créé deux nouveaux Pairs, dont un a pris séance à la Chambre. Trois autres Pairs (MM. le marquis de Juigné, le comte de Montalivet et le comte du Cayla,) ont été admis à titre héréditaire. Total, cinq Pairs nommés ou admis au lieu de onze décédés. La Chambre en terminant sa session de 1826, se trouve donc composée de 273 membres, non compris M. le Président.

CHANCELIER (M. le), Président de la Chambre des Pairs. —

Donne des explications au sujet d'une pétition du sieur Toulioux, p. 926.

CHAPTAL (M. le comte). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 72, 1224, 1827. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 885 (Impressions, n° 62). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 1270 (Impressions, n° 95). — Combat un article additionnel, proposé par M. le comte d'Argout, p. 1308. — Un amendement proposé par M. le comte de La Villegontier, p. 1327. — S'explique au sujet d'une modification proposée à l'article 3, p. 1328. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Rougé, p. 1330, § 1. — Rend compte d'une délibération prise par la commission, séance tenante, relativement à la rédaction de l'article 7, p. 1344. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Montpellier, p. 1834 (Impressions, n° 128). — Donne à la Chambre des explications au sujet de cet emprunt, p. 1861. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne, p. 1836 (Impressions, n° 129).

CHARETTE (M. le baron de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7.

CHARTRES (Ferdinand-Philippe d'Orléans duc de), prince du

- sang, né le 3 septembre 1810. — Assiste en habit de Pair à l'ouverture de la session, p. 2. — Prête serment en cette qualité, p. 5.
- CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Propose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 223 (Impressions, n° 13). — Répond aux objections dont cet amendement a été l'objet, p. 236. — Son opinion sur un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1121 (Impressions, n° 86).
- CHASTELLUX (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1651. — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 758 (Impressions, n° 50). — Fait une observation sur l'article 3 du projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1682, § 1<sup>er</sup>.
- CHOISEUL (M. le duc de). — Propose de renvoyer d'avance aux commissions spéciales, chargées de l'examen de deux projets de loi, les pétitions qui seroient relatives à ces projets, p. 77. — Fait une observation sur la pétition du sieur Seive, p. 290. — Propose de renvoyer au bureau des renseignements les pétitions relatives au projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 307. — Son opinion sur ce même projet, p. 583 (Impressions, n° 37). — S'explique au sujet d'un passage de son discours, p. 587. — Son opinion sur un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1111 (Impressions, n° 84). — Sur le budget de 1827, p. 1959 (Impressions, n° 139).
- CLAPARÈDE (M. le comte). — Élu secrétaire de la Chambre, pour la session de 1826, p. 14. — Commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à l'acquisition de la caserne dite de la Courtille, p. 1827. — Fait, au nom de la commission, un rapport sur ce projet, p. 1841 (Impressions, n° 130). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1919.
- CLERMONT-TONNERRE (M. le marquis de), Ministre de la guerre. — Son discours à l'appui du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 678 (Impressions, n° 44). —

- Présente un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit spécial pour l'acquisition de la caserne, dite *de la Courtille*, p. 1720 (Impressions, n° 122). — Des lettres-patentes relatives à l'institution de son majorat, sont communiquées à la Chambre, p. 1910.
- COIGNY (M. le duc de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7.
- COISLIN (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 517 (Impressions, n° 30). — Sur un article additionnel proposé par la commission, au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1086 (Impressions, n° 80).
- COLONS DE SAINT-DOMINGUE. — Voyez *Saint-Domingue*.
- COMITÉ DES PÉTITIONS (Formation et renouvellement de ce comité). — Voyez *Bureaux*.
- COMITÉ DES PÉTITIONS. (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 7 mars 1826, par M. le comte de Courtarvel, p. 75. — Par M. le comte de Saint-Roman, p. 76. — Le 11, par M. le comte de Saint-Roman, p. 124. — Le 16, par M. le comte de Courtarvel, p. 285. — Par M. le vicomte Digeon, p. 290. — Le 21, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 303. — Par M. le comte de Courtarvel, p. 309. — Le 30 mars, par M. le comte de Courtarvel, p. 433. — Le 15 avril, par M. le comte de Cornet, p. 917. — Par M. le comte de Tournon, p. 918. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 927. — Le 29 par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1201. — Par M. le comte de Tournon, p. 1203. — Par M. le comte de Courtarvel, p. 1205. — Le 6 mai, par M. le comte de Saint-Priest, p. 1367 (Impressions, n° 96). — Par M. le comte de Cornet, p. 1373 (Impressions, n° 97). — Le 9, par M. le comte de Tournon, p. 1432. — Par M. le comte d'Andigné, p. 1433. — Le 18, par M. le comte d'Andigné, p. 1544. — Le 27 juin, par M. le comte de Breteuil, p. 1843. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1844. — Le 29, par M. le comte de Courtarvel, p. 1914. — Par M. le comte de La Villegontier, p. 1916. — Le 3 juillet, par M. le comte Claparède, p. 1919. — Par M. le comte de La Villegontier, p. 1920 (Voir aussi le

rapport, fait par M. le baron Portal, sur des pétitions relatives à la loi des douanes, p. 1448.)

COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES désignés par le sort pour vérifier les titres des Pairs admis héréditairement dans la Chambre. — Voyez *Juigné, Montalivet, du Cayla*.

COMMISSIONS SPÉCIALES. — On propose de renvoyer deux projets de lois à l'examen de la même commission : cette proposition est adoptée, p. 295. — Voyez aussi p. 1827. — Une commission se réunit dans le cours d'une délibération pour modifier la rédaction d'un amendement, p. 1344. — Peut-il être procédé à la nomination d'une commission spéciale après l'ouverture de la discussion sur un projet de loi? p. 1645. — Après l'adoption d'un article? voyez p. 1650.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par la Chambre. — *De sept membres*. — Pour l'examen du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 69. — Du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1827, p. 1712. — *De cinq membres*. — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 15. — Pour l'examen d'un projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 68. — D'un projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 72. — De deux projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par le département du Nord et par la ville de Bordeaux, p. 295. — D'un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue, p. 318. — D'un projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles entre le domaine de l'État, divers particuliers, et la ville d'Avignon, p. 915. — D'un projet de loi portant affectation à divers départements ministériels, du produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, p. 1223. — D'un projet de loi sur les douanes, p. 1224. — D'un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1824, p. 1454. — D'un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1825, p. 1455. — D'un projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la couronne, *ibid.* — D'un projet de loi relatif à des impositions extraordinaires votées par sept départements, p. 1651. — D'un projet de loi relatif à des em-

prunts votés par les villes de Saint-Quentin et de Montpellier, p. 1826 (Un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne est renvoyé à la même commission, p. 1827). — D'un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit spécial pour l'acquisition de la caserne dite de la Courtille, p. 1827.

CONEGLIANO (M. le maréchal duc de). — Ordonnance du Roi qui l'autorise à transmettre héréditairement sa Pairie à M. Duchesne de Gillevoisin, baron de Conegliano, son gendre, p. 9.

CORBIÈRE (M. le comte de), Ministre de l'intérieur. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 61 (Impressions, n° 4). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1280. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Marbois à l'article 2, p. 1302. — Répond à une observation de M. le comte de Tournon sur l'article 8, p. 1334. — S'explique au sujet de l'article 10 du projet amendé par la commission, p. 1355. — Présente un projet de loi relatif à l'achèvement de la branche septentrionale du canal des Alpines, p. 1565 (Impressions, n° 111). — Un projet relatif à des impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes, p. 1568 (Impressions, n° 112). — Un projet relatif à une imposition extraordinaire votée par le département du Nord, p. 184 (Impressions, n° 8). — Un projet relatif à une imposition extraordinaire votée par la ville de Bordeaux, p. 184 (Impressions, n° 9). — Un projet qui autorise les villes de Saint-Quentin et de Montpellier, à emprunter différentes sommes, p. 1706 (Impressions, n° 118). — Un projet relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne, p. 1706 (Impressions, n° 119). — Son discours à l'appui du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 500 (Impressions, n° 29). — Sa réponse à M. le baron Pasquier sur l'article 1<sup>er</sup> du même projet, p. 772 (Impressions, n° 52). — S'explique au sujet de l'amendement proposé à cet article par M. le duc de Crillon, p. 820. — Combat un article additionnel proposé par la commission spéciale, p. 848.

CORNET (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 72. — Fait divers rapports au nom du

- comité des pétitions, p. 917 et 1373 (*voyez Impressions, n° 97*). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 1228 (*Impressions, n° 91*). — Obtient la parole sur un amendement proposé par M. le marquis de Marbois à l'article 2 de ce projet, p. 1303, § *ult.* — Combat un amendement proposé par M. le comte d'Argout, p. 1313.
- CORNUDET (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 528 (*Impressions, n° 31*). — Sur un article additionnel proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1067 (*Impressions, n° 78*).
- COURTARVEL (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1825, p. 1614 (*Impressions, n° 114*). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet, p. 1817 (*Impressions, n° 126*). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 75-285 309-433-1205-1974.
- CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR 1825 (Projet de loi tendant à l'ouverture de). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1382. — Exposé des motifs, p. 1383 (*Impressions, n° 99*). — Renvoi aux bureaux, p. 1390. — Le projet y est examiné, p. 1447. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1455. — Cette commission remet à faire son rapport après celui de la commission chargée de l'examen du projet de loi sur le règlement définitif du budget de 1824, p. 1543. — Rapport fait par M. le comte de Courtarvel, p. 1614 (*Impressions, n° 114*). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1804 et suiv. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 1804 et 1807, § *ult.*; le baron de Montalembert, p. 1807, § 1; le Ministre des affaires étrangères, p. 1808; le Ministre de la marine, *ibid.*; de Martignac, commissaire du Roi, p. 1813; le marquis de Marbois, *iterum*, p. 1816, et le Ministre des finances, p. 1817. — Résumé du rapporteur, p. 1817 (*Impressions, n° 126*). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1826.
- GRILLON (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 915. — Propose un amendement à l'ar-

ticle 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, et en développe les motifs, p. 808 (Impressions, n<sup>o</sup> 56.)

CUVIER (M. le baron), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 1247 (Impressions, n<sup>o</sup> 94.) — Combat un amendement proposé par la commission à l'article 2 de ce projet, p. 1293. — Fait une observation au sujet d'un amendement proposé par M. le comte d'Argout, p. 1314. — Propose une modification à l'article 8 amendé par la commission, p. 1327. — A l'article 9, également amendé, p. 1348.

## D.

DAMAS (M. le baron de), Ministre des affaires étrangères. — Son discours à l'appui du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 202 (Impressions, n<sup>o</sup> 12.) — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois sur le projet de loi relatif à des suppléments de crédit pour 1825, p. 1808.

DAMBRAY (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi sur les douanes, p. 1224. — Fait une observation sur une pétition relative à ce projet, p. 1452, § pénult.

DARU (M. le comte). — Appuie l'ordre du jour sur une pétition des héritiers Gail, p. 288, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 661 (Impressions, n<sup>o</sup> 43.)

DECAUX (M. le vicomte), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Répond aux observations de M. le marquis de Marbois sur le projet de loi relatif à l'acquisition de la caserne dite de la Courtille, p. 1912.

DEGAZES (M. le duc). — Présente diverses observations sur le projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 219, 260, 265 et 279. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 600 (Impressions, n<sup>o</sup> 39.) — Combat un amendement proposé par M. le comte de Saint-

Priest à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1172 (Impressions, n° 89 bis.)

— Son opinion sur le projet de loi relatif aux douanes, p. 1487 (Impressions, n° 109).— Des lettres-patentes relatives à l'institution de son majorat sont communiquées à la Chambre, p. 1910.

DEJEAN (M. le comte). — Sa déclaration au sujet d'une pétition du général Allix, p. 1545, § 1.

DELAMALLE (M. le chevalier), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion d'un projet de loi relatif à divers baux amphithéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la couronne, p. 1669, 1678, § 2, 1680, 1681, § 2, et 1685, § 2.

DÉLIBÉRATIONS (ordre des). — Après le discours d'un Ministre, à l'appui d'un projet de loi, la parole est accordée à un orateur inscrit *sur*, p. 435. — Un Pair observe qu'il est contraire aux usages de la Chambre de fermer la discussion après le discours d'un Ministre, p. 693. — À défaut d'orateurs inscrits *contre* ou *sur* un projet de loi, la parole est accordée de suite à plusieurs orateurs *pour*, p. 1033. — Lorsque la commission a conclu à l'adoption d'un projet de loi, quoiqu'avec des modifications notables, la parole est accordée d'abord à un orateur inscrit *contre*, p. 1228. — Après la clôture d'une discussion la parole ne peut être accordée à un orateur que du consentement de la Chambre, voyez p. 1150 et 1153. — Les amendements consentis par le Gouvernement dans le cours de la discussion sont considérés comme faisant partie intégrante du projet de loi auquel ils s'appliquent, p. 824. — Peut-on, dans la discussion d'un projet de loi, rattacher un amendement à un article non adopté, p. 825 à 829. — Il doit être voté par la Chambre sur toutes les dispositions d'un projet de loi, même sur celles qui tiennent à des articles ou à des paragraphes non adoptés par elle, p. 829 et 830; voyez cependant p. 1331. — Il peut être statué sur un amendement ou sur un article de loi, sauf à régler ensuite la place qu'il devra occuper, voyez p. 1065, 1324. — Commission nommée pour l'examen d'un projet de loi avant que ce projet ait été soumis aux bureaux, voyez p. 1711. — Lorsque les articles d'un projet de

- loi sont provisoirement adoptés, la discussion peut-elle être rouverte sur ce projet? voyez p. 1714.
- DÉPUTATIONS.** — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés, chargée d'aller au-devant du Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — *Grande députation* chargée de présenter au Roi l'adresse en réponse au discours de la Couronne, p. 22. — De porter à Sa Majesté les félicitations de la Chambre à l'occasion de l'anniversaire de sa rentrée en 1814, p. 915. — D'assister à la dernière procession du jubilé et aux solennités relatives à la pose de la première pierre du monument à élever sur la place Louis XVI, p. 1225 et 1227. — (Observations à ce sujet, voyez *Lally, Marcellus*). — *Simple députation* chargée de porter à la connoissance du Roi la formation définitive du bureau p. 14. — De lui présenter la liste des candidats élus pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 294.
- DE SÈZE (M. le comte).** — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 68. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1044 (Impressions, n° 76). — Propose de renvoyer au bureau des renseignements une pétition du sieur Fabre, p. 1845, § *penult.*
- DESSOLLE (M. le marquis).** — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 801 (Impressions, n° 55).
- DESTUTT DE TRACY (M. le comte).** — Fait une observation sur la mise en délibération des derniers § de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux successions, p. 829, § *penult.*
- DIGEON (M. le vicomte).** — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 290.
- DISCOURS DU ROI** à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 7. — Adresse en réponse à ce discours, voyez *Adresse au Roi*.
- DODE DE LA BRUNERIE (M. le vicomte).** — Son opinion sur le budget des ponts-et-chaussées pour 1827, p. 1989 (Impressions, n° 143). — Sur le budget du ministère de la guerre pour la même année, p. 1994 (Impressions, n° 144.)
- DOUANES (Projet de loi sur les douanes).** — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1161. — Exposé des

motifs, *ibid.* (Impressions, n° 88). — Renvoi aux bureaux, p. 1166. — Le projet y est examiné, p. 1201. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1224. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le baron Portal, p. 1391 (Impressions, n° 101). — Renvoi à la même commission de trois pétitions relatives au projet de loi, p. 1433. — Rapport spécial fait sur ces pétitions, p. 1448. — Discussion au sujet de la pétition du sieur Dutroyat, p. 1449 à 1454 (Dans cette discussion sont entendus MM. le duc de Broglie, p. 1449, § 1, et 1450, § 2. — Le baron Pasquier, p. 1449, § *ult.*, 1452, § 1 et 1453, § 2. — Le baron Portal, rapporteur, p. 1450, 1451, 1452 et 1453. — Le vicomte Dambraÿ, p. 1452, § *penult.* — Et le comte de Tournon, p. 1452, § *ult.*) — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1457 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le baron Pasquier p. 1458 (Impressions, n° 107.) — Le comte de Saint-Cricq, commissaire du Roi, p. 1467 (Impressions, n° 108). — Et le duc Decazes, p. 1487 (Impressions, n° 109). — *Délibération des articles*, p. 1493 et suivantes. — Dans le cours de cette délibération, sont entendus, *sur le § 1 de l'article 1<sup>er</sup>*, MM. le comte Roy, p. 1499; le Ministre des finances, p. 1501; le comte Roy, *iterum*, p. 1504; le comte de Saint-Cricq, commissaire du Roi, p. 1505; et le comte Roy, *tertiò*, p. 1507. — *Sur l'article 4*, MM. le baron de Barante, p. 1509; le Ministre des finances, p. 1511, et le duc de Broglie, p. 1513. — *Sur l'article 7*, MM. le baron Pasquier, p. 1518; le comte de Saint-Cricq, commissaire du Roi, p. 1519; le baron Pasquier, *iterum*, p. 1530; le Ministre des finances, p. 1532; le duc de Broglie, p. 1534, et le Ministre des finances, *iterum*, p. 1535. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1542.

DOUDEAUVILLE (M. le duc de), Ministre de la maison du Roi. — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc Mathieu de Montmorency, p. 322 (Impressions, n° 17). — Combat la proposition faite par M. le marquis de Marbois, de rouvrir la discussion sur un projet de loi, malgré l'adoption provisoire de ses articles, p. 1715.

DUBOUCHAGE (M. le vicomte). — Appuie une pétition présentée par le sieur Seive, au nom des prêtres pensionnés, p. 286.

- Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi relatif à des échanges d'immeubles appartenants au domaine de l'État, p. 915. — Fait un rapport sur ce projet, p. 929 (Impressions, n° 63). — S'explique au sujet d'un vœu exprimé dans ce rapport, p. 942 et 943. — Propose un amendement au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1329, § 3. — Son opinion sur le budget de 1827, p. 1949 (Impressions, n° 137).
- DU CAYLA (Achille-Pierre-Antoine de Baschi, comte). — Délégué le 3 avril 1826.
- DU CAYLA (Hercule-Philippe-Étienne de Baschi, comte). — Fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1687. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1688. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le duc de Castries, p. 1712. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 1713. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1719. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment, et à prendre séance, p. 1803.
- DURAS (M. le duc de). — Ordonnance du Roi qui l'autorise à transmettre héréditairement sa Pairie à M. le duc de Rauzan son gendre, p. 9.
- DURFORT (M. le comte de). — Ordonnance du Roi qui l'autorise à transmettre héréditairement sa Pairie à son petit-fils, M. de Béarn, p. 10.

## E.

- ÉCHANGES (Projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles entre le domaine de l'État, deux particuliers et la ville d'Avignon). — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 575. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 35). — Renvoi aux bureaux, p. 580. — Le projet y est examiné, p. 853. — Nomination d'une commission spéciale, p. 915. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le vicomte Dubouchage, p. 929 (Impressions, n° 63). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 937. — Dans le cours de cette discussion, sont entendus MM. le comte de

Marcellus, p. 937 (Impressions, n° 64). — De Martignac, commissaire du Roi, p. 940. — Le rapporteur de la commission, p. 942 et 943, et le comte de Tournon, p. 943. — *Délibération des articles*, p. 943. — Opinion de M. le comte Roy, sur l'article 1<sup>er</sup>, p. 944 (Impressions, n° 65). — Réponse de M. de Martignac, commissaire du Roi, p. 949. — Réplique de M. le comte Roy, p. 951. — Observation de M. le marquis de Marbois, sur la forme du projet de loi, p. 953. — Ce projet est adopté au scrutin, p. 954. — Voyez pour d'autres échanges l'article : *Baux emphytéotiques*.

ÉCHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — (Projet de loi relatif à la poursuite et à la répression des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Échelles du Levant et de Barbarie). — Présenté à la Chambre, par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 26. — Exposé des motifs, *ibid.* — (Impressions n° 2. *Nota.* L'Édit du Roi de juin 1778 est imprimé à la suite du projet de loi, sous le même numéro). — Renvoi aux bureaux, p. 58. — Le projet y est examiné, p. 61. — Nomination d'une commission spéciale, p. 68. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis d'Orvilliers, p. 78 (Impressions, n° 5). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 103. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 186. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte de Saint-Priest *sur les articles 11 et 29 du projet*, p. 187 (Impressions, n° 10). — Le Garde des sceaux, *pour la défense de ces articles*, p. 193. — Le duc de Rivière *sur les articles 29 et 30*, p. 197 (Impressions n° 11). — Le Ministre des affaires étrangères, *à l'appui du projet*, p. 202 (Impressions n° 12). — Le comte de Pontécoulant, *en réponse au Ministre*, p. 210. — Le Garde des sceaux, *pour présenter une rédaction nouvelle de l'article 29*, p. 214. — Le duc Decazes, *sur l'article 31*, p. 219. — Le Garde des sceaux *pour la défense de cet article*, p. 220. — Le duc de Broglie, *en réponse au Ministre*, p. 221. — Réponse de M. Jacquinet, commissaire du Roi, p. 222. — Observation de M. le baron de Bérante, *ibid.* — *Délibération sur les articles*, *ibid.* — Article 1<sup>er</sup>. — M. le comte de Châteaubriand propose un amendement sur cet article, p. 223 (Impressions, n° 13). — (Sur cet amendement

sont entendus MM. le Garde des sceaux, p. 227. — Le vicomte Lainé, p. 230. — Le Garde des sceaux, *iterum*, p. 234. — Et le vicomte de Châteaubriand, *iterum*, *ibid*). — L'amendement est adopté au scrutin, p. 239. — Vote sur l'article amendé, p. 241. — Dans la suite de cette délibération sont entendus, *sur un amendement proposé par la commission à l'article 3*, M. le Garde des sceaux, M. Jacquinot Pampelune, et le rapporteur de la commission, p. 243. — *Sur un amendement proposé par M. le marquis de Lally à l'article 7*, MM. le marquis de Lally, p. 245. (*Nota.* Cette opinion a été imprimée par son auteur). — Le Garde des sceaux, p. 247 et 248; et le marquis de Marbois, p. 248, § 1<sup>er</sup>. — *Sur une disposition de l'article 8*, M. le Garde des sceaux, p. 249. — *Sur un amendement proposé par la commission à l'article 10*, M. le Garde des sceaux, p. 251. — *Sur un amendement proposé par la commission à l'article 11*, MM. le Garde des sceaux, le comte de Tournon, le commissaire du Roi, et le rapporteur de la commission, p. 252 et 253. — *Sur un autre amendement proposé à cet article, par M. le comte de Saint-Priest*: MM. le Garde des sceaux, p. 254 et 255. — L'auteur de l'amendement, p. 254 et 256, et le comte de Pontécoulant, p. 255. — *Sur l'article 12*, M. Jacquinot-Pampelune, commissaire du Roi, p. 256. — *Sur un amendement proposé par la commission à l'article 14*, MM. le Garde des sceaux et le rapporteur de la commission, p. 257 et 258. — *Sur l'article 15*, MM. le duc Decazes, p. 260. — Le commissaire du Roi, p. 261. — Le duc de Broglie, p. 262. — Le Garde des sceaux, p. 263. — Le marquis de Lally, p. 264, et le duc Decazes, *iterum*, p. 265. — *Sur une modification à l'article 18*, M. le Garde des sceaux, p. 266. — *Sur l'article 20*, MM. le comte de Pontécoulant, p. 267, le rapporteur de la commission et le Garde des sceaux, p. 268. — *Sur un amendement proposé par la commission à l'article 26*, M. le Garde des sceaux, et le rapporteur de la commission, p. 273. — *Sur une rédaction nouvelle de l'article 29, présentée par M. le Garde des sceaux*, MM. le rapporteur de la commission, le comte de Pontécoulant, le comte de Saint-Priest, p. 275. — Le duc de Rivière, le Garde des sceaux, p. 276 et 277. — et le baron de Montalembert, p. 278. — *Sur une modification à l'article 30*, M. Jacquinot-Pampelune, p. 278. — *Sur l'ar-*

tielle 31, MM. le duc Decazes, p. 279; le Garde des sceaux, p. 280 et 282, et le baron de Barante, p. 281.—Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 283. (Ce projet n'a point été présenté à l'autre Chambre).

ÉCOLES SECONDAIRES DE MÉDECINE. (Projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, à l'exercice de la profession de médecin, et à la police des eaux minérales artificielles). —Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 61. —Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 4). —Renvoi aux bureaux, p. 68. —Le projet y est examiné, p. 71. —Nomination d'une commission spéciale, p. 72. —Diverses pétitions relatives au projet de loi sont renvoyées à l'examen de la commission spéciale, p. 76, 77, 309, et 434. —Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 885 (Impressions, n° 62). —Tableau des amendements proposés par la commission, p. 903. —Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 1227 et suivantes. —Dans le cours de cette discussion sont entendus, MM. le comte de Ségur sur l'ordre de la délibération, p. 1228 § 1<sup>er</sup>; —le comte de Cornet, *ibid.* § ult. (Impressions, n° 91); —le comte de Tournon, p. 1234 (Impressions, n° 92); —le comte de La Villegontier, p. 1241 (Impressions, n° 93); —le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 1247 (Impressions, n° 94); —et le baron Mounier, p. 1262. —Résumé du rapporteur, p. 1270 (Impressions, n° 95). —Délibération des articles, p. 1275 et suivantes. — Article 2. — Paragraphe premier. — Amendement proposé par la commission à ce paragraphe. —Sur cet amendement sont entendus MM. le baron Pasquier, p. 1276; le Ministre de l'intérieur, p. 1280; le comte Portalis, p. 1286; et le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 1293. —L'amendement est adopté au scrutin, p. 1299. — Paragraphe 2. — Un amendement est proposé à ce paragraphe par M. le marquis de Marbois, p. 1302. —(À ce sujet sont entendus le Ministre de l'intérieur, *ibid.* l'auteur de l'amendement, et M. le comte de Cornet, p. 1303). — Amendement proposé par M. le comte d'Argout. —Développements des motifs, p. 1304. —Sur cet amendement sont entendus MM. le comte Chaptal, rapporteur, p. 1308; le duc de Sabran, p. 1309; le marquis de Rougé, p. 1310 § ult.; le comte de

Cornet, p. 1313; le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 1314; le duc de Broglie, p. 1315; le comte de Saint-Roman, p. 1316; le baron de Monville, p. 1317; le marquis de Maleville, p. 1319; le comte Portalis, p. 1320; l'auteur de l'amendement, p. 1322 et 1324; le baron de Barante, p. 1323; et le baron Pasquier, p. 1324 § 2. — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 1324. — Dans la suite de la délibération sont entendus, *sur un amendement proposé par M. le comte de La Villegontier*, le rapporteur de la commission, p. 1327 § 3. — *Sur l'article 3 de la commission*, M. le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 1327 § ult.; et le rapporteur de la commission, p. 1328. — *Sur un amendement proposé par M. le vicomte Dubouchage*, M. le baron Pasquier, p. 1329, § 4. — *Sur un amendement proposé par M. le marquis de Rougé*, MM. le comte Chaptal, rapporteur, p. 1330 § 1; le baron Pasquier, p. 1330 § 2 et 1331; l'auteur de l'amendement, p. 1330; et le duc de Brissac, *ibid.*, § ult. — *Sur l'article 8 du projet*, M. le comte de Tournon et le Ministre de l'intérieur, p. 1334. — *Sur l'article 6 de la commission*, MM. le marquis de Marbois, p. 1341 et 1343, § 1; le marquis de Maleville, p. 1342, § 1; et le baron Mounier, p. 1342, § ult., et 1343, § 2. — *Sur l'article 7 de la commission*, MM. le comte de Pontécoulant, le comte de Saint-Roman, et le comte Chaptal, rapporteur, p. 1344. — *Sur l'article 9 de la commission*, MM. le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 1348; le comte de La Villegontier, *ibid.* § penult., et le comte de Ségur, *ibid.*, § ult. — *Sur une proposition faite par M. le comte de La Villegontier*, l'auteur de la proposition, p. 1349 § ult., et 1352; et M. le baron Mounier, p. 1351. — *Sur l'article 10 de la commission*, le Ministre de l'intérieur, p. 1355; et MM. le duc de Broglie, p. 1358; le comte Pelet de la Lozère et le marquis de Marbois, p. 1359. — *Sur un article additionnel proposé par M. le marquis de Rougé après l'article 12 du projet*, MM. le marquis de Rougé, p. 1361 et 1363 § 2; le comte de Tournon, p. 1363 § 1; et le Ministre de la marine, *ibid.* § ult. — *Sur l'article 15 de la commission*, M. le comte de Ségur, p. 1366 § 3. — *Sur l'article 16*, MM. le baron de Barante, p. 1366, § ult.; et le marquis de Marbois, p. 1367 § 1. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 1367. — (Ce projet n'a point été présenté à l'autre Chambre).

EMPRUNTS. (Projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes de Saint-Quentin et de Montpellier d'emprunter différentes sommes pour leurs besoins.) — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1706. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 118). — Renvoi aux bureaux, p. 1708. — Le projet y est examiné, p. 1803. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1826. — Rapports faits au nom de cette commission, par M. le marquis de Rougé sur l'emprunt de Saint-Quentin, p. 1829 (Impressions, n° 127.) — Par M. le comte Chaptal sur l'emprunt de Montpellier, p. 1834 (Impressions, n° 128.) — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1854 et suiv. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 1855 (Impressions, n° 131.) — Le comte de Tournon, p. 1859; le comte Chaptal, rapporteur, p. 1861; et le marquis de Marbois, *iterum*, p. 1862. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1863.

ESCARS (M. le duc d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455. — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1824, p. 1727 (Impressions, n° 124.)

EXCUSES de différents Pairs empêchés de se rendre à la Chambre, p. 13 — 17 — 61 — 73.

## F.

FABRE DE L'AUDE (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1651.

FINANCES. — Voyez *Budget de 1824*. — *Budget de 1827*. — *Crédits supplémentaires pour 1825*.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Son opinion sur un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1133.

FRAYSSINOU (M. le comte de), évêque d'Hermopolis, Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — Son discours en réponse aux observations de M. le vicomte Lainé sur le budget des affaires ecclésiastiques pour 1827, p. 1984 (Impressions, n° 142.)

## G.

GARDE NATIONALE PARISIENNE. — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre pour la session de 1826, p. 13.

GERMINY (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 697 (Impressions, n° 46.) — Ses lettres de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 1911.

GILLEVOISIN (M. Duchesne de), baron de Conéglano. — Voyez *Conéglano*.

GRAMONT (M. le duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Gramont-d'Asté, p. 580 (Impressions, n° 36.)

GRAMONT-D'ASTÉ (Antoine-Louis-Raimond-Geneviève, comte de). — Décédé le 27 juillet 1825. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Gramont, p. 580 (Impressions, n° 36.)

GRAMONT-D'ASTÉ (Antoine-Eugène-Amable-Stanislas, comte de), fils du précédent. — Est nommé Pair de France par ordonnance royale du 18 janvier 1826, p. 11.

GUILLEMINOT (M. le comte). — Sa lettre à M. le Président de la Chambre à l'occasion de la procédure relative aux marchés de Bayonne, p. 321.

## H.

HAVRÉ (M. le duc de Croÿ d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 295.

HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 69 et 1712.

HOMMAGES FAITS A LA CHAMBRE, p. 73.

## I.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. (Projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département du Nord). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 184. Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 8). — Renvoi aux bu

reaux, p. 186. — Le projet y est examiné, p. 285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 295. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Breteuil, p. 309 (Impressions, n° 15). — Discussion en assemblée générale, p. 314. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 315. — (Projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par la ville de Bordeaux). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 184. — Exposé des motifs, p. 185 (Impressions, n° 9). — Renvoi aux bureaux, p. 186. — Le projet y est examiné, p. 285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 295. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Breteuil, p. 309 (Impressions, n° 15). — Discussion en assemblée générale, p. 314. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 315. — (Projet de loi relatif à diverses impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1568. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 112). — Renvoi aux bureaux, p. 1570. — Le projet y est examiné, p. 1627. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1651. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Vogüé, p. 1722 (Impressions, n° 123). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1848. — Observations de M. le marquis de Marbois, p. 1848, § *ult.* — De M. le comte Roy, p. 1849. — De M. le marquis de Rougé, p. 1850, § 1<sup>er</sup>. — Adoption du projet au scrutin, p. 1850. — Sa teneur, p. 1851. — (Projet de loi relatif à une imposition extraordinaire voté par le département de la Haute-Garonne). — Présenté à la Chambre par le Ministre de l'intérieur, p. 1706. — Exposé des motifs, p. 1707 (Impressions, n° 119). — Renvoi aux bureaux, p. 1708. — Le projet y est examiné, p. 1803. — Renvoyé à une commission précédemment nommée pour examiner un projet de loi semblable, p. 1827. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte Chaptal, p. 1836 (Impressions, n° 129). — Discussion du projet en assemblée générale, p. 1863. — Il est adopté au scrutin, *ibid.*

IMPRESSIONS DIVERSES (Session de 1826). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 148 numéros, dont 2 (les numéros 75 et 89)

sont répétés, ce qui donne au total 150 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi,	17
Rapports,	21
Résumés,	5
Opinions,	86
Discours,	15
Développements d'amendements,	3
Renouvellements des bureaux,	3
<hr/>	
Total . . . . .	150

## J.

JACQUINOT-PAMPELUNE (M.), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 222, 243, 252, 256 et 261. — Propose une rectification à l'article 30, p. 278.

JÉSUITES. — La Chambre passe à l'ordre du jour sur deux pétitions relatives aux Jésuites, p. 1922 (voyez *Pasquier, Praslin*).

JUBILÉ. — M. le Président donne connoissance à la Chambre d'une lettre qui lui a été adressée par M. l'Archevêque de Paris à l'occasion de l'ouverture du Jubilé, p. 58. — Grande députation chargée d'assister à la dernière procession générale du Jubilé et aux solennités relatives à la pose de la première pierre du monument à élever sur la place Louis XVI, p. 1225 et 1227. — (Observations à ce sujet, voir *Lally, Marcellus*).

JUIGNÉ (Charles-Marie Marquis de), décédé le 11 février 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Rougé, p. 121 (Impressions, n° 6).

JUIGNÉ (Jacques-Marie-Anatole Marquis de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 74. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 75. — Rapport de cette commission, p. 77. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 78. — Compte rendu à la Chambre de cette infor-

mation, p. 123. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 124. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 201.

## K.

**KERGORLAY** (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 546 (Impressions, n° 33). — Sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1009 (Impressions, n° 74). — S'explique au sujet de cette dernière opinion, p. 1085. — Son opinion sur le budget de 1827, p. 1955 (Impressions, n° 138). — Des lettres-patentes portant rectification de ses armoiries, sont communiquées à la Chambre, p. 1911.

## L.

**LA BOURDONNAYE** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455. — Fait une observation incidente à l'opinion de M. le duc de Choiseul sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 587, § *penult.* — Son opinion sur ce projet, p. 693 (Impressions, n° 45). — Fait une observation au sujet d'une pétition de la dame Clermont, née Mégevand, p. 919, § 5.

**LA FOREST** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 69 et 1454.

**LA GARDE** (M. le comte de). — Est nommé membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1455. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur le même projet, p. 1627 (Impressions, n° 115).

**LAINÉ** (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 69. — Appuie un amendement proposé par M. le vicomte de Châteaubriand à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 230. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 435 (Impressions, n° 24). — Sur un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet par M. le duc de Crillon, p. 813. —

Demande une explication au sujet de l'article 3, p. 841. — Déclare être satisfait de cette explication, p. 843. — Soutient un article additionnel proposé par la commission au même projet de loi, p. 846. — Combat un amendement proposé par la commission et applicable à l'article 7 du projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1075. — Obtient de nouveau la parole sur cet amendement à la fin de la discussion, p. 1150. — Ses observations sur un autre amendement proposé par la même commission à l'article 11, p. 1192, § *ult.* — Appuie le renvoi au Président du conseil des Ministres d'une pétition adressée à la Chambre par les propriétaires du navire espagnol *La Nueva-Veloz-Mariana*, p. 1927. — Son opinion sur le budget des affaires ecclésiastiques pour 1827, p. 1979 (Impressions, n° 141). — Prend part à une discussion qui s'élève sur le budget du ministère de la marine, p. 2027.

LALLY-TOLENDAL (M. le marquis de). — Nommé membre de la commission spéciale chargée de présenter un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 15. — Soumet à la Chambre un projet d'adresse, au nom de cette commission, p. 18. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 69 et 318. — Propose un amendement à l'art. 7 du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 245. — En modifie la rédaction, p. 248. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 639 (Impressions, n° 41). — S'explique au sujet d'un passage de ce discours, p. 818. — Son opinion sur un amendement proposé par la commission à l'article 7 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1098 (Impressions, n° 83). — Sur un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du même projet, p. 1178. — Prend la parole sur l'invitation faite à la Chambre, d'assister par députation à la pose de la première pierre du monument à élever sur la place Louis XVI, p. 1226, § 2. — Son opinion sur la pétition du sieur Simon Lorieux, p. 1444, § *ult.*

LANJUINAIS (M. le comte). — Son opinion sur l'article 3 du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 831 (Impressions, n° 59). — S'explique sur les privilèges

de la Pairie, à l'occasion d'une pétition du sieur Toulieux, p. 923. — Repousse, à l'occasion d'une pétition du sieur Bourbon, le reproche de rétroactivité fait au décret du 25 octobre 1792 sur les substitutions, p. 927. — Vote le rejet d'un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest, à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1184, § *ult.*

LA REDORTE (M. le comte Maurice Mathieu de). — Son opinion sur la pétition du sieur Simon Lorian, p. 1436 (Impressions, n° 103).

LATOUR-MAUBOURG (M. le marquis de). — Donne des explications au sujet de la pétition du sieur Simon Lorian, p. 1443. — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1827.

LAURISTON (M. le maréchal marquis de). — Fait une observation sur l'article 3 du projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1682, § *ult.*

LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 72. — Demande l'impression des explications données par le Ministre de la marine, sur une pétition des héritiers de la veuve Gail, p. 289. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 1241 (Impressions, n° 93). — Amendement par lui proposé à l'article 4 de ce projet, p. 1327, § 2. — Fait une observation sur l'article 9, amendé par la commission, p. 1348, § 3. — Propose un amendement à cet article, et le développe, p. 1349, § *ult.* — Insiste sur cet amendement, p. 1352. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1916 et 1920.

LECOUTEUX DE CANTELEU (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455.

LETTRES-PATENTES, portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre, par M. le Garde des sceaux, p. 1910. — L'enregistrement en est ordonné, p. 1911.

LEVIS (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 15. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 69, 318 et 1712. — Article additionnel par lui

proposé au projet de loi, sur les successions et les substitutions: il la retire, p. 850.

*Lois adoptées par les Chambres, sanctionnées et promulguées par le Roi durant la session de 1826.* — Ces lois sont au nombre de seize, savoir :

Loi du 30 mars 1826, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du Nord. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 20 février 1826. — Adoptée le 3 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 11. Adoptée le 21. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre n° 84, p. 201).

Loi du 30 mars 1826, qui autorise une imposition extraordinaire votée par la ville de Bordeaux. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 20 février 1826. — Adoptée le 3 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 11. — Adoptée le 21. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois année 1826, premier semestre n° 84, p. 202).

Loi du 27 avril 1826, portant ratification de divers échanges d'immeubles entre le domaine de l'État, deux particuliers et la ville d'Avignon. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 18 mars 1826. — Adoptée avec un amendement le 31. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 avril. — Adoptée le 18. — Sanctionnée et promulguée le 27 (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 87, p. 233).

Loi du 30 avril 1826, relative à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue, par l'ordonnance royale du 17 avril 1825. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 11 février 1826. — Adoptée avec amendements le 20 mars suivant. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 21. — Adoptée le 25 avril. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 88, p. 241).

Loi du 17 mai 1826, sur les substitutions. — Présentée à la Chambre des Pairs le 10 février 1826, par M. le comte de Peyronnet, Garde des sceaux. — Adoptée avec amendements

- le 8 avril. — Portée à la Chambre des Députés par le même Ministre, le 11. — Adoptée le 11 mai. — Sanctionnée et promulguée le 17. (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre n° 90, p. 281).
- Loi du 17 mai 1826, sur les douanes. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 11 février 1826. — Adoptée avec amendements le 19 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 25. — Adoptée le 15 mai. — Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 91 p. 289).
- Loi du 21 mai 1826, qui autorise la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, et en affecte le produit à divers départements ministériels. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 18 mars 1826. — Adoptée avec amendements le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 25. — Adoptée le 18 mai. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bul. des lois, année 1826, premier semestre, n° 92, p. 305).
- Loi du 7 juin, relative à l'achèvement de la branche septentrionale du canal des Alpes. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 28 février 1826. — Adoptée le 6 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 20. — Adoptée le 30. — Sanctionnée et promulguée le 7 juin (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 97, p. 389).
- Loi du 21 juin 1826, portant règlement définitif du budget des recettes et dépenses pour l'exercice 1824. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 11 février 1826. — Adoptée avec un amendement le 28 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 9 mai. — Adoptée le 16 juin. — Sanctionnée et promulguée le 21 (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 98, p. 405).
- Loi du 21 juin 1826, relative à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice de 1825. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 11 février 1826. — Adoptée le 2 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 9. — Adoptée le 7 juin.

- Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1826, premier semestre, n° 98, p. 418).
- Loi du 21 juin 1826, qui autorise divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne.  
—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 18 mars 1826.—Adoptée avec amendements le 5 mai.—Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 9.—Adoptée le 15 juin.—  
• Sanctionnée et promulguée le 21. (Bull. des lois, année 1826, premier semestre, n° 99, p. 423).
- Loi du 5 juillet 1826, qui autorise diverses impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes.—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 19 avril 1826.—Adoptée le 5 mai.—Apportée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 20.—Adoptée le 27 juin.—Sanctionnée et promulguée le 5 juillet. (Bulletin des lois, année 1826, deuxième semestre, n° 102, p. 25.)
- Loi du 5 juillet 1826, qui autorise les villes de Saint-Quentin et de Montpellier, à emprunter différentes sommes.—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 19 mai 1826.—Adoptée le 3 juin.—Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 15.—Adoptée le 27.—Sanctionnée et promulguée le 5 juillet. (Bulletin des lois, année 1826, deuxième semestre, n° 102, p. 28).
- Loi du 5 juillet 1826, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne.—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 19 mai 1826.—Adoptée le 2 juin.—Présentée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre le 15.—Adoptée le 27.—Sanctionnée et promulguée le 5 juillet. (Bulletin des lois, année 1826, deuxième semestre, n° 102, p. 29).
- Loi du 6 juillet 1826, qui fixe le budget des recettes et dépenses pour l'exercice de 1827.—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 11 février 1826.—Adoptée avec amendements le 14 juin.

—Présentée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 15. — Adoptée le 5 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 6. (Bulletin des lois, année 1826, deuxième semestre, n° 101, p. 1).

Loi du 16 juillet 1826, qui ouvre un crédit spécial pour l'acquisition de la caserne dite de la Courtille. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le marquis de Clermont-Tonnerre, Ministre de la guerre, le 15 mai 1826. — Adoptée avec amendements le 1<sup>er</sup> juin. — Apportée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 16. — Adoptée le 29. — Sanctionnée et promulguée le 16 juillet. (Bulletin des lois, année 1826, deuxième semestre, n° 103, p. 41).

## M.

MAILLY (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1455 et 1827.

MALEVILLE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 69 et 1827. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 126 (Impressions, n° 7). — Appuie le renvoi à cette commission de diverses pétitions relatives au même projet, p. 308, § 2. — Fait un rapport spécial sur ces pétitions, p. 331 (Impressions, n° 18). — Justifie à leur égard la conduite de la Chambre et celle de la commission, p. 587. — Présente le résumé de la discussion générale, p. 712 (Impressions, n° 48.) — Déclare, au nom de la commission, qu'elle adhère à un amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc de Crillon, p. 819. — Appuie un amendement proposé par M. le comte d'Argout au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1319. — Repousse, sur l'article 6 du même projet, différentes additions proposées par la commission, p. 1342, § 1.

MARBOIS (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1454 et 1712. — Demande un éclaircissement sur l'article 7 du projet de loi relatif à la répression des délits commis dans les Échelles du Levant, p. 248. — Appuie le renvoi à la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi sur les successions et les substi-

tutions, de diverses pétitions relatives au même projet, p. 308, § *penult.* — Invoque l'ordre du jour sur une pétition de la dame Clermont née Mégevand, p. 919, § 4. — Fait une observation sur la forme collective d'un projet de loi, p. 953. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 971 (Impressions, n° 68). — Propose un amendement à l'article 2 du projet de loi sur l'enseignement de la médecine, p. 1302. — Soutient cet amendement, p. 1303, § 1. — Ses observations sur l'article 6 amendé du même projet, p. 1341 et 1343, § 1. — Sur l'article 10, p. 1359, § *ult.* — Amendement par lui proposé à l'article 16, p. 1367, § 1. — Ses observations sur le projet de loi contenant affectation à divers départements ministériels du produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, p. 1557 et 1560. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1824, p. 1570 (Impressions, n° 113). — Est entendu avant la clôture de la discussion générale sur ce projet, p. 1793. — Demande qu'il soit nommé une commission pour l'examen du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpes, p. 1645, § 2 et 1646, § 5. — Fait une observation sur le projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, [p. 1670. — Demande que la discussion soit rouverte malgré l'adoption provisoire des articles, p. 1714, § 1. — Insiste sur cette demande, p. 1716, § 1. — Ses observations sur le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1825, p. 1804, 1807, § *ult.* et 1816, § *ult.* — Sur le projet de loi relatif à des impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes, p. 1848, § *ult.* — Sur le projet de loi relatif à des emprunts votés par les villes de Saint-Quentin et de Montpellier, p. 1855 (Impressions, n° 131) et p. 1862. — Sur le projet de loi relatif à l'acquisition de la caserne dite de la Courtille, p. 1911. — Appuie le renvoi au Président du conseil des Ministres d'une pétition adressée à la Chambre par les propriétaires du navire espagnol *La Nueva-Veloz-Mariana*, p. 1934. — Ses observations sur le budget du ministère de la marine pour 1827, p. 2025.

- MARCELLUS (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 295. — Son opinion sur le projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles compris dans le domaine de l'État, p. 937 (Impressions, n° 64). — Appuie le vœu exprimé par un autre Pair sur l'invitation faite à la Chambre d'assister par députation à la pose de la première pierre du monument à élever sur la place Louis XVI, p. 1226, § *pénult.* — Combat l'ordre du jour invoqué sur la pétition du vicomte de Missongy, relative aux soldes de retraite des militaires, p. 1847, § 1. — Son opinion sur le budget de 1827, p. 1947 (Impressions, n° 136).
- MARESCOT (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1454.
- MARTIGNAC (M. de), Ministre d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles compris dans le domaine de l'État, p. 940 et 949. — Répond aux observations de M. le marquis de Marbois sur le projet de loi relatif à des suppléments de crédit pour 1825, p. 1813.
- MESSAGE adressé à la Chambre des Députés pour lui notifier l'organisation du bureau de la Chambre des Pairs, p. 14. — Voyez *Chambre des Députés.*
- MINISTRE DE LA GUERRE. — Voyez marquis de *Clermont-Tonnerre.*
- MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Voyez comte de *Corbière.*
- MINISTRE DE LA MAISON DU ROI. — Voyez duc de *Doudeauville.*
- MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Voyez comte *Chabrol de Crousol.*
- MINISTRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voyez comte *Frayssinous*, évêque d'*Hermopolis.*
- MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voyez baron de *Damas.*
- MINISTRE DES FINANCES. — Voyez comte de *Villele.*
- MOLÉ (M. le comte). — Pense qu'il ne devrait être fait aucun rapport sur les pétitions qui ne contiennent que des vues d'utilité publique, p. 291. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 341 (Impressions, n° 19). — Sur un amendement proposé par M. le duc de *Crillon* à l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, p. 811 (Impressions,

- n° 57. — Appuie un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1183 et 1189, § 4.
- MOLLIEU (M. le comte). — Lettre du Ministre des finances qui annonce que ce Pair a donné sa démission de la place de président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 202. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 704 (Impressions, n° 47). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1712.
- MONBADON (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 295.
- MONTALEMBERT (M. le baron de). — Propose un sous-amendement sur l'article 29 du projet de loi relatif à la répression des délits commis dans les Échelles du Levant, p. 278, § 1. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 462 (Impressions, n° 26). — S'explique au sujet d'un passage de cette opinion, p. 499. — Propose un amendement à l'article 3 du même projet et en développe les motifs, p. 834 (Impressions, n° 60). — Demande, à l'occasion d'une pétition, que la Chambre reconnoisse en principe que le privilège des Pairs de n'être jugés que par la Chambre s'étend aux actes antérieurs à leur élévation à la Pairie, p. 926. — Son opinion sur un article additionnel proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1070 (Impressions, n° 79). — S'explique au sujet d'un passage de cette opinion, p. 1130. — Fait une observation au sujet de l'amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du même projet, p. 1189, § 2. — Sa demande au sujet de l'article 13, p. 1196, § *ult.* — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois sur le projet de loi relatif à des suppléments de crédit pour 1825, p. 1807, § 1.
- MONTALIVET (Marthe-Camille-Bachasson comte de), fils de Jean-Pierre comte de Montalivet, Pair de France, décédé le 22 janvier 1823, et frère puiné de Simon-Pierre-Joseph, comte de Montalivet, Pair de France, décédé le 12 octobre suivant. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1337. — Une commission de

- trois membres est chargée de les vérifier, p. 1338. — Rapport de cette commission, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 1339. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1381. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 1447.
- MONTMORENCY** (M. le duc Mathieu de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 69. — Décédé le 17 mars 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Doudeauville, p. 322 (Impressions, n° 17).
- MONTPELLIER** (Autorisation d'emprunter demandée par la ville de). — Voyez *Emprunts*.
- MONUMENT A ÉLEVER SUR LA PLACE LOUIS XVI.** — Grande députation chargée d'assister à la pose et à la bénédiction de la première pierre de ce monument, p. 1225. — Observations de MM. le marquis de Lally et le comte de Marcellus à ce sujet, p. 1226.
- MONVILLE** (M. le baron Boissel de). — Combat un amendement proposé par M. le comte d'Argout au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1317.
- MORTEMART** (M. le marquis de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1826, p. 14. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455.
- MOUNIER** (M. le baron). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 72, 318, 1651. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue, p. 853 (Impressions, n° 61). — Résume la discussion qui a eu lieu sur l'ensemble de ce projet, p. 1053 (Impressions, n° 77). — La discussion qui a eu lieu sur un article additionnel proposé par la commission relativement aux dettes des colons, p. 1138. — Fait une observation sur l'amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9, p. 1188, § 2. — S'explique au sujet d'un amendement proposé par la commission à l'article 11, p. 1192. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 1262. — Soutient l'article 6 de

ce projet amendé par la commission, p. 1342, § *ult.*, et 1343, § 2. — Combat une proposition faite par M. le comte de La Villegontier sur l'article 9, p. 1351. — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1673. — Répond à une observation de M. le comte de Tournon sur l'art. 2 du même projet, p. 1677, § 3. — Propose de passer à l'ordre du jour sur une pétition du sieur Michelet, p. 293.

## N.

NARBONNE (M. le duc de).—Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1712.

NOÉ (M. le comte de).— Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 999 (Impressions, n<sup>o</sup> 72).— Amendement par lui proposé à l'article 11 de ce projet, p. 1193. — Il en développe les motifs, p. 1194. — Le retire, p. 1196.

## O.

OPINIONS DISTRIBUÉES A LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENTS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de cinq, savoir : sur le projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les *Échelles du Levant*, une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal. — Sur le projet de loi relatif aux *successions* et aux *substitutions*, une opinion de M. le duc de La Rochefoucauld. — Sur le projet de loi relatif aux *Écoles secondaires de médecine*, une opinion de M. le duc de Sabran, intitulée : observations, etc. — Sur la *pétition d'un officier rayé des contrôles de l'armée*, une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal. — Sur le projet de loi relatif à l'indemnité stipulée en faveur des *colons de Saint-Domingue*, une opinion de M. le marquis de Lally-Tolendal. Nous ajouterons à ces cinq opinions, 1<sup>o</sup> une note de M. le vicomte de Morel-Vindé, sur le *morcellement de*

la propriété, et un changement de rédaction proposé par le même Pair à l'amendement de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux *successions* et aux *substitutions*; 2<sup>o</sup> des éclaircissements donnés à la Chambre par M. le duc de Doudeauville, Ministre de la maison du Roi, à l'occasion du projet de loi relatif à divers *baux emphytéotiques* et *échanges* de biens dépendants du domaine de la Couronne.

OPINIONS PRONONCÉES (Explications fournies par divers membres, au sujet d'opinions par eux prononcées), p. 499, 587, 818, 1085, 1130 et 1444. — Voyez *Montalembert*, *Lally*, *Kergorlay*, *Pontécoulant*, *Choiseul*, *Belliard*.

ORDONNANCES DU ROI, COMMUNIQUÉES A LA CHAMBRE. — Ordonnance du 21 décembre 1825, qui nomme Pair de France, M. le comte de Bausset-Roquefort, archevêque d'Aix, p. 8. — Du même jour, qui autorise la transmission héréditaire de diverses Pairies hors de la descendance mâle des titulaires, p. 9. — Du 18 janvier 1826, qui nomme Pair de France, M. le comte de Gramont d'Asté, p. 11. — Du 19 février 1826, qui nomme le sieur Vincens substitut du procureur général près la cour des Pairs, p. 73. — Du 17 mars 1826, qui nomme M. le comte de Villemazy, président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 298.

ORGLANDES (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1224 et 1651.

ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Est nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 68.

— Fait un rapport sur ce projet, p. 78 (Impressions, n<sup>o</sup> 5).

S'explique au sujet d'amendements proposés à ce même projet par la commission, p. 243, 253, 258, 273 et 275. — Au

sujet d'un passage de son rapport, p. 268. — Est élu candidat

pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 294. — Fait divers rapports au

nom du comité des pétitions, p. 303, 927, 1201 et 1844. —

Propose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 825. — Le retire,

p. 829 et 850. — Propose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> du

projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1665 (Impres-

sions, n° 117). — Insiste pour l'adoption de cet amendement, p. 1671, § 1.

## P.

PAIRIE (Privilèges de la). — Discussion sur l'étendue des privilèges de la Pairie et de la juridiction de la Chambre des Pairs sur ses membres, à l'occasion de la pétition du sieur Toulieux, p. 920 à 926. — Voyez *Broglie, Lanjuinais, Pontécoulant, Montalembert*.

PASQUIER (M. le baron). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 367 (Impressions, n° 22). — Sur l'article 1<sup>er</sup> du même projet, p. 763 (Impressions, n° 51). — Ses observations au sujet d'un amendement proposé à cet article par M. le marquis d'Orvilliers, p. 826. — Appuie un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1187 et 1189, § 3. — Un amendement proposé par la commission au projet de loi sur l'enseignement de la médecine, p. 1276. — Fait une observation sur l'ordre de la délibération au sujet d'un autre amendement proposé à ce projet de loi, p. 1324. — Combat un amendement proposé par M. le vicomte Dubouchage sur l'article 3, p. 1329, § *pénult.* — Un amendement proposé sur le même article par M. le marquis de Rougé, p. 1331. — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de trois hommes de couleur de la Martinique, p. 1379, § 1. — Obtient la parole au sujet de pétitions relatives au projet de loi sur les douanes, p. 1449, § *ult.*; 1452, § 1, et 1453, § 2. — Son opinion sur ce projet de loi, p. 1458 (Impressions, n° 107). — Ses observations au sujet de l'article 7, p. 1518. — Il insiste sur ces observations, p. 1530. — Demande qu'il soit nommé une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpines, p. 1647, § *ult.*; 1648, § *ult.*, et 1649, § *ult.* — Se réunit à la proposition faite d'ajourner la discussion sur ce projet de loi, p. 1650, § 3. — Ses observations sur l'article 3 du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1681, § 1, et 1683, § 1. — Sur une proposition faite par le comité des pétitions

au sujet de deux pétitions relatives aux jésuites, p. 1921, § ult., et 1922, § 2. — Appui le renvoi au Président du conseil des Ministres d'une pétition adressée à la Chambre par les propriétaires du navire espagnol *La Nueva-Veloz-Mariana*, p. 1930. — Son opinion sur l'article 4 du budget de 1827, relatif au dégrèvement, p. 2039 (Impressions, n° 148).

PASTORET (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 318.

PELET DE LA LOZÈRE (M. le comte). — Fait une observation sur l'article 10 du projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, amendé par la commission, p. 1359, § 1.

PÉTITIONS (*Jurisprudence en matière de*). — Diverses pétitions relatives à des projets de loi soumis à la Chambre sont renvoyées aux commissions spéciales chargées d'examiner ces projets, p. 76, 77, 309, 434 et 1433. — Ce renvoi est prononcé, quoique les commissions aient déjà fait leur rapport sur les projets de loi soumis à leur examen, voyez p. 305 à 309, et 1433. — Rapports faits sur des pétitions ainsi renvoyées, p. 331 (Impressions, n° 18), et p. 1448. — La Chambre, sur la proposition de M. le duc de Choiseul, ordonne d'avance le renvoi aux commissions spéciales, des pétitions qui lui seroient adressées sur tel ou tel projet de loi, p. 77. — Des pétitions relatives à un projet de loi, et parvenues pendant le cours de la discussion, sont déposées au bureau des renseignements, p. 434—623. — On demande qu'il soit voté séparément sur des pétitions dont l'objet est distinct, p. 1449. — La Chambre décide qu'il ne sera point fait de rapport sur une pétition anonyme, p. 125. — Proposition tendante à ce qu'il ne soit plus fait de rapport sur les pétitions du sieur Hullin, p. 290. — Discussion sur la jurisprudence à établir relativement aux pétitions qui ne contiennent que des demandes de lois, ou des considérations générales sur des objets d'utilité publique, p. 291 et 292. — Le comité demande à être dispensé de faire un rapport sur deux pétitions inconvenantes dans leurs termes; observations à ce sujet, p. 1921 et 1922.

PÉTITIONS COLLECTIVES. — Des membres de la société royale de médecine de Bordeaux, p. 77. — Des donataires du Mont-de-

Milan, p. 291.—Des professeurs de l'école secondaire de médecine d'Arras, p. 309.—Des propriétaires des moulins d'Armes, Laforest, Coulanges, Grain, et Clamecy, sur l'Yonne, p. 928 (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Barante*).—Des nommés Bissette, Volny, et Fabien fils, hommes de couleur de la Martinique, p. 1373, voyez *Impressions*, n° 97 (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Chabrol, Broglie, Pasquier, Pontécoulant*).—De soixante-un propriétaires ruraux sur l'importation des laines, p. 1433 et 1450.—Des propriétaires et intéressés au chargement du navire espagnol la Nueva-Veloz-Mariana, p. 1922 (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Villèle, Lainé, Pasquier, Marbois*).—De divers habitants d'Alençon, p. 306 et 332.—De Beaugency, p. 76.—Du Blanc, p. 823.—De Bolbec, p. 76 et 332.—De Bonnebosq, p. 306 et 332.—De divers propriétaires de maisons à Bordeaux, p. 926 (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Lanjuinais*).—De divers habitants de Caen, p. 306 et 332.—De Cette, p. 1368 (voyez *Impressions* n° 96).—De Châlons-sur-Marne, p. 434.—De Chartres, p. 306 et 332.—De Chinon, p. 434.—De Cholet, p. 76 et 333.—De Corbeil, p. 434.—De Dreux, p. 434.—De Dunkerque, p. 623.—D'Elbœuf, p. 76 et 332.—D'Éloy-des-Ventes, p. 332.—D'Évreux, p. 332.—De Fumay, p. 1843.—De Grenoble, p. 307 et 333.—Du Havre (sur le droit d'ainesse), p. 434.—Du Havre (sur la traite des noirs), p. 1368, (V. *Impres.* n° 96).—De Honfleur, p. 76 et 332.—De l'Isle-sur-le-Serein, p. 919 (Observation au sujet de cette pétition, v. *Chabrol*).—De La Guerche, p. 306 et 333.—De Laigle, p. 434.—De Louviers, p. 306 et 332.—De Magny, p. 307 et 332.—De Marseille, p. 1368 (voyez *Impressions*, n° 96).—De Montpellier, p. 1368 (voyez *Impressions*, n° 96).—De Montreuil-sur-Mer, p. 434.—De Mortain, p. 306 et 332.—De Nancy, p. 306 et 333.—De Paris (sur le droit d'ainesse), p. 76, 306 et 332.—De Paris (sur l'amortissement), p. 1206 (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Roy, Villèle, Barante, Broglie*).—De Paris (sur la traite des noirs), p. 1368 (voyez *Impressions*, n° 96).—De Reims (sur le droit d'ainesse), p. 306 et 332.—De divers manufacturiers de la même ville (sur les Douanes), p. 1433, 1448 et 1450.—De divers habitants de Rennes, p. 434.—De Riceys,

p. 306 et 332.—De Roubaix, p. 306 et 333.—De Rouen, p. 306 et 332. — De la même ville, p. 623. — De Saint-Elin, p. 306 et 333. — De Strasbourg, p. 306 et 333. — De Thouars, p. 306 et 333. — De Touques, p. 306 et 332. — De Verdun, p. 333. — De Vilabé, p. 823. — D'Yvetot, p. 306 et 332.

PÉTITIONS INDIVIDUELLES.—Anonymes, p. 125.—Du sieur Allix, (sur le droit d'ainesse), p. 76 et 331.—Du même (pour une réclamation personnelle), p. 1544 (Observation au sujet de cette pétition, voyez *Dejean*).—Des sieurs Anjar et Raynaud, p. 1921.—Du sieur Aubé, p. 306, 332, et 335.—Du sieur Audrey, p. 1915.—Du sieur Babois, p. 1915.—Du sieur Baclet, p. 124. — Du sieur Bécard, p. 1848.—De la dame Benoit, née Nazary, p. 1434.—Du sieur Benoit, p. 1545.—Du sieur Berger, p. 125.—Du sieur Bourbon, p. 927.—Du sieur Boyer, p. 1205.—Du sieur Bunn, p. 918.—De la comtesse Camerata, p. 1844.—De la dame Carlin, p. 1846.—Du sieur Carpentier, p. 1203.—Du sieur de Chastenet, p. 76, 333 et 334.—De la dame Clermont née Mégevand, p. 918. (Discussion au sujet de cette pétition, voy. *Chabrol, Marbois, Labourdonnaye*).—Du sieur Conrard, p. 292.—Du sieur David, p. 1206.—Du sieur Delassalle, p. 434.—Du sieur Delatour, p. 1844.—Du sieur Deneux, p. 1434.—Du sieur De Seine, p. 285. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Dubouchage*).—Du sieur Duclos, p. 1433.—Des sieurs Dumoustier et Goujaud, p. 1920.—Du sieur Dutroyat et compagnie, p. 1433, 1450, et 1518. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Douanes*).—Du sieur Duvaillier, p. 1845.—Du sieur Fabre, *ibid.* (Observations au sujet de cette pétition, voyez *De Sèze, Tournon*).—Du sieur Faure, p. 305.—Du sieur Fodéré, p. 76.—Du comte de Franclieu, p. 76, 332 et 335.—Du sieur Fréminet, p. 1844.—Des héritiers Gail, p. 287. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Tournon, Daru, Chabrol, La Villegontier*).—Du sieur Gérin, p. 1843.—Des sieurs Goujaud et Dumoustier, p. 1920.—Du sieur Guérin (à Paris), p. 1202.—Du sieur Guérin (à Mamers), *ibid.*—Du sieur Harel-Lavertu, pag. 1916. (Discussion au sujet de cette pétition, voy. *Villèle*).—Du sieur Hullin, pag. 290. (Observation à ce sujet, voyez *Brissac*).—Du sieur d'Huteau, pag. 928.—Du sieur Isambert, p. 304.—Du même, *ibid.*—Du sieur Ste-

phane Kingston, p. 1204. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Brogie, Chabrol*). — Du sieur Lauranson, p. 1920. — Du sieur de Leaumont, p. 434. — Des demoiselles Lebaron, *ibid.* — Du sieur Lebrun, p. 1919. — Du sieur Leymerie, p. 917. — Du sieur Mallart, p. 1206. — Du sieur Marcy, p. 306. — Du sieur Marginet de Villa, (voyez *Harel-Lavertu*). — Du sieur Marye, p. 1371. — Du sieur Félix Mercier, p. 76, 333, 334. — Du même, p. 920. — Du même, p. 1372. — Du sieur Mettemberg, p. 434. — Du sieur Michallet, p. 1914. — Du sieur Michelet, p. 292 (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Mounier*). — Du sieur Milinon, p. 1919. — Du vicomte de Missongy, p. 1846 (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Marcellus*). — Du sieur Monbrun, p. 1845. — Du sieur Montanier, p. 1372. — Du sieur Muller, p. 1434. — Du sieur Najean, p. 306 et 333. — Du sieur Noblet, p. 76. — Du sieur Oudotte, p. 76, 332 et 334. — Du sieur Paix-de-Cœur, p. 287. — De la dame Francisque de Payen, p. 303. — Du sieur Petit, p. 1914. — Des héritiers Pignard, voyez *Seive*. — Du sieur Plumard de Rieux, p. 1203. — De la dame Prévost, veuve Clapazy, p. 1201. — Des sieurs Raynaud et Anjar, p. 1921. — Du sieur Renou (de Lyon), p. 291. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Molé, Tourmon, Barante*). — Du sieur Renou (de Paris), p. 1922. — Du sieur Ricard d'Allauch, p. 1435. — Du sieur Savidant, p. 124. — Du sieur Schuler, voyez *Wiber*. — Du sieur Seive, p. 290 (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Choiseul, Chabrol*). — Du comte de Selves, p. 125. — Du sieur Simon Lorie, p. 1435 (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *La Redorte, Ruty, Belliard, Latour-Maubourg, Lally*). — Du sieur Sorlin, p. 1371. — Du sieur Spy, p. 1205. — Du sieur Tastet, p. 1920. — Du même, p. 1921. — Du sieur Toulieux, p. 920 (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Brogie, Lanjuinais, Pontécoulant, Montalembert*). — Du sieur Turben, p. 1203. — Du sieur Vermilly, p. 1372. — Du sieur Verrier, p. 309. — Du sieur Vincent, *ibid.* — Des sieurs Wiber et Schuler, p. 1202. — Du sieur Miguel de Yaniz, p. 1914.

PEYRONNET (M. le comte de), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles

du Levant et de Barbarie, p. 26 (Impressions, n° 2). — Répond aux observations de M. le comte de Saint-Priest sur ce projet, p. 193. — Combat un amendement proposé dans la discussion générale, à l'article 29, et présente une nouvelle rédaction de cet article, p. 214. — S'oppose à une proposition faite par M. le duc Decazes, p. 220. — Combat un amendement proposé par M. le vicomte de Châteaubriand sur l'art. 1<sup>er</sup>, p. 227 et 234. — Fait diverses observations sur d'autres amendements proposés à l'article 1<sup>er</sup>, p. 243. — A l'article 7, p. 247 et 248. — Appelle l'attention de la Chambre sur l'article 8, p. 249. — S'explique sur divers amendements proposés à l'article 10, p. 251. — A l'article 11, p. 252, 254, et 255. — A l'article 14, p. 257. — Répond aux observations de M. le duc de Broglie sur l'article 15, p. 263. — Propose une rectification à l'art. 18, p. 266. — Répond à une observation de M. le comte de Pontécoulant sur l'article 20, p. 268. — Consent une modification à l'article 25, p. 272. — A l'article 26, p. 273. — Soutient la nouvelle rédaction qu'il a proposée pour l'article 29, p. 276, 277, 278. — S'explique au sujet de l'article 31, p. 280 et 282. — Présente un projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 33 (Impressions, n° 3). — Son discours pour la défense de ce projet, p. 389 (Impressions, n° 23). — Sa réponse aux objections élevées contre l'article 1<sup>er</sup>, p. 792 (Impressions, n° 54). — Prend la parole au sujet d'un amendement proposé à cet article par M. le marquis d'Orvilliers, p. 826, et 828. — Fournit des explications demandées sur l'article 3, p. 842 et 843. — Combat un article additionnel proposé par la commission, p. 844. — Répond à une observation de M. le baron Séguier, p. 849. — Communique à la Chambre diverses lettres-patentes portant institution de lettres de Pairie, p. 1910.

POMMEREU D'ALIGRE. — Voyez ALIGRE.

PONTÉCOULANT (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, p. 210. — Combat un amendement proposé à l'article 11, p. 255. — Demande des éclaircissements sur l'article 20, p. 267. — Appuie une rédaction nouvelle proposée pour l'article 29, p. 275, § pénult. — S'oppose à la mise en délibération d'un amendement proposé par M. le marquis d'Orvilliers à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi sur

- les successions, p. 828, § *ult.* — Prend part à une discussion qui s'élève sur les privilèges de la Pairie à l'occasion d'une pétition du sieur Toulieux, p. 924. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1033 (Impressions, n° 75 *bis*). — S'explique au sujet d'un passage de cette opinion, p. 1085, § *ult.* — Fait une observation sur l'article 7 du projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, amendé par la commission, p. 1344, § 2. — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de trois hommes de couleur de la Martinique, p. 1379, § *ult.*
- PORTAL** (M. le baron). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 68, 1224, et 1454. — Est élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 294. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 993 (Impressions, n° 71). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif aux Douanes, p. 1391 (Impressions, n° 101). — Fait, au nom de la même commission, un rapport sur différentes pétitions relatives à ce projet, p. 1448. — Est entendu à plusieurs reprises dans la discussion qui s'élève sur ces pétitions, p. 1450, 1451, 1452, et 1453.
- PORTALIS** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 72. — Appuie la mise en délibération des derniers paragraphes d'un article de loi dont le premier § a été rejeté, p. 829, § *ult.* — Son opinion sur un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1113 (Impressions, n. 85). — Sur un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1286. — Sur un amendement proposé par M. le comte d'Argout au même projet, p. 1320.
- PRASLIN** (M. le duc de). — Fait une observation au sujet de deux pétitions relatives aux jésuites, p. 1922, § 1.
- PRÉROGATIVE ROYALE.** — Peut-elle être blessée par l'exercice du droit d'amendement? voyez p. 1309 et 1310.
- PROCÈS-VERBAL.** — Le procès-verbal des séances de la Chambre forme une espèce de commentaire des lois, p. 264.

PROCLAMATION DU Roi qui ordonne la clôture de la session de 1826, p. 2061.

PROJETS DE LOI présentés à la Chambre dans le cours de la session. — Projet relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant et de Barbarie: *Impressions*, n° 2 (Voyez, pour la discussion, *Échelles du Levant*). — Sur les successions et les substitutions, n° 3 (Voyez *Successions*). — Relatif aux écoles secondaires de médecine, n° 4 (Voyez *Écoles secondaires de médecine*). — A une imposition extraordinaire votée par le département du Nord, n° 8 (Voyez *Impositions extraordinaires*). — A une imposition extraordinaire votée par la ville de Bordeaux, n° 9 (Voyez *ibid.*) — A la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue, n° 14. (Voyez *Saint-Domingue*). — A divers échanges d'immeubles entre deux particuliers, la ville d'Avignon et le domaine de l'État, n° 35. (Voyez *Échanges*.) — Qui affecte à divers départements ministériels le produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, n° 87. (Voyez *Vente d'immeubles*). — Sur les douanes, n° 88. (Voyez *Douanes*). — Projets de loi relatifs le premier au règlement définitif du budget de 1824, le second à l'ouverture de crédits supplémentaires pour 1825, n° 99. (Voyez *Budget de 1824*, et *Crédits supplémentaires*). — Projet relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, n° 100. (Voyez *Baux emphytéotiques*). — A l'achèvement du canal des Alpes, n° 111. (Voyez *Alpes*). — A diverses impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes, n° 112. — (Voyez *Impositions extraordinaires*). — Qui autorise les villes de Montpellier et de Saint-Quentin à emprunter différentes sommes pour leurs besoins, n° 118. (Voyez *Emprunts*). — Relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne, n° 119. (Voyez *Impositions extraordinaires*). — A la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1827, n° 120. (Voyez *Budget de 1827*). — A l'ouverture d'un crédit spécial pour l'acquisition de la caserne de la Courtille, n° 122. (Voyez *Caserne de la Courtille*).

PROJETS DE LOI adoptés pendant la session de 1826, et convertis

en lois (Voyez *Lois*).—Projets de loi non convertis en lois, (voyez *Échelles du Levant*, et *Écoles secondaires de médecine*).  
 PROJETS DE LOI.—Réclamations contre l'usage de réunir dans un même projet de loi des dispositions législatives essentiellement différentes, p. 953, 1670 et 1726 (Voyez *Marbois*).

## Q.

QUÉLEN (M. le comte de), Archevêque de Paris.—Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 15.  
 — Sa lettre au Président de la Chambre, à l'occasion de l'ouverture du Jubilé, p. 58.

## R.

RAIGECOURT (M. le marquis de).—Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 954 (Impressions, n° 66).

RAPP (M. le comte), Pair non reçu.—Ses lettres de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 1911.

RAPPORTS faits à la Chambre au nom de commissions spéciales nommées pour l'examen de divers projets de lois.) Voir ces projets ou les noms des rapporteurs.)

RAUZAN (M. le duc de).—Voyez *Duras*.

RIVIERE (M. le duc de).—Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 68.—Son opinion sur le projet relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Echelles du Levant, p. 197 (Impress., n° 11).—Appuie un amendement proposé à l'art. 29 de ce projet, p. 276 et 277.

ROHAN (M. l'abbé duc de).—Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7.

ROUGÉ (M. le marquis de).—Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1224 et 1827.—Hommage rendu par lui à la mémoire de feu M. le marquis de Juigné, p. 121 (Impressions, n° 6).—S'explique au sujet d'une pétition relative au projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 308, § 1.—Son opinion sur ce projet, p. 536 (Impressions, n° 32).—Appuie un amendement proposé par M. le comte d'Argout au projet de loi sur l'enseignement de la médecine, p. 1310, § *ult.*—Propose un amendement à l'article 4 du même projet, p. 1329, § *ult.*—S'explique au sujet

de cet amendement, p. 1330, § 3. — Propose un amendement à l'article 12, p. 1361, § *ult.* — Le soutient, p. 1363, § 2. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Saint-Quentin, p. 1829 (Impressions, n° 127). — Répond aux observations de M. le comte Roy sur le projet de loi relatif à des impositions extraordinaires votées par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes, p. 1850, § 1.

ROY (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 357 (Impressions, n° 21). — S'oppose à la clôture de la discussion sur l'amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc de Crillon, p. 819, § *ult.* — Combat un amendement proposé par M. le baron de Montalembert à l'article 3, p. 839. — Son opinion sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à divers échanges entre divers particuliers, la ville d'Avignon et le domaine de l'État, p. 944 (Impressions, n° 65). — Sa réponse aux observations du commissaire du Roi sur cet article, p. 951. — Propose de renvoyer à la commission du budget une pétition relative à l'emploi du fonds d'amortissement, p. 1208. — Insiste sur cette proposition, p. 1220. — Ses observations sur l'article 1<sup>er</sup>, § 1 du projet de loi relatif aux douanes, p. 1499. — Insiste sur ces observations, p. 1504. — Déclare être satisfait des explications qu'il a provoquées, p. 1507. — Son opinion sur un projet de loi contenant affectation à divers départements ministériels du produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, p. 1546 (Impressions, n° 110). — Insiste sur les observations qu'il a présentées, p. 1555. — Demande qu'il soit nommé une commission pour l'examen du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpines, p. 1647, et 1649, §§ *penult.* — Ses observations sur l'article 2 de ce projet, p. 1658 et 1663. — Sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1671, § *ult.* — Sur l'article 3 du même projet, p. 1678, § 1, 1679 et 1681, § *ult.* — Sur l'article 4, p. 1685, § 1. — Combat l'article 8 du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1824, p. 1799 et 1801. — Ses observations sur le projet de loi relatif à des impositions extraordinaires votées

par sept départements pour le perfectionnement de leurs routes, p. 1849. — Son opinion sur le chapitre du budget de 1827 concernant le ministère de la marine, p. 2007 (Impressions, n° 146). — Il insiste sur les observations qu'il a présentées, p. 2034. — Son opinion sur l'article 4 du même budget relatif au dégrèvement, p. 2044 (Impressions, n° 147).

RUTY (M. le comte). — Son opinion sur la pétition du sieur Simon Lorie, p. 1438 (Impressions, n° 104).

## S.

- SABRAN (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 915, 1455 et 1827. — Ses observations au sujet des amendements proposés au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1309 et 1310. — Sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpes, p. 1646, § 3.
- SAINT-AIGNAN (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1826, p. 14.
- SAINT-CRICQ (M. le comte de), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif aux douanes, p. 1467 (Impressions, n° 108.) — Sa réponse aux observations de M. le comte Roy sur l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, p. 1505. — De M. le baron Pasquier sur l'article 7, p. 1519.
- SAINT-DOMINGUE (anciens colons de). — Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue par l'ordonnance royale du 17 avril 1825. — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 299. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 14). — Renvoi aux bureaux, p. 303. — Le projet y est examiné, p. 317. — Nomination d'une commission spéciale, p. 318. — Une pétition relative à ce projet est renvoyée à la commission, p. 434. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Mounier, p. 853 (Impressions, n° 61). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 878. — *Discussion, en assemblée générale, sur l'ensemble du projet de loi*, p. 954. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le marquis de Raigecourt, p. 954 (Impressions,

n° 66). — Le comte de Saint-Roman, p. 961 (Impressions, n° 67. *Nota.* A la suite de cette opinion sont imprimées des pièces à l'appui). — Le marquis de Marbois, p. 971 (Impressions, n° 68). — Le duc de Brissac, p. 980 (Impressions, n° 69). — Le comte de Tournon, p. 987 (Impressions, n° 70). — Le baron Portal, p. 993 (Impressions, n° 71). — Le comte de Noé, p. 999 (Impressions, n° 72). — Le comte Truguet, p. 1003 (Impressions, n° 73). — Le comte de Kergorlay, p. 1009 (Impressions, n° 74). — Le comte d'Argout, p. 1021 (Impressions, n° 75). — Le comte de Pontécoulant, p. 1033 (Impressions, n° 75 bis). — (Incidentement à ce discours, M. le comte de Kergorlay, p. 1085.) — Le comte De Sèze, p. 1044 (Impressions, n° 76). — Observation du Ministre des finances, p. 1053. — Résumé du rapporteur, p. 1053 (Impressions, n° 77). — *Délibération des articles*, p. 1063 et suivantes. — Observation de M. le Président sur la transposition proposée des art. 6 et 7, p. 1065. — *Amendement proposé par la commission relativement aux dettes des colons*, p. 1066. — Sur cet amendement sont entendus MM. le comte Cornudet, p. 1067 (Impressions, n° 78). — Le baron de Montalembert, p. 1070 (Impressions, n° 79). — Le vicomte Lainé, p. 1075. — Le marquis de Coislin, p. 1086 (Impressions, n° 80). — Le comte d'Arjuzon, p. 1090 (Impressions, n° 81). — Le comte Siméon, p. 1092 (Impressions, n° 82). — Le marquis de Lally, p. 1098 (Impressions, n° 83). — Le Ministre des finances, p. 1104. — (*Contre la clôture demandée*, le rapporteur de la commission, p. 1111.) — Le duc de Choiseul, p. 1111 (Impressions, n° 84). — Le comte Portalis, p. 1113 (Impressions, n° 85). — Le vicomte de Châteaubriand, p. 1121 (Impressions, n° 86). — (*Incidentement à cette opinion*, M. le baron de Montalembert, p. 1130.) — Le Ministre des finances, *iterum*, p. 1130. — Le duc de Fitz-James, p. 1133; et le Ministre des finances, *tertiò*, p. 1137. — La parole est accordée au rapporteur de la commission pour présenter le résumé d'usage, p. 1138. — M. le vicomte Lainé obtient de nouveau la parole pour répondre au rapporteur, p. 1150. — Clôture de la discussion sur l'amendement, p. 1153. — Il est rejeté au scrutin, p. 1154, article 9. — *Premier amendement proposé à cet article par M. le comte de Saint-Priest*, et déve-

- loppement des motifs, p. 1168 (Impressions, n° 89). — Sur cet amendement sont entendus MM. le duc Decazes, p. 1172 (Impressions, n° 89 bis); le marquis de Lally, p. 1178; et le comte de Saint-Roman, p. 1179. — L'amendement est rejeté, p. 1182. — *Second amendement proposé par le même.* — Sur cet amendement sont entendus MM. le comte de Tournon, p. 1182; le comte Molé, p. 1183 et 1189, § 4; le baron Séguier, p. 1184, § 1, et 1189, § 1; le comte Lanjuinais, p. 1184, § ult.; le Ministre des finances, p. 1185 et 1188; le baron Pasquier, p. 1187 et 1189, § 3; le rapporteur de la commission et le comte de Ségur, p. 1188. — L'amendement est rejeté au scrutin, p. 1190. — *Article 11. — Amendement proposé par la commission.* — Sur cet amendement sont entendus MM. le Ministre des finances, p. 1191; le rapporteur de la commission, et le vicomte Lainé, p. 1192. — L'amendement est retiré, p. 1193. — *Amendement proposé par M. le comte de Noé, même page.* — Développement des motifs, p. 1194. — Observation du Ministre des finances, p. 1195. — L'amendement est retiré, p. 1196. — *Article 13. — Demande de M. le comte de Montalembert, ibid.* — Réponse du Ministre des finances, p. 1197. — Adoption au scrutin du projet de loi, *même page.*
- SAINT-PRIEST (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1455. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression des délits commis par des Français dans les Échelles du Levant, et amendements par lui proposés à ce projet, p. 187 (Impressions, n° 10). — Il s'explique au sujet de ces amendements, p. 254, 256, et 275, § ult. — Amendement par lui proposé à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1168. — Il en développe les motifs, *ibid.* (Impressions, n° 89.) — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1367, (Impressions, n° 96.)
- SAINT-QUENTIN (Autorisation d'emprunter, demandée par la ville de). — Voyez *Emprunts.*
- SAINT-ROMAN (M. le comte de). — S'explique au sujet de pétitions relatives au projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 307, § ult. — Son opinion sur ce projet, p. 349 (Impressions, n° 20). — Sur le projet de loi relatif à l'indem-

nité des colons de Saint-Domingue, p. 961 (Impressions, n° 67). — Sur un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du même projet, p. 1179. — Appuie un amendement proposé par M. le comte d'Argout au projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1316. — Une observation de M. le comte de Pontécoulant sur l'article 7 du même projet amendé, p. 1344, § 3. — Prend part à la discussion qui s'élève sur l'article 4 du projet de loi relatif aux douanes, p. 1514. — Appuie un amendement proposé par M. le marquis d'Orvilliers à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1668 et 1675. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 76 et 124.

SCRUTIN. — Vote au scrutin sur des amendements, p. 258, 821, 824, 1154, 1190, 1298 et 1324.

SÉANCE ROYALE DU 31 JANVIER 1826. — Procès-verbal de cette séance dressé par le Gardé des archives, p. 1 à 6. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 7 et 8.

SÉGULIER (M. le baron). — Fait une observation au sujet d'un article additionnel proposé par la commission au projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 849, § 1. — Au sujet d'un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 1184, § 1, et 1189, § 1.

SÉGUR (M. le comte de). — S'oppose à la clôture d'une discussion, p. 693. — Ses observations au sujet d'un amendement proposé par M. le duc de Crillon à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi sur les successions, p. 820, § *ult.* — Au sujet d'un amendement proposé au même article par M. le marquis d'Orvilliers, p. 826, § 1, et 827, § 1. — Au sujet d'un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 du projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1188, § *ult.* — Fait une observation sur l'ordre de la délibération, p. 1228, § 1. — Sur l'article 9 du projet de loi relatif à l'enseignement de la médecine, p. 1348, § *ult.* — Sur l'article 15 du même projet, p. 1366, § 3. — Appuie la proposition de rouvrir la discussion sur un projet de loi, malgré l'adoption provisoire des articles, p. 1716, § *ult.*

SERMENT (Prestation de). — De MM. le duc de Chartres; p. 5.

— Le comte de Bausset Roquefort, archevêque d'Aix, *ibid.* — Le marquis de Juigné, p. 201. — Le comte de Montalivet, p. 1447. — Le comte du Cayla, p. 1803.

SESSION DE 1826. — Ouverte le 31 janvier 1826, p. 6. — Close le 6 juillet suivant, p. 2061.

SIMÉON (M. le comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 482 (Impressions, n° 28). — Sur l'article 1<sup>er</sup> du même projet, p. 785 (Impressions, n° 53). — Sur un amendement proposé par la commission spéciale au projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1092 (Impressions, n° 82). — Fait diverses observations sur le projet de loi relatif à l'achèvement du canal des Alpines, p. 1646, § 3; 1648, § 3 et 1649, § 2. — Son opinion sur ce projet, p. 1654 (Impressions, n° 116).

SUBSTITUTIONS (Projet de loi sur les successions et les substitutions). — Voyez *successions*.

SUCCESSIONS (Projet de loi relatif aux successions et aux substitutions). — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 33. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 3). — Renvoi aux bureaux, p. 58. — Le projet y est examiné, p. 61. — Nomination d'une commission spéciale de sept membres, p. 69. — Diverses pétitions relatives au projet de loi, sont renvoyées à l'examen de cette commission, p. 75, 76. — Rapport fait au nom de la même commission, par M. le marquis de Maleville, p. 126 (Impressions, n° 7. — *Nota*, à la suite du rapport sont imprimés divers articles du Code civil, et un document fourni par la Chambre des notaires de Paris). — Tableau des amendements proposés par la commission, p. 182. — Ajournement de la discussion après les fêtes de Pâques, p. 295. — On propose de renvoyer à l'examen de la commission, de nouvelles pétitions relatives au projet de loi, p. 305. — Discussion sur ce renvoi, p. 307 à 309 (Dans cette discussion, sont entendus MM. le duc de Broglie, le baron de Barante, le duc de Choiseul, et le comte de Saint-Roman, p. 307; le marquis de Rougé, le marquis de Maleville, le marquis de Marbois et le comte de Tournon, p. 308). — Le renvoi est ordonné par la Chambre, p. 309. — Rapport fait sur ces pétitions par M. le marquis de

Maleville, p. 331 (Impressions, n° 18). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 341. — Dans cette discussion sont entendus MM. le comte Molé, p. 341 (Impressions, n° 19). — Le comte de Saint-Roman, p. 349 (Impressions, n° 20). — Le comte Roy, p. 357 (Impressions, n° 21). — Le baron Pasquier, p. 367 (Impressions, n° 22). — Le Garde des sceaux, p. 389 (Impressions, n° 23). — Le vicomte Lainé, p. 435 (Impressions, n° 24). — Le baron de Barante, p. 451 (Impressions, n° 25). — Le baron de Montalembert, p. 462 (Impressions, n° 26). — Le comte de Tascher, p. 475 (Impressions, n° 27). — Le comte Siméon, p. 482 (Impressions, n° 28). — (*Incidentement à ce discours*, M. le baron de Montalembert, p. 499). — Le Ministre de l'intérieur, p. 499 (Impressions, n° 29). — Le marquis de Coislin, p. 517 (Impressions, n° 30). — Le comte Cornudet, p. 528 (Impressions, n° 31). — Le marquis de Rougé, p. 536 (Impressions, n° 32). — Le comte de Kergorlay, p. 546 (Impressions, n° 33). — Le Ministre de la marine, p. 551 (Impressions, n° 34). — Le duc de Choiseul, p. 583 (Impressions, n° 37). — (*Incidentement à ce discours*, le rapporteur de la commission, M. le comte de La Bourdonnaye et Popinant, p. 587). — Le Ministre des finances, p. 588 (Impressions, n° 38). — Le duc Decazes, p. 600 (Impressions, n° 39). — Le duc de Broglie, p. 624 (Impressions, n° 40). — Le marquis de Lally, p. 639 (Impressions, n° 41). — Le duc de Brancas, p. 654 (Impressions, n° 42). — Le comte Daru, p. 661 (Impressions, n° 43). — Le Ministre de la guerre, p. 678 (Impressions, n° 44). — (On demande la clôture qui est combattue par M. le comte de Ségur, p. 693). — Le comte de Labourdonnaye, p. 693 (Impressions, n° 45). — (La clôture est de nouveau demandée, et combattue par M. le duc de Broglie, p. 697). — M. le comte de Germiny, p. 697 (Impressions, n° 46). — Et M. le comte Mollien, p. 704 (Impressions, n° 47). — Clôture de la discussion générale, p. 708. — Résumé du rapporteur, p. 712 (Impressions, n° 48). — *Délibération des articles*, p. 753. — *Article 1<sup>er</sup>* — Sur cet article sont entendus MM. le marquis d'Aragon, p. 754 (Impressions, n° 49). — Le comte de Chastellux, p. 758 (Impressions, n° 50). — Le baron Pasquier, p. 763 (Impressions, n° 51). — Le Ministre de l'intérieur, p. 772.

(Impressions, n° 52). — Le comte Siméon, p. 785 (Impressions, n° 53). — Le Garde des sceaux, p. 792 (Impressions, n° 54). — Le marquis Dessolle, p. 801 (Impressions, n° 55). — Développemens de l'amendement proposé à cet article par M. le duc de Crillon, p. 808 (Impressions, n° 56). — Sur cet amendement sont entendus MM. le comte Molé, p. 811. (Impressions, n° 57). — Le vicomte Lainé, pag. 813. — Le baron de Barante, pag. 816 (Impressions, n° 58). — (*Incidentement à ce discours*, M. le marquis de Lally, pag. 818). — Le comte de Tascher, pag. 819, § 1. — Et le rapporteur de la commission, même page. — (*On demande la clôture*, M. le comte Roy s'y oppose, p. 819, § ult.). — Le Ministre de l'intérieur, et le comte de Ségur, pag. 820. — L'amendement est rejeté au scrutin, pag. 821. — *Amendement proposé par la commission*, p. 824. — Cet amendement est consenti, au nom du Roi, par M. le Garde des sceaux, *ibid.* — Il est rejeté au scrutin, p. 825. — *Amendement proposé par M. le marquis d'Orvilliers*, p. 825. — Sur cet amendement sont entendus MM. le comte de Ségur et le comte de Pontécoulant, p. 826, § 1. — Le baron Pasquier, même page, § 2. — Le Garde des sceaux, même page, § 3. — Le comte de Ségur, *iterùm*. — Et le duc de Broglie, p. 827. — Le Garde des sceaux, *iterùm*, p. 828. — Le comte de Pontécoulant, *ibid.* — Cet amendement est retiré par son auteur, p. 829 et 850. — Délibération sur les derniers § de l'article 1<sup>er</sup>, p. 829. — A ce sujet sont entendus MM. le comte de Tracy et le comte Portalis, p. 829. — Vote sur l'article 2, p. 830. — Article 3. — Opinion de M. le comte Lanjuinais, p. 831 (Impressions, n° 59). — *Amendement proposé par M. le baron de Montalembert*. — Cet amendement est développé par son auteur, p. 834 (Impressions, n° 60). — Combattu par M. le comte Roy, p. 839. — Une explication est demandée par M. le vicomte Lainé, sur la manière dont on doit compter les degrés de substitution, p. 841. — Réponse de M. le Garde des sceaux, p. 842. — Autre explication demandée par M. le marquis de Rougé, p. 843. — Réponse du Ministre, *ibid.* — Article additionnel proposé par la commission, *ibid.* — Sur cet article sont entendus MM. le Garde des sceaux, p. 844. — Le vicomte Lainé, p. 846. — Le Ministre de l'intérieur, p. 848. — Le baron Séguier, p. 849, et le Garde des sceaux, *iterùm, ibid.* — L'ar-

ticle additionnel est rejeté, p. 250. — M. le duc de Lévis retire un article par lui proposé, *ibid.* § 3. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, *même page.*

SUSSY (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1224.

## T.

TALARU (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 15.

TALHOUET (M. le marquis de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7. — Ses lettres de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 1911.

TASCHER (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif aux successions et aux substitutions, p. 475 (Impressions, n° 27). — Fait une observation sur l'amendement proposé à l'article 1<sup>er</sup> par M. le duc de Crillon, p. 819, § 1.

TOURNON (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 68 et 1224. — Appuie un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à la répression des délits commis dans les Échelles du Levant, p. 252. — Fait, à l'occasion d'un projet de loi sur des échanges, une observation relative à l'ordre de la délibération, p. 943. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité de Saint-Domingue, p. 987 (Impressions, n° 70). — Appuie un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest à l'article 9 de ce projet, p. 1182. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine, p. 1234 (Impressions, n° 92). — Fait une observation sur l'article 8 de ce projet, p. 1334. — Combat un amendement proposé au même projet par M. le marquis de Rougé, p. 1363, § 1. — Fait une observation sur l'article 2 du projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1677, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif à des emprunts votés par les villes de Saint-Quentin et de Montpellier, p. 1859. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget de 1827, p. 1933 (Impressions, n° 133). — Fait divers rapports au nom du comité de pétitions, p. 918, 1203, et 1432

— S'oppose à ce qu'il soit fait rapport d'une pétition anonyme, p. 125. — Propose l'ordre du jour sur une pétition des héritiers Gail, p. 288, § 1. — Appuie le dépôt au bureau des renseignements d'une pétition du sieur Renou, p. 292, § 1. — D'une pétition du sieur Fabre, p. 1845, § *ult.* — Le renvoi à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur les successions, de diverses pétitions relatives à ce projet, p. 308, § *ult.* — Obtient la parole au sujet d'une pétition relative à la loi des douanes, p. 1452, § *ult.*

TRAITE DES NOIRS. — Pétition relative à la traite des noirs, p. 1368 (Impressions, n° 96).

TRÉVISE (M. le maréchal duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal duc d'Albuféra, p. 1688 (Impressions, n° 121).

TRUGUET (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'indemnité des colons de Saint-Domingue, p. 1003 (Impressions, n° 73). — Sur le budget de 1827, p. 1939 (Impressions, n° 134).

## U.

UNANIMITÉ. — Projets de loi votés à l'unanimité, p. 315.

## V.

VENCE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1827.

VENTE D'IMMEUBLES APPARTENANTS A L'ÉTAT. — (Projet de loi qui affecte à divers départements ministériels le produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État) — Présenté à la Chambre par le Ministre des finances, p. 1156. — Exposé des motifs, *ibid.* (Impressions, n° 87). — Renvoi aux bureaux, p. 1166. — Le projet y est examiné, p. 1201. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1223. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Villefranche, p. 1425 (Impressions, n° 102). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1546 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte Roy, p. 1546 (Impressions, n° 110). — Le Ministre des finances, p. 1549. — Le comte Roy, *iterum*,

p. 1555. — Le marquis de Marbois, p. 1557. — Le Ministre des finances, *iterùm*, p. 1558; — et le marquis de Marbois, *iterùm*, p. 1560. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1561. — Sa teneur, *ibid.*

VÉRAC (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1224.

VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1224. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi contenant affectation à divers départements ministériels du produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, p. 1425 (Impressions, n° 102).

VILLÈLE (M. le comte de). — Ministre des finances, président du conseil des Ministres. — Invite la Chambre à élire trois candidats pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 202. — L'informe de la nomination de M. le comte de Villemanzy à cette présidence, p. 297. — Présente un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité stipulée en faveur des anciens colons de Saint-Domingue, p. 299 (Voyez *Impressions*, n° 14). — Explique, avant la clôture de la discussion générale, pourquoi il s'est abstenu de prendre la parole sur l'ensemble du projet, p. 1053. — Combat un amendement proposé par la commission, sur l'article 7, p. 1104, 1130 et 1137. — Un amendement proposé par M. le comte de Saint-Priest, sur l'article 9, p. 1185 et 1188. — Un amendement proposé par la commission, sur l'article 11, p. 1191. — Un amendement proposé par M. le comte de Noé sur le même article, p. 1195. — Répond à une demande faite par M. le baron de Montalembert sur l'article 13, p. 1197. — Présente un projet de loi relatif à divers échanges d'immeubles entre des particuliers, la ville d'Avignon, et le domaine de l'État, p. 575 (Impressions, n° 35). — Un projet de loi contenant affectation à divers départements ministériels du produit de la vente de plusieurs immeubles appartenants à l'État, p. 1155 (Impressions, n° 87). — Son discours pour la défense de ce projet, p. 1549. — Sa réponse à une observation de M. le marquis de Marbois, p. 1558. — Présente un projet de loi relatif aux douanes, p. 1160. — Répond aux observations de M. le comte Roy sur l'article 1<sup>er</sup> de ce projet, p. 1501.

- De M. le baron de Barante, sur l'article 4, p. 1511. — De M. le baron Pasquier, sur l'article 7, p. 1532. — Combat un amendement proposé à ce dernier article, par M. le duc de Broglie, p. 1535. — Présente un projet de loi relatif à la fixation définitive du budget de 1824, p. 1382 (Impressions, n° 99). — Répond aux objections de M. le comte Roy, contre l'article 8 de ce projet, p. 1800. — Présente un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1825, p. 1382 (Impressions, n° 99). — Répond à une question qui lui est adressée sur ce projet, p. 1817. — Présente un projet de loi relatif à divers baux emphytéotiques et échanges de biens dépendants du domaine de la Couronne, p. 1384 (Impressions, n° 100). — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour 1827, p. 1709 (Impressions, n° 120). — Voyez aussi, p. 1711. — Son discours en réponse aux observations faites dans la discussion générale sur ce projet de loi, p. 1962. — En réponse aux observations de MM. le baron Pasquier et le comte Roy, sur l'article 4, p. 2052. — A l'appui du projet de loi sur les successions et les substitutions, p. 588 (Impressions, n° 38). — S'explique au sujet d'une pétition relative à l'emploi du fonds d'amortissement, p. 1208, 1211 et 1221. — Donne des explications au sujet d'une pétition du sieur *Harel-Lavertu*, p. 1916. — D'une pétition des propriétaires du navire espagnol *La Nueva-Veloz-Mariana*, p. 1924 et 1929. — Remet au Président de la Chambre la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 2061.
- VILLEMANZY (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1712. — Élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 294. — Nommé par le Roi à cette présidence, p. 297. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur la situation de la caisse d'amortissement, p. 1198 (Impressions, n° 90). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la fixation du budget de 1827, p. 1944 (Impressions, n° 135).
- VINCENS (M.). — Est nommé substitut du procureur général près la cour des Pairs, p. 73.
- VOGUÉ (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 915, 1651 et 1827. — Fait,

au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à des impositions extraordinaires votées par sept départements, p. 1722 (Impressions, n° 123).

---

---

IMPRIMERIE DE JULES DIDOT AINÉ,  
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,  
Rue du Pont-de-Lodi, n° 6.

THE HISTORY OF THE  
REIGN OF CHARLES THE FIRST  
BY JOHN BURNET

THE HISTORY OF THE  
REIGN OF CHARLES THE FIRST  
BY JOHN BURNET

CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE.

SESSION DE 1827.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune aux procès-verbaux des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(*Voir*, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

*Nota.* Les projets de loi relatifs à l'organisation du jury et à la juridiction militaire et le projet de Code forestier ayant donné lieu à des discussions trop étendues pour qu'il fût possible d'en renfermer l'analyse dans les bornes des articles que comporte ordinairement la table générale des matières, on a compris dans des tables particulières placées à la fin du présent volume les observations faites sur les divers articles de ces trois projets de loi.

A.

ACQUISITION D'IMMEUBLES au nom de l'État. — Voyez *Palais-Bourbon*.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 11. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Lévis p. 14. — Le projet d'adresse est soumis aux bureaux, *ibid.* — Discuté en assemblée générale, p. 15. — Discours du

Ministre des affaires étrangères, p. 15. (I. n.º 2). — On demande l'impression de ce discours, p. 18. — Observations de M. le Président, *ibid.* — De M. le comte Molé, *ibid.* — L'impression est ordonnée, *ibid.* — Discours de M. le baron Pasquier, *ibid.*, §. *ult.* — On demande l'impression de ce discours, p. 19. — Observations de M. le vicomte Dubouché, *ibid.* § 2. — De M. le comte de Pontécoulant, *ibid.* § 3. — Discours de M. le vicomte de Châteaubriand, *ibid.* § 5. — Le renvoi de l'adresse à la commission est demandé par M. le comte Molé, *ibid.*, § *ult.* — Observation de M. le duc de Brissac, p. 20. — L'adresse est renvoyée à la commission après une discussion préliminaire, *ibid.* — Nouveau rapport fait par la commission, p. 22. — Délibération, *ibid.* — Texte de l'adresse adoptée, p. 23. — Une grande députation est chargée de la présenter à Sa Majesté, p. 27. — Compte rendu de la présentation de l'adresse et réponse du Roi, p. 29.

**ALEUFÉRA** (M. le duc d'). — Ses lettres-patentes sont communiquées à la Chambre, p. 3160.

**ALIGRE** (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 353 et 2143.

**AMBRUGEAC** (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 81. — S'explique au sujet de divers amendemens proposés à ce projet de loi tant par la commission que par plusieurs Pairs, p. 1155, 1162 et suivantes (*voyez* I. n.º 88.), 1170, § 1.<sup>er</sup>; 1180, § 2; 1188, § 1.<sup>er</sup>; 1200, § 3; 1215, § 2; 1238, § 2; 1256, § 2; 1353, § *ult.*; 1381, § *ult.*; 1383, § *pénult.*, 1395, § 1.<sup>er</sup>; 1396, § *ult.*; 1399, § 1.<sup>er</sup>; 1405, § 1.<sup>er</sup>; 1590, 1600, § 3; 1601, § 2 et § 4; 1602, § *ult.*; 1628, 1651, § 1.<sup>er</sup>; 1703, § 1.<sup>er</sup>; 1926, § *ult.*; 1933, § *ult.*; 1939, § *ult.*; 1953, § 2; 2036, § 1.<sup>er</sup> — Provoque une explication de la part du Ministre au sujet des dispositions relatives aux Pairs de France, p. 1340, § 2. — Propose de renvoyer divers articles à la commission, p. 1399, § *ult.* et 1990. — Demande que divers articles soient transposés ou modifiés, 1182, 1358, 1360, 2028, § *ult.*; 2029, § 2; et 2030, § *ult.* — Fait divers rapports sur des propositions renvoyées à la commission spéciale dans le cours de la délibération, p. 1250, 1251, 1380, § *ult.*; 1387, 1389, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1440, et 1441, 1520 et suivantes, 1689 et suivantes, 1706 et suivantes, 1727 et suivantes, 1878 et 1880, 1895 et suivantes,

- 1943 et suivantes. — Nommé commissaire pour l'examen de divers autres projets de loi, p. 2143. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur un projet de loi tendant à autoriser une imposition extraordinaire votée par le département de la Corrèze, p. 2223 (I. n.° 149). — Fait une proposition relative aux officiers en retraite dans la discussion des articles du projet de loi sur l'organisation du jury, p. 517, § *ult.* (I. n.° 40). — Retire cette proposition, p. 521. — Obtient de nouveau la parole dans cette discussion, p. 523, § 3; voyez aussi p. 2160. — S'explique au sujet d'une pétition relative au Code militaire, p. 2172, § 2.
- ANDIGNÉ (M. le baron d'). — Nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 2143.
- ANNIVERSAIRE du 21 janvier. — Une grande députation est chargée d'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis, pour le Roi Louis XVI et la Reine Marie-Antoinette, p. 111.
- ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris, en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 1611 et 1612.
- ARGOUT (M. le comte d'). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la réduction du droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel, p. 820 (I. n.° 56). — Insiste sur les observations qu'il a présentées dans ce discours, p. 838. — Demande le renvoi à la commission d'un article du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1343, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2420 (I. n.° 159). — Fait diverses observations, dans la discussion des articles, — sur l'article 21, p. 2523; — sur l'article 26, p. 2529 et 2530, § 2; — sur l'article 30, p. 2534; — sur l'article 58 relatif aux *affectations*, p. 2552 à 2558. — Son opinion au sujet de la pétition du sieur Robert, p. 664, § *ult.* — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2170 (I. n.° 143). Voyez aussi p. 2198, § 2. — 2240 et suivantes (*Impressions*, n.° 151).

## B.

- BARANTE (M. le baron de). Fait hommage à la Chambre de son *Histoire des ducs de Bourgogne*, p. 2201. — Son opi

- nion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 191 (Impressions n.º 18). — Propose de renvoyer à l'examen de la commission spéciale des amendemens proposés au projet de loi sur le jury, p. 391, § *ult.* — Obtient la parole à diverses reprises dans la délibération sur les articles de ce projet de loi et sur les amendemens qui s'y rapportent, p. 436, § 1.<sup>er</sup>; 436, § 1.<sup>er</sup>; 463 et suivantes; 486, § *ult.*; 554, § 1.<sup>er</sup>; 535, § 1.<sup>er</sup>; 565, § 2; 596, § 1.<sup>er</sup>. — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 884, § 1.<sup>er</sup>. — Réclame la suppression de l'art. 8 de ce projet, p. 889. — Prend part à la discussion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1151, § 2; 1168, § 2; 1169, § 1.<sup>er</sup>; 1213, § 2; 1348, § 3; 1491, § 1.<sup>er</sup>; 1592, § *ult.*; 2018, § 1.<sup>er</sup>; 2030, § 1.<sup>er</sup>; 2037, § 2; 2051 et 2052, § *ult.* — Son opinion sur la compétence des conseils de guerre en matière de délits communs, p. 1441, § *ult.* (I. n.º 100). — Appuie le renvoi au Ministre de l'intérieur d'une pétition du sieur Robert, p. 667, § 1.<sup>er</sup>. — Le renvoi au Ministre de la justice d'une pétition du sieur Terry, p. 796, § *ult.* — D'une pétition du sieur Thibon, p. 843, § 1.<sup>er</sup>. — Prend part à la discussion qui s'élève sur les attributions du conseil d'État, à l'occasion d'une pétition du sieur Delamotte, p. 2195. Voyez aussi p. 2199, § 1.<sup>er</sup>.
- BASTARD** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 352 et 1022. — Obtient des lettres-patentes portant échange de biens dans son majorat de Pairie, p. 3160.
- BECQUEY** (M.), conseiller d'État, directeur général des ponts et chaussées, commissaire du Roi. — Répond à une observation de M. le comte de Tournon sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un canal entre Digoin et Roanne, p. 2818. — Son discours sur l'article du budget relatif aux travaux publics, p. 3182.
- BELLIARD** (M. le comte). — Fait diverses observations dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 453, § 1.<sup>er</sup>; 523, § *ult.* — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1088 (I. n.º 81). — Fait diverses observations ou propositions sur les articles de ce projet de loi, p. 1172, § *ult.*; 1173, § 2; 1186, § 2; 1208, § 2; 1366, 1369, § *ult.*, et 1390, § 1.<sup>er</sup>; 1395, § *ult.*, et 1396, § 2;

- 1438, § *ult.*; 1930, 1933, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur les dispositions relatives aux Pairs de France qui ont pris du service dans l'armée, p. 1820 (I. n.° 136). — Son opinion sur une pétition relative à la retenue à laquelle sont assujéties les pensions militaires, p. 2807, § *ult.* (I. n.° 173).
- BEURNONVILLE (M. le baron de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7. — S'explique au sujet d'une question relative à l'ordre des délibérations, p. 519, § *ult.* — Fait une observation dans la discussion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1396, § 1.<sup>er</sup>
- BOISGELIN (Alexandre - Joseph, marquis de), appelé, par ordonnance du Roi du 1.<sup>er</sup> août 1817, à succéder héréditairement à la Pairie dont était revêtu M. Paul-Gabriel Bruno, marquis de Boisgelin, son frère. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 2537. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 2539. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc d'Uzès, p. 2540. — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *même page*. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 2601.
- BOISSY-D'ANGLAS (François-Antoine, comte de), décédé le 20 octobre 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Pastoret, p. 64 (I. n.° 7).
- BOISSY-D'ANGLAS (François-Antoine, comte de), fils du précédent. — Adresse à la chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 74. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Roy, p. 76. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 77. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 80. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 83. — Son opinion sur le projet de loi relatif au jury, p. 370 (I. n.° 33.) — Sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 854 (I. n.° 59).
- BOISSY DU COUDRAY (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de Code forestier, p. 1727.
- BONALD (M. le vicomte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1727. — Son opinion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 185. (Impression n.° 17.)

- Sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1143 (I. n.º 87.)
- BORDESSOULLE** (M. le comte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le vicomte Digeon, p. 899. (I. n.º 63.)
- BOURBON-BUSSET** (M. le comte de). — Fait diverses observations sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1173, § 1.<sup>er</sup>; 1600, § *ult.*
- BOURMONT** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 81. — Son opinion sur les articles de ce projet de loi relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1505 (I. n.º 108). — S'explique au sujet d'autres articles du même projet, p. 1598, 2052, § 1.<sup>er</sup>
- BOUTHILLIERS** (M. le marquis de), directeur général des forêts, commissaire du Roi pour la défense du projet de Code forestier. — Soutient la discussion des articles de ce projet de loi, p. 2527, 2535, 2545, 2572, 2592, 2596, 2619, 2628, 2641, § 1.<sup>er</sup>; 2643, 2682. (d)
- BRANCAS** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi relatif à la réduction du droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel, p. 723. — Fait, au nom de la commission spéciale, un rapport sur ce projet de loi, p. 766 (I. n.º 52).
- BRETEUIL** (M. le baron de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 75 et 2392.
- BRÉZÉ** (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 352.
- BRISSAC** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 11. — Fait une observation sur la forme de la délibération du projet d'adresse, p. 20. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 75, 1022, 2919. — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 599, § 1.<sup>er</sup> — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Berne-Verdet, p. 663, § 3. — Propose de renvoyer un projet de loi, revenu amendé de la Chambre des Députés, à la commission précédemment nommée pour l'examiner, p. 996. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de Code forestier, p. 2527, § 2; 2633, § *ult.* — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour l'exercice 1828, p. 2994 (I. n.º 188). — Ré-

sume la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 3161 (I. n.º 196). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 349, 722, 844.

**BROGLIE** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1022. — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de la maison Valantin et compagnie, p. 123. — Propose un amendement à l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, et en développe les motifs, p. 312 (I. n.º 31). — Insiste pour l'adoption de cet amendement, p. 335. — Obtient la parole à diverses reprises dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif au jury, p. 449, § 1.<sup>er</sup>; 467, § 1.<sup>er</sup>; 495, 558, § 3. — Son opinion sur le projet de loi tendant à dispenser le Trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 750 et suivantes. — Son discours à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1316 (I. n.º 96). — Obtient la parole dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1595. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 653 et 784. — Soutient les propositions du comité sur différentes pétitions, p. 654, § 7; et 655, § 1.<sup>er</sup>. — Résume la discussion qui a eu lieu sur une pétition du sieur Terry, p. 798.

**BUDGET DE 1825.** — **Loi du 6 juin 1827**, relative au règlement définitif du budget de 1825. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 10 février 1827. — Adoptée le 30 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 1.<sup>er</sup> juin. — Sanctionnée et promulguée le 6 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 165, p. 585). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 220<sub>2</sub> (I. n.º 144). — Ce projet est examiné dans les bureaux p. 2253. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2283. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois, p. 2687 (I. n.º 171). — Discussion en assemblée générale, p. 2882. — Dans cette discussion sont entendus, MM. le comte de Sussy, p. 2882 (I. n.º 180); — le marquis de Marbois, rapporteur, p. 2887; — le comte de Sussy, *iterùm*, p. 2889, § 1.<sup>er</sup>; — le comte Roy, p. 2889, § ult. (I. n.º 181); — le Ministre des finances, p. 2893; — le comte Roy, *iterùm*; p. 2897; voyez aussi p. 2902 et 2904; — le Ministre des finances, *iterùm*, p. 2900; voyez

aussi p. 2902 et 2906 ; — le rapporteur de la commission , p. 2903 ; — et le Ministre de la marine , p. 2906. — Adoption du projet de loi au scrutin , p. 2912. — Sa teneur , p. 2907.

**BUDGET DE 1828. — Loi du 24 juin 1827**, relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1828. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villele, Ministre des finances ; le 10 février 1827. — Adoptée avec amendemens le 30 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 1<sup>er</sup> juin. — Adoptée le 21. — Sanctionnée et promulguée le 24. (Bulletin des lois, année 1827, 1<sup>re</sup> session, n.° 171, p. 737.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2878 (I. n.° 179). — Ce projet est examiné dans les bureaux p. 2915. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2919. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le duc de Brissac ; p. 2994 (I. n.° 188). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 3009 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus, MM. le vicomte de Chateaubriand, p. 3062 (I. n.° 189) ; le vice-amiral comte Truguet, p. 3082 (I. n.° 190) ; le comte de La Roche-Aimon, p. 3091 (I. n.° 191) ; — le comte de Tournon, p. 3111 (I. n.° 192) ; le vice-amiral comte Verhuell, p. 3120 (I. n.° 193) ; le Ministre de l'intérieur, p. 3125 ; — le duc de Choiseul, p. 3138 ; — le marquis de Lally, p. 3143 (I. n.° 194). — (Incidentement à ce discours, le vicomte de Chateaubriand, p. 3150) ; — le comte de Tascher, p. 3151 (I. n.° 195). — (Incidentement à ce discours, le Ministre des finances, p. 3156, et le comte de Tascher, *même page*.) — Résumé du rapporteur, p. 3161 (I. n.° 196). — Délibération des articles, p. 3170 et suivantes. — Dans le cours de cette délibération sont entendus, sur les moyens de venir au secours des victimes des inondations, M. le comte de Marcellus, p. 3172 (I. n.° 197) ; voyez aussi p. 3177 — et le Ministre des finances ; p. 3176. — Sur le budget particulier des haras, M. le comte de La Roche-Aimon, p. 3178 (I. n.° 198). — Sur le fonds de secours accordé aux Colons de Saint-Domingue, M. le comte de Marcellus, p. 3181. — Sur le budget des ponts et chaussées, le commissaire du Roi, directeur général des ponts et chaussées, p. 3182 ; et M. le baron Pasquier, p. 3185 (I. n.° 199) ; — le Ministre des finances, p. 3191 ; et le comte de Clas-

- tellux, p. 3193, § 1.<sup>er</sup>. — *Sur la dotation de l'ordre de Saint-Louis*, M. le marquis d'Ecquevilly, p. 3193, § ult. (I. n.° 200). — *Sur les frais de service et de négociation*, le Ministre des finances, p. 3195; et MM. le vicomte de Châteaubriand, p. 3200; — le marquis de Marbois, p. 3201; — le baron Pasquier, p. 3202; — le Ministre des finances, *iterùm*, p. 3207; — le vicomte de Châteaubriand, *iterùm*, p. 3212; — le Ministre des finances, *tertio, même page*; et le marquis de Marbois, *iterùm*, p. 3214. — *Sur l'article intitulé Chambre des Pairs*, MM. le vicomte Lainé, p. 3218 (I. n.° 201); — le Ministre des finances, p. 3223; — le comte Roy, p. 3227; — le Ministre des finances, *iterùm*, p. 3232; — le vicomte Lainé, *iterùm*, p. 3234; et le vicomte de Châteaubriand, p. 3238. — *Sur le droit de port d'armes*, M. le comte de Marbois, p. 3241. — *Sur la loterie et les jeux*, MM. le marquis de Marbois, p. 3242; voyez aussi p. 3245, 3247 et 3249; — le baron Pasquier, p. 3244; — le comte de Tournon, p. 3246, § 1.<sup>er</sup>; — le Ministre des finances, *même page*; et le comte Roy, p. 3248. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3252.
- BUREAU DE LA CHAMBRE. — Sa formation provisoire, p. 7. — Définitive, p. 10. — (I. n.° 1).
- BUREAUX (Formation et renouvellement des bureaux ainsi que du comité des pétitions). — Première formation, le 13 décembre 1826, p. 11 (I. n.° 1). — Premier renouvellement, le 22 janvier 1827, p. 209 (I. n.° 20). — Second renouvellement, le 6 mars, p. 816 (I. n.° 57). — Troisième renouvellement, le 5 mai, p. 2263 (I. n.° 152).
- COQUELLE (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de deux projets de loi, p. 2392.
- CAISSE D'AMORTISSEMENT (Commission de surveillance de la). — Rapport annuel fait au nom de cette commission par M. le comte de Villemanzy, son président, p. 1327 et 1474 (I. n.° 109).
- CANAUX. — LOI du 29 mai 1827, relative à une concession temporaire des canaux de Saint-Quentin et de Crozat. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 17 avril 1827. — Adoptée le 25. — Apportée à la Chambre des Pairs par

le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29. (Bulletin des lois, année 1827, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 166, p. 617.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 2210 (I. n.º 147). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2391. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Haubersart, p. 2609 (I. n.º 170). — Discussion en assemblée générale, p. 2821. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2822.

= Loi du même jour, qui autorise la concession perpétuelle d'un canal à ouvrir entre Digoin et Roanne. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 17 avril 1827. — Adoptée le 25. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29. (Bulletin des lois, année 1827, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 164, p. 569.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 2212 (I. n.º 148). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2391. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Talaru, p. 2602 (I. n.º 169). — Discussion en assemblée générale, p. 2817. — Dans cette discussion sont entendus M. le comte de Tournon, p. 2817, § ult., et M. Beccquey, commissaire du Roi, p. 2818. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2822.

CAPELLE (M. le baron), conseiller d'Etat, commissaire du Roi pour la défense du projet de loi relatif aux abords de l'église de la Madeleine. — Donne une explication demandée sur ce projet de loi, p. 2823.

CASTELLANE (M. le comte de). — Demande que la discussion sur la pétition du comte de Montlosier soit ajournée jusqu'à près l'impression du rapport, p. 162, § ult.

CHABRILLAN (Alfred-Philibert-Victor, Guigues de Moreton, comte de), appelé, par ordonnance du Roi du 24 mars 1824, à succéder héréditairement à la Pairie dont était revêtu M. le comte de Saint-Vallier, son beau-père. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 2921. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 2922. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois, p. 2923. — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *même page*. — Il est admis à prêter serment et à prendre

séance, p. 2993. — Ses lettres-patentes sont communiquées à la Chambre, p. 3160.

**CHAEROL DE CROUSOL** (M. le comte), Ministre de la marine et des colonies. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 49 (I. n.º 5). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 256 (I. n.º 27). — Indique une modification à la rédaction proposée par la commission sur l'art. 4, p. 342. — Donne une explication demandée sur l'art. 5, p. 343. — Communique de nouveau à la Chambre le même projet de loi amendé par la Chambre des Députés, p. 973 (I. n.º 65). — S'explique au sujet des articles du projet de Code forestier relatifs au martelage, p. 2623, 2626, 2629, 2630. — Au sujet d'une observation faite incidemment à la discussion de la loi des comptes de 1825, p. 2960. — Donne des explications au sujet d'une pétition de la maison Vallantin et compagnie, p. 122, 125 et 128. — Au sujet d'une pétition de Marie-Louise Lambert, négresse de la Martinique, p. 659. — Au sujet d'une pétition du sieur Berne-Verdét, p. 661. (*Voir* aussi p. 662 et 663.)

**CHALAIS** (M. le prince duc de). — Ses lettres-patentes sont communiquées à la Chambre, p. 3160.

**CHAMBRE DES PAIRS** (état actuel de la). — Le 6 juillet, jour où fut close la session de 1826, la Chambre des Pairs se trouvait composée de 273 membres, non compris M. le Président. Douze Pairs sont morts depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1827 (22 juin) savoir :

Le 7 juillet 1826,	M. le comte de Sussy.
Le 11,	M. le comte Daviau du Bois de Sanzay, archevêque de Bordeaux.
Le 2 août,	M. le vicomte Digeou.
Le 4 octobre,	M. le duc de Lorge.
Le 20,	M. le comte de Boissy-d'Anglas.
Le 4 novembre,	M. le comte Cholet.
Le 13 janvier 1827.	M. le comte Lanjuinais.
Le 5 mars	M. le marquis de Laplace.
<i>Le même jour.</i>	M. le m. <sup>al</sup> marquis de Vioménil.
Le 21,	M. le vicomte de Lamoignon.
Le 27,	M. le duc de La Rochefoucauld.
Le 3 mai.	M. le marquis de Boisgelin.

Mais, par ordonnance du 5 novembre, le Roi a élevé à la

dignité de Pair M. le comte de Chéverus, archevêque de Bordeaux, qui a pris séance, et la Chambre a admis dans son sein à titre héréditaire MM. le comte de Sussy, le comte Cholet, le comte de Boissy-d'Anglas, le duc de Lorge, le duc de Noailles, le comte Lanjuinais, le marquis de La Tour-du-Pin-Montauban, le marquis de Laplace, le duc de La Rochefoucauld, le marquis de Boisgelin et le comte de Chabrillan : total, douze Pairs admis au lieu de douze décédés. La Chambre, en terminant sa session de 1827, se trouve donc encore composée de 273 membres nommés ou admis, non compris M. le Président.

**CHANCELIER (M. de), président.** — Donne des explications sur la rédaction du procès-verbal, p. 478.

**CHAPTAL (M. le comte).** — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2919. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Sussy, p. 113 (I. n.° 10).

**CHASTELLUX (M. le comte de).** — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2283. — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 556, § 2. — Obtient la parole au sujet de la pétition du sieur Berne-Verdet, p. 663, § 1.<sup>er</sup> — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois sur une imposition extraordinaire votée par le département de la Sarthe, p. 712, § ult. — Prend part à la discussion sur divers articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1190, § 1.<sup>er</sup>; 1404, § ult.; 1601, § 1.<sup>er</sup>; 1702, 2039. — Son opinion sur la compétence des conseils de guerre en matière mixte, p. 1446 (I. n.° 101). — Fait une observation dans la discussion du budget sur l'article des *travaux publics*, p. 3193, § 1.<sup>er</sup>

**CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de).** — Obtient la parole sur le projet d'adresse, p. 19, § 5. — Son opinion sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 866 (I. n.° 61). — Insiste, lors de la discussion des articles, sur les observations qu'il a présentées dans ce discours, p. 888 et 891, § ult. — Propose un amendement à l'art. 8 du même projet de loi, p. 892, § 3. — Le soutient, p. 894, § 2. — Demande une explication au sujet de l'art. 9, p. 896. — Son opinion sur les articles du projet de Code militaire relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1580 (I. n.° 115). — S'explique au sujet de ce discours, p. 1591. — Son opinion sur le budget de 1828, p. 3069 (I. n.° 189). — S'explique au sujet de ce discours, p. 3150. — Obtient

de nouveau la parole sur l'article relatif aux *frais de service et de négociation*, p. 3200 et 3212. — Sur l'article intitulé *Chambre des Pairs*, p. 3238.

CHÉVERUS (M. le comte de), archevêque de Bordeaux, nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 5 novembre 1826, p. 8. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 2395.

— Prête serment, p. 2396.

CHOISEUL (M. le duc de), émet son opinion sur la pétition du comte de Montosier, p. 167 (L. n.° 13). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 661, 840. — Soutient les conclusions du comité sur la pétition du sieur Bernet-Verdet, p. 662. — Sur la pétition du sieur Robert, p. 666. — Sur la pétition du sieur Robin, p. 842. — Appelle l'attention de la Chambre sur les événements qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1203. — Son opinion sur les dispositions du projet de Code militaire relatives aux Pairs de France, p. 1802 (L. n.° 132).

— Demande qu'il soit permis d'exprimer distinctement son vote sur les balleins, lorsque plusieurs projets de loi sont soumis au même scrutin, p. 2832, 2842. — Son opinion sur le budget de 1828, p. 3138, 330.

CHOLET (François-Armand, comte), décédé le 4 novembre 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Lemercier, p. 84 (L. n.° 8).

CHOLET (Jules, comte), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 31. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 32. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Sémonville, p. 61. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 62. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 63. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 64. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 79.

CLAPARÈDE (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2392.

CLERMONT-TONNERRE (M. le marquis de), Ministre de la guerre. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 42 (L. n.° 4). — Son premier discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1058 (L. n.° 76). — Son second discours pour la défense du même projet,

p. 1119 (I. n.° 84). — Déclare, au nom du Roi, adopter les amendemens proposés par la commission, à quelques exceptions près, p. 1161. (*Voir*, pour ces exceptions, p. 1340 et 1721). — S'explique au sujet de divers articles du projet de loi et d'amendemens proposés tant par la commission que par plusieurs Pairs, p. 1169, § *penult.*, 1173, 1179, 1191, 1199, 1212, § 2; 1218, 1226, 1239, 1340, § 1 et 3; 1342, 1343, § 2 et 4; 1382, 1394, 1403, 1651, 1717, 1910, 2002, 2017, 2019 et 2037. — Son discours pour la défense des articles relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1529 (I. n.° 110). — Présente une rédaction nouvelle des articles relatifs aux Pairs de France, p. 1721. — Son discours pour la défense de ces articles, p. 1844 (I. n.° 136). — Présente un projet de loi relatif à l'ouverture des crédits nécessaires pour l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2253 (I. n.° 153). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 2974 (I. n.° 187). — Prend la parole dans la discussion qui s'élève au sujet des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1323.

CODE DE LA JURIDICTION MILITAIRE. — Voyez *Juridiction militaire*.

CODE FORESTIER. — LOI du 21 mai 1827, contenant le nouveau Code forestier. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 29 décembre 1826. — Adoptée avec amendemens le 9 avril 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 11. — Adoptée le 19 mai. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, 2.° semestre, n.° 176, p. 41.) — Exposé des motifs du projet de loi par M. le vicomte de Martignac, p. 1656 (I. n.° 120). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1723. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1726. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Roy, p. 2287 (I. n.° 154). — Diverses pétitions relatives à ce projet de loi sont renvoyées à la commission spéciale, p. 2396 et 2397. — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 2399 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le baron Boissel de Monville, p. 2399 (I. n.° 157). — Le comte d'Haubersart, p. 2405 (I. n.° 158). — Le comte d'Argout, p. 2420 (I. n.° 159). — Le duc d'Escars, p. 2438 (I. n.° 160). — Le comte de Tournon, p. 2445 (I. n.° 161).

— Le vicomte de Martignac, commissaire du Roi, p. 2452 (I. n.º 162). — Le marquis de Villefranche, p. 2468 (I. n.º 163). — Le duc de Praslin, p. 2476 (I. n.º 164). — Le vicomte Lainé, p. 2487 (I. n.º 165). — Le comte de Mailly, p. 2499 (I. n.º 166). — Résumé du rapporteur, p. 2505 (I. n.º 167). — Délibération des articles, p. 2512 à 2535, 2540 à 2599, et 2616 à 2685. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2685. — (Voir, à la suite de la table des matières, à la page 132, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi.)

— **Loi du 6 juin 1827**, qui suspend jusqu'au 1.º janvier 1829 la mise en exécution des art. 106 et 107 du Code forestier. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villele, Ministre des finances, le 21 mai 1827. — Adoptée le 29. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 1.º juin. — Adoptée le 2. — Sanctionnée et promulguée le 6. (Bulletin des lois, année 1827, 2.º semestre, n.º 176, p. 94.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2876 (I. n.º 178). — Ce projet de loi est examiné dans les bureaux, p. 2915. — La discussion est immédiatement ouverte, p. 2919. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2920.

**COIGNY** (M. le duc de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7. — Propose de renvoyer divers amendemens à la commission spéciale nommée pour l'examen du projet de loi sur le jury, p. 524, § *ult.*

**COISLIN** (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 352. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Loire-Inférieure, p. 632 (I. n.º 41). — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1219, § 2; 1623, § *ult.* — Son opinion sur les articles de ce projet relatifs à la compétence en matière mixte, p. 1463 (I. n.º 105).

**COMITÉ DES PÉTITIONS.** (Formation et renouvellement de ce comité.) — Voyez *Bureaux*.

**COMITÉ DES PÉTITIONS.** (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité.) — Le 18 janvier 1827, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 116. — Par M. le comte de Montesquiou, p. 117. — Par M. le comte Daru, p. 118. — Par M. le comte Portalis, p. 130 (I. n.º 11). — Le 27, par M. le duc de Brissac, p. 349. — Le 8 février, par M. le comte Lemer-

cier, p. 652. — Par M. le duc de Broglie, p. 653. — Par M. le duc de Choiseul, p. 661. — Le 15, par M. le marquis de Vérac, p. 719. — Par M. le vicomte Lainé, p. 720. — Par M. le duc de Brissac, p. 722. — Le 1.<sup>er</sup> mars, par M. le duc de Broglie, p. 784. — Le 6, par M. le duc de Choiseul, p. 840. — Par M. le duc de Brissac, p. 844. — Par M. le vicomte Lainé, *ibid.* — Le 6 avril, par M. le comte de Tascher, p. 1471. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1473. — Le 24, par M. le duc de Narbonne, p. 2143. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 2148. — Le 27, par M. le baron Mounier, p. 2167. — Par M. le comte d'Argout, p. 2170 (I. n.° 143). — Le 3 mai, par M. le comte d'Argout, p. 2240 (I. n.° 151.) — Le 13, par M. le baron Pasquier, p. 2396. — Le 22, par M. le marquis de Mortemart, p. 2803. — Par M. le comte Lemercier, p. 2805. — Par M. le duc de Narbonne, p. 2806. — Le 30, par M. le comte de Montesquiou, p. 2838. — Par M. le marquis de Mortemart, p. 2839. — Le 14 juin, par M. le marquis de Mortemart, p. 3064. — Par M. le duc de Narbonne, p. 3067.

COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES désignés par le sort pour vérifier les titres des nouveaux Pairs admis dans la Chambre. — Voyez *Sussy, Cholet, Boissy-d'Anglas, Montébello, Lorge, Nocilles, Lanjuinais, La Tour-du-Pin-Montauban, Laplace, la Rochefoucauld, Boisgelin, Chabrilan.*

COMMISSIONS SPÉCIALES (jurisprudence en matière de). — Plusieurs projets de loi analogues sont renvoyés à l'examen de la même commission, p. 351, 2141 et 2142, 2286, 2391. — Observation sur le mode de partage à établir à ce sujet, p. 2142 (Voyez *Marbois*). — Projets de loi non renvoyés à une commission, p. 2874, 2949. — Discussion sur le renvoi d'un projet de loi à une commission spéciale, p. 2915. (Voyez *Mounier, Marbois*). — Lorsqu'un projet de loi revient amendé de la Chambre des Députés, y a-t-il lieu de le renvoyer à la commission précédemment nommée pour en faire un rapport, ou doit-il être soumis préalablement à l'examen des bureaux? voyez p. 996, 997, 1016; voyez aussi p. 2012 et 2155. — Amendemens renvoyés à l'examen de la commission avant d'avoir été soumis à la discussion, p. 391, 392, 1152, 1153, 1630, 1634. — (Observations à ce sujet, voyez *Barante, Dambray, Molé, Mounier, Ségur*). — Une commission spéciale est chargée de faire un rapport séance tenante sur des amendemens proposés, p. 525. — On propose de ren-

voyer un projet de loi à la commission après la discussion générale. — Observation de M. le Président à ce sujet, p. 1145.

COMMISSIONS SPÉCIALES (Proposition relative au mode de nomination des). — Faite par M. le comte de Tascher, le 19 janvier 1827, p. 177. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 178. — Développement des motifs, p. 353 (I. n.° 32). — La proposition est prise en considération, p. 367. — Elle est examinée dans les bureaux, p. 627. — Nomination d'une commission spéciale, p. 669 et 670. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Narbonne, p. 997 (I. n.° 67). — Discussion de la proposition en assemblée générale, p. 1027. — Discours de M. le comte de Tascher, même page (I. n.° 72). — La Chambre prononce l'ajournement de la proposition, p. 1032.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par la Chambre. — *De neuf membres.* — Pour l'examen d'un projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 80. — *De sept membres.* — Pour l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 75. — De six projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de l'Aisne, de l'Ariège, de la Loire-Inférieure, du Lot, du Puy-de-Dôme et de la Sarthe, p. 351 et 352. — D'un projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 723. — D'un projet de loi relatif à la police de la presse, p. 1021 et 1022. — D'un projet de Code forestier, p. 1726. — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour l'exercice 1828, p. 2919. — *De cinq membres.* — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 11. — Pour l'examen d'un projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 75 et 76. — De six projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de l'Ain, d'Eure-et-Loir, de la Haute-Garonne, du Jura et de la Manche, et à un emprunt voté par la ville d'Alençon, p. 351 et 352. — De cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de la Corrèze, de la Haute-Garonne, de la Haute-Loire et de la Marne, et à un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2142. — De cinq autres projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens du Cher, de la Creuse, de Maine-et-Loire et de la Seine, et à une imposition extraordinaire votée par la ville d'Angoulême, p. 2142 et 2143. — D'un projet de loi relatif au règlement

définitif du budget de 1825, p. 2283. — D'un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour 1826, *même page*. — De quatre projets de loi relatifs à une imposition extraordinaire votée par le département de la Marne, et à des emprunts votés par les villes de Reims, de Saint-Germain-en-Laye et d'Abbeville, p. 2286. — De deux projets de loi relatifs à la concession temporaire des canaux de Saint-Quentin et de Crozat, et à la concession perpétuelle d'un canal à ouvrir entre Digoin et Roanne, p. 2391 et 2392. — D'un projet de loi relatif à l'ouverture des crédits nécessaires pour l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2392. — D'une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 669 et 670. — D'une proposition relative à l'amélioration des routes, p. 971. — *De trois membres*. — Pour l'examen d'un projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 351 et 353. — D'un projet de loi relatif à la réduction du droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel, p. 723. — D'un projet de loi ayant pour objet de concéder à la ville de Paris des terrains acquis pour les abords de l'église de la Madeleine, p. 2285. — D'un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit destiné à l'acquisition de la partie du Palais-Bourbon occupée par la Chambre des Députés, p. 2918.

CONCESSION DE TERRAINS À LA VILLE DE PARIS. — *LOI du 27 mai 1827*, concernant la concession à la ville de Paris des terrains acquis par l'État pour les abords de l'église de la Madeleine. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 17 avril 1827. — Adoptée avec un amendement, le 1.<sup>er</sup> mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 27 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.<sup>o</sup> 163, p. 555). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2205 (I. n.<sup>o</sup> 145). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, *même page*. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte De Sèze, p. 2377 (I. n.<sup>o</sup> 156). — Discussion en assemblée générale, p. 2823. — Une explication est demandée par M. le comte de Tournon et donnée par le commissaire du Roi baron Capelle, *même page*. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2824.

CONSEIL D'ÉTAT. — Observations sur l'organisation et les at-

tributions du conseil d'État. — Voir les discussions qui ont eu lieu sur les pétitions des sieurs *Delamotte* et *Terry*, sur l'art. 4 de la loi relative au jury, et sur l'art. 163 du projet de Code de la juridiction militaire, notamment p. 488 à 507, 786 à 799, 965 à 968, 1110 à 1113, 216 à 219, et 2172 à 2199. — Voir aussi le rapport sur le Code forestier, p. 2357.

**CORBIÈRE** (M. le comte de), Ministre de l'intérieur. — Présente six projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par un pareil nombre de départemens pour l'achèvement de leurs routes, p. 210 et 211 (I. n.° 21). — Répond aux observations de M. le comte Roy sur ces projets de loi, p. 704. — Présente cinq autres projets de loi tendant à autoriser un pareil nombre de départemens à s'imposer extraordinairement diverses sommes pour subvenir aux dépenses de diverses constructions, p. 210 et 212 (I. n.° 22). — Un projet de loi tendant à autoriser un emprunt voté par la ville d'Alençon, p. 210 et 214 (I. n.° 23). — Sept projets de loi tendant à autoriser un pareil nombre de départemens à s'imposer extraordinairement pour les travaux de leurs routes, p. 1007 et 1008 (I. n.° 68). — Un projet de loi tendant à autoriser une imposition extraordinaire votée par le département du Cher, p. 1011 (I. n.° 69). — Un projet de loi tendant à autoriser un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 1012 (I. n.° 70). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 2272. — Présente un projet de loi tendant à autoriser un emprunt voté par la ville d'Angoulême, p. 1012 (I. n.° 70). — Répond à une observation de M. le marquis de Marbois sur ce projet de loi, p. 2281. — Présente un projet de loi tendant à autoriser une imposition extraordinaire votée par le département de la Marne, p. 2207 (I. n.° 146). — Un projet de loi tendant à autoriser un emprunt voté par la ville de Reims, p. 2207 (I. n.° 146). — Deux projets de loi tendant à autoriser des emprunts votés par les villes de Saint-Germain-en-Laye et d'Abbeville, p. 2207 (I. n.° 146). — Un projet de loi tendant à autoriser la concession temporaire, à charge de réparation, des canaux de Saint-Quentin et de Crozat, p. 2210 (I. n.° 147). — Un projet de loi tendant à autoriser la concession perpétuelle d'un canal à ouvrir entre Digoin et Roanne, p. 2212 (I. n.° 148). — Un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de l'Aveyron, p. 2801 (I. n.° 174). — Un projet de loi tendant à l'ouver-

- ture d'un crédit destiné à l'acquisition de la partie du Palais-Bourbon occupée par la Chambre des Députés, p. 2835 (I. n.º 176). — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 2934 et 2935. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 446 et 447. — S'explique au sujet d'un amendement proposé par M. le duc Decazes, p. 497. — Donne des explications sur le sens d'un article du projet amendé, p. 474. — Son discours à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1298 (I. n.º 94). — Son discours en réponse aux observations de M. le comte de La Roche-Aimon sur le budget des haras, p. 3125 à 3138.
- CORNET** (M. le comte de). — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 446, § 1.º
- CORNUDET** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2143. — Fait, au nom d'une commission spéciale, divers rapports sur cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens du Cher, de la Creuse, de Maine-et-Loire et de la Seine, et à un emprunt voté par la ville d'Angoulême, p. 2231 (I. n.º 150). — Son opinion sur le projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 728 (I. n.º 46). — Amendement par lui proposé au projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 2016 et 2017, § ult.
- CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR 1826.** — **LOI du 6 juin 1827**, relative à l'ouverture de crédits supplémentaires pour 1826. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 10 février 1827. — Adoptée le 30 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs le 3 mai. — Adoptée le 1.º juin. — Sanctionnée et promulguée le 6. (Bulletin des lois, année 1827, 1.º semestre, n.º 165, p. 600.)
- Exposé des motifs du projet de loi, p. 2202 (I. n.º 144). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2253. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2283. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Mounier, p. 2770 (I. n.º 172). — Discussion en assemblée générale, p. 2912. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2913.
- CELLON** (M. le duc de). — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1065 (I. n.º 78). — Prend part à la discussion des articles, p. 1169,

§ 4; 1170, § 2; 1216, § pénult. — Son opinion sur les dispositions relatives aux Pairs de France qui ont pris du service dans l'armée, p. 1766 (I. n.º 126).

## D

DAMAS-CRUX (M. le duc de). — Proposé un sous-amendement dans la délibération sur le projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 515, § ult. — Modifie sa proposition, p. 517, § 2. — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis de Vioménil, p. 847 (I. n.º 38). — Obtient la parole dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1716, § 1.º — Fait une proposition relative à la complicité en matière de compétence, p. 1738, § ult. (I. n.º 122). — La modifie, p. 1879, § 1.º — Appuie une pétition du vicomte Maurice Dupare relative à la dotation de l'ordre de Saint-Louis, p. 2147 (I. n.º 141).

DAMAS (M. le baron de), Ministre des affaires étrangères. — Son discours à l'ouverture de la discussion sur le projet d'adresse, p. 15 (I. n.º 2). — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif au jury, au sujet des officiers en retraite, p. 452, § 2. — Ses lettres-patentes sont communiquées à la Chambre, p. 2160.

DAMBRAT (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 723. — Son opinion sur la pétition du comte de Monilosier, p. 178 (I. n.º 15). — S'oppose à ce que des amendemens soient renvoyés à l'examen d'une commission avant qu'ils aient été discutés, p. 392, § 1.º et 1152. — Prend part à la discussion qui s'élève sur plusieurs articles du projet de loi relatif au jury, p. 436, § ult.; 550, § 3. — Propose de rétablir les fonctionnaires publics sur la liste du jury, p. 453, § ult. — Insiste sur cette proposition, p. 454, § ult. — La modifie, p. 457, § 1.º — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1212, § ult.; 1273, 1368, § 1.º; 1719, § ult.

DARU (M. le comte). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 118. — Soutient les conclusions du comité sur la pétition de la maison Valantin et compagnie, p. 129, § ult. — Fait diverses observations dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 448, § 1.º; 551, § 1.º — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition du sieur Berne-Verdet, p. 663, § 2.

— Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1032 (I. n.º 73). — Obtient la parole sur divers articles de ce projet de loi, p. 1153, § *ult.*; 1179 et 1180, § 1.<sup>er</sup>; 1354, § 1.<sup>er</sup>; 1592, § *penult.*

**DECAZES** (M. le duc). — Appuie un amendement proposé par M. le duc de Broglie au projet de loi relatif à la repression de la traite des noirs, p. 331, § *ult.* — Provoque une explication sur l'article 5 de ce projet, p. 343, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif au jury, p. 373 (I. n.º 35). — Expose les motifs ou soutient la discussion de divers amendemens par lui proposés à ce projet de loi, p. 433, § *ult.*; 437, 486, § 3; 488, 501 et suivantes; 530, § *ult.*; 537 et suivantes; 598, § 3; 599, § *ult.*; 601, § 2; 602, 604, 1.<sup>o</sup>; 608, 609, § 2; 612, § 1.<sup>er</sup> et *penult.*; 615, § *ult.*; et 616, § *ult.* — Provoque des explications sur un article du projet, p. 473, § *ult.* — S'explique au sujet d'amendemens proposés par d'autres Pairs, p. 523, § 1.<sup>er</sup>; 553, 557, § *penult.* — Fait une observation dans la discussion du projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 755. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1096 (I. n.º 82). — S'explique au sujet d'un passage de ce discours, p. 1133. — Insiste dans la délibération des articles sur les observations qu'il a indiquées lors de la discussion générale, ou présente des observations nouvelles, p. 1200, § 2; 1231, 1274 et suivantes; 1336, 1341 (voyez aussi p. 1344), 1383, § 1.<sup>er</sup>; 1398, § *ult.*; 1404, § 3; 1437, § *ult.*; 1599, § 3; 1600, § 2; 1605, 1608, § 3; 1632, § *ult.*; 1649, 1712, 1908, § 1.<sup>er</sup>, et 1909, § 1.<sup>er</sup>; 1913 et 1916, 1922, § 1.<sup>er</sup>; 1923, 1926, § 1.<sup>er</sup>, et 1927, 1931, 1939, § 1.<sup>er</sup>; 1948, § 1.<sup>er</sup>; 1953, § 1.<sup>er</sup>; 1956, § 1.<sup>er</sup>; 1958, § 1.<sup>er</sup> et 3; 1968, § 1.<sup>er</sup>; 1982, § *ult.*; 2001, § *penult.*; 2018, § *ult.*; 2033 à 2036, et 2036, § *ult.*; 2037, § 3; 2053, § *ult.*; et 2055, § 3. — Répond à une observation relative à la prérogative royale, p. 1240, § 2. — Son opinion sur la compétence en matière de délits communs, p. 1492 à 1504 (I. n.º 107); voyez aussi p. 1620 à 1622, et 1624 à 1626. — Fait une proposition relative au jugement des maréchaux de France, p. 1884. — La développe, p. 1887 et suivantes. — La retire, p. 1902, § 1.<sup>er</sup>; et 1910, § 3.

**DÉCÈS.**—Discours prononcés à l'occasion du décès de différens Pairs. — Voyez *Loge, Boissy-d'Anglas, Cholet, Sussy*.

*Lanjuinais, Vioménil, Digeon, La Rochefoucauld, Laplace, Lamoignon.*

DEJEAN (M. le comte). — Propose une rédaction nouvelle pour un des articles du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 447, § ult. — Un amendement à l'article 5 de ce projet, p. 559, § 2. — Son opinion sur une pétition du sieur Simon Lorie, p. 2250.

DÉLIBÉRATION (Ordre des). — Les délibérations sur des projets d'adresse sont essentiellement secrètes, p. 18. — La Chambre passe à l'ordre du jour sur l'impression demandée d'un discours prononcé par un Pair sur le projet d'adresse, p. 19. — Elle ordonne l'impression d'un discours prononcé dans cette discussion par le Ministre des affaires étrangères, p. 18. — L'usage de la Chambre est de prendre pour base de sa délibération les projets de loi présentés au nom du Roi, en discutant sur chaque article les amendemens qui s'y rapportent, p. 211. — Lorsqu'un amendement a été adopté par le Roi, la priorité lui appartient sur le projet original, *ibid.* et p. 1162. — Discussion ouverte immédiatement après la lecture du rapport, p. 2927. — Discussion sur des questions de priorité entre différentes propositions, p. 469, 470 et 471. (*Voyez Roy, Molé*) — p. 565. (*Voyez Barante, Nicolai*). — Réclamation au sujet de l'effet d'une délibération prise sur un amendement, p. 472 (*Voyez Roy*). — La proposition de rejeter un amendement peut être considérée comme étant elle-même un amendement; voir p. 478 et 479. — La Chambre ajourne sa délibération sur un article de loi contenant une nomenclature, jusqu'après le vote sur les articles qui s'y rapportent, p. 1157. — Lorsqu'il ne s'élève aucune réclamation, il peut être voté sur plusieurs projets de loi par un seul tour de scrutin, p. 708, 709, 713, 714, 715, 2282, 2821, 2824, 2832. — Le règlement s'oppose à ce qu'il soit fait alors des distinctions sur les bulletins, p. 2832. (Observation à ce sujet, voyez *Choiseul*). — Une seule réclamation suffit pour rendre nécessaire le vote séparé sur chaque projet de loi, p. 2832. — La Chambre peut-elle, sans revenir sur une délibération prise, discuter et adopter une disposition additionnelle à un article de loi déjà adopté? p. 519, 520, 521, 522, 525, 526, 528 et 529. (*Voyez Tournon, Beurionville, Rampon, Pasquier, Portal, Portalis*). — La Chambre va aux voix sur la question de savoir s'il y aura, dans un projet de loi, un titre re-

latif à telle matière. Discussion à ce sujet, p. 1874 à 1876. (Voyez *Roy, Pontécoulant, Pasquier.*) — L'examen d'une proposition est ajourné jusqu'à la session prochaine, p. 2945 (voyez p. 2943).

**DÉPUTATIONS.** — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés chargée d'aller au devant du Roi à l'ouverture de la session, p. 1. — *Grande députation* chargée de présenter au Roi l'adresse votée par la Chambre, p. 27. — De complimenter Sa Majesté à l'occasion du nouvel an, p. 55. — D'assister au service anniversaire célébré à Saint-Denis pour le Roi Louis XVI et la Reine Marie-Antoinette, p. 111. — De porter à Sa Majesté les félicitations de la Chambre à l'occasion de l'anniversaire de sa rentrée, en 1814, p. 1611 et 1612. — *Simple députation* chargée de porter à la connaissance du Roi la formation définitive du bureau, p. 10.

**DE SÈZE** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 81, 2286. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi ayant pour objet de concéder à la ville de Paris des terrains acquis pour fermer les abords de l'église de la Madeleine, p. 2377 (I. n.º 156). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1077 (I. n.º 80). — Sur les articles de ce projet relatifs à la compétence en matière mixte, p. 1458 (I. n.º 104).

**DESTUTT DE TRACY** (M. le comte). — Fait diverses observations dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif au jury, p. 449, *§ ult.*; p. 458, § 1.º; 552, § 1.º; 555, § 1.º — Obtient la parole dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1629, § 1.º.

**DIGEON** (M. le vicomte), décédé le 2 août 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Bordessoulle, p. 899 (I. n.º 63).

**DISCOURS DU ROI** à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 7. — Adresse en réponse à ce discours. Voyez *Adresse au Roi.*

**DODE DE LA BRUNERIE** (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 81. — Soutient la discussion du projet amendé par la commission, et s'explique au sujet de diverses observations ou propositions faites par plusieurs Pairs, p. 1168,

§ *ult.*; 1172, § 1.<sup>er</sup>; 1184, § 2; 1186, § 1.<sup>er</sup>; 1197, § *ult.*; 1223, § 2; 1226, § 1.<sup>er</sup>; 1232, 1277; 1339, § *ult.*; 1346, 1347, § *ult.*; 1348, § 2; 1350, § 2; 1353, § 1.<sup>er</sup>; 1382, § *ult.*; 1384, § 1.<sup>er</sup>; 1403, § 1.<sup>er</sup>; 1404, § 2; 1594, § 1.<sup>er</sup>; 1599, § 2; 1607, § *ult.*; 1609, § 2; 1622, § 2; 1623, § 1.<sup>er</sup>; 1632, § 1.<sup>er</sup>; 1633, § 2; 1908, § *ult.*; 1924, § 1.<sup>er</sup>; 1958, § 2; 2053, § 1.<sup>er</sup> — Fait divers rapports à la Chambre sur des propositions renvoyées à la commission spéciale dans le cours de la délibération, p. 1203 (voyez aussi p. 1208, 1209, 1210, 1211, § *ult.*; 1213, § 4; et 1214), 1253, 1328 et suivantes; 1372 et suivantes (voyez aussi p. 1380, § 1.<sup>er</sup>); 1386, 1476 et suivantes; 1699 et suivantes (voyez aussi p. 1704, § *ult.*); 2046 et 2051, 2056 et 2058. — Propose diverses modifications aux amendemens de la commission, p. 1335, 1390, § *ult.*; 1600, § 1.<sup>er</sup>; 1637, § 1.<sup>er</sup>; 1718, § 2; et 1719, § 1.<sup>er</sup>; 2016, § *ult.*; 2024, 2029, § 3. — Demande que divers articles soient renvoyés à la commission, p. 1409, 1967. — Son opinion sur les articles du même projet de loi relatifs aux Pairs de France qui ont pris du service dans l'armée, p. 1827 (I. n.° 137). — Son discours avant la clôture de la délibération, p. 2058. — Nommé commissaire pour l'examen de divers autres projets de loi, p. 2392, 2919. — Pour l'examen d'une proposition relative aux routes, p. 971.

**DOUDEAUVILLE** (M. le duc de). — Son discours à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1289 (I. n.° 92). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2286. — Fait, au nom de la commission spéciale, un rapport sur deux projets de loi relatifs à une imposition extraordinaire votée par le département de la Marne et à un emprunt voté par la ville de Reims, p. 2361 (I. n.° 155). — S'explique, dans la discussion, au sujet de l'emprunt voté par la ville de Reims, p. 2826.

**DROIT DE CIRCULATION.** — **LOI du 11 mars 1827**, relative à la réduction du droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villele, Ministre des finances, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 19 janvier 1827. — Apportée par le même Ministre à la Chambre des Pairs, le 12 février. — Adoptée le 6 mars. — Sanctionnée et promulguée le 11. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 146,

p. 161.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 672. (I. n.° 43.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 719. — Nomination d'une commission spéciale, p. 723. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Brancas, p. 766 (I. n.° 52.) — Discussion du projet de loi en assemblée générale, p. 823. — Dans le cours de cette discussion sont entendus, *dans l'intérêt des producteurs et consommateurs de piquettes*, M. le comte de Marcellus, p. 824. — (I. n.° 55), et, en réponse à ce discours, le Ministre des finances, p. 837. (Voir aussi p. 839.) — *Sur les améliorations à introduire dans le système de perception des droits sur les boissons*, M. le comte d'Argout, p. 826 (I. n.° 56), et p. 838, et le Ministre des finances, p. 834. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 840.

DUBOUCHAGE (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 724, 2283. — S'oppose à l'impression d'un discours relatif à l'adresse, p. 19, § 2. — Obtient la parole au sujet d'une pétition de la maison Valantin et compagnie, p. 129, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 274 (I. n.° 28.) — Obtient la parole pour différentes observations dans la délibération des articles du projet de loi relatif au jury, p. 445, § 2; 454, § 1.<sup>er</sup> — Soumet à la Chambre différentes propositions relatives à ce projet de loi, p. 523, § 2; 590 et suivantes. Voyez aussi p. 596, § 2. — Propose de passer à l'ordre du jour sur une pétition du sieur Ternaux, p. 654, § ult. et 655, § 3. — Son opinion sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 871 (I. n.° 62.) — Fait une observation dans la discussion des articles de ce projet de loi, p. 884, § 2. — Prend part à la discussion qui s'élève sur divers articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1190, § 2; 1213, § 3; 1351, § 1.<sup>er</sup>; 1405, § ult.; 1633, § ult.; 1716, § ult. — Son opinion sur les dispositions de ce projet relatives aux Pairs de France, p. 1805. (I. n.° 133.)

DU PUY (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 76, 352. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département du Puy-de-Dôme, p. 638 (I. n.° 41.)

DURFORT (M. le comte de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1827, p. 10.

## E

ECQUEVILLY (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2286. — Son opinion sur le budget du ministère de la guerre, p. 3193 (I. n.º 200.)

EMPRUNTS. = LOI du 4 février 1827, qui autorise un emprunt voté par la ville d'Alençon. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 13 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 143.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 214 (I. n.º 23.) = Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 650 (I. n.º 42.) = Discussion en assemblée générale, p. 716 et 717. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

= LOI du 9 mai 1827, qui autorise la ville d'Angoulême à emprunter une somme de 125,000 francs. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 160, p. 499.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 1012 (I. n.º 70.) = Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. = Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. = Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornudet, p. 2231 et 2233 (I. n.º 150.) = Discussion en assemblée générale sur le projet de loi, p. 2280. — Observation de M. le marquis de Marbois, *même page*. — Réponse du Ministre de l'intérieur, p. 2281. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

= LOI du même jour, qui autorise la ville de Lyon à emprunter une somme de 3,400,000 fr. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 15 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Mi-

nistre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 160, p. 501.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1012, *ibid.* (I. n.º 70.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis d'Herbouville, p. 2216 (I. n.º 149.) — Discussion en assemblée générale sur le projet de loi, p. 2263 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 2264. — Le duc de Praslin, p. 2265 et 2269, § 1.º — Le comte de Tourneh, p. 2266. — Le baron Mounier, p. 2269, § ult. — Et le Ministre de l'intérieur, p. 2272. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2276. — Sa teneur, p. 2264.

— Loi du 29 mai 1827, qui autorise un emprunt voté par la ville de Reims. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 26 mars 1827. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 164, p. 572.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2207 (I. n.º 146.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2286. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Doudeauville, p. 2361 (I. n.º 155.) — Discussion en assemblée générale, p. 2825. — Dans cette discussion sont entendus M. le marquis de Marbois, p. 2825, et le duc de Doudeauville, rapporteur, p. 2826. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2833.

— Loi du même jour, qui autorise un emprunt voté par la ville d'Abbeville. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 26 mars 1827. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 164, p. 573.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2207 (I. n.º 146.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2286. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Rougé, p. 2373 (I. n.º 155.) — Discussion en assemblée générale, p. 2831. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2832.

— *Loi du même jour*, qui autorise un emprunt voté par la ville de Saint-Germain-en-Laye. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 26 mars 1827. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 164, p. 574.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2207 (I. n.º 146.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2286. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Vézac, p. 2279 (I. n.º 155.) — Discussion en assemblée générale, p. 2327. — Opinion de M. le marquis de Lally, *même page* (I. n.º 173.) — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2333.

— *Loi du 6 juin 1827*, qui autorise un emprunt voté par le département de l'Aveyron. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 17 avril 1827. — Adoptée le 5 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 30. — Sanctionnée et promulguée le 6 juin. (Bulletin des lois, année 1827, 1.º semestre, n.º 166, p. 625.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2301 (I. n.º 174.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2835. — La discussion est immédiatement ouverte, p. 2871. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2872.

ESCARS (M. le duc d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2392. — Son opinion sur des articles du projet de Code militaire relatifs aux Pairs de France, p. 1757 (I. n.º 124.) — Sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2438 (I. n.º 160.) — Fait diverses observations dans la discussion sur les articles de ce projet. — Sur l'article 42, p. 2545, § 1.º; — sur l'article 124, p. 2622; — sur l'article 128, p. 2631.

EXCUSES de différens Pairs empêchés de se rendre à la Chambre, p. 9, 13, 30.

## F

FINANCES. — Voyez *Budget de 1825*; *Budget de 1828*; *Crédits supplémentaires pour 1826*; *Droit de circulation*; *Emprunts*; *Impositions extraordinaires*; *Palais-Bourbon*, *Pensions militaires*.

**FITZ-JAMES** (M. le duc de). — Son opinion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 168 (I. n.º 14). — Sur le projet de loi relatif à la repression de la traite des noirs, p. 283 (I. n.º 30). — Propose d'admettre les officiers en retraite sur la liste du jury, p. 451. — Obtient de nouveau la parole dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 522, § 1.<sup>er</sup>; 524, § 3; 557, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1172, § 2; 1348, § 1.<sup>er</sup>.

**FRAYSSINOUS** (M. le comte de), évêque d'Hermopolis, Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. — Résumé du discours par lui prononcé dans la discussion relative à la pétition du comte de Montlosier, p. 194 (I. n.º 19).

## G

**GARDE NATIONALE PARISIENNE.** — Poste d'honneur mis par elle à la disposition de la Chambre, pour la session de 1827, p. 9.

## H

**HAUBERSART** (M. le comte d'). — Nommé membre d'une commission chargée de l'examen de divers projets de loi, p. 2392. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur le projet de loi relatif à la réparation des canaux de Saint-Quentin et de Crozat, p. 2609 (I. n.º 170). — Son opinion sur les dispositions du projet de Code militaire relatives aux Pairs de France, p. 1813 (I. n.º 135). — Sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2405 (I. n.º 158). — Ses observations sur l'article 19 de ce projet de loi, p. 2521, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'article 95, relatif à la nomination des gardes forestiers des communes, p. 2586 (I. n.º 168); — sur l'article 98, p. 2591; — sur l'art. 126, p. 2629, § ult.; — sur le titre IX, p. 2640.

**HAUSSONVILLE** (M. le comte d'). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1827, p. 10.

**HAVRÉ** (M. le duc de Croi d'). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Lorge, p. 56 (I. n.º 6).

**HERBOUVILLE** (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 76, 724, 2143, 2283. — Pour l'examen d'une proposition relative aux routes,

p. 971. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 802 (I. n.° 54). — Répond à une observation faite par un Pair dans la discussion sur les articles de ce projet, p. 887. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi tendant à autoriser un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2216 (I. n.° 149).

HERÉDITÉ DE LA PAIRIE. — Pairs admis dans la Chambre à titre héréditaire. — Par droit de naissance : Voyez *Sussy, Cholet, Boissy-d'Anglas, Lorge, Lanjuinais, Laplace, La Rochefoucauld*. — En vertu d'ordonnances spéciales : Voyez *Boisgelin, Chabrillan, La Tour-du-Pin-Montauban, Noailles*.

HOMMAGES FAITS A LA CHAMBRE, p. 83, 209, 627, 757, 1023, 2045, 2201, 3159, 3217.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — LOI du 21 février 1827, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Ain*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 9 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 144, p. 136.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 212 (I. n.° 22). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 643 (I. n.° 42). — Discussion en assemblée générale, p. 714. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

— LOI du même jour, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Aisne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 10 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 144, p. 129.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 211 (I. n.° 21). — Ce projet est exa-

miné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Rougé, p. 640 (I. n.º 41). — Discussion en assemblée générale, p. 702. — Dans cette discussion sont entendus : M. le comte Roy, p. 702 et 706 ; et le Ministre de l'intérieur, p. 704. — Adoption du projet au scrutin, p. 708 et 713.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Ariège*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 15 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 130.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 211 (I. n.º 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Montesquiou, p. 628 (I. n.º 41). — Discussion en assemblée générale, p. 709. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 713.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département d'*Eure-et-Loir*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 9 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 138.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 212 (I. n.º 22). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 643, 645 (I. n.º 42). — Discussion en assemblée générale, p. 714, 715. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Haute-Garonne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 9 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827,

premier semestre, n.º 144, p. 139.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 212 (I. n.º 22). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 643, 646 (I. n.º 42). — Discussion en assemblée générale, p. 714, 715. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Jura*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 10 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 140.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 212 (I. n.º 22). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 643 et 648 (I. n.º 42). — Discussion en assemblée générale, p. 714, 715. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Loire-Inférieure*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 8 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 131.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 211 (I. n.º 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Coislin, p. 632 (I. n.º 41). — Discussion en assemblée générale, p. 710. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 713.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Lot*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 8 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier se-

mestre, n.º 144, p. 133.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 211 (I. n.º 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Rastignac, p. 635 (I. n.º 41). — Discussion en assemblée générale, p. 710. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 713.

= Loi du même jour, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Manche*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 15 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 141.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 212 (I. n.º 22). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Saint-Priest, p. 643, 649 (I. n.º 42). — Discussion en assemblée générale, p. 714, 716. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 717.

= Loi du même jour, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Puy-de-Dôme*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 10 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 144, p. 134.) = Exposé des motifs du projet de loi, p. 211 (I. n.º 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351, 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Du Puy, p. 638 (I. n.º 41). — Discussion en assemblée générale, p. 711. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 713.

= Loi du même jour, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Sarthe*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 13 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 12 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 144, p. 135.) = Exposé des motifs du projet de

loi, p. 211 (I. n.° 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 349. — Nomination d'une commission, p. 351 et 352. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Montesquiou p. 629 (I. n.° 41). — Discussion en assemblée générale, p. 711. — Dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 712, § 1.<sup>er</sup>, et le comte de Chastellux, *même page, sult.* — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 713.

— *Loi du 9 mai 1827*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Cher*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 14 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 160, p. 489.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1011 (I. n.° 69). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornudet, p. 2231 (I. n.° 150). — Discussion en assemblée générale, p. 2278. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Corrèze*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 19 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 160, p. 490.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008 (I. n.° 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Ambrugeac, p. 2223 (I. n.° 149). — Discussion en assemblée générale, p. 2277. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Creuse*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 160, p. 491.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008

(I. n.º 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornudet, p. 2231 et 2237 (I. n.º 150). — Discussion en assemblée générale, p. 2280. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Haute-Garonne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 19 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 160, p. 493.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008 (I. n.º 168). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Puységur, p. 2228 (I. n.º 149). — Discussion en assemblée générale, p. 2277. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Haute-Loire*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 160, p. 494.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008 (I. n.º 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Talarn, p. 2231 (I. n.º 149). — Discussion en assemblée générale, p. 2276. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de *Maine-et-Loire*. Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 février 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 160, p. 495.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008

(I. n.° 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornudet, p. 2231 et 2236 (I. n.° 150). — Discussion en assemblée générale, p. 2279. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Marne*. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 *fév.* 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 160, p. 497). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008 (I. n.° 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le vicomte de Morel-Vindé, p. 2220 (I. n.° 149). — Discussion en assemblée générale, p. 2277 et 2278. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Seine*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 12 *fév.* 1827. — Adoptée le 17 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 24. — Adoptée le 5 mai. — Sanctionnée et promulguée le 9 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 160, p. 498). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1008 (I. n.° 68). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2045. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2142. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Cornudet, p. 2231 et 2235 (I. n.° 150). — Discussion en assemblée générale, p. 2278. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2282.

— *Loi du 29 mai 1827*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Marne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 26 mars 1827. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 29 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 164, p. 570.). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2207 (I. n.° 146). — Ce projet est examiné dans les bureaux,

p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2286. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Doudeauville, p. 2361 (I. n.° 155). — Discussion en assemblée générale, p. 2824. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2833.

**IMPRESSIONS DIVERSES** (Session de 1827). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 201 numéros, dont un (le numéro 118) se trouve répété, ce qui donne au total 202 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi.....	26
Rapports.....	28
Resumés.....	4
Opinions.....	109
Discours.....	28
Développemens.....	3
Renouvellemens des bureaux.....	4

Total..... 202

## J

**JACQUINOT-PAMPELUNE** (M.), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soumet à la Chambre diverses observations dans la délibération sur le projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 442, 467, 609. — Donne des explications demandées sur divers articles, p. 539 et 2160. — Son discours au sujet de l'amendement proposé par la commission sur la fixation du nombre de noms à porter sur la liste de choix, p. 565, § *ult.* et pages suivantes.

**JOURDAN** (M. le maréchal comte). — Fait une proposition relative aux officiers en retraite dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 516 (I. n.° 39). — Modifie cette proposition, p. 520, §. 2.

**JURIDICTION MILITAIRE** (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, p. 42. — Exposé des motifs, *ibid.* (I. n.° 4). — Le projet est examiné dans les bureaux, p. 63. — Nomination d'une commission spéciale, p. 80. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Pastoret, p. 906 (I. n.° 64). — *Dis-*

*discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet.*  
 — Dans le cours de cette discussion, sont entendus MM. le comte Daru, p. 1032 (I. n.º 73); — le comte de Saint-Roman, p. 1037 (I. n.º 74); — le duc de Narbonne, p. 1047 (I. n.º 75); — le comte de Pontécouant, p. 1052 (I. n.º 77); — le Ministre de la guerre, p. 1058 (I. n.º 76); — le duc de Crillon, p. 1065 (I. n.º 78); — le baron Pasquier, p. 1072 (I. n.º 79); — le comte De Sèze, p. 1077 (I. n.º 80). — le comte Belliard, p. 1088 (I. n.º 81); — le duc Decazes, p. 1096 (I. n.º 82); — le comte de Tournon, p. 1115 (I. n.º 83); — le Ministre de la guerre, *iterùm*, p. 1119 (I. n.º 84); — le duc Decazes, *iterùm*, pour une observation personnelle, p. 1133; — le comte de Kergorlay, p. 1134 (I. n.º 85); — le maréchal marquis de Lauriston, p. 1137 (I. n.º 86); et le vicomte de Bonald, p. 1143 (I. n.º 87). — *Délibération des articles* p. 1146 et suivantes. — Le Ministre de la guerre adopte, au nom du Roi, les amendemens proposés par la commission, p. 1161. — Discours de M. le vicomte Dode, avant la clôture de la discussion, p. 2058. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 2065. — Sa teneur, *ibid.* — (Voir à la suite de la table des matières, à la page 85, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi.)

**JURY.** — Loi du 2 mai 1827, relative à l'organisation du jury.  
 — Présentée à la Chambre des Pairs par M. le comte de Peyronnet, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 29 décembre 1826. — Adoptée, avec amendemens, le 5 février 1827. — Portée à la Chambre des Députés, le 12. — Adoptée, avec de nouveaux amendemens, le 17 avril. — Présentée de nouveau à la Chambre des Pairs, le 23. — Adoptée le 27. — Sanctionnée et promulguée le 2 mai. (Bulletin des lois, année 1827, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 157, p. 425). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 32 (I. n.º 3). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 63. — Nomination d'une commission spéciale, p. 75. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Siméon, p. 220. (I. n.º 25). — Tableau des amendemens proposés par la commission, p. 245. — La Chambre renvoie à l'examen de la commission une pétition relative à ce projet de loi, p. 349. — *Discussion du projet en assemblée générale*, p. 370. — Dans cette discussion sont entendus MM. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 370 (I. n.º 33); — le marquis de

Mortemart, p. 371 (I. n.º 34); — le duc Decazes, p. 373. (I. n.º 35); — le comte de Tournon, p. 386 (I. n.º 36). — Observations sur l'ordre de la délibération, p. 391 et 392 (à ce sujet sont entendus, MM. le baron de Barante, p. 391, § ult.; — le vicomte Dambray, p. 392, § 1.º, et le comte de Ségur, même page, § ult.). — Résumé du rapporteur, p. 394 (I. n.º 37). — *Délibération des articles*, p. 410 à 541, et 547 à 620. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 620. — *Nouvelle présentation du même projet de loi avec des amendemens introduits par la Chambre des Députés*, p. 2009 (I. n.º 140). — Le projet est examiné dans les bureaux, p. 2155. — Observations de M. le marquis de Marbois sur la proposition faite par plusieurs membres de renvoyer le projet à la commission précédemment nommée, p. 2158. — La discussion est immédiatement ouverte, même page. — Observation de M. le comte d'Ambrugeac, sur l'article 2, p. 2160. — Réponse du commissaire du Roi, *ibid.* — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2167. — *Texte du projet de loi* présenté d'abord à la Chambre des Pairs; (I. n.º 3). — Du projet de loi amendé par la Chambre des Pairs, p. 620. — Du projet de loi amendé de nouveau par la Chambre des Députés et converti en loi, p. 2158 (I. n.º 140). (Voir à la suite de la table des matières, à la page 76, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi.)

## K

KERGORLAY (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 251 (I. n.º 26). — Sur le projet de loi tendant à dispenser le Trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 738 (I. n.º 49). — Sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 860 (I. n.º 60). — Insiste sur une observation qu'il a présentée dans ce discours, p. 880. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1134 (I. n.º 85). — Prend part à la discussion des articles de ce projet de loi, p. 1207, § ult. — Propose une disposition additionnelle relative au mode de juger les délits communs, p. 1626 (I. n.º 118). Voir aussi p. 1629, § 2, et p. 1695 à 1697. (I. n.º 121.)

## L

- LA BOURDONNAYE (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2236.
- LA FARE (M. le cardinal duc de). — Son opinion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 162 (I. n.º 12.)
- LA FORCE (M. le duc de) — Nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 353. — Fait diverses observations dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif au jury, p. 452, § 3; 453, § 3; 483, § 3.
- LAFOREST (M. le comte de) — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 724.
- LAINÉ (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de Code forestier, p. 1727. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 720; 844. — Son opinion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 181 (I. n.º 16). — Sur le projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 295. — Prend part à la discussion sur les articles du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 465 et suivantes. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1218, § 1.º; 1225 et 1227, § 1.º; 1237, § 1.º; 1238, § 1.º; 1351, § ult.; 1393, 1401, § ult.; 1404, § 1.º; 1597, § ult. — Son opinion sur les articles de ce projet de loi relatifs à la compétence en matière mixte, p. 1465. — Son discours à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1324 (I. n.º 97). — Son opinion sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2487 (I. n.º 165). — Son opinion sur l'article du budget intitulé *Chambre des Pairs*, p. 3218 (I. n.º 201). — Obtient de nouveau la parole sur cet article, p. 3234.
- LALLY-TOLENDAL (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 11. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 75. — Son discours à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1301 (I. n.º 95). — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1597, § 1.º; 1610, § 1.º; et 1738 § 1.º — Son opinion sur les articles de ce projet relatifs aux Pairs de France, p. 1795 (I. n.º 131). —

- Appuie une proposition relative à la définition de la *rébellion militaire*, p. 1879, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Saint-Germain-en-Laye, p. 2827 (I. n.° 175). — Sur le budget de 1828, p. 3143 (I. n.° 194). — Fait un hommage à la Chambre au nom de M. le comte François de Neufchâteau, p. 3159.
- LAMOIGNON (M. le vicomte de). — Décédé le 21 mars 1827. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Molé, p. 1571. (I. n.° 113.)
- LANJUNAIS (Jean-Denis, comte). — Décédé le 13 janvier 1827. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Ségur, p. 757 (I. n.° 51.)
- LANJUNAIS (Paul-Eugène, comte), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 725. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 726. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Brigode, *même page*. — La Chambre déclare valables les titres produits, *même page*. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 727. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 765. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 766. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 801.
- LAPLACE (Pierre-Simon, marquis de). — Décédé le 5 mars 1827. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Pastoret, p. 1243 (I. n.° 89).
- LAPLACE (Charles-Emile-Pierre-Joseph, marquis de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1723. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1724. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Damas-Crux, *même page*. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 1725. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1775. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1776. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 1819.
- LA ROCHE-AIMON (M. le comte de). — Son opinion sur les dispositions du projet de Code militaire relatives aux Pairs de France, p. 1768 (I. n.° 127). — Sur le budget de 1828, p. 3091 (I. n.° 191). — Sur le budget particulier des haras, p. 3178 (I. n.° 198).

LA ROCHEFOUCAULD (François-Alexandre-Frédéric, duc de) — Décédé le 27 mars 1827. — M. le duc de Choiseul appelle l'attention de la Chambre sur les événemens qui se sont passés aux obsèques de ce Pair, p. 1203. — A ce sujet sont entendus, MM. le baron Pasquier, p. 1304, § 1.<sup>er</sup>. — Le Grand-référendaire, *même page*, § *ult.* et le duc de Praslin, p. 1205. — Le Grand-référendaire est chargé par la Chambre de lui faire un rapport sur ces événemens, p. 1206. — Rapport fait par M. le Grand-référendaire en exécution de cet arrêté, p. 1278 (I. n.° 91). — A cette occasion sont entendus, MM. le duc de Doudeauville, p. 1289 (I. n.° 92); le baron Pasquier, p. 1291 (I. n.° 93); le Ministre de l'intérieur, p. 1298 (I. n.° 94); le marquis de Lally, p. 1301 (I. n.° 95); le duc de Broglie, p. 1316, § 2 (I. n.° 96); le comte de Saint-Roman, p. 1322; le Ministre de la guerre, p. 1323, le vicomte Lainé, p. 1324 (I. n.° 97), et *incidemment* sur un fait, le duc de Praslin, p. 1315; — le Grand-référendaire, *ibidem*, et le comte de Saint-Roman, p. 1316, § 1.<sup>er</sup>. — Arrêté pris par la Chambre, p. 1326. — Hommage rendu à la mémoire de M. le duc de La Rochefoucauld par M. le comte Mollien, p. 1776 (I. n.° 128.)

LA ROCHEFOUCAULD (François, duc de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 2155. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 2156. — Rapport fait, au nom cette commission, par M. le comte d'Haussonville, *même page*. — La Chambre déclare valables les titres produits, *même page*. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 2157. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 2167. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *même page*. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 2201.

LA ROCHEFOUCAULD (M. le baron de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2283.

LA SUZE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de lois, p. 352.

LA TOUR-DU-PIN-MONTAUBAN (M. le marquis de), appelé, par ordonnance du Roi du 19 janvier 1824, à succéder héréditairement à la Pairie dont était revêtu M. le maréchal marquis de Vioménil. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 1023. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1026. — Rapport fait au nom de cette com-

- mission par M. le comte Lemercier, p. 1027. — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *même page*. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, 1071. — Ses lettres-patentes sont communiquées à la Chambre, p. 3160.
- LA TOUR-MAUBOURG (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 81. — Obtient la parole pour un fait personnel, p. 1504.
- LA TOUR-MAUBOURG (M. le comte de). — Fait une observation sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1243, § 3.
- LAURISTON (M. le maréchal marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 81. — Son opinion sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1137 (I. n.° 86). — S'explique au sujet de divers articles, p. 1172, § 3; 1190, § *ult.*; 1238, § 5; 1349, § 1.<sup>er</sup>; 1438, § 1.<sup>er</sup>; 1703, § 3. — Son opinion sur la compétence en matière de délits communs, p. 1586 (I. n.° 117). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires, p. 2283.
- LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Fait une observation sur l'art. 119 du projet de Code forestier, p. 2619, § 3.
- LECOUTEUX DE CANTELEU (M. le comte). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 723, 2283. — Fait diverses observations dans la discussion sur le projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 550, § 2; 598, § *ult.*; 599, § 3. — Dans la discussion sur le projet de Code forestier, p. 2550, 2578, § 1.<sup>er</sup>; 2628, § 1.<sup>er</sup>.
- LETTRES - PATENTES, portant institution de titres de Pairie, ou confirmant des échanges de biens dans des majorats précédemment établis. — Communiquées à la Chambre par M. le Président du conseil des Ministres, p. 3160.
- LEMERCIER (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2143. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Cholet, p. 84 (I. n.° 8). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 652, 2805.
- LÉVIS (M. le duc de). — Nommé membre de la commission spéciale chargée de rédiger un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 10. — Soumet à la Chambre un projet d'adresse au nom de cette commission, p. 14. — Fait un

nouveau rapport au nom de la même commission, p. 22.  
 — Propose divers amendemens ou sous amendemens au projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 443, § pénulti; 559, § ult. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, 1022, 2392, 2919.

Lois adoptées par les Chambres durant l'année 1827; sanctionnées et promulguées par le Roi. — Ces lois sont au nombre de quarante-deux, savoir:

— Du 21 février 1827. Dispense de caution en faveur du trésor royal, pour le cas de surenchère. Voyez au mot *Trésor royal*. — Du même jour, imposition extraordinaire (Aisne). Voyez au mot *Impositions extraordinaires*. — Du même jour, imposition extraordinaire (Ariège). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Loire-inférieure). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Lot). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Puy-de-Dôme). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Sarthe). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Ain). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Eure et Loir). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Haute-Garonne). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Jura). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Manche). *Ibid.* — Du même jour, emprunt voté par la ville d'Alençon. Voyez au mot *Emprunts*. — Du 11 mars, réduction du droit de circulation, sur le cidre, le poiré et l'hydromel. Voyez au mot *Droit de circulation*. — Du 15, tarif de la poste aux lettres. Voyez au mot *Poste aux lettres*. — Du 25 avril, répression de la traite des Noirs. Voyez au mot *Traite des Noirs*. — Du 2 mai, organisation du jury. Voyez au mot *Jury*. — Du 9, imposition extraordinaire (Cher). Voyez au mot *Impositions extraordinaires*. — Du même jour, imposition extraordinaire (Corrèze). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Creuse). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Haute-Garonne). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Haute-Loire). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Maine-et-Loire). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Marne). *Ibid.* — Du même jour, imposition extraordinaire (Seine). *Ibid.* — Du même jour, emprunt voté par la ville d'Angoulême. Voyez au mot *Emprunts*. — Du même jour, emprunt voté par la ville de Lyon. *Ibid.* — Du 21, Code forestier. Voyez au mot *Code forestier*. — Du 27, Concession

à la ville de Paris des terrains de la Madeleine. Voyez au mot *Concession de terrains*. — Du 29, Canal de Digoin à Roanne. Voyez au mot *Canaux*. — Du même jour, imposition extraordinaire (Marne). Voyez au mot *Impositions extraordinaires*. — Du même jour, emprunt voté par la ville de Reims. Voyez au mot *Emprunts*. — Du même jour, emprunt voté par la ville d'Abbeville. *Ibid.* — Du même jour, emprunt voté par la ville de Saint-Germain-en-Laye. *Ibid.* — Du même jour, Concession temporaire du canal de Saint-Quentin. Voyez au mot *Canaux*. — Du 6 juin, loi des comptes de 1825. Voyez au mot *Budget de 1825*. — Du même jour, crédits supplémentaires pour 1826. Voyez au mot *Crédits supplémentaires*. — Du même jour, emprunt voté par le département de l'Aveyron. Voyez au mot *Emprunts*. — Du même jour, perception relative aux frais d'administration des bois des communes. Voyez au mot *Code forestier*. — Du 20, crédit pour l'acquisition du palais Bourbon. Voyez au mot *Palais Bourbon*. — Du même jour, inscription des pensions militaires au trésor royal. Voyez au mot *Pensions militaires*. — Du 24, Budget de 1828. Voyez au mot *Budget de 1828*.

**LORGE** (Jean-Laurent de Durfort-Civrac due de). — Décédé le 4 octobre 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc d'Havré, p. 56 (I. n.° 6).

**LORGE** (Guy-Emeric-Anne de Durfort-Civrac due de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 348. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Dampierre, p. 349. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 369. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 393.

**LOUVOIS** (M. le marquis de). — Obtient la parole pour un fait dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 558, § 3.

## M

**MADELEINE** (La). — Concession à la ville de Paris des terrains destinés à former les abords de l'église de la Madeleine. — Voyez *Concession*.

MAILLY (M. le comte de). — Son opinion sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2499 (I. n.º 166). — Fait une observation sur l'art. 144, p. 2642.

MALEVILLE M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 353, 2292. — Son opinion sur le projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 730 (I. n.º 47).

MARBOIS (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 76, 2283. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 89 (I. n.º 9).

— Présente le résumé de la discussion à laquelle a donné lieu ce projet de loi, p. 301. — S'explique au sujet d'amendemens proposés dans le cours de la délibération, p. 331, § 1.º

— Au sujet des amendemens introduits dans le projet par la Chambre des Députés, p. 1016 (I. n.º 71). — Fait une

observation dans la discussion sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 891, § 1.º

— Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1825, p. 2687 (I. n.º

171). — S'explique au sujet d'observations faites, à l'occasion de ce projet de loi, sur l'organisation et les attributions de la cour des comptes, p. 2887 et 2903. — Ses observations

sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Sarthe, p. 712, § 1.º

— Sur le partage à faire de plusieurs projets de loi entre deux commissions, p. 2142. — Sur une proposition tendant à renvoyer

un projet de loi, revenu amendé de la Chambre des Députés, à la commission précédemment nommée, p. 2158. — Son

opinion sur un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2264. — Fait une observation relative à

un emprunt voté par la ville d'Angoulême, p. 2280. — A un emprunt voté par la ville de Reims, p. 2825. — Demande

qu'il soit nommé une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'acquisition d'une partie du Palais Bourbon, p. 2917. — Son opinion sur ce projet de loi, p.

2928 (I. n.º 183). — Obtient la parole, dans la discussion du budget, sur l'article relatif aux *frais de service et de négociations*, p. 3201, 3214. — Sur l'article relatif à la loterie,

p. 3242. Voyez aussi, p. 3245, 3247 et 3249.

MARCELLUS (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de

- loi tendant à réduire le droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel, p. 824 (I. n.° 55); voyez aussi p. 839. — Ses observations au sujet d'une pétition relative à la répression de l'usure, p. 2143, § *ult.*; — d'une pétition du sieur Manneville, relative aux traitemens des desservans, p. 2150 (I. n.° 142); — d'une pétition du sieur Roumagne, relative aux effets du divorce, p. 2398; — d'une pétition de diverses communes du département de la Gironde, p. 2841, § 1.<sup>er</sup>; — d'une pétition du sieur Saly, relative à l'impôt personnel des ministres des cultes, p. 2842, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2945 (I. n.° 185). — Demande, à l'occasion du budget de 1828, un dégrèvement en faveur des victimes des inondations, p. 3172 (I. n.° 197); voyez aussi p. 3177. — Obtient la parole sur le fonds de secours établi en faveur des colons de Saint-Domingue, p. 3181. — Sur le droit de port d'armes, p. 3241.
- MARTIGNAC (M. le vicomte de), Ministre d'État, commissaire du Roi pour la défense du projet de Code forestier. — Expose les motifs de ce projet de loi, p. 1656 (I. n.° 120). — Son discours en réponse aux observations présentées dans la discussion générale, p. 2452 (I. n.° 162). — Soutient la discussion des articles, p. 2521, 2525, 2530, 2534, 2551, 2563 à 2566, 2578, 2618, 2625, 2632, 2634, 2641, § 2; 2645, 2648, 2650, 2665, 2670, 2672 et 2684.
- MESSAGE adressé à la Chambre des Députés pour lui notifier l'organisation du bureau de la Chambre des Pairs, p. 10. — Message par lequel la Chambre des Députés annonce qu'elle est définitivement constituée, p. 30.
- MINISTRE DE LA GUERRE. — Voyez marquis de *Clermont-Tonnerre*.
- MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Voyez comte de *Corbière*.
- MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Voyez comte *Chabrol de Crousol*.
- MINISTRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voyez comte *Frayssinous*, évêque d'Her-mopolis.
- MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voyez baron de *Damas*.
- MINISTRE DES FINANCES. — Voyez comte de *Villèle*.
- MOLÉ (M. le comte). — Demande l'impression d'un discours prononcé par le Ministre des affaires étrangères à l'ouver-

- ture de la discussion sur l'adresse, p. 18, § 3. — Le renvoi du projet d'adresse à la commission, p. 19, § ult. — Fait diverses observations sur l'ordre de la délibération, p. 469, § ult.; 1153, § 1.<sup>er</sup> — Son discours à l'occasion du décès de M. le vicomte de Lamoignon, p. 1571 (I. n.<sup>o</sup> 113).
- MOLITOR (M. le maréchal comte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1827, p. 10.
- MOLLIEN (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 353, 2919. — Son opinion sur le projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 734 (I. n.<sup>o</sup> 48). — Insiste pour l'adoption d'un amendement par lui proposé à ce projet de loi, p. 753, § 1.<sup>er</sup> — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1776 (I. n.<sup>o</sup> 128).
- MONTÉBELLO (M. le duc de), nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 17 août 1815. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 309. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 310. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 349.
- MONTESQUIOU (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 352. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 117, 2838. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de l'Ariège, p. 628 (I. n.<sup>o</sup> 41). — Sur un projet de loi relatif à une semblable imposition votée par le département de la Sarthe, p. 629 (I. n.<sup>o</sup> 41).
- MONTESQUIOU (M. l'abbé duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1022.
- MONTMORENCY (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1827, p. 10.
- MONVILLE (M. le baron Boissel de). — Propose un amendement au projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 340, § 4. — Provoque une explication sur l'art. 5 de ce projet, p. 343, § 5. — Son opinion sur le projet de Code forestier, p. 2399 (I. n.<sup>o</sup> 157).
- MOREL-VINDÉ (M. le vicomte de). — Nommé membre d'une commission chargée de l'examen de divers projets de loi,

- p. 2143. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par un département de la Marne, p. 2230 (I. n.º 149). — Obtient la parole à diverses reprises dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif au jury, p. 447, § 2; 450, § 2; 458, § 3. — Dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1395, § 2.
- MORTEMART (M. le duc de).** — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 7. — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 81. — S'explique au sujet de divers articles de ce projet de loi, p. 1237, § ult.; 1347, § 1.<sup>er</sup>; 1948, § 2. — Son opinion sur un amendement proposé par M. le comte Siméon, relativement à la compétence des tribunaux militaires en matière de délits communs, p. 1423 (I. n.º 99). — Fait, au nom de la commission, un rapport spécial sur diverses propositions relatives à cette matière, p. 1612 et suivantes. — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur les articles relatifs aux Pairs de France, p. 1864 (I. n.º 139).
- MORTEMART (M. le marquis de).** — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 724, 2918. — Son opinion sur le projet de loi relatif au jury, p. 371 (I. n.º 34). — Fait une observation dans la délibération sur les articles de ce projet de loi, p. 558, § 1.<sup>er</sup> — Fait diverses observations dans la discussion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1177, § 1.<sup>er</sup> et 3; 1439, § 2; 1704, § 2. — Son opinion sur les dispositions de ce projet relatives aux Pairs de France, p. 1788 (I. n.º 129). — Provoque une explication sur l'article 153 du projet de Code forestier, p. 2649. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit destiné à l'acquisition de la partie du palais Bourbon occupée par la Chambre des Députés, p. 2923 (I. n.º 182). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2803, 2839, 3064.
- MOUNIER (M. le baron).** — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 724, 2283, 2918. — D'une proposition faite par un Pair, p. 971. — Fait une observation dans la discussion sur le projet de loi relatif au jury, p. 556, § 1.<sup>er</sup> — Fait diverses observations dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1146 et suivantes, 1156, § 1.<sup>er</sup>; 1177, § 2; 1188, § ult.; 1196, 1197, § 2; 1212, § 1.<sup>er</sup>; 1383, § ult.; 1406, 1909, § ult.;

1932, 2017, § 2. — Son opinion sur la compétence en matière de délits communs, p. 1584 (I. n.º 116). *Voyez* aussi p. 1600, § 4; 1601, § 3; 1630, 1633, § 1.º; 1635, 1636, § *ult.*; 1705, 1718, § 1.º et § *ult.* — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour 1826, p. 2770 (I. n.º 172). — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de la maison Valantin et compagnie, p. 127, § *ult.* — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Robert, p. 667, § *ult.* — Sur une pétition du sieur Oudotte, p. 2144. — Sur une pétition du sieur Jeanbert, p. 2171, § 1.º — Prend part à la discussion qui s'élève sur les attributions du conseil d'État, à l'occasion d'une pétition du sieur Delamotte, p. 2196. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 2167. — Son opinion sur un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2269, § *ult.* — Demande qu'il soit nommé une commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit destiné à l'acquisition d'une partie du palais Bourbon, p. 2915. — Obtient la parole dans la discussion qui s'élève sur ce projet de loi, p. 2935, § *ult.*

MUN (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2286.

NARBONNE (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 11. — Pour l'examen d'un projet de loi, p. 2919. — Pour l'examen d'une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 670. — Fait un rapport sur la proposition dont il s'agit, p. 997 (I. n.º 967). — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1047 (I. n.º 75). — Sur les dispositions de ce projet de loi relatives aux Pairs de France, p. 1762 (I. n.º 125). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2143, 2806 (*V.* aussi p. 2809) et p. 3067.

NICOLAI (M. le marquis de). — Fait une observation relative à l'ordre de la délibération, p. 565, § 3.

NOAILLES (Paul, duc de), appelé, par ordonnance du Roi du 6 janvier 1823, à succéder héréditairement à la Pairie dont était revêtu Jean-Paul-François, duc de Noailles, son grand-oncle. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 544. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 546. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le

- comte de Castellane, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 589.
- NOÉ (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 76. — Son opinion sur ce projet de loi, p. 281 (I. n.º 29).
- NOUVEL AN. — Grande députation chargée de complimenter Sa Majesté à l'occasion du nouvel an, p. 55.

## O

- OBSÈQUES. — Discussion relative aux événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld-Liancourt. Voyez *La Rochefoucauld*.
- OPINIONS DISTRIBUÉES A LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de six, savoir : sur la *pétition du comte de Montlosier*, quatre opinions de MM. le cardinal duc de Clermont-Tonnerre, le baron Pasquier, le marquis de Rougé et le marquis de Villefranche. — Sur le projet de loi relatif à *l'organisation du jury*, une opinion de M. le comte Pelet de la Lozère. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du *budget des dépenses et des recettes de 1828*, une opinion de M. le duc de Choiseul.
- ORDONNANCES DU ROI, COMMUNIQUÉES A LA CHAMBRE. — Ordonnance du 5 novembre 1826, qui nomme Pair de France M. le comte de Chéverus, archevêque de Bordeaux, p. 8. — Du 6 janvier 1823, portant que la Pairie de M. le duc de Noailles sera transmise héréditairement à M. le duc Paul de Noailles, son petit-neveu, p. 544. — Du 19 janvier 1824, portant que la Pairie de M. le maréchal marquis de Vioménil, sera transmise héréditairement à M. le marquis de la Tour-du-Pin-Montauban, son gendre, p. 1024. — Du 17 avril 1827, portant que le projet de loi sur la presse est retiré, p. 1725. — Du 1.º août 1827, portant que la Pairie de M. Paul-Gabriel-Bruno, marquis de Boisgelin, sera transmise héréditairement à M. Alexandre-Joseph, marquis de Boisgelin, son frère, p. 2537.

- ORGLANDES (M. le comte d').—Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 353, 724, 2283.
- ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 75, 353, 1727, 2283. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi tendant à dispenser le Trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 685 (I. n.º 45). — Insiste pour l'adoption de ce projet de loi, p. 752. — Fait une observation sur l'article 145 du projet de Code forestier, p. 2644. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 116, 1473, 2148. — Obtient la parole au sujet de pétitions relatives à un projet de loi non encore présenté à la Chambre, p. 654, § 6. — Fait une proposition relative à l'amélioration des routes et chemins vicinaux, p. 700. — En développe les motifs, p. 769 (I. n.º 53). — Est nommé membre de la commission chargée de l'examiner, p. 971. — Fait, au nom de cette commission, un rapport tendant à l'ajournement de la proposition jusqu'à la session prochaine, p. 2937 (I. n.º 184). Voyez *Routes*.
- OSMOND (M. le marquis d').—Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 724.

## P

- PAIRIE (Privilèges de la). — Les Pairs peuvent-ils être jurés ? Voir la *table analytique de la discussion sur la loi relative au jury, art. 7, page 81*. — Discussion sur l'étendue du privilège qu'ont les Pairs de n'être arrêtés que de l'autorité de la Chambre, et jugés que par elle en matière criminelle. Voir la *Table analytique de la discussion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire. Appendice au livre II, page 112*.
- PALAIS BOURBON.—LOI du 20 juin 1827, relative à l'ouverture d'un crédit de 5,250,000 fr., destiné à acquérir, au nom de l'État, la portion du palais Bourbon occupée par la Chambre des Députés. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Corbière, Ministre de l'intérieur, le 23 avril 1827. — Adoptée le 28 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 30. — Adoptée le 13 juin. — Sanctionnée et promulguée le 20. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 172, p. 771.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2836 (I. n.º 176). — Ce projet est examiné

dans les bureaux, p. 2875. — Discussion sur la question de savoir si le projet sera renvoyé à l'examen d'une commission spéciale, p. 2915. — Sur cette question sont entendus MM. le baron Mounier, p. 2915, § *ult.*, et le marquis de Marbois, p. 2917. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2918. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, p. 2923 (I. n.º 182). — Discussion en assemblée générale sur le projet de loi, p. 2927. — Dans cette discussion sont entendus MM. le marquis de Marbois, p. 2928 (I. n.º 183); — le comte Roy, p. 2930 (*voir* aussi p. 2934 et 2935, § 1.<sup>er</sup>); — le Ministre des finances, p. 2931; — le Ministre de l'intérieur, p. 2934 et 2935: — le baron Mounier, p. 2935, § *ult.*, — et le comte de Tournon, p. 2936. — Adoption du projet au scrutin, p. 2937.

PANGE (M. le marquis de). — Demande une explication sur un article du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1215, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur la compétence des conseils de guerre en matière mixte, p. 1456 (I. n.º 103). — Fait une observation sur l'article 153 du projet de Code forestier, p. 2650.

PASQUIER (M. le baron). — Obtient la parole sur le projet d'adresse, p. 18, § *ult.* — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition de la maison Valantin et compagnie, p. 127, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 204. — Appuie un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif au jury, p. 424 et suiv. — Obtient la parole à diverses reprises dans la délibération sur les articles de ce projet de loi, p. 443, § *ult.*, 445, § 1.<sup>er</sup>, 446, § 2; 451, § *ult.*; 522, § *ult.*; 550, § *ult.*; 554, § *ult.*; 556, § 3; 558, § 2; 581 et suivantes. — Propose une disposition additionnelle à un article, déjà adopté, du même projet de loi, p. 480 et 481. — Demande une explication au sujet du projet de loi concernant le tarif de la poste aux lettres, p. 894, § *ult.* — Appuie une proposition faite par M. le duc de Choiseul, relativement aux événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1204, § 1.<sup>er</sup> — Discours par lui prononcé à cette occasion, p. 1291 (I. n.º 93). — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1072 (I. n.º 79). — Prend part à la discussion sur plusieurs articles de ce projet de loi, p. 1271, 1347, § 2; 1350, *ult.*; 1439, § 1.<sup>er</sup>; 1441, *au milieu*,

1490, § 1.<sup>er</sup> — Développe les motifs d'un amendement qu'il propose, relativement à la compétence en matière de délits communs, p. 1449 (I. n.° 102). — Son second discours à l'appui de cet amendement, p. 1555 (I. n.° 111). Voyez aussi, p. 1629, § *ult.* — Développe les motifs d'un autre amendement relatif à la complicité en matière de compétence, p. 1642 (I. n.° 118 *bis*). Voyez aussi, p. 1700 à 1702 et p. 1703, § 2 et 4. — Fait une observation relative à l'ordre de la délibération, p. 1875, § *ult.* — S'explique au sujet de divers articles du projet de Code forestier. — Au sujet de l'art. 58, relatif aux *affectations*, p. 2561. — Au sujet de l'art. 128, p. 2633, § 1.<sup>er</sup> — Appuie le renvoi au Ministre de la marine d'une pétition du sieur Berne-Verdet, p. 663, § 4. — S'explique au sujet de la pétition du sieur Terry, p. 794. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2396. — Obtient la parole, dans la discussion du budget, sur l'article des *travaux publics*, p. 3185 (I. n.° 199). — Sur l'article des *frais de service et de négociation*, p. 3202. — Sur la *forme des jeux*, 3244.

PASTORET (M. le marquis de), vice-président de la Chambre. — Occupe le fauteuil en cette qualité, p. 79. — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 11. — Pour l'examen d'un projet de loi, p. 81. — Pour l'examen d'une proposition, p. 670. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 64 (I. n.° 7). — A l'occasion du décès de M. le marquis de Laplace, p. 1243 (I. n.° 89). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 906 (I. n.° 64). — Son discours pour la défense des articles proposés par la commission relativement aux Pairs de France militaires, p. 1746 (I. n.° 123). — Répond à une observation de M. le duc Decazes sur l'art. 108, p. 1936, § 2. — Sur l'art. 138, p. 1983, § 1.<sup>er</sup>

PENSIONS MILITAIRES. — LOI du 20 juin 1827 qui ouvre les crédits nécessaires pour l'inscription des pensions militaires au Trésor. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 17 avril 1827. — Adoptée avec amendement le 1.<sup>er</sup> mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 5. — Adoptée le 13 juin. — Sanctionnée et promulguée, le 20 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.° 172, p. 772). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2254 (I. n.° 153). —

- Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2285. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2392. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Ruty, p. 2845 (I. n.º 177). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi, p. 2945. — Dans cette discussion, sont entendus MM. le comte de Marcellus, p. 2945 (I. n.º 185). — Le comte Roy, p. 2948 (I. n.º 186). — Le Ministre des finances, p. 2964. — Le comte Roy, *iterum*, p. 2967. — Le Ministre des finances, *iterum*, p. 2972. — Et le Ministre de la guerre, p. 2974 (I. n.º 187). — Délibération des articles, p. 2982. — Sont entendus, sur l'article 3, MM. le comte Roy, p. 2983 et 2988. — et le comte Ruty, rapporteur, p. 2984. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2991.
- PÉTITIONS (*Jurisprudence en matière de*). — Une pétition est renvoyée à une commission non encore nommée, p. 118. — A une commission qui a déjà fait son rapport sur le projet de loi auquel la pétition est relative, p. 349, 2396 et 2397. — Le rapport sur s'explique au sujet de ces pétitions, dans le résumé de la discussion, p. 3167. — L'examen de pétitions relatives à un projet de loi non encore présenté à la Chambre est ajourné jusqu'au moment où la Chambre sera appelée à délibérer sur ce projet de loi. Discussion à ce sujet, p. 653 à 656. (Voyez *Orvilliers, Dubouchage, Vérac*). Voyez aussi, p. 785 et 786. — La Chambre ne doit s'occuper d'une pétition que lorsque les réclamans se sont inutilement adressés aux autorités compétentes. Observations à ce sujet, p. 663 (Voyez *Chastellux, Daru, Brisac, Pasquier*), p. 784, 785, 2169, 2170, 2171 (Voyez *Mounier*). — La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur une pétition attentatoire aux droits du Roi et des Chambres, p. 721. — Observations sur la jurisprudence à adopter relativement aux pétitions qui contiennent des demandes de lois, p. 842 (Voyez *Saint-Roman*), p. 2144 (Voyez *Mounier*). Voyez aussi p. 2397 à 2399. — La Chambre écarte par l'ordre du jour une pétition qui n'indique ni la demeure ni la profession du pétitionnaire, p. 844. — L'ordre du jour est adopté sur des pétitions relatives à un projet de loi déjà adopté par la Chambre, p. 1471. Voyez aussi, p. 2805.
- PÉTITIONS COLLECTIVES. — De soixante-treize habitans de Paris, contre la loterie et les jeux, p. 668; voyez aussi p. 3167, 3168, 3217 et 3218. — Des membres de la *Société industrielle de Mulhouse*, pour la suppression des bureaux de

loterie dans les villes manufacturières, p. 2839; voy. aussi p. 3167, 3217 et 3218. — De trente-deux légionnaires du département de l'Aube, pour demander le paiement des arrérages arriérés, p. 840. — De trente-trois officiers en retraite, contre la retenue imposée aux pensions militaires, p. 2807. (Observations au sujet de cette pétition. Voyez *Belliard*.) — De sept huissiers de l'arrondissement de Montpellier, pour demander l'exemption du droit de patente, p. 118. — De deux huissiers de l'arrondissement d'Orléans, pour le même objet, *ibid.* — Des huissiers exerçant près les tribunaux de Draguignan, d'Epinal et de Carcassonne, pour le même objet, p. 721. — De divers Génois se prétendant créanciers du Roi, p. 653. — De vingt-neuf habitans de Rochefort, propriétaires de maisons sises dans le rayon de la place, p. 722. — De cinquante-un débitans de boissons à Marseille, contre un débit illicite de boissons, p. 116. — De cent quarante-huit habitans de Montauban, pour réclamer l'ouverture d'un canal entre Montauban et Toulouse, p. 2838. — De cinquante-huit propriétaires de l'arrondissement de Charolles (Saône-et-Loire), pour demander l'ouverture d'une route, p. 1473. — De cent cinquante-un habitans des communes de Camblancs, Quinsac, Lambes et Beaurech (Gironde), contre la direction donnée à une route départementale, p. 2839. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Tournon, Marcellus*.) — Des habitans de la commune de Ribecourt, relativement à une distraction du territoire de cette commune, p. 2240. — De divers propriétaires des communes de Beausset, de Sigues et de Castellet (Var), sur le Code forestier, p. 2397. — Du maire et de trente-deux habitans de la commune de Léry (Côte-d'Or), sur l'article 64 du même Code, p. 2805 et 2806. — De soixante-deux détenus pour dettes à Sainte-Pélagie, pour demander la révision des lois sur la contrainte par corps, p. 652. — De seize entrepreneurs de roulage de l'Aigle, Alençon, Rennes, Laval, Mayenne et Château-Gonthier, pour demander la révision des lois sur le roulage, p. 2149. — De cinquante-sept pharmaciens de Paris, pour demander la révision de la législation sur la pharmacie, p. 2168. — De cent quatre-vingt-quatorze habitans de Grenoble, contre le projet de loi relatif à la presse, p. 785. — De soixante-sept habitans de Nancy, pour le même objet, p. 1472. — De vingt-sept habitans de Vizille (Isère), pour le même objet, p. 1472. — De

sept fabricans de papiers de la vallée de Sainte-Suzanne (Mayenne), pour le même objet, p. 654.—De cinq fabricans de papier du département de l'Indre, pour le même objet, p. 1472.—Des sieurs Montgolfier, Johannot et Causion, pour le même objet, p. 785.—Des actionnaires de la Gazette allemande de Paris, pour le même objet, p. 1472.

PÉTITIONS INDIVIDUELLES.—Du sieur Aigoïn, p. 844.—Du sieur Aubert, p. 668.—Du sieur Baderon de Saint-Geniez, p. 785.—Du sieur Bernard Barrau, p. 844.—Du sieur Bernard aîné, p. 2396.—Du sieur Berne-Verdet, p. 661. (Discussion au sujet de cette pétition. Voyez Chabrol, Chastellux, Daru, Brissac, Pasquier.)—Du sieur Bidaud, p. 2806.—De la demoiselle Blin, p. 2167.—Du sieur Braun, p. 2803.—Du sieur Bullet, p. 2148.—Du sieur Calary, p. 2145.—Du marquis Negrotto Cambiaso, p. 653.—Du sieur Carde, p. 654.—Du sieur Carpentier, p. 2168.—Du sieur Victor Chaize, au nom de la maison Valantin et compagnie, p. 119. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez Chabrol, Broglie, Pasquier, Mounier, Dubouchage.)—Du sieur Jules de Chapelain, p. 2397.—Du sieur Collière, p. 1472.—Du sieur Cornier, p. 2804.—Du sieur de Damep, p. 2805.—Du vicomte de Dampmartin, p. 117.—Du sieur Darmaing, p. 1472.—Du sieur Delamotte, p. 2172 (I. n.º 143). (Discussion au sujet de cette pétition sur la législation en matière d'usines insalubres, voyez Argout, Tournon, Barante, Mounier, Siméon.)—Du sieur Auguste Deluat et compagnie, p. 785.—Du sieur Dumoulinet, p. 785.—Du vicomte Maurice Duparc, p. 2146. (Observations à l'appui de cette pétition, voyez Damas-Cruix.)—De la nommée Élise, condamnée à la Martinique, p. 784 et 785.—Du sieur Farey, p. 1472.—Du sieur Fiche, p. 844.—Du sieur Filliat et compagnie, p. 785.—Du sieur Fournis, p. 2805.—Du sieur Franclieu, p. 654, 1472 et 1473.—Du sieur Fricault, p. 2397.—Du sieur Fromand, p. 2806.—Du sieur Gendrin, p. 1472.—Du sieur Gluher, p. 3065.—Du sieur Hubert, p. 2839.—Du sieur Georges Jeanbert, p. 2170. (Observations au sujet de cette pétition, voyez Sénonville, Mounier.)—Des sieurs de La Chataigneraye frères, p. 2808 et suivantes.—De Marie-Louise Lambert, négresse de la Martinique, p. 656 et suivantes. (Explications données au sujet de cette pétition, voyez Chabrol.)—Du sieur Lange, p. 2242.—Du sieur de Las Cases, p. 2145.—Du sieur Lauranson,

p. 652.—Du sieur Théodore *Leclerc*, p. 1472.—De sieur Jean Baptiste-Joseph *Ledoux*, p. 784.—Du sieur *Lepère de Lapéreuse*, p. 2168.—Du sieur Simon *Lorivière*, p. 2242 (I. n.º 151). Observations au sujet de cette pétition, voyez *Dejean*.—Du sieur *Manneville*, p. 2150. (Observations à l'appui de cette pétition, voyez *Marcellus*, *Praslin*.)—De la nommée *Marie-Thérèse*, condamnée à la Martinique, p. 784.—Du sieur Louis *Mathieu*, p. 1472.—Du sieur *Mérat*, p. 721.—Du sieur Félix *Mercier*, p. 117—*du même*, p. 2838.—Du sieur François *Mercier*, p. 2844.—Du sieur *Messier*, p. 720.—Du comte de *Montlosier*. (Rapport fait sur cette pétition par M. le comte Portalis, p. 131.—L'impression de ce rapport est demandée par M. le comte de Ségur et ordonnée, p. 162. Voir le n.º 11 des impressions. — Le même Pair demande l'ajournement de la discussion jusqu'après l'impression du rapport, *ibid*.—La Chambre entend à ce sujet M. l'archevêque de Paris, p. 162, § 5, et 163, § 1.º, et le comte de Castellane, p. 162, § ult.—Ouverture de la discussion, p. 163.—Opinions de MM. le cardinal de La Fare, p. 163, § ult. (I. n.º 12); — le duc de Choiseul, p. 167 (I. n.º 13); — le duc de Fitz-James, p. 168 (I. n.º 14); — le vicomte Dambray, p. 178 (I. n.º 15); — le vicomte Lainé, p. 181 (I. n.º 16); — le vicomte de Bonald, p. 185 (I. n.º 17); — le baron de Barante, p. 191 (I. n.º 18). — Discours du Ministre des affaires ecclésiastiques, p. 194 (I. n.º 19).—Opinion de M. le baron Pasquier, p. 204. — Vote au scrutin sur la pétition, p. 207.) — Du sieur *Morin*, p. 2838.—Du sieur *Mouton*, p. 722—*du même*, p. 2172. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *d'Ambrugeac*.)—Du sieur *Oudotte*, p. 2143. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Marcellus*, *Mounier*.) — Du sieur *Parent-Réal*, p. 2838.—Du sieur *Pesche*, p. 1471.—Du sieur Daniel de *Pernay*, p. 844.—Du sieur *Philpin*, p. 785.—Du sieur *Piault*, p. 1472 et 1473.—Du sieur *Pissin*, p. 2804.—Du sieur *Ponthier de Chamailard*, p. 720.—Du sieur *Provost*, p. 349, et 395, § ult.—Du nommé *Raymond*, condamné à la Martinique, p. 784.—Du sieur *Rebour*, p. 2839.—Du nommé *Régis*, condamné à la Martinique, p. 784.—Du sieur *Remy*, p. 844.—Du sieur *Ribes*, p. 3067.—Du sieur *Robert*, p. 664. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Argout*, *Barante*, *Mounier*.)—Du sieur *Pierre Roumagne*, p. 2397. (Observations au sujet de cette

pétition, voyez *Marcellus*.) — Du sieur *Rouvetet*, p. 118. — Du sieur *Saintourens*, p. 719. — Du sieur *Saly*, p. 2842. (Observations au sujet de cette pétition, voyez *Marcellus*.) — Du sieur *Sarran*, p. 720. — Du baron de *Saudray*, p. 3064. — Du sieur *Schertz*, p. 1471. — De la dame *Ténant*, p. 2807. — Du sieur *Ternaux aîné*, p. 654. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Dubouchage*, *Vérac*.) — Du sieur *Terry*, p. 786 et suivantes. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Portalis*, *Pasquier*, *Saint-Roman*, *Barante*, *Pontécoulant*, *Brogie*.) — Du sieur *Thinon*, p. 841 et suivantes. (Discussion au sujet de cette pétition, voyez *Saint-Roman*, *Barante*, *Rougé*, *Choiseul*.) — Du sieur *Turben*, p. 1473. — De la maison *Valantin* et compagnie. (Voyez *Chaize*.) — Du sieur *Vallée*, p. 1472. — Du sieur *Van Daël*, p. 3065. — Du sieur de *Vathaire*, p. 652. — De Jeanne-Françoise *Wexler*, p. 2171.

**PEYRONNET** (M. le comte de), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 32 (I. n.° 3). — S'explique au sujet de plusieurs articles de ce projet de loi et de diverses propositions ayant pour but d'en amender les dispositions, p. 411 et suivantes; 430 et suivantes, 432, 434 et 435, 444, § 1.<sup>er</sup> et § ult.; 445, § 3; 448, 455, 456, 470, 471, 473, 474, 480, 484, 485, 487, 491 et suivantes, 505 et suivantes, 520, 522, 533, 534, 549, 550, § 1.<sup>er</sup> et § penult.; 555, 556, 557, 576 et suivantes, 594, 599, 601, 605, 606, 612, 614, 618. — Obtient la parole pour un fait, p. 586. — Présente de nouveau le même projet de loi amendé par la Chambre des Députés, p. 2009 (I. n.° 140). — Présente un projet de loi tendant à dispenser le trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère sur adjudication immobilière, p. 215 (I. n.° 24). — Un projet de loi relatif à la police de la presse, p. 975 (I. n.° 66). — Retire ce projet au nom du Roi, p. 1725. — Combat un amendement proposé par M. le duc de Broglie au projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 325. — Indique quelques modifications à la rédaction présentée par la commission, pour former l'art. 1.<sup>er</sup> de ce projet, p. 329, *ligne 10*, et p. 337. — S'explique au sujet d'autres amendemens proposés à cet article par M. le comte de Tournon, p. 339. — Répond à une observation faite par M. le duc Decazes sur l'article 5, p. 344.

**PLAISANCE** (M. le duc de). — Fait une observation dans la dé-

libération sur le projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 515, § 1.<sup>er</sup>.

**POLICE DE LA PRESSE** (Projet de loi relatif à la). — Voyez *Presse*.

**PONTÉCOULANT** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 75. — S'oppose à l'impression d'un discours relatif à l'adresse, p. 19, § 3. — Appuie un amendement proposé par M. le duc de Broglie au projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 323. — Un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 416 et suivantes. — Fait diverses observations dans la discussion qui s'élève, à l'occasion de ce projet de loi, sur les privilèges de la Pairie, p. 551, § *ult.*; 554, § 1.<sup>er</sup>. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Terry, p. 797. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1052 (I. n.° 77). — Prend part à la discussion sur les articles de ce projet de loi, p. 1169, § *ult.*, 1193, 1213, § 1.<sup>er</sup>; 1219, §§ 1.<sup>er</sup> et *ult.*; 1223, § 1.<sup>er</sup>; 1239, § *ult.*; 1259 et suivantes (I. n.° 90); 1594, § *ult.*; 1714, § *ult.*; 1737, 1882, 1983, § *ult.*; 1986, 2001, § *ult.*; 2054 et 2055, § 2. — Fait une observation relative à l'ordre de la délibération, p. 1875, § 2.

**PORTAL** (M. le baron). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 76, 1022. — S'explique au sujet d'un amendement proposé au projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 340, § 2. — Sur une question relative à l'ordre des délibérations, p. 525, § 2.

**PORTALIS** (M. le comte) — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 670. — Pour l'examen d'un projet de loi, p. 1022. — Fait, au nom du comité des pétitions, un rapport sur une pétition présentée par le comte de Montlosier, p. 130 (I. n.° 11). — S'explique sur diverses questions relatives à l'ordre des délibérations, p. 528, 557, § *ult.* — Sur un amendement proposé au projet de loi relatif au jury, p. 601, § 1.<sup>er</sup>. — Prend la parole au sujet d'une pétition du sieur Terry, p. 792. — Son opinion sur les articles du projet de Code militaire relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1510 (I. n.° 106). V. aussi p. 1607, § 1.<sup>er</sup>. — Prend part à la discussion sur d'autres articles de ce projet de loi, p. 2002, § 1.<sup>er</sup>; 2029, § *ult.*

**POSTE AUX LETTRES**. — *Loi du 15 mars 1827*, relative au tarif de la poste aux lettres. — Présentée à la Chambre des Députés

par M. le comte de Villèle, Ministre des finances, le 29 déc. 1826. — Adoptée, avec amendemens, le 5 février 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 12. — Adoptée le 10 mars. — Sanctionnée et promulguée le 15 (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 147, p. 177). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 674 (I. n.º 44). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 719. — Nomination d'une commission spéciale, p. 723. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis d'Herbouville, p. 802 (I. n.º 54). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 853 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte de Boissy-d'Anglas, p. 854 (I. n.º 59). — Le comte de Saint-Roman, p. 857. — Le comte de Kergorlay, 860 (I. n.º 60). — Le vicomte de Châteaubriand, p. 866 (I. n.º 61). — Le vicomte Dubouchage, p. 871 (I. n.º 62). — Le Ministre des finances, p. 875. — Le comte de Kergorlay, *iterum*, p. 880. — Délibération des articles, p. 881 et suivantes. — Dans le cours de cette délibération sont entendus, *sur l'article 3*, MM. le comte de Tournon, p. 882 et 883, § 2. — Le commissaire du Roi directeur général des postes, p. 883, § 1.<sup>er</sup> et § *ult.* — Le baron de Barante, p. 884, § 1.<sup>er</sup>. — Le vicomte Dubouchage, *ibid.*, § 2. — *Sur l'article 7*, MM. le comte de Tournon, le commissaire du Roi et le rapporteur de la commission, p. 887. — *Sur l'article 8*, et sur un amendement proposé à cet article par M. le vicomte de Châteaubriand, MM. le vicomte de Châteaubriand, p. 888, 891, § *ult.*; 892, § 3, et 894, § 2. — Le baron de Barante, p. 889. — Le marquis de Marbois, 891, § 1.<sup>er</sup>. — Le comte de Ségur p. 892, § *pénult.*, et 894, § 1.<sup>er</sup>. — Le baron Pasquier, p. 894, § *ult.* — Le Ministre des finances, p. 892 et 895. — *Sur l'article 9*, M. le vicomte de Châteaubriand et le Ministre des finances, p. 896. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 897.

PRASLIN (M. le duc de). — Appuie une proposition faite par M. le duc de Choiseul au sujet des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1205. — Fait une observation sur un fait relaté dans le rapport de M. le Grand-référendaire, p. 1315. — Appuie une pétition du sieur Manneville, p. 2152. — Obtient la parole au sujet d'un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2265 et 2269, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur l'en-

1827

- semble du projet de Code forestier, p. 2476 (I. n.º 164). — Propose un amendement à l'art. 3, p. 2514. — A l'art. 15, p. 2518. — Fait diverses observations sur l'article 21, p. 2526, § *ult.* — Sur l'article 26, p. 2530, § 1.º; et 2531. — Sur l'article 67, p. 2575, § 1.º. — Sur l'article 106, p. 2595. — Sur l'article 117, p. 2618, § 1.º. — Sur l'article 119, p. 2619, § 1.º. — Sur l'article 124, p. 2623, § *ult.*; 2625 et 2626. — Sur l'article 126, p. 2628, § *ult.* — Sur l'article 128, p. 2634, § 1.º. — Sur l'article 144, p. 2643, § *ult.* — Sur l'article 150, p. 2647. — Sur l'article 189, p. 2665. — Sur l'article 192, p. 2669. — Sur l'article 194, p. 2672.
- PRÉCÉDENS DE LA CHAMBRE.** — Voyez aux mots, *Commissions spéciales.* — *Délibérations.* — *Pétitions.* — *Projets de loi.* — *Question préalable.* — *Scrutin.* — *Unanimité.*
- PRÉROGATIVE ROYALE.** — Observations sur l'étendue de cette prérogative, p. 1207. (Voyez *Saint-Roman, Kergorlay*), p. 1238, 1239 et 1240. (Voyez *Decazes, Lauriston, Pontécoulant, Saint-Roman*), p. 1715 à 1718. (Voyez *Pontécoulant, Dubouche Clermont-Tonnerre*); Voyez aussi p. 1730.
- PRESSE.** — Projet de loi relatif à la police de la presse. — Présenté à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 975. — Exposé des motifs, *ibid* (I. n.º 66). — Le projet est examiné dans les bureaux, p. 1007. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1021 et 1022. — Diverses pétitions sont renvoyées à l'examen de cette commission, p. 1472. — Le projet est retiré par ordonnance royale du 17 avril 1827, p. 1725.
- PROCÈS-VERBAL.** — Réclamations contre la rédaction du procès-verbal, p. 477 (Voyez *Roy*). — Explications données à ce sujet, par M. le Président, p. 478. — La rédaction du procès-verbal est maintenue, p. 479. — Observations de M. le comte de Ségur sur la rédaction du procès-verbal, p. 543.
- PROCLAMATION DU ROI** qui ordonne la clôture de la session de 1827, p. 3253.
- PROJETS DE LOI.** — Le Roi doit-il parler à la première personne dans les projets de loi? p. 1191 et 1207. (Voyez *Pontécoulant, Saint-Roman, Kergorlay*.)
- PROJETS DE LOI** adoptés par la Chambre pendant la session de 1826 et convertis en lois. Voyez *Lois.* — Projets de lois présentés à la Chambre et non convertis en lois. Voyez *Juridiction militaire.* — *Presse (police de la).*
- PROPOSITIONS** faites par des Pairs. — Proposition relative au

mode de nomination des commissions spéciales. Voyez *Commissions spéciales*. — Proposition relative à l'amélioration des routes et chemins vicinaux. Voyez *Routes*.

PUYSÉGUR (M. le comte de). — Nommé membre d'une commission chargée d'examiner divers projets de lois, p. 2143. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Garonne, p. 2228 (Imp. n.º 149).

## Q

QUÉLEN (M. le comte de), archevêque de Paris. — Réclame l'ouverture immédiate de la discussion sur la pétition du comte de Montlosier, p. 162, § *penult.*, et 163, §. 1.<sup>er</sup>  
QUESTION PRÉALABLE adoptée sur une proposition, p. 558.

## R

RAGUSE (M. le maréchal duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 81.  
RAIGECOURT (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2286. — Obtient la parole pour un fait dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 550, § 2. — Son opinion sur les dispositions du projet de Code militaire relatives aux Pairs de France, p. 1811 (I. n.º 134).  
RAMPON (M. le comte). — Fait diverses observations dans la délibération sur les articles du projet de loi relatif au jury, p. 452, § *ult.*; 520, § 1.<sup>er</sup>  
RAPPORTS faits à la Chambre au nom de commissions spéciales nommées pour l'examen de divers projets de loi. — Voir ces projets ou les noms des rapporteurs.  
RASTIGNAC (M. le marquis de). — Nommé membre d'une commission chargée d'examiner divers projets de loi, p. 352. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur le projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département du Lot, p. 635 (I. n.º 41).  
ROUGÉ (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 352 et 2286. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet

de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de l'Aisne, p. 640 (I. n.° 41). — Sur un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville d'Abbeville, p. 2373 (I. n.° 155). — Fait une observation dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 450, § 1.<sup>er</sup> — Propose de passer à l'ordre du jour sur une pétition du sieur Thinon, p. 843, § 3. — Obtient la parole dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1910, § 1.<sup>er</sup>

**ROUTES.** — Proposition tendante à supplier le Roi de présenter une loi relative aux moyens d'améliorer les routes et chemins vicinaux — Faite par M. le marquis d'Orvilliers, le 12 février 1827, p. 700. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 701. — Développement des motifs, p. 769 (I. n.° 53). — La proposition est prise en considération, p. 783. — Elle est examinée dans les bureaux, p. 899. — Nomination d'une commission spéciale, p. 970. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 2937 (I. n.° 184). — L'examen de la proposition est ajournée jusqu'à la prochaine session, p. 2945 (voir aussi p. 2943).

**ROY (M. le comte).** — Nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 1727, 2143. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 450, § 3; 470, § ult.; 549, § ult.; 564, 616, § 1.<sup>er</sup>; 618 et 619. — Soumet à la Chambre diverses propositions d'amendemens ou des rédactions nouvelles, p. 450, § 3; 452, § 1.<sup>er</sup>; 457, § ult.; 518, 604, § ult.; 614 et 615, § 1.<sup>er</sup>. — Soutient un amendement proposé par la commission, p. 584 et suivantes. — Obtient la parole sur l'ordre de la délibération, p. 469, § 1.<sup>er</sup>; 471, ligne 6.<sup>e</sup>; 472, § 1.<sup>er</sup>; 1875, § 1.<sup>er</sup>. — Réclame contre la rédaction du procès-verbal, p. 477. — Insiste sur cette réclamation, p. 479. — Ses observations sur divers projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par plusieurs départemens, p. 702 et 706. — Fait diverses observations ou propositions dans la discussion du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1185, 1240, § 3; 1593, 1594, § 2; 1599, § 1.<sup>er</sup>; 1609, § ult.; 1610, § 2; 1622, § ult.; 1623, § 2; 1875, § 1.<sup>er</sup>; 1879, § ult. — Son opinion sur le projet de loi tendant à dispenser le Trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 741 (I. n.° 50). — Soutient un amendement

proposé à ce projet de loi, p. 753. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de Code forestier, p. 2287 (I. n.° 154). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 2304 (I. n.° 167). — S'explique au sujet de l'article 58, relatif aux affectations, p. 2558 à 2561. — Au sujet de l'article 65, p. 2573, § ult. — De l'article 67, p. 2575, § 2. — De l'article 119, p. 2619, § ult. — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1825, p. 2889 (I. n.° 181). — Insiste sur les observations qu'il a présentées, p. 2897, 2902 et 2904. — Obtient la parole sur le projet de loi relatif à l'établissement définitif de la Chambre des Députés au Palais-Bourbon, p. 2930, 2934 et 2935, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2948 (I. n.° 186). — Obtient de nouveau la parole sur ce projet de loi, p. 2967. — Insiste sur diverses observations relatives à l'article 3, p. 2983 et 2988. — Son opinion sur l'article du budget intitulé *Chambre des Pairs*, p. 3227 à 3232. — S'explique au sujet de la loterie et des jeux, p. 3248. — Obtient des lettres-patentes portant échange de biens dans son majorat de Pairie, p. 3160.

RUTY (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2392. — Fait, au nom de la commission spéciale, un rapport sur ce projet de loi, p. 2845 (I. n.° 177). — Répond aux observations de M. le comte Roy sur l'art. 3, p. 2984.

## S

SABRAN (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2918.

SAINT-PRIEST (M. le comte de). — Nommé membre d'une commission chargée de l'examen de divers projets de loi, p. 352. — Fait, au nom de cette commission, divers rapports sur cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de l'Ain, d'Eure-et-Loir, de la Haute-Garonne, du Jura et de la Manche, p. 643 et suivantes (I. n.° 42). — Sur un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville d'Alençon, p. 650 (I. n.° 42).

SAINT-ROMAN (M. le comte de). — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Terry, p. 796, § 1.<sup>er</sup> — Au sujet d'une pétition

- du sieur Thion, p. 842, § 1.<sup>er</sup>, et 843, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 857. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1037 (I. n.<sup>o</sup> 74). — Fait diverses observations dans la discussion des articles de ce projet de loi, p. 1207, § *pénult.*; 1240, § 1.<sup>er</sup>; 1339, § 1.<sup>er</sup>; 1340, § *ult.*; 1342, § *ult.*; 2055, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur les articles relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1577 (I. n.<sup>o</sup> 114). *Voyez* aussi p. 1622, § 1.<sup>er</sup>; 1704, § 1.<sup>er</sup>; 1706, § 1.<sup>er</sup>; 1714, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur les articles relatifs aux Pairs employés dans l'armée, p. 1815. — Obtient la parole dans la discussion qui s'élève à l'occasion des événemens qui se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1316, § 1.<sup>er</sup>, et p. 1322. — Provoque des explications au sujet de l'article 65 du projet de Code forestier, p. 2568 à 2572, et p. 2573, § 1.<sup>er</sup>.
- SCRUTIN. — Vote au scrutin sur un article de loi, p. 1354. — Sur un amendement, p. 1570. — Sur une pétition, p. 207. — Sur la question de savoir s'il y aura dans un projet de loi un titre relatif à telle matière, p. 1876.
- SÉANCE ROYALE du 12 décembre 1826. — Procès-verbal de cette séance dressé par le garde des registres, p. 1 à 5. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 7 et 8.
- SÉCUR (M. le comte de). — Demande l'impression du rapport relatif à la pétition du comte de Montlosier, p. 162. — Propose d'ajourner la discussion sur cette pétition jusqu'après la distribution du rapport, *ibid.*, § 4. — Appuie le renvoi à la commission d'amendemens proposés au projet de loi relatif au jury, p. 392, § 2. — Obtient la parole à diverses reprises dans la délibération sur les articles de ce projet de loi, p. 427, § 1.<sup>er</sup>; 448, § *ult.*; 500, § *ult.*; 525, § 1.<sup>er</sup>. — Fait une observation au sujet de la rédaction du procès-verbal, p. 543. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Lanjuinais, p. 757 (I. n.<sup>o</sup> 51). — Appuie un amendement proposé par M. le vicomte de Châteaubriand au projet de loi concernant le tarif de la poste aux lettres, p. 892, § *pénult.*, et p. 894, § 1.<sup>er</sup>.
- SÉMONVILLE (M. le marquis de), Grand-référendaire. — Donne des explications à la Chambre au sujet d'un fait relatif à ses fonctions, dans la discussion du projet de loi relatif au jury, p. 552, § *ult.*. — Obtient la parole au sujet d'une proposition faite par M. le duc de Choiseul, relativement aux événemens qui

- se sont passés aux obsèques de M. le duc de La Rochefoucauld, p. 1204, § *ult.* — Est chargé par la Chambre de lui présenter un rapport sur ces événemens, p. 1206. — Rapport par lui fait en exécution de cet arrêté, p. 1278 (I. n.º 91). — S'explique sur un fait mentionné dans ce rapport, p. 1315. — Demande l'ajournement au sujet d'une pétition du sieur Georges Jeanbert, p. 2170, § *ult.*
- SERMENT** (Prestation de). — De MM. le comte de Sussy, p. 63. — Le comte Cholet, p. 79. — Le comte de Boissy-d'Anglas, p. 83. — Le duc de Montébello, p. 349. — Le duc de Lorge, p. 393. — Le duc de Noailles, p. 589. — Le comte Lanjuinais, p. 801. — Le marquis de la Tour-du-Pin-Montauban, p. 1071. — Le marquis de Laplace, p. 1819. — Le duc de La Rochefoucauld, p. 2201. — Le comte de Chéverus, archevêque de Bordeaux, p. 2396. — Le marquis de Boisgelin, p. 2601. — Le comte de Chabrilan, p. 2993.
- SESSION DE 1827.** — Ouverte le 12 décembre 1826, p. 4. — Clôse le 22 juin 1827, p. 3253.
- SIMÉON** (M. le comte). — Nommé membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 75. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur ce projet de loi, p. 220 (I. n.º 25). — Résume la discussion qui a eu lieu sur l'ensemble du projet, p. 394 (I. n.º 37). — S'explique au sujet de divers amendemens proposés par la commission ou qui lui ont été renvoyés, p. 444, 454, § 2; 484 et 485, 486, § 4; 572 et suivantes, 595. — Fait un rapport sur une disposition additionnelle renvoyée à la commission, p. 510 (I. n.º 38). — Fait un nouveau rapport sur diverses rédactions présentées dans le cours de la discussion, p. 526. — Développe les motifs d'un amendement qu'il propose au projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1415 (I. n.º 98). — Déclare se réunir au sous-amendement proposé par M. le baron Pasquier, p. 1490. — Fait une observation au sujet d'une pétition du sieur Delamotte, p. 2198, § *ult.*
- SPARRE** (M. le comte de). — Obtient la parole dans la discussion sur le projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1202. — Son opinion relativement à la complicité en matière de compétence, p. 1648 (I. n.º 119).
- SUSSY** (Jean-Baptiste Collin, comte de), décédé le 7 juillet 1826. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Chaptal, p. 113 (I. n.º 10).

Sussy (Jean-Baptiste-Henri Collin, comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 13. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 14. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Narbonne, p. 21. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 22. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 31. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 63. — Son opinion sur le projet de loi relatif au réglemant définitif du budget de 1825, p. 2882 (I. n.° 180). — S'explique au sujet d'observations contenues dans ce discours, p. 2889, § 1.<sup>er</sup>

## T

TALARU (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 75, 1727, 2143, 2392. — Pour l'examen d'une proposition, p. 670. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi tendant à autoriser une imposition extraordinaire votée par le département de la Haute-Loire, p. 2221 (I. n.° 149). — Sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un canal de Digoin à Roanne, p. 2602 (I. n.° 169).

TASCHER (M. le comte de). — Fait une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 177. — En développe les motifs, p. 353 (I. n.° 32). — Est nommé commissaire pour l'examen de cette proposition, p. 670. — Combat l'ajournement proposé par la commission, p. 1027 (I. n.° 72). — Voyez *Commissions spéciales*. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1471. — Fait une observation dans la discussion sur les articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1910, § 2. — Son opinion sur le budget de 1828, p. 3151 (I. n.° 195). — S'explique au sujet d'un passage de ce discours, p. 3156, § 3.

TOURNON (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1727. — Pour l'examen d'une proposition relative aux routes, p. 971. — Propose deux amendemens au projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 338. — Retire l'un de ces deux amende-

mens, p. 340, § 1.<sup>er</sup>—Son opinion sur le projet de loi relatif au jury, p. 386 (I. n.<sup>o</sup> 36).—Fait diverses propositions dans la discussion sur ce projet de loi, p. 430, § 1.<sup>er</sup> (V. aussi p. 432), 458 et suivantes, 536. — S'explique dans la même discussion au sujet de propositions faites par la commission ou par d'autres Pairs, p. 519, § 1.<sup>er</sup>; 527, § ult.; 555, § ult.; 593. — Provoque différentes explications au sujet du projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres, p. 882, 883, § 2; 887, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1115 (I. n.<sup>o</sup> 83). — Prend part à la discussion sur les articles de ce projet de loi, p. 1174, 1178, 1184, § 1.<sup>er</sup>; 1187, 1211, § 1.<sup>er</sup>; 1238, § ult., 1345, 1394, § penult.; 1404, § 4; 1602, § 1.<sup>er</sup>; 1608, § penult.; 1609, § 1.<sup>er</sup>— Son opinion sur un projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Lyon, p. 2266.—Sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2445 (I. n.<sup>o</sup> 161). — Provoque une explication sur l'article 219 de ce Code, p. 2681.—Sur l'article 223, p. 2684.—Fait une observation sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un canal entre Digoïn et Roanne, p. 2817, § ult. — Sur un projet de loi relatif aux abords de l'église de la Madeleine, p. 2823.— Sur un projet de loi relatif à l'établissement définitif de la Chambre des Députés au Palais-Bourbon, p. 2936 — Son opinion sur l'ensemble du budget de 1828, p. 3111 (I. n.<sup>o</sup> 192). — Obtient la parole dans la discussion des articles au sujet de la loterie, p. 3246, § 1.<sup>er</sup> — Répond à des observations relatives à la juridiction du conseil d'État en matière d'établissements insalubres, à l'occasion d'une pétition du sieur Delamotte, p. 2191. V. aussi p. 2198, § 1.<sup>er</sup> — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur une pétition de plusieurs communes du département de la Gironde contre la direction donnée à la route de Bordeaux à Saint-Macaire, p. 2840.

**TRAITE DES NOIRS.** = LOI du 25 avril 1827, relative à la répression de la traite des noirs. — Présentée à la Chambre des Pairs par M. le comte de Chabrol, Ministre de la marine, le 29 décembre 1826.—Adoptée, avec amendemens, le 24 janvier 1827.—Portée à la Chambre des Députés par le même Ministre, le 29. — Adoptée, avec de nouveaux amendemens, le 14 mars.—Présentée de nouveau à la Chambre des Pairs le 19.—Adoptée le 24.—Sanctionnée et promulguée le 25. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.<sup>o</sup> 155, p. 377.)—Exposé des motifs du projet de

loi, p. 49 (I. n.° 5). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 63. — Nomination d'une commission spéciale, p. 75. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois, p. 89 (I. n.° 9). — *Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet de loi*, p. 250 et suivantes. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte de Kergorlay, p. 251 (I. n.° 26); — le Ministre de la marine, p. 256 (I. n.° 27); — le vicomte Dubouchage, p. 274 (I. n.° 28); — le comte de Noé, p. 281 (I. n.° 29); — le duc de Fitz-James, p. 283 (I. n.° 30); — le Ministre des finances, président du conseil des Ministres, p. 290. — et le vicomte Lainé, p. 295. — Résumé du rapporteur, p. 301. — Le Ministre de la marine adopte, au nom du Roi, les amendemens proposés par la commission, p. 311. — *Délibération sur les articles amendés*, *ibid.* — M. le duc de Broglie développe les motifs d'un amendement qu'il propose à l'article 1.<sup>er</sup>, p. 312 (I. n.° 31). — Sur cet amendement sont entendus MM. le comte de Pontécoulant, p. 323; — le Gardé des sceaux, p. 325; — le marquis de Marbois, p. 331; — le duc Decazes, *ibid.*, § ult. — le Ministre des finances, p. 334, — et le duc de Broglie, *iterùm*, p. 335. — L'amendement est rejeté, p. 336. — M. le Gardé des sceaux indique quelques modifications aux termes de l'article amendé par la commission, p. 329, ligne 10.<sup>e</sup> — Le rapporteur de la commission s'explique sur les modifications indiquées, p. 331. — Ces modifications sont adoptées par la Chambre, p. 337 et 338. — Nouveaux amendemens proposés par M. le comte de Tournon, p. 338. — A ce sujet sont entendus M. le Gardé des sceaux, p. 339; — M. le comte de Tournon *iterùm*, p. 340, § 1.<sup>er</sup>, — et M. le baron Portal, *même page*, § 2. — M. le baron de Monville propose une dernière modification à l'article 1.<sup>er</sup>, p. 340, § 4. — Les articles 2 et 3 sont adoptés sans discussion, p. 341 et 342. — L'article 4 est modifié sur une observation du Ministre de la marine, p. 342 et 343. — Explication demandée sur l'article 5 par M. le baron de Monville, p. 343, § 5. — Réponse du Ministre de la marine, *ibid.*, § 6. — Autre explication demandée par M. le duc Decazes, *ibid.*, § ult. — Réponse de M. le Gardé des sceaux, p. 344. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 345. — *Nouvelle présentation du même projet de loi avec des amendemens introduits par la Chambre des Députés*, p. 273 (I. n.° 65). — On propose de renvoyer de suite le

projet à la commission précédemment nommée pour l'examiner, p. 996. — La Chambre ajourne sa décision jusqu'après l'examen des bureaux, p. 997. — Le projet est soumis aux bureaux, p. 1007. — La discussion est immédiatement ouverte, p. 1016. — Opinion de M. le marquis de Marbois, *même page* (I. n.º 71). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1021. — Sa teneur, p. 1019.

**TRÉSOR ROYAL.** — **LOI du 21 février 1827**, qui dispense le Trésor royal de fournir caution dans le cas prévu par les articles 2185 du Code civil et 832 du Code de procédure civile. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte de Peyronnet, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 29 décembre 1826. — Adoptée le 16 janvier 1827. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 22. — Adoptée le 17 février. — Sanctionnée et promulguée le 21. (Bulletin des lois, année 1827, premier semestre, n.º 141, p. 81.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 215 (I. n.º 24). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 347. — Nomination d'une commission spéciale, p. 351 et 353. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis d'Orville, p. 685 (I. n.º 45). — Discussion du projet de loi en assemblée générale, p. 727. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le comte Cornudet, p. 728 (I. n.º 46); — le marquis de Maleville, p. 730 (I. n.º 47); le comte Mollien, p. 734 (I. n.º 48); — le comte de Kergorlay, p. 738 (I. n.º 49); — le comte Roy, p. 741 (I. n.º 50); — le Ministre des finances, p. 745; — le duc de Broglie; p. 750; — le rapporteur de la commission, p. 752; — le comte Mollien *iterum*, p. 753, § 1.<sup>er</sup>; — le comte Roy *iterum*, *même page*, § *ult.*, — et le duc Decazes, p. 755. — Rejet d'un amendement proposé par M. le comte Mollien, p. 755. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 756.

**TRUGUET** (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le budget de 1828, p. 3082 (I. n.º 190).

## U

**UNANIMITÉ.** — Projets de loi votés à l'unanimité, p. 2822.

## V

**VATIMESNIL** (M. de), conseiller d'État, commissaire du Roi

- pour la défense du projet de loi relatif à la juridiction militaire. — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 1149, 1177, § *ult.*; 1186, § *ult.*; 1197, § 1.<sup>er</sup>; 1216, 1265 et suivantes; 1367, 1368, 1370, 1379, 1608, 1636, 1719, 1883, 1914, 1922, 1930, 1940, 2017, 2024, 2029, 2039.
- VAULCHIER (M. le marquis de), directeur général des postes, commissaire du Roi pour la défense du projet de loi relatif au tarif de la poste aux lettres. — Donne des explications demandées sur ce projet de loi, p. 883, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*, et p. 887.
- VENCE (M. le marquis de). — Son opinion sur les articles du projet de Code militaire relatifs à la compétence en matière de délits communs, p. 1565 (I. n.° 112).
- VÉRAC (M. le marquis de). — Nommé membre d'une commission chargée de l'examen de divers projets de loi, p. 2286. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur le projet de loi relatif à un emprunt voté par la ville de Saint-Germain-en-Laye, p. 2370 (I. n.° 155). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 719. — Obtient la parole au sujet de pétitions relatives à un projet de loi, p. 655, § *ult.*
- VERHUELL (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le budget de 1828, p. 3120 (I. n.° 193).
- VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Son opinion sur l'ensemble du projet de Code forestier, p. 2468 (I. n.° 163).
- VILLELE (M. le comte de), Ministre des finances, président du conseil des Ministres. — Son discours pour la défense du projet de loi relatif à la répression de la traite des noirs, p. 290. — Combat un amendement proposé à ce projet de loi par M. le duc de Broglie, p. 334. — Combat un amendement proposé par la commission au projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 419 et suivantes. — Un amendement proposé au même projet de loi par M. le duc Decazes, p. 439. — Son discours pour la défense du projet de loi tendant à dispenser le Trésor royal de fournir caution dans le cas de surenchère, p. 745. — Pour la défense du projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit destiné à acquérir la partie du Palais-Bourbon occupée par la Chambre des Députés, p. 2931. — Pour la défense du projet de loi relatif à l'inscription des pensions militaires au trésor royal, p. 2964. (*Voir aussi* p. 2972.) — Présente un projet de loi relatif à la réduction du droit de circulation sur le cidre, le poiré et l'hydromel, p. 671, 672 (I. n.° 43). — Répond à diverses observations faites sur ce projet de loi, p. 834. — Présente un projet de loi relatif

au tarif de la poste aux lettres, p. 674 (I. n.º 44). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 875. — Combat un amendement proposé à l'article 8 par M. le vicomte de Châteaubriand, p. 892. — S'explique au sujet de l'exécution de cet article, p. 895. — Au sujet de l'exécution de l'article 9, p. 896. — Présente un projet de loi concernant la concession à la ville de Paris de terrains acquis pour former les abords de l'église de la Madeleine, p. 2204 (I. n.º 145). — Présente un projet de Code forestier, p. 1655 (I. n.º 120). — S'explique au sujet des articles de ce projet relatifs au droit de martelage, p. 2624. — Présente un projet de loi tendant à suspendre temporairement la mise en exécution de deux articles du Code forestier, p. 2875 (I. n.º 178). — Un projet de loi relatif à la fixation définitive du budget de 1825, p. 2202 (I. n.º 144). — S'explique au sujet d'observations présentées sur ce projet de loi par M. le comte Roy, p. 2893, 2900, 2902, 2906. — Présente un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1826, p. 2202 (I. n.º 144). — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et dépenses pour l'exercice 1828, p. 2878 (I. n.º 179). — Prend la parole au sujet de l'opinion prononcée sur ce projet par M. le comte de Tascher, p. 3156. — Répond à la demande de dégrèvement faite par M. le comte de Marcellus en faveur des victimes des inondations, p. 3176. — A une opinion de M. le baron Pasquier sur le budget des ponts et chaussées, p. 3191. — S'explique au sujet de l'article relatif aux *frais de service et de négociation*, p. 3195. — Répond, sur cet article, aux observations de M. le baron Pasquier, p. 3207. — De M. le vicomte de Châteaubriand, p. 3212. — S'explique au sujet de l'article intitulé *Chambre des Pairs*, p. 3223 à 3227, et 3232 à 3234. — Au sujet de la loterie et des jeux, p. 3246. — Communique à la Chambre des lettres-patentes portant institution de majorats de Pairie ou confirmant des échanges de biens dans des majorats précédemment institués, p. 3160. — Remet au président de la Chambre la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 3253.

**VILLEMANTZ** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2919. — Fait, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, un rapport sur la situation de cette caisse, p. 1474 (I. n.º 409).

— Obtient la parole au sujet d'un amendement proposé au projet de loi relatif à l'organisation du jury, p. 483, § 2.

VIOMÉNIL (M. le maréchal marquis de).— Décède le 5 mars 1827.

— Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Damas-Crux, p. 847 (I. n.° 58).— Voyez *La Tour-du-Pin-Montauban*.

VOCÛÉ (M. le comte de).— Son opinion sur les dispositions du projet de Code militaire relatives aux Pairs de France, p. 1791 (I. n.° 130).

---

## TABLE ANALYTIQUE

DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET DE LOI  
RELATIF À L'ORGANISATION DU JURY.

---

On a classé les observations faites pendant le cours de cette discussion suivant l'ordre des articles de la loi du 2 mai 1827, en indiquant brièvement chacune des questions qui ont été soulevées, et en plaçant à la suite les noms des orateurs, avec un renvoi aux pages du procès-verbal où chaque observation se trouve consignée.

---

### PROJET DE LOI RELATIF À L'ORGANISATION DU JURY.

Considérations générales sur le jury. *V.* Comte de Boissy d'Anglas, p. 370.—Duc Decazes, p. 373, 374, 376, 377.—Comte de Tournon, p. 387.

Exposé sommaire des changemens apportés par le projet à la législation en vigueur. *V.* Exposé des motifs, p. 32 à 38.—Rapport, p. 220 à 223; et 243 à 245.

#### ART. 1.<sup>er</sup>

(Supprimé du projet par la Chambre des Pairs; rétabli par la Chambre des Députés. *V.* p. 410., 428, 2010 et 2158.)

Les jurés seront-ils pris exclusivement parmi les membres des collèges électoraux? *V.* Exposé des motifs, p. 39.—Rapport, p. 223 à 225.—Comte de Tournon, p. 388.—Résumé, p. 395 à 400.—Garde des sceaux, p. 411 à 414.—Comte de Pontécoulant, p. 416 à 419.—Président du conseil, p. 419 à 425.—Baron Pasquier, p. 424 à 427; voyez aussi le second exposé des motifs, p. 2010.

#### ART. 2.

(Précédemment le premier du projet amendé par la Chambre des Pairs. 1.<sup>re</sup> rédaction, p. 429.—Discussion, p. 429 à 474.—2.<sup>e</sup> rédaction, p. 474.—Proposition faite par M. le baron Pasquier, p. 480 et 481.—Renvoi à la commission, p. 483.—Rapport, p. 510.—Nouvelle discussion, p. 515.—Nouveau renvoi à la commission, p. 525.—Nouveau rapport, p. 526.—Adoption d'une disposition additionnelle à l'article précédemment adopté, p. 529. *V.* aussi p. 514 et 527, 620 et 2159.)

Par qui doit être dressée la liste des jurés? *V.* Rapport, p. 228.

Dans quelle forme et d'après quels élémens cette liste doit-elle être rédigée? Convient-il d'indiquer qu'elle sera dressée d'office? V. Duc Decazes, p. 381, 382. — Résumé, p. 401. — Garde des sceaux, p. 432. — Duc Decazes, p. 433, 434. — Garde des sceaux, p. 434 à 436. — Baron de Barante, p. 436, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dambray, *ibid.*, § *ult.* — Duc Decazes, p. 437 à 439. — Président du conseil, p. 439 et 440.

A quelle époque la liste générale du jury sera-t-elle formée? V. Rapport, p. 230. — Duc Decazes, p. 374. — Comte de Tournon, p. 389. — Résumé, p. 401. — Comte de Tournon, p. 430. — Garde des sceaux, p. 430 à 432. — Comte de Tournon, p. 432.

Quelles classes de personnes seront appelées à faire partie du jury?

*Électeurs.* — V. Rapport, p. 226. Duc Decazes, p. 375. — M. Jacquinet-Pampelune, p. 442.

*Employés des administrations.* V. Rapport, p. 227. — Comte de Tournon, p. 387. — Président du conseil, p. 423.

*Fonctionnaires publics.* V. Rapport, p. 227. — Comte de Tournon, p. 387. — Président du conseil, p. 421, 424. — Vicomte Dambray, p. 453, § *ult.* — Vicomte Dubouchage, p. 454, § 1.<sup>er</sup> — Comte Siméon, *même page*, § 2. — Vicomte Dambray, *même page*, § *ult.* — Garde des sceaux, p. 455 et 456. — Baron de Barante, p. 456, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dambray, p. 457, § 1.<sup>er</sup> — Comte Roy, *même page*, § *ult.* — Comte de Tracy, p. 458, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Morel-Vindé, *même page*, § 3. — Duc Decazes, p. 473, § *ult.* — Garde des sceaux, p. 474. — Ministre de l'intérieur, *même page*.

*Officiers en retraite.* V. Duc de Fitz-James, p. 451, § 2. — Baron Pasquier, *même page*, § *ult.* — Comte Roy, p. 452, § 1.<sup>er</sup> — Ministre des affaires étrangères, *même page*. — Duc de La Force, *même page*, § 3; et p. 453, § 3. — Comte Rampon, p. 452, § *ult.* — Comte Belliard, p. 453, § 1.<sup>er</sup> — Comte Roy, p. 477. — Baron Pasquier, p. 481 et 482. — Comte de Villemanzy, p. 483, § 2. — Duc de La Force, *même page*, § 3. — Rapport spécial de la commission, p. 510 à 515 (I. n.º 38). — Duc de Plaisance, p. 515, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Damas-Cruy, *même page*, § *ult.*; et p. 517, § 2. — Maréchal comte Jour-

dan, p. 516 (I. n.º 39); et p. 520, § 2. — Comte d'Ambrugeac, p. 517, § ult. (I. n.º 40); et p. 521 et 523, § 3. — Comte Roy, p. 518. — Comte de Tournon, p. 519, § 1.<sup>er</sup> — Baron de Beurnonville, p. 519, § ult. — Comte Rampon, p. 520, § 1.<sup>er</sup> — Garde des sceaux, p. 520 et 522. — Duc de Fitz-James, p. 522, § 1.<sup>er</sup> — Baron Pasquier, p. 522, § ult. — Duc Decazes, p. 523, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dubouchage, p. 523, § 2. — Comte Belliard, p. 523, § ult. — Duc de Fitz-James, p. 524, § pénult. — Duc de Coigny, *même page*, § ult. — Comte de Ségur, p. 525, § 1.<sup>er</sup>; et 543. — Baron Portal, p. 525, § 2. — Nouveau rapport de la commission, p. 526. — Comte de Tournon, p. 527. — Comte Portalis, p. 528. — V. aussi le second exposé des motifs, p. 210. — Comte d'Ambrugeac, p. 2160; — et M. Jacquinet-Pampelune, *même page*.

*Docteurs ou licenciés des facultés. V.* Rapport, p. 225. — Duc Decazes, p. 375. — Comte de Tournon, p. 388. — Résumé, p. 397. — Comte de Pontécoulant, p. 418. — Président du conseil, p. 421. — Comte Cornet, p. 446, § 2. — Baron Pasquier, p. 446, § 3; et p. 481 et 482. — Rapport spécial de la commission, p. 511, 512, 514. — Duc de Fitz-James, p. 524, § pénult. — Baron Portal, p. 525, § ult. — Nouveau rapport de la commission, p. 526 et 527. — Comte de Tournon, p. 527. — Comte Portalis, p. 528; — voyez aussi le second exposé de motifs, p. 2010.

*Médecins, chirurgiens, accoucheurs. V.* Duc de Lévis, p. 443. — Baron Pasquier, *ibid.*, § ult. — Garde des sceaux, p. 444. — Comte Siméon, *ibid.* — Baron Pasquier, p. 445, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dubouchage, *ibid.*, § 2. — Garde des sceaux, *même page*.

*Membres et correspondans de l'institut et des sociétés savantes. V.* Rapport, p. 125. — Comte de Tournon, p. 388. — Président du conseil, p. 422. — Ministre de l'intérieur, p. 446 et 447. — Comte de Ségur, p. 447, § 1.<sup>er</sup>; et 448, § ult. — Vicomte de Morel-Vindé, p. 447, § 2; et p. 450, § 2. — Comte Dejean, p. 447, § ult. — Comte Daru, p. 448, § 1.<sup>er</sup> — Garde des sceaux, *même page*. — Duc de Broglie, p. 449, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Tracy, *ibid.*, § ult. — Marquis de Rougé, p. 450, § 1.<sup>er</sup> — Comte Roy, *même page*, § 3.

*Notaires. V. Rapport*, p. 125. — Duc Decazes, p. 375. — Comte de Tournon, p. 389. — Comte de Pontécoulant, p. 419. — Président du conseil, p. 422; — voyez aussi p. 468, et le second exposé de motifs, p. 2010.

*Banquiers, agens de change, négocians payant patente des deux premières classes; courtiers de commerce et d'assurance. V. Rapport*, p. 125. — Duc Decazes, p. 375. — Comte de Tournon, p. 389. — Résumé, p. 398, 399, 400. — Comte de Pontécoulant, p. 419. — Président du conseil, p. 423. — Comte de Tournon, p. 458 à 463. — Baron de Barante, p. 463 à 465. — Vicomte Lainé, p. 465, 466. — Duc de Broglie, p. 467, § 1.<sup>er</sup> — M. Jacquinet-Pampelune, p. 467, § ult., 468. — Comte Roy, p. 469, § 1.<sup>er</sup>; et 470, § ult. — Comte Molé, p. 469, § ult. — Garde des sceaux, p. 470 et 471. — Comte Roy, p. 472, § 1.<sup>er</sup>; et p. 477, 478, 479.

A quel nombre sera fixé le *minimum* de la liste générale? *V. Rapport*, p. 229. — Duc Decazes, p. 375; — voyez aussi p. 472 et 473; et le second exposé de motifs, p. 2010 et 2011.

A quel âge pourra-t-on exercer les fonctions de juré? *V. Garde des sceaux*, p. 473.

## ART. 3.

(Introduit par amendement à la Chambre des Pairs. *V.* p. 484 à 487, et p. 2161.)

Comment seront rendues publiques les listes du jury? *V. Rapport*, p. 230. — Duc Decazes, p. 377. — Résumé, p. 402. — Duc Decazes, p. 486, § 3. — Comte Siméon, *même page*, § 4. — Baron de Barante, *ibid.*, § ult. — Garde des sceaux, p. 487.

A quelle époque ces listes seront-elles closes? *V. Rapport*, p. 230. — Garde des sceaux, p. 484 et 485. — Comte Siméon, p. 484, § ult.; et p. 485, § ult.; voyez aussi p. 486.

## ART. 4.

(Précédemment article 3 du projet présenté à la Chambre des Pairs, *V.* p. 488. — Discussion p. 488 à 507. — Adoption, p. 507.)

Par qui et dans quelles formes seront jugées les réclama-

tions contre la rédaction des listes? Discussion sur les limites de la compétence respective des tribunaux et du conseil d'État en cette matière. *V.* Duc Decazes, p. 382, 383. — Résumé, p. 402, 403. — Duc Decazes, p. 488 à 491. — Garde des sceaux, p. 491 à 495. — Duc de Broglie, p. 495 à 497. — Ministre de l'intérieur, p. 497 à 500. — Comte de Ségur, p. 500. — Duc Decazes, p. 501 à 505. — Garde des sceaux, p. 505 à 507.

## ART. 5.

(Introduit par amendement à la Chambre des Pairs pour former l'article 4 du 1.<sup>er</sup> projet. *V.* p. 530 et 531, 622 et 2162.)

Comment pourra-t-on cesser de faire partie des listes du jury ou des listes électorales? *V.* Rapport, p. 230. — Duc Decazes, p. 384. — Résumé, p. 403, 404. — Duc Decazes, p. 530, § *ult.* — Duc Decazes, p. 538. — M. Jacquinet-Pampelune, p. 539; — voyez aussi le second exposé de motifs, p. 2010.

## ART. 6.

(Précédemment 4 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 5 du projet amendé par cette Chambre. — 1.<sup>re</sup> rédaction, p. 531. — Discussion, p. 531 à 540. — Nouvelle rédaction, p. 540. — *V.* aussi p. 622 et 2162.)

Comment les listes dressées pour le jury tiendront-elles lieu de listes électorales? Seront-elles publiées de nouveau en entier lors des élections? *V.* Rapport, p. 231 à 234. — Duc Decazes, p. 384, 385. — Résumé, p. 404. — Délibération, p. 531, 532. — Garde des sceaux, p. 533 et 534. — Baron de Barante, p. 534 et 535.

Les électeurs qui ne se seront pas fait inscrire sur la liste du jury doivent-ils être privés d'exercer leurs droits électoraux? *V.* Exposé des motifs, p. 40. — Rapport, p. 227, 228, 233. — Duc Decazes, p. 385, 386. — Comte de Tournon, p. 390. — Résumé, p. 404, 405. — Comte de Tournon, p. 536. — Duc Decazes, p. 537 et 538.

Observation au sujet de la délivrance des cartes d'électeurs. *V.* Duc Decazes, p. 539.

## ART. 7.

(Précédemment 5 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 6 du projet amendé par cette Chambre. — Première rédaction, p. 547, 548. — Discussion, p. 549 à 587. — Dernière rédaction, p. 587. *V.* aussi p. 623 et 2163.)

Doit-on extraire une liste de choix de la liste générale? *V.* Exposé des motifs, p. 40. — Rapport, p. 238, 239, 240. — Comte de Boissy-d'Anglas, p. 370, 371. — Comte de Tournon, p. 389, 390. — Résumé, p. 405, 406.

A quelle autorité ce choix doit-il être confié? *V.* Exposé des motifs, p. 38. — Rapport, p. 239; — voyez aussi le second exposé de motifs, p. 2010.

A quel nombre doit-elle être fixée la liste de choix? Ce nombre doit-il être uniforme pour tous les départemens? *V.* Rapport, p. 235, 236. — Marquis de Mortemart, p. 371, 372. — Garde des sceaux, p. 411, 414, 415. — Comte Dejean, p. 559, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Lévis, p. 559, § *ult.*; 560 et 561. — Vicomte Lainé, p. 561 à 564. — Comte Roy, p. 564. — M. Jacquinet-Pampelune, p. 565 à 572. — Comte Siméon, p. 572 à 576. — Garde des sceaux, p. 576 à 581. — Baron Pasquier, p. 581 à 584. — Comte Roy, p. 584 à 586. — Garde des sceaux, p. 586; voyez aussi le second exposé de motifs, p. 2010 et 2012.

A quelle époque la liste de choix doit-elle être dressée? *V.* Garde des sceaux, p. 549 et 577. — Baron Pasquier, p. 582.

Quels noms doivent être omis sur la liste de choix? Les Pairs et les Députés doivent-ils en être exclus comme ne pouvant siéger dans un jury? *V.* Duc Decazes, p. 380. — Comte de Tournon, 390. — Résumé, p. 407. — Comte Roy, p. 549, § *ult.* — Garde des sceaux, p. 550, 555, 556 et 557. — Comte Lecouteulx et marquis de Raigecourt, p. 550, § 2. — Vicomte Dambray et marquis de Louvois, p. 550, § 3. — Baron Pasquier, p. 550, § *ult.*; et p. 554, § 1.<sup>er</sup>; et 558, § 2. — Comte Daru, p. 551, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.*, et p. 554, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Tracy, p. 552, § 1.<sup>er</sup>; et 555, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Sémonville, p. 552, § *ult.* — Duc Decazes, p. 553 et 557, § 4. — Comte de Tournon, p. 555,

§ *ult.* — Baron Mounier, p. 556, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Chastellux, p. 556, § 2. — Duc de Fitz-James, p. 557, § 1.<sup>er</sup> — Comte Portalis, p. 557, § *ult.* — Marquis de Mortemart, p. 558, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Broglie, p. 558, § 3.

## ART. 8.

(Introduit par amendement à la Chambre des Pairs pour former l'article 7 du premier projet. *V.* p. 590. — Discussion, p. 590 à 596. — Adoption, p. 597. *V.* aussi p. 623 et 2163.)

Les jurés pourront-ils être portés deux ans de suite sur la liste de choix? *V.* Rapport, p. 237. — Duc de Lévis, p. 561. — Vicomte Lainé, p. 562. — Garde des sceaux, p. 577 et 578. — Vicomte Dubouchage, p. 590 à 593, et p. 596, § 2. — Comte de Tournon, p. 593. — Garde des sceaux, p. 594. — Comte Siméon, p. 595. — Baron de Barante, p. 596, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 9.

(Précédemment 6 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 8 du projet amendé par cette Chambre. — Première rédaction, p. 597. — Discussion, p. 598 à 605. — Adoption de l'article modifié, p. 605. *V.* aussi p. 623 et 2163.)

A quelle époque aura lieu le tirage au sort des jurés? *V.* duc Decazes, p. 378. — Résumé, p. 480. — Duc Decazes, p. 598. — Comte Lecouteux, *ibid.*, § *ult.* — Duc de Brissac, p. 599, § 1.<sup>er</sup> — Garde des sceaux, *même page*.

Où sera fait ce tirage? *V.* Second exposé des motifs, p. 2011.

Les noms mis dans l'urne seront-ils appelés avant le tirage? *V.* duc Decazes, p. 378, 379, 604.

Y aura-t-il des jurés supplémentaires tirés au sort parmi les habitans de la ville où siège la cour d'assises, ou le nombre de jurés nécessaire pour former le jury de jugement sera-t-il diminué? *V.* duc Decazes, p. 378. — Résumé, p. 480; (*V.* aussi p. 597.) — Duc Decazes, p. 399, § *ult.* — Comte Portalis, p. 601, § 1.<sup>er</sup> — Duc Decazes, *même page*, § 2, et p. 602. — Garde des sceaux, p. 601. — Comte Roy, p. 604, § *ult.* — Garde des sceaux, p. 605. — Comte Siméon, p. 608, § *ult.*

## ART. 10.

(Précédemment 7 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 9 du projet amendé par cette Chambre. — Première rédaction, p. 605. — Discussion, p. 606 à 610. — Adoption de l'article modifié, p. 610. *V.* aussi p. 624 et 2164.)

Quels jurés ne devront pas être placés sur la liste des trente-six, lors du tirage au sort? *V.* duc Decazes, p. 379, 380. — Résumé, p. 408, 409. — Garde des sceaux, p. 606 à 608. — Duc Decazes, p. 608 et 609, § 2. — M. Jacquinet-Pampelune, p. 609, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 11.

(Précédemment 8 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 10 du projet amendé par cette Chambre. *V.* p. 610, 624 et 2164.)

*V.* pour de nouvelles dispositions ajoutées à cet article par la Chambre des Députés le second exposé des motifs, p. 2011.

## ART. 12.

(Précédemment 9 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 11 du projet amendé par cette Chambre. — Première rédaction, p. 611. — Discussion, p. 612. — Deuxième rédaction, p. 613. *V.* aussi p. 625 et 2165.)

Observations sur la rédaction de cet article. *V.* duc Decazes, p. 381. — Garde des sceaux, p. 612. — Duc Decazes, même page, § 1.<sup>er</sup> et pénult. *Voir* aussi p. 613.

## ART. 13.

(Indiqué dans la discussion de la Chambre des Pairs; introduit par amendement à la Chambre des Députés. *V.* p. 614, 2011 et 2165.)

Y a-t-il lieu d'insérer dans la loi une disposition relative aux jurés suppléants? *V.* Duc Decazes, p. 379. — Résumé, p. 409. — Comte Roy, p. 614 et 615, § 1.<sup>er</sup> — Garde des sceaux, *ibid.* — Duc Decazes, p. 615, § ult. — Comte Roy, p. 616, § 1.<sup>er</sup> — *V.* aussi le second exposé des motifs, p. 2011.

## ART. 14.

(Précédemment 10 du projet présenté à la Chambre des Pairs, 12 du projet amendé par cette Chambre. — Discussion, p. 617 à 619. — Adoption de l'article, p. 619. *V.* aussi p. 617, 625 et 2166.)

A quelle époque les différens articles de la loi seront-ils mis en vigueur? *V.* Rapport, p. 241. — Comte Roy, p. 618 et 619. — Garde des sceaux, p. 618.

Quels articles du Code d'instruction criminelle seront abrogés par la loi? *V.* Rapport, p. 241, 242.

---

# TABLE ANALYTIQUE

DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET DE LOI  
RELATIF À LA JURIDICTION MILITAIRE.

---

Ce projet de loi n'ayant pas été converti en loi, on a dû suivre, dans l'analyse de la discussion, l'ordre des articles du projet de loi amendé par la Chambre des Pairs, tel qu'il est rapporté aux pages 2065 et suivantes du procès-verbal.

---

## PROJET DE LOI RELATIF À LA JURIDICTION MILITAIRE.

LE CODE de la juridiction peut-il être discuté séparément du Code des délits et des peines? *V.* Comte Daru, p. 1032 à 1034, 1035 et 1037 (I. n.º 73). — Comte de Pontécoulant, p. 1052 et 1053, et 1594 § *ult.* — Ministre de la guerre, p. 1058 à 1060. — Comte Belliard, p. 1088. — Duc Decazes, p. 1100 (numérotée 1090). — Ministre de la guerre, p. 1119 et 1120. — *V.* aussi vicomte Lainé, p. 1469.

Considérations sur l'état et l'organisation actuelle de l'armée. *V.* Duc Decazes, p. 1096 à 1100 (I. n.º 82). *V.* aussi, p. 1133. — Ministre de la guerre, p. 1130 à 1133.

## LIVRE I.<sup>er</sup>

### *De l'Organisation des Tribunaux militaires.*

---

Aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* Rapport, p. 908 à 912.

Considérations générales sur les garanties que doivent pré-

senter ces tribunaux? *V.* Exposé des motifs, p. 45 à 49. — Comte Daru, p. 1034 à 1037 (I. n.º 73). — Comte de Saint-Roman, p. 1037. — Ministre de la guerre, p. 1064. — Baron Pasquier, p. 1073 à 1075. — Comte Belliard, p. 1089 et suivantes (I. n.º 81). — Comte de Tournon, p. 1115 et 1116 (I. n.º 83). — Ministre de la guerre, p. 1122 à 1129. — Maréchal marquis de Lauriston, p. 1138 à 1141 (I. n.º 86). — Vicomte de Bonald, p. 1144 et 1145 (I. n.º 87). — Comte d'Ambrugeac, p. 1163 à 1165 (I. n.º 88). — Vicomte Dode, p. 1328 à 1333.

Doit-il y avoir pour l'armée, en temps de paix, deux degrés de juridiction? *V.* Exposé des motifs, p. 44 et 48. — Rapport, p. 952, 922. — Comte Daru, p. 1034. — Comte de Tournon, p. 1117 à 1119 (I. n.º 83). — Ministre de la guerre, p. 1121 et 1122.

ART. 1.<sup>er</sup>

(Non amendé.—Discussion, p. 1146 à 1153.)

Quel ordre de matière convient-il d'observer dans la rédaction du Code? Doit-on prendre pour point de départ l'état de guerre ou l'état de paix? *V.* Exposé des motifs, p. 43. — Rapport, p. 913. — Comte Daru, p. 1036 et 1037. — Baron Pasquier, p. 1073 à 1075 (I. n.º 79). — Comte Belliard, p. 1089. — Duc Decazes, p. 1100 (Numérotée 1090). *V.* aussi, p. 2033. — Comte de Tournon, p. 1117. — Ministre de la guerre, p. 1120 et 1121. — Baron Mounier, p. 1147 à 1149. — M. de Vatimesnil, p. 1149 à 1151. — Baron de Barante, p. 1151 et 1152.

Parallèle des dispositions du Code pour l'état de guerre et pour l'état de paix. *V.* Comte d'Ambrugeac, p. 1163 et 1164.

TITRE I.<sup>er</sup>*Des Tribunaux militaires d'armée.*

## ART. 2.

(Non amendé.—Discussion, p. 1153 à 1157.—Ajournement, p. 1157.—Adoption, p. 1241.)

Observation sur cet article. *V.* Baron Mounier, p. 1156, 5<sup>1er</sup>.

CHAPITRE I.<sup>er</sup>*Des Conseils de guerre aux Armées.*

## ART. 3.

(Formé des articles 3 et 4 du projet originaire. *V.* p. 1160.—Discussion, p. 1162 à 1170.—Adoption p. 1170.)

Comment doit être caractérisée la transition de l'état de paix à l'état de guerre? *V.* Baron de Barante, p. 1151, 1168, § 1.<sup>er</sup>. et 1169, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, p. 1162 et 1163. — Vicomte Dode, p. 1168, § *ult.*

Y aura-t-il, dans chaque division, un ou deux conseils de guerre? *V.* Rapport, p. 913 à 915. — Comte d'Ambrugeac, p. 1165 et 1166.

Pourra-t-il être établi des conseils de guerre dans les détachemens? *V.* Comte d'Ambrugeac, p. 1167 et 1168.

De quel nombre de juges seront composés les conseils de guerre? *V.* Rapport, p. 915 et 916. — Duc Decazes, p. 1101 (Numérotée 1091).

Le même officier doit-il être chargé de remplir cumulativement les fonctions de juge instructeur et celles du ministère public? *V.* Rapport, p. 916, 957 et 958. — Comte de Pontécoulant, p. 1053 à 1055, et p. 1170 et 1259. — Ministre de la guerre, p. 1063. *Voir* à l'art. 43.

Le nom d'officier rapporteur doit-il être conservé? *V.* Duc de Crillon, p. 1068 et 1169. — Ministre de la guerre, *même page*. — Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac, p. 1170, § 1.<sup>er</sup>

Les conseils de guerre seront-ils permanens? *V.* Rapport, p. 917.

On propose d'autoriser les deux conseils de guerre à juger concurremment si le nombre des affaires l'exige. *V.* Duc Decazes, p. 1100 (Numérotée 1090). — Comte d'Ambrugeac, p. 1166 et 1167.

## ART. 4.

(Formé du § *ult.* de l'art. 3 du projet, p. 1171. — Discussion, p. 1171 à 1173. — Renvoi à la commission, p. 1173. — Rapport, p. 1206. — Adoption, p. 1208.)

Nedoit-on pas laisser au Roi la faculté d'indiquer le lieu où siégera le conseil de guerre, lorsqu'il sera composé d'officiers généraux? *V.* Comte de Tournon, p. 1171. — Vicomte Dode, p. 1172, § 1.<sup>er</sup>. — Duc de Fitz-James, *ibid.*, § 2. — Maréchal marquis de Lauriston, *ibid.*, § 3. — Comte Belliard, *ibid.*, § *ult.*; et p. 1173, § 2. — Comte de Bourbon-Busset, p. 1173, § 1.<sup>er</sup>. — Ministre de la guerre, *même page.* (*Voir pour la solution à l'article 12.*)

## ART. 5.

(Formé des art. 5 et 6 du projet. *V.* p. 1174 et 1175. — Adoption p. 1176.)

Quel sera le rapport entre le grade des juges et celui de l'accusé? *V.* Exposé des motifs, p. 45. — Rapport, p. 918. — Comte Belliard, p. 1090 et 1091.

Observations sur les vice-présidens. *V.* duc Decazes, p. 1000 (numérotée par erreur 1090). — Comte d'Ambrugeac, p. 1166.

## ART. 6.

(Formé de l'article 7 du projet, p. 1176. — Discussion, p. 1177. — Renvoi à la commission, p. 1178. — Rapport, p. 1209. — Adoption, p. 1210.)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1101 (Numérotée 1091). — Marquis de Mortemart, p. 1177 §§ 1.<sup>er</sup> et 3. — Baron Mounier, *ibid.*, § 2. — M. de Valimesnil, *ibid.*, § *ult.* — Comte de Tournon, p. 1178. — Vicomte Dode, p. 1209, *à la fin.*

## ART. 7.

(Formé de l'art. 8 du projet, *V.* p. 1178 et 1179. — Adoption, p. 1179.)

Le classement des membres de l'intendance militaire, relatif

vement à la juridiction, doit-il être fait par ordonnance du Roi? *V. Rapport*, p. 918.

Devant quel conseil de guerre doivent être traduits les membres de l'intendance? *V. à l'article 52.*

## ART. 8.

(Formé des art. 9 et 10 du projet, p. 1180 à 1182. — Adoption, p. 1182.)

Les aumôniers des régimens sont-ils compris parmi les justiciables des conseils de guerre? *V. Duc Decazes*, p. 1101 (Numérotée 1091). — *V. à l'article 48.*

## ART. 9.

(Formé de l'art. 12 du projet. — Art. 11 des premiers amendemens de la commission, p. 1183. — Adoption, *même page.*)

## ART. 10.

(Introduit par la commission. — Art. 9 de ses premiers amendemens, — Discussion et adoption, p. 1184.)

Observation sur la rédaction de l'article. *V. Comte de Tournon*, p. 1184, § 1.<sup>er</sup>. — *Vicomte Dode*, *ibid.*, § 2.

## ART. 11.

(Formé de l'art. 11 du projet. — Art. 10 des premiers amendemens de la commission. *V.* p. 1185. — Discussion, p. 1185 à 1189. — Renvoi à la commission, p. 1189. — Rapport, p. 1210. — Nouvelle discussion, p. 1211 à 1214. — Adoption, p. 1214.)

Observation sur la rédaction. *V. Comte Roy*, p. 1185. — *Vicomte Dode*, p. 1186, § 1.<sup>er</sup>. — Rapport, p. 1210.

On demande qu'il puisse être donné, dans certains cas, aux prisonniers de guerre non militaires, un conseil de guerre d'un rang plus élevé que pour juger un capitaine; et qu'on y fasse entrer un juge compatriote de l'étranger. *V. Comte Belliard*, p. 1091, 1092, 1186, § 2. — *M. de Vatimesnil*, p. 1186, § ult. — *Comte de Tournon*, p. 1187. — *Comte d'Ambrugeac*, p. 1188, § 1.<sup>er</sup>. — *Baron Mounier*, *ibid.*, § ult. — Rapport du *vicomte Dode*, p. 1210. — *Comte de Tournon*, p. 1211 § *pénult.* —

Vicomte Dode, *même page*, § *ult.* — Baron Mounier, p. 1212, § 1.<sup>er</sup>. — Ministre de la guerre, *même page*. — Vicomte Dambray, *même page*, § *ult.* — Comte de Pontécoulant, p. 1213, § 1.<sup>er</sup>. — Baron de Barante, *même page*, § 2. — Vicomte Dubouchage, *ibid.*, § 3. — Vicomte Dode, *ibid.*, § 4.

## ART. 12.

(Formé de l'art. 13 du projet, p. 1189. — Discussion, p. 1190 — Renvoi à la commission, p. 1191. — Rapport, p. 1206 et 1207. — Adoption de l'article modifié, p. 1209.)

Qu'arrivera-t-il s'il ne se trouvait pas sur les lieux un nombre suffisant d'officiers du grade de l'accusé? *V.* Comte de Chastellux, p. 1190, § 1.<sup>er</sup>. — Vicomte Dubouchage, *ibid.*, § 2. — Maréchal marquis de Lauriston, *ibid.*, § 3. — Ministre de la guerre, p. 1191. — Rapport du vicomte Dode, p. 1206. — Comte Belliard, p. 1208, § 2. — Vicomte Dode, *ibid.*, § 3.

Observation sur la rédaction. *V.* Comte de Saint-Roman, p. 1207. — Comte de Kergorlay, *ibid.*, § *ult.*

## ART. 13.

(Formé de l'art. 14 du projet, p. 1191 et 1192. — Adoption p. 1193.)

## ART. 14.

(Formé de l'art. 15 du projet, p. 1191 et 1192. — Adoption provisoire, p. 1193. — Nouvelle rédaction, p. 1391.)

Observation sur la rédaction. *V.* Comte de Pontécoulant, p. 1193.

On propose de choisir les auditeurs parmi les licenciés en droit. *V.* Comte Belliard, p. 1090.

Les présidens doivent-ils être renouvelés périodiquement? *V.* Rapport, p. 916, 917. — Comte Belliard, p. 1090.

Doivent-ils être pris parmi les officiers en activité de service? *V.* Rapport, p. 917. — Duc de Crillon, p. 1067. — *V.* à l'art. 43.

Par qui doivent être nommés les auditeurs, présidens et greffiers? *V.* Comte Daru, p. 1034. — Comte de Pontécoulant, p. 1054. — Ministre de la guerre, p. 1065. — Vicomte Dode, p. 1390 et 1391. (*V.* à l'article 43.)

## ART. 15.

(Formé de l'art. 16 du projet, p. 1192 et 1193. — Adoption, p. 1193.)

Dans quel ordre et par quelle voie seront désignés les juges des conseils de guerre? *V.* Rapport, p. 917.

## ART. 16.

(Formé de l'art. 17 du projet, p. 1193 et 1195. — Discussion, p. 1196 et 1197—Adoption, p. 1198.)

Les tableaux doivent-ils être dressés par le chef d'état-major, ou par l'intendant militaire? *V.* Duc Decazes, p. 1101 (Numérotée 1091). — Maréchal marquis de Lauriston, p. 1139.

Après quel intervalle les juges pourront-ils siéger de nouveau au conseil de guerre? *V.* Baron Mounier, p. 1196. — M. de Vatimesnil, p. 1197, § 1<sup>er</sup>.

Qu'arrivera-t-il si le conseil ne peut se renouveler intégralement? *V.* Baron Mounier, p. 1197, § 2. — Vicomte Dode, *ibid*, § *ult*.

## ART. 17.

(Formé de l'art. 20 du projet, p. 1199. — Discussion et renvoi à la commission, p. 1200.—Rapport, p. 1214. — Adoption de l'art. modifié, p. 1215.)

Observation sur la rédaction. *V.* Ministre de la guerre, p. 1199.

Observation relative au cas où le militaire étranger a un complice français. *V.* Duc Decazes, p. 1100 et 1200, § 2. — Comte d'Ambrugeac, p. 1200, § 3. — Rapport spécial, p. 1214.

Observation relative aux troupes suisses. *V.* Marquis de Pauge, p. 1215. — Comte d'Ambrugeac, *ibid*, § 2.

## ART. 18.

(Art. 21 du projet adopté sans amendement. — p. 1200.)

## ART. 19.

(Formé de l'art. 22 du projet. *V.* p. 1201.—Adoption, *ib.*)

## ART. 20.

(Formé de l'art. 19 du projet, p. 1198 et 1202.—Renvoyé à la commission, p. 1202.—Rapport, p. 1215.—Adoption, p. 1216.)

*V.* Rapport, p. 919.

## CHAPITRE II.

*Des Conseils d'annulation aux Armées.*

Aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* Rapport, p. 919 à 922 et p. 923.

Quel nom porteront ces conseils? *V.* Rapport, p. 922. — Duc de Crillon, p. 1068 et 1216, § *pénult.* — M. de Vatimesnil, p. 1216, § *ult.* et p. 1217. — Vicomte Lainé, p. 1218, § 1.<sup>er</sup> — Ministre de la guerre, *même page.* — Comte de Pontécoulant, p. 1219, § 1.<sup>er</sup> et § *ult.* — Marquis de Coislin, *même page*, § 2.

## ART. 21.

(Formé de l'art. 23 du projet, p. 1220.—Adoption, *ib.*)

Observation sur le nombre des conseils d'annulation. *V.* Le rapport, p. 914 et 923.

## ART. 22.

(Formé de l'art. 24 du projet, p. 1221. — Adoption, *ibid.*)

De quel nombre de juges seront composés les conseils d'annulation? *V.* Rapport, p. 923. — Duc Decazes, p. 1100, 1274, 1276, 1277, 1336 et 1337. (*Voir* à l'article 45.)

Quelles seront les fonctions du commissaire du Roi? *V.* Rapport, p. 923.

Pourquoi le commissaire sera-t-il choisi parmi les intendans militaires? *V.* Rapport, p. 924.

## ART. 23.

(Formé de l'art. 25 du projet, p. 1221 et 1222. — Adoption, p. 1221.)

Observation sur cet article. *V.* duc Decazes, p. 1101.

## ART. 24.

(Formé de l'art. 26 du projet, p. 1222. — Adoption provisoire, p. 1223. — Nouvelle rédaction, p. 1391 et 1392.)

Par qui seront nommés les membres des conseils d'annulation? *V.* Rapport, p. 923. — Comte Daru, p. 1035. — Vicomte Dode, p. 1390, § *ult.*, et 1391. (*Voir* aux articles 43 et 47.)

Observation sur le nom de *Commissaire du Roi*. *V.* comte de Pontécoulant, p. 1223, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, *même page*, § 2.

## ART. 25.

(Formé de l'art. 27 du projet, p. 1223 et 1224. — Adoption, p. 1224.)

## ART. 26.

(Introduit par la commission, p. 1224. — Adoption, *même page*.)

## CHAPITRE III.

*Des Conseils de guerre dans les places en état de siège.*

## ART. 27.

(Formé de l'art. 28 du projet, p. 1225. — Discussion, p. 1225 à 1227. — Adoption, p. 1227.)

Observation sur le sens de ces mots : *en état siège*. *V.* vicomte Lainé, p. 1225 et 1227. — Vicomte Dode, p. 1226, § 1.<sup>er</sup> — Ministre de la guerre, *même page*. (*V.* aux articles 64 et 67.)

## ART. 28.

(Formé de l'art. 29 du projet, p. 1227 et 1228. — Adoption, *ib.*)

## ART. 29.

(Formé de l'art. 30 du projet, p. 1227 et 1228. — Adoption, *ib.*)

## ART. 30.

(Formé de l'art. 31 du projet, p. 1228. — Adoption, *ib.*)

## ART. 31.

(Formé de l'art. 32 du projet, p. 1229. — Adoption, *ib.*)

## CHAPITRE IV.

*Des Conseils d'annulation dans les places en état de siège.*

## ART. 32.

(Formé de l'art. 33 du projet, p. 1230. — Adoption, *ib.*)

## ART. 33.

Formé de l'art. 34 du projet, p. 1231. — Observation, p. 1231 et 1232. — Renvoi à la commission, p. 1232. — Rapport, p. 1250. — Adoption, p. 1253.)

Qu'arrivera-t-il s'il ne se trouve pas dans la place un nombre d'officiers supérieurs suffisant pour composer régulièrement les conseils de guerre et d'annulation? *V.* duc Decazes, p. 1231. — Vicomte Dode, p. 1232. — Comte d'Ambrugeac, rapp., p. 1251 et 1252. (*Voir* aux articles 4 et 12.)

## CHAPITRE V.

*Des Prévôtés d'armée.*

Aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* Rapport, p. 925 et 926.

Convient-il d'établir des prévôtés d'armée? *V.* Exposé des motifs, p. 44. — Comte Daru, p. 1033 et 1155. — Comte Belliard, p. 1095 (I. n.° 81). — Duc Decazes, p. 1102. — Vicomte Dubouchage, p. 1405. — Baron Mounier, p. 1406.

## ART. 34.

(Formé de l'art. 35 du projet, p. 1232 et 1233. — Adoption, p. 1233.)

Par qui pourront être créées les prévôtés d'armée? V. Rapport, p. 926, 927.

## ART. 35.

(Formé de l'art. 36 du projet, p. 1233. — Adoption, *même page*.)

## ART. 36.

(Formé de l'art. 37 du projet, p. 1234. — Adoption, *même page*.)

## ART. 37.

(Formé de l'art. 38 du projet, p. 1234 et 1235. — Adoption, p. 1235.)

Par qui seront remplies les fonctions de président dans les prévôtés? V. Rapport, p. 926, 927.

## ART. 38.

(Formé de l'art. 39 du projet, p. 1235. — Adoption, p. 1236.)

## ART. 39.

(Formé de l'art. 40 du projet, p. 1236. — Adoption, *ib.*)

## ART. 40.

(Formé de l'art. 41 du projet, p. 1236 et 1237. — Discussion, p. 1237 à 1240. — Renvoi à la commission, p. 1240. — Rapport, p. 1253. — Adoption, p. 1254.)

Les prévôtés seront-elles dissoutes de plein droit lorsque l'état de guerre aura cessé? V. vicomte Lainé, p. 1237 et 1238, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Mortemart, p. 1237, § ult. — Comte d'Ambrugeac, p. 1238, § 2. — Maréchal marquis de Lauriston, *même page*, § 3. — Comte de Tournon, *même page*, § ult. — Ministre de la guerre, p. 1239. — Comte de Pontécoulant, *même page*, § ult. — Comte de Saint-Roman, p. 1240, § 1.<sup>er</sup> — Duc Decazes, *même page*, § 2. — Comte Roy, *même page*, § 3. — Vicomte Dode, p. 1253 et 1254.

## TITRE II.

*Des Tribunaux militaires dans les divisions territoriales.*

## ART. 41.

(Art. 42 du projet. — Adopté sans amendement, p. 1255.)

CHAPITRE I.<sup>er</sup>*Des Conseils de guerre dans les divisions territoriales.*

## ART. 42.

(Formé de l'art. 43 du projet, p. 1255. — Adoption, p. 1256.)

Que signifient ces mots : *complètement organisé*? V. Comte d'Ambrugeac, p. 1256, § 2.

## ART. 43.

(Formé de l'art. 44 du projet, p. 1257. — Discussion, p. 1259 à 1273. — Renvoi à la commission, p. 1273. — Premier rapport, p. 1328. — Ajournement, p. 1334. — Nouveau rapport, p. 1372. — Nouvelle discussion, p. 1379 à 1384. — Adoption de l'article modifié, p. 1384.)

Doit-il y avoir près les conseils de guerre de l'intérieur un commissaire du Roi distinct de l'officier chargé de l'instruction des procédures? V. rapport, p. 916, 957 et 958. — Comte de Pontécoulant, p. 1053 à 1055. — Ministre de la guerre, p. 1063. — Comte de Pontécoulant, p. 1259 à 1265 (I. n.° 90). — M. de Vatimesnil, p. 1265 à 1271. — Baron Pasquier, p. 1271 à 1273. — Vicomte Dode, p. 1329 à 1332, et 1333. — Duc Decazes, p. 1336. — Vicomte Dode, rapp. spéc., p. 1372 à 1378. (V. aux articles 3 et 47; voir aussi la discussion sur l'article additionnel proposé par M. le comte de Kergorlay après l'article 73, notamment p. 1691 et suivantes.)

Proposition tendant à ce que les juges des conseils de guerre de l'intérieur soient pris parmi les officiers en retraite. V. comte Belliard, p. 1089 et 1090. — Comte d'Ambrugeac, p. 1380, § ult., et p. 1381.

Par qui seront nommés les présidens, vice-présidens et auditeurs? *V.* comte Daru, p. 1034. — Comte de Pontécoulant, p. 1054. — Ministre de la guerre, p. 1065. — Vicomte Dode, rapp. spéc., p. 1378, § *ult.*; 1379 et 1380, § 1.<sup>er</sup> — M. de Vatimesnil, p. 1379. — Duc Decazes, p. 1383, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § 2. — Baron Mounier, *même page*, § *ult.* — Vicomte Dode, p. 1384, § 1.<sup>er</sup> (*Voir aussi aux articles 14, 24 et 47.*)

Les présidens et vice-présidens doivent-ils être pris parmi les officiers exerçant des fonctions dans la division? *V.* Rapport, p. 917. — Duc de Crillon, p. 1067. — Comte d'Ambrugeac, p. 1381, § *ult.* — Ministre de la guerre, p. 1382. — Vicomte Dode, *même page*, § *ult.*

Observation sur ces mots du § 5 : *par grade et par ancienneté de grade.* *V.* duc Decazes, p. 1101.

## ART. 44.

(Formé de l'art. 45 du projet, p. 1273. — Adoption, *ib.*)

## CHAPITRE II.

*Des Conseils d'annulation dans les divisions territoriales.*

## ART. 45.

(Formé de l'art. 46 du projet, p. 1274. — Discussion, p. 1274 à 1278 — Adoption, p. 1278.)

On propose de transférer les attributions de ces conseils à une seule cour d'annulation, ou même à la cour de cassation ou aux cours royales. *V.* duc Decazes, p. 1100 et 1101, 1274 à 1277 et 1336. — Vicomte Dode, p. 1277 et 1333. (*V.* à l'article 63.)

Quel sera le nombre des conseils d'annulation dans l'intérieur? *V.* rapport, p. 914, 928 et 929. — Duc Decazes, p. 1100 et 1101, 1274 à 1277, et 1336.

## ART. 46.

(Formé de l'art. 47 du projet de loi, p. 1334. — Adoption, *même page.*)

## ART. 47.

(Formé de l'art. 48 du projet, p. 1334 et 1335. — Observations, p. 1335 à 1338. — Renvoi à la commission, p. 1338. — Rapport, p. 1386 et 1387. — Adoption de l'article modifié, p. 1388.)

Observations diverses sur cet article. *V.* vicomte Dode, p. 1335. — Duc Decazes, p. 1336 à 1338. — Vicomte Dode, p. 1386, 1387. (*Voyez* aux articles 22, 24, 43 et 45.)

Quelles causes d'excuse pourront motiver le remplacement provisoire des membres du conseil? *V.* duc Decazes, p. 1337. — Comte d'Ambrugeac, p. 1387.

## LIVRE II.

*De la Compétence.*

Considérations générales sur la compétence et aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* rapport, p. 933 à 937, 939, 940. — Comte Daru, p. 1035. — Baron Pasquier, p. 1074 à 1077 (I. n.º 79). — Comte Belliard, p. 1092 et 1093 (I. n.º 81).

TITRE I.<sup>er</sup>*De la Compétence des Tribunaux d'armée.*CHAPITRE I.<sup>er</sup>*De la Compétence des Conseils de guerre aux armées.*

## ART. 48.

(Formé de l'art. 49 du projet, p. 1338 et 1339. — Discussion, p. 1339 à 1344. — Adoption, p. 1344.)

A l'armée, les tribunaux militaires doivent connaître de tout crime ou délit quelconque imputé à des militaires, sans

distinction entre les délits communs et les délits militaires. V. baron Pasquier, p. 1074. — Comte De Sèze, p. 1079 et 1087.

La généralité de ces termes: *tout crime ou délit quelconque*, ne déroge point à l'art. 33 de la Charte, relatif à la juridiction de la Cour des Pairs. V. duc Decazes, p. 1341 et 1344. — Ministre de la guerre, p. 1342 et 1343. — Comte de Saint-Roman, p. 1342, § *ult.* — Comte d'Argout, p. 1343, § 1.<sup>er</sup> (V. aussi à l'art. 65.)

Ces termes ne s'étendent qu'aux crimes commis depuis la réunion de l'armée et dans le lieu qu'elle occupe. V. duc Decazes, p. 1341 et 1344. — Ministre de la guerre, p. 1342.

Les aumôniers des régimens se trouvent implicitement compris dans la nomenclature de l'article. V. comte de Latour-Maubourg, p. 1343. — Ministre de la guerre, *ibid.* (Voir à l'art. 8.)

Pour la juridiction des tribunaux militaires en temps de paix, voir à l'art. 72.

## ART. 49.

(Formé de l'art. 51 du projet, p. 1345. — Discussion, p. 1345 à 1354. — Rejet de deux amendemens proposés, p. 1349 et 1354. — Vote au scrutin sur le deuxième paragraphe, p. 1354. — Adoption de l'article, p. 1355.)

La disposition de l'article doit-elle être étendue au cas où l'armée se trouve devant l'ennemi sur le territoire français? V. comte de Tournon, p. 1345. — Vicomte Dode, p. 1346, § *ult.*

La loi peut-elle et doit-elle définir les crimes ou délits contre la sûreté de l'armée? V. le rapport, p. 941. — Comte Daru, p. 1035. — Comte de Tournon, p. 1345 et 1346. — Vicomte Dode, p. 1346, § *ult.*; 1347, § *ult.*; 1348, § 2; 1350, § 2; et 1353, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Mortemart, p. 1347, § 1.<sup>er</sup> — Baron Pasquier, *même page*, § 2, et p. 1350, § *ult.* — Duc de Fitz-James, p. 1348, § 1.<sup>er</sup> — Baron de Barante, *même page*, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac, p. 1349, § 1.<sup>er</sup>, et 1353, § *ult.* — Vi-

comte Dubouchage, p. 1351, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Lainé, *même page*, § *ult.* jusqu'à la page 1353, — et Comte Daru, p. 1354, § 1.<sup>er</sup> — *V.* aussi comte Siméon, p. 1415 et 1416.

Observation sur l'expression *territoire ennemi*. *V.* duc De-cazes, p. 1101.

## ART. 50.

(Formé du premier paragraphe de l'art. 52 du projet. *V.* p. 1355 et 1356.—Adoption, p. 1358.)

## ART. 51.

(Formé des derniers paragraphes de l'art. 52 du projet, p. 1355 et 1356.—Adoption, p. 1358.)

## ART. 52.

(Formé des derniers paragraphes de l'article 52 du projet, p. 1355, 1356 et 1357.—Nouvelle rédaction, p. 1358.—Adoption, *ibid.*)

Observations tendantes à ce que les membres de l'intendance soient traduits au conseil de guerre du quartier-général. *V.* Comte Daru, p. 1179 et 1180, § 1.<sup>er</sup> — Ministre de la guerre, p. 1179, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac au nom de la commission, p. 1358.

## ART. 53.

(Introduit par la commission.—Faisant précédemment partie de l'art. 52 des amendemens. *V.* p. 1357, 1358 et 1359.—Adoption, p. 1358.)

## ART. 54.

(Formé de l'art. 53 du projet, p. 1355.—Compris précédemment dans l'article 53 des amendemens, p. 1357.—Nouvelle rédaction, p. 1360 et 1361.—Adoption, p. 1362.)

## ART. 55.

(Introduit par la commission dans la délibération des articles. *V.* p. 1360 et 1361.—Adoption, p. 1362.)

## ART. 56.

Formé des art. 54 et 79 du projet et de l'ancien art. 53 des amendemens. *V.* p. 1355, 1357, 1360, 1361 et 1640.—Adoption, p. 1362.)

## ART. 57.

(Formé des art. 55 et 56 du projet, précédemment art. 54 des amendemens. *V.* p. 1362.—Adoption, p. 1363.)

## CHAPITRE II.

*De la Compétence des Conseils d'annulation aux armées.*

## ART. 58.

(Art. 57 du projet. *V.* p. 1363—Adoption, *ib.*)

## ART. 59.

(Formé de l'art. 58 du projet, précédemment art. 56. des amendemens. *V.* p. 1363 et 1364.—Adoption, p. 1364.)

## ART. 60.

(Art. 59 du projet. *V.* p. 1365.—Adoption, p. 1364.)

## ART. 61.

(Formé de l'art. 60 du projet, précédemment art. 58 des amendemens. *V.* p. 1365 et 1366. — Discussion, p. 1366 à 1368. — Renvoi à la commission, p. 1368.—Rapport, p. 1389.—Adoption, p. 1390.)

Dans quels cas les jugemens des conseils de guerre devront ils être annullés? *V.* rapport, p. 922, 946, 952.—Comte Belliard, p. 1093, 1094, 1366. — M. de Vatimesnil, p. 1367. — Vicomte Dambray, p. 1368, § 1.<sup>er</sup>— M. de Vatimesnil, *même page*.— Comte d'Ambrugeac, rapp. spéc., p. 1389.—*V.* aussi comte Belliard, p. 1390, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 62.

(Formé de l'art. 61 du projet; précédemment art. 59 des amendemens. *V.* p. 1368 et 1369.—Adoption, p. 1369.)

## ART. 63.

(Art. 62 du projet. *V.* p. 1369.—Adoption, p. 1370.)

Observation sur cet article. *V.* comte Belliard, p. 1369 — M. de Vatimesnil, p. 1370.

## CHAPITRE III.

*De la Compétence des conseils de guerre dans les places en état de siège.*

## ART. 64.

(Formé de l'art. 63 du projet, précédemment art. 61 des amendemens. V. p. 1392 et 1393.—Adoption, p. 1394.)

Observations sur le sens de ces mots : *en état de siège*. V. Duc Decazes, p. 1102. — Vicomte Lainé, p. 1393. (Voir aux articles 27 et 67.)

## ART. 65.

(Formé de l'art. 64 du projet, précédemment art. 62 des amendemens. V. p. 1394.—Discussion, p. 1394 à 1397. — Adoption, p. 1397.)

La généralité de ces termes, *quelle que soit la qualité des personnes*, ne comprend pas les Pairs de France. V. Comte de Teurnon, p. 1394. — Ministre de la guerre, *ibid.* — Comte d'Ambrugeac, p. 1395, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Morel-Vindé, *même page*, § 2. (V. aussi à l'art. 48.)

On propose d'admettre d'autres exceptions à cet article. V. Comte Belliard, p. 1395, § *ult.*, et 1396, § 2. — Baron de Beurnonville, p. 1396, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § *ult.*

## ART. 66.

(Formé de l'art. 65 du projet, précédemment art. 63 des amendemens. V. p. 1397 et 1398.—Adoption, p. 1398.)

## CHAPITRE IV.

*De la Compétence des Conseils d'annulation dans les places en état de siège.*

(V. p. 1398.)

## ART. 67.

(Formé de l'art. 66 du projet, précédemment art. 64 des amendemens. V. p. 1398.—Adoption, p. 1399.)

Observation sur le sens de ces mots : *en état de siège*. V. Duc

Decazes, p. 1398, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac, p. 1399, § 1.<sup>er</sup> (V. aux art. 27 et 64.)

## ART. 68.

(Formé de l'art. 67 du projet. — Première rédaction, p. 1399. — Renvoi à la commission, p. 1400. — Rapport, p. 1434. — Adoption de l'article modifié, p. 1434.)

L'art. 62 ne saurait être applicable aux places en état de siège. V. Comte d'Ambrugeac, p. 1399, § *ult.*; 1400, 1434 et 1435.

## CHAPITRE V.

*De la Compétence des prévôtés d'armée.*

Aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. V. Rapport, p. 947.

## ART. 69.

(Formé de l'art. 68 du projet, précédemment art. 66 des amendemens. — Première rédaction, p. 1401. — Discussion, p. 1401 à 1407. — Renvoi à la commission, p. 1408. — Rapport, p. 1435. — Deuxième rédaction, p. 1437. — Nouvelle discussion, p. 1437 à 1440. — Adoption de l'art. modifié, p. 1440.)

Quelle doit être la juridiction des prévôtés à raison du territoire? V. Comte Daru, p. 1155. — Comte d'Ambrugeac, *ibid.*, § *ult.* — Vicomte Lainé, p. 1402. — Comte Belliard, p. 1438, § *ult.* — Baron Pasquier, p. 1439, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Mortemart, *même page*, § 2.

Que doit-on entendre ici par *vagabonds et gens sans aveu*? V. Rapport, p. 948. — Vicomte Lainé, p. 1402, 1403 et 1404, § 1.<sup>er</sup> — Ministre de la guerre, p. 1403. — Vicomte Dode, p. 1404, § 2. — Duc Decazes, p. 1404, § 3. — Comte de Tournon, *même page*, § 4. — Par *militaires absens de leur poste*? V. Comte de Chastellux, p. 1404, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac, p. 1405, § 1.<sup>er</sup>

La juridiction prévôtale doit-elle s'étendre aux militaires marchant isolément avec permission? V. vicomte Dubouche,

p. 1405 — Baron Mounier, p. 1407. — Comte d'Ambrugeac, rapp. spéc., p. 1435 et 1436.

— Doit-on établir une distinction entre les officiers et les sous-officiers et soldats? *V.* Comte Daru, p. 1154. — Comte d'Ambrugeac, p. 1155, § *ult.* — Vicomte Dubouchage, p. 1405, § *ult.* — Baron Mounier, p. 1407. — Comte d'Ambrugeac, rapp. spéc., p. 1434 et 1435. — Duc Decazes, p. 1437, § *ult.* — Maréchal marquis de Lauriston, p. 1438, § 1.<sup>er</sup>

Les prisonniers de guerre doivent-ils être justiciables des prévôtés? *V.* vicomte Lainé, p. 1402. — Vicomte Dode, p. 1403, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, rapp. spéc., p. 1435 et 1437.

#### ART. 70.

(Formé de l'art. 69 du projet, précédemment art. 67 des amendemens. *V.* p. 1408.—Adoption, p. 1409.)

#### ART. 71.

(70 du projet. — Renvoyé à la commission, p. 1409. — Nouvelle rédaction proposée par elle, p. 1441. — Ajournement, *même page.* — Nouveau renvoi à la commission, p. 2028 et 2031.—Rapport, p. 2046 à 2048. — Adoption, p. 2048.)

(*V.* à l'art. 174.)

## TITRE II.

### *De la Compétence des Tribunaux militaires dans les divisions territoriales.*

(*V.* le rapport. p. 948.)

#### CHAPITRE I.<sup>er</sup>

### *De la Compétence des Conseils de guerre dans les divisions territoriales.*

#### ART. 72.

(Formé de l'art. 71 du projet. *V.* p. 1410.—Précédemment art. 69 des amendemens.—Première rédaction, p. 1413.—Amendemens proposés à cet article par M. le comte Siméon, p. 1415.—Par M. le

baron Pasquier, p. 1450.—Renvoi de ces amendemens à la commission, p. 1470. — Premier rapport, p. 1476. — Deuxième rédaction des articles sur la compétence, p. 1487 à 1490.—M. le comte Siméon se réunit à l'amendement de M. le baron Pasquier, p. 1490.—Deuxième rapport de la commission, p. 1520, à 1527.—Troisième rédaction des articles sur la compétence, p. 1527 et 1528.—L'amendement de M. le baron Pasquier est rejeté au scrutin, p. 1570.—Le Ministre consent la rédaction proposée par la commission, p. 1576.—Délibération sur les paragraphes de l'article 72, p. 1597 à 1603.—Adoption de l'article, p. 1603.)

Est-il nécessaire que les délits militaires soient définis par une loi? V. Comte Siméon, p. 1415 et 1416.

En temps de paix, la connaissance des délits communs imputés à des militaires doit-elle appartenir aux conseils de guerre ou aux tribunaux ordinaires?

Considérations tendantes à établir la compétence des conseils de guerre. V. rapport, p. 937 et 938. — Duc de Crillon, p. 1067. — Ministre de la guerre, p. 1123, 1124 et 1126. — Vicomte Dode, p. 1330 à 1333 — Duc de Mortemart, p. 1423 à 1431 (I. n.º 99). — Comte de Chastellux, p. 1446 à 1449 (I. n.º 101). — Marquis de Pange, p. 1456 à 1458 (I. n.º 103.) — Marquis de Coislin, p. 1463 à 1465 (I. n.º 105). — Vicomte Dode, au nom de la commission, p. 1476 à 1487. — Comte de Bourmont, p. 1505 à 1510 (I. n.º 108). — Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1520 à 1527. — Ministre de la guerre, p. 1529 à 1555 (I. n.º 110). — Marquis de Vence, p. 1565 à 1569 (I. n.º 112). — Comte de Saint-Roman, p. 1577 à 1580 (I. n.º 114). — Maréchal marquis de Lauriston, p. 1586 à 1590 (I. n.º 117). — Duc de Mortemart, au nom de la commission, p. 1614 à 1619.

Considérations tendantes à établir la compétence des tribunaux ordinaires. V. rapport, p. 939 et 940. — Baron Pasquier, p. 1075 à 1077 (I. n.º 79). — Comte De Sèze, p. 1077 à 1088 (I. n.º 80). — Duc Decazes, p. 1102 à 1104. V. aussi p. 1133. — Comte Siméon, p. 1416 à 1423 (I. n.º 98). — Baron de Barante, p. 1441, § *ult.* à 1446 (I. n.º 100). — Baron Pasquier, p. 1450 à 1456 (I. n.º 102). — Comte De Sèze *iterùm*, p. 1458 à 1463 (I. n.º 104). — Vicomte Lainé, p. 1465 à 1470. — Duc Decazes, p. 1492 à 1504, notamment p. 1501 à 1504.—

Comte Portalis, p. 1510 à 1517 (I. n.º 106). — Baron Pasquier *iterum*, p. 1555 à 1565 (I. n.º 111).

Le Code militaire doit-il s'expliquer au sujet des peines de discipline? *V.* duc Decazes, p. 1496. — Marquis de Latour-Maubourg, p. 1504. — Comte Portalis, p. 1511.

Observations sur les mots : *employé par ordre du département de la guerre*. *V.* vicomte Lainé, p. 1467 et 1597, § *ult.* — Comte de Bourmont, p. 1598. — Comte Roy, p. 1599, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, *même page*, § 2. — Duc Decazes, *même page*, § 3.

Sur les mots : *présens au corps*. *V.* Vicomte Dode, p. 1600, § 1.<sup>er</sup> — Duc Decazes; *même page*, § 2. — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § 3. — Baron Mounier, *même page*, § 4. — Comte de Bourbon-Busset, *même page*, § 5. — *V.* aussi p. 1602.

Les vétérans et gendarmes sont-ils compris dans les termes du n.º 2? *V.* comte de Chastellux, p. 1601, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § 2. — Baron Mounier, *même page*, § 3. — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § 4.

Observation relative aux prisonniers de guerre. *V.* comte de Tournon, p. 1602. — Comte d'Ambrugeac, *ibid.*, § *ult.*

#### ART. 73.

(Introduit dans la discussion sur l'article précédent. *V.* p. 1525, 1528 et 1604. — Discussion, p. 1605 à 1610. — Renvoi à la commission, p. 1610. — Rapport, p. 1612 à 1619. — Nouvelle discussion, p. 1620 à 1626, (numérotée par erreur, 1642. — Adoption, *même page*, — *V.* aussi p. 1604 et 1619.)

Quelles exceptions devraient être apportées au système de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires pour les délits communs? *V.* duc Decazes, p. 1496 à 1501. — Comte Portalis, p. 1511. — Comte d'Ambrugeac, p. 1520.

Quelles exceptions devraient être apportées au système de la compétence exclusive des tribunaux militaires pour les mêmes délits? *V.* comte De Sèze, p. 1460. — Vicomte Lainé, p. 1468. — Vicomte Dode, p. 1486 et 1487. — Duc Decazes, p. 1492 à 1496. — Comte de Bourmont, p. 1508. — Comte Portalis, p. 1512

et 1513. — Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1520 à 1526. — Ministre de la guerre, p. 1532, 1537. — Comte de Saint-Roman, p. 1577. — Baron Mounier, p. 1584 à 1586 (I. n.º 116). — Comte Roy, p. 1593. — Duc Decazes, p. 1605 à 1607. — Vicomte Dode, p. 1607, § *ult.*; et p. 1609, § 2. — Duc Decazes, p. 1608, § 3. — Comte de Tournon, *même page*, § *pénult.*, et p. 1609, § 1.<sup>er</sup> — M. de Vatimesnil, p. 1608, § *ult.* — Comte Roy, p. 1609, § *ult.*, et 1610, § 2. — Marquis de Lally, p. 1610, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Mortemart, au nom de la commission, p. 1612 à 1619. — Duc Decazes, p. 1620 à 1622. — Comte de Saint-Roman, p. 1622, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, p. 1622, § 2, et 1623, § 1.<sup>er</sup> — Comte Roy, p. 1622, § *ult.*, et 1623, § 2. — Marquis de Coislin, p. 1623, § *ult.* — Duc Decazes, p. 1624 à 1626.

La qualité des parties lésées doit-elle être prise en considération pour baser ces exceptions? V. baron Mounier, p. 1585 et 1586. — Duc Decazes, p. 1605. — Comte Portalis, p. 1607, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, *même page*, § *ult.*

Ces exceptions doivent-elles être définies dans le Code de la juridiction? Doit-on procéder par voie d'exception à la juridiction ordinaire, ou par voie d'exception à la juridiction militaire? V. Comte Daru, p. 1592, 1.<sup>o</sup> — Baron de Barante, *même page*, § *ult.* — Comte Roy, p. 1593 et 1594, § 2. — Vicomte Dode, p. 1594, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.* — Duc de Broglie, p. 1595, § *ult.*, et p. 1596. — Marquis de Lally, p. 1597, § 1.<sup>er</sup>

Proposition tendante à faire assister un militaire au jugement des militaires traduits devant les tribunaux ordinaires, et un magistrat au jugement des citoyens traduits devant les tribunaux militaires. V. comte Siméon, p. 1421 et 1422.

Article additionnel proposé dans ce sens par M. le comte de Kergorlay, p. 1628. — Discussion, p. 1628 à 1634. — Renvoi à la commission, p. 1634. — Rapport, p. 1689. — Vote, p. 1697. Voir, sur cette proposition, comte de Kergorlay, p. 1626 (numérotée 1642) à 1628 (I. n.º 118), et p. 1629, § 2. — Comte d'Ambrugeac, p. 1628. — Comte Destutt de Tracy, p. 1629, § 1.<sup>er</sup> — Baron Pasquier, p. 1629, § *ult.*

— Baron Mounier, p. 1630 à 1632, et 1633, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, p. 1632, § 1.<sup>er</sup>, et 1633, § 2. — Duc Decazes, p. 1632, § *ult.* — Vicomte Dubouchage, p. 1633, § *ult.* — Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1689 à 1695. — Comte de Kergorlay *iterum*, p. 1695 à 1697 (I. n.° 121).

## ART. 74.

(Formé des art. 73 et 74 du projet. *V.* p. 1411 et 1412. — Précédemment art. 70 puis 73 des amendemens. — Première rédaction, p. 1413. — Deuxième rédaction, p. 1488 et 1634. — Discussion, p. 1635 à 1637. — Adoption, p. 1637.)

Observation sur la rédaction du 1.<sup>er</sup> §. *V.* baron Mounier, p. 1635 et 1636, § *ult.* — M. de Vatimesnil, p. 1636, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, p. 1637, § 1.<sup>er</sup>

(*Voir* la discussion qui a eu lieu sur l'art. 72.)

Les militaires invalides doivent-ils être justiciables des tribunaux militaires, même lorsqu'ils ne vivent point sous le régime militaire? *V.* rapport, p. 948 et 949. — Duc Decazes, p. 1104.

## ART. 75.

(Formé des numéros 2 et 3 de l'art. 74 du projet. *V.* p. 1412. — Précédemment compris dans l'art. 70 puis 73 des amendemens. *V.* p. 1413 et 1414. — Devenu l'art. 74, puis 75. *V.* p. 1489 et 1527. — Adoption, p. 1637.)

(*V.* la discussion sur l'art. 72.)

## ART. 76.

(Formé du n.° 6 de l'art. 71 du projet. *V.* p. 1411. — Précédemment compris dans l'art. 69 puis 72 des amendemens, p. 1413. — Devenu l'art. 75, puis 76. *V.* p. 1490 et 1527. — Adoption, p. 1637 et 1638.)

## ART. 77.

(Formé de l'art. 75 du projet. *V.* p. 1638. — Précédemment art. 71 des amendemens. *V.* p. 1639. — Adoption, p. 1639.)

## CHAPITRE II.

*De la Compétence des Conseils d'annulation dans les divisions territoriales.*

On propose de transférer leurs attributions à la cour de cassation ou aux cours royales. *Voir* à l'art. 45.

## ART. 78.

(Formé de l'art. 76 du projet, précédemment art. 72 des amendemens. *V.* p. 1639.—Adoption, *même page.*)

## ART. 79.

(Formé de l'art. 77 du projet. *V.* p. 1639.—Précédemment art. 73 des amendemens, p. 1640.—Adoption, p. 1639.)

## TITRE III.

*De la Compétence en cas de complicité.*

Considérations générales sur la complicité et analyse des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* exposé des motifs, p. 47. — Rapport, p. 949 et 950. — Vicomte de Bonald, p. 1143 et 1144 (I. n.º 87.)

Observations sur les garanties à donner aux citoyens contre les empiétemens de la juridiction militaire en matière de complicité. *V.* vicomte de Châteaubriand, p. 1580 à 1584 (I. n.º 115), et 1591, § *ult.* — Baron Mounier, p. 1584. — Comte d'Ambrugeac, p. 1590 et 1591. — Baron Pasquier, p. 1643 et suivantes, et 1700 et suivantes.

## ART. 80.

(Formé de l'art. 81 du projet. *V.* p. 1641.—Précédemment art. 74 des amendemens, *même page.* — Renvoi à la commission, p. 1651.—Rapport, p. 1699.—Adoption, p. 1720.)

(*Voir* la discussion sur l'article suivant.)

## ART. 81.

(Formé de l'article 78 du projet. *V.* p. 1640. — Précédemment art. 75 des amendemens. — Première rédaction, p. 1641. — Discussion, p. 1642 à 1651. — Amendement proposé par M. le baron Pasquier, p. 1648. — Renvoi à la commission, p. 1651. — Rapport, p. 1699. — Deuxième rédaction, p. 1700. — Nouvelle discussion, p. 1702 à 1707. — Nouveau renvoi à la commission, p. 1720. — Nouveau rapport, p. 1727. — Troisième rédaction, p. 1736. — Amendement proposé par M. le duc de Damas-Crux, p. 1741. — Ajournement, p. 1738, 1742 et 1788. — Rapport sur l'amendement de M. le duc de Damas-Crux, p. 1878. — Nouvelle discussion, p. 1879 à 1881. — Quatrième rédaction, p. 1881. — Adoption, *même page.*)

Observation sur ces mots: *en pays ennemi.* *V.* duc Decazes, p. 1105.

Observations sur la complicité pour délits commis dans une place en état de siège. *V.* baron Pasquier, p. 1644. — Duc Decazes, p. 1650. — Comte d'Ambrugeac, p. 1651, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte Dode, au nom de la commission, p. 1699.

Observations sur la compétence en cas de complicité pour rébellion militaire, et sur la définition de cette rébellion. *V.* baron Pasquier, p. 1076 et 1077 (I. n.° 79). — Duc Decazes, p. 1105. — Baron Pasquier *iterum*, p. 1644 à 1648 (I. n.° 118 bis). — Duc Decazes, p. 1650. — Ministre de la guerre, p. 1651. — Vicomte Dode, au nom de la commission, p. 1700, en haut. — Baron Pasquier *tertio*, p. 1700 à 1702, et p. 1703, § 2 et *ult.* — Comte de Chastellux, p. 1702. — Comte d'Ambrugeac, p. 1703, § 1.<sup>er</sup> — Maréchal marquis de Lauriston, *même page*, § 3. — Comte de Saint-Roman, p. 1704, § 1.<sup>er</sup>, et 1706, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Mortemart, *même page*, § 2. — Vicomte Dode, *même page*, § *ult.* — Baron Mounier, p. 1705. — Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1727 et suivantes, notamment p. 1730 à 1735. — Duc de Damas-Crux, p. 1738 à 1742 (I. n.° 122). — Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1878, 1880 et 1881. — Duc de Damas-Crux *iterum*, p. 1879, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Lally, *même page*, § 2. — Comte Roy, *même page*, § *ult.*

## ART. 82.

(Introduit dans la discussion sur les art. précédens. *V.* p. 1649 et 1698. — Renvoi à la commission, p. 1651. — Rapport, p. 1707. — Première

rédaction, p. 1712.—Discussion, p. 1712 à 1720.—Deuxième rédaction, p. 1718.—Nouveau renvoi à la commission, p. 1720.—Nouveau rapport, p. 1727.—Troisième rédaction, p. 1737.—Ajournement sur la proposition de MM. le comte de Pontécoulant et le marquis de Lally, p. 1738 et 1788.—Nouvelle discussion, p. 1882 à 1884.—Adoption, p. 1884.)

Quelles peines seront respectivement appliquées dans le cas de complicité? *V.* baron Mounier, p. 1635.—M. de Vatimesnil, p. 1636.—Baron Pasquier, p. 1642.—Comte de Sparre, p. 1648 et 1649 (I. n.º 119).—Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1707 à 1710, et 1727 à 1736, notamment p. 1735.

Quels tribunaux seront compétens lorsque le même fait sera puni de peines différentes par les lois militaires et les lois ordinaires? *V.* comte de Pontécoulant, p. 1882.—M. de Vatimesnil, p. 1883.

On propose de disjoindre dans ce cas les procédures. *V.* un article proposé dans ce sens par la commission, p. 1712, et une nouvelle rédaction de cet article, p. 1718. *V.* aussi duc Decazes, p. 1500.—Comte de Sparre, p. 1649.—Baron Mounier, p. 1705 et 1718, § *ult.*—Comte de Saint-Roman, p. 1706, § 1.<sup>er</sup>—Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1707 et suivantes, notamment p. 1710 à 1712.—Duc Decazes, p. 1712 à 1714.—Comte de Saint-Roman *iterum*, p. 1714, § 1.<sup>er</sup>—Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.*, jusqu'à la p. 1716.—Duc de Damas-Crux, p. 1716, § 1.<sup>er</sup>—Vicomte Dubouchage, *même page*, § *ult.*—Ministre de la guerre, p. 1717.—Vicomte Dode, p. 1718, § 2, et p. 1719, § 1.<sup>er</sup>—M. de Vatimesnil, p. 1719.—Vicomte Dambray, *même page*, § *ult.*—Comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1727 à 1729, et p. 1735.

#### ART. 83.

(Formé de l'art. 80 du projet. *V.* p. 1652.—Précédemment art. 76, puis 82 des amendemens, *même page*.—Adoption, p. 1653.)

## APPENDICE AU LIVRE II.

*Dispositions spéciales relatives aux Pairs de France.*

( Art 50 et 72 du projet originaire. *V.* p.1344 et 1411.—Le Ministre de la guerre s'explique au sujet des amendemens de la commission sur ces articles, p. 1340.—*V.* aussi comte de Saint-Roman, p. 1339 et 1340, § *ult.*—Comte d'Ambrugeac, p. 1340, § 2.—Toute discussion est ajournée à ce sujet jusqu'à la fin du livre II, p. 1339 à 1341 et 1344.—Nouvelle rédaction proposée par le Ministre, p. 1721.—Exposé des propositions soumises à la Chambre, p. 1742 à 1745.—Discussion, p. 1746 à 1774; 1788 à 1818; 1820 à 1864.—Résumé du rapporteur, p. 1864.—Observations sur l'ordre à suivre dans les délibérations, p. 1875.—A ce sujet, sont entendus MM. le comte Roy, *même page*, § 1.<sup>er</sup>—Le comte de Pontécoulant, § 2;—Le baron Pasquier, § *ult.*—La Chambre décide au scrutin qu'il n'y aura pas de titre spécial concernant les Pairs de France employés dans l'armée, p. 1876.)

Les Pairs de France peuvent-ils être, dans certains cas, justiciables des conseils de guerre pour crimes ou délits?

Pour l'affirmative, *V.* Comte de Saint-Roman, p. 1038 à 1047 (I. n.° 74).—Duc de Narbonne, p. 1047 à 1052 (I. n.° 75).—Ministre de la guerre, p. 1061 à 1063.—Comte de Kergorlay, p. 1134 à 1137 (I. n.° 85).—Vicomte de Bonald, p. 1144 (I. n.° 87).—Duc d'Escars, p. 1757 à 1762 (I. n.° 124).—Duc de Narbonne, *iterùm*, p. 1762 à 1766 (I. n.° 125).—Comte de la Roche-Aimon, p. 1768 à 1774. (I. n.° 127).—Comte de Vogüé, p. 1791, 1792, 1794 (I. n.° 130).—Vicomte Dubouchage, p. 1805 à 1810 (I. n.° 133).—Comte de Saint-Roman, *iterùm*, p. 1815 à 1818.—Ministre de la guerre, *iterùm*, p. 1844 à 1864 (I. n.° 138).

Pour la négative; *V.* Rapport, p. 942 à 946.—Comte de Pontécoulant, p. 1055 à 1058.—Duc de Crillon, p. 1066 à 1067 (I. n.° 78).—Marquis de Pastoret au nom de la commission, p. 1746 à 1757 (I. n.° 123).—Duc de Crillon, *iterùm*, p. 1766 à 1768 (I. n.° 126).—Marquis de Mortemart, p. 1788 à 1791 (I. n.° 129).—Marquis de Lally, p. 1795 à 1802 (I. n.° 131).—Duc de Choiseul, p. 1802 à 1805 (I. n.° 132).—Marquis de Raigecourt, p. 1811 à 1813 (I. n.° 134).—Comte d'Haubersart, p. 1813 à 1815 (I. n.° 135).—Comte Bel-

liard, p. 1820 à 1823 (I. n.° 136). — Vicomte Dode, p. 1823 (Numérotée 1827) à 1842 (I. n.° 137). — Duc de Mortemart en présentant le résumé de la discussion, p. 1864 à 1874 (I. n.° 139).

La Charte s'oppose-t-elle à ce que des peines de discipline soient prononcées militairement contre les Pairs qui sont à l'armée, et à ce qu'ils soient arrêtés, en flagrant délit, de l'autorité des chefs militaires? *V.* Rapport, p. 942 et 943. — Comte de Saint-Roman, p. 1043. — Duc de Narbonne, p. 1049. — Comte de Pontécoulant, p. 1055. — Duc de Crillon, p. 1066. — Duc Decazes, p. 1105. — Marquis de Raigecourt, p. 1811. Vicomte Dode, p. 1835, 1839, 1840 à 1842. — Ministre de la guerre, p. 1848 à 1849. — Résumé, p. 1872.

Y a-t-il lieu de s'expliquer dans le Code militaire, au sujet des Pairs de France? *V.* Comte de Vogüé, p. 1791 à 1795 (I. n.° 130). — Marquis de Raigecourt, p. 1811 à 1813 (I. n.° 134). — Comte Belliard, p. 1820. — Vicomte Dode, p. 1823 à 1844, notamment, p. 1843. — Ministre de la guerre, p. 1852 et 1853. — Duc de Mortemart, p. 1867 à 1870.

#### *Propositions relatives aux maréchaux de France.*

(Proposition faite par M. le duc Decazes relativement au jugement des maréchaux de France, p. 1884. — Renvoi à la commission, *même page*. — Développement de la proposition, p. 1887 à 1894. — Observations du Ministre de la guerre, p. 1894. — Rapport de la commission, p. 1895. — La proposition est retirée, p. 1902.)

Y a-t-il lieu d'insérer dans le projet de loi des dispositions relatives au jugement des maréchaux de France? *V.* Rapport, p. 929 à 933. — Duc de Crillon, p. 1068. — Duc Decazes, p. 1599, § 3; 1887, 1892 à 1894 et 1902, § 1.<sup>er</sup> — Ministre de la guerre, p. 1894. — Comte d'Ambrugeac au nom de la commission, p. 1895 à 1901.

Considérations tendantes à faire attribuer à la Cour des Pairs le jugement des maréchaux? *V.* Rapport, p. 931 à 933. — Duc de Crillon, p. 1068 et 1069 (I. n.° 78). — Duc Decazes, p. 1888 à 1894. — *V.* aussi le rapport de M. le comte d'Ambrugeac, p. 1897 à 1901.

## LIVRE III.

*De la Procédure.*

Considérations générales sur la procédure devant les tribunaux militaires. *V. Rapport*, p. 951 à 954.

TITRE I.<sup>er</sup>*De la Procédure devant les conseils de guerre aux armées.*CHAPITRE I.<sup>er</sup>*De l'Information.*

## ART. 84.

(Formé de l'art. 82 du projet. *V. p. 1902*. — Précédemment art. 78 des amendemens. — Adoption, p. 1903.)

Par qui la police judiciaire militaire sera-t-elle exercée? *V. Rapport*, p. 954. — Duc Decazes, p. 1106.

## ART. 85.

(Introduit par la commission. *V. p. 1904*. — Précédemment art. 79 des amendemens. — Adoption, p. 1905.)

A qui appartiendra la préférence entre les officiers de police judiciaire militaire? *V. Rapport*, p. 954.

## ART. 86.

(Formé de l'art. 83 du projet. *V. p. 1905*. — Précédemment art. 80 des amendemens, p. 1906. — Adoption, *même page*.)

*V. Rapport*, p. 955.

## ART. 87.

(Formé de l'art. 84 du projet. *V. p. 1906*. — Précédemment art. 81 des amendemens, p. 1907. — Adoption, *même page*.)

*V. Rapport*, p. 955.

## ART. 88.

(Formé de l'art. 85 du projet. *V.* p. 1907.—Précédemment art. 82 des amendemens.—Première rédaction, p. 1907.—Discussion, p. 1908 à 1911.—Renvoi à la commission, p. 1911.—Rapport et deuxième rédaction, p. 1944.—Adoption, p. 1945.)

Observations sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1106, 1908, § 1.<sup>er</sup>; 1909 § 1.<sup>er</sup>, et 1910, § 3.—Vicomte Dode, p. 1908, § *ult.*—Baron Mounier, p. 1909, § *ult.*—Marquis de Rougé, p. 1910, § 1.<sup>er</sup>—Comte de Tascher, *même page*, § 2.—Ministre de la guerre, *même page*, § *ult.*—*V.* aussi M. le comte d'Ambrugeac, au nom de la commission, p. 1944.

## ART. 89.

(Formé de l'art. 86 du projet. *V.* p. 1911.—Précédemment art. 83 des amendemens, *même page*.—Renvoi à la commission, p. 1912.—Rapport, p. 1945.—Adoption, *même page*.)

## ART. 90.

(Formé de l'art. 87 du projet. *V.* p. 1912.—Précédemment art. 84 des amendemens, *même page*.—Discussion, p. 1913 à 1916.—Adoption, p. 1916.)

Observations sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1106, 1913 et 1916.—M. de Vatimesnil, p. 1914.

## ART. 91.

(Formé de l'art. 88 du projet. *V.* p. 1917.—Précédemment art. 85 des amendemens, *même page*.—Adoption, p. 1918.)

*V.* Rapport, p. 955.

## ART. 92.

(Formé de l'art. 89 du projet. *V.* p. 1918.—Précédemment art. 86 des amendemens, *même page*.—Adoption, p. 1919.)

*V.* Rapport, p. 956.

## ART. 93.

(Formé de l'art. 90 du projet. *V.* p. 1919.—Précédemment art. 87 des amendemens, *même page*.—Adoption, *ibid.*)

## ART. 94.

(Formé de l'art. 94 du projet. *V.* p. 1919.—Précédemment art. 88 des amendemens, p. 1920.—Adoption, *même page.*)

L'information doit être de droit lorsqu'une partie privée a rendu plainte. *V.* Comte d'Ambrugeac, p. 1525 et 1526. — Ministre de la guerre, p. 1536. — Baron Pasquier, p. 1559.

## ART. 95.

(Formé de l'art. 92 du projet. *V.* p. 1920.—Précédemment art. 89 des amendemens, p. 1921.—Adoption, p. 1922.)

Observations sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1922, 1.<sup>er</sup>—M. de Vatimesnil, *même page.* — *V.* aussi, Rapport, p. 956.

## ART. 96.

(Formé de l'art. 93 du projet. *V.* p. 1922.—Précédemment art. 90 des amendemens, p. 1923.—Adoption, p. 1924.)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1923, § *ult.* — Vicomte Dode, p. 1924.

## ART. 97.

(Formé de l'art. 94 du projet. *V.* p. 1924.—Précédemment art. 91 des amendemens, *même page.*—Adoption, p. 1925.)

## ART. 98.

(Formé de l'art. 95 du projet. *V.* p. 1925. — Précédemment art. 92 des amendemens.—Première rédaction, p. 1925. — Discussion, p. 1926 et 1927.—Renvoi à la commission, p. 1927. — Rapport, p. 1945 et 1946. — Deuxième rédaction, p. 1947. — Nouvelles observations, p. 1948.—Adoption, *même page.*)

Observations diverses sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1106, 1107, 1926, § 1.<sup>er</sup>; 1927 et 1948, § 1.<sup>er</sup>—Comte d'Ambrugeac, p. 1926, § *ult.* — *V.* aussi p. 1946. — Duc de Mortemart, p. 1948, § 2.

## ART. 99.

(Formé de l'art. 96 du projet. *V.* p. 1927.—Précédemment art. 93 des amendemens, p. 1928.—Adoption, *même page.*)

## ART. 100.

(Formé de l'art. 97 du projet. *V.* p. 1928. — Précédemment art. 94 de la commission, p. 1929. — Adoption, *même page.*)

## ART. 101.

(Formé de l'art. 98 du projet. *V.* p. 1929. — Précédemment art. 95 des amendemens. — Première rédaction, p. 1930. — Discussion, p. 1930 à 1934. — Renvoi à la commission, p. 1934. — Rapport, p. 1948. — Deuxième rédaction, p. 1949. — Adoption, *même page.*)

Dans quel cas l'audition des témoins pourra-t-elle être sommaire? *V.* Rapport, p. 956 et 957. — Comte Belliard, p. 1930, § 1.<sup>er</sup>, et 1933, § 1.<sup>er</sup>. — M. de Vatimesnil, *même page*, § *ult.* — Duc Decazes, p. 1931. — Baron Mounier, p. 1932. — Comte d'Ambrugeac, p. 1933, § *ult.* — *V.* aussi p. 1948.

Observation sur le cas de flagrant délit. *V.* Rapport, p. 957 et 959 à 960.

## CHAPITRE II.

*Du jugement.*

## ART. 102.

(Formé de l'art. 99 du projet. *V.* p. 1934. — Précédemment art. 96 des amendemens, p. 1935. — Adoption, *même page.*)

*V.* Rapport, p. 957.

## ART. 103.

(Formé de l'art. 100 du projet. *V.* p. 1935. — Précédemment art. 97 des amendemens, p. 1936. — Adoption, *même page.*)

## ART. 104.

(Formé de l'art. 103 du projet. *V.* p. 1936. — Précédemment art. 98 des amendemens, *V.* p. 1937. — Adoption, p. 1939.)

## ART. 105.

(Introduit par la commission, précédemment art. 99 des amendemens. — Première rédaction, *V.* p. 1938. — Discussion, p. 1939 à 1941. — Renvoi à la commission, p. 1941. — Rapport, p. 1949. — Deuxième rédaction, p. 1950. — Adoption, *même page.*)

Observation sur le mode de remplacement à suivre dans le cas prévu par cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1107 et 1939, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, p. 1939, § *ult.*, et p. 1950. — M. de Vatimesnil, p. 1940.

## ART. 106.

(Formé de l'art. 101 du projet, précédemment art. 100 des amendemens. — Première rédaction, p. 1951. — Deuxième rédaction proposée par la commission, p. 1952. — Observation, p. 1953. — Adoption, *même page.*)

Par qui sera convoqué le conseil de guerre? *V.* Duc Decazes, p. 1107.

Quel délai devra s'écouler entre la réquisition et l'ordre de convocation? *V.* Rapport, p. 958 à 960. — Duc Decazes, p. 1107 et 1953, § 1.<sup>er</sup> — Comte d'Ambrugeac, p. 1953, § 2. — *V.* aussi, p. 1952.

## ART. 107.

(Formé de l'art. 102 du projet, précédemment art. 101 des amendemens. *V.* p. 1953. — Adoption, p. 1954.)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1107.

## ART. 108.

(Formé de l'art. 103 du projet, *V.* p. 1954. — Précédemment art. 102 des amendemens. — Rédaction modifiée par la commission, p. 1955. — Observation, p. 1956. — Adoption, *même page.*)

Qui l'accusé pourra-t-il prendre pour défenseur? *V.* Rapport, p. 961. — *V.* aussi p. 1955. — Duc Decazes, p. 1107 et 1956, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Pastoret, rapporteur, p. 1958, § 2.

## ART. 109.

(Formé de l'art. 104 du projet. *V.* p. 1956. — Précédemment art. 103 des amendemens. *V.* p. 1957. — Observation, p. 1958. — Adoption, *même page.*)

Observations sur cet article. *V.* Rapport, p. 961 et 962. — Comte Belliard. p. 1093 et 1094. — Duc Decazes, p. 1958, § 1.<sup>er</sup> et 3. — Vicomte Dode, p. 1958, § 2.

## ART. 110.

(Introduit par la commission dans le cours de la délibération. *V.* p. 195 — Adoption, p. 1958.)

Sera-t-il délivré gratuitement copie à l'accusé des pièces de la procédure? *V.* Duc Decazes, p. 1107. — *V.* aussi, p. 1957.

## ART. 111.

(Formé de l'art 106 du projet, précédemment art. 104 des amendemens, — Première rédaction, p. 1959. — Deuxième rédaction, *même page.* — Adoption, p. 1960.)

A quelle époque doit être notifiée la liste des témoins? *V.* Duc Decazes, p. 1108. — *V.* aussi p. 1959.

## ART. 112.

(Formé de l'art. 107 du projet. *V.* p. 1960. — Précédemment art. 105 des amendemens. — Nouvelle rédaction proposée par la commission, p. 1960. — Adoption, p. 1961.)

Les décisions des conseils de guerre doivent-elles être qualifiées *arrêts* ou *jugemens*? *V.* Duc Decazes, p. 1108. (*V.* aussi à l'article 157.)

## ART. 113.

(108 du projet. *V.* p. 1961. — Adoption, *même page.*)

## ART. 114.

(109 du projet. *V.* p. 1961. — Adoption, *même page.*)

## ART. 115.

(Formé des art. 110 et 111 du projet. *V.* p. 1962. — Précédemment art. 108 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1963.)

## ART. 116.

(Formé de l'art. 111 du projet. *V.* p. 1962. — Précédemment art. 109 des amendemens. *V.* p. 1963. — Adoption, *même page.*)

## ART. 117.

(Formé de l'art. 112 du projet. *V.* p. 1963. — Précédemment art. 110 des amendemens. — Première rédaction, p. 1964. — Deuxième rédaction, p. 1965. — Adoption, p. 1966.)

Quels Codes seront déposés sur le bureau du président? *V.* Rapport, p. 962. — Duc Decazes, p. 1108. — *V.* aussi p. 1964 et 1965.

## ART. 118.

(Formé de l'art. 113 du projet. *V.* p. 1966. — Précédemment art. 111 des amendemens. — Première rédaction, p. 1967. — Renvoi à la commission, p. 1968. — Deuxième rédaction, p. 2013. — Adoption, p. 2015.)

Observation sur cet article. *V.* Rapport, p. 963. — Vicomte Dode, p. 1967. — Duc Decazes, p. 1968. — *V.* aussi p. 2013.

## ART. 119.

(Formé de l'art. 114 du projet. *V.* p. 1968. — Précédemment art. 112 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1969.)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1108.

## ART. 120.

(Formé de l'art. 105 du projet. *V.* p. 1969. — Précédemment art. 113 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

## ART. 121.

(Formé de l'art. 116 du projet. *V.* p. 1969. — Précédemment art. 114 des amendemens, *V.* p. 1970. — Adoption, *même page.*)

## ART. 122.

(Formé de l'art. 117 du projet. *V.* p. 1970. — Précédemment art. 115 des amendemens. *V.* p. 1971. — Adoption, *même page.*)

## ART. 123.

(118 du projet. *V.* p. 1971. — Adoption, *même page.*)

## ART. 124.

(119 du projet. *V.* p. 1972. — Adoption, p. 1971.)

## ART. 125.

(120 du projet. *V.* p. 1972. — Adoption, p. 1971.)

## ART. 126.

(121 du projet. *V.* p. 1972. — Adoption, p. 1971.)

Observation sur cet article. *V.* Comte Belliard. p. 1094.

## ART. 127.

(Formé de l'art. 122 du projet. *V.* p. 1972. — Précédemment art. 120 des amendemens. *V.* p. 1973. — Adoption, *même page.*)

Quels seront les causes de récusation? *V.* Rapport, p. 962.

## ART. 128.

(Formé de l'art. 123 du projet. *V.* p. 1973. — Précédemment art. 121 des amendemens. *V.* p. 1974. — Adoption, *même page.*)

## ART. 129.

(Formé de l'art. 124 du projet. *V.* p. 1974. — Précédemment art. 122 des amendemens. *V.* p. 1975. — Adoption, *même page.*)

## ART. 130.

(Formé de l'art. 125 du projet. *V.* p. 1975. — Précédemment art. 123 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1976.)

## ART. 131.

(Formé des art. 126, 127, 128 et 129 du projet. *V.* p. 1976. — Précédemment art. 124 des amendemens. *V.* p. 1977. — Adoption, *même page.*)

*V.* Rapport, p. 963.

## ART. 132.

(130 du projet. *V.* p. 1978. — Adoption, p. 1977.)

## ART. 133.

(Formé de l'art. 131 du projet. *V.* p. 1978. — Précédemment art. 126 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1979.)

## ART. 134.

(Formé de l'art. 132 du projet. *V.* p. 1979. — Précédemment art. 127 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1980.)

## ART. 135.

(133 du projet. *V.* p. 1980. — Adoption, *même page.*)

## ART. 136.

(Formé de l'art. 134 du projet. *V.* p. 1981. — Précédemment art. 129 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

## ART. 137.

(Formé de l'art. 134 du projet. *V.* p. 1981. — Précédemment art. 130 des amendemens. — Adoption, *même page.*)

Quel nombre de voix sera nécessaire pour condamner?  
*V.* Exposé des motifs, p. 46. — Rapport, p. 915 et 916. — Comte Belliard, p. 1090 et 1091. — Duc Decazes, p. 1108.

## ART. 138.

(Formé de l'art. 136 du projet. *V.* p. 1982. — Discussion, p. 1982 à 1984. — Renvoi à la commission, p. 1984. — Nouvelle rédaction, p. 2014. — Adoption, p. 2015.)

Observations diverses sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1108, 1109 et 1982, § *ult.* — Marquis de Pastoret, rapport, p. 1983, § 1.<sup>er</sup> — Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.*

## ART. 139.

(Formé de l'art. 137 du projet *V.* p. 1984. — Précédemment art. 132 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

## ART. 140.

(138 du projet *V.* p. 1985. — Adoption, *même page.*)

Le conseil de guerre pourra-t-il commuer les peines comme sous la législation de septembre 1795 ? *V.* Rapport, p. 964.

## ART. 141.

(Formé des art. 139 et 140 du projet *V.* p. 1985. — Précédemment art. 134 des amendemens. — Première rédaction, p. 1986. — Renvoi à la commission, p. 1987. — Nouvelle rédaction, p. 2014. — Adoption, p. 2015.)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1109. — Comte de Pontécoulant, p. 1986. — *V.* aussi p. 2014.

## ART. 142.

(Formé de l'art. 141 du projet *V.* p. 1987. — Précédemment art. 135 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1988.)

## ART. 143.

(Formé de l'art. 142 du projet *V.* p. 1988. — Précédemment art. 136 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

*V.* Rapport, p. 965.

## ART. 144.

(Formé de l'art. 143 du projet *V.* p. 1989. — Précédemment art. 137 des amendemens. — Première rédaction, p. 1989. — Renvoi à la commission, p. 1990. — Deuxième rédaction, p. 2015. — Adoption, *même page.*)

Observation sur cet article. *V.* Duc Decazes, p. 1109 et 1110. — Comte d'Ambrugeac, p. 1990. — *V.* aussi p. 2015.

## ART. 145.

(144 du projet *V.* p. 1991. — Adoption, p. 1990.)

## ART. 146.

(Formé de l'art. 145 du projet. *V.* p. 1991. — Précédemment art. 139 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1992.)

## ART. 147.

(146 du projet. *V.* p. 1992. — Adoption, *même page.*)

## ART. 148.

(Introduit par la commission dans le cours de la délibération. *V.* p. 1992 et 1993. — Adoption, p. 1993.)

## ART. 149.

(Formé de l'art. 147 du projet. *V.* p. 1993. — Précédemment art. 141 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1994.)

— *V.* Rapport, p. 965.

## ART. 150.

(Formé de l'art. 148 du projet. *V.* p. 1994. — Précédemment art. 142 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1995.)

## TITRE II.

*De la Procédure devant les Conseils d'annulation.*

*V.* Rapport, p. 965.

## ART. 151.

(Formé de l'art. 149 du projet. *V.* p. 1995. — Précédemment art. 143 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1996.)

## ART. 152.

(Formé de l'art. 150 du projet. *V.* p. 1996. — Précédemment art. 144 des amendemens. *V.* p. 1997. — Adoption, *même page.*)

## ART. 153.

(Formé de l'art. 151 du projet. *V.* p. 1997. — Précédemment art. 145 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 1998.)

## ART. 154.

(Formé de l'art. 152 du projet. *V.* p. 1998. — Précédemment art. 146 des amendemens. *Même page.* — Adoption, p. 1999.)

## ART. 155.

(Formé de l'art. 153 du projet. *V.* p. 1999. — Précédemment art. 147 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 2000.)

## ART. 156.

(Formé de l'art. 154 du projet. *V.* p. 2000. — Précédemment art. 148 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

## ART. 157.

(Formé de l'art. 155 du projet. *V.* p. 2000. — Précédemment art. 148 *bis* des amendemens. *V.* p. 2002. — Première rédaction proposée par la commission, p. 2001. — Discussion, *même page.* — Deuxième rédaction et adoption, p. 2002.)

Le conseil doit-il délibérer hors la présence du commissaire du Roi? *V.* Duc Decazes, p. 1110 et 2001, § *pénult.* — Ministre de la guerre, p. 2002.

Les décisions des conseils de guerre devront-elles être qualifiées *arrêts* ou *jugemens*? *V.* Duc Decazes, p. 2001, § *pénult.* — Comte de Pontécoulant, *même page*, § *ult.* — Comte Portalis, p. 2002, § 1.<sup>er</sup>. (*V.* aussi à l'article 112.)

## ART. 158.

(Formé de l'art. 156 du projet. *V.* p. 2003. — Précédemment art. 149 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 2004.)

## ART. 159.

(Formé de l'art. 157 du projet. *V.* p. 2004. — Précédemment art. 150 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 2005.)

## ART. 160.

(Formé de l'art. 158 du projet. *V.* p. 2005. — Précédemment art. 151 des amendemens, *même page.* — Adoption, *ibid.*)

## ART. 161.

(159 du projet. *V.* p. 2006. — Adoption, *même page*.)

## ART. 162.

(Formé de l'art. 160 du projet. *V.* p. 2006. — Précédemment art. 153 des amendemens. *V.* p. 2007. — Adoption, p. 2006.)

## ART. 163.

(Formé de l'art. 161 du projet. *V.* p. 2016. — Modifié dans le cours de la délibération. *V.* p. 2016 à 2019. — Nouvelle rédaction, p. 2019. — Adoption, *même page*.)

Dans quelle forme doit être donnée l'interprétation de la loi? Cette question doit-elle être décidée incidemment à la discussion du Code militaire? *V.* Rapport, p. 965 à 968 (*V.* la discussion sur la pétition Terry, p. 786 à 799, aux mots *Brogie, Portalis, Pasquier, Pontécoulant*). — *V.* aussi Duc Decazes, p. 1110 à 1113, et p. 2018, § *ult.* — Comte Cornudet, pour un amendement, p. 2016, § 1.<sup>er</sup>, et p. 2017, § *ult.* — Vicomte Dode, au nom de la commission, p. 2016, § *ult.* — Ministre de la guerre, p. 2017, § 1.<sup>er</sup>, et 2019. — Baron Mounier, p. 2017, § 2. — M. de Vatimesnil, *ibid.*, § 3. — Baron de Barante, p. 2018, § 1.<sup>er</sup>.

## TITRE III.

*De la Procédure devant les Conseils de guerre  
dans les places en état de siège.*

## ART. 164.

(Formé de l'art. 162 du projet. *V.* p. 2019. — Précédemment art. 155 des amendemens. *V.* p. 2020. — Adoption, *même page*.)

## ART. 165.

(Formé de l'art. 163 du projet. *V.* p. 2020. — Précédemment art. 156 des amendemens, *même page*. — Adoption, p. 2021.)

*V.*, à la suite de cet article, l'article 164 du projet, supprimé dans la délibération, p. 2021.

## ART. 166.

(Formé de l'art. 165 du projet. *V.* p. 2021. — Précédemment art. 157 des amendemens, p. 2022. — Adoption, *même page.*)

## TITRE IV.

*De la Procédure devant les conseils d'annulation  
dans les places en état de siège.*

## ART. 167.

(Formé de l'art. 166 du projet. *V.* p. 2022. — Précédemment art. 158 des amendemens. *V.* p. 2023. — Adoption, *même page.*)

*V.* Rapport, p. 968.

## TITRE V.

*De la Procédure devant les prévôtés d'armée.*

## ART. 168.

(Formé de l'art. 167 du projet. *V.* p. 2024. — Précédemment art. 159 des amendemens, *même page.* — Adoption, p. 2025.)

Observation sur cet article. *V.* Vicomte Dode, p. 2024. —  
M. de Vatimesnil, *même page.*

## ART. 169.

(Formé de l'art. 168 du projet. *V.* p. 2025. — Précédemment art. 160 des amendemens. *V.* p. 2026. — Adoption, p. 2027.)

Observation sur cet article. *V.* Comte Belliard, p. 1095.

## ART. 170.

(Formé de l'art. 168 du projet. *V.* p. 2025. — Précédemment art. 161 des amendemens. *V.* p. 2026. — Adoption, p. 2027.)

## ART. 171.

(Formé de l'art. 168 du projet. *V.* p. 2025. — Précédemment art. 162 des amendemens. *V.* p. 2026. — Adoption, p. 2027.)

## ART. 172.

(Introduit par la commission. — Précédemment art. 163 des amendemens. *V.* p. 2025 et 2026. — Adoption, p. 2027.)

*V.* Rapport, p. 968.

## ART. 173.

(169 du projet. *V.* p. 2027. — Adoption, *même page.*)

## ART. 174.

(Précédemment art. 170 du projet. *V.* p. 2027. — Discussion, p. 2028 à 2031. — Renvoi à la commission, p. 2031. — Rapport et nouvelle rédaction, p. 2046 et 2047. — Adoption, p. 2048.)

Observations sur la connexité des articles 174 et 71 du projet. *V.* Comte d'Ambrugeac, p. 2028. — M. de Vatimesnil, p. 2029, § 1.<sup>er</sup>. — *V.* aussi, p. 2047.

Quel est le droit de l'officier général relativement aux jugemens qui lui sont soumis? — Comte Daru, p. 1035. — Vicomte Dode, p. 2029, § *pénult.* — Comte Portalis, *même page*, § *ult.* — Baron de Barante, p. 2030, § 1.<sup>er</sup>. — Comte d'Ambrugeac, *même page*, § *ult.* (*V.* aussi à l'article 71.)

## TITRE VI.

*De la Procédure devant les Conseils de guerre  
dans les divisions territoriales.*

## ART. 175.

(171 du projet. *V.* p. 2031. — Adoption, *même page.*)

## ART. 176.

(Formé de l'art. 172 du projet. *V.* p. 2031. — Précédemment art. 165 des amendemens. — Première rédaction, p. 2032. — Discussion, p. 2033 à 2037. — Renvoi à la commission, p. 2037. — Rapport, p. 2048. — Nouvelle rédaction, p. 2050. — Discussion, p. 2051 à 2056. — Adoption de l'article modifié, p. 2056.)

L'ordre d'informer pourra-t-il être refusé lorsqu'il y aura plainte portée par une partie privée? *Quid* à l'égard de l'ordre de mise en jugement? *V.* Duc Decazes, p. 2034, 2035, 2036, § *ult.*; et 2037, § 3. — Comte d'Ambrugeac, p. 2036, § 1.<sup>er</sup>. — Ministre de la guerre, p. 2037. — Baron de Barante, *même page*, § 2. — Vicomte Dode, au nom de la commission, p. 2049 et 2053, § 1.<sup>er</sup>. — Baron de Barante, p. 2051 et 2052, § 2. — Comte de Bourmont, p. 2052, § 1.<sup>er</sup>. — Duc Decazes, p. 2053, § *ult.*; et 2055, § *ult.*. — Comte de Pontécoulant, p. 2054 et 2055, § 2. — Comte de Saint-Roman, p. 2055, § 1.<sup>er</sup>.

Lorsque l'ordre d'informer aura été refusé une première fois, pourra-t-il être donné plus tard sans qu'il soit survenu de nouvelles charges? *V.* Duc Decazes, p. 2035.

## ART. 177.

(Formé du § *ult.* de l'ancien art. 167, depuis 176 des amendemens de la commission. *V.* p. 2049 et 2050. — Adoption, p. 2056.)

Observation sur le droit accordé à l'auditeur de faire perquisition dans le domicile d'un citoyen. *V.* Duc Decazes, p. 2033 et 2034.

## ART. 178.

(Introduit par la commission dans le cours de la délibération. *V.* p. 204 et 2051. — Adoption, p. 2056.)

## TITRE VII.

*De la Procédure devant les Conseils d'annulation dans les divisions territoriales.*

## ART. 179.

(Formé de l'art. 173 du projet. *V.* p. 2039. — Précédemment art. 168 puis 177 des amendemens. *V.* p. 2038. — Adoption, p. 2039.)  
*V.* Rapport, p. 969.

## TITRE VIII.

*De la Contumace.*

V. Rapport, p. 969.

## ART. 180.

(174 du projet. V. p. 2039. — Adoption, p. 2040.)

Observation sur le sens du mot *contumax*. V. Comte de Chastellux, p. 2039. — M. de Vatimesnil, *même page*.

## ART. 181.

(175 du projet. V. p. 2040. — Adoption, *même page*.)

## ART. 182.

(176 du projet. V. p. 2040. — Adoption, *même page*.)

## ART. 183.

(177 du projet. V. p. 2041. — Adoption, p. 2040.)

## ART. 184.

(178 du projet. V. p. 2041. — Adoption, p. 2040.)

## ART. 185.

(179 du projet. V. p. 2042. — Adoption, p. 2040.)

## ART. 186.

(180 du projet. V. p. 2042. — Adoption, p. 2040.)

## ART. 187.

(181 du projet. V. p. 2042. — Adoption, p. 2040.)

## ART. 188.

(182 du projet. V. p. 2043. — Adoption, p. 2040.)

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

## ART. 189.

(Introduit par la commission à la suite de la délibération des articles  
V. p. 2056 et 2057. — Adoption, p. 2064.)

## ART. 190.

(Introduit par la commission à la suite de la délibération des articles  
V. p. 2056 et 2057. — Adoption, p. 2064.)

---

# TABLE ANALYTIQUE

DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET  
DE CODE FORESTIER.

---

Les observations faites dans le cours de cette discussion ont été classées suivant l'ordre  
des articles du Code forestier (loi du 21 mai 1827) auxquels elles se rapportent.

---

## PROJET DE CODE FORESTIER.

Considérations générales sur la nécessité d'un Code forestier, et aperçu de la législation antérieure. V. Exposé des motifs, p. 1656 à 1658. — Rapport, p. 2287 à 2290, 2300 à 2303, 2317 à 2320, 2326 à 2329, 2337 à 2339, 2343, 2354 et 2358. — Comte d'Argout, p. 2420 à 2422. — Vicomte de Martignac, p. 2452 à 2454. — Vicomte Lainé, p. 2490.

Exposé du plan adopté par les rédacteurs du Code. V. Exposé des motifs, p. 1660 à 1663. — Rapport, p. 2290.

### TITRE I.<sup>er</sup>

#### *Du Régime forestier.*

V. Exposé des motifs, p. 1663. — Rapport, p. 2293.

ART. 1 et 2, p. 2512 et 2513.

### TITRE II.

#### *De l'Administration forestière.*

V. Exposé des motifs, p. 1663 à 1665. — Rapport, p. 2291 à 2293, et p. 2359 ; voyez aussi p. 2346. — Baron de Mon-

ville, p. 2399 et 2400. — Comte de Tournon, p. 2446. — Marquis de Villefranche, p. 2473 à 2475 (I. n.° 163).

ART. 3, p. 2513 et 2514.

A quel âge pourra-t-on exercer un emploi forestier? Quelles personnes pourront obtenir des dispenses d'âge? V. Exposé des motifs, p. 1664. — Rapport, p. 2292 à 2293. — Comte de Tournon, p. 2446 et 2447 (I. n.° 161). — Duc de Praslin, p. 2477 et 2478 (I. n.° 164); Voyez aussi p. 2514.

ART. 4 à 7, p. 2514 et 2515.

### TITRE III.

*Des Bois et Forêts qui font partie du domaine de l'État.*

#### SECTION I.<sup>re</sup>

*De la Délimitation et du Bornage.*

V. Exposé des motifs, p. 1665. — Rapport, p. 2294 et 2295.

ART. 8 à 13, p. 2515 à 2518.

ART. 14, p. 2518.

Observation sur la disposition finale de cet article. V. Duc de Praslin, p. 2478.

#### SECTION II.

*De l'Aménagement.*

V. Exposé des motifs, p. 1665. — Rapport, p. 2294 à 2299.

## ART. 15, p. 2518.

L'aménagement des forêts de l'État doit-il être réglé par la loi ou par ordonnances royales? V. Exposé des motifs, p. 1665. — Rapport, p. 2296 et 2297. — Baron de Monville, p. 2400. — Vicomte de Martignac, p. 2455. — Duc de Praslin, p. 2478 et 2479 (I. n.º 164). — Résumé, p. 2511 (*voyez* aussi un amendement proposé par M. le duc de Praslin, p. 2518 et 2519).

## ART. 16, p. 2519.

Formalités à observer pour les coupes extraordinaires. V. Exposé des motifs, p. 1665. — Rapport, p. 2297 à 2299.

## SECTION III.

*Des Adjudications des Coupes.*

V. Exposé des motifs, p. 1666.

## ART. 17 et 18, p. 2519 et 2520.

## ART. 19, p. 2520.

Observation relative au contenu des affiches d'adjudication. V. Comte d'Haubersart, p. 2521, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2. *Voyez* aussi Duc de Praslin, p. 2526. — Marquis de Bouthilliers, p. 2527, § 1.<sup>er</sup>; — et Duc de Brissac, *même page*, § 2.

## ART. 20, p. 2521.

V. à l'art. 26.

## ART. 21, p. 2522.

Observations sur les incapacités prononcées par cet article. V. Comte d'Argout, p. 2423. — Vicomte de Martignac, p. 2459 et 2460. — Comte d'Argout, *ibidem*, p. 2523 et 2524. — Vicomte de Martignac, *ibidem*, p. 2525 et 2526.

ART. 22 à 25, p. 2527 à 2529.

ART. 26, p. 2529.

On propose d'étendre au cas où il s'élève des contestations sur l'enchère, la juridiction attribuée aux conseils de préfecture en cas de contestations sur la surenchère. V. Comte d'Argout, p. 2529 et 2530, § 2. — Duc de Praslin, p. 2530, § 1.<sup>er</sup>; et 2531. — Vicomte de Martignac, p. 2530, § ult.

ART. 27 et 28, p. 2532 et 2533.

#### SECTION IV.

##### *Des Exploitations.*

V. Exposé des motifs, p. 1666. — Vicomte Lainé, p. 2490.

ART. 29, p. 2533.

ART. 30, p. 2534.

Observations sur cet article. V. Comte d'Argout, p. 2534. — Vicomte de Martignac, *même page*, § ult. — Duc de Praslin, p. 2535, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, *même page*, § 2.

ART. 31 à 41, p. 2540 à 2544.

ART. 42, p. 2544.

Observation sur le sens du mot *atelier*. V. Duc d'Escars, p. 2545, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, *même page*, § 2.

ART. 43 à 46, p. 2546.

#### SECTION V.

##### *Des Réarpentages et Récolemens.*

V. Exposé des motifs, p. 1666.

Observation sur la nécessité d'un arpentage préalable à l'adjudication. *V.* Duc de Praslin, p. 2526. — Marquis de Bouthilliers, p. 2527, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Brissac, *même page*, § 2.

ART. 47 à 52, p. 2547 et 2548.

SECTION VI.

*Des Adjudications de Glandée, Panage et Paison.*

*V.* Exposé des motifs, p. 166.

ART. 53 à 56, p. 2549 et 2550.

ART. 57, p. 2550.

Observation relative à l'enlèvement du plant. *V.* Comte Lecouteulx, p. 2550. — Vicomte de Martignac, p. 2551.

SECTION VII.

*Des Affectations à titre particulier dans les bois de l'État.*

ART. 58, p. 2551.

Discussion sur la nature des affectations, sur la légitimité des droits en vertu desquels elles sont exercées, et sur les mesures qu'il convient de prendre à l'égard des concessionnaires de ces droits. *V.* Exposé des motifs, p. 1666 à 1668. — Rapport, p. 2316 à 2322. — Comte d'Argout, p. 2423 à 2429, notamment p. 2426 à 2429 (I. n.° 159). — Vicomte de Martignac, p. 2462 et 2463. — Duc de Praslin, p. 2481 (Imp. n.° 164). — Résumé, p. 2507 et 2508. — Comte d'Argout, *iterum*, p. 2552 à 2558. — Comte Roy, rapp., p. 2558 à 2561. — Baron Pasquier, p. 2561 à 2563. — Vicomte de Martignac *iterum*, p. 2563 à 2566.

ART. 59 et 60, p. 2566.

## SECTION VIII.

*Des Droits d'usage dans les bois de l'État.*

V. Exposé des motifs, p. 1668 à 1672. — Rapport, p. 2296 à 2316. — Marquis de Villefranche, p. 2475.

## ART. 61, p. 2566.

Qui sera admis à exercer des droits d'usage dans les bois de l'État? V. Exposé des motifs, p. 1670. — Rapport, p. 2303 à 2306. — Comte d'Argout, p. 2424. — Vicomte de Martignac, p. 2460 et 2461. — Résumé, p. 2505 et 2506.

Observations sur la position particulière des communes qui réclameront des droits d'usage contre l'État. V. Comte d'Argout, p. 2425 et 2426. — Comte de Tournon, p. 2448. — Vicomte de Martignac, p. 2461 et 2462. — Duc de Praslin, p. 2480 (I. n.º 164). — Vicomte Lainé, p. 2491.

## ART. 62, p. 2567.

ART. 63, *même page.*

A qui appartiendra l'action en cantonnement? V. Exposé des motifs, p. 1671. — Rapport, p. 2306 et 2307.

## ART. 64, p. 2567.

Les droits de pâturage, panage et autres, doivent-ils être rachetables moyennant indemnité? V. Exposé des motifs, p. 1671. — Rapport, p. 2307 à 2310. — Comte d'Haubersart, p. 2405 à 2409 (I. n.º 158). — Comte de Tournon, p. 2447 à 2449 (I. n.º 161). — Vicomte de Martignac, p. 2463. — Duc de Praslin, p. 2479 et 2480 (I. n.º 164). — Vicomte Lainé, p. 2492 et 2493.

Les communes contraintes au rachat doivent-elles avoir recours au conseil de préfecture? V. Exposé des motifs, p. 1672. — Rapport, p. 2310 et 2311. — Comte d'Haubersart, p. 2407.

## ART. 65, p. 2568.

Observations sur la juridiction des conseils de préfecture relativement à la déclaration de possibilité des forêts, et à la fixation du mode à suivre pour l'exercice des droits d'usage. *V.* Exposé des motifs, p. 1672. — Rapport, p. 2314. — Marquis de Villefranche, p. 2474. — Duc de Praslin, p. 2480. — Comte de Saint-Roman, p. 2568 et 2573, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, p. 2572. — Comte Roy, rapp., p. 2573, § *ult.*

## ART. 66, p. 2574.

ART. 67, *même page.*

Observation relative à la défensabilité des bois qui s'exploient par furetage. *V.* Duc de Praslin, p. 2575, § 1.<sup>er</sup> — Comte Roy, rapp., *même page*, § 2 (voyez aussi à l'art. 119).

## ART. 68, p. 2576.

En cas de contestation sur le nombre des bestiaux à admettre au pâturage, le recours sera-t-il porté aux conseils de préfecture ou aux tribunaux? *V.* Rapport, p. 2313.

## ART. 69 et 70, p. 2576.

ART. 71, *même page.*

Devant quelle autorité sera porté le recours contre les décisions des agens forestiers, relativement à la désignation des chemins à suivre par les bestiaux pour se rendre au pâturage? *V.* Comte de Saint-Roman, p. 2568 à 2572, et p. 2573, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, p. 2572. — Comte Roy, rapp., p. 2573, § *ult.*

## ART. 72, p. 2577.

Observation sur ces mots, *dans les limites de leur parcours.* *V.* Rapport, p. 2314 et 2315.

Observation relative au cas où le droit d'usage appartient à plusieurs particuliers. *V.* C.<sup>te</sup> Lecouteulx, p. 2578, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

ART. 73 à 77, p. 2579 et 2580.

ART. 78, p. 2580.

Observation sur le second § de cet article. V. Rapport, p. 2315.

ART. 79 à 85, p. 2580 à 2582.

#### TITRE IV.

*Des Bois et Forêts qui font partie du domaine de la Couronne.*

V. Exposé des motifs, p. 1672 et 1673. — Rapport, p. 2322 à 2326.

ART. 86 à 88, p. 2583.

#### TITRE V.

*Des Bois et Forêts qui sont possédés à titre d'apanage ou de majorats reversibles à l'État.*

V. Exposé des motifs, p. 1673. — Rapport, p. 2326 à 2330.

ART. 89, p. 2583.

#### TITRE VI.

*Des Bois des communes et des établissemens publics.*

V. Exposé des motifs, p. 1673 à 1675. — Rapport, p. 2330 à 2336. — Comte de Tournon, p. 2449. — Vicomte Lainé, p. 2491 et 2492.

ART. 90 et 91, p. 2584 et 2585.

ART. 92, p. 2585.

Observation sur cet article. *V.* Vicomte Lainé, p. 2493.

ART. 93 et 94, p. 2586.

ART. 95, *même page.*

Observation sur la part qui doit appartenir à l'administration forestière dans la nomination et la destitution des gardes des communes. *V.* Exposé des motifs, p. 1674. — Rapport, p. 2334. — Comte de Tournon, p. 2449. — Marquis de Villefranche, p. 2475. — Comte d'Haubersart, p. 2586 à 2590 (I. n.º 168).

ART. 96 et 97, p. 2590 et 2591.

ART. 98, p. 2591.

Comment sera-t-il pourvu à la surveillance des bois pendant la suspension d'un garde? *V.* Comte d'Haubersart, p. 2591. — Vicomte de Martignac, p. 2592. — *V.* aussi les observations faites sur l'article 95.

ART. 99 à 105, p. 2592 à 2595.

ART. 106, p. 2595.

Observations sur le mode de contribution établi par cet article. *V.* Exposé des motifs, p. 1674 et 1675. — Rapport, p. 2335. — Duc de Praslin, p. 2595. — Marquis de Bouthilliers, p. 2596. (Voir la loi du 6 juin 1827 qui suspend la mise en exécution des articles 106 et 107.)

ART. 107, p. 2596.

*V.* à l'article précédent.

ART. 108 et 109, p. 2597.

ART. 110, p. 2598.

Observation sur la disposition qui exige une ordonnance du

Roi pour permettre le pacage des moutons dans les bois des communes. *V.* Comte de Tournon, p. 2449.

ART. 111 et 112, p. 2598 et 2599.

## TITRE VII.

### *Des Bois et Forêts indivis qui sont soumis au régime forestier.*

*V.* Exposé des motifs, p. 1675 et 1676. — Rapport, p. 2336 et 2337. — Duc de Praslin, 2482.

ART. 113 à 116, p. 2616 et 2617.

## TITRE VIII.

### *Des Bois des particuliers.*

*V.* Exposé des motifs, p. 1676 à 1680. — Rapport, p. 2337 à 2341.

ART. 117, p. 2617.

On demande que les gardes des particuliers soient soumis à l'agrément du tribunal. *V.* Duc de Praslin, p. 2618, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

[ART. 118, p. 2618.

ART. 119, *même page*.

Observations sur la défensabilité des bois qui s'exploitent par furetage. *V.* Duc de Praslin, p. 2619, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, *même page*, § 2. (*V.* aussi à l'article 67.)

Observations sur la généralité que comportent les termes de l'article 119. *V.* Comte de La Villegontier, p. 2619, § 3. — Comte Roy, rapp., *même page*, § ult.

ART. 120 et 121, p. 2620.

## TITRE IX.

*Affectations spéciales des Bois à des services publics.*SECTION I.<sup>re</sup>*Des Bois destinés au service de la marine.*

ART. 122, p. 2621.

ART. 123, même page.

La marine doit-elle prendre elle-même livraison des arbres réservés, ou se les faire délivrer par les adjudicataires des coupes? V. Rapport, p. 2345 et 2346. — Comte d'Argout, p. 2431. — Vicomte de Martignac, p. 2466.

ART. 124, p. 2621.

Discussion sur la prorogation du droit de martelage dans les bois des particuliers. V. Exposé des motifs, p. 1680 à 1684. — Rapport, p. 2337, et 2341 à 2354. — Baron de Monville, p. 2402 et 2404. — Comte d'Haubersart, p. 2409 et 2410 (I. n.° 158) — Comte d'Argout, p. 2431 à 2434 (I. n.° 159). — Vicomte de Martignac, p. 2467. — Marquis de Villefranche, p. 2469 à 2471 (I. n.° 163). — Duc de Praslin, p. 2482 et 2483 (I. n.° 164). — Vicomte Lainé, p. 2494 à 2497. — Résumé, p. 2508 et 2509. — Duc d'Escars, p. 2622. — Ministre de la marine, p. 2623 et 2626. — Duc de Praslin, p. 2623, § ult.; 2625, § 1.<sup>er</sup>, et 2626, § 1.<sup>er</sup> — Ministre des finances, p. 2624. — Vicomte de Martignac, p. 2625, § ult.

Observations sur le système de cantonnement proposé pour la marine et sur l'exploitation par éclaircies. V. Exposé des motifs, p. 1682. — Rapport, p. 2352 et 2353. — Baron de Monville, p. 2400 à 2404 (I. n.° 157) — Vicomte de Martignac, p. 2454 à 2456. — Résumé, p. 2511 et 2512.

On demande que les clos attenant aux habitations ne soient point sujets au martelage. *V.* Duc de Praslin, p. 2623, § ult. ; 2625, § 1.<sup>er</sup>, et 2626, § 1.<sup>er</sup> — Ministre des finances, p. 2624. — Vicomte de Martignac, p. 2625, § ult. — Ministre de la marine, p. 2626. (Voir une observation sur l'article 223.)

ART. 125, p. 2627.

ART. 126, *même page*.

Observations diverses sur cet article. *V.* Comte Lecouteux, p. 2628, § 1.<sup>er</sup> — Marquis de Bouthilliers, *même page*, § 2. — Duc de Praslin, *même page*, § ult. — Ministre de la marine, p. 2629. — Comte d'Haubersart, *même page*, § ult. — Ministre de la marine, p. 2630.

ART. 127, p. 2630.

ART. 128, p. 2631.

Observations sur le droit accordé à la marine de refuser après l'abattage les arbres marqués par elle. *V.* Duc Decazes, p. 2631. — Vicomte de Martignac, p. 2632. — Baron Pasquier, p. 2633, § 1.<sup>er</sup> — Duc de Brissac, *même page*, § ult. — Duc de Praslin, p. 2634, § 1.<sup>er</sup> — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

ART. 129 et 130, p. 2634 et 2635.

ART. 131, p. 2635.

Observations sur les formes à observer pour disposer, en cas d'urgence, des bois propres à la marine. *V.* Comte d'Argout, p. 2432 et 2433. — Vicomte de Martignac, p. 2466 et 2467.

ART. 132 à 135, p. 2635 et 2636.

## SECTION II.

*Des Bois destinés au service des ponts et chaussées pour les travaux du Rhin.*

*V.* Exposé des motifs, p. 1684. — Rapport, p. 2341.

ART. 136 à 143, p. 2637 à 2639.

APPENDICE AU TITRE IX.

Les affectations spéciales de bois auxquelles avaient droit le service des poudres et salpêtres et celui de l'artillerie sont supprimées par le Code. *V.* Comte d'Haubersart, p. 2640.—Marquis de Bouthilliers, p. 2641, § 1.<sup>er</sup>—Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

TITRE X.

*Police et Conservation des bois et forêts.*

*V.* Vicomte Lainé, p. 2490 et 2491.

SECTION I.<sup>re</sup>

*Dispositions applicables à tous les Bois et Forêts en général.*

ART. 144, p. 2641.

Observations relatives à l'extraction des matières végétales dans les bois. *V.* Comte de Mailly, p. 2647.—Vicomte de Martignac, p. 2648, § 1.<sup>er</sup>—Duc de Praslin, *même page*, § *ult.*

ART. 145, p. 2644.

Observation relative à l'extraction des matériaux nécessaires au service des ponts et chaussées. *V.* Marquis d'Orvilliers, p. 2644.—Vicomte de Martignac, p. 2645.

ART. 146 à 149, p. 2645 et 2646.

ART. 150, p. 2647.

Les propriétaires riverains des bois doivent-ils jouir du droit de requérir l'élagage des lisières? *V.* Exposé des motifs, p. 1684.

— Comte d'Haubersart, p. 2417 à 2420 (I. n.° 158). — Comte d'Argout, p. 2428 à 2430 (I. n.° 159). — Vicomte de Martignac, p. 2463 à 2465.

La disposition de l'article 150 s'applique-t-elle à tous les arbres de lisières plantés ou à planter à mesure qu'ils atteindront 30 ans, ou seulement à ceux de ces arbres qui ont actuellement plus de 30 années? *V.* Comte d'Haubersart, p. 2415 à 2417, et 2420. — Comte d'Argout, p. 2430. — Vicomte de Martignac, p. 2465 et 2466. — Duc de Praslin, p. 2647.

On demande que la disposition de l'article soit bornée à l'essence de chêne. *V.* Duc de Praslin, p. 2647. — Vicomte de Martignac, p. 2648.

## SECTION II.

*Dispositions spéciales applicables seulement aux Bois  
et forêts soumis au régime forestier.*

Exposé des motifs, p. 1684.

ART. 151 et 152, p. 2648.

ART. 153, p. 2649.

Observations sur cet article. *V.* Exposé des motifs, p. 1684. — Comte de Tournon, p. 2449. — Marquis de Mortemart, p. 2649. — Marquis de Pange, p. 2650, § 1.<sup>er</sup>. — Vicomte de Martignac, *même page*, § *ult.*

ART. 154 et 155, p. 2652.

ART. 156, *même page*.

Observation sur la distinction établie par cet article. *V.* Marquis de Mortemart, p. 2649. — Vicomte de Martignac, p. 2651.

ART. 157 et 158, p. 2653.

## TITRE XI.

*Des poursuites en réparation de Délits  
et Contraventions.*

V. Exposé des motifs, p. 1685. — Rapport, p. 2357. —  
Vicomte Lainé, p. 2490.

SECTION I.<sup>re</sup>*Des Poursuites exercées au nom de l'Administration  
forestière.*

ART. 159 à 187, p. 2653 à 2664.

## SECTION II.

*Des Poursuites exercées au nom et dans l'intérêt  
des particuliers.*

ART. 188, p. 2664.

ART. 189, *même page.*

Les gardes des particuliers pourront-ils requérir la force  
publique pour la recherche des délits? V. Duc de Praslin, p.  
2665, § 1.<sup>er</sup>. — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

ART. 190 et 191, p. 2666.

## TITRE XII.

*Des Peines et Condamnations pour tous les Bois  
et Forêts en général.*

V. Exposé des motifs, p. 1685 et 1686. — Rapport, p. 2357,  
— Marquis de Villefranche, p. 2476.

ART. 192, p. 2666.

Observation sur la progression établie par le tarif des amendes. *V. Duc de Praslin*, p. 2669. — *Vicomte de Martignac*, p. 2670.

ART. 193, p. 2671.

ART. 194, p. 2672.

L'emprisonnement ne peut être prononcé dans le cas prévu par le premier paragraphe de cet article. *V. Duc de Praslin*, p. 2672. — *Vicomte de Martignac*, même page, § ult.

ART. 195 à 208, p. 2673 à 2677.

### TITRE XIII.

#### *De l'Exécution des Jugemens.*

*V. Exposé des motifs*, p. 1686. — *Rapport*, p. 2357.

#### SECTION I.<sup>re</sup>

*De l'Exécution des Jugemens rendus à la requête de l'Administration forestière ou du Ministère public.*

ART. 209 à 214, p. 2677 à 2679.

#### SECTION II.

*De l'Exécution des Jugemens rendus dans l'intérêt des Particuliers.*

ART. 215, p. 2679.

ART. 216, p. 2680.

Observation relative à cet article. *V. Duc de Praslin*, 2669 et 2670. — *Vicomte de Martignac*, p. 2670 et 2671.

ART. 217, p. 2680.

## TITRE XIV.

*Dispositions générales.*

ART. 218, p. 2680.

Observations sur cet article. V. Exposé des motifs, p. 1686.  
— Rapport, p. 2305. — Comte d'Argout, p. 2424 et 2425. —  
Vicomte de Martignac, p. 2463.

## TITRE XV.

*Dispositions transitoires.*

V. Rapport, p. 2354 à 2357.

ART. 219, p. 2681.

Renseignemens sur la superficie actuelle du sol forestier de la France, et considérations sur le rapport des produits avec les besoins de la consommation. V. Exposé des motifs, p. 1660 à 1662. — Rapport, p. 2287, 2289, 2308, 2348. — Baron de Monville, p. 2400. — Comte d'Haubersart, p. 2410 à 2415 (I. n.° 158). — Comte d'Argout, p. 2434 à 2436. — Duc d'Escars, p. 2438 à 2442 (I. n.° 160). — Comte de Tournon, p. 2450 et 2451. — Vicomte de Martignac, p. 2456 à 2459. — Marquis de Villefranche, p. 2469 et 2472. — Vicomte Lainé, p. 2488, 2493 à 2495, et 2497 à 2499. — Comte de Mailly, p. 2503.

Doit-on prendre des mesures pour empêcher le défrichage des bois, et assurer la reproduction des futaies? Quelles doivent être ces mesures? Doivent-elles être temporaires? V. Exposé des motifs, p. 1677 à 1680. — Rapport, p. 2355 et 2356. — Comte d'Haubersart, p. 2410 à 2415 (I. n.° 158). — Comte d'Argout, p. 2434 à 2438 (I. n.° 159). — Duc d'Escars, p. 2439 à 2444 (I. n.° 160). — Comte de Tournon, p. 2450 à 2452 (I. n.° 161). — Vicomte de Martignac, p. 2456 à 2459. — Marquis de Villefranche, p. 2468, 2469, 2471 à 2473, et 2476 (I. n.° 163). — Duc de Praslin, p. 2483 et 2484 (I. n.°

164). — Vicomte Lainé, p. 2487 à 2489, et 2495 à 2499. — Comte de Mailly, p. 2500 à 2504 (I. n.º 166). — Résumé, p. 2509 à 2511.

Observation sur ce qu'on doit entendre par défrichement. V. Comte de Tournon, p. 2681. — Marquis de Bouthilliers, p. 2682.

ART. 220 à 222, p. 2682 et 2683.

ART. 223, p. 2683.

Observation sur le sens des mots *parcs ou jardins clos*. V. Comte de Tournon, p. 2684, § 1.<sup>er</sup>. — Vicomte de Martignac, *même page*, § 2.

ART. 224, p. 2684.

ART. 225, *même page*.

Observation sur cet article. V. Exposé des motifs, p. 1686. — Rapport, p. 2356. — Comte de Mailly, p. 2501. — V. aussi la discussion sur l'article 219.

---



CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE.

SESSION DE 1828.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune aux procès-verbaux des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

A.

ADMISSION DES NOUVEAUX PAIRS (formies observées pour P').  
— Ceux des Pairs nommés depuis la clôture de la session de 1827, qui ont prêté serment à la séance royale d'ouverture de la session 1828, se rendent à la première séance de la Chambre des Pairs, p. 9. — Ils se retirent, sur l'invitation de M. le Président, dans une salle voisine, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à la vérification de leur âge, *ibid.* — Il est donné lecture à la Chambre des ordonnances de nomination, p. 10 à 16. — M. le Président consulte la Chambre sur la forme à suivre pour la justification de l'âge des nouveaux Pairs, p. 16. — La Chambre, sur l'obser-

vation de M. le comte Molé, décide qu'avant de rien statuer à cet égard, il sera procédé à la formation du bureau définitif, p. 17. — Plusieurs Pairs demandent que les actes de naissance produits soient renvoyés à l'examen d'une commission spéciale désignée par le sort, p. 18. — La Chambre déclare s'en rapporter à la vérification faite par M. le Président, p. 19. — État des Pairs qui ont justifié de leur âge, p. 19 à 21. — M. le Président déclare, sur la demande de M. le comte d'Ambrugeac, que ces Pairs ont également justifié de leur nationalité, p. 22. — Les nouveaux Pairs sont introduits dans la Chambre par M. le Grand-référendaire, *ibid.* — M. le baron Sarret de Coussergue est admis à prêter serment et à prendre séance sur le compte rendu par M. le Président des pièces par lui produites pour justifier de son âge, p. 25 et 26. — Les titres produits par M. le comte de Corbière sont renvoyés à l'examen d'une commission spéciale de trois membres, sur le rapport de laquelle ils sont déclarés valables, p. 137, 138, 148. — La même forme est observée pour la réception de MM. le maréchal prince de Hohenlohe Bartenstein et le prince d'Arenberg, p. 503, 504, 507, 508, — et pour celle de M. le comte de Nansouty, p. 2427 et 2428.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 23, 24 et 26. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le vicomte Lainé, p. 31. — Le projet d'adresse est soumis aux bureaux, p. 32. — Discuté en assemblée générale, *ibid.* — Discours prononcé à cette occasion par le Ministre des affaires étrangères, p. 32 à 46 (I. n<sup>o</sup>. 2). — Délibération sur les divers paragraphes du projet d'adresse, p. 46. — Renvoi à la commission pour présenter une rédaction définitive, p. 47. — Vote au scrutin sur le projet, *ibid.* — Texte de l'adresse adoptée, *ibid.* — Une grande députation est chargée de la présenter à Sa Majesté, p. 52. — Compte rendu de la présentation de l'adresse et réponse du Roi, p. 55.

AJOURNEMENT. — Une résolution de l'autre Chambre peut-elle être écartée par voie d'ajournement? Voir des observations de M. le Président à ce sujet, p. 927 et 928.

AGOULT (M. le vicomte d'). — Décédé le 9 avril 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Luxembourg, p. 1577 (I. n.° 110).

- ALBON (M. le marquis d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1088. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- AMBRUGEAC (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 933, 1825, 2632. — Provoque une explication au sujet de l'admission des Pairs nommés dans l'intervalle de la session, p. 22, § 1.<sup>er</sup> et 3. — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1199 (I. n.<sup>o</sup> 72). Voir aussi p. 1205. — Sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 300,000 francs pour des traitemens de réforme à payer aux officiers en non-activité, p. 1670 (I. n.<sup>o</sup> 117). — Sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2465 à 2475 (I. n.<sup>o</sup> 168). — Ses observations sur le budget des dépenses pour 1829, p. 2774. — Sur l'article 1.<sup>er</sup> du budget des recettes pour le même exercice, p. 2808 (I. n.<sup>o</sup> 196).
- ANDLAU (M. le comte d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- ANNIVERSAIRE de l'entrée du Roi dans Paris en 1814. — Une grande députation est chargée d'aller complimenter Sa Majesté à cette occasion, p. 174.
- ARAGON (M. le marquis d'). — Prend part à la discussion qui s'élève sur une pétition de la ville de Beaucaire, p. 1819, § 1.<sup>er</sup>
- ARAMON (M. le marquis d'). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 468, § pénult.
- ARENBERG (M. le prince d'). — Nommé Pair France par l'ordonnance du Roi, du 5 novembre 1827, p. 13. — Obtient des lettres de grande naturalisation. Voyez *lettres de grande naturalisation*. — Teneur de ces lettres, p. 190. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 503. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 504. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Brézé, p. 507.

- La Chambre déclare valables les titres produits et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 508. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 5 mai 1828, p. 547.
- ARGOUT (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 734. — D'un projet de loi, p. 932. — Son opinion sur une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 195 à 202. — Sur le projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 303 (I. n.º 23). — S'explique au sujet de plusieurs articles de ce projet, et y propose diverses modifications, p. 348 à 350, 356, 368, § *ult.*; 370, § 1.<sup>er</sup>; 373, 374, § 2; 408 à 410; 420, 434, 435, § 1 et 3; 456 § 2; 478, 493, § 1.<sup>er</sup>; 527, 564, 593, § *pénult.* — Son opinion sur une proposition relative à la propriété des cours d'eau, p. 1074 à 1078. — Sur une résolution de la Chambre des Députés, relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions rétribuées, p. 843 (I. n.º 44). — Sur le projet de loi relatif à une création facultative de 4 millions de rentes, p. 1106 (I. n.º 64). — Sur l'art. 12 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1501 (I. n.º 101). — Fait une observation sur l'art. 18 de ce dernier projet, p. 1599, §. 1.<sup>er</sup> — Combat un amendement proposé sur le titre IV, p. 1610 à 1614. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2176. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition du sieur Chervin, p. 2182. — Fait un rapport détaillé sur une pétition de plusieurs propriétaires de vignes du département de la Dordogne, p. 2185 à 2195 (I. n.º 152). — Prend part à la discussion qui s'élève sur une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 938, §. 2. — Sur une pétition relative aux bureaux du poids public établis à Bordeaux, p. 947. — Sur une pétition de plusieurs riverains des marais de Douges, p. 962. — Sur une pétition du sieur Pelletier, relative à l'observation des fêtes et dimanches, p. 1786, §. 1.<sup>er</sup> — Sur une pétition d'anciens colons de Saint-Domingue, p. 1795, §. 1.<sup>er</sup>, et 1797, §. 1.<sup>er</sup>. — Demande à l'occasion d'une pétition du sieur Lucas, qu'on fasse connaître la proportion des condamnés illétrés avec ceux qui savent lire, p. 1801, § *pénult.* — Ses observations sur une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1815.
- AVARAY (M. le duc d'). — Obtient des lettres patentes portant échange de biens dans son majorat de Pairie, p. 2784.

## B

- BACOT DE ROMAND** (M. le baron), directeur-général des contributions indirectes, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2126 et 2133.
- BAILLY** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- BARANTE** (M. le baron de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 284 et 1825. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens des Ardennes, de la Charente, de la Drôme, du Puy-de-Dôme et des Deux-Sèvres, p. 379 (I. n.º 27). — Propose de renvoyer en masse, à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur la pêche fluviale, les amendemens proposés dans le cours de la discussion sur ce projet de loi, p. 323, § 3. — Ses observations sur divers articles du même projet, p. 351 à 353; 367, § *ult.*; 375, § *ult.*; 402, § 2; 404, § 2; 411 à 413. — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 625, § 2. — Obtient la parole au sujet d'une proposition relative à la propriété du fond des rivières non navigables et non flottables, p. 639, § *ult.* — Demande qu'il soit voté séparément sur un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de l'Ardèche, p. 742. — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 888 (I. n.º 51). — Sur l'art. 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1444 (I. n.º 95). — Sur l'art. 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2102 à 2107. — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2236 (I. n.º 159). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 692 et 933. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 936. — Sur une pétition de plusieurs habitans de Bordeaux, p. 949. — Sur une pétition des riverains des m. a. rais de Douges, p. 961. — S'explique au sujet de diverses péti-

- tions, sur la compétence de la Chambre des Pairs en fait de questions électorales, et sur le droit d'intervention des tiers, p. 68, 81 et 82. — Insiste sur la nécessité de présenter un projet de loi relatif au mode d'interprétation des lois, p. 103, § 2. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition relative à l'établissement de banques départementales, p. 147, § 1.<sup>er</sup> — Demande le renvoi au Garde des sceaux d'une pétition présentée par le sieur Meynard, p. 217, § 1.<sup>er</sup> — Appuie cette proposition d'observations sur les formes de procéder du conseil d'État, 219 à 221. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- BASTARD** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1088 et 1680. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur quatre projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de la Corrèze, de la Marne et de la Loire-Inférieure, et à un emprunt voté par la ville de Saint-Étienne, p. 1657 (I. n.° 115). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 138, 139 (I. n.° 8), 210. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition de plusieurs huissiers, p. 211, § 4. — Prend part à la discussion sur l'art. 9 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2137, § *ult.*
- BEAUMONT** (M. le duc de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 56. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 57. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Peyronnet, p. 59. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 60. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 93. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 94. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, *le 26 mars 1828*, p. 110.
- BEAUREPAIRE** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- BEQUEY** (M.), directeur général des ponts et chaussées, commissaire du Roi. — Fournit à la Chambre des explications au sujet de divers projets de loi relatifs aux travaux des routes départementales, p. 738 à 741. — S'explique, dans la discussion sur la loi des comptes, au sujet des canaux, p. 2501 à 2507

(L. n.º 171) et p. 2570 à 2572. — Au sujet des routes, p. 2532 à 2534 (L. n.º 174).

**BELLIARD** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 545, § 2. — A la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, 627, § 1.º — Ses observations sur deux pétitions relatives à la retenue exercée sur les pensions de retraite, p. 967. — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1129 (L. n.º 67).

**BERCHES-SAINTE-WINOCK** (M. le prince de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

**BERNIS** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

**BISSON**. — Loi du 17 mai 1828, qui accorde une pension à la sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le baron Hyde de Neuville, Ministre de la marine, le 5 avril 1828. — Adoptée le 25. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 mai. — Adoptée le 7. — Sanctionnée et promulguée le 17. (Bulletin des lois, année 1828, 1.º semestre, n.º 230, p. 433. — Exposé des motifs du projet de loi, p. 504 (L. n.º 28). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Discuté immédiatement en assemblée générale, p. 643. — Adopté au scrutin, p. 644.

**BOISSY-D'ANGLAS** (M. le comte de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés, relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions rétribuées, p. 852 (L. n.º 45). — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1917 (L. n.º 133).

**BOISSY DU COUDRAY** (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 149.

**BONNEVAL** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.

**BOULLÉ** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13.

- BOURDEAU (M.)**, directeur général de l'enregistrement et des domaines, commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2135 et 2141.
- BOURMONT (M. le comte de)** — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 145 et 214. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- BOUTHILLIER (M. le marquis de)**, directeur général des forêts, commissaire du Roi pour la défense du projet de loi relatif à la pêche fluviale, — Expose les motifs de ce projet de loi, p. 116 (I. n.° 7). — Fournit à la Chambre diverses explications dans le cours de la discussion sur les articles, p. 372, § *ult.*; 390 à 394, 399, § *pénult.*; 438, 441, 443, 445, 454, 457, 466, 468, 476 à 478; 483, 490, 523, 530, 542, 543, 544, 552, 562, 567, 580, 583 et 598.
- BRault (M. le comte de)**, archevêque d'Alby. — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2639 et 2640.
- BRETEUIL (M. le comte de)**, — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 61.
- BRIGODE (M. le comte de)**. — Décédé le 22 septembre 1827. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Broglie, p. 158 (I. n.° 11).
- BRISSAC (M. le duc de)**. — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 26. — Pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645. — De divers projets de loi, p. 1680, 2632. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1829, p. 2672 à 2719 (I. n.° 186.)
- BROGLIE (M. le duc de)**. — Nommé commissaire pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645. — D'un projet de loi, p. 1680. — Indique et développe un nouveau mode de nomination des commissions spéciales, p. 208, § *ult.* — 622 à 625. — 627 § 2; et 629. § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 483, § 2. — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 866. (I. n.° 48). — Fait une observation sur l'ordre des délibérations, p. 1409. — Son opinion

sur l'art. 12 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1516 (I. n.° 103). — Combat un amendement proposé à l'art. 13 du même projet, p. 1559. — Prend part à la discussion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2107, § *ult.* — Sur l'art. 2 du même projet, p. 2123. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1014 et suivantes. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition du sieur Patorni, p. 1020, § *ult.* — S'explique, au sujet d'une pétition du sieur Susini della Rocca, sur l'application au département de la Corse des nouvelles formes électorales, p. 74. — Réclame la division sur une pétition présentée par plusieurs électeurs de Niort, p. 90. — Réclame, à l'occasion d'une pétition du sieur Isambert, une mesure qui fasse cesser les doutes sur le mode d'interprétation des lois, p. 102. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 938, § 1.<sup>er</sup>. — Demande le renvoi au Ministre de l'intérieur d'une pétition de plusieurs riverains des marais de Danges, p. 963; *voy.* aussi p. 964, § 4. — Ses observations au sujet de plusieurs pétitions présentées par des propriétaires de vignes du midi, p. 1738, § *ult.* — Au sujet d'une pétition présentée par le sieur Villeneu, p. 1799, § *ult.* — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Brigode, p. 158 (I. n.° 11.)

**BUDGET.** — Observation de M. le marquis de Marbois sur l'époque tardive à laquelle cette loi est présentée à la Chambre des Pairs, p. 249 et 250. — Le Ministre des finances rend compte des mesures prises pour éviter que cet inconvénient se renouvelle, p. 251.

**BUDGET DE 1826.** — *Loi du 6 Août 1828*, relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1826. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828. — Adoptée le 24 juin. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 5 juillet. — Adopté le 31. — Sanctionnée et promulguée le 6 août. (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.° 246, p. 97.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1754 (I. n.° 125.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1823. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1825. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Daru, p. 2245 à 2358 (I. n.° 160). — *Discussion en assemblée générale*, p. 2456 à 2572. — Opinion du baron Pasquier, p. 2456 (I. n.° 167.) — Du comte d'Ambrugeac, p. 2465 (I. n.° 168.) —

Discours du vicomte de Caux, Ministre de la guerre, p. 2475 à 2491 (I. n.º 169). — Opinion du comte de Tournon, p. 2491 (I. n.º 170). — Discours de M. Becquey, commissaire du Roi, p. 2501 à 2507 (I. n.º 171). — Observations du comte Molé, p. 2507 (I. n.º 172). Du baron de Monville, p. 2509. — Opinion du comte de Villèle, p. 2510 à 2520. — Du comte de Tocqueville, p. 2521 (I. n.º 173.) — Voir aussi p. 2535, § 1.<sup>er</sup> — Nouvelles observations du comte Molé, p. 2530. — De M. Becquey, commissaire du Roi, p. 2532 à 2534 (I. n.º 174.) — Du baron de Monville, p. 2535, § ult. — Discours du marquis de Marbois, membre de la commission, p. 2536 à 2562 (I. n.º 175). — Voir aussi p. 2567. — Observations du vicomte Lainé, p. 2562 (I. n.º 176.) — Du comte de Chabrol, p. 2567 à 2570. — De M. Becquey, commissaire du Roi, p. 2570 à 2572. — Résumé du rapporteur de la commission, p. 2572 à 2590 (I. n.º 177). — *Délibération des articles*, p. 2591 à 2608. — Dans le cours de cette délibération sont entendus sur l'art. 1.<sup>er</sup> — Le comte de Villèle, p. 2593 et 2595, § ult. — Le baron Pasquier, p. 2595, § 1.<sup>er</sup> et 2596. — Et le marquis de Marbois, p. 2597. — Sur l'article 3, au sujet des primes, le comte de Tournon, p. 2600 et 2605, § 1.<sup>er</sup> — Le comte de Villèle, p. 2602 et 2605, § ult. — Et le marquis de Marbois, p. 2606. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2608.

BUDGET de 1829. (Dépenses). — Loi du 17 août 1828, relative à la fixation du budget des dépenses de l'exercice 1829. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828. — Adoptée le 29 juillet. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 1.<sup>er</sup> août. — Adoptée le 14. — Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.º 247, p. 121). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2622 à 2629 (I. n.º 181). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2633. — Discussion sur la question de savoir si la même commission sera chargée de l'examen du budget des dépenses et de celui des recettes, p. 2629 à 2631. (Voir Molé, Ségur, Pasquier, Dambray). — Solution négative, p. 2631. — Nomination d'une commission spéciale pour l'examen du budget des dépenses, p. 2632. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le duc de Brissac, p. 2672 à 2719 (I. n.º 186). — Discussion en assemblée

générale, p. 2723 à 2766.—Opinion du comte de Sussy, p. 2724 (I. n.º 187).—Observations incidentes du marquis de Marbois, p. 2730, § 1.<sup>er</sup>, et 2731, § 1.<sup>er</sup>;—du baron Pasquier, 2<sup>e</sup> 30, § ult.;—du comte de Sussy, p. 2731, § ult. Opinions : du comte de Tocqueville, p. 2732 (I. n.º 188);—du maréchal duc de Raguse, p. 2744.—(Discussion sur l'impression demandée de ce discours, p. 2749 à 2753. Voir *Tascher, Roy, Dubouchage, Molé, Saint-Roman, Pasquier*);—du comte Truguet, p. 2753 (I. n.º 189);—du comte de Pontgibaud, p. 2758 (I. n.º 190);—du marquis de Laplace, p. 2762 (I. n.º 191).—*Délibération des articles*, p. 2766 à 2780.—Dans cette délibération, sont entendus sur *l'article 4*, le comte de Tournon, p. 2767;—le Ministre du commerce, p. 2769 à 2774;—le comte d'Ambrugeac, p. 2774;—le comte Molé, p. 2775;—le comte de Saint-Roman, p. 2776, § 1.<sup>er</sup>;—le baron Pasquier, *ibid.*, § ult.;—le Ministre de l'intérieur, p. 2777, — et le duc de Damas-Crux, p. 2779.—Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2780.

BUDGET DE 1829 (Recettes).—*Loi du 17 août 1828*, relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1829.—Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828.—Adoptée le 2 août.—Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 4.—Adoptée le 16.—Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.º 247, p. 127).—Exposé des motifs du projet de loi, p. 2633 à 2638 (I. n.º 182).—Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2641.—Nomination d'une commission, p. 2638 et 2639.—Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Mollien, p. 2654 à 2668 (I. n.º 185).—Discussion en assemblée générale, p. 2785 à 2806.—Opinions : du comte de Tournon, p. 2785 (I. n.º 192);—du comte de Sussy, p. 2794 (I. n.º 193);—du comte de Germiny, p. 2803 (I. n.º 194);—du marquis de Lally, p. 2805 (I. n.º 195).—*Délibération des articles*, p. 2806 à 2832.—Dans le cours de cette délibération sont entendus sur *l'article 1.<sup>er</sup>* le comte d'Ambrugeac, p. 2808 (I. n.º 196);—le marquis de Latour-Maubourg, p. 2814, § 1.<sup>er</sup>;—le baron Pasquier, *ibid.*, § ult. et 2819;—le comte de Sesmaisons, p. 2816;—le marquis de Marbois, p. 2817;—le Garde des sceaux, p. 2818.—Sur *l'article 6*, le duc de Damas-Crux, p. 2822 (I. n.º 197);

- Le comte Charles de Vogüé, p. 2833 (I. n.° 198) et p. 2830, § *ult.*; — le baron Pasquier, p. 2826 (I. n.° 199); — le Ministre de l'intérieur, p. 2828, — le marquis de Lally, p. 2830, § 1.<sup>er</sup> — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2832.
- BUREAU DE LA CHAMBRE.** — Sa formation provisoire, p. 9. — Définitive, p. 18.
- BUREAUX (Nombre des).** — La Chambre arrête qu'attendu l'augmentation du nombre de ses membres, le nombre des bureaux sera porté à sept, p. 29.
- BUREAUX (Formation et renouvellement des bureaux ainsi que du comité des pétitions).** — Première formation, le 8 février 1828, p. 27, 29 et 30 (I. n.° 1). — Premier renouvellement, le 13 mars, p. 106 (I. n.° 4). — Second renouvellement, le 15 avril, p. 178 (I. n.° 14). — Troisième renouvellement, le 17 mai, p. 750 (I. n.° 35). — Quatrième renouvellement, le 28 juin, p. 1686 (I. n.° 118).

## C

- CAISSE D'AMORTISSEMENT (Commission de surveillance de la).** — Lettre du Ministre des finances annonçant que M. le comte de Villemanzy s'est démis de la présidence de cette commission, p. 58. — Scrutin pour la nomination de trois candidats à la présidence dont il s'agit, p. 59. — La liste des candidats élus est portée au Roi par une simple députation, *ibid.* — Communication donnée à la Chambre d'une ordonnance du Roi qui nomme M. le marquis d'Orvilliers président de la commission de surveillance, p. 109. — Rapport annuel fait à la Chambre au nom de cette commission par son président, p. 238 (I. n.° 18). — Ce rapport est renvoyé à la future commission du budget, p. 248. — Observation de M. le marquis de Marbois sur ce renvoi, p. 248 à 251. — Explications du Ministre des finances, p. 251.
- CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.** — Observations au sujet de cette caisse. — *Voir* la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, notamment les discours: du marquis de Marbois, p. 2546 à 2561 et p. 2567; — du vicomte Lainé, p. 2562 à 2567, — et du comte de Chabrol, p. 2567 à 2570.
- CALVIÈRE (M. le marquis de).** — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 3 novembre 1827, p. 12. — Prête

- serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- CANAUX.—Observations au sujet des canaux.—*Voir* la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826. Notamment les discours: du comte de Tournon, p. 2498 à 2501;— du directeur général des ponts et chaussées, p. 2501 à 2506; — du comte Molé, p. 2507; — du baron de Monville, p. 2509; — du comte de Villele, p. 2510; — du marquis de Marbois, p. 2537 à 2542; — du directeur général des ponts et chaussées, p. 2570 à 2572.
- CARAMAN. (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- CASTELBAJAC. (M. le vicomte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2639. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 212. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1261 (I. n.° 80). — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé sur ce projet de loi par M. le comte de Tascher, p. 1430, § 2; — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> du même projet de loi, p. 1442 (I. n.° 94); — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1951 (I. n.° 136). — Ses observations sur l'article 9 de ce dernier projet, p. 2137, § 1.<sup>er</sup> — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- CASTELLANE (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 459, § 1.<sup>er</sup> — Inscrit pour parler sur le projet de loi relatif à la presse périodique, renonce à la parole, p. 2083.
- CAPELLAN (M. le marquis de). — Son opinion sur la résolution de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions rétribuées, p. 836 (I. n.° 42). — Son observation sur une pétition relative à la célébration des fêtes et dimanches, p. 1786, § *pénult.*
- CAUSANS (M. le vicomte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est

admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.  
**CHABROL DE CROUSOL** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 149. — S'explique au sujet de la caisse des invalides de la marine dans la discussion du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2567 à 2570.

**CHAMBRE DES PAIRS** (état actuel de la). — Le 22 juin 1827, jour où fut close la session de 1827, la Chambre des Pairs se trouvait composée de 273 membres reçus, non compris M. le Président. Quinze Pairs sont décédés depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1828 (13 août), savoir :

Le 4 août 1827,	M. le comte Dédelay-d'Agier.
Le 2 septembre,	M. le duc d'Esclignac.
Le 22,	M. le comte de Brigode.
Le 5 octobre,	M. le marquis de Béthisy.
Le 22,	M. le comte Clément de Ris.
Le 14 janvier 1828,	M. le comte de Morlhon.
Le 3 mars,	M. le comte Dembarrère.
Le 14,	M. le duc de La Vauguyon.
Le 27,	M. le comte Frère de Villefrancon.
Le 9 avril,	M. le vicomte d'Agoult.
Le 21,	M. le duc de Rivière.
Le 24,	M. le comte Ruty.
Le 2 mai,	M. le comte de Seze.
Le 11 juin,	M. le m. <sup>at</sup> marquis de Lauriston.
Le 14 août,	M. le marquis de Lévis.

Mais, par ordonnance des 5 novembre 1827 et 4 janvier 1828, le Roi a créé soixante-dix-neuf nouveaux Pairs, dont soixante-seize ont déjà pris séance à la Chambre; et quatre autres Pairs (MM. le duc de Beaumont, le comte Clément de Ris, le vicomte de Ségur-Lamoignon et le comte de Seze) ont été admis à titre héréditaire: total quatre-vingt-trois Pairs nommés ou admis au lieu de quinze décédés. La Chambre en terminant sa session de 1828, se trouve donc composée de 341 membres non compris M. le Président.

**CHAMPS-ÉLYSÉES.** — Voyez *Concession de terrains à la ville de Paris*.

**CHAPTAL** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2632. — Ses observations sur le rouissage du chanvre dans l'eau courante, à l'occasion d'un article

- du projet de loi concernant la pêche fluviale, p. 486 à 490 et 491. — Sur une pétition du sieur Chervin au sujet de la construction de lazarets contre la fièvre jaune, p. 2178. — Sur une pétition de plusieurs propriétaires de vignes du département de la Dordogne, p. 2195 (I. n.º 153).
- CHARETTE (M. le baron de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1088.
- CHASTELLUX (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 134. — D'un projet de loi, p. 1825. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 101. — Demande que la discussion continue sur l'article 13 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1557, § 2.
- CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Discours par lui prononcé à l'occasion du décès de M. le comte de Seze, p. 1341 (I. n.º 86). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2020 (I. n.º 141). — Prend la parole après le discours de M. le marquis de Lally sur ce même projet de loi, p. 2082, § *ult.* — Fait une observation sur l'article 2 de ce projet, p. 2120, § 1.<sup>er</sup>
- CHIFLET (M. le vicomte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 à 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1798. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1818, § *ult.* — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- CHOISEUL (M. le comte Alberic de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- CHOISEUL (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 642. — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de La Vauguyon, p. 152 (I. n.º 10). — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 628, § *pénult.* — Son opinion sur une résolution relative à la réflexion des Députés, p. 836 (I. n.º 50). — Sur un projet de loi relatif

- aux listes électorales, p. 1335 (I. n.º 85). — Appaie le renvoi au Ministre des finances d'une pétition de plusieurs étrangers se disant créanciers du Roi, p. 1788, § 2.
- CIVRAC** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- CLÉMENT DE RIS** (Dominique comte), décédé le 22 octobre 1827. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte Daru, p. 110 (I. n.º 5).
- CLÉMENT DE RIS** (Athanasie-Louis-Marie comte), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 57. — L'examen en est renvoyé à une commission précédemment nommée pour l'examen des titres de M. le duc de Beaumont, p. 58. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Peyronnet, p. 59 et 60. — La Chambre déclare valables les titres produits par M. le comte Clément de Ris, p. 60. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 61. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 93. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 94. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, p. 110.
- COIGNY** (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2065 (I. n.º 144).
- COLBERT** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- COMITÉ DES PÉTITIONS.** (Formation et renouvellement de ce comité.) Voyez *Bureaux*.
- COMITÉ DES PÉTITIONS.** (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 11 mars 1828, par M. le comte de Breteuil, p. 61. — Par M. le comte de La Villegontier, p. 62. — Le 13 mars, par M. le comte de Lagarde, p. 94. — Par M. le baron Mounier, p. 100. — Par M. le comte de Chastellux, p. 101. — Le 1.º avril, par M. le comte de Bastard, p. 138 (I. n.º 8). — Par M. le comte de Sesmaisons, p. 139. — Par M. le comte de Courtarvel-Pezé, p. 144. — Par M. le comte de Bourmont, p. 145. — Par M. le duc de Narbonne, p. 147. — Le 16 avril, par M. le comte de Bastard, p. 210. — Par M. le vicomte de Castelbajac, p. 212.

— Par M. le comte de Bourmont, p. 214. — Par M. le vicomte Dubouchage, *ibid.* (I. n.º 17). — Le 13 mai, par M. le baron de Barante, p. 692. — Par M. le baron Mounier, p. 693. — Le 31 mai, par M. le baron de Barante, p. 933. — Par M. le duc de Sabran, p. 964. — Le 3 juin, par M. le duc de Broglie, p. 1014. — Par M. le comte Mollien, p. 1021. — Par M. le baron Mounier, p. 1022. — Le 1.<sup>er</sup> juillet, par M. le comte Molé, p. 1690 (I. n.º 119). — Le 5 juillet, par M. le marquis de Mirepoix, p. 1784. — Par M. le marquis d'Orvilliers, p. 1797. — Par M. le vicomte de Chifflet, p. 1798. — Par M. le vicomte Dubouchage, p. 1819. — Le 19 juillet, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 2175. — Par M. le comte d'Argout, p. 2176 (I. n.º 152).

COMMISSIONS DE TROIS MEMBRES désignés par le sort pour vérifier les titres des nouveaux Pairs admis dans la Chambre.

— Voyez *Arenberg, Beaumont, Clément de Ris, Corbière, Hohenlohe, Istrie, Nansouty, Ségur, Lamoignon, Seze (de)*.

COMMISSIONS SPÉCIALES (Jurisprudence en matière de). — On propose de renvoyer à la commission spéciale nommée pour l'examen d'un projet de loi les amendemens proposés dans le cours de la discussion générale sur ce projet, p. 323. — Le résumé du rapporteur est renvoyé à un jour plus éloigné pour donner à la commission le temps d'exprimer son avis sur ces amendemens, p. 324. — Les commissions spéciales peuvent s'adjoindre les auteurs de propositions ou observations relatives aux objets qu'elles sont chargées d'examiner, p. 202, 207, 210. — Plusieurs projets de loi analogues sont renvoyés à l'examen de la même commission, p. 284, 642, 1088, 1825. — M. le Président propose, lors de la présentation du budget des dépenses, de décider que la commission nommée pour l'examen de ce projet de loi sera également chargée de faire le rapport de la loi des recettes, p. 2629. — Discussion à ce sujet, p. 2630 et 2631 (Voyez *Molé, Ségur, Pasquier, Dambrey*). — La Chambre arrête qu'elle ne s'occupera, quant à présent, que de la nomination des commissaires auxquels sera renvoyé le budget des dépenses, p. 2631.

COMMISSIONS SPÉCIALES (Proposition relative au mode de nomination des). — Faite par M. le marquis de Mortemart, le 13 mars 1828, p. 106. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Développement des motifs, p. 114

(I. n.º 6). — La proposition est prise en considération : p. 116. — Elle est examinée dans les bureaux, p. 133. — Nomination d'une commission spéciale, p. 134. — Premier rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Mortemart, p. 163 (I. n.º 12). — Projet d'article présenté par la commission, p. 167. — Discussion sur ce projet, p. 195 à 210. — Opinions : du comte d'Argout, p. 195 à 202. — Du duc de Crillon, p. 202 et 203 (I. n.º 15). — Du comte de Tascher, p. 204 (I. n.º 16). — Observations du duc Decazes, p. 207, § 1.<sup>er</sup> — Du comte Molé, *ibid.*, § *ult.* — Du comte Dejean, p. 208, § 1.<sup>er</sup> — Du duc de Broglie, *ibid.*, § *ult.* — Du duc de Narbonne, p. 209. — La Chambre renvoie à la commission spéciale l'examen des divers projets présentés dans le cours de la discussion, p. 210. — On demande que la commission soit autorisée à s'adjoindre les auteurs de ces projets, p. 202, § 2, et 207, § 2. — M. le baron Pasquier observe que cette autorisation est de droit, p. 210, § 4. — Observations incidentes du marquis de Marbois sur un système de commissions permanentes, p. 250. — Nouveau rapport fait au nom de la commission spéciale par M. le marquis de Mortemart, p. 290 (I. n.º 22). — Discussion sur les conclusions de ce rapport, p. 605 à 632. — Dans le cours de cette discussion sont entendus le vicomte Dubouché, p. 606. — Le duc de Narbonne, p. 608 (I. n.º 30). — Le baron Pasquier, p. 614 à 620; 625, § *ult.*; 630, § *ult.*, et 631, § *ult.* — Le comte de Ségur, p. 620, 1.<sup>o</sup> — Le vicomte Dambray, p. 620, § *penult.*, et 631, § 1.<sup>er</sup> — Le comte de Tournon, p. 620, § *ult.*, et 628, § *ult.* — Le duc de Fitz-James, p. 622, § 1.<sup>er</sup> — Le duc de Broglie, p. 622 à 625; 627, § 2, et 629. — Le baron de Barante, p. 625, § 2. — Le comte Belliard, p. 627, § 1.<sup>er</sup> — Le duc de Praslin, p. 628, 1.<sup>o</sup> — Le duc de Choiseul, p. 628, § *penult.* — Et le comte de Kergariou, p. 630, § *penult.* — La Chambre adopte en principe un système mixte proposé par MM. le vicomte Dambray et le duc de Broglie, p. 629, 630 et 632. — Elle charge la commission précédemment nommée de lui proposer une rédaction définitive, p. 632. — Rédaction proposée par M. le marquis de Mortemart, au nom de la commission, p. 634. — Observations du comte Molé, p. 635. — Du duc de Praslin, p. 636, *L'un d'eux demande.* — Du marquis d'Orvilliers, *ibid.*, *Un autre Pair estime.* — Du comte Daru, *ibid.*, *Un troisième, &c.* — Explications

fournies par le rapporteur, p. 637. — Adoption définitive de la rédaction proposée par la commission, p. 638.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par la Chambre. — *De sept membres.* — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 23, 24, 26. — Pour l'examen d'une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 134. — Pour l'examen d'un projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 149. — *De cinq membres.* — Pour l'examen de cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens des Ardennes, de la Charente, de la Drôme, des Deux-Sèvres et du Puy-de-Dôme, p. 284. — *De trois membres.* — Pour l'examen des lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à MM. le maréchal prince de Hohenlohe-Bartenstein et le prince d'Arenberg, p. 130, 134.

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par M. le Président en vertu d'une délégation de la Chambre. — *De sept membres.* — Pour l'examen de quinze projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par un pareil nombre de départemens, p. 642. — D'une résolution de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté du Gouvernement des emplois salariés, p. 644. — D'une proposition relative à la propriété des rivières non navigables et non flottables, p. 733 et 734. — D'un projet de loi relatif à la révision annuelle des listes électorales et du jury, p. 754. — D'une proposition relative à la compétence de la cour des Pairs, p. 823. — D'un projet de loi tendant à autoriser l'inscription de quatre millions de rentes au grand-livre de la dette publique, p. 932. — D'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 300,000 fr. destiné au paiement de traitemens de réforme aux officiers en non activité, p. 933. — De quatre projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par les départemens de la Corrèze, de la Loire-Inférieure et de la Marne, et à un emprunt voté par la ville de Saint-Étienne, p. 1087 et 1088. — D'un projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1680. — D'un projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 1824 et 1825. — D'un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 1825. — De trois projets de loi relatifs à des crédits supplémentaires réclamés pour l'exercice 1827, p. 1825. — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1829, p. 2631

- et 2632. — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour le même exercice, p. 2638 et 2639. — D'un projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 1,200,000 francs affecté à l'instruction ecclésiastique secondaire, p. 2639. — D'un projet de loi relatif à la concession de la place Louis XVI et des Champs-Élysées à la ville de Paris, p. 2639 et 2640.
- CONCESSION DE TERRAINS À LA VILLE DE PARIS. = LOI du 20 août 1828, concernant la concession à la ville de Paris de la place Louis XVI et des Champs-Élysées; — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 24 juillet 1828; — Adoptée le 30; — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 1<sup>er</sup> août; — Adoptée le 12; — Sanctionnée et promulguée le 20 (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 248, p. 154). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2619 à 2622 (I. n.<sup>o</sup> 180.) — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 2633. — Nomination d'une commission, p. 2639 et 2640. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Siméon, p. 2649 à 2655 (I. n.<sup>o</sup> 184.) — Discussion en assemblée générale, p. 2721. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2722.
- CONFLANS (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- CONSEIL D'ÉTAT. — Observations sur l'organisation et les attributions du conseil d'État, voir les discussions qui ont eu lieu sur une pétition du sieur Meynard, p. 219 et 220; — Sur la pétition relative au dessèchement des marais de Donges, p. 956 à 963; voyez aussi la discussion sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois *passim*.
- CORBIÈRE (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 4 janvier 1828, p. 15. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 137. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 138. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. de Lapanouze, p. 148. — La Chambre déclare valables les titres produits et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 10 avril 1828, p. 151. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 493, § *ult.*; — Soutient un amen-

dement proposé à l'article 13 du projet de loi sur les listes électorales, p. 1560.

CORNET (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 320 (I. n.º 25). — Propose une modification à l'article 1.<sup>er</sup> de ce projet de loi, p. 365. — S'en désiste, p. 366, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion sur l'article 36, p. 533, § 1.<sup>er</sup>

CORNUDET (M. le comte). — Son opinion sur une proposition relative à la propriété des cours d'eau, p. 1059 (I. n.º 61). — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2213 (I. n.º 156).

COUR DES PAIRS. — Proposition tendante à supplier le Roi de proposer une loi qui règle la compétence de la cour des Pairs et les formes de procédure à suivre devant elle. — Faite, le 13 mai 1828, par M. le vicomte Lainé, p. 692. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Développement des motifs, p. 788 (I. n.º 37). — Prise en considération, p. 811. — Examen dans les bureaux, p. 813. — Nomination d'une commission spéciale, p. 823. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Molé, p. 2157. (I. n.º 150). — Discussion sur l'ajournement proposé par la commission spéciale, p. 2448. — Opinion du comte de Tascher, p. 2449 (I. n.º 166). — L'ajournement est prononcé le 26 juillet, p. 2454.

COURS D'EAU. — Voir *Rivières*.

COURTARVEL (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

COURTARVEL-PEZÉ (M. le comte de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 144.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES. — Loi du 6 août 1828, qui ouvre au Ministre de la guerre un crédit extraordinaire. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828; — Adoptée le 25 juin; — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 5 juillet; — Adoptée le 31; — Sanctionnée et promulguée le 6 août (Bulletin des lois, année 1826, 2.<sup>o</sup> semestre, n.º 246, p. 112). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1754 (I. n.º 125). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1823. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1825. — Rapport fait au nom de cette commission par

M. le baron Mounier, p. 2429 à 2448 (I. n.° 165). — Discussion en assemblée générale, p. 2609. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2615.

— Loi *du même jour*, qui ouvre au Ministre de la marine un crédit extraordinaire. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828. — Adoptée le 25 juin. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 5 juillet. — Adoptée le 31. — Sanctionnée et promulguée le 6 août (Bulletin des lois, année 1828, 2.° semestre, n.° 246, p. 113). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1754 (I. n.° 125). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1823. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1825. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Mounier, p. 2429 à 2448 (I. n.° 165). — Discussion en assemblée générale, p. 2610. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2615.

— Loi *du même jour*, qui ouvre au Ministre des finances un crédit extraordinaire. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 12 mars 1828. — Adoptée le 25 juin. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 5 juillet. — Adoptée le 31. — Sanctionnée et promulguée le 6 août (Bulletin des lois, année 1828, 2.° semestre, n.° 246, p. 115). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1754 (I. n.° 125). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1823. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1825. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Mounier, p. 2429 à 2448 (I. n.° 165). — Discussion en assemblée générale, p. 2611. — Opinion du maréchal duc de Tarente, p. 2611 à 2614 (I. n.° 178). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2615.

CRILLON (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933. — Son opinion sur la proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 202 et 203 (I. n.° 15). Voir aussi p. 301 et 606 *au haut*.

CROY-SOLRE (M. le prince de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

CUVIER (M. le baron), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Combat un amendement proposé par M. le duc de Sa-

bran, à l'art. 1.<sup>er</sup>, du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1471. — Un amendement proposé par M. le comte de Sesmaisons, à l'art. 13, p. 1554 à 1557.

## D

- DALMATIE** (M. le maréchal duc de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi, du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933. — Ses observations sur une pétition présentée par plusieurs officiers en non-activité, p. 96 à 98 (I. n.° 3). — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 300,000 fr., pour le paiement de traitemens de réforme à ces officiers, p. 1221 (I. n.° 76). Voir aussi p. 1677. — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1117 (I. n.° 65). Voir aussi p. 1204. — Demande le renvoi au ministre de la guerre d'une pétition du sieur Gendret, p. 1803, *spécul.*
- DAMAS-CRUX** (M. le duc de). — Fait une observation dans la discussion sur le budget des dépenses pour 1829, p. 2779. — Son opinion sur l'amendement introduit par la Chambre des Députés, pour former l'art. 6 du budget des recettes, p. 2822 (I. n.° 197).
- DAMBAY** (M. le vicomte). — Prend part à la discussion des articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 402, § 1.<sup>er</sup>; 404, § 1.<sup>er</sup>; 455, § *ult.*; 545, § 1.<sup>er</sup>. — Propose un nouveau système de nomination des commissions spéciales, p. 620, § *penult.*, et 631, § 1.<sup>er</sup>. — S'explique au sujet de la proposition faite de renvoyer à la même commission le budget des recettes et celui des dépenses, p. 2631, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1853 (I. n.° 129). — Déclare renoncer aux amendemens qu'il avait proposés sur ce projet de loi, p. 2999, § *ult.*
- DAMPIERRE** (M. le marquis Aymar de). — Nommé Pair de France, par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- DARU** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 1825. — Fait au nom de la commission un rapport sur ce

- projet de loi, p. 2245 à 2358 (I. n.° 160).—Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur le même projet, p. 2572 à 2589. (I. n.° 177). — Demande l'impression du rapport fait à la Chambre sur une pétition du sieur Clodel, p. 139. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Clément de Ris, p. 110. (I. n.° 5.) — Fait une observation sur la rédaction de l'arrêté relatif au mode de nomination des commissions spéciales, p. 636, *un troisième, &c.*
- DE CAUX (M. le vicomte), Ministre de la guerre. — Ses observations au sujet d'une pétition présentée par plusieurs officiers en non activité, p. 98 à 100. — Présente un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 300,000 francs pour traitemens de réforme à payer à ces officiers, p. 814 (I. n.° 38.) — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1675. — Pour la défense du projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1125 (I. n.° 66).—Pour la défense du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2475 à 2491 (I. n.° 169.)
- DECAZES (M. le duc) — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 754. — Demande le renvoi à la commission spéciale de différentes propositions faites sur le mode de nomination des commissions, p. 207, § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 529, § 1.<sup>er</sup> 536 à 538.— 543, § *pénult.*, 597, § *ult.* — Ses observations sur une proposition relative à la propriété du fond des rivières non navigables et non flottables, p. 639, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1149 à 1156. — Demande que ce discours ne soit pas imprimé, p. 1157. — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé sur le projet de loi relatif aux listes électorales, par M. le comte Forbin des Issarts, p. 1246, § *ult.* — Son opinion sur ce dernier projet de loi, p. 1382 (I. n.° 89.) — Répond à une observation de M. le marquis de Forbin des Issarts sur une phrase de ce discours, p. 1400. — Ses observations sur l'article 7 du même projet, p. 1481. — Sur l'article 19, p. 1606. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2049. (I. n.° 143.) — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2387. (I. n.° 163.) — Ses observations sur une pétition du sieur Susini della Rocca, p. 72, § *ult.* — S'explique, au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, sur le droit d'intervention des tiers, p. 85 et 86. — Au sujet d'une pétition du sieur Isambert,

sur le mode suivi pour l'interprétation des lois, p. 104 — Au sujet d'une pétition de plusieurs habitans de Bordeaux, sur l'établissement des bureaux du poids public, p. 946, § 1.<sup>er</sup> — Appuie le renvoi au Ministre des finances d'une pétition de plusieurs étrangers, se disant créanciers du Roi, p. 1788, § 2. — Son opinion sur une pétition de plusieurs propriétaires de vignes du département de la Dordogne, p. 2198 (I. n.° 154).

DE CROIX (M. le marquis). — Fait une observation sur un article du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 458, § 1.<sup>er</sup>

DÉDICACE. — La Chambre n'accepte la dédicace d'aucun ouvrage, p. 601.

DEJEAN (M. le comte). — Indique un nouveau mode de nomination des commissions spéciales, p. 208, § 1.<sup>er</sup> — Propose de renvoyer à un jour où la Chambre sera plus nombreuse la délibération sur une pétition de plusieurs légionnaires, p. 234, § *penult.* — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

DÉLIBÉRATION (Ordre des) — Discussion sur des questions de priorité entre diverses propositions, p. 625 et 626. — Lorsqu'il ne s'élève aucune réclamation, il peut être voté sur plusieurs projets de loi par un seul tour de scrutin, p. 604. — 1685. — 2610 et 2615. — Une seule réclamation suffit pour rendre nécessaire le vote séparé sur chaque projet de loi, p. 742. — Projet de loi voté sans renvoi à une commission, voyez *Bisson*. — On propose d'ouvrir la délibération sur le budget immédiatement après l'audition du rapport, p. 2719. — La discussion est ajournée au surlendemain, *ibid.* — Après l'exposé sommaire d'une proposition, lorsque la Chambre est consultée sur la question de savoir si elle s'en occupera, une discussion préliminaire peut avoir lieu pour former son opinion à cet égard, p. 639.

DÉPUTATIONS. — De douze Pairs et de vingt-cinq Députés chargés d'aller au devant du Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — *Grande députation* chargée de présenter au Roi l'adresse votée par la Chambre, p. 52. — De porter à Sa Majesté les félicitations de la Chambre à l'occasion de l'anniversaire de sa rentrée en 1814, p. 174. — *Simple députation* chargée de porter à la connaissance du Roi la formation définitive du bureau, p. 18. — De lui présenter la liste des candidats élus pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 59.

DESMONSTIERS DE MÉRINVILLE (M. le marquis). — Nomme Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 14. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

DETTE PUBLIQUE. = *Loi du 19 juin 1828*, qui autorise le Ministre des finances à faire inscrire au grand livre de la dette publique jusqu'à concurrence de 4 millions de rentes. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 avril 1828. — Adoptée le 21 mai. — Apporté à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 27. — Adoptée le 13 juin. — Sanctionnée et promulguée le 19. — (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 237, p. 569. — Exposé des motifs du projet de loi, p. 817 (I. n.<sup>o</sup> 39). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 931. — Nomination d'une commission, p. 932. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Mollin, p. 1042 (I. n.<sup>o</sup> 60). — Observations sur la fixation du jour de l'ouverture de la discussion, p. 1059. — *Discussion en assemblée générale*, p. 1096 à 1205. — Opinions : du marquis de Marbois, p. 1096 (I. n.<sup>o</sup> 63). — Du comte d'Argout, p. 1106 (I. n.<sup>o</sup> 64). — Du maréchal duc de Dalmatie, p. 1117 (I. n.<sup>o</sup> 65). — Discours du Ministre de la guerre, p. 1125 (I. n.<sup>o</sup> 66). — Opinion du comte Belliard, p. 1129 (I. n.<sup>o</sup> 67). — Discours du Ministre des affaires étrangères, p. 1135 (I. n.<sup>o</sup> 68). — Observations du comte de Saint-Roman en renonçant à la parole, p. 1149. — Opinion du duc Decazes, 1149 à 1156. — Observation du Ministre des affaires étrangères sur l'impression de ce discours, p. 1156. — L'auteur du discours renonce à son impression, p. 1157. — Opinion du comte de Villèle, p. 1157 à 1175 (I. n.<sup>o</sup> 69). — *Voir aussi* p. 1185. — Discours du Ministre des finances, p. 1175 à 1185 (I. n.<sup>o</sup> 70). — Opinions : du baron Pasquier, p. 1187 (I. n.<sup>o</sup> 71). — Du comte d'Ambrugeac, p. 1199 (I. n.<sup>o</sup> 72). — Explications incidentes du maréchal duc de Dalmatie et du comte d'Ambrugeac, p. 1204 et 1205. — Résumé du rapporteur, p. 1205 à 1210 (I. n.<sup>o</sup> 73). — *Délibération des articles*, p. 1210 à 1220. — Sur l'article 1.<sup>er</sup> sont entendus, le comte de Villèle, p. 1211 à 1214 (I. n.<sup>o</sup> 74). — Et le Ministre des finances, p. 1214 à 1219 (I. n.<sup>o</sup> 75). — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1220.

- DISCOURS DU ROI** à l'ouverture de la Session. — Texte de ce discours, p. 2. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 10. — Adresse en réponse à ce discours. Voyez *Adresse au Roi*.
- DIVONNE** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- DODE DE LA BRUNERIE** (M. le vicomte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Ruty, p. 1027 (I. n.° 58).
- DOUDEAUVILLE** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 26. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 642 et 1088.
- DUBOTDERU** (M. le comte). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- DUBOUCHAGE** (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645. — D'un projet de loi, p. 1825. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 214 et 1819. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Meynard, p. 222. — La Chambre ordonne l'impression de son rapport sur une pétition de plusieurs légionnaires, p. 234 (I. n.° 17). — S'explique au sujet de divers articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 375, § 1.<sup>er</sup> — 406, § 1.<sup>er</sup>. — 554, § *ult.* — Ses observations sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 606 et 607. — Sur une proposition relative à la propriété du fond des rivières non navigables et non flottables, p. 640, § *ult.*; et 1079, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1407 (I. n.° 91.) — Ses observations sur l'article 2 du même projet, p. 1476. — Sur l'article 13, p. 1557, § *ult.* — Propose un amendement à l'article 18, p. 1595 à 1597. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1980 (I. n.° 138). — Ses observations sur l'article 2 du même projet de loi, p. 2117, § 2 et p. 2118. — Propose un amendement à l'article 9, p. 2134. — S'explique au sujet de l'impression demandée d'un discours prononcé sur le budget par M. le maréchal duc de Raguse, p. 2749, § *ult.*
- DUBRETON** (M. le baron). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933.

## E

- ÉCOLES ECCLÉSIASTIQUES SECONDAIRES.**—*Loi du 20 août 1828*, qui ouvre un crédit de 1,200,000 francs, applicable à l'instruction secondaire ecclésiastique.—Présentée à la Chambre des Députés le 27 juin.—Adoptée le 30 juillet.—Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 1.<sup>er</sup> août.—Adoptée le 12.—Sanctionnée et promulguée le 20 (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 248, p. 153). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 2617 à 2619 (I. n.<sup>o</sup> 179). — Le projet est examiné dans les bureaux, p. 2633. — Nomination d'une commission, p. 2639.—Rapport fait au nom de cette commission, par M. le marquis de Maleville, p. 2642 (I. n.<sup>o</sup> 183). — Discussion en assemblée générale, p. 2719. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2720.
- EFFIAT** (M. le comte d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- ÉLECTIONS** (Pétitions relatives aux). — Voyez *Questions électorales*.
- EMPRUNT.**—*Loi du 2 juillet 1828*, qui autorise un emprunt extraordinaire voté par la ville de Saint-Étienne (Loire). — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 22 avril 1828. — Adoptée le 28 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 7 juin. — Adoptée le 8. — Sanctionnée et promulguée le 2 juillet (Bulletin des Lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 239, p. 14). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1039 à 1041. — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1087.—Nomination d'une commission, p. 1088. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Bastard, p. 1657 à 1660 (I. n.<sup>o</sup> 115). — Discussion en assemblée générale, p. 1684.—Observations du marquis de Marbois, p. 1684, § *ult.*; — du Ministre de l'intérieur, p. 1685, § 1.<sup>er</sup> — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1686.
- EMPRUNT** de 4 millions. — Voyez *Dette publique*.
- ESCARS** (M. le duc d').—Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.—Nommé commissaire pour l'examen

d'un projet de loi, p. 2640. — Propose et développe un amendement à l'article 21 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1618.

ESCLIGNAC (M. le duc d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.

EXCUSES de différens Pairs empêchés de se rendre à la Chambre, p. 23, 25, 31, 109.

## F

FINANCES. Voyez *Budget de 1826*. — *Budget de 1829 (dépenses)*. — *Budget de 1829 (recettes)*. — *Crédits supplémentaires*. — *Dette publique*. — *Écoles secondaires ecclésiastiques*. — *Emprunt*. — *Impositions extraordinaires*. — *Traitemens de réforme*.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1828, p. 18. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 642. — Pour l'examen d'une proposition, p. 734. — Demande l'impression d'un rapport relatif à une pétition de plusieurs légionnaires, p. 234, § 4. — Ses observations sur divers articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 454, § 2; 456, § 1.<sup>er</sup>; 467, § 1.<sup>er</sup> — Demande la réintégration dans ce projet de loi de la disposition formant l'article 36, p. 525, 526, 528, § 1.<sup>er</sup>; 554, § 2. — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 622, § 1.<sup>er</sup>

FORBIN DES ISSARTS (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 524, § ult., 534, 544, § ult., 553, § ult., 555, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1235 à 1243. — S'explique au sujet de l'impression de ce discours, p. 1245, § ult. — L'impression du discours est ordonnée par la Chambre, p. 1247 (I. n.º 77). — Se défend de l'interprétation donnée par M. le duc Decazes à l'une des phrases du même discours, p. 1399. — Demande le renvoi au Ministre de la justice d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, p. 80, § ult. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition

- de plusieurs étrangers se disant créanciers du Roi, p. 1788, § *ult.* — Ses observations au sujet d'une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1816, § *ult.* et 1818, § 1.<sup>er</sup>
- FRENILLY** (M. de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Son opinion sur une résolution relative à la réélection des Députés, p. 897 (I. n.° 52). — Sur l'ensemble du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1323 (I. n.° 84). — Sur l'article 12 du même projet, p. 1522 (I. n.° 104). — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2221 (I. n.° 157). — Amendemens par lui proposés à l'article 2 de ce dernier projet, p. 2422, § *penult.*; 2423, § 2, et 2425, § 4. — Insiste pour l'adoption de l'un des amendemens, p. 2424.
- FROISSARD** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

## G.

- GERMAIN** (M. le comte). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- GERMINY** (M. le comte de). — Son opinion sur le budget des recettes pour 1829, p. 2803 (I. n.° 194.)
- GLANDEVÈS** (M. le baron de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2640.
- GOURGUE** (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- GOUVION-SAINTE-CYR** (M. le maréchal marquis de). — Son opinion sur un projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 300,000 francs pour des traitemens de réforme à payer aux officiers en non-activité, p. 1662 (I. n.° 116).
- GRAND-RÉFÉRENDAIRE** (M. le). — Introduit dans la Chambre les Pairs nouvellement nommés, p. 23.
- GROSBOIS** (M. de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis

- à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 134. — D'un projet de loi, p. 2640.
- GUEBRIANT (M. le comte Budes de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- GUERRE. — Observations sur l'organisation de l'armée et l'administration de la guerre. — Voir les discussions sur le projet de loi relatif à un emprunt de quatre millions de rentes, et sur le projet relatif au règlement définitif du budget de 1826; notamment les discours du maréchal duc de Dalmatie, p. 1117 à 1124 (I. n.° 65), et 1204. — Du Ministre de la guerre, p. 1125 à 1128. — Du comte Belliard, p. 1129 à 1134 (I. n.° 67). — Du comte d'Ambrugeac, p. 1199 à 1204 et 1205 (I. n.° 72). — Du comte Daru, p. 2314 à 2342. — Du comte d'Ambrugeac, p. 2465 à 2475 (I. n.° 168). — Du Ministre de la guerre, p. 2475 à 2491.

## H

- HAVRÉ (M. le duc d'). — Nommé commissaire pour l'examen de lettres de grande naturalisation, p. 134.
- HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 754, 1825, 2640. — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Rey, p. 147, § *ult.*
- HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE. — Pairs admis dans la Chambre à titre héréditaire. — Par droit de naissance; voyez *Beaumont*, *Clément de Ris*, *de Seze*. — En vertu d'ordonnances spéciales; voyez *Séguir-Lamoignon*.
- HOCQUART (M. le comte). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- HOFFELIZE (M. le comte d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Ses

- lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- HOHENLOHE-BARTENSTEIN (M. le maréchal prince de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Obtient des lettres de grande naturalisation; voyez *Lettres de grande naturalisation*. — Teneur de ces lettres, p. 188. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 503. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 504. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Brezé, p. 507. — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 508. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 5 mai 1828, p. 547.
- HOMMAGES FAITS À LA CHAMBRE. — Par M. le marquis de Pastoret, p. 23. — Par divers, p. 56, 110, 177, 255, 601, 647, 813, 1687, 2145, 2205.
- HYDE DE NEUVILLE (M. le baron), Ministre de la marine. — Présente à la Chambre un projet de loi tendant à accorder une pension à la sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson, p. 504 (I. n.° 28).
- IMÉCOURT (M. le comte d'). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 284.

## I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — LOI du 18 mai 1828, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des *Ardennes*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 5 mars 1828. — Adoptée le 10 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19. — Adoptée le 6 mai. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, n.° 230, p. 434). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 252 (I. n.° 19). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 253. — Nomination d'une commission, p. 284. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 379 (I. n.° 27). — Discussion

en assemblée générale, p. 602. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 605.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Charente*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 5 mars 1828. — Adoptée le 10 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19. — Adoptée le 6 mai. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.° 230, p. 435). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 252 (I. n.° 19). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 253. — Nomination d'une commission, p. 284. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 379 (I. n.° 27). — Discussion en assemblée générale, p. 602 et 603. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 605.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Drôme*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 5 mars 1828. — Adoptée le 11 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19. — Adoptée le 6 mai. — Sanctionnée et promulguée le 18. (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.° 230, p. 437.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 252 (I. n.° 19). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 253. — Nomination d'une commission, p. 284. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 379 (I. n.° 27). — Discussion en assemblée générale, p. 602 et 603. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 605.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Puy-de-Dôme*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 5 mars 1828. — Adoptée le 11 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19. — Adoptée le 6 mai. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.° 230, p. 438). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 252 (I. n.° 19). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 253. — Nomination d'une commission, p. 284. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 379 (I. n.° 27). —

Discussion en assemblée générale, p. 602 et 603. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 605.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des *Deux-Sèvres*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 5 mars 1828. — Adoptée le 11 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19. — Adoptée le 6 mai. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.° 230, p. 439.) — Exposé des motifs du projet de loi, p. 252 (I. n.° 19). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 253. — Nomination d'une commission, p. 284. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 379 (I. n.° 27). — Discussion en assemblée générale, p. 602 à 604. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 605.

— *Loi du 1.°r juin 1828*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Ardèche*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 17 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.°r juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.° 233, p. 473). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.° 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656 à 660 (I. n.° 32). — Discussion en assemblée générale, p. 735 à 742. — Dans le cours de cette discussion sont entendus MM. le marquis d'Orvilliers, p. 735. — Le comte de Tocqueville, p. 736. — Le directeur général des ponts et chaussées, p. 738 à 741. — Le marquis de Lancosme, rapporteur, p. 741. — Et le comte de Vogüé, *ibid.*, § *ult.* — Observations du baron de Barante, p. 742, § *pénult.* — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 743.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Calvados*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 17 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et

promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 474). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656 à 661 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Cantal*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 17 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 476). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 662 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 744. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Charente*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 17 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre n.<sup>o</sup> 233, p. 477). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 663 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 744. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Charente-Inférieure*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 17 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanc-

tionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 478). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 664 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 745. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Indre*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 480). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 665 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 745. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de l'*Isère*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 481). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 666 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 746. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des *Landes*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 18 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promul-

guée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 482). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 667 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 746. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Loire*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 484). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 668 (I. n.<sup>o</sup> 33). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 747. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour*, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département du *Loiret*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, premier semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 485). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 669 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 747. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département de la *Marne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le

1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 233, p. 486). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.° 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 670 (I. n.° 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 748. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département de la *Haute-Marne*. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le vicomte de Martignac, Ministre, de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 233, p. 488). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.° 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 670 (I. n.° 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 748. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département de l'*Oise*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 233, p. 489). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.° 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 672 (I. n.° 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 749. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département du *Tarn*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et

promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 490). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 673 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 749. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des *Vosges*. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 15 mars 1828. — Adoptée le 21 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptée le 17 mai. — Sanctionnée et promulguée le 1.<sup>er</sup> juin (Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 233, p. 492). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 288 (I. n.<sup>o</sup> 21). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission, p. 642. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Lancosme, p. 656, 674 (I. n.<sup>o</sup> 32). — Discussion en assemblée générale, p. 743, 750. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 750.

— *Loi du 2 juillet 1828* qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département de la *Corrèze*. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 22 avril. — Adoptée le 18 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 7 juin. — Adoptée le 28. — Sanctionnée et promulguée le 2 juillet (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>o</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 239, p. 10). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1039, 1041 (I. n.<sup>o</sup> 59). — Le projet est examiné dans les bureaux, 1087. — Nomination d'une commission, 1088. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte de Bastard, p. 1657, 1659 (I. n.<sup>o</sup> 115). — Discussion en assemblée générale, p. 1684. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1686.

— *Loi du même jour* qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département de la *Loire-Inférieure*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre l'intérieur, le 22 avril 1828. — Adoptée le 28 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 7 juin. — Adoptée le 28. — Sanctionnée et pro-

mulguée le 2 juillet (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 239, p. 11). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1039 (I. n.<sup>o</sup> 59). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1687. — Nomination d'une commission, p. 1088. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Bastard, p. 1657 (I. n.<sup>o</sup> 115). — Discussion en assemblée générale, p. 1681. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1686.

— Loi du même jour qui autorise une imposition extraordinaire, votée par le département de la *Marne*. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 22 avril 1828. — Adoptée le 28 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 7 juin. — Adoptée le 28. — Sanctionnée et promulguée le 2 juillet (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 239, p. 12). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1039, 1040 (I. n.<sup>o</sup> 59). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1087. — Nomination d'une commission, p. 1088. — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte de Bastard, p. 1657, 1658 (I. n.<sup>o</sup> 115). — Discussion en assemblée générale, p. 1682. — Observations de M. le marquis de Marbois, *ibid.* — Du Ministre de l'intérieur, p. 1683. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1686.

IMPRESSON. — L'impression d'un discours ordonnée par la Chambre n'emporte pas approbation de ce qu'il contient, p. 1247, 1430, 2750, 2751.

IMPRESSIONS DIVERSES (Session de 1828). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 199 numéros, dont deux (les numéros 33 et 161) se trouvent répétés, ce qui donne au total 201 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi.....	15.
Résolution de l'autre Chambre.....	1.
Développemens des propositions.....	3.
Rapports.....	26.
Résumés.....	7.
Opinions.....	123.
Discours.....	21.
Renouvellement des bureaux.....	5.

TOTAL..... 201.

INTERPRÉTATION DES LOIS. — Observations sur la nécessité de faire cesser les doutes existans sur le mode d'interprétation des lois, voir la discussion sur une pétition du sieur *Isambert*, p. 102 à 105. — Le Ministre des finances annonce que le Gouvernement s'occupe de préparer un projet de loi à ce sujet, p. 103.

— Loi du 30 juillet 1828 relative à l'interprétation des lois. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Portalis, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 25 mars 1828. — Adoptée le 27 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 5 juillet. — Adoptée le 24. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 244, p. 75). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1742 (I. n.<sup>o</sup> 124). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1823. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1824 et 1825. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Molé, p. 2163 (I. n.<sup>o</sup> 151). — *Discussion en assemblée générale*, p. 2205 à 2241 et 2358 à 2396. — Opinions: du comte Florian de Kergerlay, p. 2206 (I. n.<sup>o</sup> 155); — du comte Cornudet, p. 2213 (I. n.<sup>o</sup> 156); — de M. de Frénilly, p. 2221 (I. n.<sup>o</sup> 157); — du comte de Saint-Roman, p. 2228 (I. n.<sup>o</sup> 158); — du baron de Barante, p. 2236 (I. n.<sup>o</sup> 159); — du marquis de Maleville, p. 2358 (I. n.<sup>o</sup> 161); — du baron Pasquier, p. 2369 (I. n.<sup>o</sup> 161 bis). — Discours du Garde des sceaux, p. 2379 à 2386 (I. n.<sup>o</sup> 162). — Opinion du duc Decazes, p. 2387 (I. n.<sup>o</sup> 163). — Résumé du rapporteur, p. 2396 à 2405 (I. n.<sup>o</sup> 164). — *Discussion sur un amendement proposé à l'article 2 par M. le marquis de Maleville*, p. 2407 à 2422. — A ce sujet sont entendus: le vicomte Lainé, p. 2408. — Voir aussi p. 2413, § 1.<sup>er</sup>; (et pour une observation incidente le comte Molé, p. 2412.) — L'auteur de l'amendement, p. 2413 à 2416. — Et M. de Vatimesnil, Ministre de l'instruction publique, p. 2416 à 2422. — Observations du Garde des sceaux sur deux amendemens proposés par M. de Frénilly, p. 2422 et 2423. — Explications de M. de Frénilly au sujet de l'un de ces amendemens, p. 2424. — Observation du Ministre de l'intérieur, p. 2425. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2426.

ISTRIE (M. le duc d') — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 17 août 1815. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 1627. — Une commission de trois membres est chargée

de les vérifier, p. 1628. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Laplace, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 28 juin 1828, p. 1679.

## K

**KERGARIOU** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 754. — Propose et soutient divers amendemens au projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 358, § 1.<sup>er</sup> et *ult.* — 362. — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 630, § *pénult.* — Ses observations sur l'article 7 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1480, § *ult.* — Son opinion sur l'article 12 du même projet, p. 1508 (I. n.° 102). — Appuie la pétition des sieurs *de la Boëssière*, p. 934 et 938, § *ult.* — Son opinion sur plusieurs pétitions de propriétaires de vignes du Midi, p. 1708 à 1713 (I. n.° 122). — S'explique au sujet d'une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1817.

**KERGORLAY** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

**KERGORLAY** (M. le comte Florian de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2640. — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 879 (I. n.° 49); — sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1457 (I. n.° 97). — S'explique au sujet d'un amendement par lui proposé à cet article, p. 1471, § 1.<sup>er</sup>. — Son opinion sur l'article 13 du même projet de loi, p. 1565 (I. n.° 108). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1932 (I. n.° 135). — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2206 (I. n.° 155).

## L

- LA BOUILLERIE (M. le baron de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825.
- LA BOURDONNAYE BLOSSAC (M. le comte de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1874 (I. n.° 130).
- LA FERRONNAYS (M. le comte de), Ministre des affaires étrangères. — Son discours à l'ouverture de la discussion sur le projet d'adresse, p. 32 à 46 (I. n.° 2). — Son discours pour la défense du projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1135 (I. n.° 68). — S'oppose à l'impression d'une opinion prononcée sur ce projet de loi, p. 1156.
- LA FORCE (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933.
- LA FRUGLAYE (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- LA GARDE (M. le comte de). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 94.
- LAINÉ (M. le vicomte). — Nommé membre de la commission spéciale chargée de rédiger un projet d'adresse en réponse au discours du Roi, p. 26. — Soumet à la Chambre un projet d'adresse au nom de cette commission, p. 31. — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition faite par M. le baron de Monville, p. 734. — Pour l'examen d'un projet de loi, p. 754, 2640. — Fait une proposition relative à la compétence et aux formes de procéder de la cour des Pairs, p. 692. — En développe les motifs, p. 788 (I. n.° 37). — Fait partie de la commission chargée de son examen, p. 823. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la révision annuelle des listes électorales et du jury, p. 971. (I. n.° 56). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, 1431 à 1440 (I. n.° 93). — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé sur le même projet par M. le marquis de Forbin, p. 1246, § 2. — Fait une observa-

- tion avant le vote sur l'article 12, p. 1541, § 1.<sup>er</sup> — Combat un amendement proposé à l'article 18, p. 1597 et 1598, § *ult.* — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 443, § 3. — 528, § *ult.* — 532, § 1.<sup>er</sup> — 544, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur une proposition relative à la propriété du fond des cours d'eau, p. 1079 à 1082. — S'explique au sujet d'un amendement proposé à ce sujet, p. 1085, § 1.<sup>er</sup> — Inscrit pour parler sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'interprétation des lois, renonce à la parole, p. 2378, § *ult.* — Combat un amendement proposé à l'article 2 de ce projet par M. le marquis de Maleville, p. 2408 à 2412. — S'explique au sujet d'un passage de ce discours, p. 2413, § 1.<sup>er</sup> — Répond aux observations du marquis de Marbois sur la caisse des invalides de la marine, au sujet du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2562 à 2567 (I. n.° 176). — Propose de déposer au bureau des renseignemens une pétition des huissiers des arrondissemens de Bordeaux, de Limoges et de Rennes, p. 211, § 3. — Son opinion sur une pétition des anciens colons de Saint-Domingue, p. 695 à 699 (I. n.° 33 *bis*). — Sur plusieurs pétitions de propriétaires de vignes du midi, p. 1714 à 1728 (I. n.° 123). *V.* aussi p. 1731, § 2. — Sur une pétition du sieur Chervin relative aux lazarets, p. 2183.
- LALLY (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 823. — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 905 (I. n.° 54). *V.* aussi p. 928 *au bas*. — Ses observations sur une phrase d'un discours de M. le comte Siméon, relative à la signification des mots *représentation nationale*, p. 1455. — Son opinion sur plusieurs pétitions de propriétaires de vignes du Midi, p. 1703 à 1708 (I. n.° 121). — Insiste sur ses réclamations en faveur de ces pétitionnaires, p. 1713, 1731, § 2, et 1738, § *penult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2071 (I. n.° 145). — Ses observations sur l'article 6 du budget des recettes pour 1829, p. 2805 (I. n.° 195). *V.* aussi p. 2830, § 1.<sup>er</sup>
- LANCOSME (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 642. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport à la

Chambre sur quinze projets de loi tendant à autoriser des impositions extraordinaires votées par un pareil nombre de départemens pour les travaux de leurs routes départementales, p. 656 (I. n.º 32). — Fournit des explications sur l'un de ces projets de loi, p. 741, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur divers articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 458 § *ult.* 462. — Amendement par lui proposé à l'art. 24 de ce projet, p. 464 à 466, 468 § 2, et 469, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la suite de la discussion du même projet de loi, p. 541, § *penult.* 551, § 1.<sup>er</sup>; 553, § 2; 562, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 854 (I. n.º 46). — Sur l'art. 2 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1472.

LAPANOUZE (M. de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

LAPLACE (M. le marquis de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2632. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1829, p. 2762 à 2675 (I. n.º 191).

LA ROCHE-AYMON (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 933.

LATOUR-MAUBOURG (M. le marquis de). — S'explique au sujet d'un discours de M. le comte d'Ambrugeac sur le budget des recettes pour 1829, p. 2814, § 1.<sup>er</sup>

LA TRÉMOILLE (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 284. — Présente un amendement au projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 558 et 559. — Le retire, p. 560, § 2.

LAURISTON (M. le maréchal marquis de). — Décédé le 11 juin 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le maréchal duc de Tarente, p. 2145 (I. n.º 149).

LA VAUGUYON (M. le duc de), décédé le 14 mars 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Choiseul, p. 152 (I. n.º 10).

LA VIEUVILLE (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.

LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Nommé commissaire

pour l'examen de divers projets de loi, p. 932, 2632. — Prend part à la discussion des articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 461, § *ult.* — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 62 et suivantes. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Susini della Rocca, p. 71, § 1.<sup>er</sup> — Au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, p. 78.

LECOUTEUX DE CANTELEU (M. le comte). — Fait une observation au sujet d'une pétition relative à l'établissement de banques départementales, p. 146.

LEMÉRIER (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 643. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la révision des listes électorales, p. 1247 (I. n.° 78).

LETTRES DE GRANDE NATURALISATION accordées par le Roi à MM. le maréchal prince de Hohenlohe-Bartenstein et le prince d'Artemberg. — Ces lettres sont présentées à la Chambre des Pairs par M. le Garde des sceaux, p. 129. — La Chambre en ordonne le renvoi à une commission spéciale de trois membres, p. 130. — Nomination des commissaires, p. 134. — Rapport fait au nom de la commission par M. le baron Pasquier, p. 169 (I. n.° 13). — Compte rendu par M. le Président des précédens de la Chambre, p. 178 et 183. — Observations du comte de Saint-Roman sur la formule à employer pour la vérification des lettres dont il s'agit, p. 179. — Explications données par le rapporteur, p. 180 à 182. — Nouvelles observations du comte de Saint-Roman, p. 182. — Sur la demande de M. le baron Mounier, M. le Président donne lecture des lettres-patentes, p. 184. — Observation du marquis de Vérac sur la question de savoir s'il sera procédé au vote par scrutin, p. 184, § *pénult.* — Opinion du comte de Pontécoulant, p. 184 à 186. — Il est procédé au vote par scrutin, sur la demande de quinze Pairs, p. 186 et 187. — Teneur des lettres vérifiées, p. 188 et 190. — Le comte de Saint-Roman propose une modification à la formule de vérification insérée au procès-verbal, p. 193. — A ce sujet sont entendus : le comte Molé, p. 194, § 1.<sup>er</sup>. — Le comte de Peyronnet, *ibid.*, § 2. — Le comte de Saint-Roman, *ibid.*, § 3. — Et le baron Pasquier, § *ult.* — La Chambre passe à l'ordre du jour sur cette réclamation, p. 195. — (*Nota.* Les lettres de grande naturalisation ainsi

- vérifiées par la Chambre des Pairs, le 15 avril, ont été présentées à la Chambre des Députés, le 21, et vérifiées par cette Chambre le 25. — (Elles sont insérées au Bulletin des lois, année 1828, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 227, p. 391, 392.)
- LETTRES-PATENTES portant institution de titres de Pairie, ou confirmant des échanges de biens dans des majorats précédemment établis. — Communiquées à la Chambre par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, p. 2783.
- LÉVIS (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 26. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 932, 1680, 2632.
- LÉVIS (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- LÉVIS-MIREPOIX (M. le marquis de). — Voyez *Mirepoix*.
- LISTES ÉLECTORALES ET DU JURY. — LOI du 2 juillet 1828 relative à la révision annuelle des listes électorales et du jury, présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 25 mars 1828. — Adoptée le 12 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 17. — Adoptée le 24 juin. — Sanctionnée et promulguée le 2 juillet (Bulletin des lois, année 1828, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 239, p. 1). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 706 (I. n.<sup>o</sup> 34). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 753. — Nomination d'une commission, p. 754. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le vicomte Lainé, p. 971 (I. n.<sup>o</sup> 56). — La Chambre fixe un jour pour l'ouverture de la discussion, p. 1000. — Elle proroge cette ouverture, p. 1059. — Discussion en assemblée générale, p. 1235 à 1431. — Opinion du marquis de Forbin des Issarts, p. 1235 à 1243. (Discussion incidente sur l'impression de ce discours, p. 1243). — A ce sujet sont entendus: le baron Mounier, p. 1243; — le comte de Pontécoulant, p. 1244; — le Ministre de l'intérieur, p. 1245; — l'auteur du discours, p. 1245, § ult.; — le comte de Ségur, p. 1246, § 1.<sup>er</sup> — le vicomte Lainé, *ibid.*, § 2; et le duc Decazes, *ibid.*, § ult. — l'impression du discours est ordonnée, p. 1247, voyez (I. n.<sup>o</sup> 77); — opinion du comte Lemercier, p. 1247 (I. n.<sup>o</sup> 78); — du comte de Rougé, p. 1251 (I. n.<sup>o</sup> 79); — du vicomte de Castelbajac, p. 1261 (I. n.<sup>o</sup> 80); — du baron Mou-

nier, p. 1275 (I. n.° 81); — du comte de Saint-Roman, p. 1286 (I. n.° 82). — Discours du Ministre de l'intérieur, p. 1294 à 1323 (I. n.° 83). — Opinions : de M. de Frenilly, p. 1323 (I. n.° 84); — du duc de Choiseul, p. 1335 (I. n.° 85); — du comte de Tocqueville, p. 1363 (I. n.° 87); — du marquis de Villefranche, p. 1372 (I. n.° 88). — Observations du Ministre de l'intérieur, p. 1380; — du duc Decazes, p. 1382 (I. n.° 89); — (observations incidentes du marquis de Forbin des Issarts, p. 1399; — réponse du duc Decazes, p. 1400); — opinions : du comte de Marcellus, p. 1401 (I. n.° 90); — du vicomte Dubouchage, p. 1407 (I. n.° 91); — du comte de Tascher, p. 1423 (observations sur l'impression de ce discours, p. 1430, voyez *Castelbajac* et *Molé* — l'impression est ordonnée, voir I. n.° 92); — résumé du rapporteur, p. 1431 à 1440 (I. n.° 93); — *délibération des articles*, p. 1441 à 1626. — Dans le cours de cette délibération sont entendus sur l'article 1.<sup>er</sup>, le vicomte de Castelbajac, p. 1442 (I. n.° 94); — le baron de Barante, p. 1444 (I. n.° 95); — le comte Siméon, p. 1449 (I. n.° 96); — observations incidentes du marquis de Lally sur une phrase de ce discours, p. 1455 à 1457; — le comte Florian de Kergorlay, p. 1457 (I. n.° 97); — le baron Pasquier, p. 1461 (I. n.° 98); — le comte Molé, p. 1468, § ult.; — le duc de Broglie, p. 1469, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Peyronnet, *ibid.*, § 3; — amendement proposé par M. le duc de Sabran, *ibid.*, § ult. (voir sur cet amendement une observation du commissaire du Roi baron Cuvier, p. 1471.); — observations du Ministre de l'intérieur sur un amendement proposé par M. le comte Florian de Kergorlay, p. 1470 (voir cet amendement, p. 1461). — Sur l'article 2, le marquis de Lancosme, p. 1472; — le Ministre de l'intérieur, p. 1475; — le vicomte Dubouchage, p. 1476; — le comte Molé, p. 1477. — Sur l'article 7, le comte de Kergariou, p. 1480, § ult.; — le duc Decazes, p. 1481. — Sur l'article 10, le comte de Peyronnet, p. 1483; et le Ministre de l'intérieur, p. 1484. — Sur l'article 12, le duc de Narbonne Pelet, p. 1485 à 1491 (I. n.° 99); — le comte de Tournon, p. 1493 (I. n.° 100); — le comte d'Argout, p. 1501 (I. n.° 101); — le comte de Kergariou, p. 1508 (I. n.° 102); — le duc de Broglie, p. 1516 (I. n.° 103); — M. de Frenilly, p. 1522 (I. n.° 104); — le Ministre de l'intérieur, p. 1527; — le comte de Peyron-

net, p. 1533 (I. n.º 105); — le marquis de Marbois et le comte de Peyronnet, p. 1540; — le rapporteur de la commission, p. 1541; — vote au scrutin, *ibid.* — *Sur l'art. 13*, le comte de Sesmaisons, p. 1545 à 1548; — le Ministre de l'intérieur, p. 1548; — le comte de Villèle, p. 1550 (I. n.º 107); — le commissaire du Roi, baron Cuvier, p. 1554; — le comte de Chastellux, p. 1557, § 2; — le vicomte Dubouchage, *ibid.*, § *ult.*; — le comte de Ségur, p. 1558; — le duc de Broglie, p. 1559; — le comte de Corbière, p. 1560; — le Ministre de l'intérieur, p. 1562; — le comte Florian de Kergorlay, p. 1565 (I. n.º 108); — le baron Pasquier, p. 1568; — vote au scrutin sur un amendement proposé par M. le comte de Sesmaisons, p. 1570 (Voyez cet amendement, p. 1544.). — *Sur l'article 18*, le comte de Saint-Roman, p. 1574 (I. n.º 109); — le marquis de Maleville, p. 1580 (I. n.º 111); — le comte Molé, p. 1589 à 1592 (I. n.º 112); — le comte de Saint-Roman, *iterùm*, p. 1593; — le vicomte Dubouchage, p. 1595 à 1597; — le vicomte Lainé, rapporteur, p. 1597 et 1598, § *ult.*; — le comte de Peyronnet, p. 1598, § 1.<sup>er</sup>, 1599 à 1602 et 1604; — le comte d'Argout, p. 1599, § 1.<sup>er</sup>; et le Ministre de l'intérieur, p. 1602. — *Sur l'article 19*, le duc Decazes, p. 1606. — *Sur le titre IV*, le comte de Tocqueville, p. 1608 à 1610 et 1614; — le comte d'Argout, p. 1610; — le marquis de Raigecourt, p. 1615 (I. n.º 113). — *Sur l'article 21*, le duc d'Escars, p. 1618; — le comte de Villèle, p. 1619, et le Ministre de l'intérieur, p. 1621. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1626.

Lois adoptées par les Chambres durant la session de 1828; sanctionnées et promulguées par le Roi. — Ces lois sont au nombre de trente-huit, savoir :

— Du 17 mai 1828. Pension accordée à la sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. Voyez au mot *Bisson*. — Du 18, imposition extraordinaire (Ardennes). Voyez au mot *Impositions extraordinaires*. — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Charente). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Drôme). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Puy-de-Dôme). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Deux-Sèvres). *Ibid.* — Du 1.<sup>er</sup> juin, imposition extraordinaire (Ardèche). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Calvados). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Cantal). *Ibid.* — *Du même*

*jour*, imposition extraordinaire (Charente). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Charente-inférieure). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Indre). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Isère). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Landes). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Loire). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Loiret). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Marne). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Haute-Marne). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Oise). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Tarn). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Vosges). *Ibid.* — Du 19 juin, autorisation d'ouvrir un emprunt jusqu'à concurrence de 4 millions de rentes. Voyez au mot *Dette publique*. — Du 2 juillet, révision annuelle des listes électorales et du jury. Voyez au mot *Listes électorales et du jury*. — *Du même jour*, crédit de 300,000 fr. pour des traitemens de réforme à payer aux officiers en non-activité. Voyez au mot *Traitemens de réformes*. — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Corrèze). Voyez au mot *Impositions extraordinaires*. — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Loire-inférieure). *Ibid.* — *Du même jour*, imposition extraordinaire (Marne). — *Ibid.* *Du même jour*, emprunt voté par la ville de Saint-Étienne. Voyez au mot *Emprunt*. — Du 18 juillet, loi sur la presse périodique. Voyez au mot *Presse périodique*. — Du 30, loi sur l'interprétation des lois. Voyez au mot *Interprétation des lois*. — Du 6 août, loi des comptes de 1826. Voyez au mot *Budget de 1826*. — *Du même jour*, crédit extraordinaire (département de la guerre). Voyez au mot *Crédits extraordinaires*. — *Du même jour*, crédit extraordinaire (département de la marine). *Ibid.* — *Du même jour*, crédit extraordinaire (département des finances). *Ibid.* — Du 17 août, budget de 1829 (dépenses). Voyez au mot *Budget de 1829*. — *Du même jour*, budget de 1829 (recettes). *Ibid.* — Du 20 août, crédit affecté à l'instruction ecclésiastique secondaire. Voyez au mot *Écoles ecclésiastiques secondaires*. — *Du même jour*, Concession à la ville de Paris de la place Louis XVI et des Champs-Élysées. Voyez au mot *Concession de terrains*.

LOUVOIS (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 149.

- LUB-SALUCES (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 14.
- LUXEMBOURG (M. le duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1828, p. 18. — Son discours à l'occasion du décès de M. le vicomte d'Agoult, p. 1577 (I. n.° 110).
- LYNCH (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 284.

## M

- MACMAHON (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.
- MALEVILLE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 149, 1825, 2640. — Pour l'examen d'une proposition, p. 734, 823. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 256 (I. n.° 20). — demande que la commission soit mise à même d'exprimer son avis sur les amendemens proposés dans le cours de la discussion générale, p. 323, § *ult.* — Présente le résumé de cette discussion et les nouveaux amendemens consentis par la commission, p. 326 (I. n.° 26). — S'explique au sujet de divers articles du projet et des modifications proposées par la commission ou par plusieurs Pairs, p. 353, 359, 367, § 1.<sup>er</sup>, 369, 374, 394, 400 à 402, 402, § *ult.* — Rend compte à la Chambre du nouveau travail de la commission sur l'article 3, p. 421 à 425. — Fournit des explications sur plusieurs autres articles, p. 435, § 2 et 4, 443, § 1.<sup>er</sup>, 456, § *ult.*, 479, 483, § 1.<sup>er</sup>, 496, à 498, 500. — Présente au nom de la commission une nouvelle série d'articles pour remplacer les articles 25 et suivans du projet, p. 508 à 521. — Prend part à la suite de la discussion, p. 522, § 1.<sup>er</sup>; 525, § *ult.*; 538, 543, § 1.<sup>er</sup>. — Fait un nouveau rapport sur les articles 36 et 45 du projet, p. 549 et 556. — Donne une explication sur l'article 53, p. 567, § 1.<sup>er</sup>. — Consent, au nom de la commission, un amendement à l'article 92, p. 593. — Son opinion sur une résolution de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions rétribuées, p. 828 (I. n.° 43). — Sur l'article 18 du projet de loi relatif aux

- listes électorales, p. 1580 (I. n.º 111). — Sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2358 (I. n.º 161). — Amendement par lui proposé à l'article 2 de ce dernier projet, p. 2407. — Il soutient la discussion de cet amendement, p. 2413 à 2416. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 1,200,000 fr. affecté à l'instruction ecclésiastique secondaire, p. 2642 à 2649 (I. n.º 183).
- MAQUILLÉ (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- MARBOIS (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825. — Ses observations à l'occasion du rapport fait à la Chambre sur la situation de la caisse d'amortissement, p. 248 à 251. — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1096 (I. n.º 63). — Fait une observation sur un discours de M. le comte de Peyronnet, relatif au projet de loi sur les listes électorales, p. 1540, 1.º — S'explique au sujet d'une imposition extraordinaire votée par le département de la Marne, p. 1682; — d'un emprunt voté par la ville de Saint-Étienne, p. 1684, § *ult.* — Discours par lui prononcé dans la discussion du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2536 à 2562 (I. n.º 175). — S'explique au sujet d'un passage de ce discours, p. 2567. — Obtient de nouveau la parole sur les articles du même projet de loi, p. 2597 et 2606. — Observations par lui faites dans la discussion sur le budget des dépenses pour 1829, p. 2730, § 1.º, et 2731, § 1.º — Dans la discussion sur le budget des recettes pour le même exercice, p. 2817. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Bérard, contenant un projet de banques départementales, p. 145, § *ult.* — Au sujet d'une pétition du sieur Chervin relative aux lazarets, p. 2180.
- MARCELLUS (M. le comte de). — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 355, § 1.º; 390, § 1.º; 396, 485. — Propose un amendement à l'article 93 de ce projet, p. 597, § 1.º — Son opinion sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1401 (I. n.º 90). — Sur l'article 1.º du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2109 (I. n.º 148). — Ses observations au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort,

p. 87, § 2. — Au sujet d'une phrase d'un discours prononcé par M. le maréchal duc de Dalmatie, p. 98. — Son opinion sur la pétition de la dame Clerjault, ancienne religieuse, p. 140 (I. n.° 9). — Vœu par lui exprimé à l'occasion d'une pétition de plusieurs marchands et éditeurs d'estampes, p. 213, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion qui s'élève sur une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 941, § 2. — Sur une pétition relative aux bureaux du poids public établis à Bordeaux, p. 945. — Sur plusieurs pétitions présentées par des propriétaires de vignes du Midi, p. 1739. — Demande le renvoi au Ministre de l'intérieur d'une pétition du sieur Pelletier, relative à l'observation des fêtes et dimanches, p. 1785, § ult. — Ses observations au sujet d'une pétition d'anciens colons de Saint-Domingue, p. 1794, § ult., et 1795, § ult. — Au sujet d'une pétition du sieur Deroy, sur le colportage des livres, p. 1802, § ult.

MARTIGNAC (M. le vicomte de), Ministre de l'intérieur. — Présente à la Chambre quinze projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par un pareil nombre de départemens pour les travaux de leurs routes départementales, p. 287 (I. n.° 21). — Quatre projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires, votées par les départemens de la Loire inférieure, de la Marne et de la Corrèze, et à un emprunt voté par la ville de Saint-Étienne, pour divers travaux d'utilité publique, p. 1038 et 1039 (I. n.° 59). — Répond aux observations de M. le marquis de Marbois sur l'imposition extraordinaire votée par le département de la Marne, p. 1683. — Sur l'emprunt voté par la ville de Saint-Étienne, p. 1685. — Présente un projet de loi relatif à la révision annuelle des listes électorales et du jury, p. 706 (I. n.° 34). — S'explique au sujet de l'impression d'une opinion prononcée sur ce projet de loi, par M. le marquis de Forbin des Issarts, p. 1245. — Son discours pour la défense du même projet de loi, p. 1294 à 1323 (I. n.° 83). — Ses observations en réponse à une opinion prononcée par M. le marquis de Villefranche, p. 1380. — S'explique au sujet d'un amendement proposé à l'article 1.<sup>er</sup> par M. le comte Florian de Kergorlay, p. 1470, § ult. — Au sujet des observations de M. le marquis de Lancosmè sur l'article 2, p. 1475. — Au sujet de la rédaction de l'article 10, p. 1484. — Son discours pour la défense de l'article 12, p. 1527. — Combat un amendement proposé à l'article 13, p. 1548 et 1562.

- S'explique au sujet du § 3 de l'article 18, p. 1602. — Au sujet de l'article 21, p. 1621. — Fait une observation sur un amendement proposé par M. de Frenilly au projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2425, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet de la présentation tardive du budget des dépenses à la Chambre des Pairs, p. 2777 à 2779. — Au sujet d'un article ajouté par amendement à la Chambre des Députés dans le budget des recettes, p. 2828. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Susini della Rocca, sur l'application au département de la Corse des nouvelles formes électorales, p. 73 ; — au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, sur l'admission des réclamations faites par des tiers contre la formation des listes, p. 78 à 80, et 87, § 1.<sup>er</sup>. — Répond à une demande d'explications faite par M. le duc de Sabran, à l'occasion d'une assemblée tenue aux Champs-Élysées par des électeurs de Paris, p. 143. — Ses observations sur plusieurs pétitions de propriétaires de vignes du Midi, p. 1728.
- MATHAN (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 643.
- MESSAGE adressé à la Chambre des Députés pour lui notifier l'organisation du bureau de la Chambre des Pairs, p. 18. — Message par lequel la Chambre des Députés annonce qu'elle est définitivement constituée, p. 56. — Par lequel cette Chambre communique à la Chambre des Pairs une résolution relative à la réélection des Députés qui auraient accepté des fonctions salariées, p. 548. *V. Réélection.*
- MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — *Voyez* comte de la Ferronnays.
- MINISTRE DES FINANCES. — *Voyez* comte Roy.
- MINISTRE DE LA GUERRE. — *Voyez* vicomte de Caux.
- MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Voyez* M. de Vatimesnil.
- MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — *Voyez* vicomte de Martignac.
- MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — *Voyez* baron Hyde de Neuville.
- MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Voyez* comte de Saint-Cricq.
- MIREPOIX (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé

commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2640. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1784. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

MOLÉ (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 754, 1825, 2639. — Pour l'examen d'une proposition, p. 823. — Propose de procéder à la formation du bureau définitif de la Chambre avant la réception des Pairs nommés dans l'intervalle de la session, p. 17. — Ses observations au sujet d'une réclamation faite contre la rédaction du procès-verbal, p. 194, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 207, § *ult.*; 635. — Son opinion sur la résolution relative à la réélection des Députés, p. 859 (I. n.° 47). — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé par M. le comte de Tascher sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1430, § 3. — Prend part à la discussion des articles de ce projet, p. 1468, § *ult.*; 1477. — Ses observations sur l'article 13, p. 1589 à 1592 (Imp. n.° 112). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1840 (I. n.° 128). — Demande que la discussion soit continuée sur l'article 1.<sup>er</sup> de ce projet de loi, p. 2108, § *ult.* — Fait diverses observations sur les canaux, incidemment à la discussion de la loi des comptes, p. 2507 à 2509 (I. n.° 172). — Fait de nouvelles observations sur les routes, p. 2530 à 2532. — S'oppose à ce que la même commission soit chargée de l'examen du budget des dépenses et de celui des recettes, p. 2630, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet de l'impression demandée d'un discours prononcé sur le budget par M. le maréchal duc de Raguse, p. 2750. — Prend part à la discussion du budget des dépenses pour 1829, p. 2775. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur une proposition relative à la compétence de la cour des Pairs, p. 2157 (I. n.° 150). — Sur un projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2163 (I. n.° 151). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 2396 à 2405 (Imp. n.° 164). — S'explique au sujet d'une phrase de ce résumé, p. 2412. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1690 et suivantes. — Voir le rapport sur plusieurs pétitions des propriétaires de vignes du Midi, p. 1692

- (I. n.º 119). — S'explique sur diverses propositions faites au sujet de ces pétitions, p. 1729 à 1731. — Ses observations sur une pétition de plusieurs électeurs de Niort, p. 83, § 1.<sup>er</sup> — Sur une pétition de plusieurs anciens colons de Saint-Domingue, p. 695, § 1.<sup>er</sup> — V. aussi p. 703 *in fine*. — Sur une pétition des sieurs de la Boëssière, au sujet d'un droit de bac, p. 939 et 941, § 1.<sup>er</sup>
- MOLLIER (M. le comte). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 24. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 932, 2639. — Élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 59. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de quatre millions de rentes, p. 1042 (I. n.º 60). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 1205 à 1210 (I. n.º 73). — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour 1829, p. 2654 à 2668 (I. n.º 185). — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1021.
- MONTALIVET (M. le comte de). — S'explique, au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, sur le droit d'intervention des tiers, p. 84, § *ult.*
- MONTBLANC (M. le comte de), archevêque de Tours. — Nommé Pair de France par l'ordonnance royale du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 19 et 22.
- MONTESQUIOU (M. l'abbé duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1680.
- MONTENYARD (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 643.
- MONTMOENCY (M. le prince de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- MONVILLE (M. le baron Boissel de). — Insiste, dans la discussion relative au projet de loi concernant la pêche flu-

- viale, pour la reconnaissance du droit des riverains à la propriété des cours d'eau, p. 403, § 1.<sup>er</sup>, et 407. — Prend part à la suite de la discussion sur ce projet de loi, p. 453, § 1.<sup>er</sup>; 454, § 1.<sup>er</sup>; 457, § *ult.*; 535. — Fait une proposition tendant à faire reconnaître par une loi la propriété des riverains sur le fond des rivières non navigables et non flottables, p. 638. — S'explique sur l'objet de cette proposition, p. 640, § 1.<sup>er</sup> — En développe les motifs, p. 675 (I. n.<sup>o</sup> 33). — Fait partie de la commission chargée de l'examiner, p. 734. — Soumet à la Chambre le rapport de cette commission, p. 1000 (I. n.<sup>o</sup> 57). — Soutient la discussion du projet de résolution présenté par la commission, p. 1072, § 1.<sup>er</sup>; 1083, 1094. — S'explique, au sujet de la loi des comptes, sur le mode de fixation des indemnités accordées pour l'ouverture des canaux, p. 2509. — Sur les moyens d'améliorer l'état des routes, p. 2535, § 2.
- MOREL DE MÔNS** (M. le comte), archevêque d'Avignon. — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- MORLHON** (M. le comte de), archevêque d'Auch. — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Décédé, avant l'ouverture de la session, le 14 janvier 1828.
- MORTEMART** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 24.
- MORTEMART** (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 932. — Fait une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 106. — En développe les motifs, p. 114 (I. n.<sup>o</sup> 6). — Est nommé membre de la commission chargée de l'examen de cette proposition, p. 134. — Fait, au nom de cette commission, un rapport à la Chambre, p. 163 (I. n.<sup>o</sup> 12). — Fait, au nom de la même commission, un second rapport sur les divers projets soumis à la Chambre dans le cours de la première discussion, p. 290 (I. n.<sup>o</sup> 22). — Présente, au nom de cette commission, une rédaction définitive de l'arrêté pris par la Chambre, p. 634. — S'explique au sujet de cette rédaction, p. 637. — Ses observations sur le régime des bagnes, à l'occasion d'une pétition du sieur Lucas, p. 1800, § *ult.*

- MOSTUÉROULS** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- MOUNIER** (M. le baron). — Nommé commissaire pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645. — De divers projets de loi, p. 1825, 2640. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur trois projets de loi relatifs à des crédits extraordinaires réclamés, pour l'exercice 1827, par trois départemens ministériels, p. 2429 à 2448 (I. n.º 165). — Demande qu'il soit donné lecture des lettres de grande naturalisation présentées à la Chambre, p. 183, § *ult.* — Fait une observation sur l'article 2 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 376, § 1.<sup>er</sup> — Propose un amendement à l'article 3, p. 415 à 417, et p. 418, § *ult.* — Provoque une nouvelle rédaction des articles 25 et suivans de ce projet, p. 470 à 476 et 481. — Indique un changement à l'article 41, p. 495, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé par M. le marquis de Forbin des Issarts sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1243. — Son opinion sur ce projet de loi, p. 1275 (I. n.º 81). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 100, 237, 693, 1022. — S'explique au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, p. 87 et 88. — Au sujet d'une pétition du sieur Meynard, p. 221. — Au sujet d'une pétition des anciens colons de Saint-Domingue, p. 700. — Au sujet d'une pétition des habitans de Bordeaux contre l'établissement des bureaux du poids public, p. 948. — Ses observations sur une pétition de plusieurs étrangers se disant créanciers du Roi, p. 1789 à 1791.

## N

- NANSOUTY** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 14. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 2427. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 2428. — Rapport fait au nom de cette commission par M. de Grosbois, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* —

Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 29 juillet 1828, p. 2455.

NARBONNE (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 134. — D'un projet de loi, p. 1825. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 147. — Fait une motion d'ordre dans la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 209, § *ult.* — Son opinion sur la proposition faite à ce sujet, p. 608 à 613 (I. n.° 30). — Son opinion sur l'article 12 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1485 à 1491 (I. n.° 99). — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2043 (I. n.° 142). — Développe les motifs d'un amendement qu'il propose à l'article 9 de ce projet de loi, p. 2132. — A l'article 15, p. 2140. — Prend part à la discussion qui s'élève sur une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1816, § 1.<sup>er</sup>

NATURALISATION. — Voyez *Lettres de grande naturalisation*.

NEUVILLE (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

NOÉ (M. le comte de). — Prend la parole au sujet d'une pétition des anciens colons de Saint-Domingue, p. 699, § *ult.*

## O

OLLIVIER (M.). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 932.

OPINIONS DISTRIBUÉES À LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de sept; savoir : — Sur le projet de loi qui autorise, la création de 4 millions de rentes, une opinion de M. le duc Decazes. — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, une opinion de M. le

- comte de Castellane. — Sur le projet de loi relatif aux *écoles secondaires ecclésiastiques*, quatre opinions de MM. le comte Florian de Kergerlay, le comte de Rougé, le comte de Sesmaisons, le comte de Germiny. — Sur le projet de loi relatif à la fixation du *budget de 1829*, une opinion de M. le marquis de Villefranche.
- ORDONNANCES DU ROI COMMUNIQUÉES À LA CHAMBRE. — Ordonnance du 5 novembre 1827 portant nomination de soixante-seize Pairs de France, p. 10. — Du 4 janvier 1828, qui nomme Pairs de France, MM. le comte de Villèle, le comte de Peyronnet et le comte Corbière, p. 15.
- ORGLANDES (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825.
- ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 932, 1825, 2639. — Élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 59. — Nommé par le Roi à cette présidence, p. 109. — Fait à la Chambre le rapport annuel sur la situation de la caisse d'amortissement, p. 238 (I. n.º 18). — Fait une observation sur la rédaction de l'arrêté relatif au mode de nomination des commissions spéciales, p. 636, *Un autre Pair estime*, &c. — S'explique au sujet de divers projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires applicables aux travaux des routes départementales, p. 735. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1797, 2175.

## P

- PANISSE (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à prendre séance dans la Chambre, p. 20 et 22.
- PASQUIER (M. le baron). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 26. — Pour l'examen d'un projet de loi, p. 2639. — Fait partie de la commission à laquelle sont renvoyées les lettres de grande naturalisation accordées au maréchal prince de Hohenlohe Bartenstein et au Prince d'Arenberg, p. 134. — Soumet à la Chambre le rapport de cette commission, p. 169 (I. n.º 13). — S'explique sur la nature du droit de vérification accordé aux Chambres relativement à ces lettres, p. 180 à 182 et p. 194,

§ *ult.* — Nommé membre de la commission chargée d'examiner la proposition de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté du Gouvernement des fonctions salariées, p. 645. — Fait au nom de cette commission un rapport sur la proposition dont il s'agit, p. 754 à 787 (I. n.° 36). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur cette proposition, p. 911 (I. n.° 55). — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, p. 1187 (I. n.° 71). — Sur l'ensemble du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1461 (I. n.° 98). — Sur l'article 13 de ce projet, p. 1568. — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1882 (I. n.° 131). — Ses observations sur l'article 1.<sup>er</sup> de ce projet de loi, p. 2108, § 2. — Sur l'article 2, p. 2119. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2369 (I. n.° 161 *bis*). — Sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2456 à 2465 (I. n.° 167). — Répond, dans la discussion de ce projet, aux observations de M. le comte de Villèle, p. 2595, § 1.<sup>er</sup>, et 2596. — S'explique au sujet d'une opinion de M. le comte de Sussy sur le budget de 1829, p. 2730, § *ult.*; au sujet de l'impression d'un discours prononcé par M. le maréchal duc de Raguse sur le même projet de loi, p. 2751, § *ult.* — Prend part à la discussion du budget des dépenses pour 1829, p. 2776, § *ult.* — A la discussion du budget des recettes pour le même exercice, p. 2814, § *ult.*; p. 2819, 2826 à 2828 (I. n.° 199). — Ses observations au sujet de la proposition faite d'autoriser une commission spéciale à s'adjoindre les auteurs d'opinions prononcées dans le cours de la discussion, p. 210, § 4. — Son opinion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 614 à 620. — Fait diverses observations sur l'ordre de délibération à observer et sur le mérite des systèmes présentés à ce sujet, p. 625, § *ult.* — 630, § *ult.*, et 631 § *ult.* — Demande qu'il soit nommé deux commissions distinctes pour l'examen du budget des dépenses et de celui des recettes, p. 2630, § *ult.* — Ses observations sur plusieurs articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 413 à 415. — 482. — sur une pétition du sieur Patorni relative au rétablissement du jury en Corse, p. 1020, § 1.<sup>er</sup> — Sur les inconvéniens de renvoyer aux Ministres les pétitions contenant des demandes de se-

cours, p. 1803, *§ ult.* — Sur une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1812. — Sur une pétition du sieur Chervin au sujet des Lazarets, p. 2181. — Obtient des lettres patentes portant échange de biens dans son majorat de Pairie, p. 2874.

PASTORET (M. le marquis de). — Vice-président de la Chambre. — Occupe le fauteuil en cette qualité, p. 151, 2641, 2671, 2723, 2783 et 2833. — Donne lecture à la Chambre de la proclamation du Roi portant clôture de la session de 1828, p. 2833. — Fait hommage à la Chambre des 8.<sup>e</sup> et 9.<sup>e</sup> volumes de son *Histoire de la législation*, p. 23. — Est nommé commissaire pour l'examen de deux propositions, p. 134 et 823. — D'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645.

PÊCHE FLUVIALE (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre des Pairs, par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 26 mars 1828. — Adopté moyennant amendemens, le 5 mai. — Porté à la Chambre des Députés, par le même Ministre, le 14. — (Le projet de loi n'a pas été soumis à la discussion dans cette Chambre). — Exposé des motifs du projet de loi par M. le marquis de Bouthillier, directeur général des forêts, p. 116 (I. n.<sup>o</sup> 7). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 137. — Nomination d'une commission spéciale, p. 149. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Maleville, p. 256 à 279 (I. n.<sup>o</sup> 20). — Tableau des amendemens proposés par la commission, p. 279. — *Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet*, p. 303 à 323. — Opinion du comte d'Argout p. 303 (I. n.<sup>o</sup> 23). — Du comte de Sesmaisons, p. 316 (I. n.<sup>o</sup> 24). — Du comte de Cornet, p. 320 (I. n.<sup>o</sup> 25). — Discussion sur la proposition de renvoyer à la commission spéciale les amendemens présentés dans le cours de la discussion, p. 323. — *V. Barante, Roy, Maleville.* — Résumé du rapporteur et nouveaux amendemens proposés par la commission, p. 326 à 343 (I. n.<sup>o</sup> 26). — *Délibération sur les articles*, p. 343 à 599. — *Nota.* Les principales observations faites dans le cours de cette délibération peuvent se classer ainsi qu'il suit : = OBSERVATIONS sur l'étendue du droit de pêche qui appartient à l'État; la connexité de ce droit avec la propriété du fond des cours d'eau; l'utilité d'une définition législative des rivières navigables ou flottables, et en général

sur l'effet du projet de loi quant à cette partie de la législation. — Voir le comte de Tournon, p. 345, 347, 354, § ult. — 366, § ult. — Le Ministre des finances, p. 345 à 347, 348, 350, 357, 368, § 1.<sup>er</sup> — Le comte d'Argout, p. 348 à 350, 356. — Le baron de Barante, p. 351 à 353, 367, § ult. — Le marquis de Maleville rapporteur, p. 353, 366, § 1.<sup>er</sup> — 367, § 1.<sup>er</sup> — Le comte de Tocqueville, p. 354, § 1.<sup>er</sup> — Le comte de Peyronnet, p. 355, § ult. — Et le comte de Cornet, p. 365 § ult et 366 § 2. — Délibération relative à des amendemens proposés à ce sujet, p. 357, 358. — Sur le droit des riverains à la propriété des cours d'eau non navigables et non flottables; sur la nature ou l'étendue de l'indemnité à laquelle ils ont droit en cas que le cours d'eau soit classé parmi les rivières navigables ou flottables, et sur la forme à suivre pour régler cette indemnité. — V. Le comte de Peyronnet, p. 400. — Le marquis de Maleville, rapporteur, p. 400 à 402, et 402 § ult. — Le vicomte Dambray, p. 402 § 1.<sup>er</sup>, et 404 § 1.<sup>er</sup> — Le baron de Barante, p. 402 § 2 et 404 § 2, 411 à 413. — Le baron de Monville, p. 403 § 1.<sup>er</sup> (Voir au mot *rivières non navigables et non flottables*, sa proposition sur la propriété de ces rivières) et p. 407, 410. — Le comte de Saint-Roman, p. 403 § ult., 406. — Le Ministre des finances, p. 404 à 406, 408, 417, 418, 419, § ult. — Le comte d'Argout, p. 408 à 410, 420, § 1.<sup>er</sup> — Le comte de Sesmaisons, p. 413, § 1.<sup>er</sup> — Le baron Pasquier, 413 à 415. — Le baron Mounier, p. 415 à 417 et 418 § ult. — Le comte de Pontécoulant, p. 417. — Le comte de Peyronnet, p. 418, § 2. — 419 § 1.<sup>er</sup> et 3. — Le comte de Tournon, p. 419, § 2 et 4. — Renvoi à la commission, p. 420. — Rapport spécial fait en son nom, p. 421 à 425. — Discours du Ministre des finances, p. 425 à 429. — Nouvelles observations du comte de Pontécoulant, p. 429 à 431, et du comte de Saint-Roman, p. 431. — Délibération, p. 432. — Sur les formes à suivre pour la classification des rivières navigables et flottables, et sur les effets de cette classification quant aux droits des tiers. — V. le comte de Tournon, 372. — Le marquis de Bouthillier commissaire du Roi, *ibid.* § ult. — Le comte d'Argout, p. 373 et 374, § 2. — Le comte de Peyronnet, p. 374 § 1.<sup>er</sup>, et 376 § ult. — Le marquis de Maleville, rapporteur, p. 374, § ult. — Le vicomte Dubouchage, p. 375, § 1.<sup>er</sup> — Le baron de Barante, p. 375, § ult. — Le

baron Mounier, p. 376, § 1.<sup>er</sup> et le Ministre des finances, p. 376.  
 — Délibération, p. 377. = SUR la validité des droits de pêche exercés par des particuliers en vertu de titres sur des rivières navigables ou flottables. V. le comte de Kergariou, p. 358 § 1.<sup>er</sup> et *ult.* 362 § 1.<sup>er</sup> — Le marquis de Maleville, rapporteur, p. 359; — le Ministre des finances, p. 360 à 362, 362 § *ult.* — le comte de Pontécoulant, p. 363; — et le comte de Peyronnet, p. 364; — délibération, p. 365. = SUR la limite à établir entre la pêche fluviale et la pêche maritime. V. le comte de Tocqueville, 387 et 398, § *ult.*; — le comte de Tournon, p. 388 à 390; — le comte de Marcellus, p. 390, § 1.<sup>er</sup> et 396; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 390 à 394 et 399 § *pénult.*; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 394; — le comte de Peyronnet, p. 395; — le Ministre des finances, p. 397, 398 § 2, et 399 § 4; — et le marquis de Rougé, p. 398 § 1.<sup>er</sup>, et p. 399 § 3; — délibération, p. 398 et 399. = SUR l'étendue légale du chemin de halage, le droit des riverains à la propriété de ce chemin et les limites de la faculté qu'ont les pêcheurs d'en user pour l'exercice de la pêche V. le duc de Fitz-James, p. 525, 526 § 1.<sup>er</sup>, 528 § 1.<sup>er</sup>, 554 § 2; le marquis de Maleville, rapporteur, p. 525 § *ult.*; — Le Ministre des finances, p. 526, 533, 536; — le comte d'Argout, p. 527; — le vicomte Lainé, p. 528 § *ult.*, 532 § 1.<sup>er</sup>; — le duc Decazes, p. 529 § 1.<sup>er</sup>, 536 à 538; — le comte de Tournon, p. 529 § *ult.*; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 530 § 1.<sup>er</sup>, 552; — le comte de Peyronnet, p. 530 à 532, 551 § 2, 555 § *ult.*; — le comte de Pontécoulant, p. 532 § *ult.*, 550 § *ult.*, 553 § 1.<sup>er</sup> — le comte de Cornet, p. 533 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Forbin des Issarts, p. 534, 553 § *ult.*, 555 § 1.<sup>er</sup> — le baron de Monville, p. 535; — le marquis de Lancosme, p. 551 § 1.<sup>er</sup>, 553 § 2; — le marquis de Rougé, p. 551 § *ult.*, 554 § 1.<sup>er</sup>, 555 § *pénult.*; — le vicomte Dubouchage, p. 554 § *ult.*; — renvoi à la commission, p. 538; — rapport fait en son nom, p. 549 § *ult.*; — vote, p. 555 et 556. = SUR la distinction à établir entre le domaine de la loi et celui des ordonnances quant à la détermination des engins et procédés de pêche défendus, des temps et heures où la pêche doit avoir lieu, et des dimensions au-dessous desquelles certaines espèces ne peuvent être pêchées; et sur le système pénal à établir en matière de contraventions relatives à la pêche. V. le baron Mounier,

p. 470 à 476, 481, — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 476 à 478, 483 § *ult.*; — le comte d'Argout, p. 478; — le comte de Sesmaisons, p. 479 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 479 § *ult.* et 483 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Peyronnet, p. 480, — le baron Pasquier, p. 482; — le duc de Broglie, p. 483 § 2; — renvoi à la commission, p. 484; — rapport fait en son nom; — nouvelle série d'articles proposée par elle, p. 508 à 621, — vote, p. 522. = SUR le système à adopter pour l'exploitation de la pêche appartenant à l'État, et notamment sur l'exploitation par voie de licences. V. le comte de Tournon, p. 440; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 441, 443 § *penult.* et 445; — le Ministre des finances, p. 442; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 443 § 1.<sup>er</sup>; — le vicomte Lainé, p. 443 § 3; — le comte de Villèle, p. 443, § *ult.*; — le comte de Peyronnet, p. 444; — délibération, p. 442, 443, 446. = SUR les mesures à prendre relativement au rouissage du chanvre dans les rivières. V. le comte de Marcellus, p. 485; — le comte Chaptal, p. 486 à 490 et 491; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 490; — le comte de Peyronnet, p. 492; — le comte d'Argout, p. 493 § 1.<sup>er</sup> — le Ministre des finances, p. 493 § 2; — le comte de Corbière, p. 493 § *ult.*; — délibération, p. 494. = SUR l'application du projet de loi aux parties de cours d'eau renfermées dans des propriétés closes, sur l'introduction des agens de l'administration dans ces propriétés, et sur les mesures à prendre relativement aux barrages établis sur des rivières. V. le baron de Monville, p. 453 § 1.<sup>er</sup>, 454 § 1.<sup>er</sup>, 457 § *ult.*; — le comte de Tournon, p. 453 § *ult.*; 455 § 1.<sup>er</sup>; 467 § *ult.*; 522 § *ult.*; 524 § 1.<sup>er</sup> et 543 § *penult.*; — le duc de Fitz-James, p. 454 § 2; 456 § 1.<sup>er</sup>; 467 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 454 § *ult.*; 457, 466, 468 § *ult.*; 523, 542 § *ult.*; 543 § *ult.*; et 544 § *penult.*; — le vicomte Dambray, p. 455 § *ult.*, et 545, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Argout, p. 456 § 2; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 456 § *ult.*; et 543 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Croix, p. 458 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Castellane, p. 459; — le comte de Peyronnet, p. 460; — le marquis de Lancosme, p. 458, § *ult.*; 464 à 466, 468 § 2; 541 § 2; — le Ministre des finances, p. 468 et 560; — le marquis d'Aramon, p. 468 § *penult.*; et 469 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Tocqueville, p. 524 § *penult.*; 541 § *ult.*; — le marquis de Forbin des Issarts, p. 524 § *ult.*;

et 544 § *ult.*; — le comte de Vogüé, p. 541 § 1.<sup>er</sup> et 3; — le marquis de Rougé, p. 542 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Sesmaisons et le duc Decazes, p. 543 § *penult.*; — le vicomte Lainé, p. 544 § 1.<sup>er</sup>; — le comte Belliard, p. 545 § 2; — et le duc de la Trémoille, p. 558 à 560 et p. 560 § 2; — délibération, p. 461, 468, 525. — Renvoi à la commission, p. 545. — Rapport fait en son nom, p. 556 à 558. — Vote, p. 558. — SUR la question de savoir si les délits de pêche commis au préjudice des particuliers peuvent ou doivent donner lieu à des poursuites d'office. V. le marquis de Maleville, rapporteur, p. 497 et 500; — le comte de Peyronnet, p. 498 à 500; — renvoi à la commission, p. 501; — Nouvelle rédaction proposée par elle, p. 538 et 539. — SUR la formule d'abrogation des lois antérieures. V. un amendement proposé par M. le comte d'Argout, p. 589; — le Ministre des finances, p. 589 à 593 et 595; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 593; — le comte d'Argout, *ibid.* § *penult.*; — le comte de Peyronnet, p. 593 à 595. — OBSERVATIONS DIVERSES. Sur l'art. 1.<sup>er</sup> V. le comte de Marcellus, p. 355 § 1.<sup>er</sup> — Sur l'art. 2. V. le comte d'Argout, p. 368 et 370 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 369; — et le comte de Peyronnet, *ibid.* *ult.*; — Sur l'art. 5. V. le comte d'Argout, p. 435 § 1.<sup>er</sup> et 3; — le marquis de Maleville, rapporteur *ibid.* § 2 et 4; — et le comte de Sesmaisons, p. 436. — Sur l'art. 9. V. le comte de Sesmaisons, p. 438 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, *ibid.* § *penult.*; — et le comte de Tournon, *ibid.* § *ult.*; — Sur l'art. 23. V. le comte de La Villefontier, p. 461 § *ult.*; — et le marquis de Lancosme, p. 462. — Sur l'art. 41 du projet. V. le baron Mounier, p. 495; — le Ministre des finances, *ibid.*; — et le vicomte Dubouchage, p. 496 § 1.<sup>er</sup>; — Sur l'art. 25 des amendemens. V. le comte de Tournon, p. 521; — le Ministre des finances, *ibid.*; — et le rapporteur de la commission, p. 522 § 1.<sup>er</sup> — Sur l'article 47 du projet. V. le marquis de Lancosme et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 562 § 1.<sup>er</sup> et 2. — Sur l'art. 51 du projet. V. le comte d'Argout, p. 564; — le Ministre des finances, *ibid.* — et le comte de Peyronnet, p. 565. — Sur l'art. 53 du projet. V. le comte de Peyronnet, p. 566 et 568 § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 567; — et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, *ibid.* — Sur l'art. 81 du projet. V. le comte de Tocqueville,

p. 580 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Peyronnet, *ibid* § 2; — et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, *ibid* § 3. — *Sur l'art. 82 du projet. V.* le comte de Tocqueville, p. 582 § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Peyronnet, *ibid* § *ult.*; — et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 583 § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'art. 90 du projet. V.* le comte de Peyronnet, p. 587 § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'art. 91. V.* le comte de Peyronnet, p. 588 § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'art. 93. V.* le comte de Marcellus, p. 597 1.<sup>o</sup> — le duc Decazes, *même page* § *ult.*; le comte de Peyronnet, p. 598 § 1.<sup>er</sup>; — et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, *ibid* § 2. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 599 et 600.

PÉRIGNON (M. le marquis de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.

PÉTITIONS (Jurisprudence en matière de pétitions). — La Chambre, sur la proposition de M. le Président et sans rapport, ordonne le renvoi d'une pétition à la commission spéciale nommée pour l'examen du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 163. — Un Pair, au moment de voter sur une pétition, observe que la Chambre n'est plus en nombre pour délibérer : on rappelle d'autre part que dans les usages de la Chambre les délibérations sur les rapports du comité des pétitions se continuent sans qu'il soit nécessaire que la Chambre se trouve au complet des deux tiers de ses membres, p. 234 et 235. — La Chambre doit-elle s'occuper de pétitions relatives à des réclamations encore pendantes devant les autorités compétentes ? Observations à ce sujet, p. 937, 938, 940, 941. (Voyez *Pontécoulant*, *Brogie*, *Peyronnet*, *Molé*), et p. 949 et 950. (Voyez *Mounier*, *Barante*). — Observations sur le dépôt des pétitions au bureau des renseignemens, p. 1015 et 1016. — Le renvoi aux Ministres implique-t-il une approbation ? p. 1020, 1811 et 1819. — Pétition pour inviter les chambres à remercier le Roi par une adresse des ordonnances du 16 juin, p. 1791. — Les pétitions sont-elles non-recevables lorsqu'elles sont signées par des mandataires en nom collectif ? p. 1794, 1796 et 1797. — Observations sur une pétition intitulée : *à la Chambre des Pairs, les électeurs de la Seine-Inférieure*, p. 223 à 225.

PÉTITIONS COLLECTIVES. — Des membres de la *Société industrielle de Mulhouse*, pour la suppression des bureaux de loterie dans les villes manufacturières, p. 62; — de cinquante-quatre électeurs de Niort pour réclamer contre la formation

des listes électorales de cet arrondissement, p. 76. (Discussion sur le sujet de cette pétition sur l'intervention des tiers en matière de rectification des listes électorales, p. 71 à 91. Voyez *Saint-Roman, Martignac, Forbin des Issarts, Barante, Talaru, Molé, Fitz-James, Tournon, Montalivet, Tocqueville, Decazes, Villèle, Marcellus, Mounier, Peyronnet, Broglie*); = de soixante-seize électeurs de l'arrondissement de Brest, pour demander un projet de loi tendant à réprimer les fraudes électorales, p. 141 (à l'occasion de cette pétition, M. le duc de Sabran provoque des explications sur une assemblée tenue aux Champs-Élysées par des électeurs de Paris, p. 142. — Observations du Ministre de l'intérieur à ce sujet, p. 143); = de neuf cent vingt-quatre électeurs de la Seine-Inférieure, pour demander des garanties relativement à l'exercice des droits électoraux, p. 223 à 225; — de cent quatre hommes de couleur de la Martinique, au sujet de la législation relative aux hommes de couleur dans les Antilles, p. 100; — de divers officiers en non-activité, pour solliciter des mesures destinées à assurer le sort de cette classe d'officiers contre l'effet des ordonnances des 20 mai 1818 et 5 mai 1824, p. 95. (Sur cette pétition sont entendus MM. le maréchal duc de Dalmatie, p. 96 à 98 (I. n.º 3); — le comte de Marcellus, p. 98, § 2, et le Ministre de la guerre, p. 98 à 100); = Des membres du tribunal de Saint-Marcellin, sur la nécessité d'augmenter le traitement des juges de 1.<sup>re</sup> instance, p. 145; — de soixante-quatorze propriétaires du quartier Saint-Martin à Paris, au sujet des chantiers de bois de chauffage établis dans ce quartier, p. 145; — de plusieurs graveurs éditeurs, et marchands d'estampes, pour se plaindre des entraves apportées au commerce de gravures étrangères, p. 212 (Observation de M. le comte de Marcellus, p. 213, § 1.<sup>er</sup>); — des huissiers de l'arrondissement d'Angers, pour demander l'exemption du droit de patente, p. 138; — Des huissiers de l'arrondissement de Metz, *pour le même objet*, p. 139; — des huissiers des arrondissemens de Bordeaux, de Limoges et de Rennes, *pour le même objet*, p. 211. (Observation du vicomte Lainé, *ibid*); — des huissiers de l'arrondissement d'Orléans et du département de la Seine, *pour le même objet*, p. 1023; — des huissiers de l'arrondissement de Vannes *pour le même objet*, p. 1797; — de quarante-sept membres de la Légion-d'honneur, domiciliés dans l'arrondissement de Châtillon-sur-Seine, pour réclamer le

paiement de leur traitement arriéré, p. 225 (La Chambre ordonne l'impression du rapport relatif à cette pétition, p. 234 (I. n.º 17). — Motion du comte Dejean, tendante à renvoyer la délibération à la prochaine séance, p. 234, § pénult. — La Chambre passe à l'ordre du jour, p. 235); = de plusieurs anciens colons de Saint-Domingue, pour réclamer le paiement de leurs indemnités, p. 693 (Observations au sujet de cette pétition, p. 695 à 704. Voyez *Molé, Lainé, Noé, Saint-Roman, Pontécoulant*). — Autres pétitions des mêmes, p. 1792. (Observations au sujet de ces pétitions, p. 1794 à 1797. Voyez *Marcellus, Argout, Ségur, Tournon*); = de neuf anciens colons de la Guyanne française, pour réclamer une indemnité du Gouvernement portugais, p. 1022; — de huit anciens payeurs des armées pour solliciter des pensions de retraite, p. 1022; — de soixante-quatre membres des églises réformées de l'arrondissement du Havre, pour réclamer contre l'ordonnance du 21 avril 1828 sur les écoles primaires, p. 1802; — de quatre-vingt-neuf négocians ou habitans de Bordeaux, pour réclamer contre l'établissement dans cette ville de bureaux du poids public, p. 941 (Discussion au sujet de cette pétition, p. 944 à 950. Voyez *Tournon, Marcellus, Decazes, Argout, Mounier*); = de trente-cinq habitans des communes voisines des marais de Donges, pour réclamer contre une ordonnance du Roi rendue sur conflit au sujet du dessèchement de ces marais, p. 950 (Rapport détaillé sur cette pétition, p. 951 à 957. — Observations du comte de Peyronnet, p. 957 à 961; — du rapporteur, p. 961; — du comte d'Argout, p. 962; — du duc de Broglie, p. 963); = des habitans de *Beaucaire*, pour réclamer contre un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État relatif à l'emplacement du nouveau pont de cette ville, p. 1804. (Rapport détaillé, p. 1804 à 1807. — Observations du comte de Vogüé, p. 1807 à 1811; — du duc de Sabran, p. 1811 et 1818, § 2; — du baron Pasquier, p. 1812; — du comte de Tournon, p. 1813; — du comte d'Argout, p. 1815; — du duc de Narbonne, p. 1816, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Forbin des Issarts, *idem.*, § ult., et p. 1818, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Kergariou, p. 1817; — du marquis d'Aragon, p. 1819, § 1.<sup>er</sup>); = de douze mille cinq cent soixante-trois propriétaires de vignes du département de la Gironde; — de cent trente-quatre propriétaires du département du Lot; — de huit cent trois proprié-

taires de l'arrondissement de Narbonne, département de l'Aude;—de quatre cent un propriétaires du département des Pyrénées-Orientales;—de soixante-quinze propriétaires de la ville de Gaillac (Tarn);—de douze cent cinquante-neuf propriétaires du département de Lot et Garonne;—de deux cent trente-un propriétaires de l'arrondissement de Villeneuve-d'Agen, pour solliciter un remède à la gêne qu'éprouve le commerce des vins du midi, p. 1691 (Rapport détaillé sur ces pétitions, p. 1692 (I. n.° 119).—Opinion du comte de Tournon, p. 1697 (I. n.° 120); —du marquis de Lally, p. 1703 (I. n.° 121). V. aussi p. 1713, 1731, § 2 et 1738, § 1.°; —du comte de Kergariou, p. 1708 (I. n.° 122); du vicomte Lainé, p. 1714 (I. n.° 123). V. aussi p. 1731, § 1.° — Observations du Ministre de l'intérieur, p. 1728; — du comte Molé, rapporteur du comité, p. 1729. — Opinion du comte de Villele, p. 1731 à 1738. — Observation du duc de Broglie, p. 1738, § ult., — du comte Marcellus, p. 1739. — Vote, p. 1740); — de deux cent cinquante-huit propriétaires de vignes du canton de Domme (Dordogne), p. 2184. (Rapport détaillé sur cette pétition, p. 2185 à 2195 (I. n.° 152). — Opinions du comte Chaptal, p. 2195 (I. n.° 153), — et du duc Decazes, p. 2198 (I. n.° 154).

PÉTITIONS INDIVIDUELLES. — Du sieur *Alix*, p. 1820. — Du sieur *Amyot*, p. 2184. — Des sieurs *Augustin* et *Thierry*, pour demander la suppression de la retenue sur les retraites, p. 966. (Observations du comte *Belliard* sur cette pétition, p. 967.) — Du sieur *Babron*, p. 2176. — Du sieur *Benjamin*, p. 2184. — Du sieur *Bérard*, contenant un projet de banques départementales, p. 145. (Observations au sujet de cette pétition, p. 145 à 147. Voyez *Marbois*, *Lecouteulx de Canteleu*, *Barante*.) — Du sieur *Berthier*, p. 62. — Du sieur *Blaeque*, p. 964 à 966. — Du sieur *Boulongne*, p. 1798. — Du sieur *Brûre*, p. 94. — Du sieur *Buisson*, p. 144. — Du marquis *Negrôtto Cambiaso*, voyez *Pfaffenhoffen*. — Du sieur *Cannet des Aulnois*, p. 138. — Du sieur *Chervin*, au sujet des mesures prises contre la fièvre jaune, p. 2177. (Discussion au sujet de cette pétition, p. 2178 à 2184. Voyez *Chaptal*, *Tournon*, *Marbois*, *Pasquier* et *Lainé*.) — De la dame *Clerjault*, pour demander que les anciennes religieuses soient remises en possession de l'intégralité de leurs pensions, p. 139. (Opinion de M. le comte de *Marcellus* sur cette pétition, p. 140 et 141, I. n.° 9). — Du sieur *Clodel*, sur des

modifications à apporter aux dispositions des articles 902, 911, 915 et 757 du Code civil, p. 139 (La Chambre, sur la proposition de M. le comte *Daru*, ordonne l'impression du rapport relatif à cette pétition, p. 139, I. n.º 8). — Du sieur *Cornier*, p. 214. — De l'abbé *Courtois*, p. 1014. — Du sieur *Courtois-Duvallier*, p. 1690 et 1691. — Du sieur *Deroy*, au sujet des abus du colportage des livres, p. 1802. (Observations du comte de *Marcellus*, *ibid.*, § *ult.*) — Du sieur *Dulac*, p. 1023 à 1025. — Du sieur *Dutertre*, p. 212. — De la comtesse d'*Erbach*, voyez *Pfassenhoffen*. — Du sieur *Floquet*, p. 105. — Du sieur *Gadon*, p. 63. — Du sieur *Gendret*, pour réclamer un secours, p. 1803. (Observations du maréchal duc de *Dalmatie* et du baron *Pasquier*, *ibid.*, § *penult.* et *ult.*) — Du sieur *Gerin*, p. 145. — Du sieur *Hubert*, p. 1787. — Du sieur *Isambert*, au nom du sieur Michel *Pierre*, voyez *Pierre*. — Du sieur *Kretz*, p. 237. — Des sieurs de *la Boëssière*, pour réclamer la valeur d'un ancien droit de bac, p. 933. (Discussion au sujet de cette pétition, p. 933 à 941. Voyez *Kergariou*, *Sabran*, *Pontécoulant*, *Broglic*, *Argout*, *Molé*, *Peyronnet*, *Marcellus*). — Du sieur *Lucas*, pour indiquer divers moyens de réprimer les crimes, p. 1800 (Observations au sujet de cette pétition, p. 1800 à 1802. Voyez *Mortemart* (marquis de), *Tournon*, *Argout*, *Portalis*). — Du sieur *Félix Mercier*, p. 144. — Du sieur *Meynard*, pour se plaindre d'une ordonnance royale qui rejette une réclamation par lui adressée au conseil d'État, p. 215 (Discussion au sujet de cette pétition, p. 217 à 222. Voyez *Barante*, *Peyronnet*, *Mounier*.) — De la dame *Minus*, veuve *Tanchon*, p. 1798 et 2175. — Du sieur *Montigny Turpin*, p. 1799. — Du sieur *Mousset*, p. 1021. Du sieur *Noël*, p. 75. — Du sieur *Oudart-Magnon*, p. 61. — Du sieur *Oudotte*, p. 1791. — Du sieur *Parent*, au nom de plusieurs Génois se disant créanciers du Roi, p. 100. Voyez *Pfassenhoffen*. — Du sieur *Patorni*, pour demander le rétablissement du jury en Corse, p. 1016 (Observations au sujet de cette pétition, p. 1019 à 1021, voyez *Peyronnet*, *Pasquier*, *Broglic*.) — Du sieur *Pelletier*, pour réclamer l'observation de la loi sur les fêtes et dimanches, p. 1785 (Observations au sujet de cette pétition, p. 1785 à 1787, voyez *Marcellus*, *Argout*, *Villèle* (archevêque de Bourges), et *Catellan*.) — Du comte de *Pfassenhoffen*, au nom d'autres étrangers se disant créanciers du Roi, p. 1787 (Observations au sujet de

cette pétition, p. 1788 à 1791, voyez *Tournon, Decazes, Choiseul* (duc de), *Forbin, Mounier*. — V. aussi *Parent*. — Du sieur *Pierre*, représenté par le sieur *Isambert*, au sujet d'une ordonnance royale interprétative du décret du 12 mai 1793, p. 101. (Discussion au sujet de cette pétition sur la forme dans laquelle doit être donnée l'interprétation des lois, p. 102 à 105, voyez *Broglie, Roy, Barante, Peyronnet, Decazes*.) — Du sieur *Piet*, p. 235. — Du sieur *Pigoreau*, p. 237. — Du sieur *Rey*, pour demander l'établissement d'un palais des manufactures destiné aux expositions de l'industrie, p. 147 (Observation du marquis d'*Herbouville* au sujet de cette pétition, *ibid.*). — Du sieur *Ricard*, p. 1021. — Du sieur *Rogery*, p. 1690. — Du sieur *Saly*, p. 692 et 1690. — Du sieur *Sauley*, p. 1022. — Du sieur *Saulnier de la Prunelais*, p. 163. — Du sieur *Sermet*, p. 1797 et 1798. — Du sieur *Susini della Rocca*, sur les élections de la Corse et sur la suspension du jury dans ce département, p. 64 (Discussion au sujet de cette pétition, p. 67 à 75, voyez *Tocqueville, Barante, Saint-Roman, Pontécoulant, Vogüé* (Charles), *Decazes, Martignac, Broglie*). — Du sieur *Thierry*, p. 966 (Voyez *Augustin*). — Du sieur *Thirion*, p. 213. — Du sieur *Tougard*, p. 1016. — Du sieur *Trigant-Gautier*, p. 212. — Du sieur *Troupil*, p. 62. — Du sieur *Turben*, p. 144. — Du sieur *Villeneu*, pour demander l'insertion dans la loi sur la presse périodique, d'un article qui permette aux tribunaux d'affecter les dommages-intérêts aux hospices, p. 1799 (Observations du duc de *Broglie*, p. 1799). — Du sieur *Violette*, p. 1819.

PEYRONNET (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 4 janvier 1828, p. 15. — Prête serment dans la séance royale du 5 février suivant, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — S'explique sur la nature du droit de vérification accordé aux Chambres, relativement aux lettres de grande naturalisation, p. 194, § 2. — Ses observations sur divers articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 355, § ult.; 369, § ult.; 374, § 1.<sup>er</sup>; 376, § ult.; 395; 400, § penult.; 418, § 2; 419, §§ 1.<sup>er</sup> et 3; 444, 460, 480, 492, 498 à 500; 530 à 532; 551, § 2; 555, § ult.; 565; 566, § ult.; 568; 580, § 2; 582, § ult.; 587, § 1.<sup>er</sup>; 588, § 1.<sup>er</sup>; 593 à 595; 598, § 1.<sup>er</sup> — Indique un amendement au projet de résolution relative à la propriété du fond des cours d'eau, p. 1084, § ult., et 1085, § ult. — Fait une observa-

tion relative à l'ordre de la discussion, p. 1469, § 3. — Provoque une explication sur l'article 10 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1483. — Son opinion sur l'art. 12 du même projet, p. 1533 (I. n.º 105). — S'explique au sujet de ce discours, p. 1540, § *ult.* — Ses observations sur un amendement proposé à l'article 18, p. 1598, § 1.<sup>er</sup> — Sur le § 3 du même article, p. 1599, § *ult.*, à 1602, et p. 1604. — S'explique, à l'occasion d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, sur le droit d'intervention des tiers, p. 88 à 90. — A l'occasion d'une pétition du sieur Isambert, sur le mode suivi pour l'interprétation des lois, p. 103, § *ult.* — Ses observations sur une pétition présentée par le sieur Meynard, p. 217 à 219. — Demande le renvoi au Ministre des finances d'une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 940. — Son opinion sur une pétition de plusieurs riverains des marais de Donges, contenant réclamation en matière de conflit administratif, p. 957 à 961. — Sur une pétition du sieur Patorni, relative au rétablissement du jury en Corse, p. 1019.

PINS (M. le comte de), archevêque d'Amasie. — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.

PLACE LOUIS XVI. — Voyez *Concession de terrains à la ville de Paris.*

PONTÉCOULANT (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 734, 823. — Son opinion sur la nature du droit de vérification accordé aux Chambres, relativement aux lettres de grande naturalisation, p. 184 à 186. — S'explique au sujet de différents articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 363; 417, § *ult.*; 429 à 431; 532, § *ult.*; 550; 553, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur une proposition relative à la propriété des cours d'eau, p. 1064 à 1069. — S'explique au sujet d'un amendement à cette proposition, p. 1085, § 2. — Ses observations sur l'impression d'un discours prononcé par M. le marquis de Forbin des Issarts, p. 1244. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Susini della Rocca, sur la compétence de la Chambre des Pairs en fait de questions électorales, p. 69, § *ult.* — Ses observations sur une péti-

- tion des anciens colons de Saint-Domingue, p. 702. — Sur une pétition des sieurs de la Boëssière, p. 937.
- PONTGIBAUD (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Son opinion sur le budget des dépenses pour 1829, p. 2758 à 2762 (I. n.º 190).
- PORTAL (M. le baron). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1828, p. 18. — Élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 59. — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 134. — De divers projets de loi, p. 754, 1680, 2639.
- PORTALIS (M. le comte), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre des lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à MM. le maréchal prince de Hohenlohe-Bartenstein et le prince d'Arenberg, p. 129. — Un projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1129 (I. n.º 114). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1991 à 2011 (I. n.º 139). — Présente un projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 1742 (I. n.º 124). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 2379 à 2386 (I. n.º 162). — S'explique au sujet de divers amendemens proposés à l'article 2 par M. de Frenilly, p. 2422, § *ult.*, et 2423, § *ult.* — Répond à une observation de M. le comte d'Argout, au sujet d'une pétition du sieur Lucas, p. 1801, § *ult.* — S'explique au sujet d'une observation relative aux droits de sceau faite dans la discussion sur le budget des dépenses pour 1829, p. 2818. — Communique à la Chambre diverses lettres-patentes portant institution de majorats de Pairie, p. 2783. — Remet au Président la proclamation du Roi qui ordonne la clôture de la session, p. 2833.
- PRASLIN (M. le duc de). — Prend part à la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 628 1.º et p. 636, *L'un d'eux demande*, &c.
- PRESSE PÉRIODIQUE. — LOI du 18 juillet 1828, relative à la presse périodique. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Portalis, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 14 avril 1828. — Adoptée le 19 juin. — Appor-

tée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 25. — Adoptée le 14 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1828, deuxième semestre, n.º 241, p. 33). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 1629 (I. n.º 114). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 1679. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1680. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Siméon, p. 1756 à 1784 (I. n.º 126). — *Discussion en assemblée générale*, p. 1826 à 2083. — Opinion du comte de Saint-Roman, p. 1826 (I. n.º 127). — Du comte Molé, p. 1840 (I. n.º 128). — Du vicomte Dambray, p. 1853 (I. n.º 129). — Du comte de Labourdonnaye, p. 1874 (I. n.º 130). — Du baron Pasquier, p. 1882 (I. n.º 131). — Du comte de Rougé, p. 1907 (I. n.º 132). — Du comte de Boissy-d'Anglas, p. 1917 (I. n.º 133). — Du duc de Valentinois, p. 1924 (I. n.º 134). — Du comte Florian de Kergorlay, p. 1932 (I. n.º 135). — Du vicomte de Castellajac, p. 1951 (I. n.º 136). — Du comte de Tournon, p. 1969 (I. n.º 137). — Du vicomte Dubouchage, p. 1980 (I. n.º 138). — Discours du Garde des sceaux, 1991 à 2011 (I. n.º 139). — Opinion du marquis de Villefranche, p. 2011 (Imp. n.º 140). — Du vicomte de Châteaubriand, p. 2020 (Imp. n.º 141). — Du duc de Narbonne, p. 2043 (I. n.º 142). — Du duc Decazes, p. 2049 (I. n.º 143). — Du duc de Coigny, p. 2065 (I. n.º 144). — Du marquis de Lally, p. 2071 (I. n.º 145). — (Observations incidentes du vicomte de Châteaubriand, p. 2082, § *ult.*) — Le comte de Castellane, inscrit pour parler sur le projet de loi, renonce à la parole, p. 2083. — Résumé du rapporteur, p. 2084 (I. n.º 146). — Déclaration du vicomte Dambray au sujet des amendemens par lui proposés, p. 2099, § *ult.* — *Délibération des articles*, p. 2100 à 2143. — Dans le cours de cette délibération sont entendus, *sur l'art. 1.º*, le marquis de Rougé, p. 2100 (I. n.º 147) et 2108, § 1.º; — le baron de Barante, p. 2102 à 2107; — le comte de Saint-Roman, p. 2107, § *penult.*; — le duc de Broglie, *ibid.*, § *ult.*; — le baron Pasquier, p. 2108, § 2; — le comte Molé, *ibid.*, § *ult.*; — le comte de Marcellus, p. 2109 (I. n.º 148). — *Sur l'article 2*, le vicomte Dubouchage, p. 2117, § 2, et p. 2118; — M. de Vatimesnil, Ministre de l'instruction publique, p. 2117; — le baron Pasquier,

p. 2119; — le vicomte de Châteaubriand, p. 2120, § 1.<sup>er</sup>; le marquis de Rougé, p. 2120 à 2123, et 2126, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Broglie, p. 2123 à 2126; — et le baron Bacot de Romand, commissaire du Roi, p. 2126. — *Sur l'article 9*, le duc de Narbonne, p. 2132; — le commissaire du Roi baron Bacot de Romand, p. 2133; — le vicomte Dubouchage, p. 2134; — M. Bourdeau, commissaire du Roi, p. 2135; — le vicomte de Castelbajac, p. 2137, § 1.<sup>er</sup>; — et le comte de Bastard, *ibid.*, § *ult.* — *Sur l'article 15*, le duc de Narbonne, p. 2140; — et M. Bourdeau, commissaire du Roi, p. 2141. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2144.

**PRIMES.** — Observations au sujet des primes. — *Voyez* la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, et notamment les discours du marquis de Marbois, p. 2542 à 2546; — du comte de Tournon, p. 2494 à 2497; 2600 à 2602, et 2605, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Villèle, p. 2602 à 2605, et 2605, § *ult.*; — du marquis de Marbois, p. 2606. — (*V.* aussi le rapport sur le même projet de loi, p. 2301; et 2303 à 2305.)

**PROCÈS-VERBAL.** — Réclamation contre une formule insérée dans la rédaction du procès-verbal au sujet de la vérification des lettres de grande naturalisation, p. 193. — Discussion à ce sujet, p. 194. — *Voyez Saint-Roman, Molé, Peyronnet, Pasquier.*

**PROCLAMATION DU ROI** qui ordonne la clôture de la session de 1828, p. 2834.

**PROJETS DE LOI** adoptés par la Chambre pendant la session de 1828, et convertis en lois; voyez *Lois*. — Projet de loi présenté à la Chambre, et non converti en loi; voyez *Pêche fluviale*.

**PROPOSITIONS** faites par des Pairs. — Proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales; voyez *Commissions spéciales*. — Proposition relative à la propriété des rivières non navigables et non flottables; voyez *Rivières*. — Proposition relative à la compétence et au mode de procéder de la cour des Pairs; voyez *Cours des Pairs*.

## Q

- QUESTIONS ÉLECTORALES (Pétitions relatives à des). — Voyez les pétitions : du sieur *Gadon*, p. 63;—du sieur *Susini della Rocca*, p. 64 et suivantes; — du sieur *Noël*, p. 75; — de plusieurs électeurs de Niort, p. 76 à 91; — de plusieurs électeurs de Brest, p. 141 et suivantes. — La Chambre des Pairs peut-elle s'immiscer dans l'examen de semblables questions? voyez l'opinion du baron de Barante, p. 68 et 81; — du comte de Pontécoulant, p. 70; — du comte Molé, p. 83, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Tournon, p. 84, § 1.<sup>er</sup>; — du duc Decazes, p. 85 et 86.
- QUINSONAS (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

## R

- RADEPONT (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.
- RAGUSE (M. le maréchal duc de). — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1829, p. 2744. — Déclare renoncer à l'impression de ce discours, p. 2752.
- RAIGECOURT (M. le marquis de). — Son opinion sur le titre IV du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1615 (I. n.° 113).
- RASTIGNAC (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1088.
- RÉÉLECTION des Députés qui auraient accepté du Gouvernement une place rétribuée (Résolution de la Chambre des Députés relative à la). — Cette résolution est adressée à la Chambre des Pairs par un message, p. 548 (V. Imp. n.° 29). — Elle est examinée dans les bureaux, p. 633. — Nomination d'une commission spéciale, p. 644 et 645. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron

- Pasquier, p. 754 à 787 (I. n.<sup>o</sup> 36). — Discussion en assemblée générale, p. 823 à 911. — Opinions : du comte de Tournon, p. 824 (I. n.<sup>o</sup> 40); — du comte de Tocqueville, p. 830 (I. n.<sup>o</sup> 41); — du marquis de Catellan, p. 836 (I. n.<sup>o</sup> 42); — du marquis de Maleville, p. 838 (Imp. n.<sup>o</sup> 43); — du comte d'Argout, p. 843 (I. n.<sup>o</sup> 44); — du comte de Boissy d'Anglas, p. 852 (I. n.<sup>o</sup> 45); — du marquis de Lancosme, p. 854 (I. n.<sup>o</sup> 46); — du comte Molé, p. 859 (I. n.<sup>o</sup> 47); — du duc de Broglie, p. 866 (I. n.<sup>o</sup> 48); — du comte Florian de Kergerlay, p. 879 (I. n.<sup>o</sup> 49); — du duc de Choiseul, p. 886 (I. n.<sup>o</sup> 50); — du baron de Barante, p. 888 (I. n.<sup>o</sup> 51); — de M. de Frenilly, p. 897 (I. n.<sup>o</sup> 52); — du comte de Tascher, p. 901 (I. n.<sup>o</sup> 53); — du marquis de Lally, p. 905 (I. n.<sup>o</sup> 54); V. aussi p. 928. — Résumé du rapporteur, p. 911 (I. n.<sup>o</sup> 55). — Observations de M. le Président sur l'ajournement proposé par plusieurs orateurs, p. 927. — Vote au scrutin, p. 929. — Le projet de résolution n'est pas adopté, p. 930.
- RÉGLEMENT. — Modifications à l'article 5 du Règlement de la Chambre — Voyez *Commissions spéciales* (proposition relative au mode de nomination des).
- RENTES. — Projet de loi tendant à autoriser l'inscription de quatre millions de rentes au grand livre de la dette publique. Voyez *Dette publique*.
- RÉSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, COMMUNIQUÉE À LA CHAMBRE DES PAIRS. Voyez *Réélection*.
- RÉVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES ET DU JURY. Voyez *Listes électorales*.
- RIVIÈRE (M. le duc de), décédé le 21 avril 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Semailson, p. 649 (I. n.<sup>o</sup> 31).
- RIVIÈRES NON NAVIGABLES ET NON FLOTTABLES. — Proposition relative à la propriété du lit de ces rivières, faite par M. le baron Boissel de Monville, le 7 mai 1828, p. 638. — (Voir l'annonce de cette proposition, p. 403, § 1.<sup>er</sup> et 407.) — Discussion sur la question de savoir si la Chambre s'en occupera, p. 639 à 641. — A ce sujet sont entendus MM. le duc Decazes, p. 639 § 2; — le baron de Barante, p. 639 § ult.; — l'auteur de la proposition, p. 640, § 1.<sup>er</sup>; — et le vicomte Dubouchage, p. 640, § ult. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de la proposition, p. 641. — Développe-

- ment des motifs, p. 675 à 688 (I. n.º 33). — Teneur de la proposition, p. 686. — Opinion de M. le vicomte Lainé, p. 688 à 691. — Prise en considération, p. 692. — Examen dans les bureaux, p. 705. — Nomination d'une commission spéciale, p. 733 et 734. — Rapport fait au nom de la commission par M. le baron de Monville, p. 1000 (I. n.º 57). — Projet de résolution présenté par la commission, p. 1014. — Discussion sur ce projet, p. 1059 à 1095. — Opinion du comte Cornudet, p. 1059 (I. n.º 61). — Du comte de Pontécoulant, p. 1064. — Du comte de Tournon, p. 1069. — Observations du rapporteur de la commission, p. 1072 et 1083. — du Ministre des finances, p. 1072 et p. 1082. — Du comte d'Argout, p. 1074 à 1078. — Du comte de Saint-Roman, p. 1078. — Du vicomte Dubouchage, p. 1079 § 1.<sup>er</sup>. — Du vicomte Lainé, p. 1079 à 1082. — Amendement indiqué par M. le comte de Peyronnet, p. 1084 § *ult.* — Sur cet amendement sont entendus : le vicomte Lainé, p. 1085, § 1.<sup>er</sup>. — Le comte de Pontécoulant, *ibid.*, § 2. — Le Ministre des finances, *ibid.*, § 3. — L'auteur de l'amendement, *ibid.*, § *ult.* — Opinion du comte de Saint-Roman, p. 1089 à 1093 (I. n.º 62). — Nouvelles observations du comte de Tournon, p. 1093 ; — du rapporteur de la commission, p. 1094. — La Chambre adopte l'ajournement sur la proposition, p. 1095.
- ROUÉ (M. le marquis de) — Prend part à la discussion des articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 398, § 1.<sup>er</sup> 399, § 5, 542 § 1.<sup>er</sup> ; 551, § *ult.* ; 554, § 1.<sup>er</sup> ; 555, § *pénult.* — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2100 (I. n.º 147). *Voir* aussi p. 2108 § 1.<sup>er</sup> — Développe les motifs d'un amendement à l'art 2 du même projet, p. 2120 à 2123 et 2126, § 1.<sup>er</sup>.
- ROUGÉ (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Désigné commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2632. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1251 (I. n.º 79.). — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1907 (I. n.º 132).
- ROUTES. — Observations au sujet des routes. — *Voir* la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, notamment les discours : du comte de Toc-

queville, p. 2521 à 2530, 2535, § 1.<sup>er</sup> — du comte Molé, p. 2530 à 2532. — du directeur général des ponts et chaussées, p. 2532 à 2534. — du baron de Monville, p. 2535, § *ult.*

Roy (M. le comte). — Ministre des finances, annonce à la Chambre que le Gouvernement s'occupe d'un projet de loi relatif au mode d'interprétation des lois, p. 103. — Présente un projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 116. (I. n.° 7.). — S'oppose à ce que les amendemens proposés dans le cours de la discussion générale soient renvoyés en masse à la commission, p. 323, § 4. — S'explique au sujet de divers articles du projet et de modifications proposées à ces articles, p. 345, § *ult.*, 348, 350, 357, 360, 362, § *ult.*, 368, § 1.<sup>er</sup>; 376, 397, 398, § 2, 399, § 4, 404 à 406, 408, 410, 417, 418, 419, § *ult.* 425 à 429, 442, 468, 493, 495, 521, 526, 533, 536, 560, 564, 589 à 593, 595. — Ses observations sur une proposition relative à la propriété des cours d'eau, p. 1072 à 1074, 1082. — *Voir* aussi p. 1085, § 3. — Présente un projet de loi tendant à autoriser l'inscription au grand livre de la dette publique de nouvelles rentes jusqu'à concurrence de quatre millions, p. 817 (I. n.° 39). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 1175 à 1185 (I. n.° 70). — Sa réponse aux observations de M. le comte de Villèle sur l'art 1.<sup>er</sup> du même projet, p. 1214 à 1219 (I. n.° 75). — Sa réponse aux observations du marquis de Marbois au sujet du rapport relatif à la situation de la caisse d'amortissement, et de l'époque tardive à laquelle le budget est ordinairement soumis à la Chambre des Pairs, p. 251. — Présente cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par un pareil nombre de départemens pour l'achèvement des travaux du cadastre, p. 252 (I. n.° 19). — Quatre projets de loi relatifs au règlement définitif du budget de 1826, et à l'ouverture des crédits supplémentaires réclamés pour l'exercice 1827 par les départemens de la guerre, de la marine et des finances, p. 1754 (I. n.° 125). — Un projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 1,200,000 fr. affecté à l'instruction ecclésiastique secondaire, p. 2617 à 2619 (I. n.° 179). — Un projet de loi tendant à autoriser la concession à la ville de Paris de la place Louis XVI et des Champs-Élysées, 2619 à 2622 (I. n.° 180). — Un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour

l'exercice 1829, p. 2622 à 2629 (I. n.° 181). — Ses observations au sujet d'un discours prononcé sur ce dernier projet de loi par M. le maréchal duc de Raguse, p. 2749, § *penult.*

— Présente un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour 1829, p. 2633 à 2638 (I. n.° 182).

RUTY (M. le comte). — Décédé le 24 avril 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le vicomte Dode de la Brunerie, p. 1027 (I. n.° 58).

## S

SABRAN (M. le duc de) — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 964. — Prend la parole, à l'occasion d'une pétition présentée par plusieurs électeurs de Brest, pour demander des explications sur une assemblée tenue aux Champs-Élysées par des électeurs de Paris, p. 142. — Fait diverses observations au sujet de la pétition présentée par les sieurs de la Boëssière, p. 936, § *ult.* — Au sujet d'une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1811 et 1818, § 2. — Amendement par lui proposé au projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1469, § *ult.*

SAINT-CRÉQU (M. le comte de), Ministre du commerce. — Son discours dans la discussion du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1829, p. 2769 à 2774.

SAINTE-ALDEGONDE (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 5. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22.

SAINTE-MAURE (M. le vicomte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

SAINT-MAURIS (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.

SAINT-ROMAN (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 734. — D'un projet de loi, p. 2640. — Ses observations sur la formule à employer pour

- la vérification des lettres de grande naturalisation, p. 179 et 182. — Réclame à ce sujet contre la rédaction du procès-verbal, p. 193. — Se désiste de sa réclamation, p. 194 § *peult*. — Fait diverses observations et propositions d'amendemens dans la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 403 § *ult.*; 406, 431. — S'explique au sujet d'un projet de résolution relatif à la propriété du fond des rivières non navigables ni flottables, p. 1078. — Dévelopemens d'un amendement qu'il propose à ce projet, p. 1089 à 1093 (I. n.º 62). — Inscrit pour parler sur le projet de loi relatif à une création de 4 millions de rentes, renonce à la parole, p. 1149. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1286 (I. n.º 82). — Propose et développe un amendement à l'article 18 de ce projet, p. 1574 (I. n.º 109). — Défend cet amendement, p. 1593. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1826 (I. n.º 127). — Ses observations sur l'article 1.<sup>er</sup> du même projet, p. 2107 § *peult*. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2228 (I. n.º 158). — Fait une observation au sujet de l'impression d'un discours prononcé par M. le maréchal duc de Raguse, p. 2751 § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion du budget des dépenses pour 1829, p. 2776 § 1.<sup>er</sup> — S'explique, au sujet d'une pétition du sieur Susini della Rocca, sur l'étendue des pouvoirs de la Chambre des Députés en matière de vérification des opérations électorales, p. 69 § 1.<sup>er</sup> et 71 § 2. — S'élève au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort contre la formation des comités électoraux, p. 76 à 78. — Ses observations sur une pétition des anciens colons de Saint-Domingue, p. 701.
- SARINAUD (M. de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 14. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- SARRET DE COUSSESGUES (M. le contre-amiral baron). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Est admis à prêter serment et à prendre séance, le 7 février 1828, p. 25 et 26.
- SCRUTIN. — Vote au scrutin sur des lettres de grande naturalisation, p. 186 et 187. — Sur un article de loi, p. 1541. — Sur un amendement, p. 1570.

SÉANCE ROYALE du 5 février 1828. — Procès-verbal de cette séance dressé par le garde des registres, p. 1 à 8. — lu à la Chambre et adopté par elle, p. 10.

SÉGUR (M. le comte de). — Fait une motion dans la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 620 § 3. — S'explique au sujet de l'impression d'un discours prononcé par M. le marquis de Forbin des Issarts sur le projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1246 § 1.<sup>er</sup> — Fait une observation sur l'article 13 de ce projet, p. 1558. — Obtient la parole sur une pétition d'anciens colons de Saint-Domingue, 1795 § *penult.* — Indique un système de commissions pour l'examen simultané du budget des dépenses et de celui des recettes, p. 2630 § 2.

SÉGUR LAMOIGNON (M. le vicomte de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 647. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 649. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le vicomte Dubouchage, p. 655. — La Chambre déclare valables les titres produits et fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 656. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 17 mai 1828, p. 705. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

SERMENT (prestation de). Voir aux mots *Albon*. — *Andlav*. — *Arenberg*. — *Bailly*. — *Beaumont*. — *Beaurepaire*. — *Berghes-Saint-Winock*. — *Bernis*. — *Bonneval*. — *Brault*. — *Calvière*. — *Caraman*. — *Castelbajac*. — *Causans*. — *Chilet*. — *Choiseul*. — *Civrac*. — *Clément-de-Ris*. — *Colbert*. — *Conflans*. — *Corbière*. — *Courtavel*. (marquis de) — *Croix-Solre*. — *Dalmatic*. — *Dampierre* (*Aymar*). — *Desmonstiers de Mérinville*. — *Divonne*. — *Dubotdérû*. — *Essiat*. — *Esclignac*. — *Forbin des Issarts*. — *Frenilly*. — *Froissard*. — *Gourgue*. — *Grosbois*. — *Guébriant*. — *Hoequart*. — *Hoffelize*. — *Hohenlohe*. — *Imécourt*. — *Istrie*. — *Kergariou*. — *Kergorlay*. — *Laboullerie*. — *Lafruglaye*. — *Lancosme*. — *Lapanouze*. — *Lavieuville*. — *Lévis*. — *Mac-Mahon*. — *Maquillé*. — *Mirepoix*. — *Montblanc*. — *Monteynard*. — *Montmorency*. — *Morel de Mons*. — *Mostuéjous*. — *Nansouty*. — *Newville*. — *Ollivier*. — *Pauisse*. — *Peyronnet*. — *Pins*. — *Pontgibaud*. — *Quinsonas*. — *Radepon*. — *Rougé* (comte de), *Sainte-Aldegonde*. — *Sainte*

- Madre. — Saint-Mauris. — Sapinaud. — Sarret de Coussergues. — Ségur Lamoignon. — Sesmaisons. — Seze. — Tocqueville. — Tramecourt. — Urre. — Villèle. — Vogüé.*
- SESSAISONS** (M. le comte Humbert de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, 1088. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 316 (I. n.° 24). — Fait diverses observations lors de la discussion des articles, p. 413 § 1.<sup>er</sup>; 436 § 1.<sup>er</sup>, 438 § 1.<sup>er</sup>; 479 § 1.<sup>er</sup>; 543 § *penult.* — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Rivière, p. 649 (I. n.° 31). — Propose et développe un amendement à l'article 13 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1545 (I. n.° 106). — *V.* aussi p. 1544. — *V*œu par lui exprimé dans la discussion du budget des recettes pour 1829, p. 2816. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 139.
- SESSION DE 1828.** — Ouverte le 5 février 1828, p. 7. — Close le 18 août, p. 2834.
- SEZE** (Raymond, comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 149. — Décédé le 2 mai 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le vicomte de Châteaubriand, p. 1341 (I. n.° 86).
- SEZE** (Étienne-Romain, comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 1687. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 1688. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 1689. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 1741. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 1742. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 9 juillet 1828, p. 1823. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825.
- SIMÉON** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 149, 1680, 2640. — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur un projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1756 à 1784 (I. n.° 126). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi,

p. 2084 (I. n.° 146). — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la concession de la place Louis XVI et des Champs-Élysées à la ville de Paris, p. 2649 à 2653 (I. n.° 184). — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1449 (I. n.° 96). — *Voir*, p. 1455 une observation du marquis de Lally sur une phrase de ce discours.

SUSSY (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1825. — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1829, p. 2724 (I. n.° 187). — Répond aux observations de M. le marquis de Marbois sur ce discours, p. 2731, § *ult.* — Son opinion sur le budget des recettes, p. 2794 à 2803 (I. n.° 193).

SUZANNET (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 14.

## T

TALARU (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une résolution de la Chambre des Députés, p. 645. — D'une proposition faite par un Pair, p. 823. — D'un projet de loi, p. 1825. — S'élève, au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, contre la formation des comités électoraux, p. 82 et 83.

TALHOUET (M. le marquis de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 9.

TARENTE (M. le maréchal duc de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis de Lauriston, p. 2145 (I. n.° 149). — Ses observations sur le budget de la Légion d'honneur au sujet d'un projet de loi relatif à des crédits supplémentaires réclamés par le ministère des finances, p. 2611 à 2614 (I. n.° 178).

TASCHER (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2640. — Son opinion sur une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 204 à 207 (I. n.° 16). — Sur une résolution relative à la réélection des Députés, p. 901 (I. n.° 53). — Sur un projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1423 (I. n.° 92). — Sur une proposition relative à la compétence de la cour des Pairs, p. 2449 à 2453 (I. n.° 166). — Fait une

observation au sujet de l'impression demandée d'un discours prononcé par M. le maréchal duc de Raguse, p. 2749 § 2.

**TOCQUEVILLE** (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 149, 754, 2639. — Fait diverses observations et propositions d'amendemens sur divers articles du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 354, § 1.<sup>er</sup>; 387, § ult.; 398, § ult.; 524, § 2; 541, § ult.; 580, § 1.<sup>er</sup>; 582, § 1.<sup>er</sup> — Provoque des explications au sujet de plusieurs projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires applicables aux travaux des routes départementales, p. 736 à 738. — Son opinion sur une résolution de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions rétribuées, p. 830 (I. n.° 41). — Sur un projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1363 (I. n.° 87). — Propose un amendement destiné à remplacer le titre I.<sup>er</sup> de ce projet, p. 1608 à 1610 et 1614. — Ses observations sur les routes à l'occasion du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2521 à 2530 (I. n.° 173). — Voyez aussi p. 2535, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur l'université à l'occasion du budget des dépenses pour l'exercice 1829, p. 2732 à 2741 (I. n.° 188). — Propose de passer à l'ordre du jour sur la première partie de la pétition du sieur *Susini della Rocca*, p. 67. — S'explique au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, p. 85, § 1.<sup>er</sup> — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 2784.

**TOURNON** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1825, 2640. — Propose et soutient divers amendemens au projet de loi relatif à la pêche fluviale et fait diverses observations sur ce projet, p. 345, § 2; 347, 354, § ult.; 366, § ult.; 372, 388 à 390, 419, § 2 et 4; 438, § ult.; 440, 453, § ult.; 455, § 1.<sup>er</sup>; 467, § ult.; 521, 522 et 524, § 1.<sup>er</sup>; 529, § ult.; 543, § penult. — S'explique au sujet d'une proposition relative au mode de nomination des commissions spéciales, p. 620 à 622, 628, § ult. — Son opinion sur une résolution de la Chambre des Députés relative à la réélection de ceux de ses membres qui auraient accepté des fonctions salariées, p. 824 (I. n.° 40). — Sur une propo

sition relative à la propriété des cours d'eau, p. 1069 à 1072 et 1093. — Sur l'article 12 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1493 (I. n.º 100). — Sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1969 (I. n.º 137). — Sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2491 à 2501 (I. n.º 170). — Fait de nouvelles observations sur les primes au sujet de l'article 3 du même projet, p. 2600 et 2605, § 1.º — Ses observations sur les encouragemens donnés à l'agriculture à l'occasion du budget des dépenses pour 1829, p. 2767 à 2769. — Son opinion sur le budget des recettes pour le même exercice, p. 2785 à 2794 (I. n.º 192). — S'explique au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort p. 84, § 1.º — Au sujet d'une pétition relative aux bureaux du poids publics établis à Bordeaux, p. 944 et 946, § ult. — Son opinion sur diverses pétitions des propriétaires de vignes du Midi, p. 1697 (I. n.º 120). — Ses observations sur une pétition de divers Génois se disant créanciers du Roi, p. 1788, § 1.º — Sur une pétition présentée par des fondés de pouvoirs d'anciens colons de Saint-Domingue, p. 1796, § ult. — Demande le dépôt au bureau des renseignemens d'une pétition du sieur *Lucas*, p. 1801, § 1.º — Ses observations sur une pétition des habitans de Beaucaire, p. 1813 à 1815. — Sur une pétition du sieur *Cherwin*, relative aux lazarets, p. 2179.

TRAITEMENS DE RÉFORME. — LOI du 2 juillet 1828, portant ouverture d'un crédit de 300,000 fr. destiné au paiement de traitemens de réforme aux officiers en non-activité compris dans les dispositions de l'ordonnance du Roi du 21 avril précédent. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 29 mars 1828. — Adoptée le 22 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 27. — Adoptée le 25 juin. — Sanctionnée et promulguée le 2 juillet (Bulletin des lois, année 1828, 2.º semestre, n.º 239, p. 8). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 814 (I. n.º 38). — Ce projet est examiné dans les bureaux, p. 931. — Nomination d'une commission, p. 933. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le maréchal duc de Dalmatie, p. 1221 (I. n.º 76). — Discussion en assemblée générale, p. 1662 à 1677. — Opinion du maréchal marquis de Gouvion-Saint-Cyr, p. 1662 (I. n.º 116); — Du comte d'Ambrugeac, p. 1670 (I. n.º 117). — Discours du

- Ministre de la guerre, p. 1675. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 1678.
- TRAMECOURT (M. le marquis de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 13. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22.
- TRÉVISE (M. le maréchal duc de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1828, p. 18.
- TRUGUET (M. le vice-amiral comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1826. — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1829, p. 2753 (I. n.º 189).

## U

- URRE (M. le comte d'), nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. — Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828, p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20 et 22. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 284.
- UZÈS (M. le duc d'). — Nommé commissaire pour l'examen de lettres de grande naturalisation, p. 134.

## V

- VALENTINOIS (M. le duc de). — Son opinion sur le projet de loi relatif à la presse périodique, p. 1924 (I. n.º 134).
- VATIMESNIL (M. de), Ministre de l'instruction publique. — Donne une explication au sujet de l'article 2 du projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2117. — Combat un amendement proposé par M. le marquis de Maleville à l'article 2 du projet de loi relatif à l'interprétation des lois, p. 2416 à 2422.
- VENCE (M. le marquis de). — Fait une motion dans la discussion sur le mode de nomination des commissions spéciales, p. 202, § 2.
- VÉRAC (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'une proposition, p. 134. — Demande qu'il soit voté au scrutin sur des lettres de grande naturalisation, p. 184, § *penult.*
- VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Son opinion sur un

projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1372 (Imp. n.° 88); *V.* aussi p. 1625. — Sur un projet de loi relatif à la presse périodique, p. 2011 (I. n.° 140).

VILLELÉ (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 4 janvier 1828, p. 15. — Prête serment dans la séance royale du 5 février suivant, p. 7. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 21 et 22. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 443, § *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à une création de quatre millions de rentes, p. 1157 à 1175 (I. n.° 69); *V.* aussi 1185. — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> du même projet de loi, p. 1211 à 1214 (I. n.° 74). — Appuie un amendement proposé à l'article 13 du projet de loi relatif aux listes électorales, p. 1550 à 1554 (I. n.° 107). — S'explique au sujet de l'article 21 de ce projet, p. 1619. — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1826, p. 2510 à 2520. — Obtient de nouveau la parole dans la délibération sur l'article 1.<sup>er</sup> du même projet, p. 2593 et 2595, § *ult.* — Sur l'article 3, p. 2602 et 2605, § *ult.* — S'explique, au sujet d'une pétition de plusieurs électeurs de Niort, sur le droit d'intervention des tiers, p. 86, § *ult.* — Son opinion sur plusieurs pétitions de propriétaires de vignes du Midi, p. 1731 à 1738.

VILLELÉ (M. le comte de), archevêque de Bourges. — Appuie le renvoi au Ministre de l'intérieur d'une pétition relative à l'observation des fêtes et dimanches, p. 1786, § 2 et *ult.*

VOCÜÉ (M. le comte Charles de). — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Susini della Rocca, p. 72, § 2. — Se désiste de cette proposition, p. 75, § 1.<sup>er</sup>. — Propose de renvoyer au Ministre de l'intérieur une pétition des habitants de Beaucaire sur l'emplacement fixé pour le nouveau pont de cette ville, p. 1807 à 1811. — Propose un amendement au projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 541, §§ 1.<sup>er</sup> et 3. — S'explique au sujet d'un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département de l'Ardèche, p. 741, § *ult.* — Son opinion sur l'article 6 du projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour 1829, p. 2823 à 2826 (I. n.° 198), et 2830, § *ult.*

VOCÜÉ (M. le comte Eugène de). — Nommé Pair de France

par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827, p. 11. —  
Prête serment dans la séance royale du 5 février 1828,  
p. 6. — Est admis à siéger dans la Chambre, p. 20  
à 22.

CHAMBRE DES PAIRS  
DE FRANCE.

SESSION DE 1829.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

La table suivante est commune aux procès-verbaux des séances de la Chambre, et aux impressions diverses ordonnées par elle durant le cours de la session. Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux impressions diverses par le numéro de chaque impression.

(Voir, pour la division en volumes tant du procès-verbal que des impressions diverses, l'avis imprimé en tête du procès-verbal.)

*Nota.* Le projet de Code pénal militaire et les projets de loi relatifs à l'organisation des tribunaux militaires et à la contrainte par corps ayant donné lieu à des discussions trop étendues pour qu'il fût possible d'en renfermer l'analyse dans les bornes des articles que comporte ordinairement la table générale des matières, on a compris dans des tables particulières placées à la fin du présent volume les observations faites sur les divers articles de ces trois projets de loi.

A.

ABRIAL (André-Joseph, comte), décédé le 13 novembre 1828.

— Hommage rendu à sa mémoire, par M. le comte Lemer-  
cier, p. 124 à 128 (I. n.º 8.)

ABRIAL (André-Pierre-Étienne comte), fils du précédent. —

Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit

- d'hérédité à la Pairie, p. 15. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 17. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Jaucourt, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* et p. 18. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 23. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 24. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 14 février 1829, p. 44 et 45. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491, 2612. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur quatre projets de loi relatifs à des emprunts votés par les villes de Saint-Germain-en-Laye, Arles et Poitiers, et à une imposition extraordinaire votée par le département des Côtes-du-Nord, p. 589 à 596 (I. n.° 35.); — sur un projet de loi relatif à la répression des contraventions aux réglemens de police concernant les voitures publiques, p. 3149 à 3155 (I. n.° 130.) — Défend un amendement proposé à ce projet de loi par la commission, p. 3253 et 3254, § 2. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 969, § ult.; 1005, § ult. — Demande une explication sur l'article 19 du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1975. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions p. 2133 et *suiv.* — Soutient les conclusions du comité sur des pétitions relatives au Code forestier, p. 2135, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition relative aux sociétés anonymes, p. 2138, § 1.<sup>er</sup>.
- ADMINISTRATION INTÉRIEURE DE LA CHAMBRE (Proposition relative à l'). — Faite par M. le comte Siméon, le 27 mai 1829, p. 2170. (*Voir* les observations de M. le Grand-référendaire, p. 2167 à 2170.) — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, p. 2172. — Développement des motifs, p. 2973 à 2977. — Prise en considération, p. 2977. — Examen des bureaux, p. 3243. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3244 et 3245. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Siméon, p. 3555 à 3559. — Adoption au scrutin du projet de résolution présenté par la commission, p. 3628 et 3629. — Rapport fait en exécution de cette résolution par M. le baron de Glandevès, p. 3754.
- ADMISSION DES NOUVEAUX PAIRS (Formes observées pour l'). — Trois Pairs, qui ont prêté serment à la séance royale d'ouverture de la session sont admis à siéger dans la Chambre,

sur la vérification faite par M. le Chancelier de leurs titres de naissance, p. 13.

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session). — Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 19 et 20. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Pasquier, p. 31. — Le projet d'adresse est soumis aux bureaux, *même page*. — Discuté en assemblée générale, *ibid.* — Délibération sur ses divers paragraphes, p. 31 et 32. — Vote au scrutin, p. 32. — Texte de l'adresse adoptée, p. 33 à 39. — Une grande députation est chargée de la présenter à Sa Majesté, p. 39 et 40. — Compte rendu par M. le Président de la présentation de l'adresse et réponse du Roi, p. 43.

ACOULT (M. le comte d'). — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

ALIGRE (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790 et 2612.

AMBRUGEAC (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de Code pénal militaire, page 121. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 491 à 571 (I. n.° 33). — Demande que les articles contestés soient renvoyés à la commission, avant d'être définitivement adoptés, p. 842. — Fait divers rapports spéciaux sur des articles renvoyés à la commission dans le cours de la délibération : sur l'article 1.<sup>er</sup>, p. 847 à 861 (I. n.° 53) ; — sur l'article 5, p. 897 à 904 (I. n.° 57) ; — sur divers articles, p. 998, 1004, 1014, 1015 ; — sur l'article 12, p. 1041 à 1049 (I. n.° 61) ; — sur l'article 26, p. 1087 à 1089 ; — sur l'article 31, p. 1091 ; — sur l'article 33, p. 1135 et 1136 ; — sur l'article 40, p. 1139 à 1146 (I. n.° 62) ; — sur l'article 47, p. 1188 à 1192 ; — sur divers articles, p. 1192 à 1196 ; — sur l'article 59 relatif à la désertion des officiers, p. 1240 à 1246 ; — sur les articles 67 et 72, p. 1249 et 1251 ; — sur l'article 73, p. 1251 et 1252 ; — sur l'article 76, p. 1257 à 1259 ; — sur l'article 81, p. 1288 à 1292 ; — sur l'article 95, p. 1331 à 1333 ; sur l'article 100 relatif à l'emploi de la force armée contre les citoyens, p. 1402 à 1415 (I. n.° 65) ; — sur divers articles, p. 1418 à 1421, et 1422 à 1424 ; — sur l'article 104, p. 1529 ; — sur l'article 109 p. 1533. — S'explique au sujet de divers articles du même

projet et de divers amendemens proposés, tant par la commission, que par plusieurs Pairs, p. 874, 941, § 1.<sup>er</sup>; 952, 957, § 2; 960, § ult.; 961, § 2; 975, § 1.<sup>er</sup>; 976 à 979; 979 à 980; 986, 987, § ult.; 991, § ult.; 994, § 2; 1001, 1006, 1009 § 1.<sup>er</sup>; 1013, § 2; 1020, § ult.; 1021, § ult.; 1028, 1032, § 2 et 4; 1035, § 2; 1036, § 1.<sup>er</sup> et ult.; 1038, § ult.; 1054, § ult.; 1055, § penult.; 1058, § 1.<sup>er</sup>, 1066, 1073, 1074, 1076, 1079, § 1.<sup>er</sup>; 1083, § 1.<sup>er</sup>; 1093, § 1.<sup>er</sup>; 1094, § ult.; 1095, 1099, 1106, 1111, § 1.<sup>er</sup>; 1113, § 1.<sup>er</sup>; 1114, § ult.; 1118, 1122, § 1.<sup>er</sup>; 1123, § 1.<sup>er</sup> et ult.; 1129, 1131, § ult.; 1151, § 2; 1158, § 1.<sup>er</sup>; 1159, § ult.; 1164, 1165, § ult.; 1167, § penult.; 1168, § 1.<sup>er</sup>; 1170, § penult.; 1174, § ult.; 1175, ult.; 1176, § 1.<sup>er</sup> et § ult.; 1181, 1182, § ult.; 1203, 1206, § 1.<sup>er</sup> et ult.; 1207, § 2; 1213, § 1.<sup>er</sup>; 1214, § 2; 1219, 1220, 1224, 1225, 1228, 1229, 1233, § 2; 1235, § 2 et 4; 1236, § 1.<sup>er</sup>; 1237, 1248, 1253, 1260, § 2; 1262, § 1.<sup>er</sup> et ult.; 1263, 1265, § 2; 1268, 1270, 1271, § 1.<sup>er</sup>; 1274, § 2 et ult.; 1292, § ult.; 1293, § ult.; 1296, 1298, 1302, § 2; 1305, § 1.<sup>er</sup>; 1309, § 3; 1316, § 1.<sup>er</sup>; 1317 à 1319, 1320, 1324, 1327, § 2; 1334, § ult.; 1341, 1355, § 1.<sup>er</sup>; 1356, § 2; 1365, § 1.<sup>er</sup>; 1372, 1374, 1375, 1377, § penult.; 1378, 1380, 1381, 1384, § 3; 1388, 1393, 1397, 1415, § ult.; 1418, § 1.<sup>er</sup>; 1430, 1531, 1538, § ult.; 1545, § 3.

— Présente, au nom de la commission spéciale, une rédaction définitive des divers articles amendés par la Chambre, p. 1607 à 1617. — S'explique au sujet d'un nouvel amendement proposé par M. le comte de Rougé, p. 1618. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 3) p. 2338, 2344, § 1.<sup>er</sup>; 2346, § 1.<sup>er</sup>; 2347, § ult.; — (article 4) p. 2365; — (art. 7) p. 2409 à 2413; 2416 à 2418; — (article 9) p. 2430 à 2431; 2434, § 1.<sup>er</sup>; — (article 11) p. 2440, § 1.<sup>er</sup>; — (article 12) p. 2445, § 2; — (article 13) p. 2470, § ult.; — (article 14) p. 2493 à 2494; 2494, § ult.; 2496, § 3; — (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux) p. 2508, § 1.<sup>er</sup>; — (article 24) p. 2517, § 2; 2518, § ult.; — (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre) p. 2520, § 3. *Un Pair observe*, &c. (article 27) p. 2529, § 1.<sup>er</sup>; 2531 et 2548, § 2; — (art. 29) p. 2581, § ult.; — (art. 33) p. 2587 à 2589; 2598 à 2599; 2600, § 1.<sup>er</sup>; 2604, § 1.<sup>er</sup>; 2607, § 1.<sup>er</sup>; — (article 36) p. 2640, § penult.; 2641; — (article 38) p. 2649, 2651, 2653,

- § 1.<sup>er</sup>; 2654, § 1.<sup>er</sup>; — (article 42 additionnel) p. 2660, § 3; — (article 42 du projet) p. 2665, § 1.<sup>er</sup>; — (articles additionnels au chapitre des conseils de guerre aux armées) p. 2684; — (article 44) p. 2689, § 1.<sup>er</sup>, et 2690, § ult.; voir aussi p. 2702; — (article 45) p. 2692, § 1.<sup>er</sup>; — (article 46) p. 2699; — (article 48) p. 2704; — (article 50) p. 2707, § 1.<sup>er</sup>; — (article 54) p. 2712; — (article 57) p. 2716, § 1.<sup>er</sup>. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à l'interprétation de plusieurs articles des lois militaires, p. 1280 à 1286 (I. n.° 63). V. aussi p. 1594 à 1597. — Combat un article additionnel proposé au projet de loi sur le duel, p. 369. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Saint-Aulaire, p. 656 à 660 (I. n.° 42). — Ses observations sur une pétition relative au contingent d'hommes à fournir par la ville de Paris, p. 649.
- AMÈNDEMENT (Droit d'). — Observations sur l'étendue de ce droit. V. p. 885, 887, 889, 891, 899, 900, 905 à 909, 942, 1841 et 1852, 1904 *au bas*; 2416, 2420, 2673.
- AMÈNDEMENS. — Adoptés par la Chambre des Députés et présentés à la Chambre des Pairs en regard du projet de loi primitif (V. le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828 par le Ministère de la justice, au mot *Crédits extraordinaires*).
- ANDIGNÉ (M. le comte d'). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2336, § *pénult.*
- ANDLAU (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 120. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 230.
- ARAMON (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790. — Prend part à la discussion du projet de code pénal militaire, p. 1110, § *ult.*; 1366, § *ult.*
- ARENBERG (M. le prince d'). — Son discours à l'occasion du décès de M. le prince duc de Chalais, p. 128 à 136 (I. n.° 9).
- ARAGON (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178 et 2156. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2551, § 2.
- ARGOUT (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 121, 441, 2156, 2942. —

- Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 3269 à 3363 (I. n.º 139). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 3459 à 3471 (I. n.º 148 bis). — S'explique au sujet des observations contenues dans le rapport sur les canaux et sur les routes, p. 3484 à 3486; — sur la caisse des invalides de la marine, p. 3505 à 3522 (I. n.º 150). — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 674, § 1.<sup>er</sup>, et p. 677; — son opinion sur un projet de loi relatif aux tabacs, p. 769 à 780 (I. n.º 47); — son opinion sur un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2761 à 2778 (I. n.º 107). V. aussi p. 2859 à 2867; — sur un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3177 à 3181. — S'explique au sujet d'une pétition relative au comité-directeur, p. 3641, § 1.<sup>er</sup> — Demande que la discussion de cette pétition soit renvoyée à un jour où l'assemblée sera plus nombreuse, p. 3642, § 1.<sup>er</sup>.
- ARJUZON (M. le marquis d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790, 2942.
- AVARAY (Claude-Antoine de Besiade duc d'), décédé le 25 avril 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Mortemart, p. 1549 à 1555 (I. n.º 67).
- AVARAY (Joseph-Théophile Parfait de Besiade duc d'), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 3543. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 3544. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, *ibid.*; — la Chambre déclare valables les titres produits, p. 3545. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 3595. — Le nouveau Pair est admis à prêter serment et à prendre séance le 23 juillet 1829, p. 3596.

## B

- BACOT DE ROMAN (M. le baron). — Commissaire du Roi pour la défense du projet de loi relatif aux tabacs, soutient la discussion de ce projet de loi, p. 791.

BAILLY (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491.

BARANTE (M. le baron de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 490, 2156. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur sept projets de loi relatifs à des crédits extraordinaires réclamés par divers départemens ministériels pour l'exercice 1828, p. 2803 à 2850 (I. n.° 110). — Présente le résumé de la discussion sur celui de ces projets de loi qui a trait au crédit extraordinaire réclamé par le ministère de la justice, p. 3115 à 3131 (I. n.° 127). — Présente un amendement sur l'article 2 du projet de loi relatif au duel, p. 336 à 339. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de code pénal militaire, p. 843, § *ult.*; 905 à 908; 1053, § *ult.*; 1054, § 2; 1169, § 3; 1184, § 1.<sup>er</sup>; 1398, § *ult.* — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1774 à 1776, 1821 à 1824; 1876, § 1.<sup>er</sup>; 1980, § 1.<sup>er</sup>. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (art. 28), p. 2573, § *ult.*; (art. 42) p. 2672. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 222. — S'explique au sujet d'une pétition du sieur Valtier, tendant à la réforme des lois électorales, p. 167, § 3; — au sujet d'une pétition du sieur Mercier, sur l'organisation municipale, p. 169, § 2, et 170, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet d'une pétition présentée par les propriétaires de vignes, p. 3539, § *ult.*

BARTHÉLEMY (M. le marquis de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3596.

BASTARD (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 576. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur l'ensemble de ce projet de loi, p. 1556 à 1591 (I. n.° 68). — Fait, au nom de la même commission, des rapports spéciaux sur divers articles du même projet. — Sur l'article 3, p. 1834 à 1839. — Sur l'article 4, p. 1880 à 1887. — Sur l'article 5, p. 1894 à 1899. — Sur les articles 7 et 9, p. 1964 à 1969. — Sur l'article 20, p. 2006 à 2011. — Sur un amendement tendant à établir une prescription pour l'exercice de la contrainte par corps, p. 2017 à 2021. — Sur les articles 33 et 34, p. 2044 à 2046. — S'explique sur divers amendemens proposés à ce projet, tant par la commis-

- sion que par plusieurs Pairs, p. 1784, 1817, 1865, 1908, 1981, § 1.<sup>er</sup>; 2075 à 2078, 2096, § 1.<sup>er</sup>; 2112, § 1.<sup>er</sup>. — Développe les motifs d'un amendement qu'il propose, en son nom personnel, sur l'article 7 relatif à la contrainte par corps en matière civile, p. 1922 à 1934; 2108, § *ult.* — Demande que l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi sur le duel soit renvoyé à la commission, p. 321. — Fait une observation sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 672, § 1.<sup>er</sup>; *V.* aussi p. 675, § 1.<sup>er</sup>. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 980.
- BAUSSET ROQUEFORT** (M. le comte de), archevêque d'Aix. — Décédé le 29 janvier 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Montblanc, archevêque de Tours, p. 226 à 229 (I. n.<sup>o</sup> 15).
- BEAUMONT** (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (art. 3) p. 2343, § 3; — (art. 27) p. 2546, § *ult.*
- BEAUREPAIRE** (M. le marquis de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 230. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178.
- BECQUEY** (M.), directeur général des ponts et chaussées, commissaire du Roi. — Soutient la discussion de deux projets de loi relatifs à l'achèvement du port du Havre et à l'amélioration du port de Boulogne, p. 3223 à 3225. — Son discours dans la discussion du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 3434 à 3449 (I. n.<sup>o</sup> 147). — S'explique au sujet d'un projet de loi relatif au port de Courseulles, p. 3572 et 3574.
- BELLIARD** (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 121. — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 675, § 3, et 678 § 3. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 964, § 1.<sup>er</sup>; 1031, § 1.<sup>er</sup>; 1051, 1061, § 1.<sup>er</sup>; 1070, § 2; 1075, § 1.<sup>er</sup>; 1079, § 2; 1094, § 1.<sup>er</sup>; 1100, § 1.<sup>er</sup>; 1110, § 1.<sup>er</sup>; 1119, § *ult.*; 1183, § 1.<sup>er</sup>; 1200, § *ult.*; 1250, § *ult.*; 1271, § *ult.*; 1308, § *ult.*; 1313, § *pénult.*; 1327, § *ult.*; 1365, § 2; 1393, § 1.<sup>er</sup>; 1438, § 1.<sup>er</sup>; 1545, § 1.<sup>er</sup>. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (art. 3), 2343, § 2; 2346, § *ult.*; (art. 4) p. 2362, § 1.<sup>er</sup>; 2370, 2400 à 2401, 2408, § 2;

(art. 12, additionnel, relatif aux jugemens des maréchaux) p. 2461 à 2463 (I. n.° 96); (art. 24) p. 2519, § 1.<sup>er</sup>; (art. 27) p. 2530, § 2; 2534, § *ult.*; 2544 et 2547, § 1.<sup>er</sup>; (art. 28) p. 2551, § *ult.*; 2555, 2570 à 2571; V. aussi p. 2572, § 1.<sup>er</sup>; (art. 33) p. 2593; (art. 44) p. 2689, § *pénult.*; (art. 46) p. 2697, § 2. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1830, p. 3838 à 3850 (I. n.° 169).

BERGHES-SAINT-WINOCK (M. le prince de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 11. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2612, 3246. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3596.

BEURNONVILLE (M. le baron de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 11. — Prend part à la discussion du projet de Code penal militaire, p. 1275, § 1.<sup>er</sup>; 1295 et 1296, § *ult.*

BOISGELIN (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790.

BOISSY DU COUDRAY (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 441.

BONNEVAL (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

BOUILLÉ (M. le comte de). — Nommé Pair de France par l'ordonnance du Roi du 5 novembre 1827. — Prête serment dans la séance royale du 27 janvier 1829, p. 8. — Prend séance dans la Chambre, p. 13 et 14. — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 3424 à 3429 (I. n.° 146). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.

BOURDEAU (M.), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la librairie, p. 2613 à 2629 (I. n.° 101); — un projet de loi relatif à l'imprimerie, p. 2629 à 2634 (I. n.° 102); — un projet de loi relatif à l'application des peines de la récidive aux crimes prévus par la loi du 20 avril 1825, p. 2723 à 2732 (I. n.° 103); — un projet de loi tendant à modifier l'article 56 du Code pénal, p. 2733 à 2736 (I. n.° 104). — Fournit à la Chambre des explications dans la discussion du projet de loi relatif au crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3059 à 3062, 3079 à

- 3080, 3080, § 2; 3106 à 3107. — Communique à la Chambre le même projet de loi amendé par la Chambre des Députés, p. 3257 à 3259 (I. n.º 138). — Communique à la Chambre des lettres patentes portant institution de titres de Pairie, p. 3596.
- BOURMONT** (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 121, 3404.
- BOUTHILLIER** (M. le marquis de), directeur général des forêts, commissaire du Roi pour la défense du projet de loi relatif à la pêche fluviale. — Expose les motifs de ce projet de loi, p. 374 à 387 (I. n.º 26). — Fournit des explications sur l'article 24, p. 672, § *ult.*; 675, § *ult.*; 678, § 3; — sur l'article 26, p. 680; — sur l'article 54, p. 690.
- BRÉZÉ** (Henri-Evrard DE DREUX, marquis de). — Décédé le 27 janvier 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le duc de Doudeauville, p. 24 à 31 (I. n.º 2).
- BRÉZÉ** (Scipion DE DREUX, marquis de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 440. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Chabrol, p. 455 et 456. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 456. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.* — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 459. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 460. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 4 avril 1829, p. 573. — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790.
- BRISSAC** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 2850, 3404. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1830, § *pénult.* — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1830, p. 3661 à 3723 (I. n.º 159).
- BROGLIE** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 576, 2156, 2851. — S'explique au sujet de l'article 1.º du projet de loi relatif au duel, p. 311 à 314. — Fait diverses observations et propositions d'amendemens dans la discussion du projet de code pénal militaire, p. 838, § *ult.*; 886 à 888, 918 à 922 (I. n.º 60). — 1342,

1395, § *ult.*; 1427 à 1429. — Soutient un amendement proposé à l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1779. — Propose et développe un amendement à l'article 3 du même projet, p. 1792 à 1804 (I. n.° 79). — S'explique au sujet de cet amendement, p. 1818 à 1821, 1851 à 1854. — Obtient la parole sur l'article 4, p. 1889 à 1891. — Sur l'article 5, p. 1869, 1872, 1901 à 1902. — Sur l'article 7, p. 1910 à 1913, 1916, 1942 à 1944. — Sur l'article 9, p. 1957. — Sur l'article 20, p. 1976, 1978, § 1.<sup>er</sup>; 1981, § 1.<sup>er</sup>; 2011 à 2013 et 2015. — Sur l'article 21, p. 1984 à 1986 et 1989, § 1.<sup>er</sup>. — Sur l'article 34, p. 2034, § 1.<sup>er</sup> et 3. — Sur l'article 35, p. 2057 à 2060. — Sur l'article 36, p. 2097. — Sur l'article 37, p. 2106. — Nommé membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 120. — Fait, au nom de cette commission, un rapport sur la partie de ce projet de loi relative à l'organisation des tribunaux militaires, p. 1442 à 1527 (I. n.° 66). — S'explique au sujet des amendemens proposés à cette partie du projet tant par la commission que par plusieurs Pairs (article 3), p. 2339 à 2341, 2342, § *ult.*; 2343, § *ult.*; 2344, § *ult.*; 2347; § 1.<sup>er</sup>; 2348, § 2 (article 4), p. 2366 à 2370, 2403 à 2408 (article 5), p. 2409 (article 7), p. 2418 (article 9), p. 2426, 2432 (article 11), p. 2439, § 1.<sup>er</sup>; 2440, § 1.<sup>er</sup>; 2442, § 1.<sup>er</sup> (article 12), p. 2444, 2445, § *ult.* (article additionnel relatif au jugement des maréchaux), p. 2452 à 2456 (article 13), p. 2464, 2466, 2470, § 3 (article 14), p. 2492 à 2493 (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux), p. 2505 (article 22), p. 2511 et 2512 (article 23), p. 2514, § 2, V. aussi p. 2686 (article 24), p. 2516, 2517, § 1.<sup>er</sup>; 2519, § *ult.* (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre), p. 2522, § *ult.* (article 27), p. 2528, § 1.<sup>er</sup>; 2532, 2534, § 2; 2535, 2545 (article 28), p. 2552 à 2555, 2558 à 2560, 2571, § *pénult.* (article 29), p. 2577 à 2581, 2582 (article 33), p. 2586, 2594 à 2596, 2599, 2607 § 2; 2608, § 2 (article 34), p. 2637 (article 36), p. 2645, § *ult.* (article 38), p. 2650, § *ult.*; p. 2654, § *ult.* (article 40), p. 2658; (article 42 additionnel), p. 2660, § 1.<sup>er</sup> (article 42 du projet), p. 2664, 2665, § *ult.*; 2674 (article 44), p. 2688 (article 46); p. 2698 (article 50), p. 2706 et 2707, § *ult.* (art. 54), p. 2712, § *ult.* (article 57), p. 2715 et 2716, § 2 (article additionnel relatif aux colonies), p. 2720. —

Fait des rapports spéciaux sur divers articles renvoyés à la commission. — Sur l'art. 3, p. 2374. — Sur les articles 14, 21, p. 2537 à 2539. — Sur l'article 27, p. 2540 à 2542. — Sur l'article 33, p. 2635. — Sur l'article 38, p. 2680 à 2683. — Présente au nom de la commission spéciale une rédaction définitive du projet amendé, p. 2740. — Son opinion sur un projet de loi relatif à un crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3085 à 3102 (I. n.° 126). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2130 à 2133, 2163. — S'explique, au sujet d'une pétition du sieur Valtier, sur la marche à suivre à l'égard des pétitions ayant un caractère législatif, p. 165 et 167, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations au sujet d'une pétition du sieur Cannet-des-Aulnois, p. 444, § 3, et 445, § 2. — Au sujet d'une pétition tendant à faire nommer des défenseurs d'office devant les tribunaux correctionnels, p. 452, § 1.<sup>er</sup> — Au sujet d'une pétition relative à l'emprunt des Cortès, p. 1740.

**BUDGET DE 1827. — Loi du 26 Juillet 1829**, relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1827. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mars. — Adoptée le 20 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 9 juin. — Adoptée le 13 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 26. (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.° 303, p. 41.) — Exposé des motifs, p. 2738 à 2739. (I. n.° 106.) — Examen des bureaux, p. 2941. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2942. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Argout, p. 3269 à 3362 (I. n.° 139). — Discussion en assemblée générale, p. 3404 à 3472. — Opinion du comte d'Orlandes, p. 3404 à 3415 (I. n.° 144). — Observations incidentes du marquis de Marbois, p. 3415. — Du comte de Tocqueville, p. 3416. — Du comte de Ségur, p. 3417. — Du comte de Noé, p. 3418. — Du marquis de Rougé, p. 3419. — Du comte de Tournon, p. 3420, § 1.<sup>er</sup> — Du comte de Marcellus, *ibid.*, § *ult.* — Opinions du comte de Sesmaisons, p. 3421 à 3424 (I. n.° 145.). — Du comte de Bouillé, 3424 à 3429 (I. n.° 146). — Observations du Ministre des finances, p. 3429 à 3432, et 3433 § 2. — Du comte de Rougé, p. 3433, § 1.<sup>er</sup> et *ult.* — Discours de M. Becquey, directeur général des ponts et chaussées, p. 3434 à 3449 (I. n.° 147). — Du marquis de Vaulchier, directeur général des douanes, p. 3449 à 3459 (I. n.° 148). — Observations incidentes du marquis de Marbois, p. 3459.

- Résumé du rapporteur, p. 3459 à 3471 (I. n.° 150).  
 — Observations incidentes du Ministre des finances, p. 3471.  
 — *Délibération des articles*, p. 3474 à 3530. — Dans le cours de cette délibération sont entendus sur le chapitre du *ministère de l'intérieur*, MM. le comte de Tournon, p. 3478 à 3484. — Le comte d'Argout, rapporteur, p. 3484 à 3486.  
 — Le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, p. 3486 à 3488 et 3493. — Le baron Pasquier, p. 3488 à 3491. — Le marquis de Lally, p. 3491 et 3494, § *ult.* — Le marquis de Marbois, p. 3492; — et le comte de Marcellus, p. 3494, § 1.<sup>er</sup> — Sur l'article relatif à la *caisse des invalides de la marine*; — MM. le vicomte Lainé, p. 3495 à 3502 et 3526. — Le marquis de Marbois, p. 3502 à 3504. — Le baron Hyde de Neuville, Ministre de la marine, p. 3504 à 3522 et 3527. — Le comte d'Argout, rapporteur, 3505 à 3522 (I. n.° 148 *bis*).  
 — Le comte Daru, p. 3523 à 3526 et 3528, § 1.<sup>er</sup> (I. n.° 149),  
 — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3530 et 3531.
- BUDGET DE 1830. (Dépenses). — LOI du 2 Août 1829, relative à la fixation du budget des dépenses de l'exercice 1830. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mars 1829. — Adoptée le 8 juillet. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 11. — Adoptée le 28. — Sanctionnée et promulguée le 2 août (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.° 306, p. 105). — Exposé des motifs, 3399 (I. n.° 142). — Examen immédiat des bureaux, p. 3403. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3404, § 1.<sup>er</sup> — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Brissac, p. 3661 à 3723 (I. n.° 159). — Discussion en assemblée générale, p. 3755 à 3792 et 3811 à 3859. — Opinions du duc de Narbonne, p. 3755 à 3761 (I. n.° 162). — Du comte de Tocqueville, p. 3761 à 3775 (I. n.° 163). — Du comte de Pontgibaud, p. 3775 à 3784 (I. n.° 164). — Du marquis de Villefranche, p. 3784 à 3790 (n.° 165). — Observations incidentes du comte de Tournon, p. 3790. — Explications du marquis de Villefranche, p. 3791. — Opinion du vice-amiral comte Verhuell, p. 3811 à 3821 (I. n.° 167 et 167 *bis*). — Discours du vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, p. 3821 à 3838 (I. n.° 168). — Opinions — du comte Belliard, p. 3838 à 3850 (I. n.° 169); — du comte de Noé, p. 3850 à 3859 (I. n.° 170). — Délibération des articles, p. 3859. — Observations du comte de Tournon, au sujet de l'hôtel du quai d'Orsay, p. 3860 à 3862. — Du mar-

quis de Lally, p. 3862, § 1.<sup>er</sup> — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3864.

**BUDGET DE 1830. (Recettes).** — Loi du 2 août 1829, relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mars. — Adoptée le 15 juillet. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 18 juillet. — Adoptée le 28. — Sanctionnée et promulguée le 2 août 1829; (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 306 p. 111.) — Exposé des motifs, p. 3551 à 3553 (I. n.<sup>o</sup> 153.) — Examen des bureaux, p. 3554. — Nomination d'une commission spéciale, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte Mollien, p. 3793 à 3811 (I. n.<sup>o</sup> 166.) — La Chambre fixe le jour de l'ouverture de la discussion, p. 3864. — Ouverture de cette discussion, p. 3865. — Opinion du comte de Sussy, p. 3865 à 3879 (I. n.<sup>o</sup> 171.) — Du comte de Marcellus, p. 3879 à 3881 (I. n.<sup>o</sup> 172.) — Du comte de Vogüé, p. 3881 à 3887; — du comte de Tournon, p. 3887 à 3895 (I. n.<sup>o</sup> 173.) — Observations du Ministre des finances, p. 3895. — Opinions du marquis de Villefranche, p. 3896 à 3899. — Du baron Pasquier, p. 3899 à 3902. — Discours du Ministre des finances, p. 3902 à 3904. — Observations du comte de Saint-Roman, p. 3904. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3911 et 3912.

**BUDGET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.** (Voyez au mot *Conseil d'administration.*)

**BUREAU DE LA CHAMBRE.** — Sa formation provisoire, p. 11. — Définitive, p. 14 et 15.

**BUREAUX** (Formation et renouvellement des bureaux ainsi que du comité des pétitions). — Première formation, le 28 janvier 1829, p. 20 (I. n.<sup>o</sup> 1.) — Premier renouvellement, le 5 mars, p. 223 (I. n.<sup>o</sup> 14.) — Second renouvellement, le 9 avril, p. 765 et 767 (I. n.<sup>o</sup> 46.) — Troisième renouvellement, le 11 juin, p. 2939 (I. n.<sup>o</sup> 113.)

## C

**CADORE** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790, 2156, 2942, 3404.

**CAISSE D'AMORTISSEMENT** (Commission de surveillance de la) — Rapport annuel fait à la Chambre au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 388 à 397. (I. n.<sup>o</sup> 27.)

- CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. — Observations au sujet de cette caisse. (Voyez la *Discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827*, p. 3495 à 3528 (I. n.<sup>os</sup> 149 et 150).
- CALVIÈRE (M. le marquis de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 229.
- CANAL D'AIRE À LA BASSÉE. — Loi du 29 juillet 1829, tendant à modifier le tarif des droits à percevoir sur le canal d'Aire à la Bassée, et à rendre perpétuelle la concession de ce canal. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 8 mai 1829. — Adoptée le 29. — Apportée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 23 juin. — Adoptée le 23 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 29 (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 308, p. 225). — Exposé des motifs, p. 3198 à 3203 (I. n.<sup>o</sup> 134). — Examen des bureaux, p. 3243. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3245 et 3246. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Tournon, p. 3382 et suivantes, notamment p. 3393 à 3398 (I. n.<sup>o</sup> 141). — Discussion en assemblée générale, p. 3582. — Observations du baron Pasquier, p. 3582 à 3586; — du comte de Tournon, rapporteur, p. 3586 à 3588; — du Ministre de l'intérieur, p. 3588 à 3592. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3593, 3597 et 3598.
- CANAUX (Observations au sujet des). V. la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, notamment l'opinion du comte de Tournon, p. 3482 à 3484, — les observations du comte d'Argout, du Ministre de l'intérieur et du baron Pasquier, p. 3484 à 3491; — et le discours de M. Becquey, commissaire du Roi, p. 3434 à 3449.
- CARAMAN (M. le duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942.
- CASTELBAJAC (M. le vicomte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis d'Herbouville, p. 1599 à 1605 (I. n.<sup>o</sup> 69).
- CASTELLAN (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 490.
- CASTELLANE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à l'établissement d'un service de postes dans toutes les communes du royaume,

- p. 1790. — Fait un rapport sur ce projet de loi, p. 2149 à 2155 (I. n.º 86). — Répond aux observations du comte de Tocqueville sur ce projet de loi, p. 2206. — Obtient la parole à la fin de la discussion, p. 2209. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.
- CASTRIES** (M. le duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942.
- CAUSANS** (M. le vicomte de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.
- CHABANNES** (M. le marquis de). — Prend part à la délibération du projet de code pénal militaire, p. 1594, § *ult.*
- CHABROL** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 441, 3404; — d'une proposition faite par un Pair, p. 3207. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1716. — S'explique au sujet d'une proposition relative aux domaines engagés, sur les reproches faits à l'administration générale des domaines, p. 2934 à 2936, et 2936, § 2. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.
- CHALAIS** (Élie-Charles de Talleyrand de Périgord, prince, duc de). — Décédé le 31 janvier 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le prince d'Arenberg, p. 128 à 136 (I. n.º 9). — *V. Périgord.*
- CHAMBRE DES PAIRS** (état actuel de la). — Le 18 août 1828, jour où fut close la session de 1828, la Chambre des Pairs se trouvait composée de 341 membres nommés ou admis, non compris M. le Président. Quatorze Pairs sont décédés depuis cette époque jusqu'à la clôture de la session de 1829 (31 juillet) savoir :

Le 2 novembre 1828,	M. le marquis Dessolle.
Le 13,	M. le comte Acrial.
Le 14 décembre,	M. le comte de Gassendi.
Le 19,	M. le duc de Saint-Aignan.
Le 27 janvier 1829,	M. le marquis de Brézé.
Le 29,	M. le comte de Bausset-Roquefort.
Le 31,	M. le prince duc de Chalais.
Le 19 février,	M. le comte de Saint-Aulaire.
Le 5 mars,	M. le duc Charles de Damas.
Le 1. <sup>er</sup> avril,	M. le marquis d'Herbouville.
Le 3,	M. le comte de Vichy.
Le 25,	M. le duc d'Avary.

Le 30 mai,

M. le comte Curial.

Le 31,

M. le m.<sup>al</sup> prince de Hohenlohe.

Mais, par ordonnance du 24 janvier 1829, le Roi a créé deux nouveaux Pairs qui ont pris séance à la Chambre. Huit autres Pairs (MM. le comte Abrial, le marquis de Lauriston, le marquis de Brézé, le duc de Périgord, le comte de Saint-Aulaire, le marquis de Lévis, le marquis de Crillon et le duc d'Avary) ont été admis à titre héréditaire : total dix Pairs admis au lieu de quatorze décédés. La Chambre, en terminant sa session de 1829, se trouve donc composée de 337 membres nommés ou admis, non compris M. le Président.

CHAPTAL (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 490, 1730, 3404. — Son opinion sur diverses pétitions adressées à la Chambre par les propriétaires de vignobles, p. 630 à 634 (I. n.<sup>o</sup> 40).

CHARETTE (M. le baron de). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 985 à 986.

CHASTELLUX (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 121, 491, 2942. — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc Charles de Damas, p. 708 à 720 (I. n.<sup>o</sup> 44). — Prend la parole au sujet d'une pétition relative au contingent d'hommes à fournir par la ville de Paris, p. 650, § 1.<sup>er</sup> — Provoque une explication sur l'article 26 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 679; — sur l'article 54 du même projet, p. 689. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 917, 961, § *pénult.*; 1094, § 2; 1095, § *ult.*; 1112, § 1.<sup>er</sup>; 1255, 1264, § *ult.*; — à celle du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 46), p. 2697, § *ult.*

CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Son opinion sur un projet de loi relatif à un crédit extraordinaire réclamé par le ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1828, p. 2981 à 2989 (I. n.<sup>o</sup> 117). *V.* aussi, p. 2991, § 1.<sup>er</sup>

CHIFLET (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 119, 576, 2612. — Propose un amendement à l'art. 3 du projet de loi relatif au duel, p. 364, § *ult.* — Le retire, p. 365, § 2. — S'explique sur les effets de la mort civile incidemment à la discussion du projet de Code militaire, p. 933, § *ult.* — Son opinion sur l'article 3

du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1819 à 1815 (I. n.º 81). — Prend part à la discussion sur l'article 7, p. 1915, 1934 à 1936. — Ses observations sur des pétitions relatives au Code forestier, p. 2134.

CHOISEUL (M. le duc de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1717 à 1720.

CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE. — *Lois du 26 mars 1829* (au nombre de 26), relatives à des changemens dans la circonscription territoriale de divers arrondissemens et départemens. — Présentées à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 10 février 1829. — Adoptées le 25. — Apportées à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 2 mars. — Adoptées le 19. — Sanctionnées et promulguées le 26 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 284, p. 193 à 203). — Exposé collectif des motifs des 26 projets de loi, p. 136 à 160 (I. n.º 10). — Examen des bureaux, p. 177. — Nomination d'une commission spéciale, p. 177 et 178. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte d'Orglandes, p. 230 à 245 (I. n.º 16). — Discussion en assemblée générale et adoption au scrutin des 26 projets de loi, p. 397 et 398. — Teneur de ces projets, p. 399 à 415.

— *Lois du 28 juin 1829* (au nombre de 3), qui modifient les limites de plusieurs départemens et arrondissemens. — Présentées à la Chambre des Députés, par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 9 mars 1829. — Adoptées le 23. — Apportées à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 26. — Adoptées le 23 juin. — Sanctionnées et promulguées le 28 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 299, p. 520). — Exposé des motifs, p. 429 à 432 (I. n.º 30). — Examen des bureaux, p. 459. — Nomination d'une commission spéciale, p. 490 et 491, § 3. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Praslin, p. 605 à 613 (I. n.º 37). — Discussion en assemblée générale, p. 3207 et suiv. — Dans cette discussion sont entendus, au sujet de deux amendemens proposés par la commission spéciale, le baron Cuvier, commissaire du Roi, p. 3210; — le duc de Praslin, rapporteur, p. 3211, § 1.<sup>er</sup> et 3214, § 1.<sup>er</sup>; — le Ministre de l'intérieur, p. 3211, § *ult.*; 3214 et 3215; — et le comte de Ségur,

p. 3212, § 1.<sup>er</sup> — Adoption des projets de loi au scrutin, p. 3216.

CLAPARÈDE (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942.

CODE PÉNAL (Projet de loi tendant à modifier l'article 56 du). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. Bourdeau, Garde des sceaux, le 8 juin 1829. — Exposé des motifs, p. 2733 à 2736 (I. n.° 104). — (La Chambre n'a point délibéré sur ce projet de loi.)

CODE PÉNAL MILITAIRE (Projet de). — Présenté à la Chambre des Pairs, par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 14 février 1829. — Adopté, moyennant amendemens, le 8 mai. — Porté à la Chambre des Députés par le même Ministre, le 20. (Ce projet de loi n'a pas été soumis à la discussion dans cette Chambre.) — Exposé des motifs, p. 86 à 110, spécialement p. 102 à 110 (I. n.° 5). — Examen des bureaux, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, p. 120 et 121. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte d'Ambrugeac, p. 491 à 571 (I. n.° 33). — La Chambre fixe un jour pour l'ouverture de la discussion, p. 800 à 801. — Délibération des articles, p. 812 à 844, 846 à 1277, 1286 à 1439, et 1528 à 1546. — Le projet de loi amendé par la Chambre est renvoyé à la commission pour en présenter une rédaction définitive, p. 1546. — Rapport fait à ce sujet par M. le comte d'Ambrugeac, p. 1607 à 1617. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 1619. — Sa teneur, p. 1620 à 1650. (*Voyez, à la suite de la table des matières, à la p. 84, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi.*)

COISLIN (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2612. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 838; § 1.<sup>er</sup>; 961, § 1.<sup>er</sup>; 1012, § 1.<sup>er</sup>; 1111, § ult.; 1119, § 2; 1159, § penult.; 1362, § ult.; 1363, § ult.; 1540 à 1542; — à celle du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 27), p. 2530, § 1.<sup>er</sup> — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 3531 à 3537, 3630 à 3631. — Défend les conclusions du comité sur une pétition des propriétaires de vignes, p. 3538, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3568, § 3.

COMITÉ DES PÉTITIONS. — Formation et renouvellement de ce comité. Voyez *Bureaux*.

COMITÉ DES PÉTITIONS (Rapports faits à la Chambre au nom de ce comité). — Le 2 mars 1829, par M. le comte de Tournon, p. 160 à 163; — par M. le marquis de Mortemart, p. 163 à 171; — par M. le duc de Narbonne, p. 171 à 172; — par M. le comte Lemercier, p. 172; — par M. le comte de Saint-Roman, p. 173 à 175. — Le 5 mars, par M. le duc de Narbonne, p. 204 à 215 (I. n.º 12); — par M. le baron de Barante, p. 222. — Le 26 mars, par M. le comte de Noé, p. 442 à 445; — par M. le vicomte Dambray, p. 445 à 453; — par M. le duc de Narbonne, p. 453. — par M. le comte de Vogüé, *ibid.*; — par M. le comte de Rougé, p. 454. — Le 4 avril, par M. le comte Molé, p. 615 *et suiv.* (I. n.º 38); — par M. le baron Mounier, p. 640 *et suiv.*; — par M. le marquis de Rougé, p. 652; — par M. le comte de Vogüé, p. 653. — Le 9 mai, par M. le comte de Chabrol, p. 1716; — par M. le duc de Choiseul, p. 1717; — par M. le duc de Crillon, p. 1734. — Le 23 mai, par *le même*, p. 2121; — par M. le comte de Chabrol, p. 2122; — par M. le comte de Kergariou, p. 2123; — par M. le duc de Broglie, p. 2130; — par M. le comte Abrial, p. 2133. — Le 25 mai, par M. le comte Daru; — par M. le duc de Broglie, p. 2163. — Le 7 juillet, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 3364 à 3370, V. notamment p. 3365 à 3370. — Par M. le marquis de Laplace, p. 3370 à 3379 (I. n.º 140); — par M. le comte de Vogüé, p. 3379 à 3380. — Le 13 juillet, par *le même*, p. 3531; — par M. le marquis de Coislin, *ibid.* — Le 18 juillet, par M. le marquis de Laplace, p. 3559. — Le 23 juillet, par M. le marquis de Tramécourt, p. 3629; — par M. le marquis de Coislin, p. 3630; — par M. le comte de Rougé, p. 3631 *et suiv.* (I. n.º 157).

COMMISSIONS SPÉCIALES nommées par M. le Président en vertu d'une délégation de la Chambre. — *De sept membres.* — Pour la rédaction d'un projet d'adresse au Roi, p. 19 et 20. — Pour l'examen d'un projet de loi relatif au duel, p. 119. — D'un projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 120. — D'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits dans l'armée, p. 120 et 121. — (Un projet de loi relatif à l'interprétation de quelques articles des lois militaires, est renvoyé à la même commission, p. 768.) — De vingt-six projets de lois relatifs à divers changemens de circonscript-

tion territoriale, p. 177 et 178. — D'un projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 441. — D'un projet de loi relatif aux tabacs, p. 489 et 490, § *ult.* — De quatre projets de loi relatifs à des emprunts et à une imposition extraordinaire, p. 490 et 491. — D'un projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 576. — D'un projet de loi relatif à la concession du palais de la bourse à la ville de Paris, p. 1790. — D'un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies, *ibid.* — D'un projet de loi relatif aux postes, *ibid.* — D'un projet de loi relatif à plusieurs échanges de biens dépendans du domaine de la Couronne, p. 2156. — De sept projets de loi relatifs à des crédits supplémentaires, *ibid.* — D'une proposition relative aux pétitions, *ibid.* — De quatre projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires votées par la ville de Bordeaux, et par les départemens de la Seine et de la Gironde, et à un emprunt voté par la ville de Lorient, p. 2612. — De deux projets de loi relatifs à l'imprimerie et à la librairie, p. 2850. — D'un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 2942. — D'un projet de loi relatif au service de la poste aux lettres entre la France, l'Angleterre et l'Amérique, *ibid.* — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1830, p. 3404, § 1.<sup>er</sup> — D'un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel sur l'exercice 1829, p. 3404, § 2. — D'un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes, pour l'exercice 1830, p. 3554. — *De cinq membres.* — Pour l'examen de cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires, p. 490 et 491, § 2. — De trois projets de loi relatifs à des changemens de circonscription territoriale, p. 491, § 3. — D'un projet de loi relatif aux contraventions de police en matière de voitures publiques, p. 2612. — De deux projets de loi relatifs à l'achèvement du port du Havre et à l'amélioration du port de Boulogne, *ibid.* — D'un projet de loi relatif à l'aliénation de l'étang de Capestang, p. 2942. — D'une proposition faite par M. le comte Daru, et relative aux domaines engagés, p. 3207. — D'une proposition faite par M. le comte Siméon, et relative à l'administration intérieure de la Chambre, p. 3245. — De trois projets de loi relatifs à l'établissement d'un port dans le havre de Courseulles, à la modification de l'acte de concession du canal d'Aire à la Bassée et à l'achèvement du port de Granville,

- p. 3245 et 3246. — De trois projets de loi relatifs à des échanges, p. 3554, § *ult.*
- COMMISSIONS SPÉCIALES (Jurisprudence en matière de). — Deux commissions distinctes sont nommées pour l'examen de deux projets de loi analogues, avec faculté de se réunir pour l'examen des points de contact existans entre les deux projets, p. 120. — Plusieurs projets de loi analogues sont renvoyés à l'examen de la même commission, p. 177, 490 et 491, 768, 2156, 2612, 2850, 3246, 3554. — Projet de loi non renvoyé à l'examen d'une commission, voyez *Dotation de l'ancien Sénat*.
- COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MILITAIRES (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 8 mai 1829. — Exposé des motifs, p. 1605 (I. n.º 70); voyez au mot *Juridiction militaire*. — Rapport fait au nom d'une commission spéciale par M. le vicomte Dode, p. 1671 à 1716 (I. n.º 75). — (La Chambre n'a pas délibéré sur ce projet de loi).
- CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE DES PAIRS. — Se compose du Chancelier et des quatre secrétaires de la Chambre, p. 3628. — La Chambre entend le rapport annuel fait au nom de ce conseil par M. le baron de Glandevès, p. 3754. — Délibère sur les conclusions de ce rapport, p. 3859.
- CONTRAINTE PAR CORPS (Projet de loi sur la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le comte Portalis, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 31 mars 1829. — Adopté, moyennant amendemens, le 21 mai. (Ce projet de loi n'a pas été présenté à la Chambre des Députés). — Exposé des motifs, p. 460 à 488 (I. n.º 32). — Examen des bureaux, p. 573. — Nomination d'une commission spéciale, p. 576. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le comte de Bastard, p. 1556 à 1591 (I. n.º 68). — Discussion en assemblée générale sur l'ensemble du projet, p. 1743 *et suiv.* — Opinion du comte Siméon, p. 1744 à 1757 (I. n.º 76). — Délibération des articles, p. 1757 à 1787, 1791 à 2082, 2095 à 2114. (V. les I. n.º 77, 78, 79, 80, 81, 81 bis, 81 ter). — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 2115. — (Voyez à la suite de la table des matières, à la page 134, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi).

CONTRAINTE PAR CORPS CONTRE DES PAIRS DE FRANCE (Jugemens portant).—Pétition tendante à demander l'exécution de semblables jugemens. *V.* p. 2130 à 2133.

CORBIÈRE (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2851. — Son opinion sur le projet de loi relatif au crédit extraordinaire, demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3062 à 3073. — (*V.* aussi p. 3080, § 1.<sup>er</sup>) — Retire l'amendement qu'il avait proposé à ce projet de loi, p. 3134.

CORNUDET (M. le comte). — Son opinion sur un projet de loi relatif au crédit supplémentaire réclamé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3035 à 3040 (I. n.<sup>o</sup> 122).

COURTARVEL (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de code pénal militaire, p. 1309, § 4.

CRÉDIT ÉVENTUEL. — *Loi du 2 août 1829*, relative à l'ouverture d'un crédit éventuel de 42,648,690 fr., sur l'exercice 1829. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mai 1829. — Adoptée le 10 juillet. — Apportée à la Chambre des Pairs, par le même Ministre, le 11. — Adoptée le 27. — Sanctionnée et promulguée le 2 août (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 309, p. 241). — Exposé des motifs, p. 3401 à 3403 (I. n.<sup>o</sup> 143). — Examen immédiat des bureaux, p. 3403. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3404, § 2. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Pasquier, p. 3599 à 3617 (I. n.<sup>o</sup> 155). — Discussion en assemblée générale, p. 3724 à 3743. — Opinion du comte de Rougé, p. 3724 à 3733. — Observations du comte de Ségur sur l'impression de ce discours, p. 3733. — Discours du Ministre des finances, p. 3733 à 3736. — Observations incidentes du comte de Saint-Roman, p. 3736. — Opinion du vice-amiral comte Truguet, p. 3736 à 3742 (I. n.<sup>o</sup> 161). — Résumé du rapporteur, p. 3746 à 3749. — Observations du comte de Rougé, au sujet de l'article 1.<sup>er</sup>, p. 3749 à 3751. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3752.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES. — *Lois du 24 juin 1829*, qui ouvrent des crédits extraordinaires aux Ministres des affaires étrangères, de l'instruction publique, du commerce et des manufactures, de la guerre, de la marine et des finances. — Présentées à la Chambre des Députés, par le comte Roy, Ministre des finances, le 11 juin 1829. — Adoptées les 6 et 7 mai. —

Présentées à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 21. — Adoptées le 15 juin. — Sanctionnées et promulguées le 24 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 298, p. 499 à 505). — Exposé des motifs, p. 2090 à 2094 (I. n.<sup>o</sup> 83). — Examen des bureaux, p. 2141. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2156. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 2803 à 2850 (I. n.<sup>o</sup> 110). — M. le Président propose à la Chambre de fixer l'ordre à suivre dans la délibération de ces projets de loi, p. 2979. — Observation du comte de Saint-Roman à ce sujet, p. 2980, § 1.<sup>er</sup>. — *Affaires étrangères*. — Opinion du vicomte de Chateaubriand, p. 2981 à 2989 (I. n.<sup>o</sup> 117); V. aussi p. 2991, § 1.<sup>er</sup>. — Observations du marquis de Marbois, p. 2989 à 2991. — *Instruction publique*. — Observation du comte de Saint-Roman, p. 2992. — Adoption provisoire des autres projets, p. 2993 à 2995. — Scrutin collectif, p. 2995 et 2996.

— Loi du 4 juillet 1829, qui ouvre au Ministre de la justice un crédit extraordinaire. — Présentée à la Chambre des Députés, par le comte Roy, Ministre des finances, le 11 juin 1829. — Adoptée, moyennant amendement, le 8 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 21. — Adoptée, moyennant un nouvel amendement, le 17 juin. — Présentée de nouveau à la Chambre des Députés le 23. — Adoptée moyennant un troisième amendement, le même jour. — Rapportée à la Chambre des Pairs, par M. Bourdeau, Garde des sceaux, le 30 juin — Adoptée le même jour. — Sanctionnée et promulguée le 4 juillet (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 300, p. 1). — Exposé des motifs lors de la première présentation, p. 2090 à 2094 (I. n.<sup>o</sup> 83). — Examen des bureaux, p. 2141. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2156. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron de Barante, p. 2803 à 2850 (I. n.<sup>o</sup> 110). — Ouverture de la discussion en assemblée générale, p. 2996. — Opinions du baron Portal, p. 2998 à 3002 (I. n.<sup>o</sup> 118); — du comte de Saint-Roman, p. 3002 à 3022 (I. n.<sup>o</sup> 119); — du comte de Rougé, p. 3022 à 3030 (I. n.<sup>o</sup> 120); — du comte de Vogüé, p. 3031 à 3033 (I. n.<sup>o</sup> 121); — du comte Cornudet, p. 3035 à 3040 (I. n.<sup>o</sup> 122). — Discours du comte de Peyronnet, p. 3041 à 3059 (I. n.<sup>o</sup> 123). — de M. Bourdeau, Garde des sceaux, p. 3059 à 3062. — Opinions du comte de Corbière, p. 3062 à 3073: — du comte de Saint-Aulaire, p. 3073 à 3078 (I. n.<sup>o</sup> 124). — Nouvelles

- explications du comte de Peyronnet, p. 3078, et 3080 § pénult.; — de M. le Garde des sceaux, p. 3079 à 3080, et 3080, § 2; — du comte de Corbière, p. 3080, § 1.<sup>er</sup>. — Opinion du duc de Narbonne, p. 3080 à 3083 (I. n.º 125). — M. le baron Pasquier demande que la discussion soit continuée au lendemain, p. 3083. — Opinion du duc de Broglie, p. 3085 à 3102 (I. n.º 126). — Discours du comte Roy, Ministre des finances, p. 3102 à 3104. — Dernières explications du comte de Peyronnet, p. 3104 à 3106, et 3107, § 1.<sup>er</sup>; — du Garde des sceaux, p. 3106. — Opinion du marquis de Lally, p. 3107 à 3115. — Résumé du rapporteur, p. 3115 à 3131 (I. n.º 127). — Exposé des diverses propositions soumises à la Chambre, p. 3131 à 3134. — Observation du Ministre des finances, p. 3134, § ult.; — du comte de Ségur, p. 3135, § 3. — Vote au scrutin, sur l'amendement proposé par la commission à l'article 1.<sup>er</sup>, p. 3135. — Cet amendement est rejeté, p. 3136. — Adoption du projet de loi au scrutin, *ibid.* — Exposé des motifs lors de la deuxième présentation du projet amendé par la Chambre des Députés, p. 3257 (I. n.º 138). — Examen immédiat dans les bureaux, p. 3259. — Ouverture de la discussion, *ibid.* — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3260.
- CRILLON** ( M. le duc de ). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur cinq projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires, p. 596 à 605 (I. n.º 36). — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 675, § 2. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1734 à 1735, 2121.
- CRILLON** ( M. le marquis de ). — Appelé, par ordonnance du Roi du 28 août 1828, à recueillir héréditairement la Pairie de M. le marquis d'Herbouville. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de ses droits, p. 3265. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 3268. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, *ibid.* — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 11 juillet 1829, p. 3381. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

**CUVIER** ( M. le baron ), conseiller d'État, commissaire du Roi. — Soutient la discussion d'un projet de loi relatif à un changement de circonscription territoriale, p. 3210.

## D

**DALMATIE** ( M. le maréchal duc de ). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 229. — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de Code pénal militaire, p. 819 à 823 ( I. n.° 52 ). — Développe un amendement qu'il propose à cet article, p. 861 à 865 ( I. n.° 54 ). — Prend part à la discussion sur d'autres articles du même projet de loi, p. 976, § 1.<sup>er</sup>; 988, § 2; 990, 1011, § 1.<sup>er</sup>; 1030, § ult.; 1035, § 1.<sup>er</sup>; 1036, § 2; 1065, 1070, § 1.<sup>er</sup>; 1084, § ult.; 1089, 1092, 1093, § ult.; 1094, § 4; 1101, 1114, § 2; 1117, 1119, § 1.<sup>er</sup> ( V. aussi p. 1138, § ult. ); 1146, § ult.; 1157, § ult. ( V. aussi p. 1190 et 1192 ), 1167, § 1.<sup>er</sup>; 1218, 1233, § 1.<sup>er</sup>; 1271, 1534 à 1537, 1538, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur un article 12 additionnel proposé par la commission au projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2446 à 2452 ( I. n.° 95 ). — Prend part à la discussion sur d'autres articles du même projet ( article 27 ), p. 2533, § 1.<sup>er</sup>; ( article 28 ), p. 2550, 2572, § ult.; ( article 33 ), p. 2592, 2597, § 1.<sup>er</sup>; 2601, § 1.<sup>er</sup>

**DAMAS** ( M. le duc Charles de ), décédé le 5 mars 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Chastellux, p. 708 à 720 ( I. n.° 44 ).

**DAMAS-CRUX** ( M. le duc de ). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, 491.

**DAMBRAY** ( M. le vicomte ). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790 et 2612. — Son opinion sur un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2791 à 2794. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 445 à 452. — Soutient les conclusions du comité sur une pétition relative à la loterie, p. 447, § ult. — Prend part à la discussion sur l'article 35 du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 2074.

**DARU** ( M. le comte ). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 960, § 1.<sup>er</sup>; 962, § 2; 1009, § ult.; 1158, § ult. ( V. aussi p. 1191 et 1192 ), 1165, § pénult.; 1169, § 1.<sup>er</sup>; 1172, § 2; 1256, § 1.<sup>er</sup>; 1301, § 1.<sup>er</sup>; 1306, 1313, § 1.<sup>er</sup>; 1325, § 3. — Fait divers rapports au nom du

comité des pétitions, p. 2156 *et suiv.* — Fait une proposition relative aux possesseurs de domaines engagés, p. 2163. *V.* au mot *Domaines engagés.* — En développe les motifs, p. 2873 à 2927 (I. n.° 112). — Est nommé commissaire pour l'examen de cette proposition, p. 3207. — S'explique au sujet de la caisse des invalides de la marine, dans la discussion de la loi des comptes de 1827, p. 3523 à 3526, et 3528, § 1.<sup>er</sup> (I. n.° 149). — Son observation sur une pétition relative à l'emprunt des Cortès, p. 1738.

DE CAUX (M. le vicomte), Ministre de la guerre. — Présente à la Chambre deux projets de loi relatifs à la justice militaire, et contenant, l'un le nouveau Code pénal militaire, l'autre des dispositions relatives à l'organisation, à la compétence et à la procédure des tribunaux militaires, p. 85. — Expose conjointement les motifs de ces deux projets de loi, p. 86 à 110 (I. n.° 5). — Soutient la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 814 *et suiv.* — Son discours pour la défense de l'article 1.<sup>er</sup> du projet, au sujet de la classification de la peine du boulet, p. 814 à 819 (I. n.° 51). — *Voir* aussi p. 831 à 833. — S'explique au sujet de divers autres articles du même projet de loi, et d'amendemens proposés, tant par la commission que par plusieurs Pairs, p. 865 à 866, 959, § 1.<sup>er</sup>; 962, § 1.<sup>er</sup>; 975, 981, 992, 1002, 1010, 1027, 1030, 1050, 1069, 1079, 1132, 1137, 1150, 1159, 1162, 1163, 1165, 1170, § 2; 1175, 1183, 1198 à 1200; 1207, § *ult.*; 1213, 1221, 1235, § 3; 1270, 1274, § *pénult.*; 1302, § 4; 1305, 1307, 1309, § *ult.*; 1327, § 1.<sup>er</sup>; 1360, 1364, § 1.<sup>er</sup>; 1375, 1395, § 3; 1415, § 1.<sup>er</sup>; 1537. — Annonce qu'il prendra les ordres du Roi sur la division en trois lois distinctes du projet relatif à la juridiction militaire, p. 1527. — Apporte une ordonnance du Roi, portant retrait de ce projet de loi, et communique en même temps trois projets de loi séparés, relatifs, le premier, à la compétence; le deuxième, à l'organisation, et le troisième à la procédure des tribunaux militaires, p. 1605 (I. n.° 70). — Soutient la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, et s'explique au sujet de divers amendemens proposés à ce projet — (article 3), p. 2341, 2346, 2347; (article 4), p. 2358 à 2360; 2401 à 2403; (article 9), p. 2431 à 2432; (article 11), p. 2439, § 2; (article additionnel relatif au jugement des maréchaux), p. 2456 à

2458; (article 13), p. 2470, § 2; (article 14), p. 2495; (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux), p. 2506, 2509; (article 23), p. 2513; (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre), p. 2523; (article 26), p. 2526, § ult.; (article 27), p. 2538, § ult.; 2529. § ult.; 2542; (art. 28), p. 2571, § ult.; (article 33), p. 2591, 2596, § ult.; 2604, § ult.; (article 36), p. 2643; (article 42 additionnel), p. 2560, § 2; (article 42 du projet), p. 2663, 2675; (article 44), p. 2691; (article 46), p. 2700; (article 47), p. 2702, § ult.; (article 50), p. 2708, § 1.<sup>er</sup> et ult.; (articles additionnels relatifs aux colonies), p. 2718 à 2720; V. aussi p. 2740, § 4. — Présente un projet de loi relatif à l'interprétation de plusieurs articles des lois militaires actuelles, p. 704 à 708 (I. n.° 43). — S'explique au sujet d'une pétition relative au contingent d'hommes à fournir par la ville de Paris, p. 647.

DECAZES (M. le duc). — Nommé commissaire pour l'examen du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 120. — Fait un rapport sur la partie de ce projet de loi relative aux formes de procédure à observer devant les tribunaux militaires, p. 2219 à 2326 (I. n.° 90). — Prend part à la discussion sur l'article 2 du projet de loi relatif au duel, p. 345 à 347; — sur l'article 3 du même projet, p. 361. — Son opinion sur un projet de loi relatif aux tabacs, p. 789 à 791, et 798 à 799. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 836 à 838, 880 à 884 (I. n.° 56); 890 à 893, 904, 934 à 941, 1031, § 3; 1052, 1053, § 2; 1055, § ult.; 1061, § ult.; 1167, § ult.; 1168, § ult.; 1177, § ult.; 1336, § 1.<sup>er</sup>; 1343, 1366, § penult.; 1367, § 2; 1382, § 1.<sup>er</sup>; 1389, 1395, § 2; 1432 à 1434, 1530, 1543 à 1545, et 1618, § ult. — Propose un amendement à l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1760 à 1768 (I. n.° 78). — Soutient cet amendement, p. 1776, § ult. — Obtient de nouveau la parole sur l'article 3, p. 1809 à 1812; — sur l'article 4, p. 1860 à 1865; — sur l'article 5, p. 1900, § ult.; — sur l'article 7, p. 1948 à 1952; — sur l'article 20, p. 1982, § ult.; — sur l'article 21, p. 1986 à 1987; — sur l'article 22, p. 1990; — sur l'article 25, p. 1995; — sur l'article 26, p. 2001 à 2003; — sur l'art. 33, p. 2030, 2032, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'article 34, p. 2033; — sur

Particle 35, p. 2081, § *ult.*; — sur l'article 36, p. 2096, § *penult.*; 2102, § *ult.*; — sur l'article 37, p. 2105, § *ult.*; 2108, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'article 38, p. 2110; — sur un article additionnel proposé par la commission, p. 2111, § *ult.*; — sur l'article 39 du projet, p. 2113. — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2360 à 2362. — Prend part à la discussion des articles suivans : (article 7), p. 2413 à 2416; — (article 9), p. 2434, § 2; — (article 12), p. 2445, § 1.<sup>er</sup>; — (article 12 additionnel relatif au jugement des maréchaux), p. 2458 à 2461; — (article 13), p. 2469, § 1.<sup>er</sup>; — (article 14), p. 2496, § 2; — (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux), p. 2506, § 1.<sup>er</sup>; — (article 23), p. 2513, § *ult.*; — (article 24), p. 2517, § 1.<sup>er</sup>; — (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre), p. 2520, § *ult.*; — (article 26), p. 2526, § 2; — (article 27), p. 2528, § *penult.*; 2530, § *ult.*; 2536, et 2548, § 2 et 4; — (article 28), p. 2564 à 2567; — (article 36), p. 2642, § *ult.* — Demande le renvoi au Ministre de la justice d'une pétition sur la contrainte par corps, p. 451, § 1.<sup>er</sup>; — le dépôt au bureau des renseignemens d'une pétition relative à la défense des prévenus de simples délits, p. 452, § 2. — Son opinion sur diverses pétitions adressées à la Chambre par des propriétaires de vignobles, p. 636 à 640 (I. n.º 41); — sur plusieurs autres pétitions semblables, p. 1720 à 1724 et 1730 à 1731, (I. n.º 75 *bis*). — Ses observations sur des pétitions relatives au Code forestier, p. 213, § *ult.*

DEJEAN (M. le comte). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1248, § 2; — à celle du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2347, § 3; 2396, § 1.<sup>er</sup>; 2408, § 1.<sup>er</sup>; 2601, § *ult.*

DÉLIBÉRATIONS (Précédens relatifs aux). — Lorsqu'il ne s'élève aucune réclamation, il peut être voté sur plusieurs projets de loi par un seul tour de scrutin, p. 398, 724 et 725, 728 et 729, 3250, 3578, 3593, 3597 et 3598, 3752 et 3754. — Le scrutin séparé est de droit lorsqu'il est demandé par un Pair. *V.* p. 3240. — Observations sur la convenance de renvoyer aux commissions spéciales les articles contestés, avant de les soumettre à un vote définitif, p. 842, 2995 et 2996, 3215 et 3216. — Projets de loi examinés dans les bureaux le jour même de leur présentation. *V.* p. 3403, 3554. — La

Chambre, pour voter sur des pétitions, doit-elle être au nombre déterminé par le règlement? *V.* p. 3642. — Projet de loi voté le jour même de sa présentation, p. 3259. — Les Chambres peuvent-elles exprimer leur vote négatif sous la forme d'un rejet? *V.* au mot *Échanges*, la discussion engagée à l'occasion de l'article 2 de la loi du 28 juin 1829, relative à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne. — Peut-on revenir sur une délibération prise? *V.* la discussion engagée sur cette question, au sujet d'un amendement adopté par la Chambre sur l'article 104 du projet de Code pénal militaire, p. 1381 à 1385, et 1423 à 1439. — La Chambre maintient sa première délibération, p. 1439. *V.* aussi p. 1076 et 1077, 1147, 1530, 2433, 2434, 2686 et 2687.

**DÉPUTATION.** — De douze Pairs et de 25 Députés, chargée d'aller au-devant du Roi à l'ouverture de la session, p. 2. — *Grande députation*, chargée de présenter au Roi l'adresse votée par la Chambre, p. 40; — de porter au Roi les félicitations de de la Chambre, à l'occasion de l'anniversaire de sa rentrée en 1814, p. 764. — *Simple députation*, chargée de porter à la connaissance du Roi la formation définitive du bureau, p. 15.

**DESMONSTIERS** (M. le marquis). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 230. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178.

**DESSOLLE** (M. le marquis). — Décédé le 2 novembre 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le maréchal marquis de Gouvion Saint-Cyr, p. 45 à 64 (I. n.º 3).

**DISCOURS DU ROI** à l'ouverture de la session. — Texte de ce discours, p. 2 à 8. — Une copie en est remise sur le bureau de la Chambre par M. le Président, p. 11. — Adresse en réponse à ce discours. Voyez *Adresse au Roi*.

**DIVONNE** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 120. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1308, § 2; — à celle du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (art. 27), p. 2543. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

**DODE DE LA BRUNERIE** (M. le vicomte). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1829, p. 15. — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi relatif à la juridiction

militaire, p. 120. — Fait diverses observations sur plusieurs articles du projet de Code pénal militaire dans leurs rapports avec d'autres articles du projet de loi relatif à la juridiction militaire, p. 1035, § *ult.*; 1372, § 1.<sup>er</sup>; 1376, § *ult.*; — fait un rapport sur le projet de loi relatif à la compétence des tribunaux militaires, p. 1671 à 1716 (I. n.° 75). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (art. 3) p. 2336, § *ult.*; 2341, § *ult.*; (art. 4) p. 2362 à 2364, et 2376 à 2391 (I. n.° 94); — (art. 10) p. 2437, § 2; (art. 11) p. 2440, § *ult.*; (art. 13) p. 2469, § 2; 2470, § 1.<sup>er</sup>; (art. 14) p. 2494, § 1.<sup>er</sup>; 2496, § *ult.*; (art. 24) p. 2518, § 1.<sup>er</sup>; (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre) p. 2521, § *ult.*; (art. 27) p. 2528, § 2; (art. 33) p. 2589 à 2591, 2597, § 2; 2602, § 1.<sup>er</sup>; 2606, 2607, § *ult.*; 2608, § *ult.*; (art. 36) p. 2640, § *ult.*; (art. 38) p. 2680, § 1.<sup>er</sup>; (art. 42) p. 2675, § *ult.*; (articles additionnels au chapitre des conseils de guerre aux armées) p. 2685, § 1.<sup>er</sup>; (art. 44) p. 2689, § 2 et *ult.*; (art. 46) p. 2696, (art. 50) p. 2708, § 2; (art. 57) p. 2717, § 1.<sup>er</sup>.

DOMAINES ENGAGÉS. — *Rapport* fait par M. le comte Daru sur des pétitions relatives aux échangeistes et autres acquéreurs du domaine de l'État, p. 2158 à 2160. — *Opinion* du baron de Glandevès, p. 2160 à 2162 (I. n.° 87). — *Observations* du marquis de Marbois, p. 2162. — *Proposition* tendant à mettre un terme à l'incertitude des engagistes du domaine de l'État sur la stabilité de leur possession, faite par M. le comte Daru, le 25 mai 1829, p. 2163. — La Chambre décide qu'elle s'en occupera, *ibid.* — Développement des motifs, p. 2873 à 2927 (I. n.° 112). — Discussion sur la prise en considération, p. 2927 à 2937. — Discours du Ministre des finances, p. 2937 à 2934. — *Observations* du baron de Glandevès, p. 2934, § 1.<sup>er</sup>, et 2936, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Chabrol, p. 2934 à 2936, et 2936, § 2; — du marquis de Marbois, p. 2936, § *ult.* — *Prise en considération*, p. 2937. — Examen des bureaux, p. 3193. — *Nomination* d'une commission spéciale, p. 3207. — *Rapport* fait au nom de cette commission, par M. le comte Siméon, p. 3646 à 3661 (I. n.° 158). — La Chambre n'a pas délibéré sur les conclusions de ce rapport.

DOTATION DE L'ANCIEN SÉNAT. — *Loi du 28 mai 1829*, relative à la dotation de l'ancien Sénat. — *Présentée* à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le

- 9 février 1829. — Adoptée le 24 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 9 mai. — Adoptée le 23. — Sanctionnée et promulguée le 28. (Bulletin des lois, année 1829, premier semestre, n.º 293, p. 345). — Exposé des motifs, p. 1660 à 1670 (I. n.º 74). — Examen des bureaux, p. 2117. — Ouverture immédiate de la discussion, *même page*. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2118. — Sa teneur, *ibid.*
- DOUDEAUVILLE (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20; — pour l'examen de divers projets de loi, p. 576, 1790, 2942. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif au service de la poste aux lettres entre l'Amérique, l'Angleterre et la France, p. 3137 à 3147 (I. n.º 128). — Son discours dans la discussion du projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3158 à 3169 (I. n.º 132). — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Brézé, p. 24 à 31 (I. n.º 2).
- DUEL (Projet de loi sur le). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le comte Portalis, Garde des sceaux, le 14 février 1829. — Adopté, moyennant amendemens, le 14 mars. — Porté à la Chambre des Députés, par M. Bourdeau, Garde des sceaux, le 8 juin. — (Ce projet n'a pas été soumis à la discussion dans cette Chambre). — Exposé des motifs du projet de loi, p. 64 à 85 (I. n.º 4). — Examen des bureaux, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, p. 119. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le baron Pasquier, 178 à 204 (I. n.º 11). — Discussion en assemblée générale, p. 246 à 287. — Opinions : du comte de Pontécoulant, p. 246 à 250 (I. n.º 17); — du comte de Tocqueville, p. 250 à 255 (I. n.º 18); — du maréchal duc de Raguse, p. 256 à 259 (I. n.º 19); — du baron Mounier, p. 259 à 265 (I. n.º 20); — du marquis de Maleville, p. 255 à 268 (I. n.º 21). — Discours du Garde des sceaux pour la défense du projet de loi, p. 268 à 287 (I. n.º 22). — Résumé du rapporteur, p. 287 à 294 (I. n.º 23). — Délibération des articles, p. 296 à 370. — *Article 1.º* — Amendemens proposés sur cet article, p. 296 et 297. — Discussion sur ces amendemens, p. 298 *et suiv.* — Dans cette discussion sont entendus : MM. le comte Siméon, p. 298 à 300 (I. n.º 24); — le Ministre de l'instruction publique; p. 300

à 305, et 314 à 316; — le baron Pasquier, rapporteur, p. 305 à 309, et 310 et 323; — le comte de Pontécoulant, p. 309 à 310; — le duc de Broglie, p. 311 à 314, — le comte de Tournon, p. 316 et 322, § *ult.*; — le comte de Peyronnet, p. 317 et 322, § 1.<sup>er</sup>; — le Garde des sceaux, p. 318 à 321; — le comte de Bastard, p. 321. — Adoption du 1.<sup>er</sup> § de l'amendement de la commission, p. 326. — La discussion continue sur le 2.<sup>e</sup> §, p. 327 *et suiv.* — Observations du baron Pasquier, rapporteur, p. 327; — du comte de Kergariou, *ibid.*, § *ult.*; — du comte de Peyronnet, p. 328 et 332, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Séguier, p. 329; — du Ministre de l'instruction publique, p. 330 à 332. — Renvoi du § à la commission, p. 332. — Nouveau rapport de la commission, p. 334 et 335. — Vote du § amendé, p. 335. — *Article 2*, — sur cet article sont entendus : MM. le baron de Barante, p. 336 à 339; — le comte de Pontécoulant, p. 339 à 341; — le Garde des sceaux, p. 342 à 343; — le comte de Peyronnet, p. 344; — le comte de Tascher, p. 345, § 3; — le rapporteur de la commission, p. 345, § *penult.* et 347 à 348; — le duc Decazes, p. 345, § *ult.*; — le baron Séguier, p. 347, § 1.<sup>er</sup> — *Article 3*, — sur cet article sont entendus : le comte de Tascher, p. 350 à 355 (I. n.<sup>o</sup> 25); — le comte de Tournon, p. 355 à 357; — le rapporteur de la commission, p. 357 à 359, 360, 363, § 1.<sup>er</sup> et § *ult.*, et 365, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Tocqueville, p. 359; § *ult.*, et 362, § 1.<sup>er</sup>; — le duc Decazes, p. 361; — le duc de Praslin, p. 363, § 5, et 364, § 1.<sup>er</sup>; — et le vicomte Chiflet, p. 364, § *ult.*, et 365, § 2. — *Article additionnel proposé par la commission.* Sur cet article sont entendus : le marquis de Laplace, p. 366; — le rapporteur de la commission, p. 367; — le comte d'Ambrugeac, p. 369; — le comte de Saint-Roman, p. 370, § 1.<sup>er</sup> — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 370.

## E

ÉCHANGES. — *Loi du 28 juin 1829*, relative à plusieurs échanges et à un bail emphytéotique de biens dépendans de la dotation de la Couronne. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le comte Roy, Ministre des finances le 30 mars 1829. — Adoptée le 14 mai. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 21. — Adoptée le 19 juin. — Sanctionnée et promulguée le 28 (Bulletin des

lois, année 1829, premier semestre, n.º 299, p. 513).—  
 Exposé des motifs, p. 2083 à 2090 (I. n.º 82).—Examen  
 des bureaux, p. 2141.—Nomination d'une commission spé-  
 ciale, p. 2156.—Rapport fait au nom de cette commission  
 par M. le marquis d'Orvilliers, p. 2943 à 2957 (I. n.º 114).  
 —Discussion en assemblée générale, p. 3155 et *suiv.*—  
 Discours du baron de la Bouillerie, intendant général de  
 la maison du Roi, p. 3155 à 3158 (I. n.º 131);—du duc  
 de Doudeauville, p. 3158 à 3169 (I. n.º 132). Opinion du  
 baron Mounier, p. 3169 à 3174 et 3181 à 3184;—du marquis  
 de Marbois, p. 3174 à 3177;—du comte d'Argout, p. 3177  
 à 3181.—Observation du comte de Saint-Roman, p. 3184, —  
*Article 1.º*.—Observations du duc de Praslin et du Ministre  
 des finances, p. 3185.—*Article 2.*—Explications du Ministre  
 des finances, p. 3186 à 3188.—Observations du duc de Nar-  
 bonne, p. 3188;—du baron Pasquier, p. 3189;—du comte  
 de Saint-Roman, p. 3190.—Adoption du projet de loi au  
 scrutin, p. 3192.

—Lois du 2 août 1829, relatives à deux échanges de  
 biens provenant des anciennes sénatoreries.—Présentées  
 à la Chambre des Députés, par M. le comte Roy, Ministre  
 des finances, le 25 juin 1829.—Adoptées le 11 juillet.—  
 Apportées à la Chambre des Pairs par le même Ministre,  
 le 18.—Adoptées le 27.—Sanctionnées et promulguées  
 le 2 août (Bulletin des lois, année 1829, deuxième semestre,  
 n.º 309, p. 242 et 243).—Exposé des motifs, p. 3549 à  
 3551 (I. n.º 152).—Examen des bureaux, p. 3554.—  
 Nomination d'une commission spéciale *ibid.*—Rapport fait  
 au nom de cette commission par M. le comte de Tournon,  
 p. 3618 et 3622 à 3627 (I. n.º 156.).—Discussion en as-  
 semblée générale, p. 3752.—Adoption des projets de lois au  
 scrutin, p. 3754.

—Loi du même jour, concernant l'échange de l'hôtel de la  
 monnaie, à Lyon.—Présentée à la Chambre des Députés  
 par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 25 juin 1829.  
 —Adoptée le 11 juillet.—Apportée à la Chambre des Pairs  
 par le même Ministre le 18.—Adoptée le 27.—Sanctionnée  
 et promulguée le 2 août (Bulletin des lois année 1829,  
 deuxième semestre, n.º 309, p. 244).—Exposé des motifs,  
 p. 3546 à 3548 (I. n.º 151).—Examen des bureaux, p. 3554.  
 —Nomination d'une commission spéciale *ibid.*—Rapport

fait au nom de cette commission par M. le comte de Tournon, *V.* p. 3617 à 3622 (I. n.° 156). — Discussion en assemblée générale, p. 3752. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3754.

**ÉCHANGISTES** (Proposition relative aux). — Voyez *Domaines engagés*.

**EFFIAT** (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2612.

**EMPRUNTS.** — Lois du 15 avril 1829 qui autorisent les villes de Saint-Germain-en-Laye, d'Arles et de Poitiers à contracter des emprunts. — Présentées à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 9 mars 1829. — Adoptées le 23. — Apportées à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 26. — Adoptées le 9 avril. — Sanctionnées et promulguées le 15 (Bulletin des Lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 286, p. 245). — Exposé des motifs, p. 418 à 421 (I. n.° 28). — Examen des bureaux, p. 459. — Nomination d'une commission spéciale, p. 490 et 491, § 1.<sup>er</sup> — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 589 à 596 (I. n.° 35). — Discussion en assemblée générale, p. 721 à 724. — Adoption des projets de loi au scrutin, p. 729. — Leur teneur, p. 722, 723 et 724.

Loi du 28 juin 1829, qui autorise la ville de Lorient à faire un emprunt. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 16 mai 1829. — Adoptée le 27. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 juin. — Adoptée le 24. — Sanctionnée et promulguée le 28 (Bulletin des Lois, année 1829, premier semestre, n.° 299, p. 523). — Exposé des motifs, *V.* p. 2476 et 2479 (I. n.° 98). — Examen des bureaux, p. 2611. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2612. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Tournon, p. 2963 à 2973; voir notamment, p. 2968 (I. n.° 116). — Discussion en assemblée générale, p. 3246. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3251. — Sa teneur, p. 3247.

**ERREUR.** — Lorsqu'une délibération prise repose sur une erreur, on ne peut invoquer le principe absolu de la chose jugée, *V.* p. 2434; *V.* aussi au mot *Délibérations*.

**ESCARS** (M. le duc d'). — Nommé commissaire pour l'examen

- de divers projets de loi, p. 119, 491. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1393, § 2.
- ESCLIGNAC (M. le duc d'). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 11.
- ÉTANG DE CAPESTANG. — *Loi du 4 juillet 1829*, qui autorise l'aliénation de l'étang de Capestang. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mai 1829. — Adoptée le 22. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 9 juin. — Adoptée le 30. — Sanctionnée et promulguée le 4 juillet (Bulletin des lois, année 1829, deuxième semestre, n.º 301, p. 18). — Exposé des motifs, p. 2736 (I. n.º 105). — Examen des bureaux, p. 2941. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2942. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Sarrat de Coussergues, p. 3147 à 3149 (I. n.º 129). — Discussion en assemblée générale, p. 3262. — Adoption du projet de loi au scrutin, 3263. — Sa teneur, p. 3262.
- EXCUSES de différens Pairs empêchés de se rendre à la Chambre, p. 14, 24, 123, 225.

## F

- FABRE de l'Aude (M. le comte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942.
- FEUTRIER (M. le comte), évêque de Beauvais, Ministre des affaires ecclésiastiques. — Nommé Pair de France, par ordonnance du Roi du 24 janvier 1829, p. 12. — Prête serment dans la séance royale du 27 du même mois, p. 8. — Prend séance dans la Chambre, p. 13 et 14.
- FORBIN (M. le marquis de). — Invoque l'ordre du jour contre une pétition du sieur Mercier, tendant à faire nommer les maires par les habitans, p. 170, § *ult.* — Propose un amendement au projet de Code pénal militaire, p. 1417, § *ult.* — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 845.
- FRAYSSINOUS (M. le comte), évêque d'Hermopolis. — S'explique, au sujet d'un amendement proposé dans la discussion du Code pénal militaire, relativement aux effets de la mort civile, p. 925.
- FRENILLY (M. le baron de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 230.

## G

- GLANDEVÈS (M. le baron de). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1829, p. 15. — Fait au nom du conseil d'administration un rapport sur le budget de la Chambre des Pairs, p. 3754. — Son opinion sur une pétition relative aux domaines engagés, p. 2160 à 2162 (I. n.° 87). — Appuie la prise en considération d'une proposition tendant à rassurer les possesseurs de ces domaines, p. 2934, § 1.<sup>er</sup>; 2936, § 1.<sup>er</sup> — Est nommé commissaire pour l'examen de cette proposition, p. 3207.
- GOURCUE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491.
- GOUVION-SAINT-CYR (M. le maréchal, marquis de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis Dessolle, p. 45 à 64 (I. n.° 3). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 120.
- GRAND-RÉFÉRENDAIRE (M. le). — Ses observations sur l'état de choses nouveau qui doit résulter, pour l'administration intérieure de la Chambre, de l'adoption du projet de loi relatif à la dotation de l'ancien Sénat, p. 2167 à 2170.
- GROSBOS (M. le baron de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

## H

- HERBOUVILLE (M. le marquis d'). — Décédé le 1.<sup>er</sup> avril 1829, — Hommage rendu à sa mémoire par M. le vicomte de Casteljac, p. 1599 à 1605 (I. n.° 69) — Voyez au mot *Crillon* (marquis de).
- HÉRÉDITÉ DE LA PAIRIE. — Pairs admis dans la Chambre à titre héréditaire. — Par droit de naissance: Voyez *Abrial*, *Avaray*, *Brézé*, *Lauriston*, *Lévis* (marquis de), *Périgord*, *Saint-Aulaire*. — En vertu d'ordonnances de transmissions: Voyez *Crillon* (Marquis de).
- HOMMAGES FAITS À LA CHAMBRE. — Par M. le marquis de Pastoret, vice-chancelier, p. 14. — Par le duc de Plaisance, p. 14. — Par M. le marquis de Marbois, p. 24. — Par divers, p. 123 et 124, 225 et 226; 295, 373, 417, 703, 767, 1187, 1279, 2373, 3193, 3543, 3645, 3865.
- HOUDETOT (M. le vicomte d'). — Élu secrétaire de la Chambre

- pour la session de 1829, p. 15. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 3246.
- HUNOLSTEIN (M. le comte d'). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491.
- HYDE DE NEUVILLE (M. le baron), Ministre de la marine. — S'explique au sujet de la caisse des invalides de la marine, dans la discussion du projet de loi relatif au régleme définitif du budget de 1827, p. 3504, 3522 et 3527.

## I

- IMÉCOURT (M. le comte d'). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 230. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491.
- IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — LOI du 15 avril 1829, qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des *Côtes-du-Nord*. — Présentée à la Chambre des Députés par le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 9 mars 1829. — Adoptée le 23. — Présentée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26 mars. — Adoptée le 9 avril. — Sanctionnée et promulguée le 15 (Bulletin des lois, année 1829, premier semestre, n.º 286, p. 246. — Exposé des motifs, p. 418, et 421 à 423. — Examen des bureaux, p. 459. — Nomination d'une commission spéciale, p. 490 et 491, § 1.º — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Abrial, p. 589 et 593 (I. n.º 35). — Discussion en assemblée générale, p. 721 et 724. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 729. — Sa teneur, p. 724.
- LOIS du même jour, qui autorisent les départemens du *Cher*, de l'*Isère*, de la *Mayenne*, de la *Seine-Inférieure* et de *Tarn-et-Garonne* à s'imposer extraordinairement. — Présentées à la Chambre des Députés, par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 9 mars 1829. — Adoptées le 23. — Apportées à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 26. — Adoptées le 9 avril. — Sanctionnées et promulguées le 15. (Bulletin des lois, année 1829, premier semestre, n.º 286, p. 246 à 248). — Exposé des motifs, p. 423 à 429 (I. n.º 29). — Examen des bureaux, p. 459. — Nomination d'une commission spéciale, p. 490 et 491, § 2. — Rapport fait au nom de cette commission par

M. le duc de Crillon, p. 596 à 605 (I. n.° 36). — Discussion en assemblée générale; V. pag. 722 et 725. — Observation du duc de Praslin sur le projet de loi relatif au département du Cher, p. 725. — Explication donnée par le Ministre de l'intérieur, p. 726, § 1.<sup>er</sup> — Adoption des cinq projets de loi au scrutin, p. 729. — Leur teneur, p. 725, 726, 727 et 728.

= Lois du 28 juin 1829, qui autorisent la ville de Bordeaux et les départemens de la Seine et de la Gironde à s'imposer extraordinairement. — Présentées à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 16 mai 1829. — Adoptées le 27. — Apportées à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 juin. — Adoptées le 24. — Sanctionnées et promulguées le 28. (Bulletin des lois, année 1829, premier semestre, n.° 199, p. 522). = Exposé des motifs, p. 2476 à 2483 (I. n.° 98). — Examen des bureaux, p. 2611. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2612. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Tournon, p. 2963 à 2973 (I. n.° 116). — Discussion en assemblée générale, p. 3246 et suiv. — Explications données par le Ministre de l'intérieur au sujet de l'imposition extraordinaire votée par le département de la Gironde, p. 3248 à 3250. — Observation du comte de Tournon, rapporteur, p. 3250, § 1.<sup>er</sup> — Adoption des projets de loi au scrutin, p. 3251.

IMPRESSIONS DIVERSES (Session de 1829). — Les impressions ordonnées par la Chambre durant le cours de cette session se composent de 173 numéros, plus les numéros 75 bis, 81 bis, 81 ter, 94 bis, 148 bis et 167 bis, ce qui donne au total 179 impressions. Les titres qu'elles portent les divisent ainsi qu'il suit :

Projets de loi.....	37.
Développemens.....	3.
Rapports.....	40.
Résumés.....	4.
Opinions.....	71.
Discours.....	19.
Observations.....	1.
Renouvellement des bureaux.....	4.

TOTAL..... 179.

IMPRIMERIE (projet de loi sur l').—Présenté à la Chambre des Pairs par M. Bourdeau, Garde-des-sceaux, Ministre de la justice, le 6 juin 1829. — Exposé des motifs, p. 2629 à 2634 (I. n.° 102). — Examen des bureaux, p. 2797.— Nomination d'une commission spéciale, p. 2850. — (La Chambre n'a pas délibéré sur ce projet de loi.) V. une pétition relative à ce projet de loi, p. 3630.

INTERPRÉTATION DE LA LOI du 20 avril 1825. — V. LOI du 20 avril 1825.

INTERPRÉTATION DES LOIS MILITAIRES. — LOI du 15 juillet 1829, relative à l'interprétation de quelques articles des lois militaires actuelles.—Présentée à la Chambre des Pairs par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 9 avril 1829.—Adoptée le 5 mai.—Portée à la Chambre des Députés par le même Ministre le 11 mai.—Adoptée le 9 juillet.—sanctionnée et promulguée, le 15 (Bulletin des lois, année 1829, deuxième semestre, n.° 302, p. 25).—Exposé des motifs, p. 704 à 708 (I. n.° 43).—Examen des bureaux, p. 767.—Le projet est renvoyé à la commission précédemment nommée pour l'examen du Code pénal militaire, p. 768, V. p. 121.—Rapport fait au nom de cette commission, par M. le comte d'Ambrugeac, p. 1280 à 1286 (I. n.° 63). — Discussion en assemblée générale, p. 1591.—Nouvelle rédaction du projet de loi proposée par la commission, p. 1594 à 1597.—Cette rédaction est consentie par le Gouvernement, p. 1597.—Adoptée au scrutin par la Chambre, p. 1598.

ISOARD (M. le cardinal duc d'), archevêque d'Auch, nommé Pair de France par ordonnance royale du 24 janvier 1829, p. 12.—Prête serment dans la séance royale du 27 du même mois, p. 8.—Prend séance dans la Chambre, p. 13 et 14.

## J

JACQUINOT-PAMPÉLUNE (M.), conseiller d'État commissaire du Roi. — Soutient la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 839, 884 à 886, 987, § 1.<sup>er</sup>; 1024, 1169, § 2; 1177, § 1.<sup>er</sup>; 1213, § ult.; 1310, § 1.<sup>er</sup>; 1325, § 2; 1539;—du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1768 à 1772, 1785, 1858 à 1860, 1866, 1887 à 1889; 1900, § 3; 1917 à 1919, 1944 à 1948, 1953, 1954, 1955, 1958, 1974, 1973, 1976, 1979,

1982, 1988, 1994, 1996, 1999, 2013, 2030 à 2032, 2034, § 4; 2078 à 2080, 2103 à 2105; — du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 3), p. 2348, § *ult.*; (article 11), p. 2439, § *ult.*; (article 13), p. 2467 à 2469; (article additionnel, relatif au jugement des officiers-généraux), p. 2508, § *ult.*; (article 22), p. 2511, § *ult.*; (article 23), p. 2514; (article additionnel, relatif à la durée des sessions des conseils de guerre), p. 2520, § *penult.*; 2521, § 1.<sup>er</sup>; (article 28), p. 2551, § 1.<sup>er</sup>; et 2568 à 2570; (article 36), p. 2642, § 1.<sup>er</sup>; (article 42), p. 2676; (article 44), p. 2690, § 1.<sup>er</sup>; (article 57), p. 2717, § 2.

JURIDICTION MILITAIRE (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 14 février 1829. — Retiré le 8 mai pour être divisé en trois projets de loi distincts, relatifs à l'organisation, à la compétence et à la procédure des tribunaux militaires. — Exposé des motifs, p. 86 à 102 (I. n.º 5). — Examen des bureaux, p. 113. — Nomination d'une commission spéciale, p. 120. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Broglie, sur la partie du projet de loi relative à l'organisation des tribunaux militaires, p. 1442 à 1527 (I. n.º 66). — La commission ayant émis le vœu que ce projet de loi fût divisé en trois lois distinctes, (V. p. 1443 et 1444), le Ministre de la guerre déclare qu'il prendra à cet égard les ordres du Roi, p. 1527. — Présentation de trois projets de loi distincts, p. 1605 (I. n.º 70). Voyez aux mots : *Compétence des tribunaux militaires.* — *Organisation des tribunaux militaires.* — *Procédure devant les tribunaux militaires.*

JUSTICE MILITAIRE (Projets de loi relatifs à la). — Voyez, d'une part, au mot *Code pénal militaire.* — D'autre part, au mot *Juridiction militaire.*

## K

KERGARIOU (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491, 576, 2156, 3404. — Prend part à la discussion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif au duel, p. 327, § *ult.* — S'explique au sujet des effets de la mort civile dans la discussion sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, p. 932. — Fait divers ob-

- servations et propositions au sujet d'autres articles du même projet, p. 959, § 2; 969, § 2; 999, § 1.<sup>er</sup>; 1183, § ult.; 1197, 1200, § 1.<sup>er</sup>; 1398, § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1782, 1875, § ult.; 1892, 1902, 1959, § pénult. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2342, § 1.<sup>er</sup> — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 2123 et suivantes. — Ses observations sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3564 à 3566. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.
- KERGORLAY** (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de lois, p. 2156, 3246. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'achèvement du port de Granville, p. 3579 à 3582 (I. n.º 154). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.
- KERGORLAY** (M. le comte Florian de). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1072, § 1.<sup>er</sup>; 1206, § 2.

## L

- LA BOULLERIE** (M. le baron de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942. — Son discours dans la discussion d'un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3155 à 3158 (I. n.º 131). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.
- LAFORÉST** (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790, 2942.
- LAINÉ** (M. le vicomte). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2156. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1070 à 1072, 1364, § 2. — Provoque des explications au sujet de l'art. 3 du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1824, 1850. — Propose un amendement à l'article 4, p. 1856 à 1858. — Le soutient, p. 1865 à 1866. — Son opinion sur l'article 7, p. 1936 à 1942; — sur l'article 9, p. 1959 à 1961; — sur l'article 35, p. 2035 à 2040, 2066 à 2073, 2080; — sur l'article 36, p. 2100 à 2102; — sur l'article 37, p. 2107; — sur un article additionnel proposé par la commission, p. 2112, § ult. —

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, (article 42), p. 2673, § *ult.* — S'explique, sur la caisse des invalides de la marine, au sujet du projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 3495 à 3502, et 3526. — Son opinion sur des pétitions présentées par les propriétaires de vignobles, p. 1726 à 1730, et 1731 à 1733. *Voir* aussi p. 3539, § 2.

LALLY (M. le marquis de). — S'explique sur la question de savoir si l'on peut revenir sur un amendement adopté, p. 1432, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1781, § *ult.*; 1815 à 1817. — Son opinion sur le projet de loi relatif au crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3107 à 3115 (V. les *Opinions distribuées*). — S'explique, au sujet de la loi des comptes de 1827, sur les encouragemens donnés aux lettres par le ministère de l'intérieur, p. 3491 et 3494, § *ult.* — Appuie l'opinion émise par M. le comte de Tournon au sujet de l'hôtel du quai d'Orsay dans la discussion du budget de 1830, p. 3862, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur diverses pétitions adressées à la Chambre par les propriétaires de vignobles, p. 623 à 630, et 634 à 636 (I. n.° 39).

LANCÔSME (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 490, 2612. — Son opinion sur un projet de loi relatif aux tabacs, p. 786 à 789 (I. n.° 49).

LAPANOUZE (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790, 2612. — Demande le renvoi au Ministre d'une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3569, § 1.<sup>er</sup>

LAPLACE (M. le marquis de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 3404. — Combat un article additionnel proposé par la commission au projet de loi sur le duel, p. 366 à 367. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1038, § 1.<sup>er</sup>; 1039, § 1.<sup>er</sup>; 1109 (*Voir* aussi p. 1138, § *ult.*, et p. 1147); 1212, 1303. — Son opinion sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2327 à 2334 (I. n.° 91). — Prend part à la discussion des articles de ce projet de loi (article 13), p. 2465 à 2466; (article 27), p. 2547, § 2; (article 38), p. 2648, 2655. — Fait divers rap-

- ports au nom du comité des pétitions, p. 3370. — Ses observations sur la réforme à apporter dans le règlement de la Chambre, au sujet des pétitions, p. 3371, § *ult.* — Son rapport détaillé sur une pétition relative à la répartition du contingent des levées annuelles, p. 3373 à 3378 (I. n.º 140); — sur une pétition du sieur Laurent, p. 3559; — sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3560 à 3564. — S'explique sur les conclusions du comité au sujet de cette pétition, p. 3567 et 3568, § 2. — S'explique au sujet d'un projet de loi relatif au port de Courseulles, p. 3571, § 1.<sup>er</sup>
- LA REDORTE (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1008, § 1.<sup>er</sup>; 1079, § 3; 1150, § *penult.*; 1151, § 1.<sup>er</sup>; 1219 § 1.<sup>er</sup>; 1231, § 1.<sup>er</sup>; 1387. — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires; (article 10), p. 2437, § 1.<sup>er</sup>; (article 14), p. 2496, § 1.<sup>er</sup>; (article 33), p. 2596, § 1.<sup>er</sup>; 2602, § 3; (article 44), p. 2690, § 2.
- LA ROCHE-AYMON (M. le comte de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc de Saint-Aignan, p. 117 à 119 (I. n.º 7).
- LA ROCHEFOUCAULD (M. le baron de), — nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 119.
- LAURISTON (M. le marquis de). — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 15. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 17. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Jaucourt, *ibid.* — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *ibid.*, et p. 18. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 23. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 24. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance, le 14 février 1829, p. 44 et 45. — Fait une proposition relative aux remplaçans dans la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1180 à 1181. — La soutient, p. 1182, § 1.<sup>er</sup> et 1184, § *ult.* — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790 à 2942.
- LA VILLEGONTIER (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 3404.
- LEMERCIER (M. le comte). — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte Abrial, p. 124 à 128 (I. n.º 8). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 172.

LETTRES PATENTES portant institution de titres de Pairie. — Communiquées à la Chambre — par M. le comte Portalis, Garde des sceaux, Ministre de la justice, le 12 mars 1829, p. 229; — le 18 avril, p. 845; — par M. Bourdeau, Garde des sceaux, Ministre de la justice, — le 23 juillet, p. 3596.

LÉVIS (M. le duc de). — Nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 2156 à 2851, 3404. — Annonce l'intention de faire une proposition relative aux pétitions, p. 812, § 2.

LÉVIS (Guy-Henri-Joseph-Thérèse, marquis de), décédé le 14 août 1828. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Lévis-Mirepoix, p. 113 à 117 (I. n.° 6).

LÉVIS (Guy-Antoine, marquis de), fils du précédent, — adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 3194. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier p. 3195. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Marbois, p. 3205. — La Chambre déclare valables les titres produits p. 3206. — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, *même page*. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 3243. — Le nouveau Pair est admis à prêter serment et à prendre séance, le 24 juin 1829, p. 3244. — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre. p. 3597.

LIBRAIRIE (Projet de loi sur la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. Bourdeau, Garde-des-sceaux, Ministre de la justice, le 6 juin 1829. — Exposé des motifs, p. 2613 à 2629 (I. n.° 101). — Examen des bureaux p. 2797. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2850 — (la Chambre n'a pas délibéré sur ce projet de loi). V. une pétition relative à ce projet, p. 3630.

LOI DU 20 AVRIL 1825 (projet de loi relatif à l'interprétation de la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. Bourdeau, Garde-des-sceaux, Ministre de la justice, le 9 juin 1829. — Exposé des motifs, p. 2723 à 2732 (I. n.° 103). — La Chambre n'a pas délibéré sur ce projet de loi.

*Lois adoptées par les Chambres pendant la session de 1829, sanctionnées et promulguées par le Roi. Ces lois sont au nombre de soixante-douze, savoir :*

DATE de la PROMULGATION	OBJET DES LOIS.	RENOIS à la TABLE DES MATIÈRES.
Du 26 mars 1829.	Vingt-six lois relatives à des changemens de circonscription territoriale.....	V. au mot <i>Circoscription territoriale.</i>
Du 15 avril.	Loi sur la pêche fluviale.....	V. au mot <i>Pêche fluviale.</i>
<i>Du même jour.</i>	Trois lois qui autorisent des emprunts votés par les villes de Saint-Germain-en-Laye, Arles et Poitiers.	V. au mot <i>Emprunts.</i>
<i>Du même jour.</i>	Loi qui autorise une imposition extraordinaire votée par le département des Côtes-du-Nord.....	V. au mot <i>Impositions extraordinaires.</i>
<i>Du même jour.</i>	Cinq lois qui autorisent des impositions extraordinaires, votées par les départemens de l'Isère, de la Mayenne, de la Loire-inférieure, et de Taru-et-Garonne.....	V. au mot <i>Impositions extraordinaires.</i>
Du 19 avril.	Loi sur les tabacs.....	V. au mot <i>Tabacs.</i>
Du 28 mai.	Loi relative à la dotation de l'ancien Sénat.	V. au mot <i>Dotation de l'ancien Sénat.</i>
Du 3 juin.	Loi relative à l'établissement d'un service de postes dans toutes les communes du royaume.....	V. au mot <i>Poste aux lettres.</i>
Du 14 juin.	Loi relative à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent.....	V. au mot <i>Monnaies anciennes.</i>
Du 17 juin.	Loi qui cède à la ville de Paris le sol du palais de la Bourse et ses abords.....	V. au mot <i>Palais de la Bourse.</i>
Du 24 juin.	Six lois qui ouvrent des crédits extraordinaires à divers départemens ministériels.....	V. au mot <i>Crédits extraordinaires.</i>
Du 28 juin.	Loi relative à l'amélioration du port de Boulogne.....	V. au mot <i>Port de Boulogne.</i>
<i>Du même jour.</i>	Loi relative à l'achèvement du port du Havre.....	V. au mot <i>Port du Havre.</i>
<i>Du même jour.</i>	Loi qui autorise divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne	V. au mot <i>Echanges.</i>

DATE de la PROMULGATION	OBJET DES LOIS.	RENOUVIS à la TABLE DES MATIÈRES
Du 28 juin 1829.	Loi relative à la répression des contraventions aux réglemens sur les voitures publiques.....	V. au mot <i>Voitures publiques.</i>
Du même jour.	Trois lois relatives à des changemens de circonscription territoriale.....	V. au mot <i>Circonscriptions territoriales.</i>
Du même jour.	Trois lois qui autorisent des impositions extraordinaires votées par la ville de Bordeaux et par les départemens de la Seine et de la Gironde.....	V. au mot <i>Impositions extraordinaires.</i>
Du même jour.	Loi qui autorise la ville de Lorient à faire un emprunt.....	V. au mot <i>Emprunts.</i>
Du 4 juillet.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire au ministère de la justice.....	V. au mot <i>Crédits extraordinaires.</i>
Du même jour.	Loi relative à la taxe des lettres pour l'Angleterre et l'Amérique.....	V. au mot <i>Poste aux lettres.</i>
Du même jour.	Loi relative à l'aliénation de l'étang de Capestang.....	V. au mot <i>Étang de Capestang.</i>
Du 15 juillet.	Loi relative à l'interprétation de plusieurs articles des lois militaires.....	V. au mot <i>Interprétations des lois militaires.</i>
Du 26 juillet.	Loi relative au règlement définitif du budget de 1827.....	V. au mot <i>Budget de 1827.</i>
Du 29 juillet.	Loi portant modification de l'acte de concession du canal d'Aire à la Bassée.	V. au mot <i>Canal d'Aire à la Bassée.</i>
Du même jour.	Loi relative à l'achèvement du port de Granville.....	V. au mot <i>Port de Granville.</i>
Du même jour.	Loi relative à l'établissement d'un port dans le Havre de Courseulles.....	V. au mot <i>Port de Courseulles.</i>
Du 2 août.	Budget de 1830 ( dépenses ).....	V. au mot <i>Budget de 1830.</i>
Du même jour.	Budget de 1830 ( recettes ).....	V. au mot <i>Budget de 1830.</i>
Du même jour.	Deux lois relatives à des échanges de biens provenant des anciennes sénatoreries..	V. au mot <i>Échanges.</i>
Du même jour.	Loi relative à l'ouverture d'un crédit éventuel de 42,548,690 francs.....	V. au mot <i>Crédit éventuel.</i>
Du même jour.	Loi relative à l'échange de l'hôtel de la monnaie à Lyon.....	V. au mot <i>Echanges.</i>

- LOUVOIS (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 441.
- LYNCH (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2612.

## M

- MALEVILLE (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 119, 441, 2612, 2851. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 576 à 588 (I. n.º 34). — Fournit des explications au sujet de l'article 24 de ce projet de loi, p. 674, §. *ult.* — Son opinion sur un projet de loi relatif au duel, p. 265 à 268 (I. n.º 21); V. aussi p. 297, § 2, et 326; § *l'auteur du 2.º amendement*; &c.; — sur l'article 35 d'un projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 2050 à 2053; — sur l'article 36 du même projet, p. 2098 à 2100. — Obtient la parole sur un article additionnel proposé par la commission, p. 2111, § 1.º.
- MAQUILLÉ (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 1790.
- MARBOIS (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20. — Pour l'examen de divers projets de loi, p. 491, 2942; — d'une proposition faite par un Pair, p. 3245. — Ses observations sur un projet de loi relatif à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume, p. 2215; — sur un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2867 à 2870; — sur un projet de loi relatif à un crédit extraordinaire réclamé par le ministère des affaires étrangères, pour l'exercice 1828, p. 2989 à 2991; — sur un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3174 à 3177; — sur divers projets de loi tendant à autoriser des emprunts pour des travaux de ponts et chaussées, p. 3231 à 3234. — S'explique, incidemment à la discussion de la loi des comptes de 1827, au sujet d'impressions faites à l'imprimerie royale, p. 3415; — au sujet des primes, p. 3459; — au sujet de la distribution des encouragemens pour les lettres, p. 3492; — au sujet de la caisse des invalides de la marine, p. 3502 à 3504. — Fait hommage à la Chambre de son *Histoire de*

*la Louisiane*, p. 24. — Ses observations sur une pétition relative aux domaines engagés, p. 2162; — sur une proposition tendant à rassurer les possesseurs de ces domaines p. 2936, § *ult.* — Demande l'impression d'un rapport relatif à une pétition sur l'agiotage, p. 3637.

MARCELLUS (M. le comte de). — Demande à exposer les motifs de son vote sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, p. 947, § 1.<sup>er</sup> — Propose un amendement de rédaction à l'article 22 du même projet, p. 1020, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale lors des élections de 1827, p. 3420, § *ult.* — Au sujet des encouragemens donnés aux lettres par le Ministre de l'intérieur, p. 3494, § 1.<sup>er</sup> — Demande le renvoi au Ministre d'une pétition du sieur Leroy de Méricourt, p. 3629. — Son opinion sur le budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3879 à 3881 (I. n.° 172).

MARTIGNAC (M. le vicomte de), Ministre de l'intérieur. — Présente à la Chambre vingt-six projets de loi relatifs à des changemens dans la circonscription territoriale de divers arrondissemens et départemens, p. 136 à 160 (I. n.° 10); — quatre projets de loi relatifs à des emprunts votés par les villes de Saint-Germain-en-Laye, Arles et Poitiers, et à une imposition extraordinaire votée par le département du Nord, p. 418 à 423 (I. n.° 28); — cinq projets de loi tendant à autoriser des impositions extraordinaires votées par les départemens du Cher, de l'Isère, de la Mayenne, de la Seine-Inférieure et de Tarn-et-Garonne, p. 423 à 429 (I. n.° 29). — Répond à une observation du duc de Praslin, sur le premier de ces projets de loi, p. 726, § 1.<sup>er</sup> — Présente trois projets de loi relatifs à des changemens de circonscription territoriale, p. 429 à 432 (I. n.° 30). — Soutient la discussion de ces projets de loi, p. 3211, 3213 et 3214. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1301, § 2. — Présente un projet de loi relatif à la répression des contraventions aux réglemens de police sur les voitures publiques, p. 2473 à 2476 (I. n.° 97). — S'explique au sujet d'un amendement proposé par la commission à ce projet de loi, p. 3252. — Présente quatre projets de loi relatifs à un emprunt voté par la ville de Lorient, et à des impositions extraordinaires votées par la ville de Bordeaux, et par les départemens de la Seine et de la Gironde,

p. 2476 à 2483 (I. n.º 98). — S'explique au sujet de l'imposition extraordinaire votée par le département de la Gironde, p. 3248 à 3250. — Présente un projet de loi relatif à l'achèvement du port du Havre, p. 2483 à 2486 (I. n.º 99); — un projet de loi relatif à l'amélioration du port de Boulogne, p. 2486 à 2490 (I. n.º 100). — Un projet de loi relatif à l'établissement d'un port dans le hâvre de Courseulles, p. 3196 à 3198 (I. n.º 133). — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 3576. — Présente un projet de loi tendant à rendre perpétuelle la concession du canal d'Aire à la Bassée, p. 3196 et 3198 à 3203 (I. n.º 134). — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 3588 à 3592. — Présente un projet de loi relatif à l'achèvement du port de Granville, p. 3196 et 3203 à 3205 (I. n.º 135). — S'explique au sujet des observations faites sur le chapitre du ministère de l'intérieur, dans la discussion de la loi des comptes de 1827, p. 3486 à 3488. (V. aussi p. 3493. — Demande l'impression entière du discours prononcé par M. le marquis de Villefranche, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1830, p. 3792, § 1.º — Son discours à la fin de la discussion sur ce projet de loi, p. 3821 à 3838 (I. n.º 168). — S'explique au sujet d'une pétition tendant à faire nommer les maires par les communes, p. 169, § *ult.* — Annonce la prochaine présentation d'un projet de loi relatif à la contrainte par corps, (incidemment à une pétition de cent cinq détenus pour dettes), p. 451, § 2.

MINISTRES (interpellations aux). — Les Ministres peuvent-ils être interpellés de s'expliquer relativement aux changemens réclamés dans la législation existante? — Voyez *les observations du baron Pasquier*, p. 923.

MINISTRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES. — Voyez comte *Feutrier*.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voyez comte *Portalis*.

MINISTRE DES FINANCES. — Voyez comte *Roy*.

MINISTRE DE LA GUERRE. — Voyez vicomte de *Caux*.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voyez de *Vatimesnil*.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Voyez vicomte de *Martignac*.

MINISTRE DE LA JUSTICE. — Voyez comte *Portalis* et *Bourdeau*.

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Voyez baron *Hyde de Neuville*.

MINISTRE DU COMMERCE ET DES MANUFACTURES. — Voyez comte de *Saint-Cricq*.

MIREPOIX (M. le marquis de). — Est appelé au bureau comme secrétaire provisoire, p. 11. — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Lévis, p. 113 à 117 (I. n.º 6). — Appuie une pétition relative au contingent d'hommes à fournir par la ville de Paris, p. 648. (*Voyez les opinions distribuées*). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 1790, 2612.

MOLÉ (M. le comte). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 121; 2156. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 218 à 222; 615 *et suiv.* (I. n.º 38). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 905, § 1.<sup>er</sup>; 933, § 1.<sup>er</sup>; 947, § *pénult.*; 1055, § 1.<sup>er</sup>; 1059, 1060, § *ult.*; 1063, § *ult.*; 1067, § *ult.*; 1083, § *ult.*; 1084, § 2; 1201; 1254, § 2; 1292, § *pénult.*; 1293, § 1.<sup>er</sup>; 1376, § 1.<sup>er</sup>; 1377, § 3; 1383, § *ult.*; 1394, § 1.<sup>er</sup>; 1398, § 1.<sup>er</sup>; 1417, § 1.<sup>er</sup>.

MOLITOR (M. le maréchal comte). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 119. — Prend part à la discussion sur le projet de Code pénal militaire, p. 1007; 1026 à 1027; 1030, § 1.<sup>er</sup>; 1031, § 2; 1032, § 3; 1067, § 1.<sup>er</sup>; 1068, § *ult.*; 1074, § *ult.*; 1123, § *pénult.* — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2355 à 2356 (I. n.º 93). — Sur l'article 9 du même projet de loi, p. 2427 à 2429. V. aussi p. 2432.

MOLLIER (M. le comte). — Son opinion sur un projet de loi relatif aux tabacs, p. 780 à 786 (I. n.º 48). — Est nommé commissaire pour l'examen de plusieurs projets de loi, p. 1790, 2156. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2172 à 2200 (I. n.º 88). — Son discours pour la défense de l'amendement proposé à ce projet de loi par la commission, p. 2851 à 2858 (I. n.º 111). — Fait un rapport à la Chambre sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3793 à 3811 (I. n.º 166).

MONBADON (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de lois, p. 2612.

MONNAIES ANCIENNES. — LOI du 14 juin 1829, relative à la démonétisation et à la refonte des anciennes espèces d'or et d'argent. — Présentée à la Chambre des Députés, par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 30 mars 1829. --

- Adoptée le 27 avril.—Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 9 mai.—Adoptée le 10 juin.—Sanctionnée et promulguée le 14 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 295, p. 377.—Exposé des motifs, p. 1653 à 1657 (I. n.<sup>o</sup> 72).—Examen des bureaux, p. 1789.—Nomination d'une commission spéciale, p. 1790.—Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Mollien, p. 2172 à 2200 (I. n.<sup>o</sup> 88).—Discussion en assemblée générale, p. 2760 et suiv.—Opinions: du comte d'Argout, p. 2761 à 2778 (I. n.<sup>o</sup> 107); — du comte de Sussy p. 2778 à 2788 (I. n.<sup>o</sup> 108); — du baron Pasquier, p. 2788 à 2791; — du vicomte Dambray, p. 2791 à 2794.—Observations du Ministre des finances, p. 2794.—Discours du rapporteur pour la défense de l'amendement présenté par la commission, p. 2851 à 2858 (I. n.<sup>o</sup> 111).—Nouvelles observations du comte d'Argout, p. 2859 à 2867.—Opinion du marquis de Marbois, p. 2867 à 2870.—Observations du Ministre des finances, p. 2870.—adoption du projet de loi au scrutin, p. 2872.
- MONTALIVET** (M. le comte de). — Appuie le renvoi au Ministre des finances d'une pétition relative à la loterie, p. 448, § *ult.* — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 992, § *ult.*; 1028, § *ult.*; 1085, § 1.<sup>er</sup>; 1095, § *pénult.*; 1174, § 2; 1259, § *ult.*; 1261, § *ult.*; 1274, § 3; 1336, § *ult.*; 1356 à 1358. — Propose un amendement à l'article 10 du projet de loi sur la contrainte par corps, p. 1970.
- MONTBLANC** (M. le comte de), archevêque de Tours. — Son discours à l'occasion du décès de M. l'archevêque d'Aix, p. 226 à 229 (I. n.<sup>o</sup> 15).
- MONTEYNARD** (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.
- MONTMORENCY** (M. le prince duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2612.
- MORT CIVILE.** — Observations et propositions d'amendemens au sujet des effets de la mort civile, considérée comme conséquence de certaines peines. V. la discussion sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, p. 880 et suiv., 897 et suiv.
- MORTEMART** (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178, 1790, 2156, 2612. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur deux projets de loi relatifs à l'achèvement du port du

- Havre et à l'amélioration du port de Boulogne, p. 2958 à 2963 (I. n.° 115). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 961, § 3; 1055, § 3; 1075, § ult.; 1268, § 1.<sup>er</sup>; 1539, § pénult.; — à celle du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2526, § 1.<sup>er</sup>. — Son discours à l'occasion du décès de M. le duc d'Avaray, p. 1549 à 1555 (I. n.° 67). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 163 à 171. — S'explique sur le pouvoir discrétionnaire qui appartient au comité des pétitions, p. 3372, § 2. — Ses observations sur le projet de loi relatif au havre de Courseulles, p. 3570.
- MOUNIER (M. le baron). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 490, 1790, 2156; — d'une proposition faite par un Pair, p. 3245. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à la concession du palais de la bourse à la ville de Paris, p. 2146 à 2149 (I. n.° 85). — Fait une proposition relative aux pétitions, p. 720. *V.* au mot *Pétitions*. — En développe les motifs, p. 803 à 810 (I. n.° 50). — Son opinion sur un projet de loi relatif au duel, p. 259 à 265 (I. n.° 20). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 947, § ult.; 994, § 1.<sup>er</sup>; 1170, § 1.<sup>er</sup>; 1254, § 1.<sup>er</sup>; 1323, 1327, § pénult.; 1351 à 1354, 1361, § ult.; 1424, § ult.; 1431, § 1.<sup>er</sup>; — à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux), p. 2509, § ult.; (article 33), p. 2602 à 2604, 2607, § 3; 2608, § 1.<sup>er</sup>; 2609; (article 42), p. 2666 à 2669; (article 57), p. 2716, § ult. — Son opinion sur un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3169 à 3174, et 3181 à 3184. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 640 *et suiv.* — Ses observations sur une pétition du sieur Cochran, se disant créancier de l'État, p. 215 à 218 (I. n.° 13).

## N

- NARBONNE (M. le duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2156, 3404. — Son opinion sur un projet de loi relatif au crédit extraordinaire

demande pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3080 à 3083 ( I. n.° 125 ). — Demande la suppression de l'article 2 d'un projet de loi relatif à des échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3188. — Son opinion sur le budget des dépenses pour 1830, p. 3755 à 3761 ( I. n.° 162 ). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 171, 204 à 215 ( I. n.° 12 ), 453.

NOÉ ( M. le comte de ). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 442 à 445. — S'explique au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale à l'occasion des élections de 1827, p. 3418. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1830, p. 3850 à 3859 ( I. n.° 170 ).

## O

OLLIVIER ( M. ). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942.

OPINIONS DISTRIBUÉES À LA CHAMBRE PAR DIFFÉRENS PAIRS. — Plusieurs Pairs ayant fait imprimer et distribuer à la Chambre des opinions que la clôture de la discussion ne leur a pas permis de prononcer, ou dont l'impression n'a pas été ordonnée, on croit devoir en donner ici l'indication. Elles sont au nombre de huit; savoir : sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits dans l'armée, une opinion de M. le marquis de Raigecourt; — sur le projet de loi relatif à la dotation de l'ancien Sénat, trois opinions de MM. le marquis de Lally-Tolendal, le duc de Choiseul et le comte de la Bourdonnaye; — sur le projet de loi relatif au crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, deux opinions de MM. le marquis de Villefranche et le marquis de Lally-Tolendal; — sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830, une opinion de M. le marquis de Villefranche; — sur une pétition relative au contingent d'hommes à fournir par la ville de Paris, une opinion de M. le marquis de Mirepoix. — Il a été distribué en outre, à la Chambre, un discours prononcé par M. le comte de Polignac dans la discussion de l'adresse au Roi.

ORDONNANCE DU ROI COMMUNIQUÉE À LA CHAMBRE. — Ordonnance du 24 janvier 1829, qui nomme Pairs de France MM. le cardinal duc d'Isoard et l'évêque de Beauvais, p. 12.

ORGANISATION des tribunaux militaires (Projet de loi relatif à l'). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 8 mai 1829. — Adopté moyennant amendement le 9 juin (Ce projet n'a pas été porté à la Chambre des Députés). — Exposé des motifs, p. 1605 (I. n.º 70). *V.* au mot *Jurisdiction militaire*. — Rapport fait par M. le duc de Broglie sur cette partie du Code de la juridiction militaire, p. 1442 à 1527 (I. n.º 66). — Discussion en assemblée générale, p. 2327 *et suiv.* — Opinion du marquis de Laplace, p. 2327 à 2334 (I. n.º 91). — Délibération des articles, p. 2334 à 2471, 2491 à 2610, 2635 à 2721. (*V.* aux impressions diverses, les n.ºs 92, 93, 94, 94 bis, 95 et 96.) — Le projet de loi amendé par la Chambre est renvoyé à l'examen de la commission pour en présenter une rédaction définitive, p. 2721. — Rapport fait à ce sujet par M. le duc de Broglie, p. 2740. — Adoption au scrutin du projet de loi amendé, p. 2741. — Sa teneur, p. 2741 à 2759. (*V.* à la suite de la table des matières à la page 117, une table analytique de la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi).

ORGLANDES (M. le comte d'). — Élu secrétaire de la Chambre pour la session de 1829, p. 15. — Nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178, 2156, 2942. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur divers projets de loi relatifs à des changemens de circonscription territoriale, p. 230 à 245 (I. n.º 16). — Son opinion sur le projet de loi relatif au réglemeut définitif du budget de 1827, p. 3404 à 3415 (I. n.º 144).

ORVILLIERS (M. le marquis d'). — Fait à la Chambre, au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, le rapport annuel sur la situation de cette caisse, p. 388 à 397 (I. n.º 27). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 3364 à 3370. — notamment sur une pétition relative aux laines, p. 3365 à 3370. — Répond à une observation de M. le duc de Broglie au sujet des pétitions du sieur Cannet des Aulnois, p. 444, § *ult.* — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 2156, 2942. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à divers échanges et à un bail emphytéotique de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 2943 à 2955 (I. n.º 114).

## P

- PALAIS DE LA BOURSE.**—*Loi du 17 juin 1829*, relative à la cession faite à la ville de Paris de l'emplacement du palais de la Bourse et de ses abords. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 30 mars 1829. — Adoptée le 28 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 9 mai. — Adoptée le 11 juin. — Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 296, p. 393). — Exposé des motifs, p. 1651 à 1653 (I. n.<sup>o</sup> 71). — Examen des bureaux, p. 1789. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1790. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le baron Mounier, p. 2146 à 2149 (I. n.<sup>o</sup> 85). — Discussion en assemblée générale, p. 2938. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2939. — Sa teneur, p. 2938.
- PANGE** (M. le marquis de). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1356, § 1.<sup>er</sup>.
- PANISSE** (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'une proposition faite par un Pair, p. 3207. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.
- PASQUIER** (M. le baron). — Est nommé membre de la commission chargée de rédiger une adresse en réponse au discours du Roi, p. 20. — Soumet à la Chambre un projet d'adresse au nom de cette commission, p. 31. *V.* ce projet, p. 33 à 39. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 119, 2156, 3404. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel pour l'exercice 1829, p. 3599 à 3617 (I. n.<sup>o</sup> 155). — Résume la discussion qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 3746 à 3749. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif au duel, p. 178 à 204 (I. n.<sup>o</sup> 11). — Présente le résumé de la discussion générale qui a eu lieu sur ce projet de loi, p. 287 à 294 (I. n.<sup>o</sup> 23). — S'explique au sujet d'un amendement proposé par la commission, à l'article 1.<sup>er</sup> du même projet, p. 305 à 309, 323 à 325, 327. — Présente, au nom de la commission, une nouvelle rédaction du dernier § de cet article, p. 334 et 335. — Combat

un sous-amendement proposé à l'article 2 par le comte de Tascher, p. 345, § *pénult.*, et p. 347 à 348. — Obtient de nouveau la parole sur l'article 3, p. 357 à 359, 360, 363, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*, et 365 § 1.<sup>er</sup>; — sur un article additionnel proposé par la commission, p. 367 à 369. — Son opinion sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, au sujet de la mort civile, p. 922 à 925. — Prend part à la discussion de divers autres articles du même projet, p. 1054, § 1.<sup>er</sup>; 1155 à 1156. V. aussi p. 1189 et 1192; 1320, § *ult.*; 1344, 1347, 1350, 1355, § *ult.*; p. 1424, § 2; 1425, 1431, § *ult.*; 1437, 1545, § 2. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1777 à 1779; 1831; 1978, § *ult.*; 2103, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2788 à 2791. — Demande la continuation de la discussion sur le projet de loi relatif au crédit extraordinaire réclamé par le ministère de la justice, p. 3083. — S'explique au sujet de l'article 2 d'un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3189; — au sujet de deux projets de loi tendant à sanctionner des emprunts pour les travaux des ports du Havre et de Boulogne, p. 3234 à 3238. — Ses observations sur un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, au sujet des routes et des canaux, p. 3488 à 3491; — sur un projet de loi relatif au port de Courseulles, p. 3571, § *ult.*; 3573 et 3574, § 2; — sur un projet de loi relatif à des modifications dans l'acte de concession du canal d'Aire à la Bassée, p. 3582 à 3586; — sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3899 à 3902. — Ses observations sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3566 à 3568.

PASTORET (M. le marquis de), Vice-chancelier. — Fait hommage à la Chambre du 18.<sup>e</sup> volume des *Ordonnances des Rois de France de la 3.<sup>e</sup> race*, p. 14.

PÊCHE FLUVIALE. — LOI du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 10 février 1829. — Adoptée le 16 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 19 mars. — Adoptée le 7 avril. — Sanctionnée et promulguée le 15 (Bulletin des lois, année 1829, n.<sup>o</sup> 286, p. 225). — Exposé des motifs par M. le marquis de Bouthillier, directeur général des forêts, p. 374 à

- 387 (I. n.º 26). — Examen des bureaux, p. 417. — Nomination d'une commission spéciale, p. 441. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le marquis de Maleville, p. 576 à 588 (I. n.º 34). — Délibération, p. 661 à 701. — Dans le cours de cette délibération sont entendus : sur l'article 24, relativement à la défense faite aux riverains des ruisseaux d'établir des barrages ou appareils de pêche, le comte de Bastard, p. 672, § 1.<sup>er</sup>, et 675, § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 672, § ult.; 675, § ult. et 678, § 3; — le duc de Praslin, p. 673, § 1.<sup>er</sup> et p. 676; — le comte de Sainte-Aldegonde, p. 673, § 2; — le comte de Pontécoulant, p. 673, § ult., et 678, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Argout, p. 674, § 1.<sup>er</sup>, et p. 677; — le comte de Vogüé, p. 674, § 2; — le marquis de Maleville, rapporteur, p. 674, § ult.; — le duc de Crillon, p. 575, § 2; — et le comte Belliard, p. 675, § 3, et 678, § 2. — Sur l'article 26, relativement à la pêche à la main, le comte de Chastellux, p. 679; et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 680. — Sur l'article 54, relativement aux procès-verbaux de délit, signés par un seul garde, le comte de Chastellux, p. 689, et le marquis de Bouthillier, commissaire du Roi, p. 690. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 701 et 702.
- PELET DE LA LOZÈRE (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178.
- PÉRIGORD (Augustin-Marie-Élie-Charles de Périgord duc de), fils et successeur du prince duc de Chalais. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 575. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, *ibid.* — Rapport fait au nom de cette commission par M. le duc de Brissac, p. 613. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 614. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 655; (au lieu de ces mots : *le marquis de Brézé, lisez : le duc de Périgord*). — La Chambre fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 656; (*même observation que pour la page précédente*). — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 9 avril 1829, p. 703.
- PÉTITIONS (Proposition relative aux). — Le 9 avril 1829, M. le baron Mounier fait une proposition tendante à ce qu'il ne soit fait rapport que des pétitions présentées par un Pair, p. 720. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de cette

proposition, p. 721. — Développement des motifs, p. 803 à 810 (I. n.° 50). — Articles proposés, p. 810 à 812. — Observation du duc de Lévis, p. 812, § 2. — Prise en considération, *ibid.* — Examen des bureaux, p. 2141. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2156. — Le marquis de Laplace, rapporteur du comité des pétitions, regrette que la Chambre n'ait pu s'occuper de cette proposition, p. 3371, § *ult.* — Observations du comte de Ségur et du marquis de Mortemart, sur le même objet, p. 3372, § 1.<sup>er</sup> et 2.

PÉTITIONS (Jurisprudence en matière de). — Observations sur des pétitions ayant pour but de demander la réforme de lois existantes, p. 163 à 167; 168 à 171. — La Chambre doit elle s'occuper d'une pétition relative à un projet de loi soumis à l'autre Chambre? *V.* p. 169 et 170. — Observations sur le pouvoir discrétionnaire confié au comité des pétitions. *V.* p. 444 et 445; et p. 3372, § 1.<sup>er</sup> et 2.

PÉTITIONS COLLECTIVES. — Des huissiers du département de la Seine, pour demander l'exemption du droit de patente, p. 173. — Des huissiers de l'arrondissement de Toul, *pour le même objet*, *ibid.* — Des huissiers de l'arrondissement de Metz, *pour le même objet*, p. 2139. — Des huissiers de Marseille et de Bordeaux, *pour le même objet*, p. 3364. — Des sieurs *Hévre*, *Bajole de Bay* et autres créanciers du feu prince de Conti, pour réclamer le paiement du prix du domaine de l'île Adam, p. 219. — De plusieurs anciens colons de Saint-Domingue, pour demander l'exécution de l'ordonnance du 17 avril 1825, p. 222 et 651. — De dix-neuf membres de la Légion-d'honneur, domiciliés dans le département des Ardennes, pour réclamer le paiement de leur traitement arriéré, p. 443. — De vingt-deux étudiants en droit, à Paris, au sujet du stage prescrit pour les fonctions de notaire, p. 443. — De trente-deux marchands en détail, demeurant à Aix, sur le colportage et les ventes à l'encan, p. 446. — Des membres de la *Société industrielle de Mulhouse*, pour la suppression des bureaux de loterie, dans les villes manufacturières, p. 446. (Discussion au sujet de cette pétition, p. 447 à 450. Voyez *Tournon*, *Rougé* (comte de), *Montalivet*, *Roy*). — De cent cinq détenus pour dettes, sur l'état actuel de la législation en matière de contrainte par corps, p. 450. (Observations du duc Decazes et déclaration du Ministre de l'intérieur au

sujet de cette pétition, p. 451. — De plusieurs pères de famille de la ville de Paris, pour réclamer contre la fixation annuelle du contingent des jeunes soldats à fournir par cette ville, p. 641. (Voyez l'article des pétitions individuelles, au mot *Acloque de Saint-André*). — Des sieurs *Bissette, Fabien* et autres hommes de couleur de la Martinique et de la Guadeloupe, pour réclamer contre la législation relative aux hommes de couleur des Antilles, p. 650. — De trente-quatre entrepreneurs de bâtimens à Paris, pour demander l'organisation de chambres syndicales, chargées de surveiller les diverses professions, p. 652. — De la *Société d'agriculture et des arts* de Boulogne-sur-Mer, pour demander le port en franchise, en faveur des sociétés savantes, p. 653. — De dix-neuf mille quatre cent quarante-huit propriétaires de vignes du département de la Gironde. — De trois cent douze négocians en vins de Bordeaux. — De sept cent soixante-six propriétaires de vignes du département de Lot-et-Garonne. — De quatre mille cent un propriétaires du département des Basses-Pyrénées. — De sept cent vingt propriétaires du département du Gard. — De la commission établie à Toulouse par les propriétaires de vignes de la Haute-Garonne. — De quatre-vingt-cinq propriétaires d'Avignon. — De trois mille cent quinze propriétaires du département des Bouches-du-Rhône. — De trois mille quatre-vingts propriétaires de Brignoles (Var). — De plusieurs milliers de propriétaires de l'arrondissement de Villefranche (Rhône). — De trois cent quarante-six propriétaires du département de la Côte-d'Or. — De trois mille trois cent cinquante-cinq propriétaires du même département. — Du sieur *Lataud*, avocat, à Dijon. — De cinq cent cinquante-deux propriétaires des arrondissemens de Châlons et d'Épernay (Marne). — De quarante propriétaires ou négocians de Riceys (Aube). — Du sieur *Velluchon-Destouches*, au nom des propriétaires de la Charente. — De la commission formée par les propriétaires de la Loire-Inférieure. — De cent vingt-quatre propriétaires du département de Loir-et-Cher. — De trente-deux propriétaires délégués près la commission d'enquête, par diverses chambres de commerce, pour solliciter un remède à la gêne qu'éprouve le commerce des vins, p. 615 *et suiv.* (Rapport fait sur ces pétitions par le comte Molé, p. 616 à 623 (I. n.º 38). — Déclaration du comte Roy, Ministre

des finances, p. 623. — Opinion du marquis de Lally, p. 623 à 630 (I. n.º 39). V. aussi p. 634 à 636. — Du comte Chaptal, p. 630 à 634 (I. n.º 40). — Du duc Decazes, p. 636 à 640 (I. n.º 41). — La Chambre adopte, sur ces diverses pétitions, les conclusions du comité, p. 640. — De deux cent quatre-vingt-neuf propriétaires de vignes du département du Lot. — De neuf cent quatre-vingt-treize propriétaires du département des Landes. — De deux mille huit cent treize propriétaires et commerçans du département du Loiret. — De deux cent quatre-vingt-trois propriétaires du département de la Dordogne. — De vingt-cinq propriétaires de l'Hermitage, département de la Drôme. — De cent soixante-et-un propriétaires de Verdun (Meuse). — De deux cent quarante-six propriétaires de l'arrondissement de Commercy, pour renouveler les demandes des précédens pétitionnaires, p. 1717 *et suiv.* (Rapport fait sur ces pétitions par M. le duc de Choiseul, p. 1717 à 1720. — Opinion du duc Decazes, p. 1720 à 1724; et 1730 à 1731 (I. n.º 75 *bis*). — Du comte de Tournon, p. 1724 à 1726. — Du vicomte Lainé, p. 1726 à 1730, et 1731 à 1733. — Du duc de Praslin, p. 1733, § 1.<sup>er</sup> — Du comte de Saint-Roman, *ibid.*, § 2). — De vingt-un propriétaires de vignes, pour le même objet, p. 3532. (Rapport détaillé fait par le marquis de Coislin, p. 3532 à 3537. — Observations du comte de Tournon, p. 3537 et 3538, § *ult.* — Du comte de Rougé, p. 3539, § 1.<sup>er</sup> — Du vicomte Lainé, *ibid.*, § 2. — Du baron de Barante, *ibid.*, § *ult.* — Vote sur la pétition, p. 3540). — De vingt-neuf habitans de Strasbourg, pour réclamer contre le monopole du tabac, p. 1717. — Des sieurs *Bourrillon, François, Lemoine et Fournié*, p. 1717. — De vingt-quatre habitans de Cotignac (Var), pour réclamer contre un projet de loi relatif aux postes, p. 2122. (V. aussi p. 2210). — Des conseils municipaux des communes de Villers-sous-Chalamont (Doubs), et d'Arc-sous-Montenot (même département), pour réclamer contre l'exécution de l'article 106 du Code forestier, p. 2133. (Observations du vicomte Chifflet et du duc Decazes, p. 2134 et 2135). — Des sieurs *des Rioux de Messimy, Bioche de l'Isle, Hedoin, Roux et Rémond*, sur la législation relative aux sociétés anonymes, p. 2136. (Observations du comte de Tournon, du duc de Praslin et du comte Portalis, Ministre des affaires étrangères, p. 2137 et 2138).

— De cinq cent douze propriétaires de l'arrondissement de Saint-Quentin, pour soumettre à la Chambre des considérations financières, p. 2157. — De vingt habitans d'Aix, pour réclamer contre les mesures prises à l'égard des échangeistes et autres acquéreurs du domaine de l'État, p. 2158. (Rapport fait sur cette pétition par le comte Daru, p. 2158 à 2160. — Observations du baron de Glandevès, p. 2160 à 2162 (I. n.º 87). — Du marquis de Marbois, p. 2162.) Voyez la proposition de M. le comte Daru sur cet objet.

— De neuf cent soixante-neuf propriétaires du département d'Eure-et-Loir, pour demander le maintien du droit d'entrée sur les laines étrangères, p. 3365. (Rapport détaillé par M. le marquis d'Orvilliers, p. 3365 à 3370). — Des notaires de Marenes, pour demander l'interprétation d'un article du Code civil, p. 3531. — Des propriétaires des marais salans de Guéroude (Loire-Inférieure), pour réclamer contre l'impôt sur le sel, p. 3560. (Rapport détaillé fait sur cette pétition par M. le marquis de Laplace, p. 3560 à 3564. — Observations du comte de Kergariou, p. 3564 à 3566. — Du baron Pasquier, p. 3566. — Du comte de Tournon, p. 3568, § 1.<sup>er</sup> — Du marquis de Coislin, *ibid.*, § 3. — Du comte de Ségur, *ibid.*, § *ult.* — Du comte de Lapanouze, p. 3569, § 1.<sup>er</sup>). — De vingt-cinq brasseurs de Paris, au sujet de la réduction du droit sur les vins, p. 3630. — De cinquante-neuf habitans de Paris, pour demander la reconnaissance de l'emprunt des Cortès, p. 3631. (Voyez l'article des pétitions individuelles au mot *Breffort.*)

PÉTITIONS INDIVIDUELLES. — Du baron Acloque de Saint-André, au nom de plusieurs pères de famille, pour réclamer contre la fixation annuelle du contingent de jeunes soldats à fournir par la ville de Paris, p. 641 (rapport détaillé sur cette pétition par le baron Mounier, p. 641 à 647. — Observations du vicomte de Caux, Ministre de la guerre, p. 647; — du marquis de Mirepoix, p. 648; — du comte d'Ambrugeac, p. 649; — du comte de Chastellux, p. 650; — renvois prononcés par la Chambre, *même page*); — du sieur *Amic*, p. 651; — du sieur *Bajole de Bay*, p. 219; — du sieur *Beaumont*, p. 218; — du sieur *Benon-Lacombe*, p. 162; — du sieur *Billard*, p. 442; — du sieur *Breffort*, p. 173; — du *même* pour réclamer le paiement de l'emprunt voté par les Cortès d'Espagne, p. 1734 et *suiv.* (observa-

tions sur cette pétition, p. 1735 à 1741; (voir *Tournon*, *Saint-Roman*, *Daru*, *Rougé* (comte de) et *Broglie*);—du sieur *Calvet*, p. 615;—du sieur *Cannet des Aulnois*, pour se plaindre de prétendus dénis de justice, p. 444 (observations sur cette pétition, voir *Broglie* et *Orvilliers*);—du sieur *Chaillot*, p. 3630;—du sieur *Chanlaire*, relativement à l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique, p. 2129 (observations du comte de *Tocqueville*, même page);—du sieur *Chéron*, p. 455;—du sieur *Clavet*, p. 2121;—du sieur *Cochrane*, pour réclamer le paiement de lettres de change tirées à son ordre en 1801, par le préfet de la Guadeloupe sur le Ministre de la marine, p. 172 et 204 à 215 (Observations du baron Mounier sur cette pétition, p. 215 à 218.—La Chambre, sur la proposition du comte de Ségur, ordonne l'impression tant de ces observations que du rapport du comité p. 218, voir les n.<sup>os</sup> 12 et 13 des impressions);—du sieur *Coubé*, p. 453;—du sieur *Destrivault*, p. 3371;—du baron *Desvernois*, p. 161;—du sieur *Doublet*, pour demander qu'il soit nommé des défenseurs d'office devant les tribunaux correctionnels, sur cette pétition, p. 452);—du sieur *Drouinet* et compagnie, p. 2133;—du sieur *Duchemin*, p. 3532;—du sieur *Friot*, p. 3379;—du sieur *Garonne*, p. 1717;—du sieur *Godaille-Saint-Hilaire*, p. 172;—des sieurs *Goulliart*, oncle et neveu, p. 173 et 174;—du sieur *d'Herbès*, p. 2122 (V. aussi p. 2210);—du sieur *Hèvre*, p. 219;—du sieur *Houry*, pour réclamer contre la répartition annuelle du contingent, p. 3373 à 3379 (I. n.<sup>o</sup> 140);—du sieur *Jordy*, p. 651;—du sieur *Jaffroy*, p. 3372;—du sieur *Kloepfen*, p. 171;—de la dame *Labalestrier*, née Girard, p. 442;—du sieur *Lafuge*, p. 3532;—du sieur *André Lataud*, p. 620 (V. la discussion indiquée à l'article des pétitions adressées par divers propriétaires de vignes au mot *pétitions collectives*);—du sieur *Laurent*, p. 3559;—du sieur *Lebœuf*, p. 174;—du sieur *Leroux*, p. 3631;—du sieur *Leroy de Méricourt*, p. 3629 (observations du comte de Marcellus, *ibid*);—du sieur *Lesieur*, p. 445;—du sieur *Mafrigano Yacob Ousano*, p. 1717;—du sieur *Malvezin*, p. 2139;—du sieur *Marcassin*, p. 653;—du sieur *de Marguery*, p. 171;—du sieur *Matelin*, p. 1716;—du sieur *Mérat*, p. 219;—du sieur *Félix Mercier*, sur divers objets législatifs, notamment pour

demander que dans certains cas les maires soient nommés par les communes, p. 168 (Observations au sujet des demandes de ce pétitionnaire, p. 168 à 171; Voyez *Sesmaisons*, *Martignac*, *Barante*, *Forbin*); — *du même*, p. 2157; du sieur *Mottin*, p. 3364; — du sieur *Moution*, p. 3370; — du sieur *Omer-Jérosme*, p. 2130; du sieur *Oudotte*, p. 454; du sieur *Pascal*, p. 453; — du sieur *Patorni*, pour demander l'établissement du jury en Corse, p. 2123 à 2127 (Observations du comte de Tournon, p. 2127); — du sieur *Perancin*, p. 3629; — du sieur *Pesme*, p. 163; — des sieurs *Pessonneaux* et *Colomb*, pour demander l'exécution de jugemens portant contrainte par corps contre deux Pairs de France, p. 2130 à 2133; — du sieur *Petit-Jean*, p. 172 et 453; — du sieur *Pichault de la Martinière*, p. 3638; — du sieur Jacques *Plédène*, p. 3379; — du sieur *Pontgaignoux*, p. 443; — du sieur *Ragon*, p. 3631; — du sieur *Riboulleau*, pour demander la répression de Pagiotage, p. 3632 (Rapport détaillé sur cette pétition, par M. le comte de Rougé, p. 3632 à 3637. — L'impression de ce rapport est demandée par M. le marquis de Marbois, p. 3637; l. n.° 157); — du sieur *Rignou*, p. 454; — du sieur *Roucher*, p. 3371 (Observations à l'occasion de cette pétition, p. 3371, § ult.; et 3372, § 1 et 2; Voyez *Séгур* et *Mortemart*); du sieur *Christophe de Saint-Jorre*, p. 2122; — du sieur *Sanders*, pour réclamer contre le droit perçu par les maîtres de poste sur les entrepreneurs de voitures publiques, p. 219 (Observation du comte de Rougé et du Ministre des finances sur cette pétition, p. 221); — du sieur *Sarrazin*, p. 453; — du sieur *Saur*, pour réclamer les arrérages de la pension de son père, p. 2164; — du sieur *Saverot*, p. 3372; — du sieur *Spy*, pour demander l'observation de la loi sur les fêtes et dimanches, p. 3639 (Observations du comte de Tournon, *ibid.*); — *du même*, pour appeler l'attention du Gouvernement sur le comité directeur, p. 3640 (Observations du comte d'Argout, p. 3641, § 1.<sup>er</sup>, et 3642, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Saint-Roman, p. 3641, § 2; — du comte de Tournon, *ibid.*, § ult. — La Chambre ne statue point sur cette pétition faute d'être en nombre suffisant pour délibérer, p. 3642); — du sieur *Gaspard Thierry*, p. 162; — du sieur *René Trouin*, p. 2156; — du sieur *Valtier*, pour demander un nouveau code électoral, p. 163; — (Discussion au sujet de cette pétition, p. 165 à 168, voyez *Brogie*, *Tournon*, *Saint-Roman* et *Barante*); — du sieur

*Velluchon-Destouches*, au nom des propriétaires de vignes de la Charente, p. 620 (voir la discussion indiquée à l'article des *pétitions collectives*); — du sieur *Véronnais*, p. 3630; — du sieur *Villard*, p. 3630; — du sieur *Violette*, p. 2122.

PEYRONNET (M. le comte de). — Prend part à la discussion sur l'art. 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif au duel, p. 317, 322, § 1.<sup>er</sup>; 326, § 3; 328; — sur l'article 2 du même projet, p. 344. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de code pénal militaire, p. 833 à 834, 1207, § 1.<sup>er</sup>; 1214, § 1.<sup>er</sup>; 1215, 1233, § *ult.*; 1235, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*; 1252, § *ult.*; 1253, § *ult.*; 1260, § 1.<sup>er</sup>; 1265, § *ult.*; 1267, § 1.<sup>er</sup>; 1302, § 3; 1321, 1328, § 1.<sup>er</sup>; 1349, 1362, § *pénult.*; 1377, § 2; 1379, 1382, § *ult.*; 1384, § *ult.*; 1424, § 1.<sup>er</sup>; 1434 à 1437. — Dans celle du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1860, § 1.<sup>er</sup>; 1954, § 1.<sup>er</sup>, et 1955, § 1.<sup>er</sup>; 1983. — Propose d'établir une prescription pour la contrainte par corps, p. 1992 à 1994. — Insiste sur cette proposition, p. 2021 à 2025. — S'explique au sujet de l'article 35 du même projet, p. 2081, § 1.<sup>er</sup>; — de l'article 36, p. 2096, § *ult.*; — de l'article 38, p. 2109, § *ult.* — Son discours dans la discussion du projet de loi relatif au crédit supplémentaire demandé pour l'exercice 1828 par le ministère de la justice, p. 3041 à 3059 (I. n.° 123). — Fournit de nouvelles explications à la Chambre sur ce projet de loi, p. 3078, 3080, § *pénult.*; 3104 à 3106, et 3107, § 1.<sup>er</sup>

PLAISANCE (M. le duc de). — Fait un hommage à la Chambre, p. 14.

PONTÉCOULANT (M. le comte de). — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2156. — Son opinion sur le projet de loi relatif au duel, p. 246 à 250 (I. n.° 17). — S'explique au sujet de l'article 1.<sup>er</sup> de ce projet de loi, p. 309 à 310; — au sujet d'un amendement proposé par le baron de Barante à l'article 2, p. 339 à 341. — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 673, § *ult.*, et 678, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur l'art. 1.<sup>er</sup> du projet de Code pénal militaire, p. 828 à 831, et 866 à 869. — Fait diverses observations et propositions sur d'autres articles du même projet, p. 957, § 1.<sup>er</sup>; 958, 959, § *ult.*; 965, 1003, § 2; 1064, § *ult.*; 1335, § 1.<sup>er</sup>; 1378, § *ult.*; 1380, § 1.<sup>er</sup>; 1426. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1903 à 1905, 1998 à 1999. — Son opinion sur l'article 35 de ce projet de

- loi, p. 2060 à 2062 (I. n.º 81 *ter*). — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2364 à 2365, et 2396 à 2400 (I. n.º 94 *bis*). — Prend part à la discussion sur l'article 28 du même projet de loi, p. 2556 à 2558; 2567.
- PONTGIBAUD (M. le comte de). — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1830, p. 3775 à 3784 (I. n.º 164).
- PORT DE BOULOGNE. — Loi du 28 juin 1829, relative au paiement des travaux projetés pour l'amélioration du port de Boulogne. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 9 mars 1829. — Adoptée le 4 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 juin. — Adoptée le 23. — Sanctionnée et promulguée le 28 (Bulletin des lois, année 1829, premier semestre, n.º 299, p. 516). — Exposé des motifs, p. 2486 à 2490 (I. n.º 100). — Examen des bureaux, p. 2611. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2612. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, p. 2958 à 2963 (I. n.º 115). — Discussion en assemblée générale, p. 3216 *et suiv.* — V. à l'article *Port du Havre*. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3242. — Sa teneur, p. 3241.
- PORT DE COURSEULLES. — Loi du 29 juillet 1829, relative à la concession perpétuelle du havre de Courseulles, à la charge d'y établir un port. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 8 mai 1829. — Adoptée le 29. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 23 juin. — Adoptée le 23 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 29 (Bulletin des lois, deuxième semestre, année 1829, n.º 308, p. 227). — Exposé des motifs, p. 3196 à 3198 (I. n.º 133). — Examen des bureaux, p. 3243. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3245 et 3446. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Tournon, p. 3382, *et suiv.*, notamment, p. 3383 à 3390 (I. n.º 141). — Discussion en assemblée générale, p. 3569 à 3578. — Observations du marquis de Mortemart, p. 3570; — du marquis de Laplace, p. 3571, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Pasquier, p. 3571, § *ult.*; 3573 et 3574, § 2; — de M. Becquey commissaire du Roi, p. 3572 et 3574, § 1.<sup>er</sup> *et ult.*; — du comte de Tournon, rapporteur, p. 3575; — du Ministre de l'inté-

- ricur, p. 3576. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3578, 3593, 3597 et 3598.
- PORT DE GRANVILLE.** = LOI du 29 juillet 1829, qui autorise un emprunt de 600,000 francs pour l'exécution de divers travaux à faire au port de Granville. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 8 mai 1829. — Adoptée le 29. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 23 juin. — Adoptée le 23 juillet. — Sanctionnée et promulguée le 29 (Bulletin des lois, année 1829, deuxième semestre, n.º 308, p. 226). — Exposé des motifs, p. 3203 à 3205 (I. n.º 135). — Examen des bureaux, p. 3243. — Nomination d'une commission spéciale, p. 3245 et 3246. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Tournon, p. 3382 *et suiv.*; notamment, p. 3390 à 3393 (I. n.º 141). — Discussion en assemblée générale, p. 3579. — Opinion du comte de Kergorlay, p. 3579 à 3582 (I. n.º 154). — Adoption du projet de loi au scrutin. V. p. 3593, 3597 et 3598.
- PORT DU HAVRE.** = LOI du 28 juin 1829, relative au paiement des travaux à faire pour l'achèvement du port du Havre. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 11 mai 1829. — Adoptée le 23. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 3 juin. — Adoptée le 23. — Sanctionnée et promulguée le 28 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 299, p. 518). — Exposé des motifs, p. 2483 à 2486 (I. n.º 99). — Examen des bureaux, p. 2611. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2612. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Mortemart, p. 2958 à 2963 (I. n.º 115). — Discussion en assemblée générale, tant sur ce projet de loi que sur l'autre projet relatif à l'amélioration du port de Boulogne, p. 3216 *et suiv.* — Opinion du comte de Tocqueville, p. 3216 à 3222 (I. n.º 136). — Observations de M. Becquey, commissaire du Roi, p. 3223 à 3225. — Opinions du vice-amiral comte Verhuel, p. 3225 à 3231 (I. n.º 137). V. aussi p. 3238, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Marbois, p. 3231 à 3234; — du baron Pasquier, p. 3234 à 3238. — Le comte de Ségur demande qu'il soit voté séparément sur chacun des deux projets, p. 3240, § 1.<sup>er</sup> — Ils sont adoptés par la Chambre, p. 3240 et 3242.
- PORTAL** (M. le baron). — Est nommé commissaire pour l'exa-

men de divers projets de loi, p. 491, 576, 2854; — d'une proposition faite par un Pair, p. 3245. — Propose un amendement à l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1757 à 1760 (I. n.° 77). — Soutient cet amendement, p. 1772, § 1.<sup>er</sup>; 1776, § 1.<sup>er</sup>; 1783. — Prend part à la discussion sur l'article 3 du même projet de loi, p. 1804 à 1809 (I. n.° 80); — sur l'article 5, p. 1901, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'article 20, p. 1977, 1979, § 1.<sup>er</sup>; 1980, § *ult.* — Son opinion sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire réclamé par le ministère de la justice, p. 2998 à 3002 (I. n.° 118).

**PORTALIS** (M. le comte), Garde des sceaux, Ministre de la justice. — Présente à la Chambre un projet de loi sur le duel, p. 64 à 85 (I. n.° 4). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 268 à 287 (I. n.° 22). — S'explique au sujet de l'article 1.<sup>er</sup> du même projet, p. 318 à 321; — au sujet d'un amendement proposé par le baron de Barante à l'article 2, p. 342 à 343. — Son discours sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, au sujet de l'application de la mort civile aux condamnés à des peines criminelles, p. 926 à 932. — S'explique au sujet d'autres articles du même projet de loi, p. 988, 993, 1072, 1116, 1345, 1355. — Communique à la Chambre un projet de loi sur la contrainte par corps, p. 460 à 488 (I. n.° 32). — S'explique au sujet des amendemens proposés à l'article 3 de ce projet de loi, p. 1826 à 1830 et 1855; — au sujet des amendemens proposés à l'article 4, p. 1891 à 1892; — à l'article 5, p. 1875, 1876 et 1905; — à l'article 33, p. 2032, § *ult.*; — à l'article 34, p. 2033, § *ult.* — Défend l'article 35 du même projet, p. 2062 à 2066. — Communique à la Chambre diverses lettres patentes portant institution de titres de Pairie, p. 229, 845. — *Ministre des affaires étrangères.* — S'explique au sujet d'une pétition relative aux sociétés anonymes, p. 2138, § *ult.* — Apporte à la Chambre la proclamation du Roi portant clôture de la session, p. 3913.

**POSTE AUX LETTRES.** = *LOI du 3 juin 1829*, relative à l'établissement d'un service de postes dans toutes les communes du royaume. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 30 mars 1829. — Adoptée le 13 avril. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 9 mai. — Adoptée le 27. — Sanctionnée et promulguée le 3 juin (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 294, p. 361). = Exposé des motifs, p. 1657

à 1660 (I. n.º 73). — Examen des bureaux, p. 1789. — Nomination d'une commission spéciale, p. 1790. — Rapport fait au nom de cette commission par M. le marquis de Castellane, p. 2149 à 2155 (I. n.º 86). — Discussion en assemblée générale, p. 2200 à 2211. — Opinion du comte de Tocqueville, p. 2200 à 2206 (I. n.º 89). *V.* aussi p. 2207, § 1.<sup>er</sup> — Observations du rapporteur, p. 2206; — du marquis de Vaulchier, commissaire du Roi, p. 2207, § *ult.* — Résumé du rapporteur, p. 2209 à 2211. *V.* la pétition rapportée, p. 2122. — *Article 1.<sup>er</sup>* Observations du comte de Tocqueville, p. 2212; — du comte Roy, Ministre des finances, p. 2213. — *Article 6.* Observations du marquis de Marbois, p. 2215; — du commissaire du Roi, *ibid.*; — du Ministre des finances, p. 2216. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 2217.

— Loi du 4 juillet 1829, relative à la taxe des lettres de France pour l'Amérique et l'Angleterre. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 11 mai 1829 — Adoptée le 25. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 10 juin. — Adoptée le 30. — Sanctionnée et promulguée le 4 juillet (Bulletin des lois, année 1829, 2.<sup>e</sup> semestre, n.º 301, p. 17). — Exposé des motifs, p. 2797 à 2803 (I. n.º 109). — Examen des bureaux, p. 2941. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2942. — Rapport fait au nom de cette commission par le duc de Doudeauville, p. 3137 à 3147 (I. n.º 128). — Discussion en assemblée générale, p. 3260. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3262. — Sa teneur, p. 3261.

PRASLIN (M. le duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur trois projets de loi relatifs à des changemens de circonscription territoriale, p. 605 à 613 (I. n.º 37). — Soutient les amendemens proposés par la commission à deux de ces projets de loi, p. 3211, § 1.<sup>er</sup>; 3212, § 2; et 3214. — Fait une observation commune aux trois projets, p. 3215, § *pénult.* — Propose un amendement à l'article 3 du projet de loi sur le duel, p. 363, § 5. — Le retire, p. 364, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 673, § 1.<sup>er</sup>; et 676. — Fait une observation au sujet d'un projet de loi relatif à une imposition extraordinaire votée par le département du Cher, p. 725, § *ult.* — Prend part

- à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 941, § ult. ; 1375, § 2 ; 1377, § 1.<sup>er</sup> — Demande une explication sur l'article 1.<sup>er</sup> d'un projet de loi relatif à divers échanges, 3185, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur les pétitions présentées par des propriétaires de vignes, p. 1733, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition relative aux sociétés anonymes, p. 2198, § 2.
- PRIORITÉ.** — Tout amendement doit être mis aux voix avant la disposition originaire qu'il modifie, p. 949.
- PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES** (Projet de loi relatif à la). — Présenté à la Chambre des Pairs par M. le vicomte de Caux, Ministre de la guerre, le 8 mai 1829. — Exposé des motifs, p. 1605 (I. n.° 70). *V.* au mot *Juridiction militaire*. — Rapport fait, au nom d'une commission spéciale, par M. le duc Decazes, p. 2219 à 2325 (I. n.° 90). — La Chambre n'a pas délibéré sur ce projet de loi.
- PROCÈS-VERBAL.** — Les explications consignées au procès-verbal n'ont de force qu'autant qu'elles sont d'accord avec les termes de la loi, *V.* p. 1158.
- PROCLAMATION DU ROI** qui ordonne la clôture de la session de 1829, p. 3914.
- PROJETS DE LOI** adoptés par les Chambres pendant la session de 1829, et convertis en lois. *V.* au mot *Lois*. — Projets de loi présentés à la Chambre des Pairs pendant la même session, et non convertis en lois. — Ces projets de loi sont au nombre de huit, savoir :
- Un projet de loi relatif à la juridiction militaire, qui a été retiré depuis et divisé en trois projets de loi, contenant séparément les dispositions relatives à l'organisation des tribunaux militaires, à la compétence de ces tribunaux et à la procédure militaire. *V.* aux mots *Juridiction militaire*, *Organisation des tribunaux militaires*, *Compétence des tribunaux militaires*, *Procédure devant les tribunaux militaires*.
- Un projet de loi contenant le nouveau Code pénal militaire. *V.* au mot *Code pénal militaire*.
- Un projet de loi sur le duel. *V.* au mot *Duel*.
- Un projet de loi sur la contrainte par corps. *V.* au mot *Contrainte par corps*.
- Un projet de loi sur la librairie. *V.* au mot *Librairie*.
- Un projet de loi sur l'imprimerie. *V.* au mot *Imprimerie*.
- Un projet de loi relatif à l'interprétation de la loi du 20 avril 1825, sur les délits qui se commettent dans les édifices consacrés au culte. *V.* au mot *Loi du 20 avril 1825*.

Un projet de loi tendant à modifier l'article 56 du Code pénal, relatif aux peines de la récidive. *V.* au mot *Code pénal*.

PROPOSITIONS faites par des Pairs. — Proposition tendant à ce qu'il ne soit fait rapport que des pétitions présentées par un Pair. *V.* au mot *Pétitions*. — Proposition relative à l'administration intérieure de la Chambre. *V.* au mot *Administration intérieure de la Chambre*. — Proposition relative aux détenteurs de domaines engagés. *V.* au mot *Domaines engagés*.

PUY (M. le comte du). — Est nommé commissaire pour l'examen d'une proposition faite par un Pair, p. 3245. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.

## R

RAGUSE (M. le maréchal duc de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 121, 2156. — Son opinion sur le projet de loi relatif au duel, p. 256 à 259 (I. n.° 19). *V.* aussi p. 297, § *ult.*, et p. 335, § *penult.* — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1156. — Son opinion sur l'article 4 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2350 à 2355 (I. n.° 92).

RAIGECOURT (M. le marquis de). — Propose un amendement sur l'article 22 du projet de Code pénal militaire, p. 1017 à 1019.

RÉCIDIVE (Projet de loi relatif à l'application des peines de la). *V.* au mot *Code pénal*.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CHAMBRE. — Articles additionnels adoptés le 23 juillet 1829, pour former dans le règlement de la Chambre un nouveau titre intitulé : *de l'Administration*, p. 3628. *V.* au mot *Administration intérieure de la Chambre*.

ROUGÉ (M. le marquis de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 652. — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1002, § 2; 1271, § *penult.*; 1354, § 1.<sup>er</sup>; — à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2534, § 1.<sup>er</sup>; — S'explique au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale, à l'époque des élections de 1827, p. 3419.

- ROUGÉ (M. le comte de).** — Nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 3404. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 454, 3631 et suivantes. — Son rapport détaillé sur une pétition relative à l'agiotage, p. 3632 à 3637 (I. n.° 157). — Ses observations sur une pétition du sieur Sanders, p. 221, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition des membres de la *Société industrielle* de Mulhouse, p. 448, § 2; — sur une pétition des propriétaires de vignes, p. 3539, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition relative à l'emprunt des Cortès, p. 1739, § 1.<sup>er</sup> — Propose d'introduire dans le projet de Code pénal militaire la peine de la *détention dans une forteresse*, p. 876 à 878 (I. n.° 55). — S'explique à ce sujet, p. 895, § *ult.* — Fait une autre proposition analogue, p. 967 et 968, § *ult.* — La soutient, p. 1012, § *ult.* — (Cette proposition est adoptée par la commission, p. 1048.) — S'explique de nouveau à ce sujet, p. 1050. — Fait diverses autres observations dans la même discussion, p. 1063, § 1.<sup>er</sup>; 1078, 1131, § 1.<sup>er</sup>; 1174, § 1.<sup>er</sup>; 1309, § 5. — Son opinion sur l'article 93 de ce projet de loi, relatif à l'emploi de la force armée contre les citoyens, p. 1339 à 1341 (I. n.° 64); voir aussi p. 1415, § 2, et 1617, § *ult.* — Son opinion sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire réclamé par le ministère de la justice, p. 3022 à 3030 (I. n.° 120). — Ses observations dans la discussion de la loi des comptes de 1827, p. 3433, § 1.<sup>er</sup> et *ult.* — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel pour 1829, p. 3724 à 3733 (I. n.° 160); voir aussi p. 3749 à 3751.
- ROUTES** (Observations au sujet des). *V.* la discussion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, notamment p. 3434 à 3449, 3460 à 3481, et 3481 à 3491.
- ROY (M. le comte),** Ministre des finances. — Ses observations sur une pétition du sieur Sanders, p. 221, § *ult.*; — sur une pétition de la *Société industrielle* de Mulhouse, p. 449. — Annonce, à l'occasion de diverses pétitions des propriétaires de vignes, la prochaine présentation d'un projet de loi sur les boissons, p. 623, § *penult.* — Présente à la Chambre un projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 373 (I. n.° 26); — un projet de loi relatif aux tabacs, p. 432 à 439 (I. n.° 31). — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 796 à 798. — Communique à la Chambre un projet de loi tendant à concéder à la ville de Paris les abords

du palais de la Bourse, p. 1651 (I. n.º 71); — un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 1653 à 1657 (I. n.º 72). — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 2794 et 2870. — Présente un projet de loi relatif à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume, p. 1657 à 1660 (I. n.º 73). — Soutient la discussion de ce projet de loi, 2213 et 2216. — Présente un projet de loi relatif à la dotation de l'ancien Sénat, p. 1660 à 1670 (I. n.º 74); — un projet de loi relatif à divers échanges et à un bail emphytéotique de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 2083 à 2090 (I. n.º 82). — Répond à une observation faite sur l'art. 1.<sup>er</sup> de ce projet de loi, p. 3185. — S'explique au sujet de l'art. 2 du même projet, p. 3186 à 3188. — Présente sept projets de loi relatifs à l'ouverture de crédits extraordinaires réclamés pour l'exercice 1828 par les départemens des affaires étrangères, de l'instruction publique, du commerce, de la guerre, de la marine, des finances et de la justice, p. 2090 à 2094 (I. n.º 83). — S'explique au sujet du projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour le ministère de la justice, V. 3102 à 3104. V. aussi p. 3134, § ult. — Présente un projet de loi relatif à l'aliénation de l'étang de Capestang, p. 2736 (I. n.º 105); — V. un projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 2738 (I. n.º 106). — S'explique au sujet des observations faites par le rapporteur de ce projet de loi sur la situation du Trésor, p. 3429 à 3432. V. aussi p. 3433 et 3471. — Présente un projet de loi relatif à la taxe des lettres transportées de France en Amérique et en Angleterre, p. 2797 à 2802 (I. n.º 109); — un projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses pour 1830, p. 3398 à 3400 (I. n.º 142); — un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel de 42,648,690 fr. sur l'exercice 1829, p. 3401 à 3403 (I. n.º 143). — Son discours pour la défense de ce projet de loi, p. 3733 à 3736. — Présente un projet de loi relatif à l'échange de l'hôtel de la monnaie à Lyon, p. 3546 à 3548 (I. n.º 151); — deux projets de loi relatifs à des échanges de biens provenans des anciennes sénatoreries, p. 3549 à 3551 (Imp. n.º 152); — un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3551 à 3553 (I. n.º 153). — Répond à une observation du comte de Tournon sur ce projet de loi, p. 3895. — S'explique au sujet d'un

amendement adopté par la Chambre des Députés à ce projet de loi, p. 3902 à 3904. — Son discours sur une proposition relative aux possesseurs de domaines engagés, p. 2927 à 2934.

## S

- SABRAN (M. le duc de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3596.
- SACRILÈGE (Application des peines de la récidive au crime de).  
V. *Loi du 20 avril 1825*.
- SAINT-AIGNAN (M. le duc de), décédé le 19 décembre 1828.  
— Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de la Roche-Aymon, p. 117 à 119 (I. n.° 7).
- SAINTE-ALDÉGONDE (M. le comte de). — Prend part à la discussion de l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 673, § 2.
- SAINT-AULAIRE (Joseph de Beaupoil, comte de), décédé le 19 février 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte d'Ambrugeac, p. 656 à 660 (I. n.° 42).
- SAINT-AULAIRE (Louis-Clair de Beaupoil, comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 574. — Une commission de trois membres est chargée de les vérifier, p. 575. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le duc de Brissac, p. 613. — La Chambre déclare valables les titres produits, *ibid.* — Six Pairs sont désignés pour être entendus dans l'information, p. 614. — Compte rendu à la Chambre de cette information, p. 655. — Elle fixe un jour pour la réception du nouveau Pair, p. 656. — Il est admis à prêter serment et à prendre séance le 9 avril 1829, p. 703. — Prend part à la discussion sur l'article 7 du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1914. — Son opinion sur l'article 35 du même projet, p. 2046 à 2050 (I. n.° 81 bis). — Son opinion sur le projet de loi relatif au crédit extraordinaire demandé pour l'exercice 1828, par le ministère de la justice, p. 3073 à 3078 (I. n.° 124).
- SAINT-CRÉQU (M. le comte de), Ministre du commerce et des manufactures. — Son discours pour la défense de l'article 3 du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1839 à 1847. — S'explique au sujet des amendemens proposés à l'article 5 du même projet, p. 1876, § ult.

**SAINTE-MURICE** (M. le marquis de). — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 229.

**SAINTE-ROMAN** (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491. — S'explique sur l'ordre de priorité entre plusieurs projets de loi relatifs à l'ouverture de crédits extraordinaires réclamés pour l'exercice 1828 par divers départemens ministériels, p. 2980, § 1.<sup>er</sup>; 2992. — Son opinion sur celui de ces projets de loi qui a trait au ministère de la justice, p. 3002 à 3022 (I. n.<sup>o</sup> 119). — Appuie la suppression de l'article 2 d'un projet de loi relatif à divers échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3184 et 3190, § 1.<sup>er</sup>. — S'explique au sujet d'un amendement apporté par la Chambre des Députés au budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3904, § *ult.* — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 173 à 175. — S'explique au sujet de pétitions ayant pour but la réforme de lois existantes, p. 167, § 2; — de pétitions présentées par des propriétaires de vignobles, p. 1733, § 2; — d'une pétition relative à l'emprunt des Cortès, p. 1737; — d'une pétition relative au comité directeur, p. 3641, § 2. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au duel, p. 370, § 1.<sup>er</sup>; — à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 840, 908, § 1.<sup>er</sup>; 934, 962, § *ult.*; 1115, 1384, § 1.<sup>er</sup>; 1395, § 1.<sup>er</sup>; 1398, § 3; 1429, § *ult.*; et 1619, § 1.<sup>er</sup> — Proteste contre les doctrines développées dans cette discussion sur l'étendue du droit d'amendement, p. 908, § 1.<sup>er</sup> — Fait diverses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1781, § 2; 1821, § 1.<sup>er</sup>; 1873 à 1875. — Propose un amendement à l'article 6, en faveur des débileurs aveugles, p. 1907 à 1908. — Obtient la parole sur l'article 20, p. 1981, § *ult.*; — sur l'article 35, p. 2056. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 3), p. 2337, 2343, § 1.<sup>er</sup>; (article 7), p. 2416, § 1.<sup>er</sup>, 2419; (article 28), p. 2560, § 1.<sup>er</sup>; (article 42), p. 2673, § 1.<sup>er</sup> — Prend acte de la déclaration faite par le Ministre des finances, dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit éventuel, p. 3736. — Ses lettres patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 845.

**SALVANDY** (M. de), conseiller d'État, commissaire du Roi pour la défense des projets de loi relatifs à la justice mi-

- litaire. — Soutient la discussion des projets de Code pénal militaire, p. 834 à 836, 889 à 890, 964, § *ult.*; 979, § 1.<sup>er</sup>; 988, § *ult.*; 991, 1.<sup>er</sup>; 1008, § *ult.*; 1013, § 3; 1031, § *ult.*; 1082, 1084, § 1.<sup>er</sup>; 1093, § 2; 1099, § 1.<sup>er</sup>; 1169, § *ult.*; 1228, § *ult.*; 1250, 1274, § 1.<sup>er</sup>; 1293, § 2; 1334, 1361, § 1.<sup>er</sup>; 1367, § 1.<sup>er</sup>; 1390 à 1393, 1396 à 1397. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 3), p. 2345; (article 9), p. 2429; (article 11), p. 2440, § *ult.*; (art. 20), p. 2502; (article additionnel relatif au jugement des officiers généraux), p. 2505, § *ult.*; (article 24), p. 2516, § *ult.*; 1517, § *ult.*; (article additionnel relatif à la durée des sessions des conseils de guerre), p. 2522, § 1.<sup>er</sup>; (article 28), p. 2560 à 2564; (article 33), p. 2600, § *ult.*; 2608, § 3; (article 36), p. 2645, § 1.<sup>er</sup>; (article 38), p. 2652, 2653; (article 42), p. 2666, § 1.<sup>er</sup>; 2669 à 2672; (articles additionnels au chapitre : des conseils de guerre aux armées), p. 2683 à 2684.
- SARRET DE COUSSERGUES (M. le baron). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2942. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif à l'aliénation de l'étang de Capestang, p. 3147 à 3149 (I. n.° 129).
- SCRUTIN. — Vote au scrutin sur un amendement, p. 3135. — Scrutin annullé. *Voir* p. 3593. *V.* aussi p. 3597 et 3598.
- SÉANCE ROYALE du 27 janvier 1829. — Procès-verbal de cette séance dressé par le garde des registres; p. 1 à 9. — Lu à la Chambre et adopté par elle, p. 11.
- SÉGUIER (M. le baron). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, 119. — Prend part à la discussion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif au duel, p. 329; — sur l'article 2 du même projet, p. 347, § 1.<sup>er</sup>
- SÉCUR (M. le comte de). — Demande l'impression du rapport relatif à une pétition du sieur Cochrane, p. 218, § 2. — S'explique sur le pouvoir discrétionnaire accordé au comité des pétitions, p. 3372, § 1.<sup>er</sup> — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 957, § *ult.*; 961, § *ult.*; 1001, § *ult.*; 1013, § 1.<sup>er</sup>; 1021, § 1.<sup>er</sup>; 1032, § 1.<sup>er</sup>; 1068, § 1.<sup>er</sup>; 1094, § 3; 1202, 1205, 1247, 1309, § 2; 1335, § 2; 1364, § *ult.*; 1377, § *ult.*; 1383, § 1.<sup>er</sup>; 1429, § 1.<sup>er</sup>; 1438, § *ult.*; — à la discussion d'un projet de loi re-

latif à la contrainte par corps, p. 1830, § ult. ; — à celle d'un projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires (article 9), p. 2434, § 3; (article 33), p. 2602, § 2. — Obtient la parole sur une question d'ordre dans la délibération du projet de loi relatif à un crédit extraordinaire demandé par le ministère de la justice, p. 3135, § 3. — Prend part à la discussion de trois projets de loi relatifs à des changemens de circonscription territoriale, p. 3212, § 1.<sup>er</sup> — Demande qu'il soit voté séparément sur deux projets de loi, p. 3240, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale à l'époque des élections de 1827, p. 3417. — Fait une observation sur une opinion du comte de Rougé relative au crédit éventuel de 42 millions, p. 3733. — Ses observations sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3568, § ult.

SERMENT (Prestation de). — Voyez aux mots *Abrial, Avaray, Bouillé, Brezé, Feutrier, Isoard, Lauriston, Lévis* (marquis de), *Périgord, Saint-Aulaire*.

SEMAISONS (M. le comte de). — Invoque l'ordre du jour sur une pétition du sieur Mercier, p. 169, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le projet de loi relatif au règlement définitif du budget de 1827, p. 3421 à 3424 (I. n.° 145).

SESSION DE 1829. — Ouverte le 27 janvier 1829, p. 8 ; — close le 31 juillet 1829, p. 3914.

SÈZE (M. le comte de). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1381, § 3. — Appuie un amendement proposé à l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi sur la contrainte par corps, p. 1772 à 1774.

SIMÉON (M. le comte). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 120, 441, 2851 ; — d'une proposition faite par M. le comte Daru, relativement aux domaines engagés, p. 3207. — Fait un rapport à la Chambre sur cette proposition, p. 3646 à 3661 (I. n.° 158). — Son opinion sur l'article 1.<sup>er</sup> d'un projet de loi relatif au duel, p. 298 à 300 (I. n.° 24) ; — sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, au sujet de la *mort civile*, considérée comme résultat des peines infamantes, p. 908 à 914 (I. n.° 58) ; — sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1744 à 1757 (I. n.° 76). — S'explique au sujet d'un amendement par lui proposé à l'article 3 de ce projet, p. 1825. — Modifie la rédaction de cet amendement, p. 1854. — Prend part à la discussion de l'article 4 du même projet, p. 1868, § 1.<sup>er</sup> —

Combat un amendement tendant à établir une prescription pour la contrainte par corps, p. 2025 à 2027. — Fait une proposition relative à l'administration intérieure de la Chambre, p. 2170. *V.* au mot *Administration intérieure de la Chambre*. — Est nommé commissaire, pour l'examen de cette proposition, p. 3245. — En fait le rapport, p. 3555 à 3559.

SPARRE (M. le comte de). — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 963, 976, § 2; 999 à 1001; 1100, § *ult.*; 1128, 1157, § 1.<sup>er</sup>; 1162, § 1.<sup>er</sup>; 1173, § *ult.*; 1176, § 2; 1178, § 1.<sup>er</sup>; 1220, § 1.<sup>er</sup>; 1225, § 1.<sup>er</sup>; 1233, § *ult.*; 1235, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*; 1237, § 1.<sup>er</sup>; 1248, § 1.<sup>er</sup>, 1308, § 1.<sup>er</sup>.

SUSSY (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491, 1790, 2942. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur un projet de loi relatif aux tabacs, p. 730 à 763 (I. n.° 45). — Son opinion sur un projet de loi relatif à la refonte des anciennes monnaies d'or et d'argent, p. 2778 à 2788 (I. n.° 108); — sur un projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3865 à 3879 (I. n.° 171).

## T

TABACS. — LOI du 19 avril 1829 sur les tabacs. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le comte Roy, Ministre des finances, le 10 février 1829. — Adoptée le 20 mars. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre le 26. — Adoptée le 14 avril. — Sanctionnée et promulguée le 19 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 287, p. 257). — Exposé des motifs, p. 432 à 439 (I. n.° 31). — Examen des bureaux, p. 459. — Nomination d'une commission spéciale, p. 490, § *ult.*; — Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte de Sussy, p. 730 à 763 (I. n.° 45). — Discussion en assemblée générale, p. 768. — Opinions du comte d'Argout, p. 769 à 780 (I. n.° 47); — du comte Mollien, p. 780 à 786 (I. n.° 48); — du marquis de Lancôme, p. 786 à 789 (I. n.° 49); — du duc Decazes, p. 789 à 791, et 798. — Observations de M. le baron Bacot de Roman, commissaire du Roi, p. 791. — Opinion du comte de Tournon, p. 792 à 796. — Discours du Ministre des finances,

p. 796 à 798. — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 800.

TALARU (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour la rédaction d'une adresse au Roi, p. 20; — pour l'examen de divers projets de loi, p. 2156, 3404.

TALROUET (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen d'un projet de loi, 491.

TASCHER (M. le comte de). — Propose un sous-amendement à l'article 2 du projet de loi sur le duel, p. 345, § 3; — le retire, p. 348, § ult. — Son opinion sur l'article 3 du même projet, p. 350 à 355 (I. n.° 25). — Prend part à la discussion du projet de Code pénal militaire, p. 1539, § 1.<sup>er</sup>; — à celle du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1913.

TOCQUEVILLE (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 441, 1790, 2156, 2942. — Son opinion sur un projet de loi relatif au duel, p. 250 à 255 (I. n.° 18). V. aussi p. 297, § 1.<sup>er</sup>; 359, § ult., et 362, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'article 5 du projet de Code pénal militaire, au sujet de la mort civile, p. 914 à 917 (I. n.° 59); sur un projet de loi relatif à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume, p. 2200 à 2206 (I. n.° 89). V. aussi p. 2207, § 1.<sup>er</sup>, et 2212; — sur un projet de loi relatif à l'achèvement du port du Havre, p. 3216 à 3222 (I. n.° 136). — S'explique au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale à l'occasion des élections de 1827, p. 3416. — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1830, p. 3761 à 3775 (I. n.° 163). — Ses observations sur une pétition du sieur Chanlaire, p. 2129, § ult.

TOURNON (M. le comte de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 576, 1790, 2612, 3246, 3404. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur quatre projets de loi relatifs à un emprunt voté par la ville de Lorient, et à des impositions extraordinaires votées par la ville de Bordeaux et par les départements de la Seine et de la Gironde, p. 2963 à 2973 (I. n.° 116). — S'explique au sujet de l'imposition extraordinaire votée par le département de la Gironde, p. 3250, § 1.<sup>er</sup>. — Fait, au nom d'une autre commission, un rapport sur trois projets de loi relatifs à l'établissement du port de Courseulles, à l'achèvement du port de Granville, et à la modification de l'acte de concession du canal d'Aire à la Bassée, p. 3382 à 3398 (I. n.° 141). — S'explique au sujet du projet de loi relatif au

port de Courseulles, p. 3575; — au sujet du projet de loi relatif au canal d'Aire à la Bassée, p. 3586 à 3588. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur trois projets de loi relatifs à des échanges de biens dépendant de la dotation de la Couronne, p. 3617 à 3627 (L. n.º 156). — Prend part à la discussion sur l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif au duel, p. 316 et 322, § *ult.*; — sur l'article 3 du même projet, p. 355 à 357, et 362, § 3. — Son opinion sur le projet de loi relatif aux tabacs, p. 792 à 796. — Fait diverses observations et propositions dans la discussion du projet de loi relatif au Code pénal militaire, p. 841, 972 à 975, 1011, § *ult.*; 1023, 1058, § *ult.*; 1060, § 1.<sup>er</sup>; 1064, § 1.<sup>er</sup>; 1121, 1122, § *ult.*; 1123, § 2; 1127, 1263, § 1.<sup>er</sup>; 1264, § 1.<sup>er</sup>; 1269, 1315, 1316 à 1317, 1325, § 1.<sup>er</sup>; 1354, § *ult.*; 1359, 1360, § *ult.*; 1388, § *ult.*; 1416 à 1417. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la contrainte par corps, p. 1781, § 1.<sup>er</sup>; 1847 à 1850, 1870 à 1872; 1972, 1987, 1989, § *ult.*; 1994, § 1.<sup>er</sup>; 2034, § 2. — Son opinion sur l'article 35 de ce projet de loi, p. 2053 à 2056; — sur l'article 4 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux militaires, p. 2391 à 2396; — sur l'article 46 du même projet, p. 2693 à 2696. V. aussi p. 2697, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet d'un amendement proposé au projet de loi relatif à la répression des contraventions aux réglemens sur la police des voitures publiques, p. 3254, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet des impressions faites à l'imprimerie royale lors des élections de 1827, p. 3420, § 1.<sup>er</sup>. — Ses observations sur le chapitre du ministère de l'intérieur dans la loi des comptes de 1827, p. 3478 à 3484; — sur le même chapitre dans le budget des dépenses pour 1830, p. 3860 à 3862; — sur une opinion du marquis de Villefranche, p. 3790. — Son opinion sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3887 à 3895 (L. n.º 173). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 160 à 163. — S'explique au sujet des conclusions du comité sur une pétition du sieur Valtier, tendant à la réforme des lois électorales, p. 166, § *ult.* — Demande le renvoi au Ministre des finances d'une pétition relative à la loterie, p. 447, § 1.<sup>er</sup>, et 448, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur diverses pétitions présentées par les propriétaires de vignobles, p. 1724 à 1726. — S'explique sur une autre pétition présentée au nom de ces propriétaires, p. 3537 et 3538, § *ult.*; — sur une pétition relative à l'emprunt des Cortès, p. 1735 à

1737 et 1739, § *ult.*; — sur une pétition relative à l'établissement du jury en Corse, p. 2127; — sur une pétition relative aux sociétés anonymes, p. 2137; — sur une pétition relative à l'impôt du sel, p. 3568, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition relative à l'observation des fêtes et dimanches, p. 3639, § *penult.*; — sur une pétition relative au *Comité directeur*, p. 3641, § *ult.*

TRAMECOURT (M. le marquis de). — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 229. — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 178, 2612, 3246. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 3629.

TRECUET (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit éventuel, réclamé pour l'exercice 1829, p. 3736 à 3742 (I. n.<sup>o</sup> 161). — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 846.

## U

UNANIMITÉ (Vote à l'). — Sur neuf projets de loi relatifs à des objets d'intérêt local, p. 729.

## V

VATIMESNIL (M. de), Ministre de l'instruction publique. — S'explique au sujet de l'article 1.<sup>er</sup> du projet de loi relatif au duel, p. 300 à 305; 314 à 316 et 330 à 332. — Son discours pour la défense de l'article 1.<sup>er</sup> du projet de Code pénal militaire, p. 823 à 828; 869 à 874. — De l'article 5 du même projet, p. 942 à 947. — Soutient la discussion de plusieurs autres articles, p. 968 et 969, § 1.<sup>er</sup>; 1019 à 1020; 1039, § 2; 1096, 1112, 1113, 1224, § *ult.*; 1227, 1229, § *ult.*; 1254, § *ult.*; 1262, 1264, § 2; 1265, § 1.<sup>er</sup> et 3; 1266, 1298, 1299; 1319, 1363,

VAULCHIER (M. le marquis de), directeur général des douanes, commissaire du Roi. — Son discours dans la discussion de la loi des comptes de 1827, p. 3449 à 3459 (I. n.<sup>o</sup> 148).

VÉRAC (M. le marquis de). — Est nommé commissaire pour l'examen de divers projets de loi, p. 491.

VERHUELL (M. le vice-amiral comte). — Son opinion sur deux projets de loi relatifs à l'achèvement du port du

- Havre, et à l'amélioration du port de Boulogne, p. 3225 à 3231 (I. n.º 137). V. aussi p. 3238, § 1.<sup>er</sup> — Son opinion sur le budget des dépenses pour 1830, p. 3811 à 3821 (I. n.º 167 et 167 bis).
- VICHY (M. le comte de), évêque d'Autun. — Décédé le 3 avril 1829. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le comte de Villèle, archevêque de Bourges, p. 2142 à 2146 (I. n.º 84).
- VILLEFRANCHE (M. le marquis de). — Son opinion sur le budget des dépenses pour l'exercice 1830, p. 3784 à 3790 (I. n.º 165). — S'explique au sujet des craintes exprimées dans ce discours, p. 3791. — Son opinion sur le budget des dépenses pour le même exercice, p. 3896 à 3899.
- VILLELE (M. le comte de), archevêque de Bourges. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Vichy, évêque d'Autun, p. 2142 à 2146 (I. n.º 84).
- VILLENEUVE (M. le baron de), directeur général des postes, commissaire du Roi pour la défense d'un projet de loi relatif à l'établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume. — Soutient la discussion de ce projet de loi, p. 2207, § ult ; 2215, § ult.
- VOGÜÉ (M. le comte de). — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 453, 653, 3379, 3531. — Prend part à la discussion sur l'article 24 du projet de loi relatif à la pêche fluviale, p. 674, § 2. — Son opinion sur un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit extraordinaire, réclamé par le ministère de la justice, p. 3031 à 3033 (I. n.º 121). — Sur le budget des recettes pour l'exercice 1830, p. 3881 à 3887.
- VOGÜÉ (M. le comte Eugène de). — Ses lettres-patentes de Pairie sont communiquées à la Chambre, p. 3597.
- VOITURES PUBLIQUES. LOI du 28 juin 1829, relative à la répression des contraventions aux réglemens de police sur les voitures publiques. — Présentée à la Chambre des Députés par M. le vicomte de Martignac, Ministre de l'intérieur, le 11 mai 1829. — Adoptée le 25. — Apportée à la Chambre des Pairs par le même Ministre, le 3 juin. — Adoptée le 24. — Sanctionnée et promulguée le 28 (Bulletin des lois, année 1829, 1.<sup>er</sup> semestre, n.º 299, p. 515). — Exposé des motifs, p. 2473 à 2476 (I. n.º 97). — Examen des bureaux, p. 2611. — Nomination d'une commission spéciale, p. 2612. — Rapport fait, au nom de cette commission, par M. le

comte Abrial, p. 3149 à 3155 (I. n.° 130). — Discussion en assemblée générale, p. 3251 *et suiv.* — Dans cette discussion sont entendus, au sujet d'un amendement proposé par la commission, le Ministre de l'intérieur, p. 3252; — le comte Abrial, rapporteur, p. 3253 et 3254, § 2; — et le comte de Tournon, p. 3254, § 1.<sup>er</sup> — Adoption du projet de loi au scrutin, p. 3255. — Sa teneur, p. 3251.

---

# TABLE ANALYTIQUE

## DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET DE CODE PÉNAL MILITAIRE.

---

On a classé les observations faites pendant le cours de cette discussion suivant l'ordre des articles du projet de loi amendé par la Chambre des Pairs, tel qu'il est rapporté aux pages 1620 et suivantes du procès-verbal, en indiquant brièvement chacune des questions qui ont été soulevées, et en plaçant à la suite un renvoi aux pages du procès-verbal où chaque observation se trouve consignée.

### PROJET DE CODE PÉNAL MILITAIRE.

Aperçu des lois précédemment rendues sur cette matière. *V.* le rapport, p. 491 à 493.

Division du projet de loi. *V.* le rapport, p. 494 à 495.

Renseignemens sur le nombre des militaires condamnés à des peines infamantes. *V.* le rapport, p. 497.

### PREMIÈRE PARTIE.

#### *Dispositions applicables tant dans les divisions territoriales qu'aux armées.*

Ne devrait-on pas placer en tête de la loi pénale une définition générale des crimes et des délits militaires? *V.* sur les observations du maréchal duc de Dalmatie, p. 819 à 820, et 848.

### TITRE I.<sup>er</sup>

#### *Des Peines.*

*V.* le rapport, p. 495 à 504.

Doit-on diviser en deux articles l'énumération des peines? *V.* sur l'observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 820, 823 et 824.

Sur quoi repose la distinction des peines en criminelles et correctionnelles? *V.* p. 824 à 826, 856 à 859, 861 à 863.

ART. 1.<sup>er</sup> et 2.

(Formés des articles 1 et 2 du projet originaire. *V.* p. 813 et 814. — Première discussion, p. 814 à 842. — Renvoi à la commission, p. 842. — Rapport, p. 847 à 861. — Deuxième discussion sur les deux articles, p. 861 à 875. — Adoption provisoire de l'article 1.<sup>er</sup>, p. 875. *V.* une addition proposée à cet article, p. 1049. — La Chambre surseoit à statuer à cet égard, p. 1057. *V.* la décision, p. 1609, § 2; et 1617. — Nouvelle discussion sur l'article 2, p. 876 à 879. — Renvoi de cet article à la commission, p. 879. — Ce renvoi n'a pas de suite. *V.* p. 895. — Adoption provisoire de l'article 2, p. 896.)

Quelles peines sont retranchées de la liste des peines militaires? *V.* le rapport, p. 496.

Considérations sur l'application des peines infamantes en général. *V.* le rapport, p. 496 à 499; et la discussion, p. 829, 832, 834, 835, 836, 837, 838, 840, 855 et suiv., 867 à 874, 962, 963.

Convient-il de maintenir la peine du *boulet*? Cette peine doit-elle être rangée parmi les peines correctionnelles ou parmi les peines criminelles? *V.* le rapport, p. 499 à 502; — les observations du Ministre de la guerre, p. 814 à 819; — celles du maréchal duc de Dalmatie, p. 821 à 823; — et la suite de la discussion, p. 827 à 842, 847 à 861, 863 à 875, 958. — La Chambre décide que la peine du boulet sera maintenue et mise au rang des peines pour crimes, p. 875. (*V.* aussi aux articles 9 et 13).

La peine de la *dégradation militaire* ne doit-elle pas être considérée comme plus grave que la peine de mort? *V.* le rapport, p. 499; — les observations du maréchal duc de Dalmatie, p. 820 à 821. *V.* aussi p. 826 à 827, et 876.

Considérations sur la nécessité de trouver pour les officiers une peine non infamante qui tienne le milieu entre la dégra-

dation et la destitution. *V.* la proposition faite par le comte de Rougé, de ranger au nombre des peines correctionnelles la *détention dans une forteresse*, p. 876 à 879. — Cette proposition est momentanément abandonnée. *V.* p. 895 et 896. — Son auteur la reproduit en la modifiant, p. 967. — Discussion, p. 968 et 969. — Rapport, p. 1005 et 1042 à 1049. — Nouvelle discussion, p. 1049 *et suiv.* (*V.* à l'article 8).

## ART. 3.

(Non amendé. — Adoption, p. 842.)

## ART. 4.

(Formé de l'article 4 du projet. *V.* p. 842. — Première rédaction, p. 843. — Deuxième rédaction. *V.* p. 1609, § 3, et p. 1617.)

La peine de mort prononcée par les tribunaux militaires ne peut entraîner la dégradation que lorsqu'elle est prononcée *contre un militaire*. *V.* sur l'observation du duc Decazes, p. 1543 et 1609, § 3. (*V.* aussi aux articles 10 et 110).

## ART. 5.

(Formé de l'article 5 du projet. *V.* p. 879. — Discussion, p. 880 à 893. — Renvoi à la commission, p. 893. — Rapport spécial, p. 897 à 904. — Nouvelle discussion, p. 904 à 949. — Adoption de l'article amendé, p. 949. *V.* une addition faite à cet article, p. 1609, § *ult.*, et 1621.)

La peine des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'elle est prononcée par les tribunaux militaires, doit-elle entraîner la mort civile? Discussion incidente sur la nature et les effets de la mort civile, considérée comme conséquence de certaines peines infligées pour crimes. *V.* sur les observations du duc Decazes et du duc de Broglie, p. 880 à 892, 897 à 904, 904 à 949. — *V.* notamment, sur la question de savoir si le mariage du condamné est dissous par la mort civile, p. 882, 883, 912, 914, 915, 920, 921, 925, 926, 920, 931, 932, 933, 934, 935, 947.

Les condamnés militaires doivent-ils être placés, à l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police? *V.* sur les observations du duc Decazes, p. 892, 893, 908 *au bas*, 916, 917.

## ART. 6.

(Formé de l'article 6 du projet. *V.* p. 952. — Explications du rapporteur, p. 952 et 953. — Adoption de l'article amendé, p. 953. — Changement de rédaction. *V.* p. 1610, § 1.<sup>er</sup>, et 1621.)

Pourquoi les militaires condamnés pour délits militaires aux travaux forcés ou à la réclusion sont-ils exemptés de la flétrissure et du carcan? *V.* p. 952 et 953. *V.* aussi p. 881, 890, 891, 908, 910, 945 et 946.

La dégradation ne peut être appliquée qu'aux condamnés militaires. *V.* p. 1543, 1544, 1610, § 1.<sup>er</sup>, et 1621.

## ART. 7.

(Formé de l'article 7 du projet. *V.* p. 953 et 955. — Adoption de l'article amendé, p. 954. — Nouvelle rédaction. *V.* p. 1610, § *ult.*, et p. 1621.)

La dégradation militaire doit-elle être toujours accompagnée de l'emprisonnement, lorsqu'elle est prononcée comme peine principale? *V.* sur une observation du comte de Sparre, p. 1176, § *penult.*, et p. 1177.

## ART. 8.

(Introduit dans la discussion sur la proposition du comte de Rougé. *V.* p. 876 à 879, 895 et 896, 967 à 969, 1005 et 1042 à 1049. — Première rédaction proposée par la commission, p. 1049. — Discussion, p. 1050 à 1056. — L'article est adopté, sauf à déterminer plus tard la place qu'il devra occuper, p. 1056. — La Chambre, en insérant la mention de la peine de la détention dans une forteresse après celle de la dégradation militaire, a fixé le rang de l'article qui contient la définition de cette peine. *V.* p. 1609, § 2; 1611, § 1.<sup>er</sup>; 1617 et 1622.)

Quels seront la nature et les effets de la peine de la détention dans une forteresse? *V.* sur les observations du comte de Rougé, p. 878, 967, 1048, 1050 à 1056.

Cette peine renfermera-t-elle celle de la destitution? *V.* p. 1050 à 1056.

Sera-t-elle rangée au nombre des peines criminelles ou correctionnelles? *V.* p. 1049, 1052 à 1056 et 1609, § 2.

Entraînera-t-elle une idée de déshonneur? *V.* une observation du comte de Tournon, p. 1264, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 9.

(Précédemment 8 du projet amendé. — Formé de l'article 9 du projet originaire. *V.* p. 956. — Discussion, p. 957 à 966. — Renvoi à la commission, p. 966. — Nouvelle rédaction, p. 998. — Seconde discussion, p. 999 à 1003. — Adoption, p. 1003.)

Le minimum de durée de la peine du boulet doit-il être fixé à trois années? *V.* sur une observation du comte de Sparre, p. 963, 964, 999 à 1003.

La peine du boulet doit-elle entraîner l'incapacité pour toutes fonctions même civiles, ou seulement pour les fonctions militaires? *V.* sur une observation du comte de Pontécoulant, p. 957 à 963, 964 à 966.

## ART. 10.

(Formé de l'article 8 du projet. *V.* p. 966. Discussion, p. 967 à 970. — Renvoi à la commission, p. 970. — Nouvelle rédaction, p. 1005. — Seconde discussion, p. 1005 à 1014. — Adoption de l'article amendé, 1014.)

Le grade ne peut-il être enlevé à l'officier que par jugement? *V.* le rapport, p. 502.

La peine de l'emprisonnement doit-elle être ajoutée, dans certains cas, à celle de la destitution? *V.* la proposition faite par le comte de Rougé, p. 967 et suivantes. — Cette proposition a donné naissance au nouvel article 8 du projet amendé, p. 1005. (*V.* aux articles 8, 16, 81, 91).

Le militaire destitué par jugement peut-il encore avoir droit à pensions ou récompense à raison de ses services antérieurs? *V.* sur une observation du comte de Kergariou, p. 969 à 970, et 1005 à 1014.

L'officier destitué par jugement pourra-t-il rentrer dans l'armée sans avoir été réhabilité en justice? *V.* p. 1010, 1011, 1050, et 1051.

## ART. 11.

(Formé de l'article 10 du projet. *V.* p. 970. — Adoption, p. 971.)

En quoi consiste la peine des travaux publics? *V.* le rapport, p. 502, § *ult.*

## ART. 12.

(Formé de l'article 11 du projet. *V.* p. 971. — Restriction proposée à cet article par suite de l'adoption d'un amendement qui porte, dans certains cas, le maximum de l'emprisonnement à dix années. *V.* p. 1384, 1385, 1424 et suivantes, 1529 et 1530. — Nouvelle rédaction adoptée par la Chambre, p. 1531.)

*V.* à l'article 104.

## ART. 13.

(Formé de l'article 12 du projet. *V.* p. 971. — Discussion, p. 972 à 981. — Renvoi à la commission, p. 981. *V.* aussi p. 1014. — Rapport, p. 1041 à 1049. — Nouvelle rédaction proposée par la commission, p. 1049, § *ult.* — Adoption de l'article amendé, p. 1056, *au bas.*)

Doit-il être statué sur l'assimilation des peines par voie de disposition générale, ou par voie de disposition spéciale sur chaque article où il y a lieu de faire cette assimilation? *V.* une observation du comte de Tournon, p. 973. — La commission renonce à l'assimilation par voie de disposition générale. *V.* p. 1046 et 1047. *V.* aussi p. 1052, § *ult.*, et p. 1056.

De quelle peine doit être puni l'officier lorsque le soldat encourt le boulet ou les travaux publics? La destitution est-elle pour l'officier un juste équivalent de cette dernière peine? et la peine du boulet peut-elle être assimilée à la dégradation militaire? *V.* sur les observations du comte de Tournon, p. 973 à 981; 1042 à 1049. (*V.* aussi aux articles 44 et 76).

## ART. 14.

(Formé de l'article 13 du projet. *V.* p. 982. — Adoption provisoire de la rédaction amendée par la commission, *ibid.* — La commission revient à la rédaction du projet, p. 1076. *V.* p. 1038 et 1039. — Adoption définitive, p. 1077.)

Dans quels cas les fonctionnaires, agens et employés militaires, sont ou ne sont pas censés compris dans l'expression de *militaires*. *V.* p. 1038, 1039 et 1076.

## ART. 15.

(Formé de l'article 14 du projet. *V.* p. 983. — Adoption, p. 985.)

## ART. 16.

(Formé du 1.<sup>er</sup> § de l'article 15 du projet. *V.* p. 983 et 984. — Adoption, p. 985, § 1.<sup>er</sup>)

*V.* à l'article 91 et p. 1319.

## ART. 17.

(Formé des deux derniers paragraphes de l'article 15 du projet. *V.* p. 983 et 984. — Proposition faite sur cet article par le baron de Charette, p. 985. — L'article est adopté, p. 986.)

*V.* le rapport p. 503, § *penult.*

Ne conviendrait-il pas de déclarer que tout militaire condamné par un conseil de guerre ne pourra rentrer, à l'expiration de sa peine, dans le corps où il servait auparavant? *V.* sur une proposition du baron de Charette, p. 985 et 986.

## ART. 18.

(Formé de l'article 16 du projet. *V.* p. 986 et 987. — Observations, p. 987 et 988. — Renvoi à la commission, p. 989. — Nouvelle rédaction, p. 1014 et 1015. — Adoption, p. 1015.)

La disposition de cet article, pour le cas de récidive, n'est applicable que lorsque la seconde condamnation est prononcée par un tribunal militaire; mais peu importe que la première condamnation ait été ou non prononcée par un tribunal militaire. *V.* sur une observation de M. Jacquinet-Pampelune, p. 987 et 988; 1014 et 1015.

Les militaires condamnés pour récidive pourront-ils rentrer dans l'armée? *V.* sur une observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 988.

## ART. 19.

(Formé de l'article 17 du projet. *V.* p. 989. — Adoption provisoire *ibid.* — Nouvelle rédaction, p. 1624.)

## ART. 20.

(Formé de l'article 18 du projet. *V.* p. 989, et 990. — Discussion, p. 990 à 993. — Renvoi à la commission, p. 993. — Nouvelle rédaction, p. 1015. — Adoption, p. 1016.)

La désertion, lorsqu'elle ne constitue qu'un délit, doit-elle se prescrire par cinq ou huit années? *V.* le rapport, p. 503, § *ult.*, et la discussion, p. 990 à 992.

Les dispositions du chapitre V du titre VII, livre II du Code d'instruction criminelle, ne sont ici rappelées qu'en ce qui concerne la prescription. *V.* sur une observation du comte de Montalivet, p. 992, 993 et 1015.

## ART. 21.

(Non amendé. — Adoption, p. 994 et 995.)

## TITRE II.

*Des crimes et délits Militaires.*CHAPITRE I.<sup>er</sup>*De la Trahison, de l'Espionnage et de l'Embauchage.*

*V.* le rapport, p. 504 à 508.

SECTION I.<sup>re</sup>*De la Trahison.*

## ART. 22.

(Formé de l'art. 22 du projet. *V.* p. 1016 et 1017. — Discussion, p. 1017 à 1022. — Adoption provisoire, p. 1022. — Nouvelle rédaction, p. 1611, § 3.)

La peine de la trahison doit-elle être appliquée au militaire qui, avant l'ouverture des hostilités, se trouvait déjà au service de l'ennemi? *V.* la discussion sur une proposition du marquis de Raigecourt, p. 1017 *et suiv.*

Que faut-il décider à l'égard de l'étranger qui, admis au service de France, prendrait ensuite les armes contre la France? *V.* p. 1021.

On demande de substituer à ces mots : *portant les armes contre la France*, ceux-ci : *portant les armes contre le Roi*. *V.* p. 1020 et 1021.

## ART. 23.

(Formé de l'art. 23 du projet. *V.* p. 1022 et 1023. — Discussion, p. 1023 à 1025. — Renvoi à la commission, p. 1025. — Rapport, p. 1057 et 1058. — Nouvelle discussion, p. 1058 à 1066. — Adoption de l'article, p. 1066.)

La question intentionnelle doit-elle être posée à l'égard de tous les faits qui constituent les crimes punis par cet article? N'est-il pas plusieurs de ces faits qui supposent nécessairement la volonté de trahir? *V.* sur les observations du comte de Tournon, p. 1023 à 1025, et 1058 à 1066.

## ART. 24.

(Formé de l'art. 24 du projet. *V.* p. 1025. — Discussion, p. 1026 à 1029. — Renvoi à la commission, p. 1029. — Rapport, p. 1066. — Nouvelle discussion, p. 1067 à 1073. — Adoption, p. 1073.)

La violation d'un territoire neutre doit-elle toujours être mise au rang des crimes capitaux? La nécessité ne peut-elle pas alors servir d'excuse? *V.* le rapport, p. 505 à 507, et la discussion, p. 1026 à 1028, et 1066 à 1073.

Faut-il distinguer entre le cas où l'acte d'hostilité a entraîné la guerre, et celui où il n'a pas eu de résultats fâcheux? *V.* sur l'observation du comte de Montalivet, p. 1028, § *ult.*, et p. 1073.

## ART. 25.

(Formé de l'article 25 du projet. *V.* p. 1029. — Discussion, p. 1030 à 1033. — Renvoi à la commission, p. 1033. — Rapport, p. 1074. — Nouvelle discussion, p. 1074 à 1076. — Adoption, p. 1076.)

Faut-il admettre dans cet article une restriction en faveur du chef militaire qui prolongerait les hostilités *par nécessité*? V. sur une proposition du maréchal comte Molitor, p. 1030 à 1032, et 1074 à 1076. V. aussi le rapport, p. 507, § *ult.*

## SECTION II.

*De l'Espionnage et de l'Embauchage.*

## ART. 26.

(Formé de l'art. 26 du projet. V. p. 1033 et 1034. — Discussion, p. 1035 à 1037. — Renvoi à la commission, p. 1037. — Rapport, V. p. 1076 et 1088. — Adoption, p. 1089. — Changement de rédaction. V. p. 1611, § *pénult.*, et p. 1626.)

La disposition du n.º 3 de l'article est-elle applicable à tout *étranger* qui sera pris en flagrant délit d'espionnage, ou seulement aux espions *ennemis*? V. sur l'observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 1035 à 1037, et 1088 à 1089.

L'article ne s'étend pas aux officiers ennemis qui feraient une reconnaissance à la tête d'un détachement. V. sur l'observation du même, p. 1036 et 1088, § *ult.*

## ART. 27.

(Formé de l'art. 27 du projet. V. p. 1037. — Observations, p. 1037 à 1039. — Adoption provisoire de l'article du projet, p. 1039. — Nouvelle rédaction. V. p. 1611, § *ult.* et 1627.)

Y a-t-il crime d'embauchage lorsque ce ne sont pas, à proprement parler, des militaires, mais des assimilés aux militaires, qui ont provoqué ou qui ont été provoqués à passer à l'ennemi? V. sur une observation du marquis de Laplace, p. 1038 à 1039, et p. 1611, § *ult.*

## CHAPITRE II.

*Des Infractions graves dans le service.*

V. le rapport, p. 508 à 515.

## ART. 28.

(Formé de l'art. 28 du projet. *V.* p. 1077 et 1078. — Observations, p. 1078 à 1080. — Adoption, p. 1080.)

Faut-il admettre pour excuse le cas où le commandant d'une place serait obligé de la livrer, faute de munitions de guerre ou de bouche? *V.* sur l'observation du comte de Rougé, p. 1078 à 1080. *V.* aussi le rapport, p. 506 à 508.

## ART. 29.

(Formé de l'art. 29 du projet. *V.* p. 1080. — Adoption, *ibid.*)

*V.* le rapport, p. 510.

## ART. 30.

(Formé de l'art. 30 du projet. *V.* p. 1080 et 1081. — Adoption, p. 1081.)

*V.* le rapport, p. 511, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 31.

(Formé de l'art. 31 du projet. *V.* p. 1081 et 1082. — Discussion, p. 1082 à 1085. — Renvoi à la commission, p. 1085. — Rapport, p. 1091. — Nouvelle discussion, p. 1092 à 1096. — Deuxième rédaction de l'article, p. 1096, § *ult.*)

*V.* le rapport, p. 511 et 512.

Peut-il y avoir des circonstances atténuantes pour la sentinelle qui quitte son poste en présence de l'ennemi, et quelles sont ces circonstances? *V.* Sur l'observation de M. de Salvandy, p. 1082 à 1085, et 1091 à 1096.

## ART. 32.

(Formé de l'art. 32 du projet. *V.* p. 1097 et 1098. — Adoption provisoire, p. 1098. — Nouvelle rédaction. *V.* p. 1612, § 2 et 1628.)

*V.* le rapport, p. 512, § *ult.* et 513, § 1.<sup>er</sup>

## ART. 33.

(Formé de l'art. 33 du projet. *V.* p. 1098 *au bas*. — Discussion, p. 1099 à 1101. — Renvoi à la commission, p. 1101. — Rapport, p. 1136. — Nouvelle rédaction adoptée par la Chambre, p. 1137.)

La sentinelle qui se laisse relever par d'autres que par les caporaux ou brigadiers du poste dont elle fait partie, doit-elle encourir la peine d'emprisonnement? *V.* p. 1098 à 1101; 1136 et 1137. *V.* aussi le rapport, p. 513, § pénult.

## ART. 34.

(Formé de l'art. 34 du projet. *V.* p. 1101 et 1102. — Adoption, p. 1102.)

## ART. 35.

(Formé de l'art. 35 du projet. *V.* p. 1103. — Adoption, même page.)  
*V.* le rapport, p. 514.

## ART. 36.

(Formé de l'art. 36 du projet. *V.* p. 1104. — Adoption, même page.)  
*V.* le rapport, p. 514, § ult.

## ART. 37.

(Formé de l'art. 37 du projet. *V.* p. 1105. — Adoption, p. 1104, § ult. — *V.* aussi p. 1612, § 3.)

## ART. 38.

(Formé de l'art. 38 du projet. — *V.* p. 1105. — Adoption, p. 1104, § ult. — *V.* aussi p. 1612, § 3, et 1629.)

## ART. 39.

(Formé de l'art. 39 du projet. *V.* p. 1105. — Adoption, p. 1104, § ult. *V.* aussi p. 1612, § 4, pour un changement de rédaction.)

*V.* le rapport, p. 515, § 2.

## CHAPITRE III.

*De la Révolte et de l'Insubordination.*

*V.* le rapport, p. 515 à 522.

## ART. 40.

(Formé de l'art. 40 du projet. *V.* p. 1106. — Première rédaction de l'article amendé, p. 1107. — Deuxième rédaction, p. 1108. — Dis-

cussion, p. 1109 à 1116. — Renvoi à la commission, p. 1116. — Rapport, p. 1139 à 1146. — Adoption provisoire de la rédaction proposée par la commission, p. 1147. — Cette rédaction est amendée d'après les délibérations prises par la Chambre au sujet de l'article 108. *V.* p. 1612, § *ult.* et 1630.)

Doit-on prononcer une peine contre l'officier qui, présent à la révolte, ne s'est pas employé pour l'arrêter? *V.* Sur une proposition du marquis de Laplace, p. 1109 à 1114; 1139 à 1146.

La peine de mort doit-elle être appliquée indistinctement à tous les complices, ou faut-il la restreindre au plus élevé en grade, au plus ancien ou au plus âgé? *V.* Rapport, p. 515 à 516. *V.* aussi sur une proposition du maréchal duc de Dalmatie, p. 1114 à 1116, et 1146. *V.* aussi sur l'article 108.

## ART. 41.

(Formé de l'article 41 du projet. *V.* p. 1117. — Discussion, p. 1117 à 1120. — Adoption provisoire, 1120. — Seconde rédaction proposée par la commission; p. 1147, § *ult.* — Adoption définitive p. 1148.)

*V.* le rapport, p. 516.

La peine du refus d'obéir doit-elle être la même lorsqu'un militaire était commandé pour marcher contre l'ennemi, et lorsqu'il était commandé pour tout autre service en présence de l'ennemi? *V.* sur une observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 1117 à 1120.

## ART. 42.

(Formé de l'article 49 du projet. *V.* p. 1120 et 1121. — Première rédaction, p. 1121. — Discussion, p. 1121 à 1124. — Renvoi à la commission, p. 1124. — Rapport, p. 1147. — Seconde rédaction adoptée par la Chambre, p. 1148.)

L'emprisonnement de trois mois à un an est-il une peine suffisante pour les refus de service hors la présence de l'ennemi? *V.* sur une observation du comte de Tournon, p. 1121 à 1123.

Le militaire qui, hors le cas de force majeure, ne se met pas en devoir d'exécuter un ordre de son chef ne doit-il pas

être assimilé à celui qui refuse formellement d'obéir? *V.* sur une observation du maréchal comte Molitor, p. 1123 à 1124, et p. 1147.

La loi doit-elle prononcer une peine spéciale contre le refus d'obéir lorsqu'il s'agit de soldats commandés pour une exécution capitale? *V.* p. 522, § *ult.*; 1120, 1123, § 1.<sup>er</sup> — La Chambre prononce la suppression de l'article 48 du projet qui prévoyait ce cas. *V.* p. 1164.

## ART. 43.

(Formé de l'article 42 du projet. *V.* p. 1124. — Première rédaction, *ibid.* — Seconde rédaction, p. 1125. — Adoption, p. *ibid.*)

*V.* le rapport, p. 517.

## ART. 44.

(Formé de l'article 43 du projet. *V.* p. 1126. — Discussion, p. 1127 à 1133. — Adoption, p. 1133.)

*V.* le rapport, p. 517.

La peine de la destitution est-elle aussi grave pour l'officier que celle des travaux publics pour le soldat? *V.* sur une observation du comte de Tournon, p. 1127 à 1133. *Voir* aussi p. 974.

## ART. 45.

(Formé de l'article 44 du projet. *V.* p. 1148 et 1149 — Première rédaction, p. 1149. — Seconde rédaction, p. 1150. — Discussion, p. 1150 et 1151. — Adoption, p. 1151.)

Peut-il y avoir des circonstances atténuantes au fait de violences envers une sentinelle? *V.* sur une observation du comte de La Redorte, p. 1150 et 1151.

## ART. 46.

(Formé de l'article 45 du projet. *V.* p. 1152. — Première rédaction adoptée provisoirement, *même page.* — Nouvelle rédaction proposée d'après la délibération de la Chambre sur l'article 108, p. 1613 et 1632.)

*V.* le rapport, p. 518. (*V.* aussi aux articles 40 et 108.)

## ART. 47.

(Formé de l'article 46 du projet. *V.* p. 1153 et 1154. — Discussion, p. 1155 à 1159. — Renvoi à la commission, p. 1159. — Rapport, p. 1188 à 1192. — Adoption, p. 1192.)

Le soldat coupable de voies de fait doit-il être puni de la même peine lorsque l'offensé est officier et lorsqu'il est sous-officier? *V.* le rapport, p. 519, § *ult.* *V.* aussi sur une observation du baron Pasquier, p. 1155 à 1157, et 1189 à 1190.

Les peines infligées aux voies de fait entre militaires doivent-elles être étendues aux employés et agens des administrations militaires? *V.* sur les observations du maréchal duc de Dalmatie et du comte Daru, p. 1157 à 1159, et 1190 à 1192.

La peine des voies de fait doit-elle être moindre lorsqu'elles ont été commises hors du service? *V.* le rapport, p. 520 et 521.

Dans quelles circonstances le soldat est-il réputé *en service*? *V.* le rapport, p. 520.

## ART. 48.

(Formé de l'article 46 du projet. *V.* p. 1153 et 1154. — Observations p. 1159 et 1160. — Adoption, p. 1160.)

La peine des voies de fait envers un chef militaire doit-elle être différente suivant que l'offensé est simple officier ou officier supérieur? *V.* sur une observation du marquis de Coislin, p. 1159 et 1160.

## ART. 49.

(Formé de l'article 47 du projet. *V.* p. 1160 et 1161. — Observation, p. 1162. — Adoption, *ibid.*)

*V.* le rapport, p. 522.

La durée de la peine du boulat doit-elle être calculée de manière à excéder le temps de service qui resterait à faire au condamné? *V.* sur une observation du comte de Sparre, p. 1162.

## ART. 50.

(Formé de l'article 47 du projet. *V.* p. 1160 et 1161. — Adoption p. 1162, § *ult.*)

## ART. 51.

(Introduit dans le projet sur la proposition de la commission. *V.* p. 1164. — Première rédaction, *ibid.* — Renvoi à la commission sur une observation du Ministre de la guerre, p. 1165. — Seconde rédaction, p. 1193. — Adoption, p. 1194.)

Pourquoi il n'est pas traité dans ce chapitre des violences qui seraient commises pour s'emparer de la caisse de l'armée? *V.* p. 1165.

## CHAPITRE IV.

*De la Désertion.*

Doit-il y avoir divers degrés de pénalité quant à la désertion? *V.* le rapport, p. 523 à 526.

SECTION I.<sup>re</sup>*De la Désertion à l'ennemi.*

*V.* le rapport, p. 526 à 528.

## ART. 52.

(Formé des articles 50 et 51 du projet. *V.* p. 1166. — Première rédaction, p. 1167. — Discussion, p. 1167 à 1171. — Renvoi à la commission, p. 1171. — Seconde rédaction, p. 1195. — Adoption, p. 1196.)

La désertion en présence de l'ennemi doit-elle être assimilée à la désertion à l'ennemi? *V.* le rapport, p. 526 à 528.

L'article doit-il s'appliquer à la désertion commise par un étranger admis au service de France? *V.* sur une observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 1167.

La loi pénale doit-elle s'occuper du délai dans lequel le crime de désertion sera poursuivi, ou seulement de la défeni

tion de ce crime? *V.* sur une observation du duc Decazes, p. 1167 à 1171 et 1195.

## SECTION II.

*De la Désertion à l'étranger.*

*V.* le rapport, p. 528 à 532.

## ART. 53.

(Formé de l'article 52 du projet. *V.* p. 1171. — Première rédaction, *ibid.* — Renvoi à la commission, p. 1172. — Deuxième rédaction, p. 1195. — Adoption, p. 1196.)

Le délai d'absence après lequel la désertion à l'étranger est censée consommée doit-il être de vingt-quatre heures ou de trois jours? *V.* sur une observation du comte Daru, p. 1172 et 1195.

## ART. 54.

(Formé de l'article 53 du projet, *V.* p. 1172. — Première rédaction, *ibid.* — Deuxième rédaction, 1173 — Discussion, p. 1173 à 1178. — Adoption, p. 1178.)

Y a-t-il lieu de distinguer entre le cas où la désertion à l'étranger a eu lieu en temps de paix et celle où elle a eu lieu en temps de guerre? *V.* le rapport, p. 529 et 530.

L'officier qui déserte à l'étranger doit-il être puni de mort ou de la dégradation militaire? *V.* sur une proposition du comte de Sparre, p. 1173 à 1178.

La démission de l'officier n'a d'effet qu'autant qu'elle est acceptée. *V.* p. 1175 et 1176.

La dégradation militaire doit-elle être toujours accompagnée de l'emprisonnement, lorsqu'elle est prononcée comme peine de la désertion contre un officier? *V.* p. 1176 à 1178. (*V.* aussi à l'article 7.)

## ART. 55.

(Formé de l'article 54 du projet. *V.* p. 1178 et 1179. — Discussion, p. 1180 à 1185. — Adoption, p. 1185.)

*V.* le rapport, p. 530, § *ult.*, et 531.

La désertion des remplaçans doit-elle être punie plus gravement que celle des autres soldats? *V.* sur une proposition du marquis de Lauriston, p. 1180 à 1185.

## SECTION III.

*De la Désertion à l'intérieur.*

*V.* le rapport, p. 532 à 538.

## ART. 56.

(Formé de l'article 55 du projet. *V.* p. 1185. — Première rédaction, *ibid.* — Renvoi à la commission, p. 1186. — Deuxième rédaction. *V.* p. 1195 et 1196. — Adoption, p. 1196.)

## ART. 57.

(Formé de l'article 56 du projet. *V.* p. 1196 et 1197. — Discussion, p. 1197 à 1204. — Adoption, p. 1204.)

Le jeune soldat qui refuse de joindre son corps doit-il être sujet à la même peine que le déserteur qui abandonne le drapeau? *V.* le rapport, p. 533. *V.* aussi sur les observations du comte de Kergariou, p. 1197 à 1204.

## ART. 58.

(Précédemment 59 du projet amendé. — Introduit sur la proposition de la commission. *V.* p. 1205. — Discussion, p. 1205 à 1208. — Renvoi à la commission, p. 1208. — Rapport, p. 1240 à 1246. — Deuxième rédaction, p. 1247. — Nouvelle discussion, p. 1247 à 1249. — Adoption, p. 1249, § 1.<sup>er</sup>)

L'officier qui s'absente sans permission, à l'intérieur, doit-il être qualifié déserteur et puni de la destitution? Ne suffirait-il pas de le condamner comme démissionnaire, ou de sévir contre lui par des peines de discipline? *V.* le rapport, p. 534. *V.* aussi sur les observations du comte de Ségur, p. 1205 à 1208; 1240 à 1246 et 1247 à 1249.

## ART. 59.

(Précédemment 58 du projet amendé, formé de l'article 57 du projet original. *V.* p. 1204 et 1205. — Adoption provisoire, p. 1205. — Changement de numéro et de rédaction, p. 1613.)

## ART. 60.

(Formé de l'article 58 du projet. *V.* p. 1208 et 1209. — Adoption, p. 1209.)

*V.* le rapport, p. 535.

## | SECTION IV.

*Dispositions communes aux deux Sections précédentes.*

## ART. 61.

(Formé de l'article 59 du projet. *V.* p. 1210. — Première rédaction, p. 1210. — Deuxième rédaction, p. 1211. — Adoption, *ibid.*)

*V.* le rapport, p. 536.

## ART. 62.

(60 du projet. *V.* p. 1211. — Adoption, *ibid.*)

## ART. 63.

(Formé de l'article 61 du projet. *V.* p. 1211. — Discussion, p. 1212 à 1214. — Ajournement jusqu'après le vote sur les articles 81 à 84 du projet, p. 1214. — Adoption. *V.* p. 1314 et 1315.)

La disposition de cet article ne fait-elle pas double emploi avec les dispositions subséquentes relatives aux vols et autres délits qui peuvent accompagner la désertion? *V.* le rapport, p. 537. *V.* aussi, sur les observations du marquis de Laplace, p. 1212 à 1214.

## ART. 64.

(Formé de l'article 62 du projet. *V.* p. 1214. — Adoption provisoire *ibid.* — Addition relative aux sapeurs-pompiers de la ville de Paris *V.* 1613, § *ult.*)

*V.* le rapport, p. 537, § *ult.*

## CHAPITRE V.

*Des Abus d'autorité.*

*V.* le rapport, p. 538 à 540.

## ART. 65.

(Formé de l'art. 63 du projet. *V.* p. 1215 et 1216. — Adoption, p. 1216.)

## ART. 66.

(Formé de l'art. 64 du projet. *V.* p. 1216. — Adoption, p. 1217, § 1.<sup>er</sup>)

*V.* le rapport, p. 538.

## ART. 67.

(Formé de l'art. 65 du projet. *V.* p. 1217. — Première rédaction, *ibid.* — Deuxième rédaction, p. 1218. — Discussion, p. 1218 à 1221. — Renvoi à la commission, p. 1221. — Troisième rédaction. *V.* p. 1249 et 1250. — Nouvelles observations, p. 1250. — Adoption, p. 1251.)

Les voies de fait envers un prisonnier de guerre doivent-elles être punies de la même peine que les voies de fait envers un inférieur? *V.* sur les observations du maréchal duc de Dalmatie, p. 1218 à 1221, et 1249.

## ART. 68.

(Introduit dans la discussion et formé de partie de l'art. 65 du projet. *V.* p. 1249 et 1250. — Adoption, p. 1251.)

*V.* à l'article-précédent. *V.* aussi le rapport, p. 538 et 539.

Les cas d'excuse mentionnés en l'article précédent sont-ils applicables aux voies de fait envers des prisonniers de guerre? *V.* p. 1250 et 1251.

## ART. 69.

(Formé de l'art. 66 du projet. *V.* p. 1221, *au bas.* — Adoption, *même page.*)

*V.* le rapport, p. 539.

## CHAPITRE VI.

*Du Faux en matière de Service ou d'Administration militaire.*

V. le rapport, p. 540 à 542.

## ART. 70.

(Formé de l'art. 67 du projet. V. p. 1222 et 1223. — Adoption, p. 1223.)

V. le rapport, p. 540, § *ult.*

## ART. 71.

(Formé de l'art. 68 du projet. V. p. 1223 et 1224. — Observations, p. 1224 à 1226. — Adoption, p. 1226.)

L'usage de faux poids ou de fausses mesures, au détriment du soldat, doit-il être puni de peines criminelles ou de peines correctionnelles? V. le rapport, p. 541, et la discussion, p. 1224 à 1226.

## ART. 72.

(Formé de l'art. 69 du projet. V. p. 1226. — Adoption, *même page.* — Changement de rédaction, p. 1614, § 2.)

## ART. 73.

(Formé de l'art. 70 du projet. V. p. 1226 et 1227. — Discussion, p. 1227 à 1230. — Renvoi à la commission, p. 1230. — Rapport, p. 1251 à 1252. — Nouvelle discussion, p. 1252 à 1256. — Nouveau renvoi à la commission, p. 1256. — Nouveau rapport, p. 1287. — Rédaction adoptée par la Chambre, p. 1288.)

L'application frauduleuse des sceaux militaires doit-elle être punie, contre le soldat, du boulet ou de la dégradation militaire? V. sur une observation de M. de Vatimesnil, p. 1227 à 1230, et p. 1251 et 1252.

La disposition de l'article doit-elle s'étendre au cas où la fraude a été commise au préjudice d'autres personnes que des

militaires? *V.* sur une observation du comte de Peyronnet, p. 1252 à 1254.

Doit-elle être restreinte au cas où le coupable s'est procuré les sceaux de l'armée *dans son service*? *V.* sur une observation du baron Mounier, p. 1254 à 1256, et 1287.

## CHAPITRE VII.

### *De l'Usurpation d'insignes et de décorations.*

*V.* le rapport, p. 541, § *ult.*

#### ART. 74.

(Formé de l'art. 71 du projet. *V.* p. 1230 et 1231. — Adoption, p. 1231.)

## CHAPITRE VIII.

### *De la Corruption, de la Prévarication et de l'Infidélité dans le Service militaire.*

*V.* le rapport, p. 542 à 546.

#### ART. 75.

(Formé de l'art. 72 du projet. *V.* p. 1231 et 1232. — Adoption, p. 1231, § *ult.*)

*V.* le rapport, p. 542.

#### ART. 76.

(Formé de l'art. 73 du projet. *V.* p. 1231. — Observations, p. 1233. — Renvoi à la commission, p. 1234. — Rapport, p. 1257 à 1259. — Adoption, p. 1259.)

*V.* le rapport, p. 542.

Dans tous les cas où les lois ordinaires prononcent la peine de l'amende, les tribunaux militaires doivent appliquer un emprisonnement de deux à six mois, en vertu de l'article 13. *V.* sur une observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 1233 et 1257 à 1259.

## ART. 77.

(Formé du § 1.<sup>er</sup> de l'art. 74 du projet. *V.* p. 1234 à 1236. — Adoption, p. 1236.)

Le trafic frauduleux des fonds militaires comporte-t-il des circonstances atténuantes? *V.* sur une observation du comte de Peyronnet, p. 1235.

## ART. 78.

(Formé du second § de l'art. 74 du projet. *V.* p. 1236. — Adoption, *même page.*)

## ART. 79.

(Formé de l'art. 75 du projet. *V.* p. 1236 et 1237. — Observation et adoption, p. 1237.)

L'agiotage sur les monnaies doit-il être puni de six mois à trois mois d'emprisonnement? *V.* sur une observation du comte de Sparre, p. 1237.

## ART. 80.

(Formé de l'art. 76 du projet. *V.* p. 1259 et 1260. — Observations sur la rédaction, *mêmes pages.* — Adoption, p. 1260.)

## ART. 81.

(Introduit par la commission. *V.* p. 543, 544 et 1260 *au bas.* — Première rédaction, p. 1261. — Deuxième rédaction, *même page.* — Discussion, p. 1261 à 1267. — Renvoi à la commission, p. 1267. Rapport, p. 1288 à 1292. — Troisième rédaction, p. 1292. — Nouvelle discussion, p. 1292 à 1294. — Quatrième rédaction, adoptée par la Chambre, p. 1294.)

La peine de la destitution suffit-elle seule pour réprimer le délit d'un militaire qui prend part à des adjudications dont il a la surveillance, ou faut-il y joindre une peine d'emprisonnement? Quel est en général le rapport à établir entre les peines du Code militaire et celles du droit commun, relativement aux délits communs? *V.* sur une observation du comte de Montalivet, p. 1261 à 1267, et p. 1288 à 1294. (*V.* aussi à l'article 10.)

## ART. 82.

(Formé de l'art. 77 du projet. *V.* p. 1267. — Observations et adoption, p. 1268.)

Les spéculations illicites faites par un militaire doivent-elles entraîner la peine de la dégradation? *V.* sur une observation du marquis de Mortemart, p. 1268.

## ART. 83.

(Formé de l'art. 78 du projet. *V.* p. 1268. — Première rédaction, p. 1269. — Discussion, p. 1269 à 1272. — Deuxième rédaction adoptée provisoirement, p. 1272. — Dernière rédaction. *V.* p. 1614 § 4.)

Quelles distinctions y a-t-il lieu d'établir, quant à la pénalité, suivant que les altérations de denrées ont ou non porté un préjudice effectif à la santé des militaires, ou à celle des animaux employés au service de l'armée? *V.* le rapport, p. 544. *V.* aussi sur l'observation du comte de Tournon, p. 1268 à 1272, et p. 1614.

## ART. 84.

(Formé de l'art. 79 du projet. *V.* p. 1273. — Première rédaction, même page. — Discussion, p. 1274. — Renvoi à la commission, p. 1275. — Rapport, p. 1295. — Nouvelles observations, p. 1295 et 1296. — Adoption, p. 1297. — Changement de rédaction, p. 1614, § *ult.*)

*V.* le rapport, p. 545, § 1.<sup>er</sup>

La simple réquisition de denrées non suivie d'appréhension effective constitue-t-elle le crime prévu par l'article? *V.* sur l'observation de M. de Salvandy, p. 1274.

Les exactions en argent doivent-elles être assimilées aux exactions en denrées? *V.* sur l'observation du baron de Beurnonville, p. 1275, 1295 et 1296.

## ART. 85.

(Formé de l'art. 80 du projet. *V.* p. 1275 et 1276. — Adoption, p. 1276.)

*V.* le rapport, p. 545.

## CHAPITRE IX.

*De la Vente, de la Distraction et de la Mise en gage  
des Effets militaires.*

V. le rapport, p. 546 à 549.

## ART. 86.

(Formé de l'art. 81 du projet. V. p. 1297. — Première rédaction, même page. — Deuxième rédaction, p. 1298. — Observations, même page. — Troisième rédaction, p. 1299.)

Celui qui recèle ou achète sciemment des effets volés est réputé de plein droit complice du vol. V. p. 1298 et 1299.

## ART. 87.

(Formé de l'art. 82 du projet. V. p. 1299 et 1300. — Adoption, p. 1300.)

V. le rapport, p. 546.

## ART. 88.

(Formé de l'art. 83 du projet. V. p. 1300 et 1301. — Observations, p. 1301 et 1302. — Dernière rédaction, p. 1303.)

Le délit que prévoit cet article peut-il être commis par un officier? V. p. 1302.

Le soldat est-il punissable d'avoir vendu les effets qui lui appartiennent? V. même page.

## ART. 89.

(Introduit sur la proposition de la commission. V. p. 547 à 549, et p. 1303. — Discussion, p. 1303 à 1310. — Dernière rédaction, p. 1310.)

La vente des effets de *petit équipement* doit-elle être rangée au nombre des délits? Ces effets peuvent-ils être considérés comme la propriété du soldat? V. le rapport, p. 548. (V. aussi sur les observations du marquis de Laplace, p. 1303 à 1308.)

N'y a-t-il pas lieu de distinguer entre le délit de vente et le délit de mise en gage desdits effets, ou de réserver l'application d'une peine correctionnelle pour la récidive? *V.* p. 1308 à 1310.

### TITRE III.

#### *Des Crimes et Délits commis de militaire à militaire, ou envers l'État.*

#### CHAPITRE PREMIER.

*Du Vol, de l'Escroquerie et de l'Abus de confiance commis dans les casernes ou dans les autres établissemens militaires, ou en route, ou dans les camps, bivouacs et cantonnemens.*

*V.* le rapport, p. 549 à 552.

#### ART. 90.

(Formé de l'art. 84 du projet *V.* p. 1311. — Première rédaction, p. 1312. — Observations et adoption provisoire, p. 1313. — Changement de rédaction, *V.* p. 1615, § 2.)

*V.* le rapport, p. 550 et 551.

Les vols commis au préjudice d'autres que des militaires ne doivent pas être prévus par le Code pénal militaire. *V.* p. 1313.

#### ART. 91.

(Introduit sur la proposition de la commission. *V.* p. 551, § *ult.*, et p. 1315. — Discussion, p. 1315 à 1322. — Adoption de l'article modifié, p. 1322.)

La destitution doit-elle être prononcée seule, ou cumulativement avec les peines du droit commun, contre l'officier coupable de délits prévus par les articles 405, 406 et 408 du Code pénal ordinaire? *V.* sur les observations du comte de Tournon, p. 1315 à 1322. (*V.* aussi à l'article 10.)

## CHAPITRE II.

*De la Destruction et de la Dégradation d'édifices, ouvrages, ou objets militaires.*

V. le rapport, p. 552.

## ART. 92.

(85 du projet. V. p. 1322. — Adoption, *même page.*)

## ART. 93.

(86 du projet. V. p. 1323. — Adoption, p. 1322.)

Le Code pénal militaire doit-il punir le crime d'incendie, commis au préjudice de particuliers? V. sur l'observation du baron Mounier, p. 1323 à 1324.

## ART. 94.

(Formé de l'art. 87 du projet. V. p. 1324. — Observations et adoption, p. 1325.)

Doit-on ajouter à l'article ces mots : *et à dessein de nuire*? V. p. 1325.

## ART. 95.

(Formé de l'art. 88 du projet. V. p. 1326. — Observations sur la rédaction, p. 1327 et 1328. — Renvoi à la commission, p. 1328. — Rapport, p. 1331 à 1333. — Adoption de l'article modifié, p. 1333.)

Observations diverses sur la rédaction, p. 1327 et 1328.

## CHAPITRE III.

*Des Violences commises entre Militaires présents sous les drapeaux ou détachés pour un Service militaire.*

V. le rapport, p. 553 à 554.

## ART. 96

(89 du projet. V. p. 1328. — Adoption, *ibid.*)

## CHAPITRE IV.

*Du faux Témoignage et de la Subornation de témoins  
commis par des Militaires devant les Tribunaux  
militaires.*

## ART. 97.

(90 du projet. *V.* p. 1329. — Adoption, p. 1328.)

## ART. 98.

(91 du projet. *V.* p. 1330. — Adoption, p. 1328.)

## TITRE IV.

*Des Actes de violence commis sous les armes dans  
l'exécution d'un ordre ou d'une consigne.*

*V.* le rapport, p. 554 à 565.

## ART. 99.

(Formé de l'article 92 du projet. *V.* p. 1333. — Première rédaction, p. 1334. — Discussion, p. 1334 à 1337. — Deuxième rédaction adoptée par la Chambre, p. 1337.)

Les violences commises par un militaire en faction ne doivent rentrer dans la juridiction militaire qu'autant qu'elles ont un rapport direct avec l'exécution de la consigne. *V.* le rapport, p. 556 à 559; et la discussion, p. 1334 à 1337.

## ART. 100.

(Formé de l'article 93 du projet. *V.* p. 1337. — Première rédaction, p. 1338. — Deuxième rédaction, *ibid.* — Discussion, p. 1339 à 1358. — Renvoi à la commission, p. 1358. — Rapport, p. 1402 à 1414. — Troisième rédaction, p. 1414. — Deuxième discussion, p. 1415 à 1418. — Adoption, p. 1418. — Nouvelles observations, p. 1617, § *ult.*; et 1618. — La Chambre passe outre à ces observations, p. 1619.)

*V.* le rapport, p. 559 à 564.

La dégradation doit-elle être jointe à la peine de mort prononcée contre le chef militaire qui fait illégalement usage de la force des armes contre les habitans? *V.* sur les observations du comte de Rougé, p. 1339 à 1342.

N'est-il pas nécessaire de définir dans l'article quels sont les cas dans lesquels l'emploi de la force des armes contre les citoyens est autorisée par la loi, et à quelles formalités le chef militaire est alors assujéti? Doit-on se borner à cet égard à rappeler les articles des lois en vigueur, ou procéder par voie de disposition nouvelle? *V.* sur les observations du comte de Rougé, du duc de Broglie et du duc Decazes, p. 1341 à 1356, 1402 à 1414, et 1415 à 1418. *V.* aussi le rapport, p. 559 à 564.

La loi militaire doit-elle punir la violation de domicile commise par un militaire à l'aide de ses armes? *V.* sur une observation du marquis de Pange, p. 1356.

Ne doit-il pas y avoir une peine contre l'officier qui donnerait une consigne barbare? *V.* les observations du comte de Montalivet, p. 1356 à 1358.

N'y a-t-il pas lieu de distinguer entre les cas où l'emploi illégal de la force armée a causé un homicide ou des blessures, et celui où il n'en est résulté aucun accident? *V.* sur les observations du comte de Rougé, p. 1617 à 1619.

## TITRE V.

### *Dispositions générales.*

*V.* le rapport, p. 565 à 566.

#### ART. 101.

(Formé de l'article 94 du projet. *V.* p. 1358. — Première rédaction, p. 1359. — Discussion, p. 1359 à 1362. — Renvoi à la commission, p. 1362. — Rapport, p. 1420. — Deuxième rédaction adoptée par la Chambre, p. 1421.)

La répression des faits de maraudage doit-elle être laissée à l'autorité disciplinaire des chefs de corps? *V.* le rapport, p. 565.

V. aussi sur les observations du comte de Tournon, p. 1359 à 1361, et 1420.

La connaissance des contraventions relatives à la petite voirie doit-elle appartenir à la juridiction militaire? V. p. 1420.

ART. 102.

(Divisé d'abord en trois articles distincts, formés des articles 95, 96 et 97 du projet. V. p. 1362, 1365, 1366 et 1367. — Discussion, p. 1362 à 1365, et 1366 à 1367. — Renvoi à la commission, p. 1365 et 1367. — Fusion des trois articles en un seul, p. 1420, § *ult.*; et 1421. — Adoption, p. 1422.)

Les règles relatives à la constatation du dommage et au mode de paiement des condamnations doivent-elles trouver place dans le Code pénal? V. sur les observations du comte de Peyronnet, p. 1362 à 1365, et 1420, § *ult.*

Les limites de la compétence des juges de paix peuvent elles être changées par une loi spéciale? V. sur l'observation du duc Decazes, p. 1366 et 1367, et 1421.

DEUXIÈME PARTIE.

*Dispositions applicables seulement aux armées et dans les divisions territoriales en état de guerre.*

TITRE I.<sup>er</sup>

V. le rapport, p. 566.

ART. 103.

(Formé de l'article 98 du projet. V. p. 1370. — Observations et adoption, p. 1371 et 1372.)

Doit-on énoncer dans l'article quels sont les justiciables des conseils de guerre, ou s'en rapporter à cet égard au projet de loi sur la compétence? V. sur l'observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 1371 et 1372.

L'article ne doit-il renvoyer qu'au chapitre I.<sup>er</sup> du titre II du projet de loi? V. *ibid.*

## ART. 104.

(Formé de l'article 99 du projet. *V.* p. 1373. Première rédaction, *ibid.* — Seconde rédaction, p. 1374. — Discussion, p. 374 et suivantes. — Adoption d'un amendement proposé par le comte de Peyronnet, p. 1381. — Observations sur les conséquences de cet amendement, p. 1381 à 1385. — Renvoi à la commission, p. 1385. — Troisième rédaction, p. 1422. — Rapport, p. 1423 et 1424. — Nouvelle discussion, p. 1424 à 1439. — La Chambre maintient sa délibération sur l'amendement, p. 1439. — Nouveau renvoi à la commission, *ibid.* — Quatrième rédaction, p. 1528. — Nouveau rapport, p. 1529. — Cinquième rédaction, *ibid.* — Sixième rédaction adoptée par la Chambre, p. 1532.)

Dans quel esprit sont conçues les assimilations de peines établies par cet article? *V.* les observations du rapporteur, p. 1374.

L'article ne préjuge-t-il pas la question de savoir si les non militaires pourront devenir justiciables des conseils de guerre? *V.* sur une observation du duc de Praslin, p. 1375 à 1377.

La dégradation militaire ne doit être remplacée par la réclusion que lorsqu'elle est prononcée comme peine principale. *V.* p. 1376 *au haut*.

L'emprisonnement peut-il être considéré, pour les non militaires, comme un équivalent du boulet? *V.* sur l'observation du comte de Ségur, page 1377, § *ult.*, et suivantes. — Le comte de Peyronnet propose, pour rétablir l'équilibre, de porter dans ce cas le *maximum* de l'emprisonnement à dix années, p. 1379, § *ult.* — Cet amendement est adopté, p. 1381. — Observations sur la contradiction qu'il semble impliquer avec d'autres dispositions du projet, notamment avec l'article 12, p. 1381 à 1385. — Discussion pour savoir si l'amendement sera maintenu, p. 1423 à 1439. — La Chambre maintient sa délibération, p. 1439. — L'article 12 est amendé, p. 1529 à 1531 (*V.* cet article).

## ART. 105.

(Introduit dans la discussion sur les observations du duc Decazes. *V.* p. 1544 *au bas*, 1545 *au haut*, et 1615, § *ult.* — Adoption, p. 1617. *V.* aussi p. 1648.)

## TITRE II.

*Du Vol, et des Violences envers les personnes.*

V. le rapport, p. 567.

## ART. 106 et 107.

(Formés de l'article 100 du projet. V. p. 1385 et 1386. — Adoption, p. 1386.)

## TITRE III.

*Du Pillage.*

V. le rapport, p. 568.

## ART. 108.

(Formé de l'article 101 du projet. V. p. 1387. — Discussion, p. 1387 à 1399. — Renvoi à la commission, p. 1399. — Rapport, p. 1533. Seconde rédaction, p. 1534. — Nouvelle discussion, p. 1534 à 1540. — Adoption, p. 1540. — Changement de rédaction. V. p. 1616, § 1.<sup>er</sup>)

Quelle est la distinction à établir entre le pillage et le simple maraudage? V. sur l'observation du comte de La Redorte, p. 1387 à 1388, et p. 1392.

Doit-on distinguer entre le pillage de denrées et le pillage d'argent? V. p. 1539, § 4 et 5.

Dans quel cas le pillage sera-t-il censé commis *par bandes*? V. l'observation du comte de Tournon, p. 1388. V. aussi p. 1539, § 2 et 3.

La circonstance que l'un des complices est plus élevé en grade ou plus âgé doit-elle suffire pour le faire réputer de droit instigateur du pillage? V. sur les observations du duc Decazes, p. 1389 à 1399. V. aussi p. 1533.

Le mode de répression du pillage ne doit-il pas être laissé aux réglemens des généraux en chef? V. sur une proposition du maréchal duc de Dalmatie, p. 1534 à 1539. (V. aussi aux articles 40 et 46.)

## ART. 109.

(Introduit sur la proposition de la commission. *V.* p. 1616, § 2. — Adoption, p. 1617.)

## TITRE IV.

*Dispositions générales.*

*V.* le rapport, p. 568 à 570.

## ART. 110.

(Formé de l'article 102 du projet. *V.* p. 1542. — Observations, p. 1543 à 1545. — Adoption, p. 1545.)

Considérations sur la combinaison de cet article avec les articles 4 et 6 du projet. *V.* p. 1543 et 1544. (*V.* aussi aux articles 4 et 6.)

## ART. 111.

(103 du projet. *V.* p. 570 et 1546. — Adoption, *ibid.*)

## ART. 112.

(Introduit sur la proposition de la commission. *V.* 1546. — Adoption, *ibid.*)

*Dispositions transitoires.*

## ART. 113.

(Formé de l'article 19 du projet. *V.* p. 993 *au bas*. — Adoption provisoire sauf à déterminer plus tard le numéro de cet article, p. 994. — La commission propose de l'insérer à la fin du projet sous le titre de *Disposition transitoire*. *V.* p. 1617, § 2. — Cette proposition est adoptée, *ibid.*)

---

---

## TABLE ANALYTIQUE.

DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET  
DE LOI RELATIF À L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX  
MILITAIRES.

---

On a suivi, dans l'analyse de la discussion, l'ordre des articles du projet de loi amendé par la Chambre des Pairs, tel qu'il est rapporté aux pages 2741 et suivantes du procès-verbal, en indiquant aux principaux articles le numéro des articles correspondans dans le premier projet adopté par la Chambre pendant la session de 1827.

---

PROJET DE LOI RELATIF A L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX  
MILITAIRES.

Pourquoi faut-il aux délits militaires des tribunaux d'exception? *V.* le rapport, p. 1451 *et suiv.*

Quel doit être le caractère de ces tribunaux? *V.* le rapport, p. 1465 et 1466.

Pourquoi les jugemens des tribunaux militaires doivent-ils être sans appel? *V.* le rapport, p. 1467 à 1469.

ART. 1.<sup>er</sup>

(Non amendé. — Adoption, *V.* p. 2334.)

*V.* l'art. 1.<sup>er</sup> du projet de 1827.

Quel ordre de matières convient-il d'observer dans la rédaction du Code militaire? Doit-on prendre pour point de départ l'état de guerre ou l'état de paix? *V.* Exposé des motifs, p. 89. — Rapport, p. 1473 à 1478.

TITRE I.<sup>er</sup>*Des Tribunaux militaires placés dans les divisions territoriales.*

V. le titre II, livre I.<sup>er</sup> du projet de loi amendé de 1827.

## ART. 2.

(Non amendé. — Adoption. V. p. 2334.)

CHAPITRE I.<sup>er</sup>*Des Conseils de guerre.*SECTION I.<sup>re</sup>*Des Conseils de guerre pour le jugement des Sous-officiers et Soldats.*

V. le rapport, p. 1478 à 1498.

## ART. 3.

(Formé de l'art. 3 du projet. V. p. 2335. — Première rédaction, p. 2336. — Discussion, p. 2336 à 2349. — Renvoi à la commission, p. 2349. — Rapport et adoption, p. 2374.)

V. les art. 3 et 42 du projet de 1827.

Pourquoi l'application de l'article est-elle restreinte à *l'armée de terre*? Les troupes des colonies et les gardes nationales appelées à l'activité doivent-elles être soumises à toutes les règles de la juridiction générale de l'armée? V. les observations du comte d'Andigné et du comte de Saint-Roman, p. 2336 à 2338, et 2339 à 2344. — V. aussi sur l'art. 12, p. 2445.

Doit-il y avoir dans chaque division un ou deux conseils de guerre? V. le rapport, p. 1478 à 1482. — V. aussi p. 2344.

<sup>1</sup> Lorsque les besoins du service exigent qu'ils soit formé un deuxième conseil de guerre hors du chef-lieu de la division,

doit-il nécessairement être assigné à ce conseil un ressort distinct? *V.* sur l'observation du comte d'Ambrugeac, p. 2338 à 2340, et 2344 à 2347.

Ne doit-il pas être permis de ne former qu'un seul conseil de guerre pour deux divisions limitrophes? *V.* sur l'observation du comte d'Ambrugeac, p. 2339 et 2347.

Lorsque deux conseils siègent dans le même lieu, les affaires ne doivent-elles pas leur être distribuées alternativement? *V.* le rapport, p. 1481. — *V.* aussi p. 2345, 2348 et 2374.

ART. 4.

(Non amendé. *V.* p. 2349. — Discussion sur des amendemens proposés par la commission, p. 2350 à 2371; 2375 à 2408. — Adoption, p. 2408.)

*V.* les art. 5 et 43 du projet de 1827.

La présidence des conseils de guerre destinés à juger les sous-officiers et soldats doit-elle appartenir toujours aux colonels, ou doit-on permettre d'y appeler, même facultativement, les maréchaux de camp? *V.* le rapport, p. 1486 à 1491, et la discussion, p. 2350 à 2354 (I. n.° 92); 2355 à 2357 (I. n.° 93); 2358 à 2359; 2360 à 2362; 2363 à 2371. — *Vote*, p. 2371.

Les grades au-dessous de capitaine et notamment les sous-officiers, doivent-ils être exclus de ces conseils de guerre? *V.* le rapport, p. 1491, § *ult.* à 1498, et la discussion, p. 2354 et 2355 (I. n.° 92); 2357 à 2358 (I. n.° 93); 2359 à 2371; 2376 à 2391 (I. n.° 94); 2391 à 2396; 2396 à 2400 (I. n.° 94 *bis*); 2400 à 2408. — *Vote*, p. 2408.

Quels dangers présenterait l'établissement d'une magistrature militaire permanente? Les amendemens proposés par la commission ne semblent-ils pas tendre à ce but? *V.* p. 2364, 2365, 2403, 2411 *et suiv.*, 2414 *et suiv.*, 2419, 2420, 2441 *au bas*.

ART. 5.

(Non amendé. *V.* p. 2408. — Discussion sur des amendemens proposés par la commission, p. 2409 à 2420. — Adoption, p. 2420.)

*V.* l'art. 3 du projet de 1827.

Les capitaines doivent-ils en général être exclus des fonctions d'auditeur et de commissaire du Roi? *V.* le rapport, p. 1485: et la discussion, p. 2409 à 2412; 2414, 2415, 2417, 2418.

Les membres de l'intendance doivent-ils être admis à ces emplois? *V.* le rapport, p. 1485, et la discussion, p. 2412 et 2413, 2415 *au bas*, 2417, 2419.

## ART. 6.

(Formé de l'art. 6 du projet. *V.* p. 2421. — Adoption, *même page.*)

## ART. 7.

(Non amendé. — Adoption, p. 2422. — *V.* aussi p. 2409.)

*V.* l'art. 5 du projet de 1827.

## ART. 8.

(Formé de l'art. 8 du projet. *V.* p. 2423. — Adoption provisoire, *même page.* — On propose de revenir sur cet article, p. 2432 et 2433. — Observations à ce sujet, p. 2433 et 2434. — La Chambre rouvre la discussion, p. 2434. — L'article est modifié, p. 2435.)

*V.* l'art. 43 du projet de 1827, 1.<sup>o</sup> et 2.<sup>o</sup>

Les auditeurs et commissaires du Roi devront-ils être pris exclusivement parmi les officiers exerçant des fonctions actives? *V.* sur la proposition du maréchal Molitor, p. 2427 à 2434.

## ART. 9.

(Formé de l'article 9 du projet. *V.* p. 2425. — Discussion, p. 2426 à 2434. — Adoption de l'article modifié, p. 2436.)

*V.* l'article 14, § *ult.* du projet de 1827.

La nomination des auditeurs et des commissaires du Roi aura-t-elle son effet *jusqu'à remplacement* ou *jusqu'à révocation*? *V.* sur la proposition du maréchal Molitor, p. 2429, 2431, 2432, 2436. (*V.* aussi à l'article 8.)

## ART. 10.

(Non amendé. *V.* p. 2436. — Observations et adoption, p. 2437.)

V. les articles 15 et 16 du projet de 1827.

Les fonctions de juge ne pourront-elles pas cesser, dans certains cas, avant l'expiration du terme de trois mois? V. sur l'observation du comte de La Redorte, p. 2437.

ART. 11.

(Formé de l'article 11 du projet. V. p. 2438. — Discussion sur des paragraphes additionnels proposés par la commission, p. 2439 à 2442. — Adoption de l'article, p. 2442.)

Y a-t-il lieu d'établir, près les conseils de guerre, des auditeurs adjoints et des substituts des commissaires du Roi? V. sur une proposition de la commission, p. 2439 à 2442. V. aussi sur l'article 26, p. 2528 et 2548.

SECTION II.

*Des Conseils de guerre pour le jugement des Officiers.*

V. le rapport, p. 1498 à 1502.

ART. 12.

(Formé de l'article 12 du projet. V. 2443. — Observations, p. 2444 et 2445. — Adoption, p. 2446.)

V. l'article 5 du projet de 1827.

Sera-t-il formé un nouveau conseil de guerre pour le jugement de chaque grade, ou doit-il y avoir dans chaque division un conseil de guerre unique, qui se modifie seulement dans sa composition suivant le besoin des affaires? V. p. 2444 et 2445; 2508, § 2; et 2520 à 2524. (V. aussi aux articles 18 et 32.)

*Proposition relative aux Maréchaux de France.*

(Article additionnel proposé par la commission pour déterminer le mode de jugement des maréchaux de France, p. 2446. — Discussion, p. 2446 à 2463. — Cet article est rejeté, p. 2463.)

Y a-t-il lieu d'insérer dans le Code militaire une disposition relative au jugement des maréchaux de France? V. le rap-

port, p. 1500 et 1501. — Sur cette question, sont entendus le maréchal duc de Dalmatie, p. 2446 à 2452 (I. n.° 95); — le duc de Broglie, rapporteur, p. 2452 à 2456; — le Ministre de la guerre, p. 2456 à 2458; — le duc Decazes, p. 2458 à 2461; — et le comte Belliard, p. 2461 à 2463 (I. n.° 96). *V.* aussi la proposition faite en 1827, à la fin du livre II du projet de loi présenté à cette époque.

## ART. 13.

(Non amendé. *V.* p. 2464. — Discussion sur un amendement proposé par la commission, p. 2464 à 2471. — Adoption, p. 2471.)

*V.* l'article 7 du projet de 1827.

Doit-on appeler *un* ou *deux* membres de l'intendance militaire au jugement des prévenus appartenant à ce corps? *V.* le rapport, p. 1499, et la discussion, p. 2465 à 2471. (*V.* aussi à l'article 140.)

## ART. 14.

(Formé de l'article 14 du projet. *V.* p. 2491. — Discussion, p. 2492 à 2497. — Renvoi à la commission, p. 2497. — Nouvelle rédaction adoptée par la Chambre. *V.* p. 2537 et 2538.)

*V.* l'article 8 du projet de 1827.

Pourquoi n'appelle-t-on qu'un seul membre de l'intendance militaire au jugement des médecins et employés militaires? *V.* sur l'observation du vicomte Dode, p. 2469 et 2470.

Ce membre de l'intendance doit-il être pris dans tous les cas parmi les sous-intendants militaires? Doit-il remplacer le juge le plus élevé ou le moins élevé en grade? *V.* sur la proposition de la commission, p. 2492 à 2497.

## ART. 15.

(Non amendé. — Adoption, p. 2497.)

*V.* l'article 13 du projet de 1827.

## ART. 16.

(Formé de l'article 16 du projet. *V.* p. 2497. — Adoption, p. 2498.)

ART. 17.

(Non amendé. — Adoption, p. 2499.)

ART. 18.

(Introduit dans le projet sur la proposition de la commission. *V.* p. 2516.  
— Discussion, p. 2520 à 2524. — Adoption, p. 2524.)

Le conseil de guerre convoqué pour juger un officier ne doit-il connaître que de l'affaire qui a motivé sa convocation? *V.* sur une proposition de la commission, p. 2520 à 2524. *V.* aussi p. 2637, § 1.<sup>er</sup> *V.* enfin aux articles 12 et 32.

SECTION III.

*Dispositions communes aux Conseils de guerre établis pour le jugement des Officiers, Sous-officiers et Soldats.*

ART. 19.

(18 du projet. *V.* p. 2499. — Adoption, *même page.*)

ART. 20.

(Formé de l'article 19 du projet. *V.* p. 2499 et 2500. — Adoption de l'article amendé, p. 2500.)

ART. 21.

(Formé de l'article 20 du projet. *V.* p. 2500. — Première rédaction p. 2501. — Observations, *même page.* — Renvoi à la commission, p. 2503. — Deuxième rédaction, p. 2538. — Adoption, p. 2539.)

ART. 22.

(Formé de l'article 20 du projet. *V.* p. 2503. — Adoption, p. 2504.)

Y a-t-il lieu de décider que les officiers généraux et les colonels seront traduits dans tous les cas devant le conseil de guerre de la 1.<sup>re</sup> division militaire? *V.* le rapport, p. 1499, § *ult.*, et 1500; et la discussion, p. 2505 à 2510. — Vote, p. 2510. (*V.* à l'article 35.)

## ART. 23.

(22 du projet. *V.* p. 2510. — Observations sur un amendement proposé par la commission, p. 2511. — Adoption, p. 2512.)

*V.* l'article 17 du projet de 1827.

La condition de vingt-cinq ans d'âge doit-elle être requise pour les greffiers? *V.* p. 2511.

*Disposition relative aux incapacités absolues de siéger dans un Conseil de guerre.*

*V.* l'article 23 du projet amendé, adopté provisoirement dans la séance du 3 juin 1829, p. 2512 à 2515, et retranché plus tard, sur la proposition de la commission (dans la séance du 8 juin), comme ayant trait à la procédure. *V.* p. 2686 et 2687.

## ART. 24.

(Formé de l'article 25 du projet. *V.* p. 2524. — Adoption, 2525.)

*V.* l'article 19 du projet de 1827.

## CHAPITRE II.

*Des Conseils d'annulation dans les divisions territoriales.*

*V.* le rapport, p. 1502 à 1510.

## ART. 25.

(Formé de l'article 26 du projet. *V.* p. 2525. — Observations, p. 2526. — Adoption, p. 2527.)

*V.* l'article 45 du projet de 1827.

Pourquoi le nom de *Conseils d'annulation* a été préféré à celui de *Conseils de révision*. *V.* sur l'observation du marquis de Mortemart, p. 2526.

Quel sera le nombre de ces conseils? *V.* le rapport, p. 1503 à 1508. *V.* aussi p. 2526.

ART. 26.

(Formé de l'article 27 du projet. *V.* p. 2527. — Discussion, p. 2528 à 2536. — Renvoi à la commission, p. 2536. — Rapport, p. 2540 à 2542. — Nouvelle discussion, p. 2542 à 2548. — Adoption, p. 2549.)

Les conseils d'annulation seront-ils présidés par un lieutenant-général ou par un maréchal de camp? Y appellera-t-on, comme juges, deux officiers généraux et deux officiers supérieurs, ou quatre officiers supérieurs? *V.* le rapport, p. 1508, et la discussion, p. 2529 à 2536, 2540 à 2546.

Doit-on pouvoir faire siéger un lieutenant-colonel, comme juge, dans le conseil d'annulation? *V.* sur la proposition du comte Belliard, p. 2545, 2546 et 2547.

Doit-il être statué, par une disposition spéciale, sur la composition des conseils d'annulation en Corse? *Voir* p. 2532, 2540, 2542, 2543.

La composition des conseils d'annulation doit-elle être mise en rapport avec le grade de l'accusé? *V.* sur une observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 2533 et 2534.

Doit-on autoriser la création de commissaires du Roi adjoints près les conseils d'annulation? *V.* p. 2528 et 2548. *V.* aussi sur l'article 11; et sur l'article 43, p. 2658.

ART. 27.

(28 du projet. *V.* p. 2549. — Discussion sur un amendement proposé par la commission, p. 2550 à 2570; — sur un amendement proposé par le comte Belliard, p. 2570 à 2572; — sur un amendement proposé par le maréchal duc de Dalmatie, p. 2572 à 2574. — Adoption de l'article du projet, p. 2574.)

N'est-il pas contraire aux règles ordinaires de la hiérarchie qu'un jugement rendu sous la présidence d'un maréchal de France puisse être annulé par un conseil composé de juges d'un grade inférieur? *V.* le rapport, p. 1509 et 1510. *V.* aussi sur l'observation du maréchal duc de Dalmatie, p. 2550, 2551 et suivantes.

N'y a-t-il pas lieu dans ce cas de saisir la cour de cassation de la connaissance du pourvoi? *V.* le rapport, p. 1506, 1507, 1509 et 1510, et la discussion, p. 2552 à 2570. *V.* aussi à l'article 45 du projet de loi de 1827.

Ne doit-on pas du moins élever alors le grade de tous les juges qui composent le conseil d'annulation? *V.* sur les propositions du comte Belliard et du maréchal duc de Dalmatie, p. 2570 à 2574.

## ART. 28.

(Formé de l'article 29 du projet. *V.* p. 2575. — Première rédaction, p. 2576. — Seconde rédaction, p. 2581. — Observations, p. 2577 à 2581, et 2581 à 2582. — Adoption, p. 2582.)

*V.* l'article 47 du projet de 1827.

Les membres des conseils d'annulation doivent-ils être choisis parmi les officiers en activité de service? *V.* les observations du rapporteur, p. 2577 à 2580.

Il doit être pourvu par le Roi au remplacement des juges. *V.* p. 2580.

La subordination des juges à l'égard de l'officier général qui les préside peut-elle jeter quelque défaveur sur leur impartialité? *V.* p. 2579, 2581 et 2582.

## ART. 29.

(30 du projet. *V.* p. 2583. — Adoption, p. 2582.)

*V.* l'article 25 du projet de 1827.

## ART. 30.

(31 du projet. *V.* p. 2583. — Adoption, p. 2582.)

## TITRE II.

*Des Tribunaux d'armée.*

[ *V.* le titre I.<sup>er</sup> du livre I.<sup>er</sup> du projet de loi amendé de 1827.

## ART. 31.

(Formé de l'article 32 du projet. *V.* p. 2583. — Adoption, p. 2584.)

CHAPITRE I.<sup>o</sup>

*Des Conseils de guerre aux armées.*

V. le rapport, p. 1510 à 1515.

ART. 32.

(Formé de l'article 33 du projet. V. p. 2584. — Première rédaction, p. 2585. — Discussion, p. 2586 à 2610. — Renvoi à la commission, p. 2610. — Dernière rédaction adoptée par la Chambre. p. 2635.)

V. l'article 3 du projet de 1827.

La formation de conseils de guerre au quartier général de l'armée, ainsi que dans les divisions, corps d'armée et détachemens, doit-elle être obligée ou seulement facultative? V. le rapport, p. 1511 à 1514. — Exposé des propositions faites à ce sujet par le Gouvernement et par la commission, p. 2586. — Discussion, p. 2587 à 2605. — La Chambre décide qu'il sera formé nécessairement deux conseils de guerre, 1.<sup>o</sup> au quartier général de chaque division, p. 2598; 2.<sup>o</sup> au quartier général de l'armée, p. 2605; — que la formation de conseils de guerre dans les corps d'armée et détachemens sera facultative, *même page.*

Les officiers faisant fonctions de juges dans un conseil de guerre à l'armée doivent-ils être renouvelés à chaque affaire ou seulement après le jugement de toutes les affaires en état lors de la réunion du conseil? V. le rapport, p. 1514, § *ult.*, et la discussion, p. 2606 à 2610, et 2636. (V. aussi à l'art. 18.)

ART. 33.

(Formé de l'article 34 du projet. V. p. 2636. — Observation du rapporteur et adoption, p. 2637.)

V. l'article 4 du projet de 1827.

ART. 34.

(Formé de l'article 35 du projet. V. p. 2637 et 2638. — Adoption, p. 2638.)

## ART. 35.

(Formé de l'article 34 du projet. *V.* p. 2639. — Discussion sur un amendement proposé par la commission, p. 2640 à 2646. — Adoption de l'article amendé, p. 2646.)

*V.* l'article 12 du projet de 1827.

Comment sera-t-il procédé, s'il ne se trouvait pas sur les lieux un nombre suffisant d'officiers du grade requis pour la composition du conseil de guerre? Dans le cas où cette composition serait impossible, devant quel tribunal le prévenu devrait-il être renvoyé? *V.* le rapport, p. 1514. *V.* aussi la discussion sur un amendement tendant à attribuer, dans ce cas, juridiction au conseil de guerre du grand quartier général, ou, à son défaut, au conseil de guerre de la première division militaire, p. 2640 à 2646. — L'amendement est retiré comme se rattachant à une question de compétence, p. 2646 *au haut*. *V.* aussi à l'art. 22.

## ART. 36.

(24 du projet. *V.* p. 2515 et 2647. — Discussion, p. 2516 à 2520. — L'article est renvoyé à l'état de guerre, p. 2520. — Adoption, p. 2647.)

*V.* l'article 12 du projet de 1827.

La cause de récusation, tirée des rapports de commandement existant entre deux lieutenans généraux, dont l'un serait accusé et l'autre juge, ne doit-elle être admise qu'à l'armée, ou doit-elle s'étendre au temps de paix? *V.* p. 2516 à 2520.

## ART. 37.

(Formé de l'article 37 du projet. *V.* p. 2647. — Adoption, *même page*.)

*V.* l'article 14 du projet de 1827.

## ART. 38, 39 et 40.

(Introduits dans le projet d'après les observations faites par le marquis de Laplace, sur l'article 38 du projet. *V.* ces observations, p. 2648. — Discussion, p. 2649 à 2656. — Renvoi à la commission, p. 2656. — Rapport, p. 2679 à 2682. — Articles proposés, p. 2682. — Nouvelle discussion, p. 2683 à 2685. — Adoption des trois articles, p. 2685.)

V. l'article 16 du projet de 1827.

L'état de guerre ne doit-il pas faire apporter des modifications dans les dispositions prescrites par l'article 21, pour la formation des tableaux en temps de paix? Quelles doivent être ces modifications pour coordonner les tableaux à la compétence de chaque conseil de guerre? V. p. 2648 à 2656, et p. 2680 à 2685.

ART. 41.

(Formé de l'article 38 du projet. V. p. 2648 et *suiv.* — Nouvelle rédaction, p. 2683. — Adoption, p. 2685.)

CHAPITRE II.

*Des Conseils d'annulation aux armées.*

V. le rapport, p. 1517 à 1520.

ART. 42.

(Formé de l'article 39 du projet. V. p. 2656. — Adoption, p. 2657.)

V. l'article 21 du projet de 1827.

Quel doit être le nombre des conseils d'annulation aux armées? V. le rapport, p. 1517 à 1520.

ART. 43.

(Formé de l'article 40 du projet. V. p. 2657. — Amendement et adoption, p. 2658.)

V. les articles 22 et 24 du projet de 1827.

ART. 44.

(Introduit sur la proposition de la commission. V. p. 2659. — Observations et adoption, p. 2660.)

ART. 45.

(Formé de l'article 41 du projet. V. p. 2661. — Adoption, p. 2662.)

## CHAPITRE III.

*Des Conseils de guerre dans les places en état de siège.*

V. le rapport, p. 1520 et 1521.

## ART. 46.

(41 du projet. V. p. 2662. — Discussion sur un paragraphe additionnel proposé par la commission, p. 2663 à 2676. — Vote, p. 2676.)

V. l'article 27 du projet de 1827.

Doit-on définir dans le Code de juridiction militaire quelles sont les circonstances desquelles résulte l'état de siège? Faut-il restreindre ici le sens de ces mots à l'investissement effectif? V. le rapport, p. 1521. V. aussi, sur les observations du Ministre de la guerre, p. 2663 à 2676. (V. enfin les articles 50, 52 et 54 du présent projet, et les articles 27 et 67 du projet de 1827.)

## ART. 47.

(Formé de l'art. 43 du projet. V. p. 2687 et 2688. — Adoption, p. 2688.)

V. l'art. 28 du projet de 1827.

## ART. 48.

(44 du projet. V. p. 2688. — Discussion sur un § additionnel proposé par la commission, p. 2688 à 2691. — Adoption, p. 2691.)

V. les art. 29 et 33 du projet de 1827.

Les conseils de guerre, dans les places en état de siège, doivent-ils être sujets au renouvellement trimestriel? Qu'arriverait-il s'il ne se trouve pas dans la place un nombre d'officiers suffisant pour les composer? V. le rapport, p. 1521, § 2, et la discussion, p. 2688 à 2691, et p. 2702. — (V. aussi aux art. 50 et 54.)

ART. 49.

(Formé de l'art. 45 du projet. *V.* p. 2691. — Adoption, p. 2692.)

*V.* Part. 30 du projet de 1827.

ART. 50.

(46 du projet. *V.* p. 2692. — Discussion sur un amendement proposé par la commission, p. 2693 à 2701. — Vote, p. 2701.)

*V.* Part. 31 du projet de 1827.

Doit-il être permis, en cas de nécessité absolue, de donner à l'accusé des juges d'un grade au-dessous du sien? ou doit-on, dans ce cas, différer le jugement jusqu'à ce que l'état de siège ait cessé? *V.* le rapport, p. 1520. *V.* aussi sur les observations du comte de Tournon, p. 2693 à 2701.

ART. 51.

(Formé de l'art. 47 du projet. *V.* p. 2701. — Discussion, p. 2702. — Vote, p. 2703.)

*V.* Part. 31 du projet de 1827.

Les membres des conseils de guerre dans les places en état de siège doivent-ils être renouvelés à chaque convocation? *V.* p. 2702. (*V.* aussi à Part. 48.)

CHAPITRE IV.

*Des Conseils d'annulation dans les places en état de siège.*

*V.* les art. 32 et 33 du projet de 1827.

ART. 52.

(Formé de l'art. 48 du projet. *V.* p. 2703 à 2705.)

Doit-il être permis, en cas de nécessité, de réduire à trois le nombre des membres du conseil d'annulation dans une place

en état de siège? *V.* sur l'observation du comte d'Ambrugeac, p. 2704. (*V.* aussi l'art. 33 du projet de 1827.)

## ART. 53.

(49 du projet. *V.* p. 2705. — Adoption, *même page.*)

## ART. 54.

(50 du projet. *V.* p. 2705. — Discussion, p. 2706 à 2709. — Adoption, p. 2709.)

Le président du conseil d'annulation pourra-t-il, en cas de nécessité, être pris dans un grade inférieur à celui de l'accusé? *V.* sur les observations du rapporteur, p. 2706 à 2709. (*V.* aussi aux art. 46, 50 et 52.)

## ART. 55.

(Formé de l'article 51 du projet. *V.* p. 2709. — Adoption, p. 2710.)

## CHAPITRE V.

*Des Prévotés d'armée.*

*V.* le rapport, p. 1515 et 1517, et les articles 34 à 40 du projet de 1827.

## ART. 56.

(Formé de l'article 52 du projet. *V.* p. 2710. — Adoption, p. 2711.)

## ART. 57.

(53 du projet. *V.* p. 2711. — Adoption, *même page.*)

## ART. 58.

(54 du projet. *V.* p. 2711. — Observations, p. 2712. — Adoption, p. 2713.)

La distinction entre les fonctions d'instructeur et celles du ministère public doit-elle être maintenue dans les prévotés d'armée. *V.* sur les observations du comte d'Ambrugeac, p. 2712.

## ART. 59.

(Formé de l'article 55 du projet. *V.* p. 2713. — Adoption, *même page.*)

ART. 60.

(Formé de l'article 56 du projet. *V.* p. 2713. — Adoption, p. 2714.)

ART. 61.

(Formé de l'article 57 du projet. *V.* p. 2714 et 2717. — Discussion, p. 2715 à 2717. — Adoption, p. 2717.)

Doit-il toujours en être référé au général en chef, pour le remplacement des juges empêchés? *V.* sur un amendement proposé par la commission, p. 2715 à 2717.

ART. 62.

(58 du projet. — *V.* p. 2718. — Adoption, *même page.*)

ART. 63.

*Dispositions relatives aux Colonies.*

(*V.* les articles additionnels proposés par la commission pour l'organisation des tribunaux militaires dans les colonies (I. n.º 66, p. 116 à 119.) — *V.* aussi le rapport du duc de Broglie, p. 1521 à 1523. — Explications données à ce sujet par le Ministre de la guerre, p. 2718 à 2720. — La commission retire les articles par elle proposés, p. 2720. — Elle propose de mentionner, à la fin du projet, que ses dispositions ne seront pas applicables aux troupes employées dans les colonies, p. 2740. — Adoption de cet article, *même page.*)

---

---

# TABLE ANALYTIQUE

## DE LA DISCUSSION QUI A EU LIEU SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À LA CONTRAINTE PAR CORPS.

---

Les observations faites dans le cours de cette discussion ont été classées suivant l'ordre des articles du projet de loi amendé par la Chambre, et adopté par elle dans sa séance du 21 mai 1829.

---

### PROJET DE LOI RELATIF À LA CONTRAINTE PAR CORPS.

Considérations générales sur le maintien de la contrainte par corps. *V.* notamment l'exposé des motifs, p. 460 à 468; — le rapport, p. 1556 à 1652; — les discours : du comte Siméon, p. 1744 *et suiv.* (I. n.° 76); — du baron Portal, p. 1757 *et suiv.* (I. n.° 77); — du duc Decazes, p. 1760 *et suiv.* (I. n.° 78); — de M. Jacquinet Pampelune, commissaire du Roi, p. 1768 à 1770; — du baron Pasquier, p. 1978; — du comte de Bastard, rapporteur, p. 2017 et 2018, &c.; — et la discussion sur l'article 35 du projet, p. 2035 à 2040, et 2046 à 2082.

La contrainte par corps peut-elle être considérée comme une peine? *V.* notamment les observations : du comte de Tournon, p. 1870; — du duc de Broglie, p. 1872; — du comte de Saint-Roman, p. 1874; — du duc de Broglie, p. 1910 *et suiv.*; — du comte de Saint-Aulaire, p. 1914; — du vicomte Chiflet, p. 1915, 1934; — du duc Decazes, p. 1948 *et suiv.*

### TITRE I.<sup>er</sup>

#### *Dispositions relatives à la contrainte par corps en matière de commerce.*

##### ART. 1.<sup>er</sup>

(Non amendé. *V.* p. 1757 et 1786. — Discussion, p. 1757 à 1786.  
— Adoption, p. 1786.)

La loi doit-elle fixer un minimum au-dessus duquel les dettes commerciales emporteront nécessairement la contrainte par corps, ou convient-il d'accorder en cette matière un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux? *V.* sur la proposition du comte de Kergariou, p. 1782 à 1786.

A quel taux sera fixé le *minimum* des dettes commerciales emportant contrainte par corps? *V.* le rapport, p. 1563 à 1565. — Amendement ayant pour but de restreindre ce minimum à 100 francs. *V.* les développemens donnés à cette proposition par le baron Portal, p. 1757 à 1760 (I. n.º 77), et la discussion, p. 1760 à 1777, et 1780, § *ult.* à 1786. — L'amendement est rejeté, p. 1786. — Amendement tendant à porter la limite à 300 francs. *V.* les développemens donnés à cette proposition par le duc Decazes, p. 1760 à 1768 (Imp. n.º 78), et la discussion, p. 1768 à 1780 — L'amendement est rejeté, p. 1780. — La Chambre adopte le minimum de 200 francs proposé par le Gouvernement, *ibid.*

## ART. 2.

(Non amendé. *V.* p. 1786. — Adoption, *ibid.*)

## ART. 3.

(Non amendé. *V.* p. 1791 et 1856. — Discussion, p. 1791 à 1831. — Renvoi à la commission, p. 1831. — Rapport, p. 1834 à 1839. — Nouvelle discussion, p. 1839 à 1856. — Adoption, p. 1856.)

Les lettres de change régulières en la forme, mais souscrites par des individus non négocians, doivent-elles emporter la contrainte par corps, encore qu'elles n'aient pas pour cause des opérations de commerce? *V.* 1.º le rapport, p. 1565 à 1570; 2.º les développemens de l'amendement proposé à cet égard par le comte Siméon, p. 1744 à 1757 (Imp. n.º 76); 3.º les développemens d'un autre amendement proposé par le duc de Broglie, p. 1792 à 1804 (I. n.º 79); 4.º la discussion sur ces deux amendemens, p. 1804 à 1831, notamment les opinions : du baron Portal, p. 1804 à 1809 (Imp. n.º 80); — du duc Decazes, p. 1809 à 1812; — du vicomte Chiflet, p. 1812 à 1815 (I. n.º 81); — du marquis de Lally, p. 1815 à 1817; — du baron de Barante, p. 1821 à 1824; — du vicomte Lainé, page 1824, et le discours du comte Portalis

Garde des sceaux, p. 1826 à 1830; 5.<sup>o</sup> le rapport spécial de la commission, p. 1834 à 1839; 6.<sup>o</sup> le discours du comte de Saint-Cricq, Ministre du commerce, p. 1839 à 1847; 7.<sup>o</sup> l'opinion du comte de Tournon, p. 1847 à 1851, et la discussion, p. 1851 à 1856.

## ART. 4.

(Formé de l'article 4 du projet. *V.* p. 1856 et 1887. — Discussion, p. 1856 à 1868. — Renvoi à la commission, p. 1868. — Rapport, p. 1880 à 1887. — Nouvelle discussion, p. 1887 à 1893. — Adoption de l'article amendé, p. 1893. *V.* sa teneur, p. 1887.)

Doit-il être fixé, en matière de commerce, un âge au delà duquel la contrainte par corps ne pourra être prononcée pour aucune cause, ou doit-on laisser aux juges le pouvoir de la prononcer à tout âge, soit pour certaines causes déterminées, soit d'après les circonstances? *V.* le rapport, p. 1571 à 1572. — Le vicomte Lainé propose d'autoriser les tribunaux à ne pas prononcer la contrainte par corps contre les septuagénaires, dans le cas où ils le jugeraient convenable. *V.* p. 1856 à 1858. — Le duc Decazes propose au contraire d'interdire d'une manière absolue l'exercice de la contrainte par corps contre les septuagénaires. *V.* p. 1860 à 1862. — La commission propose de décider qu'à 72 ans la contrainte par corps ne pourra être prononcée, pour aucune cause, et que de 70 à 72 ans elle ne pourra l'être que pour lettres de change ou billets à ordre. *V.* p. 1880 à 1887. — Cette dernière proposition est adoptée, p. 1893. *V.* la discussion, p. 1858 à 1868, et 1887 à 1893.

## ART. 5.

(Formé de l'article 5 du projet. *V.* p. 1868. — Première rédaction proposée par la commission, p. 1869. — Discussion, p. 1869 à 1877. — Renvoi à la commission, p. 1877. — Rapport, p. 1894 à 1899. — Nouvelle discussion, p. 1900 à 1905. — Deuxième rédaction adoptée par la Chambre, p. 1905.)

Doit-on graduer la durée de la contrainte par corps suivant l'importance de la dette, et quelle est la graduation qu'il convient d'adopter à cet égard? *V.* le rapport, p. 1572 à 1575; — et la discussion, p. 1870 à 1877, et 1894 à 1900.

Doit-on laisser aux juges la faculté d'élever dans certains

cas la durée de l'emprisonnement jusqu'à dix années? V. sur la proposition de la commission, p. 1900 à 1905.

## ART. 6.

(Formé de l'article 6 du projet. V. p. 1906. — Adoption, p. 1907.)

La cécité doit-elle être une cause légale d'élargissement? V. sur une proposition du comte de Saint-Roman, p. 1907 à 1909.

## TITRE II.

*Dispositions relatives à la Contrainte par corps en matière civile.*

## ART. 7.

(Formé de l'article 7 du projet. V. p. 1909 et 1969. — Première discussion, p. 1910 à 1920. — Discours du comte de Bastard, p. 1922 à 1932. — Rédaction par lui proposée, p. 1932 à 1934. — Deuxième discussion, p. 1934 à 1952. — Renvoi à la commission, p. 1952. — Rapport, p. 1964 à 1967. — Nouvelle rédaction, p. 1969. — Adoption, p. 1970.)

V. le rapport, p. 1575, § *ult.*

En principe, la contrainte par corps change-t-elle de nature en matière civile? Peut-elle être considérée, dans certains cas, comme une sorte de pénalité contre la mauvaise foi, ou n'est-elle toujours qu'un moyen de constater l'insolvabilité du débiteur? En fait, la durée de la contrainte par corps doit-elle être plus longue en matière civile qu'en matière de commerce, et quelles sont les graduations qu'il convient d'adopter à cet égard? V. sur les observations du duc de Broglie, p. 1910 à 1920, 1922 à 1932, 1934 à 1952, et 1964 à 1967.

Énumération des principales causes pour lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée en matière civile. V. le discours du comte de Bastard, p. 1922 à 1932.

## TITRE III.

*Dispositions relatives à la contrainte par corps  
contre les étrangers.*

## ART. 8.

(Non amendé. *V.* p. 1952 et 1955. — Observations, p. 1953 à 1955.  
— Adoption, p. 1955.)

Quel changement apporte le projet dans la législation relative aux étrangers. *V.* les explications de M. Jacquinet-Pampelune, commissaire du Roi, p. 1953.

Pourrait-on fixer, pour l'obtention du jugement de condamnation, un délai plus court que celui de quinzaine? *V.* sur les observations du comte de Peyronnet, p. 1954 et 1955.

## ART. 9.

(Formé de l'art. 9 du projet. *V.* p. 1955 et 1969. — 1.<sup>re</sup> rédaction, p. 1956. — Discussion, p. 1957 à 1961. — Renvoi à la commission, p. 1961. — Rapport. *V.* p. 1963, 1964 et 1967 à 1969. — 2.<sup>e</sup> rédaction, p. 1969. — Adoption, p. 1970.)

Les débiteurs étrangers doivent-ils être passibles de la contrainte par corps pendant un temps plus long que les français? *V.* le rapport, p. 1576 à 1578, et la discussion sur les observations du duc de Broglie, p. 1957 à 1961, et 1967 à 1969.

## ART. 10.

(Formé de l'art. 10 du projet. *V.* p. 1970. — Observation, *même page.*  
— Adoption, p. 1971.)

L'article 2066 du Code civil doit-il être applicable aux étrangers septuagénaires? *V.* sur l'observation du comte de Montalivet, p. 1970 et 1971.

## TITRE IV.

*Dispositions communes aux trois titres précédens.*

## ART. 11.

(Formé de l'art. 11 du projet. *V.* p. 1972 et 1973. — Observations, p. 1972 et 1973. — Adoption, p. 1973.)

Les exemptions accordées aux parens des créanciers doivent-elles s'étendre à leurs alliés? *V.* sur l'observation du comte de Tournon, p. 1972 et 1973.

## ART. 12 à 18.

(Non amendés. *V.* p. 1974 et 1975. — Adoption, p. 1974.)

## ART. 19.

(Non amendé. *V.* p. 1975. — Observation, *même page.* — Adoption, p. 1976.)

Faudra-t-il un jugement pour réintégrer le débiteur dont la caution n'aura pas soldé la dette? *V.* sur l'observation du comte Abrial, p. 1975 et 1976.

## ART. 20.

(Formé de l'article 20 du projet. *V.* p. 1976 et 2011. — Discussion, p. 1976 à 1983. — Renvoi à la commission, p. 1983. — Rapport, p. 2006 à 2011. — Nouvelle discussion, p. 2011 à 2016. — Adoption, p. 2016.)

*V.* le rapport, p. 1575.

L'élargissement obtenu par l'expiration des délais fixés par la loi doit-il purger toutes les dettes dont les causes sont antérieures à l'arrestation, ou seulement celles qui étaient échues ou celles pour lesquelles des condamnations étaient intervenues avant ce terme? *V.* sur les observations du duc de Broglie, p. 1976 à 1983; 2006 à 2011, et 2011 à 2016.

## ART. 21.

(Non amendé. *V.* p. 1983. — Discussion, p. 1984 à 1990. — Adoption, p. 1990.)

L'Etat doit-il fournir le coucher aux détenus pour dettes, ou doit-il être fait pour cette dépense une retenue sur les alimens? *V.* le rapport, p. 1579, et la discussion sur les observations des ducs de Broglie et Decazes, p. 1984 à 1990, et p. 1990 à 1992.

## ART. 22.

(Non amendé. *V.* p. 1990. — Discussion. — Observations, p. 1990 à 1992. — Adoption, p. 1992.)

*V.* à l'article précédent.

## ART. 23 et 24.

(Non amendés. *V.* p. 1992. — Adoption, même page.)

*Proposition relative à la prescription du droit d'exercer la contrainte par corps.*

(Faite par le comte de Peyronnet. *V.* p. 1992 à 1994. — Observations et renvoi à la commission, p. 1994. — Rapport, p. 2017 à 2021. — Nouvelles observations du comte de Peyronnet et du comte Siméon, p. 2021 à 2027. — La Chambre rejette la disposition proposée, p. 2027.)

Y a-t-il lieu d'assujettir l'exercice de la contrainte par corps à une prescription plus courte que celle de la créance qui donne matière à cet exercice? *V.* p. 1992 à 1995, et 2017 à 2027.

## ART. 25.

(Non amendé. *V.* p. 1995. — Observation, p. 1995 et 1996. — Adoption, p. 1996.)

Que doit-on entendre par ces mots: *Frais de capture*? *V.* sur l'observation du duc Decazes, p. 1995 et 1996.

## TITRE V.

*Dispositions relatives à la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de police.*

## ART. 26.

(Non amendé. *V.* p. 1997. — Discussion, p. 1998 à 2003. — Adoption, p. 2003.)

Considérations sur les abus qui résultent de l'application du décret du 18 juin 1811, en ce qui touche les frais dont le paiement est mis à la charge des parties civiles? *V.* sur les observations du comte de Pontécoulant, p. 1998 à 2003

## ART. 27 à 32.

(Non amendés. *V.* p. 2028 et 2029. — Adoption, p. 2028.)

## ART. 33.

(Formé de l'art. 33 du projet. *V.* p. 2030 et 2045. — Discussion, p. 2030 à 2033. — Renvoi à la commission, p. 2033. — Rapport, p. 2044. — Adoption de l'article amendé, p. 2046.)

Doit-on appliquer à la détention ordonnée à la requête de la partie civile les dispositions relatives à la durée de la contrainte par corps en matière civile? *V.* sur les observations du duc Decazes, p. 2030 à 2033, et p. 2044.

Que faut-il statuer à l'égard des septuagénaires condamnés pour délit? *V.* sur l'observation du duc Decazes, p. 2033 à 2035, et p. 2044

## ART. 34.

(Non amendé. *V.* p. 2033 et 2046, § 3. — Observations, p. 2033 et 2034. — Renvoi à la commission, p. 2034. — Ce renvoi donne lieu d'amender l'art. 33. *V.* p. 2044 à 2046. — Vote, p. 2046.)

## TITRE VI.

*Dispositions transitoires.*

*V.* le rapport, p. 1581 à 1591.

Y aurait-il rétroactivité à abrégér, par la loi nouvelle, la détention des septuagénaires actuellement détenus pour cause d'engagemens de commerce? *V.* la discussion sur l'article 35 du projet, p. 2035 à 2040, et 2046 à 2082. — Notamment les opinions : du vicomte Lainé, p. 2035 à 2040; 2066 à 2073, et 2080; — du comte de Saint-Aulaire, p. 2046 à 2050; — du marquis de Maleville, p. 2050 à 2053; — du comte de Tournon, p. 2053 à 2056; — du comte de Saint-Roman, p. 2056; — du duc de Broglie, p. 2057 à 2060; — du comte de Pontécoulant, page 2060 à 2062; — du comte Portalis, Ministre des affaires étrangères, page 2062 à 2066; — le résumé du rapporteur, p. 2075 à 2078; — et le discours du commissaire du Roi, p. 2078 à 2080. — L'article 35 du projet est rejeté par la Chambre, p. 2082.

## ART. 35.

(Formé de l'art. 36 du projet. *V.* p. 2095. — Discussion, p. 2096 à 2105. — Adoption, 2105.)

Lorsqu'un débiteur sera détenu en vertu des lois anciennes, postérieurement à la promulgation de la loi nouvelle, les alimens devront-ils être fournis suivant le tarif de cette dernière loi? *V.* sur l'observation du rapporteur, p. 2096.

La disposition de l'article 36 du projet peut-elle être considérée comme entachée de rétroactivité? En quoi elle diffère, sous ce rapport, de celle de l'article précédent. *V.* sur les observations du duc de Broglie, p. 2097 à 2105.

## ART. 36.

(Formé de l'article 37 du projet. *V.* p. 2105 et 2109.)

Les étrangers actuellement détenus doivent-ils profiter des dispositions de la loi nouvelle en faveur des septuagénaires? *V.* sur l'observation du duc Decazes, p. 2105 à 2109.

## ART. 37.

(38 du projet. *V.* p. 2109. — Observations, p. 2109 et 2110. — Adoption, 2110.)

Les condamnés actuellement détenus à la requête de parties civiles doivent-ils profiter des adoucissements de la loi nouvelle ?

Voir sur l'observation du comte de Peyronnet, p. 2109 et 2110.

Les dispositions de cette loi doivent-elles s'appliquer à tous les individus qui seront arrêtés postérieurement à sa promulgation, à quelque époque que remontent leurs engagements? V. la discussion sur un article additionnel proposé par la commission et rejeté par la Chambre, p. 2111 à 2113.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

#### ART. 38.

(Formé de l'article 39 du projet V. p. 2113.—Observations et adoption, p. 2113 et 2114.)



---

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

I.<sup>re</sup> SESSION DE 1830.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

---

## TABLE DES MATIÈRES.

---

Le Procès-Verbal se compose de cinq numéros; les Impressions diverses sont au nombre de quatre.

*Nota.* Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux Impressions diverses par le numéro de chaque impression.

### A

ADRESSE AU ROI (en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session).—Une commission spéciale est chargée d'en rédiger le projet, p. 16.—Rapport fait au nom de cette commission par M. le comte Simeon, p. 19.—Le projet d'adresse est soumis au bureau, p. 20.—Discussion, *ibid.* — Vote au scrutin, p. 21.—Teneur de l'adresse adoptée, p. 21 à 25.—Une grande députation est chargée de la présenter à Sa Majesté, p. 25.—Compte rendu, par M. le Président, de la présentation de l'adresse, et réponse du Roi, p. 27 et 28.

## B

- BEUGNOT** (M. le comte). — Est nommé Pair de France, p. 13.  
— Prête serment à l'ouverture de la session, p. 6.
- BUREAU DE LA CHAMBRE.** — Sa formation provisoire, p. 9. —  
Définitive, p. 15.
- BUREAUX** (formation et renouvellement des bureaux, ainsi  
que du comité des pétitions). — Formation unique le 3 mars  
1830 (I. n.º 1).

## C

- CÉRESTE** (M. le duc de) est nommé Pair de France, p. 13. —  
Prête serment à l'ouverture de la session, p. 6.
- COMMISSION SPÉCIALE** nommée par M. le Président, en vertu  
d'une délégation de la Chambre pour la rédaction d'un  
projet d'adresse, p. 16.
- COURVOISIER** (M.), Ministre de la justice. — Présente à la  
Chambre deux projets de loi sur le duel, p. 42 à 56, et 57  
à 76 (I. n.ºs 3 et 4).
- DAMBRAY** (M. le Chancelier). — Décédé le 13 décembre 1829. —  
Discours prononcé à cette occasion par M. le marquis de  
Sémonville, Grand-référendaire, p. 28 à 40 (I. n.º 2). —  
La Chambre arrête, sur la proposition de M. le comte de Mar-  
cellus, qu'il sera célébré un service funèbre, pour le repos  
de l'ame de M. le Chancelier, p. 41.

## D

- DÉPUTATIONS.** — Grande députation chargée de présenter au  
Roi l'adresse votée par la Chambre, p. 25.
- DISCOURS DU ROI** à l'ouverture de la session. — Texte de ce  
discours, p. 2 à 5. — Une copie en est remise sur le bureau  
de la Chambre par M. le Président, p. 9. — Adresse en ré-  
ponse à ce discours. V. *Adresse au Roi*.
- DOUDEAUVILLE** (M. le duc de). — Nommé commissaire pour  
la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.
- DUEL** (Projets de loi relatifs au duel). — Présentés à la Chambre

des Pairs par M. Courvoisier, Garde-des-sceaux, le 11 mars 1830, p. 42 à 57 et 57 à 76 (l. n.º 3 et 4). *Nota.* La prorogation de la session n'a pas permis de donner suite à ces projets de loi.

## E

EXCUSES de différens Pairs empêchés de se rendre à la Chambre, p. 15, 19, 27.

## L

LA BOURDONNAYE (M. le comte de). — Est nommé Pair de France, p. 13.

LAINÉ (M. le vicomte), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.

LATOUB-MAUBOURG (M. le marquis de), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.

## M

MARBOIS (M. le marquis de), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.

MARCELLUS (M. le comte) propose de faire célébrer un service funèbre pour M. le Chancelier Dambray, p. 40, § *ult.*

## N

NEMOURS (Louis-Charles-Philippe-Raphaël d'Orléans duc de), assiste, en habit de Pair, à l'ouverture de la session, p. 2. — Prête serment en cette qualité, p. 5.

## P

PANISSE (M. le comte de), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.

PASTORET (M. le Marquis de). — Ordonnance du Roi qui l'élève à la dignité de chancelier de France, p. 10.

PROCLAMATION du Roi portant prorogation de la session de 1830, p. 77.

- PUIVERT (M. le marquis de). — Est nommé Pair de France, p. 13.  
 — Prête serment à l'ouverture de la session, p. 6.  
 RAVEZ (M.). — Est nommé Pair de France, p. 11.

## S

- SÉANCE ROYALE du 2 mars 1830. — Procès-verbal de cette séance dressé par le Garde des registres, p. 1 à 7.  
 SÉMONVILLE (M. le marquis de). — Son discours à l'occasion du décès de M. le Chancelier Dambray, p. 28 à 40 (I. n.º 2).  
 SERMENT (prestation de). — V. aux mots *Beugnot, Cérèste, Nemours, Puivert, Valée, Vitrolles*.  
 SESSION de 1830 ouverte le 2 mars 1830, p. 6. — Prorogée le 19 du même mois, p. 78.

*Nota.* La Chambre des Députés a été dissoute par ordonnance du 16 mai suivant qui a indiqué une nouvelle réunion des Chambres pour le 3 août.

- SIMÉON (M. le comte), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.

## T

- TALARU (M. le marquis de), nommé commissaire pour la rédaction d'un projet d'adresse, p. 16.  
 TOURZEL (M. le marquis de). — Est nommé Pair de France p. 13.

## V

- VALÉE (M. le comte). — Est nommé Pair de France, p. 13. — Prête serment à l'ouverture de la session, p. 6.  
 VITROLLES (M. le baron de). — Est nommé Pair de France, p. 13. — Prête serment à l'ouverture de la session, p. 6.

---

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

2.<sup>DE</sup> SESSION DE 1830.

*Procès-verbaux et Impressions diverses.*

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

*Nota.* Le renvoi au procès-verbal est marqué par l'indication de la page et du paragraphe, le renvoi aux Impressions diverses par le numéro de chaque impression.

### A

- ABRIAL (M. le comte), prête serment, p. 49. — Fait un rapport, au nom d'une commission spéciale, sur la loi du 10 décembre 1830, relative à la suppression des juges-auditeurs, p. 793 à 801 (I. n.° 58). V. aussi p. 853, § *ult.* — Fait divers rapport au nom du comité des pétitions, p. 1812, 1296, 2418, 2630. — Ses observations sur la loi relative aux pensions de la marine, p. 2456, § *ult.*, et 2470, § *ult.*
- ALLEN (M.), commissaire du Roi, prend part à la discussion de la loi relative à la garde nationale, p. 1922, § 3. — De la loi relative aux pensions de l'armée de terre; p. 2176, § 1.<sup>er</sup> et § *ult.*
- ABSENT. — Observations d'un Pair absent lues à la Chambre par un des secrétaires, p. 817.

ADRESSE. — Une commission spéciale est chargée de rédiger un projet d'adresse en réponse au discours du Prince lieutenant-général à l'ouverture de la session, p. 9. — La Chambre renvoie à la même commission la rédaction d'une adresse en réponse au discours prononcé par le Roi dans la séance du 9 août 1830, *V.* p. 54 et 55. — Le marquis de Brézé demande que l'adresse soit délibérée en comité secret, p. 58. — Discussion à ce sujet, p. 59 et 60. — Le rapport de l'adresse est fait en séance publique par le baron de Barante, p. 60 à 62. — Renvoi aux bureaux, p. 62. — Modification apportée au projet par suite de ce renvoi, *ibid.* — Amendement proposé par le comte de Montalembert, p. 63, § 2. — Discours du comte de Montalivet, p. 63 à 65. — Vote au scrutin, p. 65. — Grande députation chargée de porter l'adresse au Roi, p. 66. — On propose de rédiger un projet d'adresse au sujet d'une communication faite à la Chambre, relativement aux affaires étrangères. *V.* au mot *Communications du Gouvernement.*

AFFICHEURS. — LOI du 10 décembre 1830 sur les afficheurs et crieurs publics. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs, le 4 décembre 1830. — Adoptée le 8. — Sanctionnée et promulguée le 10 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, 14, p. 107). — Exposé des motifs, p. 1001 à 1005 (I. n.<sup>o</sup> 67). — Nomination d'une commission, p. 1006. — Rapport par le marquis de Maleville, p. 1012 à 1019 (I. n.<sup>o</sup> 68). — Délibération, p. 1067. — Vote au scrutin, p. 1070.

ALIGRE (M. le marquis d'), prête serment, p. 49.

AMBRUGEAC (M. le comte d'), s'oppose à ce que le nom d'un opinant soit inséré au procès-verbal, p. 44, § 2. — Prête serment p. 49. — Son opinion sur la loi de recrutement du 11 octobre 1830, p. 560 à 568. *V.* aussi p. 573 et 576. — Prend part à la discussion de la loi du 22 mars 1831, relative à la garde nationale, p. 1508, 1528, § 1.<sup>er</sup>; 1534, 1554, § *ult.*; 1563, § 1.<sup>er</sup>; 1567, § 2; 1588, 1591 à 1593; 1595. — Fait un rapport sommaire sur les amendemens apportés depuis à ce projet par la Chambre des Députés, p. 1857. — S'explique dans la discussion au sujet de ces amendemens, p. 1866, 1870, 1874, 1879, 1884, 1915, 1916 à 1918, 1920, 1922 et 1924. — Au sujet de pétitions relatives au même projet de loi, p. 1937, § *ult.* — Ses observations sur la loi re-

lative à la formation d'une légion étrangère, p. 1693, § *ult.*  
 — Sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2341, § *ult.*; 2363, § 2. — Sur la loi du 18 avril 1831, au sujet des retenues sur les traitemens militaires, p. 2592. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 11 avril 1831, relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2089 à 2110 (I. n.° 126). — Prend part à la discussion de cette loi, p. 2148, § *ult.*; 2151, 2152, 2153, § 1.<sup>er</sup>; 2154, § *ult.*; 2157, § *pénult.*; 2161, § *pénult.*; 2167, 2171 à 2173, 2176, § 3.

AMORTISSEMENT. — PROJET DE LOI relatif à l'amortissement. — Présenté à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apporté à la Chambre des Pairs, le 29 janvier 1831. — Adopté, le 28 février, moyennant amendemens. — Non converti en loi. — Exposé des motifs, p. 1299 à 1301 (I. n.° 87). — Nomination d'une commission, p. 1326. — Rapport par le comte Roy, p. 1475 à 1499 (I. n.° 97). — Ajournement de la discussion, p. 1616. — Nouveau rapport, par le comte Roy, à la suite d'une conférence entre la commission et le Ministre, p. 1639 à 1645. — Observations de M. Laffitte, Ministre des finances, p. 1646; — du comte de Sussy, *ibid.*, § *ult.* — Discussion des articles, p. 1647 *e suiv.* — Dans cette discussion sont entendus; le comte Roy, rapporteur, p. 1648 à 1650, 1652, § *ult.*; 1654, § 1.<sup>er</sup>, et 1652. — M. Laffitte, Ministre des finances, p. 1650 à 1652 et 1652, § 2, 1657. — Le comte Mollien, p. 1652, § 1.<sup>er</sup>. — M. Thiers, commissaire du Roi, p. 1653. — Vote au scrutin, p. 1664.

ANDLAU (M. le comte d'). — Sa déclaration au sujet de l'exclusion des Pairs nommés par le Roi Charles X, p. 3, § *ult.* (I. n.° 3).

ANGOSSE (M. le marquis d'), prête serment, p. 93.

ARAGON (M. le marquis d'), envoie son serment par écrit, p. 93; — le renouvelle de vive voix, p. 220. — Prend part à la discussion de la loi sur la garde nationale, p. 1543, § 1.<sup>er</sup>, et 1544, § 1.<sup>er</sup>

ARAMON (M. le marquis d'), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 93. — Prête serment, p. 191. — S'explique au sujet d'une pétition relative à l'article 75 de la Constitution de l'an 8, p. 1999, § 2; — au sujet de la loi électorale, p. 2350, § 1.<sup>er</sup>

ARGOUT (M. le comte d'), prête serment, p. 49. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 109. — S'ex-

plique sur l'article 2 de la loi relative au serment, p. 184, § 1.<sup>er</sup> — sur l'article 3, p. 185, § *ult.* — Ses observations sur une pétition relative à l'impôt des boissons, p. 213 à 215. — Prend part à la discussion d'un arrêté relatif aux propositions de loi faites par des Pairs, p. 308. — Son opinion sur l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 339 à 342. — Sur la loi relative à l'application du jury aux délits politiques et aux délits de la presse, p. 407 à 409. — Sur un projet de loi tendant à abroger la loi du 11 septembre 1807, p. 749 à 753. — Fait des rapports au nom du comité des pétitions, p. 549, 687. — Fait un rapport détaillé sur des réclamations relatives à l'exercice de la contrainte par corps contre des Pairs, p. 689 à 700. *V.* aussi p. 996, § 2. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 20 octobre 1830, relative à l'importation des grains, p. 652 à 667 (I. n.° 50). — *V.* à l'article suivant ses observations et discours depuis son entrée au ministère.

**ARGOUT** (M. le comte d'), *Ministre de la marine et des colonies*, présente, en cette qualité, à la Chambre la loi du 4 mars 1831, relative à la traite des Noirs, p. 1100 à 1109 (I. n.° 74); — en soutient la discussion, p. 1225, 1231, 1234 et 1237. — Présente de nouveau la même loi amendée par la Chambre des Députés, p. 1454 à 1457 (I. n.° 96). — S'explique au sujet de l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 930 et 939. — Soutient la discussion de la loi sur le cautionnement des journaux, p. 1026, 1029, 1031, § 1.<sup>er</sup>; 1034, et 1058, § 1.<sup>er</sup>; — de la loi qui affecte au Trésor le fonds commun de l'indemnité, p. 1152 à 1155 et 1160; — de la loi du 5 janvier 1831 relative à des crédits supplémentaires pour 1830, p. 1171; — de la loi du 29 janvier 1831, relative au règlement définitif du budget de 1828, p. 1180 et 1182. — Donne des explications sur la conduite du Gouvernement dans les affaires intérieures et extérieures, p. 1730 à 1732. — S'explique sur une pétition relative à l'école polytechnique, p. 1794. — *Ministre du commerce et des travaux publics*, présente à la Chambre, en cette qualité, la loi du 31 mars 1831, relative à un emprunt pour les travaux du port de Rouen, p. 2047 à 2049 (I. n.° 123). — S'explique au sujet de la loi du 25 mars 1831 sur la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2062 et 2066; — de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2350, § *ult.*; 2351, § *ult.*; 2352, § 4; — au sujet des travaux entrepris aux Tuileries, 9

- p. 2594, § 1.<sup>er</sup>;—au sujet du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2669 à 2675.
- ARJUZON (M. le comte d'), prête serment, p. 57.
- ARRESTATION d'un Pair de France. Peut-elle être opérée sur la clameur publique? *V. aux mots Polignac et Peyronnet.*
- ATTROPEMENS.—LOI du 10 avril 1831 relative aux attroupe-  
mens.—Présentée à la Chambre des Députés par le Gouver-  
nement.—Apportée à la Chambre des Pairs, le 5 avril 1831.—  
Adoptée le 9.—Sanctionnée et promulguée le 10 avril (Bulle-  
tin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 35, p. 157).  
—Exposé des motifs, p. 2403 à 2406 (I. n.° 133, numéroté  
par erreur 123).—Nomination d'une commission, p. 2410.  
—Rapport par le duc de Choiseul, p. 2430 à 2435 (I. n.° 135).  
—Discussion, p. 2477. — Observations du comte de Tas-  
cher, *ibid.* — Vote au scrutin, p. 2481.
- AUMONT (M. le duc d'), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la  
Chambre, p. 58 et 554. — Envoie son serment par écrit,  
p. 498.
- AUX - LALLY (M. Henri - Raymond d'Aux, marquis d'),  
gendre et successeur à la Pairie de M. Trophime Gérard, mar-  
quis de Lally-Tolendal. — Adresse ses titres à la Chambre  
p. 534. (*V. une réclamation du sieur Lally de la Neuville,*  
p. 489.) — Ces titres sont déclarés valables sur le rapport  
d'une commission de trois membres, p. 537. — Réception  
et serment du nouveau Pair, p. 783.
- AVARAY (M. le duc d'), prête serment, p. 49. *V. aussi* p. 50,  
*§ pénult.*

## B

- BARANTE (M. le baron de), propose de déclarer qu'il n'y a lieu à dé-  
libérer sur la proposition relative à l'exclusion des Pairs nom-  
més par le Roi Charles X, p. 35, § 1.<sup>er</sup>—S'explique au sujet de  
la rédaction du procès-verbal, p. 45, § 1.<sup>er</sup>—Prête serment,  
p. 49. — S'oppose à la lecture de lettres contenant des refus  
de serment motivés, p. 72, § *ult.* — Fait une proposition re-  
lative aux formes à suivre pour les propositions de loi faites  
par des Pairs, p. 86. *V. au mot Règlement intérieur, n.° 2.*—  
Son opinion sur une pétition relative à l'impôt des boissons,  
p. 210 à 212, — sur une proposition relative à l'application  
du jury aux délits de la presse, p. 409; *V. aussi* p. 444 à

446 et 448 § *ult.*; — sur la loi du 11 octobre 1830, relative au vote annuel du contingent de l'armée, p. 574, § *ult.*; — sur la loi du 17 octobre 1830, relative à un fonds de secours pour le commerce, p. 716 à 718. — S'explique au sujet de l'admission d'un Pair appelé à titre héréditaire, p. 465, § 1.<sup>er</sup> — Propose de donner connaissance au Roi de la formation de la Chambre en cour de justice, p. 530, § 2. — Prend la parole sur la loi qui modifie l'article 2 de la loi du 25 mars 1822, p. 630, § *ult.* — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur le projet de loi tendant à abroger la loi du 11 septembre 1807, p. 673 à 676 (I. n.° 52).

BARTHE (M.), *Ministre de l'instruction publique et des cultes*, présente à la Chambre un projet de loi relatif à l'instruction primaire, p. 1263 à 1271 (I. n.° 84); — le retire au nom du Gouvernement, p. 1405 et 1474. — S'explique au sujet d'une pétition relative à la liberté d'enseignement, p. 1821 à 1823, et p. 1824. — *Garde-des-sceaux* *Ministre de la justice*, présente à la Chambre la loi du 8 avril 1831 relative à la procédure pour les délits de la presse, p. 1968 à 1972 (I. n.° 113). — La loi du 10 avril 1831 sur les attroupemens, p. 2403 à 2406 (I. n.° 133, numéroté par erreur 123). — La loi du 8 avril 1831, rectificative de celle du 14 décembre 1830, sur le cautionnement des journaux, p. 2406 à 2408 (I. n.° 132). — S'explique au sujet du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2656 à 2663.

BARTHÉLEMY (M. François, marquis de), décédé le 3 avril 1830. — Hommage rendu à sa mémoire par M. le marquis de Marbois, p. 499 (I. n.° 37).

BARTHÉLEMY (Barthelemy-Antoine-François-Xavier Sauvaire-Barthelemy, marquis de), petit-neveu et successeur à la Pairie de M. François, marquis de Barthelemy. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 461. — Ils sont renvoyés à une commission de trois membres, p. 463. — Rapport de cette commission, *ibid.* — Observations du comte Dejean, p. 464; — du baron de Barante, p. 465. — La Chambre déclare valables les titres produits, p. 465. — Admission et serment du nouveau Pair, p. 497.

BASTARD (M. le comte de), demande que la Chambre s'en rapporte à la sagesse du Prince lieutenant-général, au sujet de l'exclusion des Pairs nommés par le Roi Charles X, p. 37,

- § 1.<sup>er</sup> — Propose de voter en masse sur les divers articles de l'acte du 7 août, p. 38, § 5. — Prête serment, p. 49. — S'explique sur l'ajournement d'une proposition relative à l'application du jury aux délits de la presse, p. 411, § 1.<sup>er</sup> — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1364. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 8 avril 1831, relative à la procédure à suivre contre les délits de la presse, p. 2185 à 2198 (I. n.° 128). V. aussi p. 2265 et 2266.
- BAUFFREMONT (M. le prince, duc de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Envoie son serment par écrit, p. 164.
- BEAUMONT (M. le duc de), prête serment, p. 117.
- BEAUMONT (M. le comte de). — Décédé le 4 février 1830. — Hommage rendu à sa mémoire par le comte de Montessquiou, p. 1192 à 1195 (I. n.° 80).
- BEKER (M. le comte), prête serment, p. 57. — Fait des rapports au nom du comité des pétitions, p. 1704, 1936, 2412.
- BELGIQUE (Communication relative à la). Voyez *Communications du Gouvernement*.
- BELLIARD (M. le comte), prête serment, p. 49. — Demande que l'adresse soit votée en comité secret, p. 60, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur des pétitions relatives à l'ouverture du nouveau canal des Pyrénées, p. 1284, § 4. — Réclame la priorité pour les amendemens proposés par la commission au projet de loi sur la garde nationale, p. 1507 et *ult.*
- BELLUNE (M. le maréchal duc de); s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 117. — Envoie son serment par écrit, p. 386.
- BERENGER (M. le comte de), prête serment, p. 49.
- BEURNONVILLE (M. le baron), envoie son serment par écrit, p. 523. — S'oppose à la clôture de la discussion sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2675.
- BIRON (M. le marquis de), prête serment, p. 141.
- BOISGELIN (M. le marquis de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Envoie son serment par écrit, p. 423; — le renouvelle de vive voix, 624.
- BOISSEL DE MONVILLE (M. le baron), prête serment, p. 49. — Prend part à la discussion sur l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 345, § 2; — sur une pétition relative à l'école polytechnique, p. 1793, § 2.

- BOISSONS.** — Loi du 17 octobre 1830 sur l'impôt des boissons, présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs, le 12 octobre 1830. — Adoptée le 15. — Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 12, p. 91). — Exposé des motifs, p. 616 (I. n.<sup>o</sup> 46). — Nomination d'une commission, p. 621. — Rapport par le comte Roy, p. 633 (I. n.<sup>o</sup> 48). — Discussion, p. 676. — Opinion du comte de Sussy, p. *ibid.* — Vote au scrutin, p. 679.
- BOISSY-D'ANGLAS** (M. le comte de), prête serment, p. 69. — Ses observations sur les formes à suivre pour le jugement des anciens ministres, p. 528, § 1.<sup>er</sup> — Fait au nom d'une commission spéciale un rapport sur quatorze projets de loi relatifs à des circonscriptions territoriales, p. 1981 à 1991 (I. n.<sup>o</sup> 115).
- BOISSY DU COUDRAY** (M. le marquis de), prête serment, p. 49.
- BORDESSOLLE** (M. le comte de), prête serment, p. 67. — S'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 163.
- BOUILLÉ** (M. le comte de), déclare se retirer de la Chambre, dans la séance du 7 août, p. 34. — *Un Pair*, &c.
- BOURKE** (M. le comte), prête serment, p. 67.
- BRANCAS** (M. le duc de), prête serment, p. 49.
- BRETEUIL** (M. le comte de), prête serment, p. 457. — Fait un rapport, au nom d'une commission spéciale, sur vingt projets de loi relatifs à des impositions extraordinaires et à des emprunts, p. 761 à 772 (I. n.<sup>o</sup> 56). — S'explique sur l'art. 2 du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2679.
- BRÉZÉ** (M. le marquis de), prête serment, p. 49. *V.* aussi p. 50, § *ult.* — Demande que l'adresse soit délibérée en comité secret, p. 58, § *pénult.* *V.* aussi p. 59, § 2. — Ses observations sur la loi du 11 septembre 1830, relative au rappel des bannis, p. 374; — sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1063, § *ult.*; — sur la loi du 13 décembre 1830, relative aux récompenses nationales, p. 1074; — sur une pétition relative à l'ordre de Saint-Louis, p. 1704; — sur la loi relative à l'organisation municipale, p. 1752 à 1754 et 1755, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative aux créanciers de l'ancienne liste civile, p. 1930, § *ult.*; 1931, § 2; 1932, § 1.<sup>er</sup>; — sur un projet d'arrêté relatif au droit d'interpeller les Ministres, p. 2271; — sur la loi électorale, du 19 avril

- 1831, p. 2277 à 2280; 2341, § 1.<sup>er</sup>, 2396, § *ult.* *V.* aussi, p. 2526; — sur une pétition relative à la liberté d'enseignement, p. 2416, § 2; — sur la loi du 18 avril 1831, au sujet des retenues sur les traitemens militaires, p. 2591, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'ordre du jour, dans la séance du 19 avril 1831, p. 2632, § 3; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2638.
- BRISSAC** (M. le duc de), prête serment, p. 67. — Prend part à la discussion sur la loi du serment, p. 187, § 1.<sup>er</sup> — Fait une observation relative à une pétition du sieur Morel, p. 1009, § 1.<sup>er</sup>
- BROGLIE** (M. le duc de), s'explique au sujet de la déclaration du 7 août 1830, p. 22, § *ult.* — Prête serment, p. 49. — Propose de voter une adresse en réponse au discours du Roi dans la séance du 9 août, p. 54, § 5. — Demande que cette adresse soit délibérée en public, p. 59, § 3. — Ses observations sur la loi relative à la suppression des conseillers auditeurs, p. 848, 853, § 1.<sup>er</sup>; 858, § *ult.*, et 861, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 912 à 916; — sur l'exercice de la contrainte par corps contre les Pairs, p. 988 à 990; *V.* aussi p. 993, § 3; 998, § *ult.*, et p. 1321, § *ult.*; — sur un incident qui s'élève au sujet d'un discours du marquis de Brézé dans la discussion de la loi des récompenses nationales, p. 1076, § 4; — sur un discours du duc de Fitz-James au sujet de la loi du 11 décembre 1830 qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1088; — sur la loi relative à la traite des Noirs, p. 1226, § 2; — sur le mode de délibération à suivre pour le projet de loi sur la garde nationale, p. 1500, § *ult.* — sur la loi relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1691, 1693, § 1.<sup>er</sup>; 1697, § 3; — sur la loi relative à l'organisation municipale, p. 1755, § 2; — sur la loi relative à la procédure en matière de presse, p. 2261, § *ult.*; 2264, § 1.<sup>er</sup>; — sur un projet d'arrêté relatif au droit d'interpeller les Ministres, p. 2272, § 1.<sup>er</sup>; 2273, § 1.<sup>er</sup>, et 2274, § 2; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2285 à 2287; — sur la loi relative à un crédit éventuel de cent millions, p. 2607, § *ult.*; 2614, § 1.<sup>er</sup> — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 941 à 979 (I. n.° 66); *V.* aussi p. 1027, 1047,

1052, 1056, 1057, 1060 et 1062; — un rapport sur un projet de loi tendant à l'abrogation de la loi du 11 septembre 1807, p. 1211 à 1217 (I. n.° 82); *V.* aussi p. 1241; — un rapport sur la loi du 4 mars 1831, relative aux cours d'assises et au jury, p. 1331 à 1363 (I. n.° 89). — Expose, au nom d'une commission spéciale chargée de rédiger un projet d'adresse au Roi, les motifs qui l'ont empêchée de s'occuper de ce travail, p. 1709 à 1723; *V.* aussi p. 1708, § 1.<sup>er</sup> — Fait un rapport sur un projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X et à sa famille, p. 2437 à 2449 (I. n.° 136); *V.* aussi p. 2677, §. *ult.* — Sur un projet de loi relatif au cumul, p. 2497 à 2505 (I. n.° 139) — Voir à l'article suivant ses discours et observations comme Ministre.

**BROGLIE** (M. le duc de), *Ministre de l'instruction publique et des cultes, président du conseil d'État.* — Présente en cette qualité à la Chambre l'exposé de la situation du Royaume, p. 387 à 400 (I. n.° 31); — la loi du 12 septembre 1830 relative au mode de pourvoir aux places vacantes dans la Chambre des Députés, p. 220 (I. n.° 18); — la loi du 11 octobre 1830, sur le vote annuel du contingent de l'armée, p. 466 (I. n.° 34). — Soutient la discussion de cette loi, p. 569 à 571. — Présente les lois du 30 mars 1831 sur des circonscriptions territoriales, p. 468 à 480 (I. n.° 35); — la loi du 29 novembre 1830 portant modification de l'article 2 de la loi du 25 mars 1822, p. 555 (I. n.° 39). — Soutient la discussion de cette loi, p. 628 à 630. — Défère à la Chambre une lettre du marquis de Rougé relative au serment, p. 82 à 84; *V.* aussi p. 85, § 2. — Répond à ce sujet à M. le duc de Fitz-James, p. 97. — S'explique au sujet de la loi du 31 août 1830 relative au serment, p. 172 à 177; 184, § *ult.*; 186, § 2 et 187, § 2; — au sujet de la proposition tendant à l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 345, § *ult.* — au sujet de la loi du 11 septembre 1830 relative au rappel des bannis, p. 375 et 378; — au sujet d'une proposition relative à l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques, p. 411 à 416; *V.* aussi p. 416, §. *ult.*; 418, § *ult.*; 447; — au sujet d'une lettre du comte Florian de Kergorlay, p. 518; — d'une pétition relative aux dépenses de la garde nationale, p. 543.

**BUDGET INTÉRIEUR.** — Commission nommée dans les bureaux pour l'examen de ce budget, p. 1388. *V.* les procès-verbaux des séances secrètes.

**BUDGET DE 1828.** — *Loi du 29 janvier 1831* relative au règlement définitif du budget de 1828. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 26 novembre 1830. — Adoptée le 30 décembre. — Sanctionnée et promulguée le 29 janvier 1831 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 19, p. 5). — Présentation, sans exposé de motifs, p. 865 et 866 (I. n.<sup>o</sup> 61). — Nomination d'une commission, p. 896. — Rapport par le comte Mollien, p. 1135 à 1145 (I. n.<sup>o</sup> 77). — Discussion, p. 1172. — Observations du comte Roy sur l'article 12, p. 1178 à 1180, 1181. — Réponse du comte d'Argout, Ministre de la marine, p. 1180 et 1182. — Observation du vicomte Dubouche sur l'article 16, p. 1184. — Vote au scrutin, p. 1185.

**BUREAU DE LA CHAMBRE.** — Sa formation provisoire, p. 6; — définitive, p. 8. — Un nouveau membre est élu en remplacement du maréchal Maison, chargé d'une mission du Gouvernement, p. 554 et 582.

**BUREAUX** (Formation et renouvellement des bureaux ainsi que du comité des pétitions). — Première formation, les 4 et 7 août 1830, p. 10 et 12 (I. n.<sup>o</sup> 1). — Premier renouvellement, le 18 septembre, p. 437 (I. n.<sup>o</sup> 33). — Deuxième renouvellement, le 6 novembre, p. 758 et 759 (I. n.<sup>o</sup> 54). — Troisième renouvellement, le 29 décembre, p. 1047 (I. n.<sup>o</sup> 78). — Quatrième renouvellement, le 11 février 1831, p. 1367 (I. n.<sup>o</sup> 91).

## C

**CADORE** (M. le duc de), prête serment, p. 49.

**CAISSE D'AMORTISSEMENT.** (Commission de surveillance de la). — Rapport annuel fait à la Chambre, au nom de cette commission, par M. le marquis d'Orvilliers, p. 480 à 488 (I. n.<sup>o</sup> 36). — Présentation de trois candidats pour la présidence triennale de la commission, p. 1365.

**CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.** — Discussions au sujet de cette caisse, p. 2114, 2449 à 2452, et 2465 à 2472.

- CALMON (M.), directeur général de l'enregistrement, commissaire du Roi. — S'explique au sujet de la loi du 8 septembre 1830, sur l'enregistrement des actes de prêt, p. 275.
- CARAMAN (M. le duc de), prête serment, p. 49.
- CASTELBAJAC (M. le vicomte de), demande que la discussion soit ouverte sur l'acte du 7 août 1830, p. 21, § 2. — Sa déclaration au sujet de la vacance du trône, p. 37, § *ult.*
- CASTELLANE (M. le marquis de), prête serment, p. 49. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1795.
- CASTRIES (M. le duc de), prête serment, p. 49.
- CATELLAN (M. le marquis de) prête serment, p. 67. (*lisez de Castellan au lieu de de Castellane*). — Fait une observation dans la discussion sur l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 345, § 1.<sup>er</sup> — S'oppose à la prise en considération d'une proposition tendant à la répression des crimes et délits commis dans les églises, p. 737, § *ult.*; et 739 § *ult.* — Ses observations au sujet de l'exercice de la contrainte par corps contre un Pair, p. 703. *V.* aussi, p. 1320, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2305, § 1.<sup>er</sup>; p. 2323, § *ult.*
- CHABRILLAN (M. le comte de), prête serment, p. 498.
- CHABROL (M. le comte de), prête serment, p. 68.
- CHAPTAL (M. le comte), prête serment, p. 49. — Est élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1366. — Ses observations sur un projet de règlement tendant à autoriser contre un Pair l'exercice de la contrainte par corps, p. 1318, § *ult.*
- CHARLES X. — PROJET DE LOI relatif à l'ex-Roi Charles X, et à sa famille. — Voté par la Chambre des Députés, sur la proposition de M. Baude, le 24 mars 1831. — Envoyé à la Chambre des Pairs, le 25. — Adopté le 19 avril moyennant amendemens. — Non converti en loi. — Message contenant envoi du projet de loi, p. 2132 (I. n.° 127). — Nomination d'une commission, p. 2179. — Observations de M. le vicomte Lainé sur sa désignation comme commissaire, p. 2255. — Rapport par le duc de Broglie, p. 2437 à 2449 (I. n.° 136). — Ajournement de la discussion, *V.* p. 2493, § *ult.*; et p. 2626; voir aussi l'observation du duc de Valmy, p. 2631, § *ult.*, et 2632. — Discussion, p. 2633 à 2681. — Observations du duc de Doudeauville, p. 2633 à 2635; — de M. C. Perrier, président du conseil des Ministres, p. 2635 à 2638; — du marquis de Brézé, p. 2638; — du

- duc de Plaisance, 2639 à 2641; — du duc de Noailles, p. 2641 à 2646; — du maréchal duc de Tarente, p. 2646; — du duc de Maille, 2647; — du comte Dejean, p. 2648; — du duc de Fitz-James, p. 2649 à 2656; — de M. Barthe, garde des sceaux, p. 2656 à 2663; — du vicomte Lainé, p. 2663 à 2669; — du comte d'Argout, ministre de la marine, p. 2669 à 2675; — du baron de Beurnonville, p. 2675; — du comte de Montalembert, p. 2676, § 2; — du comte de Sussy, p. 2676, § pénult.; — du marquis de Talaru, p. 2677, § pénult.; — du duc de Broglie, rapporteur, p. 2677, § ult.; — du comte de Sesmains, p. 2678, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Breteuil, p. 2679; — du marquis deRougé, p. 2680, § 1.<sup>er</sup>; — du comte d'Orglandes, p. 2680, § 3 et § ult.; — du comte Cholet, 2680, § 4; — du baron Séguier, *ibid.*, § 5. — Vote au scrutin, p. 2681.
- CHASSELOUP (M. le marquis de), prête serment, p. 49.
- CHATEAUBRIAND (M. le vicomte de). — Son opinion sur la déclaration du 7 août 1830. *V.* p. 22, § 1.<sup>er</sup>, et p. 23 à 33 (I. n.º 2). *V.* aussi p. 38, § 3.
- CHOISEUL (M. le duc de), demande qu'il n'y ait pas de discussion sur l'acte du 7 août 1830, p. 20, § ult. — S'abstient de voter sur la disposition relative à l'exclusion des Pairs nommés par le Roi Charles X, p. 40, § 1.<sup>er</sup>. — Prête serment, p. 49. — Fait divers rapports au nom de commissions spéciales; sur la loi du 30 août 1830, relative aux récompenses nationales, p. 145 à 150 (I. n.º 12); — sur la loi du 11 septembre 1830, abrogative des articles 3 et 7 de celle du 12 janvier 1816, p. 366 à 373 (I. n.º 30); — sur la loi du 10 avril 1831, relative aux attroupemens, p. 2430 à 2435 (I. n.º 135); — Ses observations sur une pétition du sieur Carmouche, p. 492; — sur l'admission du duc de Crussol, par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 927; — sur l'exercice de la contrainte par corps contre des Pairs de France, p. 987; — sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1061; — sur la loi qui affecte au Trésor le fonds commun de l'indemnité, p. 1151 à 1152; — sur les amendemens proposés par la commission, au projet de loi sur la garde nationale, p. 1502. *V.* aussi p. 1543, § ult.; — sur des pétitions relatives à la loi électorale, p. 1967, § 2; — sur un article de cette loi, p. 2387, § 1.<sup>er</sup>.
- CHOISEUL-GOUFFIER (M. le comte de), envoie son serment par écrit, p. 523.

- CHOLET (M. le comte), prête serment, p. 49. — Prend part à la discussion du projet de loi sur la garde nationale, p. 1558; — de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2292 à 2294; — du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2680, § 4.
- CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES. = Lois du 30 mars 1831 (au nombre de treize), tendant à rectifier les limites de plusieurs départemens ou arrondissemens. — Présentées à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Appor-tées à la Chambre des Pairs, le 23 septembre 1830. — Adoptées le 18 mars. — Sanctionnées et promulguées le 30 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, n.<sup>o</sup> 32, p. 141). — Exposé des motifs, p. 468 à 480 (I. n.<sup>o</sup> 35). — Nomination d'une commission, p. 499. — V. pour le retard apporté au rapport de cette commission, p. 761. — Rapport par le comte de Boissy-d'Anglas, p. 1981 à 1991 (I. n.<sup>o</sup> 115). — Délibération, p. 2012 à 2020. — Vote au scrutin, p. 2020.
- CLAPARÈDE (M. le comte), prête serment, p. 49.
- CLÉMENT DE RIS (M. le comte), prête serment, p. 49. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1273, 1280, 1363. — S'explique au sujet d'une pétition relative aux employés destitués depuis 1814, p. 2000, § 1.<sup>er</sup>
- CLERMONT-TONNERRE (M. le duc de), envoie son serment par écrit, 523; — le renouvelle de vive voix, p. 829.
- COIGNY (M. le duc de), prête serment, p. 141. — Son discours à cette occasion, *ibid.*
- COISLIN (M. le marquis de), prête serment, p. 220. — Demande qu'une proposition relative au jugement par jury soit ajournée, p. 410, § *ult.*
- COMITÉ SECRET. — Les adresses doivent-elles être discutées en comité secret? — V. p. 58 à 60; *solution négative.* — V. aussi p. 1707 et 1708.
- COMITÉ DES PÉTITIONS. — (Rapports faits au nom de ce comité). — Le 21 août 1830, par M. le comte de Sainte-Aulaire, p. 87 à 92 (I. n.<sup>o</sup> 6.). — Le 23, par M. le baron Séguier, p. 108. — Par M. le comte d'Argout, p. 109. — Par M. le marquis de Maleville, p. 110. — Par M. le comte d'Haubersart, p. 111. — Le 1.<sup>er</sup> septembre, par M. le marquis de Maleville, p. 203. — Par M. le comte d'Argout,

- p. 216. — Le 6 septembre, par M. le comte de Sainte-Aulaire, p. 278 à 286. — Le 23 septembre, par le comte de Germiny, p. 488. — Par le duc de Plaisance, p. 494. — Le 1.<sup>er</sup> octobre, par le comte de Germiny, p. 542. — Par le comte de Saint-Priest, p. 548. — Par le comte d'Argout, p. 549. — Le 16 octobre, par le comte d'Argout, p. 687. — Le 9 novembre, par le comte de Germiny, p. 775. — Par le comte de Saint-Priest, p. 780. — Le 4 décembre, par le duc de Crillon, p. 1006. — Par le comte de Sainte-Aulaire, p. 1008. — Le 7 décembre, par le comte de Sussy, p. 1019. — Par le comte d'Haubersart, p. 1022. — Le 20 janvier 1831, par le comte Clément-de-Ris, p. 1273. — Par le comte Cornudet, p. 1274. — Le 22, par le comte Clément-de-Ris, p. 1280. — Par le comte de Sainte-Aulaire, p. 1281. — Par le baron Mounier, p. 1282. — Par le comte de Tascher, p. 1286. — Par le comte Cornudet, *ibid.* — Par le comte Portalis, p. 1287. — Le 7 février, par le comte Clément-de-Ris, p. 1363. — Par le comte de Bastard, p. 1364. — Le 2 mars, par le comte de Tascher, p. 1703. — Par le comte Beker, p. 1704. — Le 4 mars, par le comte de Tascher, p. 1781 *et suiv.* — Par le marquis de Castellane, p. 1795. — Par le duc de Valentinois, p. 1797. — Le 8 mars, par le comte Abrial, p. 1812. — Par le duc de Valentinois, p. 1815. — Le 12 mars, par le duc de Valentinois, p. 1935. — Par le comte Beker, p. 1936. — Le 17 mars, par le comte Abrial, p. 1996. — Par le baron Mounier, p. 1998. — Le 19 mars, par le duc de Valentinois, p. 2044. — Le 5 avril, par le comte Beker, p. 2412. — Par le duc de Valentinois, p. 2413. — Par le comte Abrial, p. 2418. — Par le baron Mounier, p. 2419. — Le 19 avril, par le comte Abrial, p. 2630.
- COMMISSION DE TROIS MEMBRES désignés par la voie du sort, pour examiner les titres des Pairs qui se présentent à titre héréditaire. — Les Pairs âgés de moins de trente ans peuvent-ils faire partie de ces commissions? *Décision affirmative*, p. 144.
- COMMISSIONS SPÉCIALES (nommées par M. le Président, en vertu d'une délégation de la Chambre.) — De neuf membres, p. 1279. — De sept membres, p. 9 et 54; 82, 119, 120, 137, 262, 581, 704, 775, 1220, 1279, 1280, 1326, 1405, 1473, 1532, 1770, 1968, 1972, 1994, 2011, 11076, 279,

2410, 2411. — De cinq membres, p. 202, 223, 224, 498, 499, 580, 621, 622, 626, 796, 832, 896, 897, 1006, 1043, 1081, 1100, 1112, 1222, 1402, 1404, 1532, 1634, 1666, 1996, 2011, 2490, 2575. — Commission spéciale nommée dans les bureaux pour l'examen du budget intérieur, p. 1388.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT. — Une communication relative aux affaires étrangères est faite à la Chambre au nom du Gouvernement par le comte de Montalivet, Ministre de l'intérieur, p. 1459 à 1472 (I. n.º 99). — Le maréchal comte Jourdan propose de nommer une commission pour rédiger une adresse au sujet de cette communication, p. 1472, § 3. — Observations du vicomte Lainé, *ibid.*, § *ult.* — Nomination d'une commission, p. 1473. — Le marquis de Marbois demande que cette commission fasse son rapport en comité secret, p. 1707. — Observations de M. le Président, *ibid.*, § *ult.*; — du duc de Broglie, p. 1708, § 1.<sup>er</sup>; — du duc Decazes, *ibid.*, § 2. — Rapport du duc de Broglie, où sont exposés les motifs qui ont empêché la commission de rédiger un projet d'adresse, p. 1709 à 1723. — Discussion sur cet incident, p. 1723 *et suiv.* — Discours du vicomte Lainé, p. 1723; — du comte Sébastiani, Ministre des affaires étrangères, p. 1725 à 1727; — du comte Portalis, p. 1727; — du duc de Fitz-James, p. 1728 à 1730; — du comte d'Argout, p. 1730 à 1732; — du duc Decazes, p. 1732. — La Chambre décide qu'il ne sera pas rédigé d'adresse, p. 1733. — *V.* aussi au mot *Exposé de la situation du Royaume.*

COMPANS (M. le comte), prête serment, p. 49.

CONÉGLIANO (M. le maréchal duc de), prête serment, p. 68.

CONTADES (M. le comte de), prête serment, p. 68.

CONTRAINTÉ PAR CORPS CONTRE DES PAIRS DE FRANCE (exercice de la). — Rapport fait par le comte d'Argout sur des demandes tendant à l'exécution des jugemens portant contrainte par corps contre un Pair de France, p. 689 à 700. — Observations du marquis de Sémonville, p. 700 à 702; — du marquis de Catellan, p. 703. — Une commission spéciale est chargée d'examiner les questions relatives à l'exécution de l'article 29 de la Charte, p. 704. — Des pétitions de la dame Borelly et du sieur Drouinet sont renvoyées à la même commission, p. 775 et 776. — Rapport par M. le

comte Portalis, p. 872 à 881 (I. n.º 64). — Projet d'arrêté réglementaire présenté par la commission, p. 881 à 883. — Discussion, p. 983 *et suiv.* — Observations du comte de Montalembert, 984 à 987. *V.* aussi p. 988, § 1.<sup>er</sup> et 996, § 1.<sup>er</sup>; — du duc de Choiseul, p. 987; — du comte de Saint-Priest, p. 988, § 2; — du duc de Broglie, p. 988 à 990; *V.* aussi p. 993, § 3 et 998, § *ult.*; — du comte Portalis, rapporteur, p. 990 à 993; *V.* aussi p. 996, § *ult.* et p. 1000; — du baron Mounier, p. 993, § 4, et 995, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Tascher, p. 995, § 2; — du comte d'Argout, p. 996, § 2; — du comte Dejean, p. 997, § 5; *V.* aussi p. 999, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Pontécoulant, p. 999, § *ult.* — Vote définitif sur le projet d'arrêté, p. 1001. — Requêtes présentées à la Chambre en exécution de cet arrêté, p. 1217 et 1277. — *V. Dubouchage.*

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — *Loi du 26 mars 1831*, relative aux contributions personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 19 février 1831. — Adoptée le 12 mai. — Sanctionnée et promulguée le 26 mars (Bulletin des lois, ann. 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 27, p. 107). — Exposé des motifs, p. 1388 à 1400 (I. n.º 92). — Nomination d'une commission, p. 1404. — Rapport par le comte Roy, p. 1836 à 1855 (I. n.º 111). — Délibération, p. 1941 à 1960. — Vote au scrutin, p. 1960.

CORNET (M. le comte de), envoie son serment par écrit, p. 164; — le renouvelle de vive voix, p. 498. — S'explique au sujet des formes à suivre pour le jugement des anciens Ministres, p. 531, § *ult.* — au sujet de la loi qui modifie l'article 2 de la loi du 25 mars 1822, p. 631.

CORNUDET (M. le comte), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 58. — Prête serment, p. 117. — Son opinion sur l'admission du duc de Crussol, par suite du refus de serment de son père, p. 906 à 908. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1274 à 1286.

COUR DES PAIRS. — Sa formation pour le jugement du comte de Kergorlay. *V.* au mot *Kergorlay*. — M. le Président annonce que la Cour des Pairs sera convoquée pour le jugement des anciens Ministres absents, p. 2435. *V.* au mot *Ministres signataires des ordonnances du 25 juillet.*

**COURS D'ASSISES.** — *Loi du 4 mars 1831*, relative aux cours d'assises et au jury. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 20 janvier 1831. — Adoptée le 11 février, avec des amendemens. — Reportée à la Chambre des Députés. — Sanctionnée et promulguée le 4 mars (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 21, p. 31). — Exposé des motifs, p. 1245 à 1251 (I. n.<sup>o</sup> 83). — Nomination d'une commission, p. 1279. — Rapport par le duc de Broglie, p. 1331 à 1363 (I. n.<sup>o</sup> 89). — Discussion, p. 1371. — Observations du marquis de Mortemart et du comte Lemercier, p. 1372. — Vote au scrutin, p. 1376.

**COURTARVEL-PEZÉ** (M. le comte de), prête serment, p. 49.

**CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.** — *Loi du 5 janvier 1831*, relative à des crédits supplémentaires pour l'exercice 1830. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs, le 26 novembre 1830. — Adoptée, le 30 décembre. — Sanctionnée et promulguée, le 5 janvier 1831 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 18, p. 1). — Présentation, sans exposé des motifs, p. 866 (I. n.<sup>o</sup> 60). — Nomination d'une commission, p. 896. — Rapport par le comte Roy, p. 1122 à 1135 (I. n.<sup>o</sup> 76). — Discussion, p. 1168. — Observations du marquis de Marbois, p. 1169. *V.* aussi p. 1172, § 1.<sup>er</sup>; — du comte d'Argout, Ministre de la marine, p. 1171. — Vote au scrutin, 1172.

**CRILLON** (M. le duc de), prête serment, p. 117. — Son discours à cette occasion, p. 118. — Demande une explication au sujet de la loi sur le serment, p. 187, § 3. — Son opinion sur l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 209; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2527. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1006 à 1009.

**CRILLON** (M. le marquis de), prête serment, p. 49.

**CRIMES ET DÉLITS** commis dans les édifices ou sur les objets consacrés au culte. — Projet de loi proposé à la Chambre des Pairs par M. le vicomte Dubouchage. — Non adopté. — Annonce de la proposition, *V.* p. 298, § *ult.*, 337 à 339, 346, § 1.<sup>er</sup>. — Énoncé sommaire, p. 355. — Elle est ajournée sur la demande de son auteur, p. 401. — Est reproduite le 14 octobre 1830, p. 636. — *V.* pour l'examen des bu-

- reaux, p. 681 et 733.—Discussion sur l'opportunité de la proposition, p. 737.—Observations du marquis de Catellan, p. 737, §. *ult.*; 739, §. *ult.*;—du comte de Pontécoulant, p. 738;—du comte de Saint-Priest, p. 739, § 1.<sup>er</sup>;—du vicomte Dubouché, p. 740.—La Chambre décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de la proposition, p. 741.
- CRUSSOL - d'UZÈS** (M. Adrien-François-Emmanuel duc de), fils et successeur à la Pairie de M. Marie-François-Emmanuel duc d'Uzès, démissionnaire par refus de serment.—Adresse ses titres à la Chambre, p. 784.—Ils sont renvoyés à l'examen d'une commission précédemment nommée pour faire un rapport sur les questions relatives au refus du serment, p. 785.—Rapport de cette commission, p. 883 à 893 (I. n.° 65).—Discussion, p. 888 et suiv. *V.* au mot *Serment*.—Arrêté de la Chambre qui déclare le duc de Crussol admissible au lieu et place de M. le duc d'Uzès, p. 941.—Ses titres sont renvoyés à une commission de trois membres, p. 981 et 982.—Ils sont déclarés valables sur le rapport de cette commission, p. 983.—Information, p. 983 et 1012.—Réception et serment du nouveau Pair, p. 1037.
- CULTE ISRAËLITE.**—*LOI du 8 février 1831* qui attribue un traitement aux ministres du culte israélite.—Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement.—Apportée à la Chambre des Pairs le 8 janvier 1831.—Adoptée le 1.<sup>er</sup> février.—Sanctionnée et promulguée le 8 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 20, p. 29).—Exposé des motifs, p. 1187 à 1192 (I. n.° 79).—Nomination d'une commission, p. 1226.—Rapport par le comte Portalis, p. 1302 à 1317 (I. n.° 88).—Discussion, p. 1326.—Observations du vice-amiral comte Verhuell, p. 1326;—du comte Portalis, rapporteur, p. 1327;—du comte Molé, p. 1328.—Vote au scrutin, p. 1328.
- CUMUL.**—*PROJET DE LOI* relatif au cumul.—Adopté par la Chambre des Députés, sur la proposition de M. de Cormenin.—Apporté à la Chambre des Pairs, le 22 mars 1831.—Non discuté.—Envoi du projet de loi par un message, p. 2075 (I. n.° 124).—Nomination d'une commission, p. 2076.—Rapport par le duc de Broglie, p. 2497 à 2505 (I. n.° 139).

## D

- DALBERG (M. le duc de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 117. — Prête serment, p. 166.
- DALMATIE (M. le maréchal duc de).— Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 13 août 1830, p. 164. — Est admis à prêter serment sur la lecture de cette ordonnance, p. 165. *V. l'article suivant.*
- DALMATIE (M. le maréchal duc de), *Ministre de la guerre.*— Présente à la Chambre la loi du 11 décembre 1830, qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1038 à 1043 (I. n.° 70); — la loi du 9 mars relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1451 à 1454 (I. n.° 95). — Soutient la discussion de cette loi, p. 1692, § *ult.*; 1694, § *ult.*; 1696, § 1.<sup>er</sup>; 1697, § 2; 1699, § *ult.* — Présente la loi du 15 mars 1831, relative à l'ouverture d'un crédit de deux millions, pour pensions militaires, p. 1740 à 1743 (I. n.° 106); — la loi du 30 mars 1831, relative à l'occupation des terrains nécessaires aux fortifications, p. 2003 à 2006 (I. n.° 118); — la loi du 11 avril 1831, relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2007 à 2010 (I. n.° 119). — En soutient la discussion, p. 2139 à 2141, 2141, § 2; 2145, § 1.<sup>er</sup>; 2147, 2153, § 2; 2164, 2171, 2173, § 2 et *ult.*; 2175, § 2. — S'explique au sujet de la loi relative à la garde nationale, p. 1593, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet de reproches adressés au ministre dans la discussion du projet de loi sur l'organisation municipale, p. 1746. — Répond à une interpellation du comte de Vogüé au sujet des événemens qui se sont passés à Nîmes, p. 2120 à 2122. — S'explique au sujet de la retenue sur les traitemens militaires ordonnée par la loi du 18 avril 1831, p. 2593.
- DAMAS-CRUX (M. le duc de), s'abstient de prêter serment, p. 220.
- DAMBRAY (M. le vicomte), s'abstient de prêter serment, p. 54.
- DAMPIERRE (M. le marquis de), prête serment, p. 195.
- DAVOUS (M. le comte), prête serment, p. 49.
- DECAZES (M. le duc), s'abstient de délibérer sur la disposition relative à l'exclusion d'une partie des Pairs, p. 39, § *ult.* — Prête serment, p. 68. — Son opinion sur la loi

## DES MATIÈRES.

du 31 août 1830, relative au serment des fonctionnaires publics, p. 178 à 181. — Sur la loi du 11 septembre 1830 relative au rappel des bannis, p. 379 à 382. — Fait des rapports au nom de commissions spéciales : — Sur la loi du 11 septembre 1830, relative à la publication des listes électorales en 1830, p. 315 à 326 (I. n.º 27). — Sur la loi du 12 du même mois, relative au mode de pourvoir provisoirement aux élections à la Chambre des Députés, p. 326 à 333 (I. n.º 28). — Sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2199 à 2253 (I. n.º 130). — Prend part à la discussion de cette loi, p. 2283 à 2285, 2287, 2289, 2298, § *ult.*; 2302, 2305, 2306, 2310, 2315, 2322, 2326, 2328, 2330, 2331, 2347, 2349, 2352, 2354, 2356, 2357, 2361, 2363, 2365, 2376, 2383, 2386, 2388, 2389, 2392, 2394, 2396, 2400. — S'explique au sujet des amendemens apportés à la même loi par la Chambre des Députés, p. 2525, 2529, 2530, 2532, 2537, 2540, 2548, 2555, 2556, 2557, 2560, 2561, 2562, 2564, 2565 et 2567. — Fait diverses observations sur une pétition relative à l'impôt des boissons, p. 208 à 210 et 212; — sur une proposition relative au jugement des délits de la presse, p. 419, § 1.<sup>er</sup>; 442 à 444, 452, § *ult.*; 453; — sur les formes à suivre pour le jugement des anciens Ministres, p. 532, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à la suppression des conseillers auditeurs, p. 854 à 856; — sur l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 921 à 925; — sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1032, 1055 et 1063, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à la garde nationale, p. 1528, § *ult.*; 1557, § 1.<sup>er</sup>; 1560, § 2; 1566, § 2; 1567, § *ult.*; 1580. *V.* aussi p. 1859 et 1908, § 1.<sup>er</sup>. — Combat une motion tendant à ce que la Chambre se forme en comité secret pour délibérer sur un projet d'adresse, p. 1708, § 2. — S'explique au sujet de la conduite du Gouvernement dans les affaires intérieures et extérieures, p. 1732; — au sujet de la loi sur l'organisation municipale, p. 1747, § *ult.*; 1749, § 2; 1758, § 2; — de la loi relative à la procédure en matière de presse, p. 2263, § 1.<sup>er</sup>; 2265, § *ult.*. — Annonce qu'il déposera sur le bureau une proposition sur l'organisation municipale et départementale, p. 333. — Demande une explication au ministère au sujet des affaires d'Italie, p. 2494. *V.* aussi 2497, § 1.<sup>er</sup>.

**DÉCLARATION DES CHAMBRES** du 7 août 1830. — Message de la Chambre des Députés contenant envoi de la déclaration de cette Chambre, p. 12 à 19. — Ouverture immédiate de la discussion, p. 20. — Discours du vicomte de Châteaubriand, p. 23 à 33 (I. n.º 2); — du comte d'Andlau, p. 33 (I. n.º 3). — Observations du comte de Bouillé, p. 34, § 1.<sup>er</sup>; — du baron de Grosbois, *ibid.*, § 3; — du comte d'Imécourt, *ibid.*, § pénult.; — du baron de Barrante, p. 35, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Vérac, *ibid.*, § 2; — du comte de Pontécoulant, p. 35 à 37; — du comte de Bastard, p. 37, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Tascher, *ibid.*, § pénult.; — du vicomte de Castelbajac, § ult.; — du comte de Rougé, p. 38, § 1.<sup>er</sup>; — du duc Decazes, p. 39, § ult. — Vote de la Chambre, p. 40 et 41. — Une grande députation est chargée de porter au Roi la déclaration de la Chambre des Pairs, p. 41. — *V.* au mot *Séance royale* du 9 août 1830.

**DECROIX** (M. le marquis), prête serment, p. 58.

**DEJEAN** (M. le comte), prête serment, p. 49. — Fait une observation sur l'admission d'un Pair, p. 464, § 1.<sup>er</sup> — Fait une proposition relative aux questions qui peuvent naître du refus de serment fait par divers membres de la Chambre. *V. Serment.* — S'explique au sujet de cette proposition, p. 929. — Demande une explication relative au projet d'arrêté relatif à l'exercice de la contrainte par corps contre les Pairs de France, 997, § 5. *V.* aussi p. 999, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations sur une pétition relative aux légionnaires, p. 1020, § ult.; — sur une autre pétition concernant les ordres étrangers, p. 1285, § 3; — sur la loi relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1692, § 2; — sur la loi relative à l'organisation municipale, p. 1762; — sur la loi relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2154, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2340, 2349, § 4; 2369, § 1.<sup>er</sup>; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2648. — Demande qu'il soit voté séparément sur divers projets de loi, p. 1740, § 1.<sup>er</sup>

**DÉLITS DE LA PRESSE.** — *Loi du 8 avril 1831* relative à la procédure à suivre pour les délits de la presse. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs, le 16 mars 1831. — Adop-

ée le 29, moyennant amendemens. — Reportée à la Chambre des Députés. — Sanctionnée et promulguée le 8 avril (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 33, p. 151). — Exposé des motifs, p. 1968 à 1972 (I. n.<sup>o</sup> 113). — Nomination d'une commission, p. 1972. — Rapport par le comte de Bastard, p. 2185 à 2198 (I. n.<sup>o</sup> 128). — Discussion, p. 2259 à 2270. — Dans cette discussion sont entendus; — le comte de Montalembert, p. 2259, 2261, § 1.<sup>er</sup>; 2263, § *ult.*; — le comte Portalis, p. 2260, 2262, § 2; 2264, § *ult.*, — le duc de Broglie, p. 2261, § *ult.*; 2264, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Fitz-James, p. 2262, § 1.<sup>er</sup>; 2264, § 3; — le duc Decazes, p. 2263, § 1.<sup>er</sup>; 2265, § *ult.*; — le baron Séguier, p. 2264, § 2; — le comte de Bastard, rapporteur, p. 2265, 2266. — Vote au scrutin, p. 2270.

DÉLITS POLITIQUES. — LOI du 29 novembre 1830 portant modification de l'article 2 de la loi du 25 mars 1822. — Présentée à la Chambre des Pairs, le 5 octobre 1830, — Adoptée le 14. — Sanctionnée et promulguée le 29 novembre (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 13, p. 95). — Exposé des motifs, p. 555 (I. n.<sup>o</sup> 39). — Nomination d'une commission, p. 579. — Rapport par le marquis de Maleville, p. 594 à 599 (I. n.<sup>o</sup> 42). — Discussion, p. 626. — Observations du comte de Pontécoulant, p. 627; — du duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, p. 628 à 630; — du marquis de Maleville, p. 630, § 1.<sup>er</sup>; — du baron de Barante, *ibid.*, § 2; — du comte de Cornet, p. 631. — Vote au scrutin, p. 632.

DÉPUTATION (Grande). — Chargée de porter au Prince lieutenant-général, la déclaration du 7 août 1830, p. 41. — De présenter au Roi l'adresse votée par la Chambre le 11 août, p. 66. — De complimenter Sa Majesté à l'occasion du nouvel an, p. 1167.

DESTUTT DE TRACY (M. le comte), prête serment, p. 58.

DIAMANS DE LA COURONNE. — Le procès-verbal constatant la remise de ces diamans est adressé à la Chambre, p. 734.

DISCOURS du Prince lieutenant-général du Royaume dans la séance du 3 août 1830, p. 2 à 4. — Sa déclaration en acceptant la Couronne dans la séance du 9 août, p. 46 et

- 47.—Discours du Roi dans la séance de prorogation des Chambres, p. 2684 à 2688.
- DODE (M. le vicomte), envoie son serment par écrit, p. 386.
- DOUDEAUVILLE (M. le duc de), prête serment, p. 385. — Propose de consigner au procès-verbal l'expression de la reconnaissance de la Chambre envers la Garde nationale, pour sa conduite dans le procès des anciens Ministres, p. 1164.—Ses observations sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X et à sa famille, p. 2633 à 2635.
- DOUZIÈMES PROVISOIRES. — *Loi du 12 décembre 1830* qui autorise la perception provisoire des quatre premiers douzièmes des impôts de 1831, sauf modifications à l'impôt des boissons.—Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 10 décembre 1830.—Adoptée le 10.—Sanctionnée et promulguée le 12 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 15, p. 114). — Exposé sommaire des motifs, p. 1080 (I. n.<sup>o</sup> 72). — Nomination d'une commission, p. 1081. — Rapport immédiat par le comte Mollien, p. 1093. — Explication donnée par le Ministre des finances, p. 1094.—Délibération et vote au scrutin, p. 1094 et 1096.
- DUBOUCHAGE (M. le vicomte), prête serment, p. 93. — Son opinion sur la loi du 31 août 1830, relative au serment des fonctionnaires publics, p. 166 à 172; — sur la loi du 11 septembre 1830 relative au rappel des bannis, p. 376, *V.* aussi p. 382, § 1.<sup>er</sup>; — sur une proposition relative à l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques, p. 401 à 406, 441 à 446, § *ult.*; 450, § *ult.*; — sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1059, § *ult.*, p. 1060, § *ult.*, p. 1063, § 2; — sur la loi qui affecte au Trésor le fonds commun de l'indemnité, p. 1155 à 1158; — sur l'article 16 de la loi de finances, du 29 janvier 1831, relatif à la révision des pensions accordées en vertu de la loi du 11 septembre 1807, p. 1184. — Prend la parole au sujet d'une proposition tendant à l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 298, § *ult.*; p. 337 à 339. *V.* aussi p. 346, § 1.<sup>er</sup> — Fait une proposition de loi tendant à conserver de cette loi les dispositions relatives aux crimes et délits ordinaires commis dans les édifices consacrés au culte, p. 355.—Demande l'ajournement de cette proposition,

- p. 401.—La reproduit, p. 636. *V. Crimes et délits commis dans les édifices consacrés au culte.* — Ses observations sur un projet d'arrêté relatif aux propositions de loi faites par des Pairs, p. 306, § 1.<sup>er</sup>; p. 313, § ult.; p. 314, § 2.—Compte rendu à la Chambre d'une requête tendant à l'exercice de la contrainte par corps contre ce Pair, p. 1217 à 1220. — Commission nommée pour l'examen de cette requête, p. 1220. *V.* aussi p. 1222 et 1272. — Une nouvelle requête est renvoyée à la même commission, p. 1277. — Rapport fait sur ces requêtes par M. le comte de Ségur, p. 1289 à 1297 (I. n.<sup>o</sup> 86). — Discussion, p. 1318. — Observations du marquis de Saint-Simon, p. 1318, § 5; — du comte Chaptal, *ibid.*, § ult.; — du comte de Montalembert, p. 1319; — du marquis de Catellan, p. 1320, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Pontécoulant, p. 1320, § ult.; — du duc de Broglie, p. 1321 à 1323; — du comte Molé, p. 1323, § 2. — Arrêté de la Chambre, p. 1323. — Vote au scrutin, p. 1324.
- DUBRETON (M. le baron), prête serment, p. 149.
- DUCAÏLA (M. le comte), prête serment; p. 93.
- DUPERRÉ (M. l'amiral baron). — Nommé Pair de France par ordonnance du Roi du 13 août 1830, p. 164. — Est admis à prêter serment, et à prendre séance, p. 760. — Ses observations sur la loi relative à la traite des Noirs, p. 1231, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi électorale, p. 2331, § 3. *V.* aussi p. 2569, § 1.<sup>er</sup> — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 30 mars 1831 relative aux pensions des marins réformés de 1814 à 1817, p. 2023 à 2031 (I. n.<sup>o</sup> 120). *V.* aussi p. 2114, § 4; — sur la loi du 18 avril 1831 relative aux pensions de l'armée de mer, p. 2423 à 2429 (I. n.<sup>o</sup> 134).
- DUPONT DE L'EURE (M.), *Garde des sceaux Ministre de la justice.* — Présente à la Chambre la loi du 11 septembre 1830, portant abrogation des articles 3 et 7 de celle du 12 janvier 1816, p. 259 à 261 (I. n.<sup>o</sup> 22); — la loi du 10 septembre 1830, sur la suppression des juges-auditeurs, p. 682 à 687 (I. n.<sup>o</sup> 53).
- DURAS (M. le duc de), prête serment, p. 49. *V.* aussi p. 51, § 1.<sup>er</sup>
- DURFORT (M. le comte de), prête serment, p. 49. *V.* aussi p. 51, § 2.

## E

ÉCOLE POLYTECHNIQUE.—Pétition relative à cette école. V. à l'article *Pétitions individuelles*, au mot *Escalier*.

ECQUEVILLY (M. Armand-François Hennequin, marquis d').

—S'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69.

—Décédé le 19 septembre 1830.

ECQUEVILLY (M. Amable-Charles Hennequin, marquis d'),  
neveu et successeur à la Pairie de M. Armand-François  
Hennequin, marquis d'Ecquevilly.—Adresse ses titres à la  
Chambre, p. 735.—Ils sont renvoyés à l'examen d'une com-  
mission spéciale, p. 736.—Rapport détaillé par le comte  
d'Haubersart, p. 801 à 814 (I. n.º 59).

## ELECTIONS.

1. = Loi du 11 septembre 1830 relative à la publica-  
tion des listes électorales et du jury, en 1830. — Présentée à  
la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée  
à la Chambre des Pairs, le 1.<sup>er</sup> septembre 1830.—Adoptée le  
9. — Sanctionnée et promulguée le 11 (Bulletin des lois,  
année 1830, second semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 7, p. 71). =  
Exposé des motifs, p. 198 (I. n.º 16). — Nomination d'une  
commission, p. 222 et 223. — Rapport par M. le duc De-  
cazes, p. 315 à 326 (I. n.º 27). — Délibération, p. 349. —  
Vote, p. 350.

2. = Loi du 12 septembre 1830 relative à la réélection  
des Députés promus à des fonctions publiques salariées. —  
Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement.  
—Apportée à la Chambre des Pairs, le 1.<sup>er</sup> septembre 1830.  
— Adoptée le 9 septembre. — Sanctionnée et promulguée le  
12 (Bulletin des lois, année 1830, second semestre, 1.<sup>re</sup> par-  
tie, n.º 8, p. 75). = Exposé des motifs, p. 199 (I. n.º 17).  
— Nomination d'une commission, p. 222 et 224. — Rapport  
par le baron Portal, p. 263 à 265 (I. n.º 23). — Discus-  
sion, p. 347. — Observations du marquis de Mortemart,  
p. 348. — Vote au scrutin, p. 349.

3. = Loi du même jour relative au mode de pourvoir  
aux élections actuellement vacantes. — Présentée à la  
Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à  
la Chambre des Pairs, le 3 septembre 1830. — Adoptée le

9. — Sanctionnée et promulguée le 12 (Bulletin des lois, année 1830, second semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 8, p. 76). — Exposé des motifs, p. 220 à 222 (I. n.<sup>o</sup> 18). — Renvoi à une commission précédemment nommée pour un projet de loi sur les élections, p. 261. — Rapport par le duc Decazes, p. 326 à 333 (I. n.<sup>o</sup> 28). — Délibération, p. 350. — Observations du marquis de Louvois, p. 351; — du comte de Noé, p. 352. — Vote au scrutin, 354.

4. — LOI ÉLECTORALE du 19 avril 1831. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 16 mars 1831. — Adoptée avec amendemens le 31. — Reportée à la Chambre des Députés le 6 avril 1831. — Adoptée le 12 avril. — Rapportée à la Chambre des Pairs le 14 avril. — Adoptée le 15. — Sanctionnée et promulguée le 19 (Bulletin des lois, année 1831, premier semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 37, p. 177). — 1.<sup>re</sup> PRÉSENTATION. — Exposé des motifs, p. 1961 à 1965 (I. n.<sup>o</sup> 112). — Le comte de Montalembert demande qu'il soit fait rapport des pétitions relatives à ce projet de loi, p. 1966, § 3. V. aussi, p. 1967, § 1.<sup>er</sup> — Observations du duc de Choiseul, p. 1967, § 2; — du baron Mounier, *ibid.*, § 3. — Nomination d'une commission, p. 1968. — Rapport par le duc Decazes, p. 2199 à 2253 (I. n.<sup>o</sup> 130). — Discussion, p. 2277 à 2402. — Dans cette discussion sont entendus: — *Sur l'ensemble du projet*, le marquis de Brézé, p. 2277 à 2280; — le comte de Sesmaisons, p. 2280 à 2282. — *Sur l'Art. 1.<sup>er</sup>*, le rapporteur, p. 2283 à 2285-2287; — le comte Roy, p. 2285, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Broglie, p. 2285 à 2287. — *Sur l'Art. 2*, le maréchal comte Jourdan, p. 2288; — le rapporteur, p. 2289-2298, § ult.; — le comte de Montalembert, p. 2290, § 1.<sup>er</sup>; et 2292, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Montebello, p. 2290, § ult.; le comte Cholet, p. 2292 à 2294; — le duc de Fitz-James, p. 2294; — le baron Mounier, p. 2295 à 2297; — le maréchal duc de Tarante, 2297, § ult.; — le comte de Sesmaisons, p. 2298 § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'Art. 10*, le rapporteur, p. 2302. — *Sur l'Art. 12*, le marquis de Catellan et le rapporteur, p. 2305. — *Sur l'Art. 13*, le rapporteur, p. 2306. — *Sur l'Art. 15*, le rapporteur, p. 2310. — *Sur l'Art. 25*, le rapporteur, 2315; — *Sur l'Art. 35*, le marquis de Maleville, p. 2320 à 2322 et 2323, § 1.<sup>er</sup>; — le rapporteur, p. 2322; — le marquis de Catellan, p. 2323, § ult. — *Sur l'Art. 40*, le rapporteur, p. 2326. V. aussi p. 2402,

§ 1.<sup>er</sup>—*Sur l'Art. 44*, le comte Portalis, p. 23 28, § 1.<sup>er</sup>, et 2329, § 1.<sup>er</sup>; — le rapporteur, p. 2328, § *ult.*; 2330, § 1.<sup>er</sup>, 2331, § 2 et 4; — le baron Mounier, p. 2329, § 2; — divers opinans, p. 2330 et 2331.—*Sur l'Art. 66*, le comte Dejean, p. 2340; — le marquis de Brézé, p. 2341, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Ambrugeac, p. 341, § *ult.*; — le baron Mounier, p. 2342.—*Sur l'Art. 78*, le rapporteur, p. 2347.—*Sur l'Art. 79*, le comte Dejean et le rapporteur, p. 2349, § 4 et 5.—*Sur l'Art. 80*, divers opinans, p. 2350; — le baron Mounier, p. 2351, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Argout, Ministre du commerce, p. 2350, § *ult.*; 2351, § *ult.*; 2352, § 4; — le rapporteur, p. 2352.—*Sur les Circonscriptions territoriales*, savoir:—*Département des Hautes-Alpes*, le comte de Montalembert et le rapporteur, p. 2354 à 2356.—*Département de l'Aube*, le rapporteur, 2357 à 2358.—*Département de la Dordogne*, le marquis de Maleville, p. 2366, § 1.<sup>er</sup>—*Département de la Haute-Garonne*, le comte Dejean, p. 2369, § 1.<sup>er</sup>—*Département de la Manche*, le rapporteur, p. 2376; — le duc de Plaisance, p. 2377.—*Département de l'Orne*, le rapporteur et le comte de Ségur, p. 2383; — le comte de Tascher, p. 2384.—*Département du Pas-de-Calais*, le duc de Choiseul, p. 2387, § 1.<sup>er</sup>—*Département du Bas-Rhin*, le rapporteur, p. 2389; — le marquis de Jaucourt, p. 2390.—*Département de la Seine-Inférieure*, le rapporteur, le marquis de Mortemart et le marquis de Brézé, p. 2396.—*Département de Seine-et-Marne*, le marquis d'Orvilliers, p. 2397.—Vote au scrutin, p. 2402.—2.<sup>e</sup> PRÉSENTATION, p. 2490 à 2493 (I. n.<sup>o</sup> 138). — Renvoi à la commission précédemment nommée, p. 2493. — Explications données par le rapporteur sur le travail de la commission, p. 2525. — Discussion, p. 2525 à 2570. — Observations du marquis de Brézé, p. 2526; — du duc de Crillon, p. 2527; — du duc de Valentinois, p. 2529, § *ult.*; — du duc Decazes, rapporteur, p. 2529, 2530, 2532, 2537, 2540, 2548, 2555, 2556, 2557, 2560, 2561, 2562, 2564, 2565, 2567; — du comte Lemercier, p. 2568; — de l'amiral baron Duperré, p. 2569, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Maleville, *ibid.*, § *ult.*—Vote au scrutin, p. 2571.

EMMERY (M. le comte), prête serment, p. 220.

EMPRUNTS. 1. — LOI du 20 mars 1831 relative à un emprunt de 15 millions pour Paris. — Présentée à la Chambre des Dé-

putés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 23 février 1831. — Adoptée le 1.<sup>er</sup> mars. — Sanctionnée et promulguée le 20 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 27, p. 107). — Exposé des motifs, p. 1457 (I. n.<sup>o</sup> 98). — Nomination d'une commission, p. 1531 et 1532. — Rapport par le comte de Germiny, p. 1833 à 1836 (I. n.<sup>o</sup> 110). — Délibération, p. 1938. — Vote au scrutin, p. 1940.

2. = *Loi du 31 mars 1831* relative à un emprunt de 840,000 fr., pour travaux aux quais et au port de Rouen. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 22 mars 1831. — Adoptée le 29. — Sanctionnée et promulguée le 31 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 100, p. 148). — Exposé des motifs, p. 2047 à 2049 (I. n.<sup>o</sup> 123). — Renvoi à une commission précédemment nommée, p. 2049. — Rapport par le marquis de Mortemart, p. 2180 à 2185 (I. n.<sup>o</sup> 129). — Délibération, p. 2256. — Observations du marquis de Marbois, p. 2258. — Vote au scrutin, *ibid.*

## ENREGISTREMENT.

= *Loi du 8 septembre 1830* relative au droit d'enregistrement des actes de prêt sur dépôt, etc. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 31 août 1830. — Adoptée le 6 septembre. — Sanctionnée et promulguée le 8 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 8, p. 75). — Exposé des motifs, p. 192 (I. n.<sup>o</sup> 14). — Nomination d'une commission, p. 202. — Rapport par le comte d'Haubersart, p. 225 à 229 (I. n.<sup>o</sup> 19). — Discussion, p. 273. — Observations du comte Roy, p. 273. — Réponse du commissaire du Roi (M. Calmon), p. 275 à 277. — Vote au scrutin, p. 277.

EXCUSES DE DIFFÉRENS PAIRS empêchés de se rendre à la Chambre, p. 8, 11, 12, 58, 68 et 69.

EXPLICATIONS DE FAITS. — La parole peut-elle être accordée à un Pair pour demander des explications aux Ministres sur un objet qui n'est pas à l'ordre du jour? *V.* p. 1370 et 1371. — La parole est refusée à un Pair pour une semblable demande, *ibid.* — Discussion sur le droit des Pairs à ce sujet, p. 1379 *et suiv.* — Observations du comte de

- Tascher, p. 1379 et 1383, § *ult.*; — de M. le Président, p. 1380, 1383 et 1384; — du vicomte Lainé, p. 1382; — du baron Mounier, p. 1385; — du comte de Montalembert, p. 1386, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Portal, p. 1386, § *ult.*; — du comte Portalis, p. 1387. — Proposition relative au même objet, *V.* au mot *Règlement intérieur*, n.° 3. — Le comte de Vogüé demande et obtient la parole pour demander aux Ministres des explications au sujet d'événemens arrivés à Nîmes, *V.* p. 2111 et 2119. — Explications données par le Ministre de la guerre, p. 2121. — Le duc Decazes obtient la parole pour demander une explication du ministère au sujet de l'Italie, p. 2494. — Explications données par M. Casimir Périer, président du Conseil, p. 2495 à 2497. *V.* au mot *Communications du Gouvernement*, d'autres exemples de discussions incidentes sur les affaires publiques.
- EXPOSÉ DE LA SITUATION DU ROYAUME. — Présenté à la Chambre des Pairs par le duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, le 16 septembre 1830, p. 387 à 400. (I. n.° 31). *V.* aussi au mot *Communications du Gouvernement*.
- EXPOSÉ DES MOTIFS. — Projets de lois présentés à la Chambre sans exposés de motifs. *V.* p. 1080, 1633, 1993.

## F

- FABRE DE L'AUDE (M. le comte), prête serment, p. 49. — Ses observations sur la loi du 25 mars 1831, relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2060. *V.* aussi p. 2069, § 2.
- FELTRE (M. le duc de), prête serment, p. 521.
- FINANCES.
1. — LOI du 8 septembre 1830 relative à l'ouverture d'un crédit de cinq millions. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 1.<sup>er</sup> septembre 1830. — Adoptée le 7. — Sanctionnée et promulguée le 8 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 7, p. 70). — Exposé des motifs, p. 197 (I. n.° 15). — Nomination d'une commission, p. 222 et 223. — Rapport par le vicomte d'Houdetot, p. 299 à 301 (I. n.° 26). — Discussion immédiate, p. 301. — Vote, p. 302.

2. — *Lor du 25 mars 1831*, qui autorise la création de deux cents millions d'obligations du Trésor, et la vente de bois de l'État, jusqu'à concurrence d'un revenu de quatre millions. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 17 mars 1831. — Adoptée le 22. — Sanctionnée et promulguée le 25 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 28, p. 113). — Présentation du projet de loi, p. 1993 (I. n.<sup>o</sup> 116). — Nomination d'une commission, p. 1994. — Rapport par le comte Roy, p. 2032 à 2044 (I. n.<sup>o</sup> 121). — Discussion, p. 2049 *et suiv.* — Discours de M. Casimir Périer, président du Conseil des Ministres, p. 2050 à 2058 (I. n.<sup>o</sup> 122). — Observations du comte de Montalembert, p. 2059; — du comte Fabre de l'Aude, p. 2060. *V.* aussi p. 2069, § 2; — du marquis de Pange, p. 2061 et 2067, § 1.<sup>er</sup>, *V.* aussi p. 2069, § 4; — du comte d'Argout, Ministre du commerce, p. 2062 et 2066; — du comte Roy, rapporteur, p. 2063 et 2074, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Rougé, p. 2065. *V.* aussi p. 2068, § *ult.*; — du comte de Sesmaisons, p. 2073, § *ult.* — Vote au scrutin, p. 2074.

3. — *Loi du 18 avril 1831* relative à l'ouverture de nouveaux crédits, et à l'emploi de ressources extraordinaires pour 1831. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 14 avril 1831. — Adoptée le 16. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 38, p. 221). — Exposé des motifs, p. 2483 à 2489 (I. n.<sup>o</sup> 137). — Nomination d'une commission, p. 2490. — Rapport par le comte Roy, p. 2509 à 2524 (I. n.<sup>o</sup> 141). — Discussion, p. 2580 à 2599. — Observations du vicomte Lainé, p. 2581 à 2583; — du maréchal comte Jourdan, p. 2588, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Montalembert, p. 2588, § *ult.* *V.* aussi p. 2594, § *ult.*; — du maréchal duc de Tarente, p. 2590. *V.* aussi p. 2595, § 2; — du marquis de Bréze, p. 2591, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Mounier, p. 2591, § *ult.* *V.* aussi p. 2595, § 1.<sup>er</sup>; — du comte d'Ambrugeac, p. 2592; — du maréchal duc de Dalmatie, Ministre de la guerre, p. 2593; — du comte d'Argout, Mi-

nistre du commerce, 2594, § 1.<sup>er</sup> — Vote au scrutin, p. 2599.

4. = *Loi du 21 avril 1831*, relative à un crédit éventuel de cent millions. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 15 avril 1831. — Adoptée le 18. — Sanctionnée et promulguée le 21 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 39, p. 227). — Exposé des motifs, p. 2507 (I. n.<sup>o</sup> 140). — Renvoi à une commission précédemment nommée, p. 2509. — Rapport par le comte Mollien, p. 2575 à 2580 (I. n.<sup>o</sup> 143). — Discussion, p. 2602 à 2621. — Observations du comte de Montalembert, p. 2602 à 2604 et 2606; — du comte Sébastiani, Ministre des affaires étrangères, 2604 à 2606; — du comte de Pontécoulant, p. 2607, § 1.<sup>er</sup>; — du duc de Broglie, p. 2607, § ult.; 2614, § 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Rougé, p. 2008 à 2610; — du baron Mounier, p. 2611, § 1.<sup>er</sup>; — du comte Roy, p. 2611, § ult., 2620, § ult.; — du comte de Sesmaisons, p. 2614, § ult.; — du vicomte Lainé, p. 2616 à 2619; — du marquis de Mortemart, p. 2619, § 1.<sup>er</sup>; — de M. Casimir Périer, président du Conseil, p. 2610, 2612 à 2614, 2615, 2621. — Vote au scrutin, p. 2621.

5. = *Loi du 22 avril 1831* relative à un crédit extraordinaire de 1,500,000 francs, pour dépenses secrètes. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 16 avril 1831. — Adoptée le 19. — Sanctionnée et promulguée le 22 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 40, p. 231). — Exposé des motifs, p. 2572 à 2575 (I. n.<sup>o</sup> 142). — Nomination d'une commission, p. 2575. — Rapport par le comte de Tascher, p. 2621 à 2626 (I. n.<sup>o</sup> 144). — Discussion, p. 2631. — Observations du duc de Valmy, p. 2631, § ult.; — de M. le Président, p. 2632, § 2; — du marquis de Brézé, p. 2632, § 3; — du rapporteur, *ibid.*, § ult. — Vote au scrutin, p. 2633.

= *V. aussi* aux mots *boissons, budget de 1828, contributions directes, contributions indirectes, crédits supplémentaires, culte israélite, douzièmes provisoires, emprunts, enregistrement, fonds commun de l'indemnité, impositions extraordi-*

naires, journaux, liste civile, pensions, subvention au commerce.

FITZ-JAMES (M. le duc de). — Son discours avant de prêter serment le 9 août 1830, p. 51 à 53 (I. n.º 4). — Donne des explications au sujet de ce discours, p. 95 à 97. (V. pour la cause de cet incident, p. 83 *et suiv.*) — Renonce à la parole sur la loi du 31 août 1830, relative au serment, p. 178, § 1.<sup>er</sup> — Ses observations au sujet de l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 937, § *ult.*; — sur la loi du 11 décembre 1830, qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1084 à 1087; — sur la conduite du Gouvernement dans les affaires intérieures et extérieures, au sujet d'une communication faite à la Chambre par le ministère, p. 1728 à 1730; — sur la loi relative à la procédure en matière de presse, p. 2262, § 1.<sup>er</sup>; 2264, § 3; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2294; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2649 à 2656.

FONDS COMMUN DE L'INDEMNITÉ. — LOI du 5 janvier 1831, qui affecte aux besoins du Trésor les sommes destinées à former un fonds commun, pour l'indemnité des émigrés. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 13 décembre 1830. — Adoptée le 29. — Sanctionnée et promulguée le 5 janvier 1831 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 18, p. 2). — Exposé des motifs, p. 1098 (I. n.º 73). — Nomination d'une commission, p. 1099 et 1100. — Rapport par le marquis de Malville, p. 1112 à 1122 (I. n.º 75). — Discussion, p. 1148. — Observations du comte de Montalembert, p. 1148 à 1151. V. aussi p. 1155, § 1.<sup>er</sup>; — du duc de Choiseul, p. 1151 à 1152; — du comte d'Argout, p. 1152 à 1155. V. aussi p. 1160; — du vicomte Dabouchage, p. 1155 à 1158; — du comte de Pontécoulant, p. 1158 à 1160. — Vote au scrutin, p. 1163.

FORBIN (M. le marquis de), s'explique au sujet de l'acte du 7 août 1830, p. 34, § *ult.*

FORTIFICATIONS. — LOI du 30 mars 1831, relative à l'occupation des propriétés privées nécessaires aux fortifications. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 18 mars 1831. — Adoptée le 25. — Sanctionnée et promulguée le 30

(Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 31, p. 133). — Exposé des motifs, p. 2003 à 2006 (I. n.<sup>o</sup> 118). — Nomination d'une commission, p. 2011. — Rapport par le comte de La Villegontier, p. 2079 à 2088 (I. n.<sup>o</sup> 125). — Délibération, p. 2123 à 2131. — Vote au scrutin, p. 2131.

## G

**GARDE NATIONALE.** — Lettre adressée au Président par le colonel de la 11.<sup>e</sup> légion, au sujet de l'habillement de cent ouvriers fait aux frais de la Chambre, p. 386. — Motion du duc de Doudeauville, tendante à faire consigner au procès-verbal l'expression de la reconnaissance de la Chambre envers la Garde nationale pour sa conduite pendant le procès des anciens Ministres, p. 1164.

**GARDE NATIONALE.** — *LOI du 22 mars 1831*, relative à la garde nationale. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 20 janvier 1831. — Adoptée le 24 février, avec amendemens. — Adoptée de nouveau par la Chambre des Députés moyennant de nouveaux amendemens. — Rapportée à la Chambre des Pairs le 8 mars. — Adoptée le 10. — Sanctionnée et promulguée le 22 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 26, p. 63). — *1.<sup>re</sup> présentation*: Exposé des motifs, p. 1251 à 1263 (I. n.<sup>o</sup> 85). — Nomination d'une commission, p. 1279. — Rapport par le comte de Sainte-Aulaire, p. 1406 à 1449 (I. n.<sup>o</sup> 94). — Discussion, p. 1499 à 1606. — Dans cette discussion sont entendus: — *Sur les Amendemens de la commission en général*, le maréchal comte Jourdan, p. 1500, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Broglie, p. 1500, § ult.; — le duc de Choiseul, p. 1502; le comte de Montalivet, Ministre de l'intérieur, p. 1503; — le comte de Montalembert, p. 1504; — le comte de Sussy, p. 1506, § ult.; — le duc de Praslin, p. 1507, § 2; — le comte Belliard, p. 1507, § ult. — *Sur l'Art. 1.<sup>er</sup>*, le comte d'Ambrugeac, p. 1508; — le rapporteur, p. 1509. — *Sur l'Art. 9*, le duc de Praslin et le marquis de Mortemart, p. 1513. — *Sur l'Art. 13*, le comte de Sesmaisons, p. 1516. — *Sur l'Art. 44*, le comte d'Ambrugeac et le duc Decezes, p. 1528. — *Sur l'Art. 53*, le comte d'Ambrugeac,

p. 1534. — *Sur l'Art. 56*, le comte de Montalembert, p. 1536, et le rapporteur, p. 1537. — *Sur l'Art. 61*, le rapporteur, p. 1539. — *Sur l'Art. 67*, le marquis d'Aragon et le duc de Choiseul, p. 1543. V. aussi p. 1603 et 1604. — *Sur l'Art. 72*, le comte de Sesmaisons, p. 1545. — *Sur l'Art. 73*, le rapporteur, p. 1547. — *Sur l'Art. 84*, le comte d'Hauversart, p. 1552. V. aussi p. 1557, § 1.<sup>er</sup>; — le comte Rampon, p. 1554, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Ambrugeac, p. 1554, § ult.; — le baron Mounier, p. 1555; — le rapporteur, 1556; — le duc Decazes, 1557, § ult. V. aussi, p. 1560, § 2; — le comte Cholet, p. 1558; — le comte Portalis, p. 1559. V. aussi pour la nouvelle rédaction proposée par la commission, p. 1604 et 1605. — *Sur l'Art. 89*, le comte de Sesmaisons et le comte de Sussy, p. 1562; — le comte d'Ambrugeac, p. 1563, § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'Art. 92*, le comte Portalis, p. 1565 et 1566, § ult.; — le duc de Choiseul, p. 1566, § 1.<sup>er</sup>; — le duc Decazes, p. 1566, § 2, et 1567, § ult.; — le comte de Sesmaisons, p. 1567, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Ambrugeac, *ibid.*, § 2; — le baron Mounier, p. 1568, § 1.<sup>er</sup> — *Sur l'Art. 120*, le duc de Valentinois, p. 1579; — le duc Decazes, p. 1580. — *Sur l'Art. 128*, le baron Mounier, p. 1584. — *Sur l'Art. 130*, le baron Mounier et le rapporteur, p. 1586. — *Sur l'Art. 133*, le comte d'Ambrugeac, p. 1588. — *Sur le Titre VI (Des corps détachés)*, le comte d'Ambrugeac, p. 1591; — le maréchal duc de Dalmatie, p. 1593. — *Sur l'Art. 142*, le comte d'Ambrugeac, p. 1595. — *Sur l'Art. 145*, le marquis de Mortemart, p. 1597. — Rapport de la commission sur les articles qui lui ont été renvoyés, p. 1603 à 1605. — Observations du baron Mounier, p. 1605, § 1.<sup>er</sup> — Vote au scrutin, 1606. = 2.<sup>e</sup> présentation: Exposé des motifs, p. 1825 à 1829 (I. n.º 109). — Renvoi à la commission précédemment nommée, p. 1830. — Rapport sommaire par le comte d'Ambrugeac, p. 1857. — Délibération, p. 1858 à 1930. — Dans cette discussion sont entendus, sur divers articles: le duc Decazes, p. 1859, 1908, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Ambrugeac, p. 1866, 1870, 1874, 1879, 1884, 1915, 1916 à 1918, 1920, 1922, 1924; — le duc de Praslin, p. 1922, § 2. — M. Allent, commissaire du Roi, *ibid.*, § 3. — Rapports faits à la Chambre sur des pétitions relatives à ce projet de loi, p. 1936 et 1937. — Observations du comte d'Ambrugeac, p. 1937, § ult.

- GERMINY (M. le comte de), prête serment, p. 50.—Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 488 à 494, 542 à 548, 775 à 780. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 20 mars 1831, relative à un emprunt voté par la ville de Paris, p. 1833 à 1836 (I. n.º 110).
- GLANDEVÈS (M. le baron de), prête serment, p. 50. V. aussi p. 53.
- GRAMONT (M. le duc de), prête serment, p. 457.
- GROSEBOIS (M. le baron de), se retire de la Chambre dans la séance du 7 août 1830, p. 34.
- GUILLEMINOT (M. le comte), envoie son serment par écrit, p. 759.
- GUIZOT (M.), *Ministre de l'intérieur*, présente à la Chambre la loi du 8 septembre 1830 relative à l'ouverture d'un crédit de 5 millions pour travaux publics, p. 197 (I. n.º 15); — la loi du 11 septembre 1830 relative à la publication des listes électorales en 1830, p. 197 et 198 (I. n.º 16); — la loi du 12 septembre 1830 relative à la réélection des Députés promus à des fonctions salariées, p. 197 et 199 (I. n.º 17); — la loi du 20 octobre 1830 relative à l'importation des grains, p. 603 à 609 (I. n.º 44); — les lois du 26 novembre 1830 relatives à divers emprunts et impositions extraordinaires, p. 609 à 613 (I. n.º 45).—Son discours pour la défense de la loi du 17 octobre 1830 relative à un fonds de secours pour le commerce, p. 724 à 727.

## H

- HARCOURT (M. le duc d'). — Lettre par laquelle il déclare se démettre de la Pairie, p. 554.
- HARCOURT (M. le marquis d'), adresse son serment par écrit, p. 523.
- HAUSSONVILLE (M. le comte d'), prête serment, p. 50.
- HAUBERSART (M. le comte d'), prête serment, p. 50. — Fait des rapports au nom du comité des pétitions, p. 111, 1022. — Fait, au nom de commissions spéciales, divers rapports; — sur la loi du 8 septembre 1830 relative à l'enregistrement des actes de prêts, p. 225 à 229 (I. n.º 19); — sur la requête en admission de M. le marquis d'Ecquevilly, p. 801 à 814 (I. n.º 59); — sur les sept lois du 20 mars 1831 relatives à

- divers emprunts et impositions extraordinaires, p. 1666 à 1678 (I. n.° 105); — Ses observations sur la loi relative à la garde nationale, p. 1552 à 1554, et 1557, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative aux créanciers de l'ancienne liste civile, p. 1931, § *ult.*
- HAVRÉ (M. le duc d'). — Sa lettre portant refus de serment, p. 75 et 76.
- HOCQUART (M. le comte), s'explique au sujet de l'acte du 7 août 1830, p. 34, § *ult.*
- HOMMAGES faits à la Chambre. V. p. 58, 196, 220, 258 et 259, 335 et 336, 386, 424, 458, 593, 681, 735, 1071.
- HOUDETOT (M. le vicomte d'), prête serment, p. 50. — Fait un rapport sur la loi du 8 septembre 1830 relative à l'ouverture d'un crédit de 5 millions pour travaux publics, p. 299 à 301 (I. n.° 26).
- HUNOLSTEIN (M. le comte d'), prête serment, p. 68.

## I

- IMÉCOURT (M. le comte d'), s'abstient de voter sur l'acte du 7 août 1830, p. 34, § *pénult.*
- IMPORTATION DES GRAINS. — Loi du 20 octobre 1830 relative à l'importation des grains. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 12 octobre 1830. — Adoptée le 20. — Sanctionnée et promulguée le 29 octobre (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 12, p. 91). — Exposé des motifs, p. 603 (I. n.° 44). — Nomination d'une commission, p. 621. — Rapport par le comte d'Argout, p. 651 à 667 (I. n.° 50). — Délibération, p. 728. — Vote au scrutin, p. 731.

## IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES ET EMPRUNTS.

1. — LOIS du 26 novembre 1830 (au nombre de 20) relatives à des impositions extraordinaires votées par divers départemens et par deux villes. — Présentées à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportées à la Chambre des Pairs le 12 octobre 1830. — Adoptées le 13 novembre. — Sanctionnées et promulguées le 26 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 13, p. 96 et *suiv.*). — Exposés des motifs, p. 609 à 613 (I. n.° 45). —

Nomination d'une commission, p. 625. — Rapport par le comte de Breteuil, p. 761 à 772 (I. n.° 56). — Discussion, p. 815. — Observations du marquis de Pange, p. 817. — Vote au scrutin, p. 827.

2. = Lois du 20 mars 1831 (au nombre de 7) relatives à divers emprunts et impositions extraordinaires, et à un changement de circonscription territoriale. — Présentées à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportées à la Chambre des Pairs le 11 février 1831. — Adoptées le 3 mars. — Sanctionnées et promulguées le 20 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> sem., 1.<sup>re</sup> partie, n.° 27, p. 107). — Exposé des motifs, p. 1368 (I. n.° 90). — Nomination d'une commission, p. 1401. — Rapport par le comte d'Haubersart, p. 1666 à 1678 (I. n.° 105). — Discussion, p. 1735 *et suiv.* — Observations du marquis de Marbois, 1735; — du marquis de Mortemart, p. 1736, § 1.<sup>er</sup> — Voté au scrutin sur les sept projets de loi, p. 1740.

IMPRESSIONS DE LA CHAMBRE (Proposition relative aux). — *V. Règlement intérieur*, n.° 1.

IMPRESSION. — L'impression d'un discours est demandée, p. 210. — Cette demande est combattue pour des raisons d'économie, *ibid.*

INSTRUCTION PRIMAIRE. = PROJET DE LOI relatif à l'instruction primaire. — Présenté à la Chambre des Pairs le 20 janvier 1831, par M. Barthe, Ministre de l'instruction publique. — Retiré depuis par le Gouvernement. = Exposé des motifs, p. 1263 à 1271 (I. n.° 84). — Nomination d'une commission, p. 1280. — Lettre du Ministre qui annonce le retrait de ce projet de loi, p. 1405. — Ordonnance du Roi contenant ce retrait, p. 1474. *V.* aussi la discussion sur une pétition des sieurs Lacordaire et autres relative à la liberté d'enseignement, p. 1815 *et suiv.*; notamment, p. 1819, les observations du vicomte Lainé.

INTERRUPTION. — Un orateur est interrompu par M. le Président comme s'écartant de la réserve commandée par le respect dû à la Chambre, p. 1506, 2606.

ISTRIE (M. le duc d'), prête serment, p. 50.

JAUQUOÛRT (M. le marquis de), demande que le nom d'un opinant soit inséré au procès-verbal, p. 43. — *Un Pair de*

mande, &c. — Prête serment, p. 50. — Prend part à la discussion de la loi électorale, p. 2390.

JEUNES PAIRS, — âgés de 25 à 30 ans. — A quelles fonctions ils sont admis dans la Chambre, V. p. 144 et 183.

## J

JOURDAN (M. le maréchal comte), prête serment, p. 58. — Demande que l'adresse soit délibérée en comité secret, p. 59, § 1.<sup>er</sup> — Est nommé secrétaire de la Chambre pour la session de 1830, p. 582. — Fait un rapport sur la loi du 11 octobre 1830 relative au vote annuel du contingent de l'armée, p. 537 à 542 (I. n.° 38). V. aussi p. 574, § 1.<sup>er</sup> — Répond à un discours du marquis de Brézé sur la loi des récompenses nationales, p. 1076, § 1.<sup>er</sup> — Propose de rédiger une adresse au sujet d'une communication relative aux affaires de la Belgique, p. 1472, § 3. — Prend part à la discussion du projet de loi sur la garde nationale, p. 1500, § 1.<sup>er</sup>; — de la loi relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2137, 2153, § 3; 2175, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*; — de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2288; — de la loi du 18 avril 1831, relative aux retenues sur les traitemens, p. 2588, § 1.<sup>er</sup>

## JOURNAUX.

1. — Loi du 14 décembre 1830 relative au cautionnement des journaux. — Adoptée par la Chambre des Députés sur la proposition de M. Bavoux. — Envoyée à la Chambre des Pairs le 13 novembre 1830. — Adoptée, moyennant amendemens, le 8 décembre; — Sanctionnée et promulguée le 14 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 16, p. 119). — Envoi du projet de loi par un message, p. 785 (I. n.° 57). — Nomination d'une commission, p. 832. — Rapport par le duc de Broglie, p. 942 à 979 (I. n.° 66). — Discussion, p. 1024 à 1036, et 1047 à 1064. — Dans cette discussion sont entendus le comte d'Argout, p. 1026, 1029, 1031, § 1.<sup>er</sup>; 1034 et 1058, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Montébello, p. 1028; — le comte de Sainte-Aulaire, p. 1031, § *ult.*; 1049, § *ult.*; — le duc Decazes, p. 1032, 1055 et 1063, § 1.<sup>er</sup>; — le baron Mounier, p. 1033 et 1036, § 1.<sup>er</sup>; — le comte Molé, p. 1048 et 1050, § 1.<sup>er</sup>;

— le comte de Sesmaisons, 1058, § *ult.*; — le vicomte Dubouchage, p. 1059, § *ult.*; 1060, § *ult.* et 1063, § 2; — le duc de Choiseul, p. 1061; — le marquis de Brézé, p. 1063, § *ult.*; — et le duc de Broglie, rapporteur, p. 1027, 1047, 1052, 1056, 1057, 1060 et 1062. — Vote au scrutin, p. 1064. — Teneur du projet de loi amendé, *ibid.*

2. = Loi du 8 avril 1831, rectificative de celle du 14 décembre 1830, sur le cautionnement des journaux. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 5 avril 1831. — Adoptée le même jour. — Sanctionnée et promulguée le 8 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> sem., 1.<sup>re</sup> part., n.<sup>o</sup> 34, p. 155). — Exposé des motifs, p. 2406 à 2408 (I. n.<sup>o</sup> 132). — Délibération immédiate, p. 2410 et 2411. — Vote au scrutin, p. 2411.

JUGES-AUDITEURS. = Loi du 10 décembre 1830 relative à la suppression des juges-auditeurs et des conseillers auditeurs. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 16 octobre 1830. — Adoptée le 18 novembre. — Sanctionnée et promulguée le 10 décembre (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 14, p. 110). — Exposé des motifs, p. 682 (I. n.<sup>o</sup> 53). — Nomination d'une commission, p. 736. — Rapport par le comte Abrial, p. 793 à 801 (I. n.<sup>o</sup> 58). — Discussion, p. 832. — Opinions; du comte de Noé, p. 834; — du baron Séguier, p. 837. *V.* aussi p. 857. — Discours de M. Renouard, commissaire du Roi, p. 841 à 845. *V.* aussi p. 856 et 858, § 1.<sup>er</sup> — Opinions; du vicomte Lainé, p. 845 à 848; — du duc de Broglie, p. 848; *V.* aussi p. 853, § 1.<sup>er</sup>; 858, § *ult.*, et 861, § 1.<sup>er</sup>; — du comte Siméon, p. 849 à 852; — du duc Decazes, p. 854 à 856; — du baron Mounier, p. 859. — Vote au scrutin, p. 864.

JURY. = Loi du 8 octobre 1830, relative à l'application du Jury aux délits de la presse et aux délits politiques. — Votée par la Chambre des Pairs, sur la proposition de M. le comte Siméon, le 18 septembre 1830. — Adoptée, moyennant amendemens, par la Chambre des Députés, le 4 octobre. — Renvoyée à la Chambre des Pairs le 5. — Adoptée avec les amendemens le 7. — Sanctionnée et promulguée le 8 octobre (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 9, p. 79). — Énoncé sommaire de la proposition, p.

201. — Développemens, p. 266 à 273 (I. n.º 24). — Prise en considération, p. 273. — Rapport par le comte Siméon, 356 à 364 (I. n.º 29). — Projet de loi proposé par la commission, p. 364. — Première discussion, p. 401 à 422. — Observations du vicomte Dubouchage, p. 401 à 406; — du comte Siméon, p. 406; — du comte d'Argout, p. 407 à 409; — du baron de Barante, p. 409; — du marquis de Coislin, p. 410; — du comte de Bastard, p. 411, § 1.<sup>er</sup> — Discours du duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, p. 411 à 416. V. aussi p. 416, § *ult.* et 418, § *ult.* — Autres observations du comte de Pontécoulant, p. 417, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Séguier, *ibid.*, § 2; — du comte Portalis, *ibid.*, § *ult.*, et p. 418, § 2; — du marquis de Maleville, p. 418, § 1.<sup>er</sup>, et 419, § *ult.*; — du duc Decazes, p. 419, § 1.<sup>er</sup> — Nouveau rapport par le comte Siméon, p. 426 à 436 (I. n.º 32). — Seconde discussion, p. 439 à 454. — Dans cette discussion, sont entendus le comte de Montalembert, p. 439; — le vicomte Dubouchage, p. 441; — le comte Siméon, rapporteur, p. 440, 442, et 451; — le duc Decazes, p. 442 à 444. V. aussi p. 452, § *ult.*, et 453; — le baron de Barante, p. 444 à 446, et 448 à 450; le vicomte Dubouchage, p. 446 et 450, § *ult.*; — le duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, p. 447; — le comte de Sainte-Aulaire, p. 448, § 1.<sup>er</sup>; — le baron Séguier, p. 452, § *pénult.*, et 454, § 1.<sup>er</sup> — Vote au scrutin, p. 454. — Le projet de loi est renvoyé à la Chambre avec les amendemens de la Chambre des Députés. V. p. 557 (I. n.º 40). — Renvoi à la commission précédemment nommée, p. 559. — Rapport par M. le comte Siméon, p. 583, à 589 (I. n.º 41). — Vote immédiat, p. 589 à 591.

## K

KERGORLAY (M. le comte Florian de), refuse le serment, p. 457. — Une lettre par lui insérée dans la Quotidienne est signalée à la Chambre par le comte de Mentalivet, p. 516. — Observations du duc de Broglie, p. 518; — du marquis de Marbois, p. 519. — Lettre écrite à ce sujet par le procureur du Roi près le tribunal de 1.<sup>re</sup> instance de Paris, p. 580. — Cette lettre est renvoyée à l'examen d'une commission spéciale, p. 581. — M. le Président expose les motifs

qui empêchent cette commission de faire son rapport, p. 593. — La Cour des Pairs est convoquée pour juger M. le comte de Kergerlay, *V.* p. 788 *et suiv.* — Observations du comte de Tascher et du comte de Pontécoulant au sujet de l'ordonnance portant cette convocation, p. 791 et 792.  
**KLEIN** (M. le comte), prête serment, p. 50.

## L

**LAFFITE** (M.), *Ministre des finances, Président du Conseil des Ministres*, présente à la Chambre les lois de finances des 5 et 29 janvier 1831, relatives au règlement du budget de 1828 et aux crédits supplémentaires pour 1830, p. 865 et 866 (I. n.° 60 et 61); — la loi de finances du 12 décembre 1830, qui autorise la perception de douzièmes provisoires pour l'exercice 1831, p. 1080 (I. n.° 72). — Donne une explication au sujet de cette loi, p. 1094, § 1.<sup>er</sup> — Présente la loi du 5 janvier 1831, relative au fonds commun de l'indemnité, p. 1098 (I. n.° 73); — un projet de loi relatif à l'amortissement, p. 1299 à 1301 (I. n.° 87). — Demande que la discussion de ce projet de loi soit ajournée, p. 1616. — Soutient cette discussion, p. 1646, 1650 à 1652, § 2, et 1657. — Présente la loi du 26 mars 1831, sur les impôts directs, p. 1388 à 1400 (I. n.° 92); — la loi du 15 mars 1831, relative aux créanciers de l'ancienne liste civile, p. 1633 (I. n.° 102). — Soutient la discussion de la loi du 11 décembre 1830, qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1090.

**LA FORCE** (M. le duc de), prête serment, p. 68.

**LA FOREST** (M. le comte de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Envoie son serment par écrit, p. 423.

**LA GUICHE** (M. le marquis de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Prête serment, p. 336.

**LAGARDE** (M. le comte de), prête serment, p. 521.

**LAINÉ** (M. le vicomte), prête serment, p. 423. — Ses observations sur la loi du 17 octobre 1830, relative à la création d'un fonds de secours pour le commerce, p. 721 à 724; — sur la loi du 10 décembre 1830 relative à la suppression des conseillers-auditeurs, p. 845 à 848; — sur l'admission du duc de Crussol à la place du duc d'Uzès, démissionnaire par re-

- lus de serment, p. 916 à 921. *V.* aussi p. 926, § 1.<sup>er</sup>, et p. 938; — sur le droit d'interpeller les Ministres, p. 1382; — sur la proposition de rédiger une adresse au Roi au sujet d'une communication relative aux affaires de la Belgique, p. 1472, § *ult.* — Prend de nouveau la parole au sujet de cette communication, p. 1723 à 1725. — S'explique sur une pétition relative aux terres vagues des communes, p. 1796; — sur une pétition relative à la liberté d'enseignement, p. 1819 à 1821. — S'explique au sujet de sa désignation comme commissaire pour l'examen d'un projet de loi, p. 2255; — au sujet de la caisse des invalides de la marine, p. 2467 à 2469; — au sujet des colons de Saint-Domingue, à l'occasion de la loi de finances du 18 avril 1831, p. 2581 à 2583; — au sujet de la demande d'un crédit éventuel de 100 millions, p. 2616 à 2619. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2663 à 2669.
- LALLY-TOLENDAL (M. le marquis de). — Décédé le 11 mars 1830. — Discours prononcé à cette occasion par M. le baron Mounier, p. 639 à 651 (I. n.º 49).
- LANJUNAIS (M. le comte), nommé secrétaire de la Chambre, pour la session 1830, p. 8. — Prête serment, p. 50. — Ses observations sur la loi du 30 mars 1831 relative aux pensions des marins réformés depuis 1814, p. 2110, § *ult.*
- LA PLACE (M. le marquis de), prête serment, p. 50.
- LA REDORTE (M. le comte de), prête serment, p. 68.
- LA ROCHE-AYMON (M. le comte de), prête serment, p. 68.
- LA ROCHEFOUCAULD (M. le duc de), prête serment, p. 50.
- LA ROCHEFOUCAULD (M. le baron de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 58. — Envoie son serment par écrit, p. 457.
- LA ROCHEJAQUELEIN (M. le marquis de), refuse le serment p. 523. — Observations à ce sujet, *ibid.*, § *ult.*, et p. 524.
- LA SUZE (M. le marquis de), refuse le serment, p. 498.
- LA TOUR-DU-PIN-GOUVERNET (M. le comte de). — Sa lettre portant refus de serment, p. 74.
- LA TOUR-DU-PIN-MONTAUBAN (M. le marquis de), prête serment, p. 50. *V.* aussi p. 53, § *ult.*
- LA TOUR-MAUBOURG (M. le marquis de). — Sa lettre portant refus de serment, p. 71 à 72.
- LA TOUR-MAUBOURG (M. le comte de), prête serment, p. 50.

- LA TRÉMOILLE** (M. le duc de), prête serment, p. 68. — S'excuse de ne pouvoir siéger à la Chambre, p. 258.
- LAURISTON** (M. le marquis de), prête serment, p. 50.
- LAVAL-MONTMORENCY** (M. le duc de). — Sa lettre portant refus de serment, p. 69 à 71.
- LA VAUGUYON** (M. Paul-Yves-Bernard de Quélen, duc de), adresse à la Chambre les titres justificatifs de son droit d'hérédité à la Pairie, p. 193. — Une commission de trois membres est chargée de les examiner, p. 194. — Ils sont déclarés valables sur le rapport de cette commission, p. 224. — Désignation des garans qui devront être entendus dans l'information, p. 225. — M. le duc de La Vauguyon adresse son acte de serment, p. 523.
- LA VILLEGONTIER** (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 30 mars 1831, relative à l'occupation des terrains nécessaires aux fortifications, p. 2079 à 2088 (I. n.º 125). — Fait une observation sur la loi électorale, p. 2330, § 1.<sup>er</sup>
- LECOUTEUX DE CANTELEU** (M. le comte), prête serment, p. 117. — Ses observations sur la loi relative à la traite des Noirs, p. 1224, § *ult.*; p. 1226, § 1.<sup>er</sup>; — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 15 mars 1831, relative aux créanciers de l'ancienne liste civile, p. 1800 à 1805 (I. n.º 108). *V.* aussi p. 1931, § 1.<sup>er</sup>
- LÉGION ÉTRANGÈRE.** — *Loi du 9 mars 1831* relative à la formation d'une légion d'étrangers. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 23 février 1831. — Adoptée le 1.<sup>er</sup> mars. — Sanctionnée et promulguée le 9 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 23, p. 41). — Exposé des motifs, p. 1451 à 1454 (I. n.º 95). — Nomination d'une commission, p. 1531 et 1532. — Rapport par le maréchal duc de Tarente, p. 1634 à 1638 (I. n.º 103). — Discussion, p. 1690 *et suiv.* — Dans cette discussion, sont entendus le comte de Montalembert, p. 1690, § *ult.*; 1692, § 1.<sup>er</sup>; 1699, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Broglie, p. 1691, 1693, § 1.<sup>er</sup>; 1697, § 3; — le comte Dejean, p. 1692, § 2; — le maréchal duc de Dalmatie, p. 1692 § *ult.*; 1694, § *ult.*; 1696, § 1.<sup>er</sup>; 1697, § 2; 1699, § *ult.*; — le comte d'Ambrugeac, p. 1693, § *ult.*; — le comte de Sesmisons, p. 1695, § 4; — le marquis de Mar-

bois, p. 1695, § *ult.*; — le rapporteur, p. 1696, § 2; — le marquis de Mortemart, p. 1700. — Vote au scrutin, *ibid.*

LEMERCIER (M. le comte), prête serment, p. 50. — Fait une observation sur un discours du duc de Broglie relatif au serment, p. 177; — sur la loi du 4 mars 1831 relative aux cours d'assises, p. 1372, § *ult.*; — sur les circonscriptions électorales, p. 2568.

LETTRES contenant des refus de serment motivés. — Il est donné lecture à la Chambre de deux de ces lettres, p. 69 à 72. — M. le baron de Barante s'oppose à ce que cette lecture soit continuée, p. 72, § *ult.* — Distinction faite à cet égard par M. le Président, page 73. — La Chambre décide qu'il lui sera donné lecture de deux autres lettres, p. 74. *V. Kergorlay.*

LETTRES PATENTES portant institution de titres de Paires, communiquées à la Chambre par le Ministre de la justice, le 8 mars 1831, p. 1799.

LETRE du prince de Polignac au Président de la Chambre. *V. Polignac.*

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT (Pétitions relatives à la). *V. au mot Pétitions collectives. V. aussi p. 1935.*

LISTE CIVILE. — LOI du 15 mars 1831 relative à des crédits provisoires pour le paiement des créanciers de l'ancienne liste civile. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 28. — Adoptée le 10 mars. — Sanctionnée et promulguée le 15 (B. des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 27, p. 107). — Exposé sommaire des motifs, p. 1633 (I. n.º 102). — Nomination d'une commission, p. 1666. — Rapport par le comte Lecouteux de Canteleu, p. 1800 à 1805 (I. n.º 108). — Discussion, p. 1930. — Observations du marquis de Brézé, p. 1930, § *ult.*; 1931, § 2; 1932, § 1.<sup>er</sup>; — du comte Lecouteux de Canteleu, p. 1931, § 1.<sup>er</sup>; — du comte d'Haubersart, *ibid.*, § *ult.* — Vote au scrutin, p. 1933.

LISTE CIVILE. *V. Diamans de la Couronne.*

LISTE des Pairs qui ont prêté serment. — On demande que cette liste soit imprimée, p. 599. *V. au mot Serment.*

Lois adoptées par les Chambres pendant la 2<sup>de</sup> session de 1830, sanctionnées et promulguées par le Roi. Ces lois sont au nombre de 87, savoir :

DATE de la PROMULGATION	OBJET DES LOIS.	RENOIS à la TABLE DES MATIÈRES.
30 août 1830.	Loi relative aux récompenses et pensions.	<i>Voir aux mots : Récompenses nationales, n.° 1.</i>
31.	Loi relative au serment des fonctionnaires publics.....	<i>Serment.</i>
8 septembre.	Loi relative au droit d'enregistrement des actes de prêts sur dépôts.....	<i>Enregistrement.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'ouverture d'un crédit de 5 millions.....	<i>Finances, n.° 1.</i>
11.	Loi relative à la publication des listes électorales et du jury en 1830.....	<i>Élections, n.° 1.</i>
<i>Idem.</i>	Loi tendant à rapporter les articles 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816.....	<i>Rappel des bannis.</i>
12.	Loi relative au mode de pourvoir aux élections actuellement vacantes.....	<i>Élections, n.° 3.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à la réélection des Députés promus à des fonctions publiques salariales.....	<i>Élections, n.° 2.</i>
8 octobre.	Loi relative à l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques..	<i>Jury.</i>
11.	Loi relative à l'abrogation de la loi du 20 avril 1825 sur le sacrilège.....	<i>Sacrilège.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative au vote annuel du contingent de l'armée.....	<i>Recrutement.</i>
17.	Loi relative à la création d'un fonds de 30 millions pour avances au commerce..	<i>Subvention au commerce. Boissons.</i>
<i>Idem.</i>	Loi sur l'impôt des boissons.....	<i>Importation des grains</i>
20.	Loi relative à l'importation des grains....	
26.	Vingt lois relatives à des impositions extraordinaires votées par divers départemens et à des emprunts votés par deux villes....	<i>Impositions extraordinaires, n. 1. Délits politiques.</i>
29 novembre.	Loi portant modification de l'article 2 de la loi du 25 mars 1822.....	
10 décembre.	Loi sur les afficheurs et crieurs publics....	<i>Afficheurs.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à la suppression des juges-auditeurs et des conseillers auditeurs....	<i>Juges-auditeurs.</i>
11.	Loi qui appelle 80,000 hommes sur la classe de 1830.....	<i>Recrutement.</i>
12.	Loi qui autorise la perception provisoire des quatre premiers douzièmes des impôts de 1831, sauf modifications à l'impôt des boissons.....	<i>Douzièmes provisoires.</i>
13.	Loi relative à l'exécution de la loi du 30 août 1830, sur les récompenses nationales....	<i>Récompenses nationales, n. 2.</i>

DATE de la PROMULGATION	OBJET DES LOIS.	RENVois à la TABLE DES MATIÈRES.
14 déc. 1830.	Loi relative au cautionnement des journaux.....	<i>Voir aux mots :</i> <i>Journaux, n.° 1.</i>
5 janvier 1831.	Loi qui affecte au besoins du Trésor les sommes destinées à former un fonds commun pour l'indemnité des émigrés..	<i>Fonds commun.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à des crédits supplémentaires pour l'exercice 1830.....	<i>Crédits supplémentaires.</i>
29.	Loi relative au règlement définitif du budget de 1828.....	<i>Budget de 1828.</i>
8 février.	Loi qui attribue un traitement aux ministres du culte israélite.....	<i>Culte israélite.</i> <i>Cours d'assises.</i>
4 mars.	Loi relative aux cours d'assises et au jury..	<i>Traite des Noirs.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à la traite des Noirs.....	<i>Légion étrangère.</i>
9.	Loi relative à la formation d'une légion étrangère.....	<i>Pensions n.° 1.</i>
15.	Loi relative à un crédit extraordinaire de 2 millions pour les pensions militaires...	<i>Liste civile.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative à des crédits provisoires pour le paiement des créanciers de l'ancienne liste civile.....	<i>Emprunts, n.° 1.</i>
20.	Loi relative à un emprunt de 15 millions pour Paris.....	<i>Impositions extraordinaires, n.° 2.</i>
<i>Idem.</i>	Sept lois relatives à divers emprunts et impositions extraordinaires, et à un changement de circonscription territoriale...	<i>Organisation municipale.</i>
21.	Loi relative à l'organisation municipale....	<i>Garde nationale.</i>
22.	Loi relative à la garde nationale.....	<i>Finances, n.° 2.</i>
25.	Loi qui autorise la création de 2 millions d'obligations du Trésor et la vente de bois de l'État jusqu'à concurrence d'un revenu de 4 millions.....	<i>Contributions directes.</i>
26.	Loi relative aux contributions personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes.....	<i>Fortifications.</i>
30.	Loi relative à l'occupation des propriétés privées nécessaires aux fortifications....	<i>Pensions n.° 2.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative aux soldes de retraite et pensions des officiers de marine réformés, de 1814 à 1817..	<i>Circonscriptions territoriales.</i>
<i>Idem.</i>	Treize lois tendant à rectifier les limites de plusieurs départemens ou arrondissemens.....	<i>Emprunts, n.° 2.</i>
31.	Loi relative à un emprunt de 840,000 pour les quais et le port de Rouen.....	<i>Journaux, n.° 2.</i>
8 avril.	Loi portant rectification de celle du 14 décembre 1830 sur le cautionnement des journaux.....	

DATE de la PROMULGATION	OBJET DES LOIS.	RENOIS à la TABLE DES MATIÈRES.
8 avril 1831.	Loi relative à la procédure pour les délits de la presse.....	<i>Voir aux mots :</i>
10.	Loi relative aux attroupemens.....	<i>Délits de la presse.</i>
11.	Loi relative aux pensions de l'armée de terre.....	<i>Attroupemens.</i>
18.	Loi relative à la création de ressources extraordinaires.....	<i>Pensions n° 3.</i>
<i>Idem.</i>	Loi relative aux pensions de l'armée de mer.....	<i>Finances, n° 3.</i>
19.	Loi relative aux élections.....	<i>Pensions n° 4.</i>
21.	Loi relative à un crédit éventuel de 100 millions.....	<i>Élections, n° 4.</i>
22.	Loi relative à un crédit extraordinaire de 1,500,000 francs.....	<i>Finances, n° 4.</i>
		<i>Finances, n° 5.</i>

LORGE (M. le duc de), refuse le serment, p. 335.

LOUIS (M. le baron), Ministre des finances, présente à la Chambre la loi du 8 septembre 1830 relative à l'enregistrement, p. 191 (I. n.° 14); — la loi du 17 octobre 1830 sur l'impôt des boissons, p. 616 (I. n.° 46); — la loi du 17 octobre 1830 relative à la création d'un fonds de 30 millions pour secours au commerce, p. 618 (I. n.° 47); — la loi du 25 mars 1831 relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 1993 (I. n.° 116); — la loi du 18 avril 1831 relative à des contributions extraordinaires, p. 2483 à 2489 (I. n.° 137); — la loi du 21 avril 1831 relative à un crédit éventuel de 100 millions, p. 2507 (I. n.° 140).

Louvois (M. le marquis de), prête serment, p. 50. — Fait une observation sur la loi du 12 septembre 1830 relative à un mode provisoire d'élections, p. 351.

LYNCH (M. le comte de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 93. — Envoie son acte de serment, p. 498. — Renouvelle ce serment de vive voix, p. 624.

## M

- MAILLÉ** (M. le duc de), prête serment, p. 68. — Ses observations sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2647.
- MAILLY** (M. le comte de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Refuse le serment, p. 554.
- MAISON** (M. le maréchal marquis). — Nommé secrétaire de la Chambre pour la session 1830, p. 8. — Prête serment, p. 68. — Annonce à la Chambre son départ pour remplir une mission diplomatique, p. 554.
- MALEVILLE** (M. le marquis de), prête serment, p. 50. — Fait une proposition relative aux impressions de la Chambre et à la distribution du Moniteur à tous ses membres, p. 85, *V.* au mot *Règlement intérieur* n.º 1; — S'oppose à l'ouverture immédiate de la discussion sur la loi du rappel des bannis, p. 373, §. *penult.* — S'explique au sujet de la proposition relative au jugement par jury des délits de la presse, p. 418, §. 1.<sup>er</sup>, et 419, §. *ult.*; — au sujet de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2320 à 2322, 2323, §. 1.<sup>er</sup>; 2366, §. 1.<sup>er</sup>, *V.* aussi, p. 2569, §. *ult.* — Fait des rapports au nom du comité des pétitions, p. 110, 203 à 208. *V.* aussi p. 215. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 25 mars 1822, p. 594 à 599 (I. n.º 42), *V.* aussi p. 630, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi du 10 décembre 1830, relative aux crieurs et afficheurs publics, p. 1012 à 1019 (I. n.º 68); — sur la loi du 5 janvier 1831, relative au fonds commun de l'indemnité, p. 1111 à 1122 (I. n.º 75).
- MARBOIS** (M. le marquis de). — S'oppose à ce que le nom d'un opinant soit inséré au procès-verbal, p. 44, §. *ult.* — Prête serment, p. 50. — Se prononce pour la lecture des lettres écrites par des Pairs au sujet du serment, p. 73, §. 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet d'une lettre du marquis de Rougé, p. 84, §. 1.<sup>er</sup>; — au sujet de la loi sur le rappel des bannis, p. 382, §. *ult.* — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis Barthélemy, p. 499 à 516 (I. n.º 37). — Prend part à la discussion qui s'élève au sujet d'une lettre

- du comte de Kergorlay, p. 519; — à la discussion qui s'élève sur le message relatif à l'accusation des anciens Ministres, p. 530, §. *ult.*; — sur la loi du 5 janvier 1831 relative à des crédits supplémentaires, p. 1169, *V.* aussi p. 1172, §. 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à la traite des Noirs, p. 1234, §. 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1695, §. *ult.* — Demande que la Chambre se forme en comité secret pour entendre un rapport sur un projet d'adresse, p. 1707. — Fait diverses observations sur les lois relatives à des emprunts votés par plusieurs villes, p. 1735; — sur la loi du 30 mars 1831 relative aux pensions des marins réformés depuis 1814, p. 2114, §. 1.<sup>er</sup>; — sur un emprunt destiné aux travaux du port de Rouen, p. 2258, §. 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative aux pensions de la marine, p. 2449 à 2451, 2452, §. 1.<sup>er</sup>
- MARESCOT (M. le comte), prête serment, p. 68.
- MARIAGE DES MILITAIRES. — Proposition faite à ce sujet par M. le comte de Sparre, p. 582.
- MARTINEAU DES CHENEZ (M.), commissaire du Roi, soutient la discussion de la loi du 11 avril 1831 relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2161, §. *ult.*
- MASSA (M. le duc de), prête serment, p. 50.
- MATHAN (M. le marquis de), prête serment, p. 50.
- MERILHOU (M.) *Ministre de la justice.* — Présente la loi du 8 février 1831 qui attribue un traitement aux ministres du culte israélite, p. 1187 à 1192 (I. n.° 79); — la loi du 4 mars 1831 relative aux cours d'assises et aux jury, p. 1245 à 1251 (I. n.° 83).
- MINISTRES *signataires des ordonnances du 25 juillet.* — Sont accusés de trahison par la Chambre des Députés, p. 525. — Message de cette Chambre, p. 524. — Projet d'arrêté proposé à cette occasion par M. le Président, p. 527. — Discussion, p. 528 à 533. — Observations du comte de Boissy-d'Anglas, p. 528, § 1.<sup>er</sup>; — du comte de Pontécoulant, p. 528 à 530; — du baron de Barante, p. 530, § 2; — du marquis de Marbois, *ibid.*, § *ult.*; — du comte de Cornet, 531, § *ult.*; — du duc Decazes, p. 532, § 1.<sup>er</sup> — Arrêté pris par la Chambre, p. 533. — Nouveau message de la Chambre des Députés relatif aux pouvoirs des commissaires de cette Chambre, p. 830. — M. le Président annonce que la Cour des Pairs

séra convoquée pour le jugement des accusés absens, 2435:

*V. aux mots Peyronnet et Polignac.*

- MOLÉ** (M. le comte), demande que la discussion soit ouverte sur l'acte du 7 août 1830, p. 21, § 1.<sup>er</sup> — Prête serment, p. 50. — Demande que l'adresse soit discutée en public, p. 58, § *ult.* — Ses observations sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1048, 1050, § 1.<sup>er</sup>; — sur un projet d'arrêté tendant à autoriser contre un Pair l'exercice de la contrainte par corps, p. 1323, § 2; — sur la loi du 8 février 1831, relative aux ministres du culte israélite, p. 1328. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 13 décembre 1830, relative aux récompenses nationales, p. 1043 à 1046 (I. n.<sup>o</sup> 69). *V. aussi* p. 1075; — sur la loi du 11 décembre 1830 qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1082 à 1084 (I. n.<sup>o</sup> 71). *V. l'article suivant.*
- MOLÉ** (M. le comte), *Ministre des affaires étrangères*, s'explique au sujet d'une lettre de M. le marquis de Rougé, relative au serment, p. 84, § *ult.*
- MOLITOR** (M. le maréchal comte), prête serment, p. 50.
- MOLLIEN** (M. le comte), prête serment, p. 50. — Est élu candidat pour la présidence de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1366. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 17 octobre 1830, relative à des avances au commerce, p. 667 à 672 (I. n.<sup>o</sup> 51); — sur la loi du 12 décembre 1830, relative à la perception de douzièmes provisoires, p. 1093; — sur la loi du 29 janvier 1831 relative au règlement définitif du budget de 1828, p. 1135 à 1145 (I. n.<sup>o</sup> 77); — sur la loi du 21 avril 1831, relative à l'ouverture d'un crédit éventuel de 100 millions, p. 2575 à 2580 (I. n.<sup>o</sup> 143). — Donne une explication sur un projet de loi relatif à l'amortissement, p. 1652, § 1.<sup>er</sup>
- MONBADON** (M. le comte), prête serment, p. 457.
- MONTALEMBERT** (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Propose un amendement au projet d'adresse, p. 63, § 2. — Son discours à l'occasion d'adresses relatives à la révolution de juillet, p. 113, 284. — Ses observations sur une proposition relative aux formes de procéder sur les projets de loi émanés des Pairs, p. 304, § *ult.*; — sur l'application du jugement par jury aux délits de la presse, p. 439; — sur une pétition du sieur Carmouche, p. 491, § *ult.*; — sur la loi de recrutement du 11 octobre 1830, p. 571; — sur l'exercice de la

contrainte par corps contre les Pairs de France, p. 984 à 987. *V.* aussi 988, § 1.<sup>er</sup> et 96 § 1.<sup>er</sup>; — sur l'affectation au Trésor du fonds commun de l'indemnité, p. 1148 à 1151. *V.* aussi p. 1155, § 1.<sup>er</sup>, et 1161, § *ult.*; — sur un projet d'arrêté tendant à autoriser contre un Pair l'exercice de la contrainte par corps, p. 1319, § 1.<sup>er</sup>; — sur le droit d'interpeller les Ministres, p. 1386, § 1.<sup>er</sup>; — sur l'ordre de délibération à suivre pour le projet de loi relatif à la garde nationale, p. 1504 à 1506 (*V.* une observation de M. le Président sur ce discours, p. 1506). — S'explique sur l'article 56 du même projet, p. 1536. — Prend la parole sur le projet de loi relatif à la formation d'une légion étrangère, p. 790, § *ult.*; 1692, § 1.<sup>er</sup>; 1699, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à l'organisation municipale, p. 1744, 1747, § 1.<sup>er</sup>, et 1749, § 1.<sup>er</sup>; — sur une pétition relative, à la liberté d'enseignement, p. 1823. (*V.* aussi p. 2416, § 1.<sup>er</sup>). — Demande qu'il soit fait rapport des pétitions relatives à la loi électorale, p. 1966, § 3, et 1967, § 1.<sup>er</sup>. — Ses observations sur la loi du 25 mars 1831, relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2059 à 2060; — sur la loi du 8 avril 1831, relative à la procédure en matière de presse, p. 2259, 2261, § 1.<sup>er</sup>; 2263, § *ult.*; — sur un projet d'arrêté relatif au droit d'interpeller les Ministres, p. 2272, § *ult.*, 2273, § 2; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2290, 2292, § 1.<sup>er</sup>, 2355; — sur la loi du 18 avril 1831, au sujet des retenues sur les traitemens, p. 2588 à 2590. *V.* aussi p. 2594, § *ult.*. — sur la loi du 21 avril 1831 relative à un crédit éventuel, 2602 à p. 2604, et 2606; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2676, § 2.

MONTALIVET (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Son discours à l'occasion du projet d'adresse, p. 63 à 65 (I. n.° 5). — Propose un amendement à l'article 2 de la loi du 31 août 1830, sur le serment, p. 183. — Ses observations sur un projet d'arrêté relatif aux formes à suivre pour les projets de loi présentés par des Pairs, p. 307, § *ult.*; 310, § 1.<sup>er</sup>, 312, § *penult.*. — Demande des explications au sujet d'une lettre du comte Florian de Kergerlay, p. 516. — Prend la parole sur une pétition relative aux dépenses de la garde nationale, p. 542, § *ult.* *V.* l'article suivant.

MONTALIVET (M. le comte de), *Ministre de l'intérieur*. — Son discours à l'appui d'un projet de loi tendant à abroger la loi du 11 septembre 1807, p. 744 à 746. — Présente à la

Chambre la loi du 13 décembre 1830 relative aux récompenses nationales, p. 866 (I. n.º 62); — la loi du 10 décembre 1830 sur les afficheurs et circurs publics, p. 1001 à 1005 (I. n.º 67); — la loi du 22 mars 1831, relative à la garde nationale, p. 1251 à 1263 (I. n.º 85). — S'explique au sujet de l'ordre de délibération à adopter pour ce projet, p. 1503. — Présente de nouveau la même loi amendée par la Chambre des Députés, p. 1825 à 1829 (I. n.º 109). — Présente les sept lois du 20 mars 1831, relatives à divers objets d'intérêt local, p. 1368 (I. n.º 90); — la loi du 20 mars 1830, relative à un emprunt de 15 millions voté par la ville de Paris, p. 1457 à 1459 (I. n.º 98). — Fait, au nom du Gouvernement, une communication relative aux affaires étrangères, p. 1459 à 1472 (I. n.º 99). — S'explique au sujet d'un amendement proposé au projet de loi sur l'organisation municipale, p. 1754; — au sujet d'une pétition relative au nouveau régime de l'école polytechnique, p. 1791 à 1793.

MONTÉBELLO (M. le duc de), prête serment, p. 50. — Ses observations sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1028; — sur la loi électorale, p. 2290, § *ult.*

MONTESQUIOU (M. le duc de), prête serment, p. 423.

MONTESQUIOU (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Son discours à l'occasion du décès de M. le comte de Beaumont, p. 1192 à 1195 (I. n.º 80).

MONTMORENCY (M. le duc de), prête serment, p. 50.

MOREL-VINDÉ (M. le vicomte de), prête serment, p. 50.

MORTEMART (M. le duc de), prête serment, p. 50. *V.* aussi p. 53.

MORTEMART (M. le marquis de). — Nommé secrétaire de la Chambre pour la session 1830, p. 8. — Prête serment, p. 50. — Fait divers rapports, au nom de commissions spéciales; — sur deux propositions relatives au règlement intérieur de la Chambre, p. 240 à 252 (I. n.º 21); — sur la loi du 31 mars 1831 relative à un emprunt pour le port de Rouen, p. 2180 à 2185 (I. n.º 129). — Prend part à la discussion de la loi du 12 septembre 1830, sur la réélection des Députés promus à des fonctions salariées, p. 348; — de la loi du 11 décembre 1830, relative à une levée d'hommes, p. 1091; — de la loi du 4 mars 1831, relative aux cours d'assises, p. 1372, § 1.<sup>er</sup>; — de la loi sur la garde

- nationale, p. 1513, § *ult.*, et 1597; — de la loi relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1700; — de lois relatives à des emprunts, p. 1736, § 1.<sup>er</sup>; — de la loi du 30 mars 1831 relative aux pensions des marins réformés depuis 1814, p. 2114, § 2; — de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2396, § 2; — de la loi relative à un crédit éventuel de 100 millions, p. 2619, § 1.<sup>er</sup>
- MOUNIER** (M. le baron), prête serment, p. 50. — Son discours à l'occasion du décès de M. le marquis de Lally-Tolendal, p. 639 à 651 (I. n.<sup>o</sup> 49). — Ses observations sur la loi du 17 octobre 1830 relative à un fonds de secours pour le commerce, p. 711 à 716; — sur la loi relative à la suppression des conseillers-auditeurs, p. 859; — sur un projet d'arrêté concernant l'exercice de la contrainte par corps contre les Pairs de France, p. 993, § 4, et p. 995, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1033; — sur le droit d'interpeller les Ministres, 1389; — sur la loi relative à la garde nationale, p. 1555, 1584, 1586, § *pénult.*, 1605, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2295 à 2297; 2329, § 2, 2342, 2351, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi de finances du 18 avril 1831, p. 2591, § *ult.*, et 2595, § 1.<sup>er</sup> — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 4 mars 1831 relative à la traite des Noirs, p. 1195 à 1211 (I. n.<sup>o</sup> 81); — sur la même loi amendée par la Chambre des Députés, p. 1617 à 1625 (I. n.<sup>o</sup> 101); — sur la demande d'un crédit éventuel de 100 millions, p. 2611, § 1.<sup>er</sup>. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1282, 1998, 2419. — S'explique au sujet de pétitions relatives à la loi électorale, p. 1967, § 3.
- MUN** (M. le marquis de), prête serment, p. 68.

## N

- NARBONNE** (M. le duc de), refuse le serment, p. 498.
- NOAILLES** (M. le duc de), prête serment, p. 68. — Son opinion sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2641 à 2646.
- NOË** (M. le comte de), prête serment, p. 68. — Fait une observation sur la loi du 12 septembre 1830 relative à un mode provisoire d'élections, p. 352, § *ult.* — Son opinion

- sur le projet de loi relatif à la suppression des juges-auditeurs, p. 834 à 837.
- NOMS PROPRES. — Peut-on insérer au procès-verbal les noms des opinans? *V.* p. 43 à 45.

## O

- ORDRE DU JOUR. — Peut-il être suspendu pour des demandes d'explications? *V.* au mot *Explications*.
- ORGANISATION MUNICIPALE ET DÉPARTEMENTALE. — Annonce d'une proposition sur cet objet, faite par le duc Decazes, p. 333.
- ORGANISATION MUNICIPALE. = LOI du 21 mars 1831 relative à l'organisation municipale. — Adoptée par la Chambre des Députés sur la proposition de M. Humblot Conté. — Apportée à la Chambre des Pairs le 19 février 1831. — Adoptée le 4 mars. — Sanctionnée et promulguée le 21 (B. des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 25, p. 47). = Message qui transmet ce projet de loi, p. 1400 (I. n.<sup>o</sup> 93). — Nomination d'une commission, p. 1404. — Rapport par le duc de Praslin, p. 1678 à 1689 (I. n.<sup>o</sup> 104). — Discussion, p. 1744 à 1780. Dans cette discussion sont entendus : *Sur l'ensemble du projet*, le comte de Montalembert, p. 1744, 1747, § 1.<sup>er</sup>, et 1749, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Pontécoulant, p. 1745; — le maréchal duc de Dalmatie, p. 1746; — le duc Decazes, p. 1747, § *ult.*; 1749, § 2; — *Sur l'art. 1.<sup>er</sup>*; le comte de Sainte-Aulaire, p. 1750, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Pontécoulant, *ibid.*, § *ult.*; — le rapporteur, p. 1751; — *Sur l'article 3*; le marquis de Brézé, p. 1752 à 1754, 1755, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Montalivet, Ministre de l'intérieur, p. 1754; — le comte de Pontécoulant, p. 1755, § 2; — le duc de Broglie, *ibid.*, § *ult.*; — *Sur l'article 6*; le comte de Sparre et le duc Decazes, p. 1758; — *Sur l'article 11*; le comte Dejean, p. 1762; — *Sur divers articles*; le rapporteur de la commission, p. 1772, 1773, 1776, 1778.
- ORGLANDES (M. le comte d'), prête serment, p. 553. — Propose des amendemens à l'article 4 du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2680, § 3 et § *ult.*
- ORLÉANS (M.<sup>sr</sup> le duc d') ouvre, en qualité de lieutenant-général du Royaume, la session des Chambres pour 1830 (1830), p. 1 et 2. — Est appelé au trône sous le titre de *Roi des Français*, p. 19. — Est inauguré en cette qualité, p. 47.

- ORVILLIERS (M. le marquis d'), prête serment, p. 50. — Fait à la Chambre le rapport annuel au nom de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 480 à 488 (I. n.° 36). — Prend part à la discussion de la loi électorale, p. 2397.
- OSMOND (M. le marquis d'), prête serment, p. 50.

## P

- PANGE (M. le marquis de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Prête serment, p. 93. — Ses observations sur le projet de loi relatif à un emprunt de la ville de Nancy sont lues à la Chambre par un des secrétaires, p. 817. — Prend part à la discussion de la loi du 25 mars 1831 relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2061 et 2067, § 1.<sup>er</sup> V. aussi p. 2069, § 4.
- PASQUIER (M. le baron). — Nommé Président de la Chambre des Pairs, p. 5. — Prête serment, p. 50.
- PASTORET (M. le marquis de), se démet du titre de chancelier de France, p. 5.
- PELET DE LA LOZÈRE (M. le comte), s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 69. — Envoie son serment par écrit, p. 335.

## PENSIONS.

1. — Loi du 15 mars 1831 relative à un crédit extraordinaire de 2 millions pour les pensions militaires. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 3 mars. — Adoptée le 10. — Sanctionnée et promulguée le 15 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 24, p. 43). — Exposé des motifs, p. 1741 à 1743 (I. n.° 106). — Nomination d'une commission, p. 1769. — Rapport par le duc de Plaisance, p. 1805 à 1812 (I. n.° 107). — Délibération, p. 1855. — Vote au scrutin, p. 1856.

2. — Loi du 30 mars 1831 relative aux soldes de retraite et pensions des officiers de marine réformés de 1814 à 1817. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 17 mars. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 30, p. 129). — Exposé des motifs, p. 1994 à 1996 (I. n.° 117). — Nomi-

nation d'une commission, p. 1996. — Rapport par l'amiral baron Duperré, p. 2023 à 2031 (I. n.° 120). — Discussion, p. 2110 *et suiv.* — Dans cette discussion sont entendus le comte Lanjuinais, p. 2110, § *ult.*; — le Ministre de la marine, comte de Rigny, p. 2111, 2113 et 2116; — le comte Roy, p. 2112, 2114, § 3; — le marquis de Marbois, p. 2114, § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Mortemart, p. 2114, § 2; — l'amiral baron Duperré, p. 2114, § 4; — le comte de Sesmaisons, 2116, § 1.<sup>er</sup>. — Vote au scrutin, p. 2118.

3. — LOI du 11 avril 1831 relative aux pensions de l'armée de terre. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 18 mars. — Adoptée le 25, moyennant amendemens. — Reportée à la Chambre des Députés. — Sanctionnée et promulguée le 11 avril (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, n.° 36, p. 161). — Exposé des motifs, p. 2007 à 2010 (I. n.° 119). — Nomination d'une commission, p. 2011. — Rapport par le comte d'Ambrugeac, p. 2089 à 2110 (I. n.° 126). — Discussion, p. 2134 à 2178. — Dans cette discussion sont entendus le maréchal duc de Tarente, p. 2134 à 2137, 2141, § 1.<sup>er</sup>; — le maréchal comte Jourdan, p. 2137, 2153, § 3; 2175, § 1.<sup>er</sup> et *ult.*; — le comte de Sesmaisons, p. 2138, 2155, § 3; 2173, § 1.<sup>er</sup> et 4; — le Ministre de la guerre maréchal duc de Dalmatie, p. 2139 à 2141, 2141, § 2; 2145, § 1.<sup>er</sup>; 2147, 2153, § 2; 2164, 2171, 2173, § 2 et *ult.*; 2175, § 2; — l'amiral baron Duperré, p. 2144, 2176, § 2; — le comte Roy, p. 2145 à 2147, 2148, § 1.<sup>er</sup>; 2149, § 1.<sup>er</sup>; 2153, § *ult.*; 2163, § 1.<sup>er</sup>; — le comte d'Ambrugeac, rapporteur, p. 2148, § *ult.*; 2154, 2152, 2153, § 1.<sup>er</sup>; 2154, § *ult.*; 2157, § *penult.*; 2161, § *penult.*; 2167, 2171 à 2173, 2176, § 3; — le comte Dejean, p. 2154, § 1.<sup>er</sup>; — M. Martineau des Chenez, commissaire du Roi, p. 2161, § *ult.*; — M. Allent, autre-commissaire du Roi, p. 2176, § 1.<sup>er</sup> et § *ult.* — Vote au scrutin, p. 2178.

4. — LOI du 18 avril 1831 relative aux pensions de l'armée de mer. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 5 avril. — Adoptée le 9. — Sanctionnée et promulguée le 18 (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.° 41, p. 233). — Exposé des motifs, p. 2408 (Inip.

n.º 131). — Nomination d'une commission, p. 2410 et 2411. — Rapport par l'amiral baron Duperré, p. 2423 à 2429 (I. n.º 134). — Discussion, p. 2449 à 2476. — Dans cette discussion sont entendus; *Sur l'ensemble du projet*, — le marquis de Marbois, p. 2449 à 2451 et 2452, § 1.º; — le baron Portal, p. 2451, § 1.º; — le vice-amiral de Rigny, Ministre de la marine, p. 2451, § 2. — *Sur l'article 8*; le comte Abrial, p. 2456; — le Ministre de la marine, p. 2457; — *Sur l'article 26*; le comte Roy, p. 2465 à 2467, 2470, § 1.º; 2471, § 2; 2472, § 1.º; — le vicomte Laine, p. 2467 à 2469; — le duc de Valentinois, *ibid.*; — le comte Abrial, p. 2470, § *ult.*; — le baron Portal, p. 2471, § 1.º; — le Ministre de la marine, p. 2471, § *ult.* — Vote au scrutin, p. 2476.

5. — PROJET de loi portant abrogation de la loi du 11 septembre 1807, relative aux pensions des hauts fonctionnaires publics. — Adopté par la Chambre des Députés sur la proposition du comte de Boissy-d'Anglas. — Apporté à la Chambre des Pairs le 12 octobre 1830. — Adopté le 6 novembre avec amendemens. — Reporté à la Chambre des Députés. — Adopté avec amendemens le 25 novembre. — Rapporté à la Chambre des Pairs le 26. — Rejeté le 11 janvier. — *Premier message* portant envoi du projet de loi, p. 601 (Imp. n.º 43). — Nomination d'une commission, p. 626. — Rapport par le baron de Barante, p. 673 (I. n.º 52). — Discussion, p. 741. — Opinion du comte de Sainte-Aulaire, p. 741 à 744. — Discours du comte de Montalivet, Ministre de l'intérieur, p. 744 à 746. — Opinion du comte d'Argout, p. 746 à 753; — du comte Roy, p. 754 à 757. — Vote au scrutin, p. 758. — *Second message* portant renvoi du projet de loi amendé par la Chambre des Députés, p. 870 (I. n.º 63). — Renvoi à la commission précédemment nommée, p. 897. — Rapport par le duc de Broglie, p. 1211 à 1217 (I. n.º 82). *V.* aussi p. 1241. — Vote au scrutin, p. 1242. *V.* aussi p. 1184.

PÉRÉ (M. le comte), prête serment, p. 93. — S'explique au sujet d'un article de la loi électorale, p. 2350, § 2.

PÉRIER (M. Casimir), *Ministre de l'intérieur, Président du Conseil des Ministres*, présente à la Chambre la loi électorale du 19 avril 1831, p. 1961 à 1965 (I. n.º 112). — Présente de nouveau la même loi amendée par la Chambre des Députés, p. 2490 à 2493 (I. n.º 138). — Présente la loi

du 22 avril 1831 relative à un crédit de 1,500,000 francs pour dépenses secrètes, p. 2572 à 2575 (I. n.º 142). — Son discours sur l'état du pays avant l'ouverture de la discussion sur la loi du 25 mars 1831 relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2050 à 2058 (I. n.º 122). — Donne les explications demandées par le duc Decazes au sujet de l'Italie, p. 2495 à 2497. — Soutient la discussion de la loi du 21 avril 1831 relative à la demande d'un crédit éventuel de 190 millions, p. 2610, 2612 à 2614, 2615, 2621. — S'explique au sujet de la loi relative à l'ex-Roi Charles X et à sa famille, p. 2635 à 2638. V. aussi p. 2678, 22, et 2681, § 1.<sup>er</sup>

PÉRIGNON (M. le marquis de). — Sa lettre contenant refus de serment, p. 94.

PÉRIGORD (M. le duc de), prête serment, p. 141.

PÉTITIONS COLLECTIVES, — du tribunal de commerce de Châteauroux, p. 87; — du tribunal civil de la même ville, *ibid.*; — de cinq cent quarante-huit habitans de la même ville, *ibid.*; — de son conseil municipal, *ibid.*; — de quarante-trois habitans de Joigny; de trois cent soixante-quatre habitans de Saint-Quentin pour adhérer à l'état de choses résultant de la révolution de juillet, p. 87 à 92 (I. n.º 6); — des autorités de Levroux (Indre), pour exprimer les mêmes sentimens, p. 113 (discours du comte de Montalembert, p. 113 à 114); — de quatre-vingt-un habitans d'Épinal; du tribunal de commerce de Périgueux; de vingt-trois habitans de Saint-Didier sur le même sujet, p. 283 et 284 (discours du comte de Montalembert, p. 284); — de cent soixante-deux habitans d'Amiens pour exprimer les mêmes vœux, pag. 494, — de douze habitans de Paris pour demander une réduction dans l'intérêt légal de l'argent, p. 216; — de cinquante-six habitans de Brives et de divers habitans de Bordeaux au sujet de l'impôt sur les boissons (rapport détaillé par M. le marquis de Maleville, p. 203 à 208; — discours du duc Decazes, p. 208 à 210 et 212 à 213; — du baron de Barante, p. 210 à 212; — du comte d'Argout, p. 213 à 215; — du rapporteur, 215); — de soixante-cinq propriétaires de vignes de Bergerac, — de deux cent soixante-huit propriétaires de vignes de Dijon, p. 688; — de quarante-sept habitans de la commune de Saint-Jean d'Août, p. 1273; — du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, p. 1273; — de la chambre de commerce de Toulouse,

et des maires de cent trois communes des départemens du Gers, de la Haute-Garonne, &c., au sujet du canal des Pyrénées, p. 1284 (observation du comte Béliard, *ibid.*); — de cent six détenus à la maison centrale de Nîmes, p. 1797; — de trente-deux habitans du quartier du Luxembourg au sujet de la pépinière des Chartreux, p. 2415; — de MM. de Lasteyrie, Jomard et autres, sur l'instruction primaire, p. 1286; — de MM. de La Mennais, Lacordaire, de Coux et de Montalembert, pour réclamer la liberté d'enseignement, p. 1815 (observations du comte de Tascher, p. 1816 à 1819; — du vicomte Lainé, p. 1819 à 1821; — de M. Barthe, Ministre de l'instruction publique, p. 1821 à 1823 et 1824; — du comte de Montalembert, p. 1823); — de vingt-un habitans du Quercy sur le même objet, p. 2415 (observations du comte de Montalembert, p. 2416, §. 1.<sup>er</sup>; — du marquis de Brézé, *ibid.*, et de divers autres Pairs, p. 2417); — du conseil municipal de Besançon, p. 2420; — de la société libre d'émulation de Rouen, p. 2420; — des avoués près le tribunal de Lille au sujet de la loi électorale, p. 1812; — des notaires de Nancy, *ibid.*; — des avoués près le tribunal de Dijon, p. 1997; — de divers habitans d'Uzerches, *ibid.*; — de trente-cinq électeurs de Fraysnel-Vicomte, *ibid.*; — de quinze habitans de Neufchâtel, *ibid.*; V. aussi p. 2396; — de soixante-dix électeurs de Strasbourg, p. 1997; V. aussi p. 2389; — des sieurs Gautier, Marbeau et Lacoste, p. 1997; — du sieur Delmas, *ibid.*; — des sieurs Baroux et autres, p. 2044; — du conseil municipal de Calais, p. 2045; V. aussi p. 2386 et 2387; — du conseil municipal de Sarlat, p. 2365; — de divers habitans de Granville, p. 2376; — de la Flèche, p. 2394; — de Noirmoutiers, p. 2400; V. aussi p. 2420. Voir aussi au mot *Élections (loi du 19 avril 1831)*; — de cinquante-cinq médecins de Paris au sujet de la loi sur la garde nationale, p. 549; — des commis des douanes à Toulon, p. 1274; — des sieurs Héder, Lacouture, Sturlac, Enhammer, p. 1274; — de quatre-vingt-huit habitans du canton de Belfort, p. 1275; — des sieurs Angebeau-Conscience, Rousseau et Strashbach, p. 1275; — des officiers et sous-officiers de la garde nationale de Collonges, de Fernel, de Mulhouse, p. 1936; — de cent trente-trois habitans du canton de Saint-Symphorien d'Ozon, *ibid.*; — de divers habitans de Lucenay, p. 1937; — de trois mille gardes nationaux de Lyon, *ib.*; — des sous-officiers de sapeurs-pompiers

de Soissons, *ibid.*; — des maires et officiers de la garde nationale d'Anet, *ibid.*; — de divers habitans de Nantes au sujet de la loi municipale, p. 2412.

PÉTITIONS INDIVIDUELLES.—Du sieur *Adhémart*, p. 1936; — du sieur *Albert*, p. 493; — du sieur *Alibert*, p. 780; — de la veuve *Allier*, p. 110; — du sieur *Altarath*, p. 490; — du comte d'*Ambrugeac* et autres, p. 2420; — du sieur *Angebau - Conssance*, p. 1275, 1707, 2413, 2420; — du sieur *Auban*, p. 1286; — du sieur *Augustin*, p. 1936; — du sieur *Bailly de Merlieux*, p. 550; — du sieur *Baroux*, p. 2044; — du sieur *Bellue*, p. 1288, 2001; — du sieur *Benjamin*, p. 1285; — de la dame *Bercy*, p. 1273; — du sieur *Besson*, p. 2412; — du sieur *Billard*, p. 1021, 2418; — du baron *Blein*, p. 1998; — du sieur *Boisse-Girard*, p. 2414; — de la dame *Borelly*, p. 773. (Voyez *Contrainte par corps contre des Pairs de France*); — du sieur *Borelly*, p. 1006; — du sieur *Bourcy de Melle*, p. 490; — du sieur *Bourrier*, p. 1936; — du sieur *Boyard*, p. 2289; — du sieur *Boyer*, p. 494; — du sieur *Brouard*, p. 1019; — du sieur *Cadet*, p. 2412; — du sieur *Carde*, p. 1288; — du sieur *Carmouche*, pour proposer de donner une indemnité de séjour aux Députés, p. 491 (Observations du comte de Montalembert, p. 491, §. ult.; — du duc de Choiseul, p. 492; — du comte de Sainte-Aulaire, p. 493); — du sieur *Chadiou*, p. 1937; — de la dame *Chagny*, p. 495; — du sieur *Channebot*, p. 2414; — du sieur *Chapelain*, p. 1009; — du sieur *Chapsal*, p. 494; — du sieur *Chaubard*, p. 2419; — du sieur *Chauffert*, p. 688 *et suiv.* (Voyez au mot *Contrainte par corps contre des Pairs de France*); — du sieur *Chauvassaignes*, pour demander une retraite en faveur des employés destitués depuis 1814, p. 1999. (Observation du comte Clément-de-Ris, p. 2000; — du rapporteur, *ibid.*); — de la dame *Clottu*, p. 1706; — du sieur *Colmar*, p. 1273; — du sieur *Conneau*, p. 1008; — du sieur *Coutard*, p. 687; — du sieur *Coutèle*, p. 1023; — de la dame de *Croissy*, p. 217; — du sieur *Darnaud*, p. 2420; — du sieur *Debroise*, p. 1273; — du sieur de *la Croix du Fay*, p. 2412; — du sieur *Delamothe*, p. 1998 (Observations du marquis d'Aramon, p. 1999, § 2); — du sieur *Delangle*, p. 112; — du sieur *Delmas*, p. 1997; — du sieur *Delporte*, p. 1936; — du sieur *Demeaux*, p. 2412; — du sieur *Deslandes*, p. 2631; — du

sieur *Despauz*, au sujet des terres vagues des communes, p. 1795 (Observations du vicomte Lainé, p. 1796); — du sieur *Despréaux*, p. 544; — du sieur *Destravault*, p. 112, 489, 548; — du sieur *Deveine*, p. 1937; — du sieur *Devieville des Essarts*, p. 1936; — de la dame *Dorville*, p. 1007; — du sieur *Drouard*, p. 1936; — du sieur *Drouinet*, p. 775 (*V. Contrainte par corps contre des Pairs de France*); — du sieur *Dubois*, p. 547, 1814; — du sieur *Duclos*, p. 1936; — du sieur *Dufau*, p. 1285; — du sieur *Dumiral*, p. 2412; — du sieur *Marié Duplan*, pour réclamer le traitement de la Légion-d'honneur, en faveur des officiers de l'ancienne armée. (Rapport détaillé, p. 278 à 285); — du sieur *Dupré*, au sujet des retenues opérées sur les légionnaires, p. 1020. (Observations du comte Dejean, p. 1020, § ult.); — du sieur *Durand*, p. 779; — de la dame *Durup-Bussy*, p. 781; — du sieur *Dury*, p. 1007; — du sieur *Dutrui*, p. 1998; — du sieur *Léon Duval*, p. 1285 (Observations du comte Dejean, *ibid.*); — du sieur *Duvallier*, p. 1364; — du sieur *Duwiguet*, p. 778; — du sieur *Enhammer*, p. 1274; — de la comtesse *d'Erlach*, p. 217; — du sieur *Escatg*, p. 2419; — du sieur *Escalier*, p. 1276, 1288; — du même, au sujet du nouveau régime de l'école Polytechnique (Rapport détaillé, p. 1781 à 1791. — Observations du comte de Montalivet, Ministre de l'intérieur, p. 1791; — du baron de Monville, p. 1793, § 2; — du comte Portalis, *ibid.*, § ult.; — du comte d'Argout, p. 1794, § ult.; décision de la Chambre, p. 1795); — Du sieur *Fabas*, p. 1703; — du sieur *Faure*, p. 1937; — du sieur *Favre*, p. 1022; — du sieur *Fourcal de Bosc*, p. 2044; — du sieur *Froidevaux*, p. 2302; — du sieur *Gadet*, p. 1364; — du sieur *Gaget*, p. 2412; — du sieur *Gallery*, p. 495; — du sieur *Gautier*, p. 1997; — du sieur *Gavard*, p. 548; — du sieur *Gérin*, p. 1022; — du sieur *Germain*, p. 2630; — du sieur *Glodic*, p. 2420; — du sieur *Gosest*, 547; — de la demoiselle *Goncry*, p. 547; — du sieur *Gouré*, p. 688 *et suiv.* (*V. au mot Contrainte par corps contre des Pairs de France*); — du sieur *Goult*, p. 781; — du sieur *Guéry*, p. 1936; — du sieur *Guichard*, p. 1284; — du sieur *Guyon*, p. 1007, 1022; — du sieur *Guyot*, p. 1006; — du sieur *Guyot-de-Fère*, p. 1007; — du sieur *Heder*, p. 1273, 1274; — du sieur *Henebeu*, p. 285; — du sieur *Hiffelsheim*, p. 1937; — du sieur *Hildebrand*, p. 779; — du sieur *Houry*, p. 545, 548, 776, 1797; — du sieur *d'Ingrement*, p. 491; — du

sieur *Jarry*, p. 2001; — du sieur *Jeanbert*, p. 112; — du sieur *Labourey*, p. 1364; — du sieur *Lacoste*, p. 1997, 2045; — du sieur *Lacouture*, p. 1274; — du sieur *Lainé*, p. 2298; — de la dame *Lally-de-la-Neuville*, p. 488. V. aussi p. 537; — du sieur *Lambert*, p. 1022; — du sieur de *Lamenardière*, p. 779, 781; — du sieur de *La Mennais*. V. l'article des *Pétitions collectives*; — du sieur *Langerboul*, p. 781; — du sieur *Lapérière*, p. 495; — du sieur *Latourette*, p. 1022; — du sieur *Laurençon*, p. 2418; — du sieur *Lavocat*, p. 473 et 1006; — du sieur *Lebaillif*, p. 2412; — du sieur *Lefournier*, p. 781; — du sieur *Legrand*, au sujet du projet de loi sur les récompenses nationales, p. 119 (Cette pétition est lue à la Chambre, *ibid.*); — du sieur *Leloup*, p. 2412; — du sieur *Lemaire*, p. 1937; — du sieur *Lemaître*, p. 2044. V. aussi p. 2289; — du sieur *Lemarié*, p. 549; — du sieur *Léorier*, p. 1936; — de la famille *Lesurque*, p. 1365. — du sieur *Levillain*, p. 778; — du sieur *Lez Tremoz*; p. 1008; — du sieur *Lindberg*, au sujet de l'ordre de Saint-Louis, p. 1704 (Observations du marquis de Brézé, *ibid.*; — du comte Sébastiani, Ministre des affaires étrangères; p. 1705); — du sieur *Loire*, p. 1287; — du sieur *Loire du Chemin*, p. 495; — du sieur *Magnier*, p. 1937; — du sieur *Magnin*, p. 1936; — du sieur *Mallet*, p. 1364; — du sieur *Mandat*, p. 2420; — du sieur *Manouis*, p. 1937; — du sieur *Marbeau*, p. 1997; — du sieur *Marc*, p. 2420; — du sieur *Mathias* au sujet des dépenses de la garde nationale, p. 542 (Observations du comte de Montalivet, *ibid.*, § ult.); — du duc de Broglie, p. 543; — du baron de *Maubenge*, p. 1706; — du sieur *Maucourant*, p. 1021; — du sieur *Mauvel*, p. 546; — du sieur *Felix Mercier*, p. 108, 109, 110, 111; — du sieur *Mercurin*, p. 1282; — du sieur *Mislet*, p. 1363; — du sieur *Moerlin*, p. 2002; — du sieur *Montagne*, p. 1937; — du sieur *Moppert*; — du sieur *Morel*, p. 1008; — du sieur *Nampe*, p. 1021; — du sieur *Olivier*, p. 1812; — du sieur *Paifer*, p. 549; — du sieur *Pascal*, p. 1364; — du sieur *Paulinier de Fontenille*, p. 546; — du sieur *Picard*, p. 2413; — du sieur *Potelle*, p. 544; — du sieur *Pouget*, p. 1364; — du sieur *Prevost*, p. 112; — du sieur *Quesnescourt*, p. 1936; — du sieur *Quinquaud*, p. 108; — du sieur *Remy*, p. 2420; — du sieur *Reverdy*, p. 781-1009; — du sieur *René*, p. 1937; — du sieur *Rieff*, p. 496; — de la dame *Reybaud*, p. 1813; — du sieur *Ritter*, p. 1813; — du sieur *Rivals*, p. 780; — du sieur *Robin Descombes*, p. 1024; — du baron *Roger*, p. 1287; — du sieur *Rogery de Beaufort*,

p. 2630 ; — du sieur *Roland*, p. 1022 ; — du sieur *Roque*, p. 2043 ; — du sieur *Rougier*, p. 112 ; — du sieur *Rousseau*, p. 781, 1275 ; — du sieur *de Rouvière*, p. 111 ; — du sieur *Paul de Saint-Pierre*, p. 490 ; — du sieur *de Sainson*, p. 548 ; du sieur *Saly*, p. 1022 ; sur les chemins vicinaux (Observations du comte de Sparre) ; — du sieur *Samson-Davilliers*, p. 1937 ; — du sieur *Saur*, p. 1814. V. aussi p. 2631, § 1.<sup>er</sup> ; — du sieur *Spy*, p. 1286, 1935 ; — du sieur *Strasbach*, p. 1275 ; — du sieur *Sturlac*, p. 1274 ; — du sieur *Thomas*, p. 1706 ; — du sieur *Thouron*, p. 2412 ; — du sieur *Tisserand*, p. 1276 ; — du sieur *Torterne*, p. 779 ; — du sieur *Touquet*, p. 1275 ; — du sieur *Tournafotte*, p. 1998 ; — du sieur *Tournay*, p. 2414 ; — du sieur *Tournesfort*, 2289 ; — du sieur *Tremblay*, p. 2412 ; — du sieur *Troyon*, p. 1814 ; — du sieur *Vernier*, p. 2418 ; — de la dame *Villandt*, p. 2419 ; — du sieur *Villart*, p. 1706 ; — du sieur *Voilemier*, p. 1937.

**PEYRONNET** (M. le comte de). — Son arrestation est annoncée à la Chambre par M. le Garde des sceaux, p. 81. — Une commission est nommée à ce sujet, p. 82. — Rapport, p. 99 (I. n.º 7). — La Chambre déclare n'y avoir lieu à délibérer, p. 106. V. au mot *Polignac*.

**PLAISANCE** (M. le duc de). — Nommé secrétaire de la Chambre pour la session 1830, p. 8. — Prête serment, p. 50. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 494. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 15 mars 1831 relative à l'ouverture d'un crédit de 2 millions pour pensions militaires, p. 1805 à 1812 (I. n.º 107). — S'explique sur la loi électorale, p. 2377 ; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2639 à 2641.

**POIX** (M. le duc de), prête serment, p. 58.

**POLIGNAC** (M. le Prince de). — Sa lettre au Président de la Chambre à l'occasion de son arrestation, p. 76 à 79. — Discussion sur le renvoi de cette lettre à une commission spéciale, p. 79 à 81. — Lettre du Garde des sceaux relative au même objet, p. 81. — Nomination d'une commission spéciale, p. 82. — Rapport fait par M. le comte Siméon, p. 99 à 105 (I. n.º 7). — Discussions sur les conclusions de ce rapport, p. 105. — Arrêté de la Chambre qui autorise l'arrestation du prince de Polignac, p. 106.

**PONTÉCOULANT** (M. le comte de), combat la proposition tendant à exclure de la Chambre les Pairs nommés par le Roi Charles X, p. 35 à 37. V. aussi p. 39, § 1.<sup>er</sup>. — Prête ser-

ment, p. 50. — S'oppose à l'impression d'un rapport de pétitions, p. 210. — Prend part à la discussion d'un arrêté relatif aux propositions de loi faites par des Pairs, p. 310, § *ult.* — Son opinion sur l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 342 à 344. — Prend part à la discussion d'une proposition relative au jugement des délits de la presse, p. 417, § 1.<sup>er</sup> — S'explique sur les formes à suivre pour le jugement des anciens Ministres, p. 528 à 530; — sur la loi du 11 octobre 1830 relative au recrutement de l'armée, p. 568 et 575; — sur un projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 25 septembre 1822, p. 627; — sur une proposition relative à la répression des délits commis dans les églises, p. 738; — sur une ordonnance relative au jugement du comte de Kergorlay, p. 792, § 2; — sur l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 910 à 912; — sur un projet d'arrêté relatif à l'exercice de la contrainte par corps contre les Pairs de France, p. 999, § *ult.*; V. aussi p. 1320, § 2; — sur la loi qui affecte au Trésor le fonds commun de l'indemnité, p. 1158 à 1160; — sur une proposition relative au droit d'interpeller les Ministres, p. 1613 à 1616; — sur la loi relative à l'organisation municipale, p. 1745, 1750, § *ult.*; 1755, § 2; — sur la demande d'un crédit éventuel de 100 millions, p. 2607, § 1.<sup>er</sup>

**PORTAL** (M. le baron), prête serment, p. 50. — Est élu candidat pour président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, p. 1366. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 12 septembre 1830 relative à la réélection des Députés promus à des fonctions salariées, p. 263 à 265 (I. n.º 23). — Ses observations sur le droit qui appartient aux Pairs d'interpeller les Ministres, p. 1386, § *ult.*; — sur la loi relative aux pensions de la marine, p. 2451, § 1.<sup>er</sup> et 2471, § 1.<sup>er</sup>

**PORTALIS** (M. le comte), prête serment, p. 50. — S'explique au sujet de l'article 3 de la loi du 31 août 1830 relative au serment des fonctionnaires, p. 187, § 4. — Ses observations sur l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 344; — sur l'application du jury aux délits de la presse, p. 417, § *ult.*, et 418, § 2; — sur le droit d'interpeller les Ministres, p. 1387; — sur la loi relative à la garde nationale, p. 1565, 1566, § *ult.*; — sur une communication du Gouvernement relative

aux affaires de Belgique, p. 1727 ; — sur la loi relative à la procédure en matière de presse, p. 2260, 2262, § 2; 2264, § *ult.* ; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2328, § 1.<sup>er</sup> et 2329, § 1.<sup>er</sup>. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur les questions relatives à l'exercice de la contrainte par corps contre un Pair de France, p. 872 à 883 (L. n.° 64). *V.* aussi p. 990 à 993, 996, § *ult.* ; et 1000 ; — sur la loi du 8 février 1831 qui attribue un traitement aux ministres du culte israélite, p. 1302 à 1317 (L. n.° 88). *V.* aussi p. 1327. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1287. — S'explique sur une pétition relative à l'école Polytechnique, p. 1793, § *ult.*

PRASLIN (M. le duc de), préte serment, p. 50. — Fait une observation sur la loi du 31 août 1830 relative au serment, p. 185, § *penult.* — S'oppose à la clôture de la discussion sur le projet de loi relatif à la garde nationale, p. 1507, § 1.<sup>er</sup> — Propose un amendement à l'article 9 de ce projet, p. 1513, § *penult.* — Fait une observation sur l'art. 143, p. 1922, § 2. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 21 mars 1831 relative à l'organisation municipale, p. 1678 à 1689 (L. n.° 104). *V.* aussi p. 1751, § 1.<sup>er</sup>, et 1772, 1773, 1776, 1778.

PRINCES DU SANG. — MM. le duc de Chartres et le duc de Nemours sont autorisés à siéger à la Chambre des Pairs pendant la session 1830, p. 7.

PRIORITÉ. — Doit-elle être donnée au projet du Gouvernement ou aux amendemens de la commission ? *V.* p. 1224, 1507 et 1508, 2287 et 2288, § 1.<sup>er</sup>

PROCÈS-VERBAL. — Peut se borner, sous le régime de la publicité, à constater les résolutions de la Chambre. *V.* p. 45.

PROJETS DE LOI proposés à la Chambre des Pairs dans la 2.<sup>e</sup> session de 1830 et non convertis en lois. — Ces projets sont au nombre de 6, savoir :

Un projet de loi sur l'amortissement. *V.* au mot *Amortissement* ;

Un projet de loi portant abrogation de la loi du 11 septembre 1807 sur les pensions des grands fonctionnaires publics. *V.* au mot *Pensions n.° 5* ;

Un projet de loi sur l'instruction primaire. *V.* au mot *Instruction primaire* ;

Un projet de loi relatif aux crimes et délits qui se com-

mettent dans les édifices consacrés au culte. *V.* au mot *Crimes et délits*;

Un projet de loi relatif au cumul des traitemens. *V.* au mot *Cumul*;

Un projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X et à sa famille. *V.* au mot *Charles X*.

PROJET DE LOI retiré par le Gouvernement. Voyez *Instruction primaire*.

PROPOSITIONS DE LOI faites par des Pairs (Formes à suivre pour les). Voyez *Règlement intérieur*, n.º 2.

PUY (M. le comte du), prête serment, p. 49.

PUYSECUR (M. le comte de), adresse son serment par écrit, p. 386, — le renouvelle de vive voix, p. 734.

## R

RAIGECOURT (M. le marquis de), prête serment, p. 50.

RAMPON (M. le comte), prête serment, p. 50. — Prend part à la discussion de la loi sur la garde nationale, p. 1554, § 1.º  
— Appuie un amendement de la commission à la loi électorale, p. 2357, § 1.º

RAPPEL DES BANNIS. = LOI du 11 septembre 1830 tendant à rapporter les articles 3 et 7 de la loi du 12 janvier 1816. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 6 septembre. — Adoptée le 10. — Sanctionnée et promulguée le 11 (B. des lois, année 1830, 2.º semestre, 1.ºe partie, n.º 7, p. 72). = Exposé des motifs, p. 259 à 261 (I. n. 22). — Rapport par le duc de Choiseul, p. 366 à 373 (I. n.º 30). — Ouverture immédiate de la discussion. — Observations du marquis de Maleville, p. 373; — du marquis de Brezé, p. 374 à 375; — du duc de Broglie, p. 375; — du vicomte Dubouchage, p. 376 à 378, *V.* aussi p. 382, § 1.º; — du duc de Broglie *iterùm*, p. 378; — du duc Decazes, p. 379 à 382; — du marquis de Marbois, p. 382, § *ult.* — Vote au scrutin, p. 384.

RASTIGNAC (M. le marquis de), envoie son serment par écrit, p. 196, — le renouvelle de vive voix, p. 423.

RÉCOMPENSES NATIONALES.

1. = LOI du 30 août 1830 relative aux récompenses et pensions à accorder par suite des événemens de juillet. — Votée par la Chambre des Députés sur la proposition de M. Benjamin Delessert, le 18 août 1830. — Adressée

à la Chambre des Pairs le 23. — Adoptée le 27. — Sanctionnée et promulguée le 30 (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> sem., 9.<sup>e</sup> série, 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 6, p. 265). — Message, p. 107 (I. n.<sup>o</sup> 8). — Pétitions relatives à cette loi, p. 111 et 119. — Nomination d'une commission, p. 119. — Rapport par le duc de Choiseul, p. 145 à 150. — (I. n.<sup>o</sup> 12). — Adoption immédiate du projet de loi, p. 152. — Sa teneur p. 151.

2. — Loi du 13 décembre 1830, relative à l'exécution de la loi du 30 août 1830, sur les récompenses nationales. — Présentée par le Gouvernement à la Chambre des Députés. — Apportée à la Chambre des Pairs le 26. — Adoptée le 10 décembre. — Sanctionnée et promulguée le 13 (Bulletin des Lois, année 1831, 1.<sup>er</sup> sem., 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 17, p. 123). — Exposé des motifs, p. 866 (I. n.<sup>o</sup> 62). — Nomination d'une commission, p. 897. — Rapport par le comte Molé, p. 1043 à 1046 (I. n.<sup>o</sup> 69). — Discussion, p. 1071. — Discours de M. le marquis de Brezé, p. 1074. — Observations du rapporteur, p. 1075; — du maréchal comte Jourdan, p. 1076, § 1.<sup>er</sup>; — du duc de Broglie, *ibid.*, § 4. — Vote au scrutin, p. 1080.

#### RECRUTEMENT.

1. — Loi du 11 octobre 1830 relative au vote annuel du contingent de l'armée. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 23 septembre. — Adoptée le 5 octobre; — sanctionnée et promulguée le 11 (Bulletin des Lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> sem., 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 10, p. 83). — Exposé des motifs, p. 466 à 468 (I. n.<sup>o</sup> 34). — Nomination d'une commission, p. 498. — Rapport par le maréchal comte Jourdan, p. 537 à 542 (I. n.<sup>o</sup> 38). — Discussion, p. 560 à 577. — Opinions du comte d'Ambrugeac, p. 560 à 568, *V.* aussi p. 573 et 576; — du comte de Pontécoulant, p. 568 et 575; — du comte de Montalembert, p. 571. — Observations du duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, p. 569; — du maréchal comte Jourdan, rapporteur, p. 574, § 1.<sup>er</sup>; — du baron de Barante, *ibid.*, § *ult.* — Vote au scrutin, p. 577.

2. — Loi du 11 décembre 1830, qui appelle 80,000 hommes de la classe de 1830. — Présentée à la Chambre des Députés par le Gouvernement. — Apportée à la Chambre des Pairs le 8 décembre 1830. — Adoptée le 10. — Sanctionnée et promulguée le 11 (Bulletin des Lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> sem., 1.<sup>re</sup> partie, n.<sup>o</sup> 15, p. 113). — Exposé des motifs, p. 1038 à

1043 (I. n.º 70). Nomination d'une commission, p. 1043.  
 — Rapport par le comte Molé, p. 1082 à 1084 (I. n.º 71).  
 — Discussion, p. 1084. — Observations du duc de Fitz-James, p. 1084 à 1087; — du vice-amiral comte Verhuell, p. 1087; — du duc de Broglie, p. 1088; — de M. Laflitte, Président du conseil des Ministres, p. 1090; — du marquis de Mortemart, p. 1091. — Vote au scrutin, p. 1092.  
 REGGIO (M. le maréchal duc de), prête serment, p. 50.

RÉGLEMENT intérieur de la Chambre (Additions ou modifications au)

1. = PROPOSITION de M. le marquis de Maleville relative aux impressions de la Chambre et à la distribution du Moniteur à tous les Pairs. — Énoncé de cette proposition, p. 85. — Développemens, p. 120 à 125 (I. n.º 10). — Nomination d'une commission, p. 137. — Observations incidentes, V. p. 210. — Rapport par M. le marquis de Mortemart, p. 240 et suiv. V. aussi p. 247 à 250 (I. n.º 21). — Délibération, p. 302. — Vote et adoption du projet d'arrêté proposé par la commission, *ibid*; V. aussi p. 435.

2. = PROPOSITION de M. le baron de Barante relative aux formes à suivre pour les propositions de loi faites par des Pairs. — Énoncé de cette proposition, p. 86. — Développemens, p. 125 à 136 (I. n.º 11). — Nomination d'une commission, p. 137. — Rapport par le marquis de Mortemart, p. 240 à 250 (I. n.º 21). — Projet d'arrêté proposé par la commission, p. 250. — Discussion, p. 303 à 314. — Dans cette discussion sont entendus MM. le vicomte de Montalembert, p. 304, § *ult.*; — le baron de Barané, p. 305, 306, § *ult.*; 309, 312 § *ult.*; 314, § 1.<sup>er</sup>; — le vicomte Dubouché, p. 306, § 1.<sup>er</sup>; 313 § *ult.*; 314, § 2; — le comte de Montalivet, p. 307, § *ult.*; 310, § 1.<sup>er</sup>; 312, § *pénult.*; — le comte d'Argout, p. 308; — le comte de Pontécoulant, p. 310; § *ult.* — Adoption au scrutin de l'arrêté proposé par la commission, p. 314.

3. = PROPOSITION du comte de Tascher tendante à faire examiner s'il n'y a point une lacune dans le titre 4 du règlement au sujet des explications incidentes à demander aux Ministres. — Énoncé-sommaire, p. 1403. (V. au mot *explications de faits*). — Développemens, p. 1607 à 1612 (I. n.º 100). — Discussion sur la prise en considération, p. 1612 à 1616. — Observations du comte de Sesmaisons, p. 1612; — du comte de Pontécoulant, p. 1613. — Prise en considération, p. 1616. — Nomination d'une commission, p. 1634.

- Rapport par le comte de Tascher, p. 1973 à 1981 (I. n.° 114). — Projet d'arrêté proposé par la commission, p. 1981.
- Discussion, p. 2270 à 2274. — Observations du marquis de Brezé, p. 2271; — du duc de Broglie, p. 2272, § 1.<sup>er</sup>, 2273, § 1.<sup>er</sup>; 2274, § 2; — du comte de Montalembert, p. 2272, § ult., et 2273, § 2; — du comte de Ségur, p. 2273, § ult.; — du comte de Tascher, rapporteur, 2274. — Adoption de l'article réglementaire proposé par la commission, p. 2273.
- REILLE (M. le comte), prête serment, p. 50.
- RENOUARD (M.), est nommé commissaire du Roi pour la défense de la loi du 10 décembre 1830 relative à la suppression des juges-auditeurs et des conseillers-auditeurs, p. 832 et 833. — Soutient la discussion de cette loi, p. 841 à 845-856, 858. § 1.<sup>er</sup>.
- RICARD (M. le comte), prête serment, p. 50.
- RICHEBOURG (M. le comte de), prête serment, p. 50.
- RICHELIEU (Armand-François Odet Chapelle de Jumilhac duc de), neveu et successeur à la Pairie de M. Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie Duplessis duc de Richelieu. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 458. — Ils sont déclarés valables sur le rapport d'une commission, p. 460. — Admission et serment du nouveau Pair, p. 461.
- RIGNY (M. le vice-amiral comte de), *Ministre de la marine et des colonies*. — Présente à la Chambre la loi du 30 mars 1831 relative aux pensions des officiers de marine, réformés de 1814 à 1817, p. 1994 à 1996 (I. n.° 117); — en soutient la discussion, p. 2111, 2113 et 2116. — Présente la loi du 18 avril 1831, contenant un nouveau tarif des pensions de l'armée de mer, p. 2408 (I. n.° 131). — Soutient la discussion de cette loi, p. 2451, § 2; 2457, 2471, § ult.
- ROSANBO (M. le marquis de), refuse le serment, p. 523.
- ROUGÉ (M. le marquis de), prête serment, p. 50. *V.* aussi p. 53. — Lettre par lui adressée à un journal à l'occasion de ce serment, p. 83. — Cette lettre est déferée à la Chambre par un Ministre, p. 82, § ult. — Arrêté pris par la Chambre à ce sujet, p. 85. — Observations incidentes du duc de Fitz-James, p. 95; — du duc de Broglie, p. 97. — Lettre explicative écrite au Président par M. le marquis de Rougé, p. 98. — Ses observations sur la loi du 25 mars 1831 relative à la vente d'une partie des bois de l'État, p. 2065. *V.* aussi p. 2068, § ult.; — sur la loi du 21 avril 1831, relative à un crédit éventuel, p. 2603 à 2610; — sur l'art. 4

du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2680, § 1.<sup>er</sup>  
**ROUGE** (M. le comte de), se retire de la Chambre, p. 38, § 1.<sup>er</sup>  
**ROY** (M. le comte), prête serment, p. 50. — Demande une  
 explication sur l'article 3 de la loi relative au serment,  
 p. 186, § 1.<sup>er</sup> et *ult.* — Rapports par lui faits au nom de  
 commissions spéciales; sur la loi du 17 octobre 1830, re-  
 lative à l'impôt des boissons, p. 633 (I. n° 48); — sur la  
 loi du 5 janvier 1831, relative à un vote de crédits supplé-  
 mentaires, p. 1122 à 1135 (I. n° 76); — sur un projet de  
 loi relatif à l'amortissement, p. 1475 à 1499 (I. n° 97). V.  
 aussi p. 1639 à 1646; 1648 à 1650; 1652, § *ult.*; 1654,  
 § 1.<sup>er</sup>, et 1662; — sur la loi du 26 mars 1831, relative aux  
 contributions directes, p. 1836 à 1835 (I. n° 111); — sur  
 la loi du 25 mars 1831, relative à l'aliénation d'une partie  
 des bois de l'État, p. 2032 à 2044 (I. n° 121), V. aussi  
 p. 2063 et 2074; 2075; — sur la loi du 16 avril 1831, re-  
 lative à des contributions extraordinaires, p. 2509 à 2524  
 (I. n° 141). — Ses observations sur la loi du 8 septembre  
 1830, relative à l'enregistrement des actes de prêts, p. 273  
 à 275; — sur la loi du 17 octobre 1830, relative à un fonds  
 de secours pour le commerce, p. 705 à 711, et 718 à 721;  
 — sur un projet de loi tendant à abroger la loi du 11 sep-  
 tembre 1807, p. 754 à 797; — sur la loi du 29 janvier  
 1831, relative au règlement définitif du budget de 1828,  
 p. 1178 à 1180, et 1181; — sur la loi du 30 mars 1831,  
 relative aux pensions des marins réformés de 1814 à 1817,  
 p. 2112, 2114, § 3; — sur la loi du 11 avril 1831, re-  
 lative aux pensions de l'armée de terre, p. 2145 à 2147;  
 2148, § 1.<sup>er</sup>; 2149, § 1.<sup>er</sup>; 2153, § *ult.*; 2163, § 1.<sup>er</sup>; — sur  
 la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2285, § 1.<sup>er</sup>; — sur  
 la caisse des invalides de la marine, au sujet de la loi sur  
 les pensions de ce département, p. 2465 à 2467; 2470,  
 § 1.<sup>er</sup>; 2471, § 2, et 2472, § 1.<sup>er</sup>; — sur la demande d'un  
 crédit éventuel de 100 millions, p. 2611, § *ult.*; 2620, § *ult.*  
**RULLY** (M. le comte de), s'excuse de ne pouvoir se rendre à  
 la Chambre, p. 69. — Prête serment, p. 141.

## S

**SABRAN** (M. le duc de), prête serment, p. 521. — Son dis-  
 cours à cette occasion, p. 522. — Ses observations sur  
 l'admission du duc de Crussol, par suite du refus de ser-  
 ment du duc d'Uzès, p. 908.

**SACRILÈGE**. = Loi du 11 octobre 1830, relative à l'abroga-

- tion de la loi du 20 avril 1825 sur le sacrilège. — Adoptée par la Chambre des Pairs, sur la proposition du comte de Saint-Priest, le 9 septembre 1830. — Sanctionnée et promulguée le 11 octobre 1830. (Bulletin des lois, année 1830, 2.<sup>e</sup> sem., 1.<sup>re</sup> partie, n.º 10, p. 84.) — Énoncé de la proposition faite par le comte de Saint-Priest, p. 188. — Développemens, p. 230 à 239 (I. n.º 20). — Prise en considération, p. 239. — Nomination d'une commission, p. 262. — Rapport par le comte de Saint-Audaise, p. 289 à 298. (I. n.º 25). — Observation du vicomte Dubouchage, p. 298, § ult. — Discussion, p. 336 à 346. — Observations du vicomte Dubouchage, p. 337 à 339. V. aussi p. 346, § 1.<sup>er</sup> et du comte de Saint-Priest, p. 339 et diff. — du comte d'Angout, p. 339 à 342; — du comte de Pontébaillon, p. 342 à 344; et du comte Portalis, p. 344; — du marquis de Cateaux, p. 345, § 1.<sup>er</sup>; — du baron Boissel de Montvillain, p. 345, § 2.<sup>o</sup>; — du duc de Broglie, *ibi*, § ult. — Vote au scrutin, p. 346. V. aussi *crimes et délits commis dans les églises consacrées au culte*.
- SAINT-PIERRE (M. le comte de), prêt serment, p. 93. — Fait une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 20 avril 1825 relative au sacrilège, p. 188. V. au mot *Sacrilège*. — V. ses observations sur une proposition relative à la répression des délits commis dans les églises, p. 739, § 1.<sup>er</sup>. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 548, 789. — Ses observations sur l'admission du duc de Crussol, par suite du refus de serment de son père, p. 904 à 906; — sur l'exercice de la contrainte par corps contre des Pairs de France, p. 988. V. au mot *Contrainte par corps*.
- SAINT-ROMAN (M. le comte de), refuse le serment, p. 258.
- SAINT-SIMON (M. de marquis de), envoie son serment par écrit, p. 457; — le renouvelle de vive voix, p. 4012. — Fait une observation sur un projet d'arrêté tendant à autoriser contre un Pair l'exercice de la contrainte par corps, p. 1318, § 2.<sup>o</sup>.
- SAINTE-AULAIRE (M. le comte de), prêt serment, p. 50. — Fait des rapports au nom du comité des pétitions; — sur des adresses relatives aux événemens de juillet, p. 87 à 92 (I. n.º 6); — sur des réclamations de légionnaires, p. 278 à 283. — sur une pétition du sieur *Carnouche*, p. 493, § 1.<sup>er</sup>. — Sur diverses pétitions, p. 1008, 1281. — Rapports par lui faits au nom de commissions spéciales; sur la loi du 31 août 1830; relative au serment de fonctionnaires publics, p. 152 à 162 (I. n.º 13); V. aussi p. 184, § 2; — sur le projet de loi

relatif à l'abrogation de la loi du sacrilège, p. 289 à 298 (I. n.º 25) ; — sur les questions relatives aux refus de serment faits par plusieurs Pairs, p. 883 à 893 (I. n.º 65). — Présente le résumé de la discussion qui a eu lieu sur ce rapport, p. 932 à 937. — Fait un rapport sur la loi du 22 mars 1831 relative à la garde nationale, p. 1406 à 1449 (I. n.º 94). V. ses observations dans le cours de la discussion, p. 1537, 1539 à 1541, 1547, 1556, 1586, § *ult.* — Fait un nouveau rapport sur les articles renvoyés à la commission, p. 1603 à 1605. — Prend part à la discussion d'une proposition relative au jugement des délits de la presse, p. 448, § 1<sup>er</sup> ; — d'un projet de loi tendant à abroger la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1807, p. 741 à 744 ; — de la loi sur les cautionnements des journaux, p. 1031, § *ult.* 1049, § *ult.* ; — de la loi sur l'organisation municipale, p. 1750, § 1<sup>er</sup>.

SAINTE-SUZANNE (M. Gilles-Joseph-Martin de Bruneteau, comte de), prête serment, p. 50. — Décédé le 26 août 1830.

SAINTE-SUZANNE (M. Joseph-Armand-François de Bruneteau comte de), fils du précédent. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de ses droits d'hérédité à la Pairie, p. 424. — Ces titres sont renvoyés à l'examen d'une commission de trois membres, *ibid.* — Ils sont déclarés valables par la Chambre, p. 425. — Information, p. 426 et 438. — Réception et serment du nouveau Pair, le 23 septembre 1830, p. 458.

SÉANCE D'OUVERTURE de la session, le 3 août 1830, p. 1. — Discours du Prince lieutenant-général, p. 2. — Le procès-verbal de cette séance est lu à la Chambre et adopté par elle, p. 6 et 7.

SÉANCE ROYALE du 9 août 1830. — Le procès-verbal de cette séance est lu à la Chambre des Pairs, p. 45 à 49. — Séance royale de prorogation des Chambres annoncée par une lettre du Président du conseil, p. 2601. — Députation de douze membres tirée au sort pour aller au-devant du Roi, p. 2629. — Procès-verbal de cette séance, p. 2683 à 2689.

SÉBASTIANI (M. le comte), Ministre des affaires étrangères, s'explique au sujet d'une pétition relative à l'ordre de Saint-Louis, p. 1705 ; — au sujet de la conduite du Gouvernement dans les affaires de Belgique, p. 1725 à 1727 ; — au sujet de la loi du 21 avril 1831 relative à un crédit éventuel de 100 millions, p. 2604 à 2606.

SÉGUIER (M. le baron), prête serment, p. 50. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 108. — Est nommé Vice-Président de la Chambre par ordonnance du Roi du 27 août 1830, p. 139. V. cette ordonnance p. 196. — Son dis-

- cours en venant occuper le fauteuil, p. 110. — Fait diverses observations au sujet de la loi du serment, p. 181, 187, § *ult.*; — au sujet de la proposition relative au jugement des délits de la presse, p. 417, § 2, 452, § *pénult.*; 454, § 1.<sup>er</sup> — d'un projet de loi relatif à la suppression des conseillers-auditeurs et des juges-auditeurs, p. 837 à 841, *V.* aussi p. 857; — de la loi relative à la procédure en matière de presse, 2264, § 2; — du projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2680, § 5.
- SÉGUR (M. Henri-Raymond-Eugène comte de), fils et successeur à la Pairie de M. Louis-Philippe comte de Ségur. — Adresse à la Chambre les titres justificatifs de ses droits, p. 256. — Ces titres sont renvoyés à l'examen d'une commission de trois membres, p. 257. — Ils sont déclarés valables sur le rapport de cette commission, p. 257, et 258. — Information préalable à la réception du nouveau Pair, p. 258. — Compte rendu de cette information, p. 287. — Admission et serment du comte de Ségur, de 9 septembre 1830, p. 336. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur des requêtes tendantes à l'exercice de la contrainte par corps contre des Pairs de France, p. 428 à 429 (L. n.º 86). — Propose un article additionnel à l'arrêté relatif au droit d'interpellation des Ministres, 2273, § *pénult.* — Propose un amendement à la loi de lecture, p. 2383, § *ult.*
- SÉGUR-LAMOIGNON (M. le vicomte de), prête serment, p. 50. — Réclame la parole pour adresser au ministère une demande d'explication, p. 1270, § *ult.*
- SÉMONVILLE (M. le marquis de), Grand-référendaire, prête serment le 10 août 1830, p. 50. — Ses observations au sujet de l'exercice de la contrainte par corps contre un Pair de France, p. 700 à 703; — au sujet de l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 925.
- SERMENT (prestations de); *V.* p. 49, 50, 57, 58, 67, 68, 93, 117, 140, 141, 191, 195, 219, 255, 335, 385, 386, 423, 457, 458, 461, 497, 498, 521, 523, 553, 624, 734, 759, 760, 783, 829, 1037.
- SERMENT (refus de); *V.* p. 54, 69, § 2; 94, 220, 258, 335, 336, 457, 523, 554. *V.* aussi *Lettres contenant des refus de serment motivés.*
- SERMENT (Questions relatives aux refus de serment faits par plusieurs Pairs). Voir les observations de M. le Président sur une demande tendant à l'impression de la liste des Pairs assermentés, p. 599. — La Chambre arrête que cette

liste ne sera pas imprimée quant à présent, p. 601. — Proposition de M. le comte Dejean tendant à ce qu'une commission soit nommée pour l'examen des questions dont il s'agit. — Énoncé sommaire, p. 636. — Examen dans les bureaux, V. p. 684 et 733. — La Chambre décide qu'elle s'occupera de la proposition, p. 737. — Développement, p. 772 à 774 (I. n.º 55). — Nomination d'une commission, p. 775. — Une requête de M. le duc de Crussol-d'Uzès est renvoyée à cette commission, p. 785. — Rapport fait par M. le comte de Sainte-Aulaire, 883 à 893 (I. n.º 65). — Discussion sur les questions discutées dans ce rapport, notamment sur la question de savoir si les fils des membres qui ont refusé le serment peuvent être admis dans la Chambre à la place de leurs pères, p. 898. — Opinions; du comte de Tascher, p. 899 à 904; — du comte de Saint-Priest, p. 904 à 906; — du comte Cornudet, p. 906 à 908; — du duc de Sabran, p. 908; — du duc de Crillon, p. 909; — du comte de Pontécoulant, p. 910; — du duc de Broglie, 912 à 916; — du vicomte Lainé, p. 916 à 921; Vu aussi p. 926, § 1.º; — du duc Decazes, p. 921 à 925. — Observations du marquis de Sémonville, p. 925; — du duc de Choiseul, p. 927 à 929; — du comte Dejean, p. 929; — du comte d'Argout, Ministre de la marine, 930; — du duc de Valentinois, p. 931. — Résumé du rapporteur, p. 932 à 937. — Observations du duc de Fitz-James, 937; — du vicomte Lainé, p. 938; — du comte d'Argout, p. 939. — Arrêté de la Chambre, p. 941. Voir au mot *Crussol-d'Uzès*.

SERMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS. — Loi du 31 août 1830, relative au serment des fonctionnaires publics. — Votée par la Chambre des Députés, sur la proposition de M. Mercier, le 19 août 1830. — Envoyée à la Chambre des Pairs le 23. — Adoptée le 30. — Sanctionnée et promulguée le 31 (Bulletin des lois, année 1830, 2.º semestre, 1.ºe partie, n.º 6, p. 66). — Message, p. 107 (I. n.º 9). — Nomination d'une commission, p. 120. — Rapport par le comte de Sainte-Aulaire, p. 152 à 162 (I. n.º 13). — Discussion, p. 166 et suiv. — Opinion du vicomte Dubouchage, p. 166 à 172. — Discours du duc de Broglie, Ministre de l'instruction publique, p. 172 à 177. — Observations du comte Lemercier, p. 177; — du duc de Fitz-James, p. 178, § 1.º — Opinion du duc Decazes, p. 178 à 181. — Observation du baron Séguier, p. 181. — Délibération des articles, p. 182. — Sont entendus : — Sur

- l'Art. 2*; le comte de Montalivet, p. 183; — le comte d'Argout, p. 184, § 1.<sup>er</sup>; — le comte de Sainte-Aulaire, *ibid.*, § 2; — le duc de Broglie, *ibid.*, § ult.; — *Sur l'Art. 3*; le duc de Praslin et le comte d'Argout, p. 185; — le comte Roy, p. 186, § 1.<sup>er</sup> et ult.; — le duc de Broglie, p. 186, § 2, et 187, § 2; — le duc de Brissac, p. 187, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Crillon, p. 187, § 3; — le comte Portalis, *ibid.*, § 4, — et le baron Segnier, *ibid.*, § ult. — Vote, p. 188.
- SEMAISONS** (M. Claude-Louis-Gabriel-Donatien comte de), gendre et successeur à la Pairie de M. le chancelier Dambray. — Adresse ses titres à la Chambre, p. 142. — Ils sont renvoyés à une commission spéciale de trois membres, p. 144. — Rapport de cette commission, p. 162. — Les titres de M. le comte de Sesmaisons sont déclarés valables, 162. — Il s'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 163. — Est admis à prêter serment, le 6 septembre 1830, p. 255. — Ses observations sur la loi relative au cautionnement des journaux, p. 1058, § ult.; — sur la loi relative à la garde nationale, p. 1516, § 1.<sup>er</sup>; 1545, 1562, § 1.<sup>er</sup>; 1567, § 1.<sup>er</sup>; — sur une proposition relative au droit d'interpeller les Ministres, p. 1612; — sur la loi relative à une légion étrangère, p. 1695, § 4; — sur la loi relative à l'aliénation d'une partie des bois de l'Etat, p. 2073, § ult.; — sur la loi du 30 mars 1831, relative aux pensions des marins réformés depuis 1814, p. 2116, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi du 11 avril 1831, relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2138, 2155, § 3; 2173, § 1.<sup>er</sup> et 4; — sur la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2280 à 2282; 2298, § 1.<sup>er</sup> V. aussi p. 2378, § 1.<sup>er</sup>; — sur la loi relative à un crédit éventuel de 100 millions, p. 2614, § ult.; — sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2678, § 1.<sup>er</sup>.
- SESSION DE 1830.** — Reprise le 3 août 1830, p. 1. — Provoquée au 15 juin le 20 avril, p. 2688. — Close par ordonnance du 31 mai 1831, p. 2689.
- SÈZE** (M. le comte de), refuse le serment, p. 523.
- SIMÉON** (M. le comte), prête serment, p. 50. — Rapports par lui faits au nom de commissions spéciales; sur l'arrestation du prince de Polignac et du comte de Peyronnet, p. 99 à 106 (L. n.º 7); — sur la loi relative à la suppression des conseillers-auditeurs, p. 849 à 852. — Fait une proposition de loi relative à l'application du jury au jugement des délits de la presse et des délits politiques,

- p. 201; — la développe, p. 266 à 273 (I. n.° 24); — en fait le rapport au nom d'une commission spéciale, p. 356 à 364 (I. n.° 29); — la soutient, p. 406. — Fait un nouveau rapport sur plusieurs articles renvoyés à la commission, p. 426 à 436 (I. n.° 32); — un troisième rapport sur le projet amendé par la Chambre des Députés, p. 583 (I. n.° 41). — S'explique au sujet de la loi électorale, p. 2385.
- SOUÏÈS (M. le comte), prête serment, p. 50.
- SPARRE (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Fait une proposition relative au mariage des militaires, p. 582. — Ses observations sur une pétition relative aux chemins vicinaux, p. 1023, 92; — sur l'article 6 de la loi relative à l'organisation municipale, p. 1738, § 1.
- SUBVENTION AU COMMERCE. — Loi du 17 octobre 1830, relative à la création d'un fonds de 30 millions, pour avances et secours au commerce et à l'industrie. Présentée par le Gouvernement à la Chambre des Députés. — Apportée à la Chambre des Pairs le 12 octobre. — Adoptée le 16. — Sanctionnée et promulguée le 17 (Bulletin des lois, année 1830, 2.° semestre, 1.° partie, n.° 14, p. 87). — Exposé des motifs, p. 618 (I. n.° 47). — Nominations d'une commission, p. 622. — Rapport par le comte Mollien, p. 667 à 672 (I. n.° 31). — Discussion, p. 704. — Opinions du comte Roy, p. 705 à 741. V. aussi p. 718 à 721; — du baron Mounier, p. 714 à 716; — du baron de Barante, p. 716 à 718; — du vicomte Laine, p. 721 à 724. — Discours de M. Guizot, Ministre de l'intérieur, p. 724 à 727. — Vote au scrutin, p. 728.
- SUSPENSION d'une séance pour attendre le rapport d'une commission. V. p. 1057, 1063.
- SUSSY (M. le comte de), prête serment, p. 50. — Son opinion sur la loi du 17 octobre 1830, relative aux boissons, p. 676 à 678. — Fait un rapport au nom du comité des pétitions, p. 1019. — S'explique au sujet de la loi sur la garde nationale, p. 1500, § ult. V. aussi p. 1562, § ult.; — au sujet d'un projet de loi relatif à l'amortissement, p. 1646, § ult.; — d'un projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2676, § pénult.

## T

- TALARU (M. le marquis de), prête serment, p. 166. — S'explique sur le projet de loi relatif à l'ex-Roi Charles X, p. 2677, § pénult.

- TALHOUE (M. le marquis de), prête serment, p. 68.
- TALLEYRAND (M. le prince duc de), prête serment, p. 50. — S'excuse de ne pouvoir se rendre à la Chambre, p. 386.
- TALLEYRAND (M. le comte de), refuse le serment, p. 220.
- TARENTE (M. le maréchal duc de), prête serment, p. 50. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 9 mars 1831, relative à la formation d'une légion étrangère, p. 1634 à 1638 (I. n.º 103). *V.* aussi p. 1696, § 2. — Prend part à la discussion de la loi relative aux pensions de l'armée de terre, p. 2134 à 2137, 2141, § 1.<sup>er</sup>; — de la loi électorale du 19 avril 1831, p. 2297, § *ult.*; — de la loi du 18 avril 1831, au sujet des retenues sur les traitemens militaires, p. 2590. *V.* aussi p. 2595, § 2.
- TASCHER (M. le comte de), s'explique au sujet de la déclaration de vacance du trône, p. 37, § *pénult.* — S'oppose à ce que le nom d'un opinant soit inséré au procès-verbal, p. 43, § *ult.* — Prête serment, p. 50. — Obtient la parole au sujet d'une lettre du marquis de Rougé, p. 85, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet de l'ordonnance relative à la mise en jugement du comte de Kergorlay, p. 791, § *pénult.* et 792, § 1.<sup>er</sup>; — au sujet de l'admission du duc de Crussol à la place du duc d'Uzès, p. 899 à 904. — Ses observations sur l'exercice de la contrainte par corps contre les Pairs de France, p. 995, § 2. — sur le droit d'interpeller les Ministres, p. 1379 et 1383, § *ult.* — Soumet à la Chambre une proposition à ce sujet, p. 1403. *V.* au mot *réglement intérieur*, n.º 3. — Fait un rapport sur cette proposition, p. 1973 à 1981 (I. n.º 114). *V.* aussi p. 2274. — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1286, 1703; — sur une pétition relative à l'école polytechnique, p. 1781 à 1791. *V.* aussi p. 1793, § 1.<sup>er</sup> — S'explique au sujet d'une pétition relative à la liberté d'enseignement, p. 1816 à 1819; — au sujet de la loi électorale, p. 2384; — de la loi sur les attroupemens, p. 2477. — Fait, au nom d'une commission spéciale, un rapport sur la loi du 22 avril 1831 relative à un crédit extraordinaire de 150,000 fr. pour dépenses secrètes, p. 2621 à 2626 (I. n.º 144).
- THIERS (M.), commissaire du Roi, soutient la discussion d'un projet de loi sur l'amortissement, p. 1653.
- TOURNON (M. le comte de), envoie son serment par écrit, p. 523.
- TRAITE DES NOIRS. — LOI du 4 mars 1831 relative à la traite des Noirs. — Présentée à la Chambre des Pairs par le Gouvernement, le 13 décembre. — Adoptée le 11 janvier avec

amendemens. — Adoptée avec amendemens par la Chambre des Députés. — Rapportée à la Chambre des Pairs le 23 février. — Adoptée le 25. — Sanctionnée et promulguée le 4 mars (Bulletin des lois, année 1831, 1.<sup>re</sup> semestre, 1.<sup>re</sup> partie, n.º 22, p. 35). — 1.<sup>re</sup> PRÉSENTATION. — Exposé des motifs, p. 1100 à 1109. (I. n.º 74). — Nomination d'une commission, p. 1111. — Rapport par M. le baron Mounier, p. 1195 à 1211 (I. n.º 81). — Discussion, p. 1222 à 1238. — Dans cette discussion sont entendus : le comte Lecouteulx, p. 1224 et 1226, § 1.<sup>er</sup>; — le duc de Broglie, p. 1226, § 2; — l'amiral baron Duperré, p. 1231, § 1.<sup>er</sup>; — le marquis de Marbois, p. 1234, § 1.<sup>er</sup>; — le vice-amiral comte Verhuelst, p. 1236; — le comte d'Argout, Ministre de la marine, p. 1225, 1231, 1234, 1237. — Vote au scrutin, p. 1241. — Le projet de loi amendé par la Chambre des Députés est de nouveau présenté à la Chambre des Pairs, p. 1454 à 1457 (I. n.º 96). — Renvoi à la commission précédemment nommée, p. 1457. — Rapport par le baron Mounier, p. 1617 à 1625 (I. n.º 101). — Discussion, p. 1625. — Vote au scrutin, p. 1632.

TREVISE (M. le maréchal, duc de), propose de nommer une grande députation pour porter au Prince lieutenant-général la déclaration du 7 août 1830, p. 41, § 6. — Prête serment, p. 50.

TRUGUET (M. le vice-amiral, comte), prête serment, p. 50.

URGENCE. — Loi rapportée et votée le jour même de sa présentation. V. p. 1080, 1081, 1093 et 1094.

UZÈS (M. le duc d'), refuse le serment, p. 498. V. *Crussol d'Uzès*.

VALENTINOIS (M. le duc de), envoie son serment par écrit, p. 196. — Ses observations sur l'admission du duc de Crussol par suite du refus de serment du duc d'Uzès, p. 931; — sur l'article 120 de la loi relative à la garde nationale, p. 1579; — sur la loi relative aux pensions de la marine, p. 2469; — sur la loi électorale, p. 2529, § *ult.* — Fait divers rapports au nom du comité des pétitions, p. 1797, 1815, 1925, 2044, 2413.

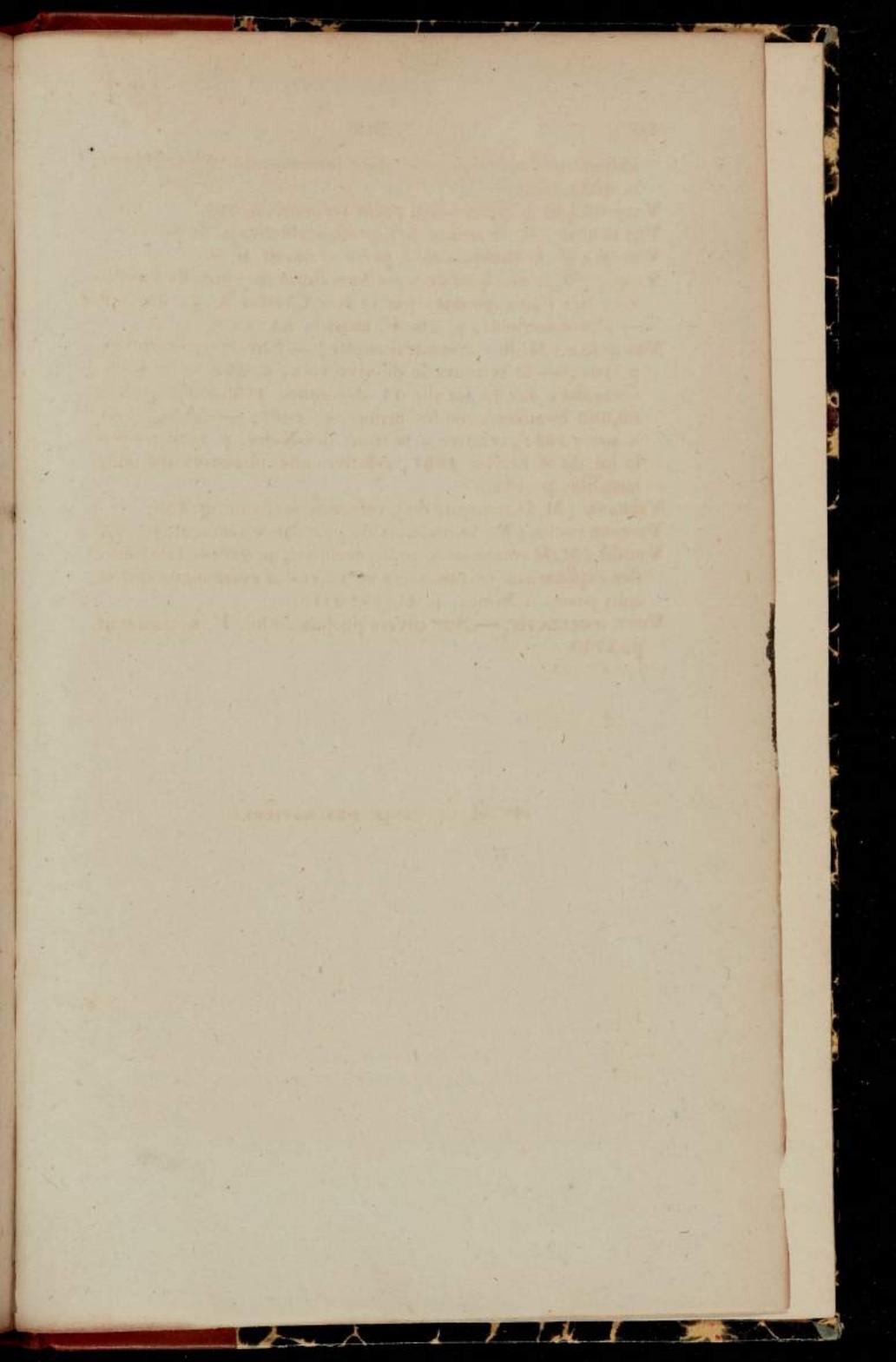
VALMY (M. le duc de), prête serment, p. 50. — Fait une obser-

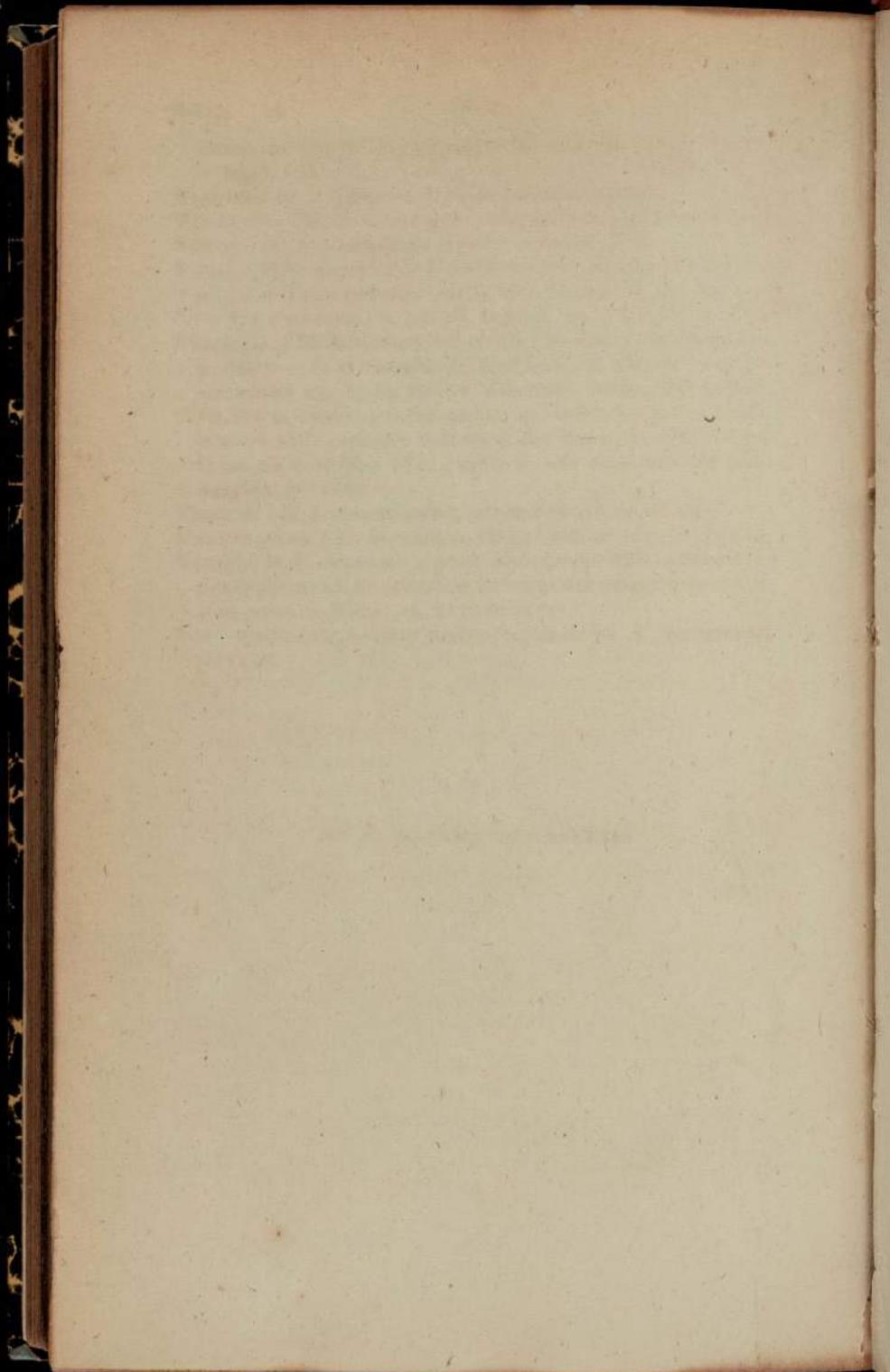
- vation sur l'ordre du jour, dans la séance du 19 avril 1831, p. 2631, § ult.
- VAUBOIS (M. le comte de), prête serment, p. 50.
- VAUDREUIL (M. le comte de), prête serment, p. 50.
- VENCE (M. le marquis de), prête serment, p. 50.
- VÉRAC (M. le marquis de). — S'explique au sujet de l'exclusion des Pairs nommés par le Roi Charles X, p. 35, § 2. — Prête serment, p. 50. *V.* aussi p. 54, § 1.<sup>er</sup>
- VERHUELL (M. le vice-amiral comte). — Envoie son serment, p. 164; — le renouvelle de vive voix, p. 521. — Ses observations sur la loi du 11 décembre 1830, qui appelle 80,000 hommes sous les armes, p. 1087; — sur la loi du 4 mars 1831, relative à la traite des Noirs, p. 1236; — sur la loi du 8 février 1831, relative aux ministres du culte israélite, p. 1326.
- VIBRAYE (M. le marquis de), refuse le serment, p. 457.
- VILLEFRANCHE (M. le marquis de), refuse le serment, p. 523.
- VOGÜÉ (M. le comte de), prête serment, p. 220. — Demande des explications au ministère au sujet des événemens qui se sont passés à Nîmes, p. 2111 et 2119.
- VOTE COLLECTIF. — Sur divers projets de loi. *V.* notamment p. 1740.

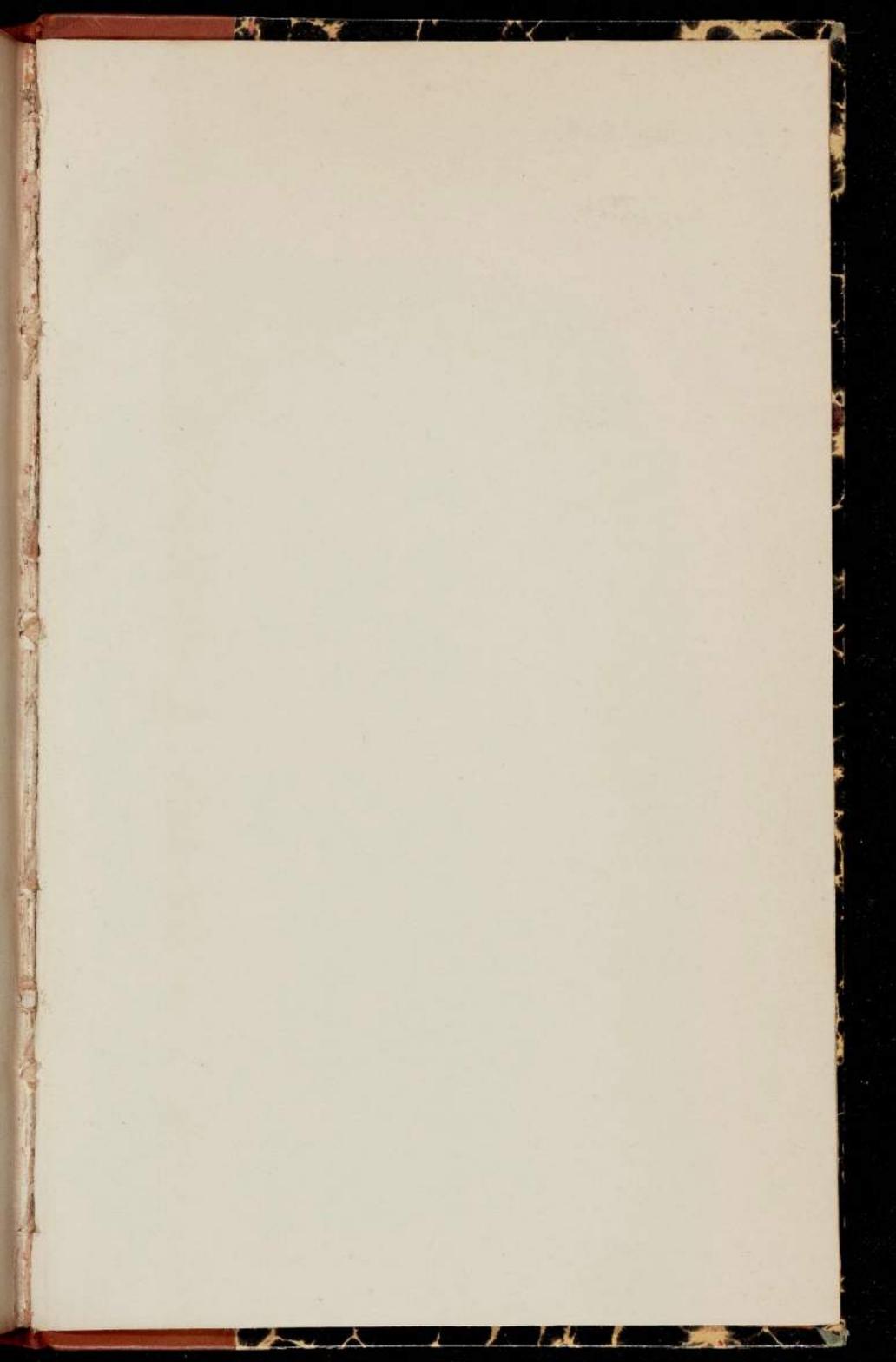
U

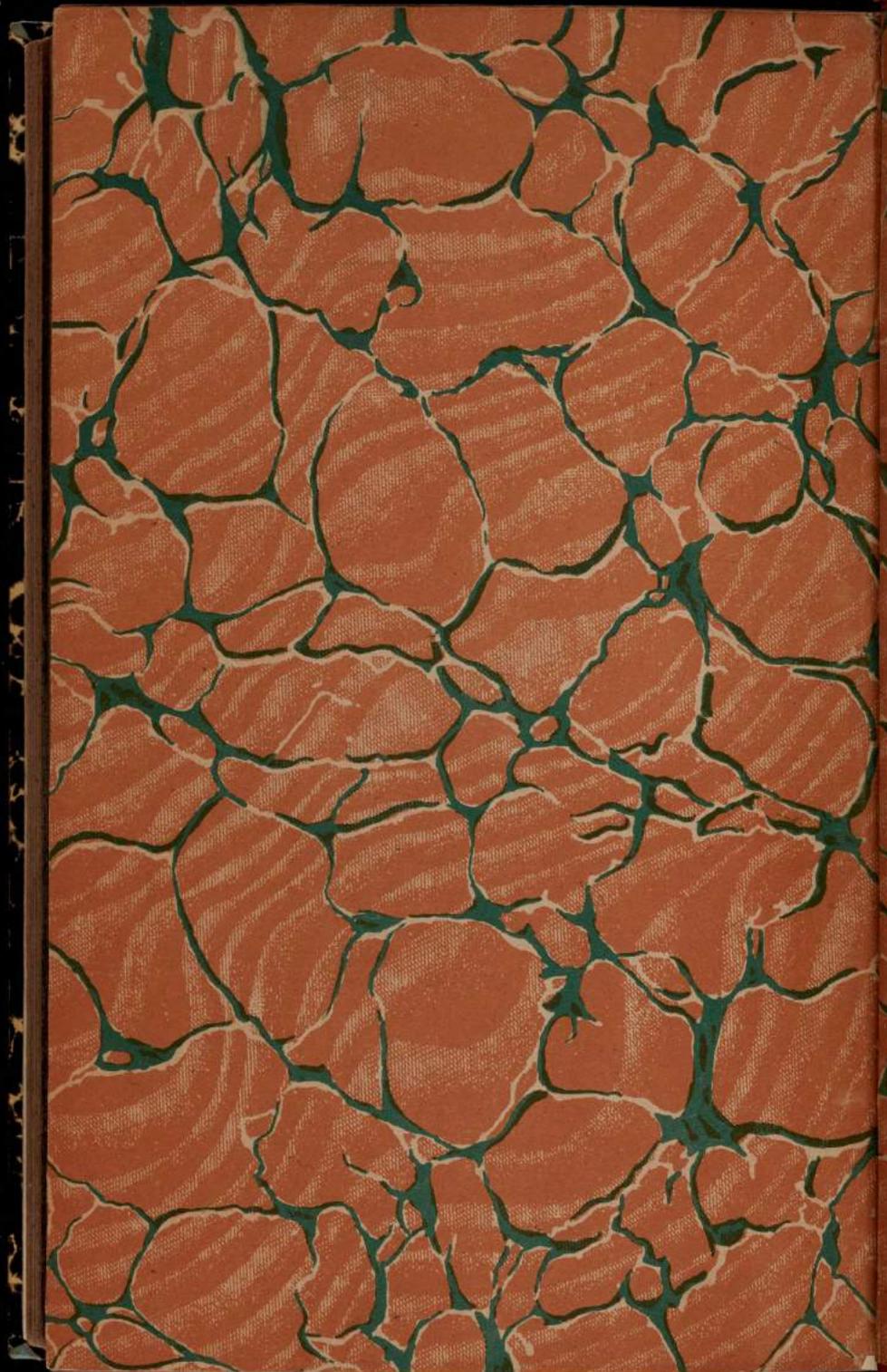
FIN DE LA TABLE DES MATIERES.

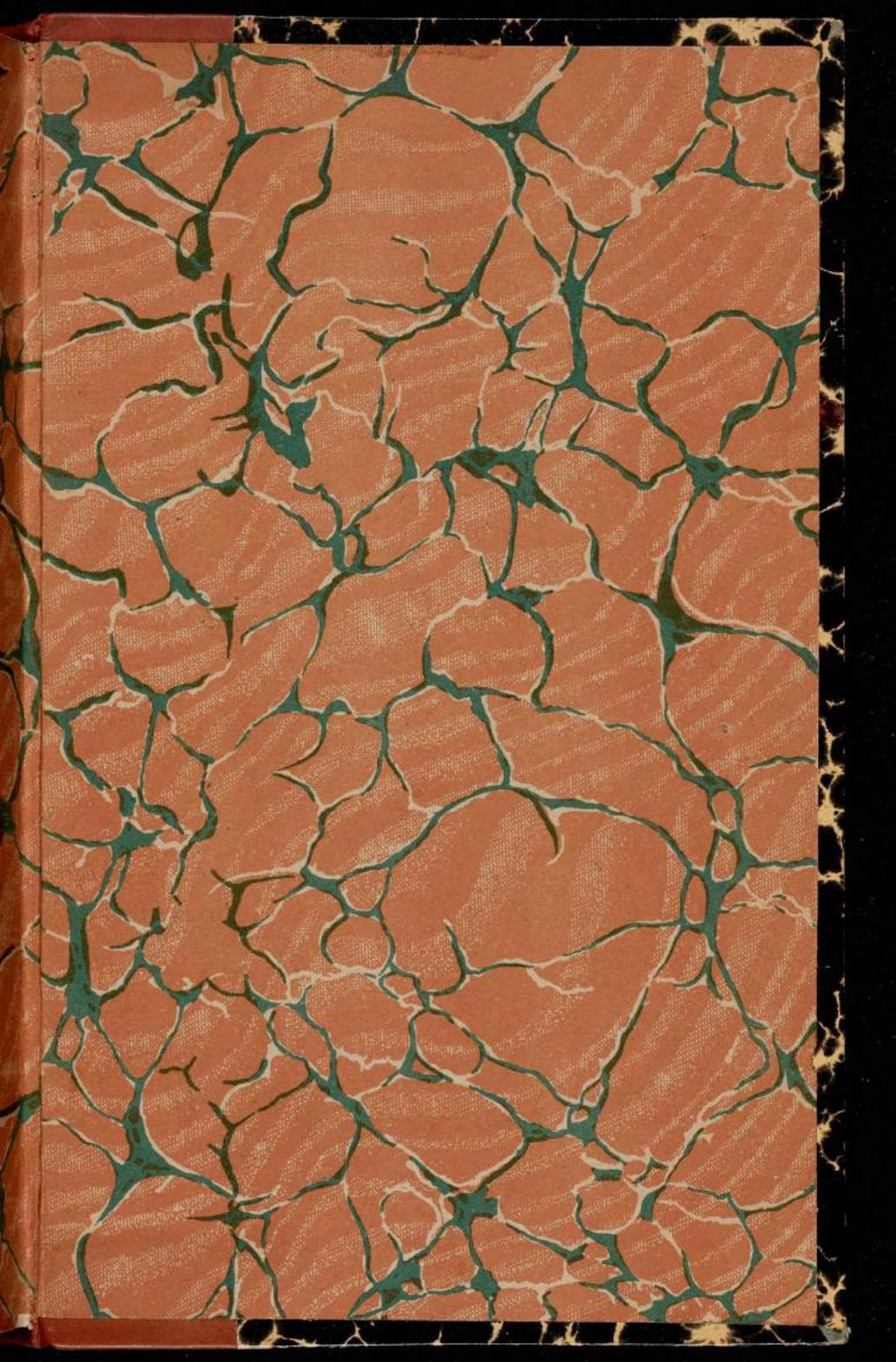
V

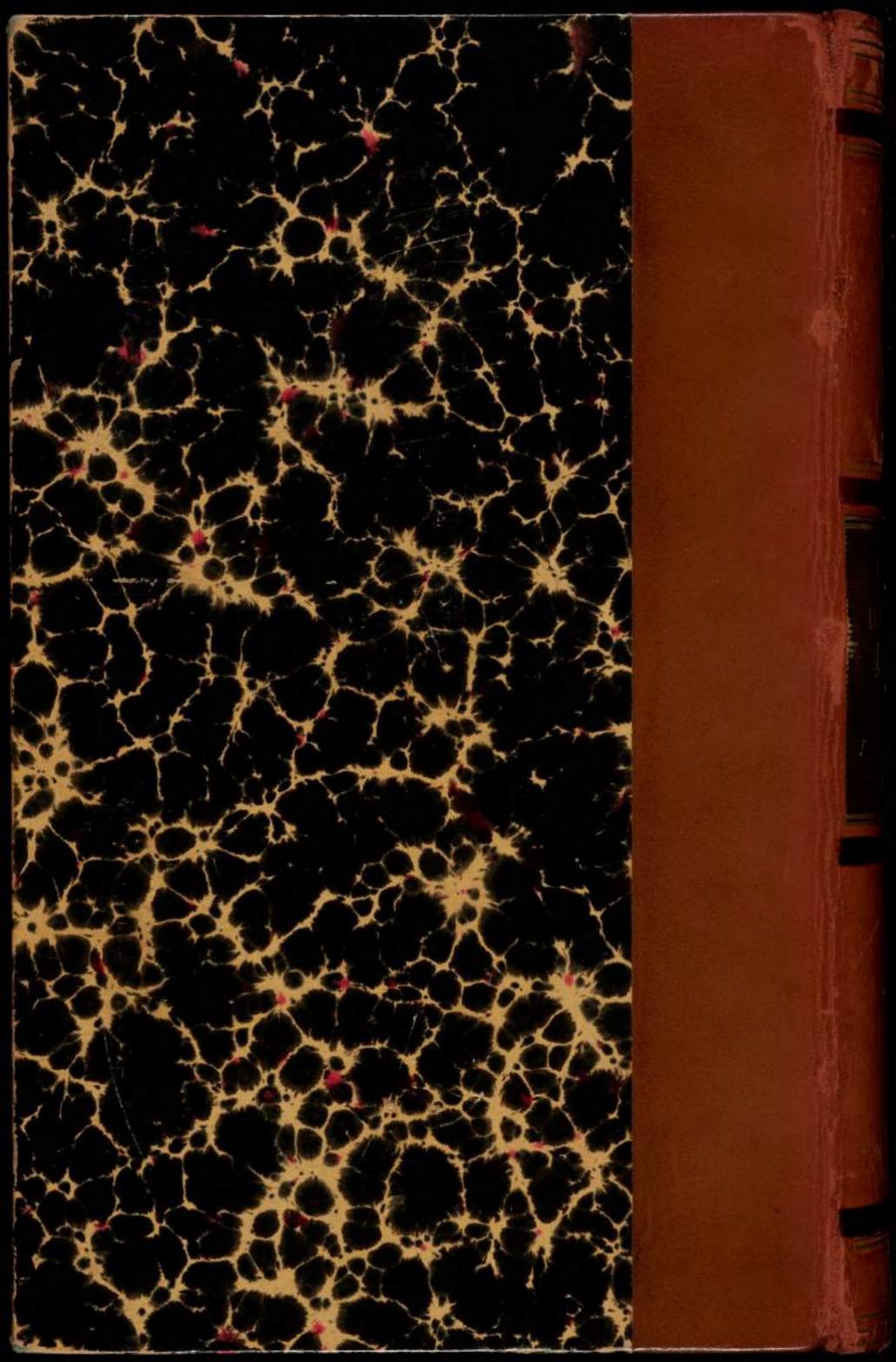














CHAMBRE  
DES PEERS

—  
TABLES

1824-1830

2